


UNIVERSITY OF ARIZONA



39001016176359



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
Kahle/Austin Foundation

REVUE D'HISTOIRE
ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Statkine Keprins

1900-1910

1910

HB
3
R 43
V. 14
1926

REVUE D'HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

14
1926



Slatkine Reprints

GENÈVE

1983

HB
2
REV
REV
1771

REVUE D'HISTOIRE
ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE

14
1971



Starkie Reprints

ISBN 2-05-100480-3

1971

REVUE D'HISTOIRE ÉCONOMIQUE & SOCIALE

FONDÉE PAR :

A. DESCHAMPS

Professeur à la Faculté de Droit de Paris
Membre de l'Institut

A. DUBOIS

Professeur à la Faculté de Droit de Poitiers
Correspondant de l'Institut

DIRECTEURS :

A. DUBOIS

Professeur à la Faculté de Droit de Poitiers
Correspondant de l'Institut

E. ALLIX

Professeur à la Faculté de Droit de Poitiers

SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :

Roger PICARD

Professeur à la Faculté de Droit de Lille

XIV^e ANNÉE



PARIS

LIBRAIRIE DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

MARCEL RIVIÈRE

31, rue Jacob, et 1, rue Saint-Benoît

—
1926

SCIENCE ET DOCTRINES ÉCONOMIQUES

Le problème des rapports entre les doctrines économiques et la science peut être abordé sous deux angles très différents. Tantôt on examinera telle ou telle doctrine en tant qu'elle se donne comme « œuvre » de science et on procédera à une confrontation entre ses affirmations et les lois statiques ou dynamiques de l'économie politique, pour voir en quelle mesure il y a concordance ou divergence entre celles-ci et celles-là. Tantôt on retiendra la doctrine comme « objet » de science, c'est-à-dire qu'on y verra un fait social et qu'on s'attachera à découvrir les antécédents et les concomitants qui en expliquent la genèse, la structure, la diffusion.

Nous voudrions apporter ici une contribution fragmentaire à cette double étude, en prenant comme thème les doctrines françaises contemporaines, dont nous avons essayé ailleurs (1) de décrire, aussi objectivement que possible, les aspects principaux.

I. — LES DOCTRINES COMME ŒUVRE DE SCIENCE

S'il existe des lois qui commandent le mécanisme et expliquent l'enchaînement des faits économiques, un programme d'action et de reconstruction n'est viable qu'à la condition de ne point méconnaître ces liaisons naturelles et nécessaires que la science a pour mission de dégager. Mais les doctrines économiques ne bornent pas généralement leur ambition à montrer qu'elles ne sont pas en contradiction avec la science. Elles entendent d'ordinaire établir, chacune à sa manière, qu'elles en sont le prolongement et le couronnement.

Une telle prétention est-elle fondée ?

*
* *

L'affirmation d'une liaison étroite et indissoluble entre leur position doctrinale et les théories de science économique est

(1) G. PIROU : *Les doctrines économiques en France depuis 1870*. Colin, 1925.

courante chez les individualistes. Se reportant aux origines et au développement historique de la pensée économique, ils montrent que les progrès de la science et de l'individualisme ont été parallèles et jumelés. Les fondateurs de la science économique, en même temps qu'ils analysaient le jeu des échanges entre les individus et les classes, systématisaient la doctrine du « laissez faire, laissez passer », et les économistes que l'on appelle classiques, parce qu'ils ont dressé le corps des théories de la valeur et de la répartition, ont à peu près tous défendu la doctrine individualiste. Il n'y a pas là, ajoute-t-on, une simple coïncidence. Cette liaison historique a un fondement logique. L'étude objective de la vie sociale montre qu'il y a des lois économiques inéluctables et que la société n'est pas modifiable au gré des désirs et des fantaisies des réformateurs. La science fait voir que ces lois assurent l'équilibre entre la production et la consommation et donnent la victoire aux producteurs les plus aptes à satisfaire le besoin social. Le fonctionnement naturel de l'organisme économique apparaît ainsi comme préférable à une réglementation artificielle, si bien intentionnée qu'elle soit. Enfin l'observation et l'analyse découvrent que les lois économiques sont la résultante du jeu de l'intérêt personnel : pour qu'elles jouent, il faut donc que les individus soient laissés libres de choisir eux-mêmes la voie où ils déploieront leur activité. S'ils sont, en outre, assurés de conserver le résultat de leurs efforts et de le transmettre à leurs enfants, le stimulant de l'intérêt sera porté au maximum. La science économique aboutit, par conséquent, à l'apologie et à la défense du libre contrat et de la propriété privée héréditaire, à la condamnation de l'interventionnisme et du socialisme. Il ne saurait y avoir entre économistes de divergences doctrinales. Pour reprendre le mot d'un économiste individualiste italien, Maffeo Pantaleoni : « Il n'y a que deux écoles, celle de ceux qui savent l'économie politique et celle de ceux qui l'ignorent. » Ceux qui savent sont nécessairement des adeptes de la doctrine individualiste et libérale.

Malheureusement pour l'individualisme, la thèse que nous venons de résumer, en essayant de ne la point affaiblir, se heurte à des objections très graves.

Rappelons tout d'abord que des études approfondies faites à l'époque contemporaine, tant en France qu'à l'étranger, ont montré que, dans une économie de libre activité, l'équilibre entre la production et le besoin social n'est pas assuré aussi parfaitement que les individualistes le croient. Comme le but de la production est l'appât du profit, et que la satis-

faction du besoin social n'est qu'un moyen d'atteindre ce but, les producteurs sacrifient tout naturellement l'intérêt social au gain individuel toutes les fois qu'il y a désaccord entre celui-ci et celui-là, toutes les fois que la « productivité » est en conflit avec la « rentabilité ». En outre, l'économie concurrentielle qui différencie les situations individuelles, la propriété privée et héréditaire qui consolide et perpétue ces différenciations, engendrent une très grande inégalité des fortunes, laquelle à son tour a cette conséquence que les besoins superflus des riches sont satisfaits par préférence aux besoins plus urgents des pauvres et des consommateurs à fortune moyenne. Plus contestable encore est l'affirmation individualiste que le jeu naturel des lois économiques, indépendamment de toute intervention des pouvoirs publics, assure automatiquement le règne de la justice en attribuant à chacun son dû. La fragilité d'une telle affirmation est suffisamment établie par le spectacle des iniquités manifestes auxquelles donnent lieu souvent les libres tractations. Personne ne peut prétendre que la justice n'était pas violée dans la première moitié du XIX^e siècle, lorsque le libre contrat était la loi des rapports entre ouvriers et patrons de la grande industrie naissante ou lorsque, à une époque encore récente, la rémunération du travail à domicile échappait au contrôle des pouvoirs publics. En vain a-t-on essayé d'étayer la thèse libérale à l'aide des théories modernes de l'utilité et de la productivité marginales. M. Charles Rist, dans un article justement célèbre de la *Revue de Métaphysique et de Morale* (2), a fort bien montré le caractère erroné d'une semblable interprétation. Au surplus, les théories de l'utilité marginale et de l'équilibre économique ne sont point des vérités scientifiques indiscutables. On tend plutôt aujourd'hui à voir en elles des approximations partiellement exactes et temporairement utiles, destinées à subir de notables corrections à mesure que se perfectionnera la science économique positive.

Par ailleurs, qu'on s'en réjouisse ou qu'on s'en afflige, on ne peut nier que le dernier demi-siècle a vu se multiplier les interventions des pouvoirs publics dans la production et la répartition des richesses, et les manifestations de l'action collective qui visent, et souvent réussissent, à imposer des règles communes auxquelles doivent se plier bon gré mal gré les activités et les volontés individuelles. En même temps, sous l'influence de préoccupations nationales ou la pression d'intérêts puissamment organisés, des barrières

(2) 1904 et 1907.

douanières se sont élevées sur presque toutes les frontières. En présence de ces faits nouveaux, qui éloignent de plus en plus le monde moderne de l'idéal individualiste et libre-échangiste, quelle a été l'attitude des économistes libéraux? Dans le développement de l'interventionnisme, du syndicalisme, du protectionnisme, ils ont vu moins une réalité à expliquer et à intégrer dans l'analyse économique que des maux à extirper et des infirmités à guérir. Naïvement, ils ont cru qu'il suffirait de dénoncer ces maladies et ces erreurs pour en venir à bout. Leurs objurgations sont demeurées vaines parce que ces faits économiques nouveaux avaient leur origine et leur explication dans des tendances profondes du monde moderne, techniques, psychologiques, politiques, qu'il n'est sans doute au pouvoir de personne d'écarter, et qu'il est puéril de négliger.

Il est vrai que, se croyant en possession de la vérité scientifique, les individualistes étaient en droit de penser que toute tentative d'économie nouvelle se révélerait à l'expérience incompatible avec la santé économique et le progrès social. Mais, en fait, des sociétés ont vécu et prospéré tout en s'éloignant sensiblement du programme de l'individualisme intégral. Ni les pays à protection douanière élevée, ni les pays à législation sociale avancée ne se sont montrés inférieurs aux autres dans les luttes économiques, et il apparaît aujourd'hui que les choses sont moins simples que ne se l'imaginaient les individualistes et que l'intervention des groupes et de l'Etat dans la vie économique mérite plus qu'une condamnation dédaigneuse : elle demande à être étudiée scientifiquement, sans parti pris dogmatique, dans ses effets et dans ses causes.

Il ne faudrait pas croire pourtant qu'au point de vue scientifique il n'y a rien à retenir des thèses individualistes. Elles contiennent une idée juste et vraie, que les autres doctrines, comme nous le verrons, ont trop souvent méconnue, à savoir que la vie économique n'est pas une pâte molle que l'on puisse indifféremment pétrir en tout sens, qu'au contraire elle comporte un mécanisme d'un maniement délicat qu'il est nécessaire de bien connaître si l'on veut éviter de le détraquer par des interventions inopportunes. L'existence de ce mécanisme ne doit pas être pour les pouvoirs publics un motif d'abstention, car parfois l'abstention serait la pire des solutions, celle qui exaspérerait les masses et rendrait inévitable une révolte brutale : qu'on songe à ce qui se serait produit en tous pays depuis 1914 si les pouvoirs publics étaient restés passifs devant la hausse illimitée des loyers. Mais du moins l'intervention, quand elle est nécessaire, doit revêtir des formes qui ne risquent pas de heurter le mécanisme économique,

qui n'en violent pas les lois, qui plutôt les utilisent en les faisant jouer dans de telles conditions qu'elles servent les desseins et renforcent l'action de l'autorité publique, ce qui, dans la question du logement, conduira à juxtaposer à la politique de moratorium et de taxation celle de très larges encouragements et appuis à la construction.

De même, il conviendra de ne jamais oublier que la société est faite d'individus qui ne sont ni des machines inertes, ni les pièces passives d'un jeu de construction, que dès lors aucun régime économique ne saurait durer s'il n'accorde pas aux individus une dose suffisante de liberté et d'autonomie, ce qu'ont trop souvent tendance à oublier les réformateurs qu'hypnotisent le souci de la puissance nationale ou les préoccupations de justice sociale.

En dernière analyse, les individualistes ont raison de souligner les difficultés et les limites qui résultent, pour toute politique interventionniste ou socialiste, de la nécessité de respecter le mécanisme économique et l'individualité humaine. Mais ils ne sont pas fondés à prétendre que l'absentéisme économique et social est la seule attitude compatible avec l'esprit scientifique.

**

Le socialisme moderne — et en particulier celui qui se réclame de Karl Marx — se donne, tout autant que l'individualisme, comme une doctrine strictement scientifique. Seulement, tandis que l'individualisme invoque à l'appui de ses conclusions les lois statiques qui commandent les actions et les réactions, immédiates ou à courte échéance, du mécanisme économique, le marxisme se réclame des lois dynamiques qui président au déroulement historique de l'évolution sociale. On sait, en effet, que la philosophie marxiste de l'histoire considère le collectivisme comme l'aboutissant nécessaire des transformations sociales en cours, dont le capitalisme est le stade actuel.

Il me paraît qu'il y a beaucoup à retenir dans cette conception. Par sa méthode réaliste et positive, le marxisme constitue un progrès certain et notable sur les formes antérieures du socialisme dit utopique. Les travaux de Marx, d'Engels et de leurs disciples jettent une vive lumière sur les institutions économiques du passé et du présent. En introduisant le relativisme dans les études économiques, les marxistes ont contribué, de même que sur un autre plan les historistes allemands, à rectifier ce que les théories économiques classiques avaient de trop simple et de trop absolu.

Pourtant, si on pénètre dans le détail et si l'on confronte les

théories économiques de Marx avec l'état actuel de la science, on est bien obligé de constater, sur des points importants, un désaccord irréductible. Aujourd'hui, aucun économiste sérieux, quelles que soient ses tendances doctrinales et son attitude sociale, n'accepte comme vraies les théories de la valeur, de l'intérêt, du profit, des crises, présentées par Karl Marx. Tout récemment encore, un économiste italien socialiste, Graziadei, répudiait expressément l'analyse marxiste de la valeur-travail. Même les parties les plus solides du marxisme, telles que cette loi de concentration qui tient dans la réalité économique comme dans le système collectiviste une place de première importance, demandent à être rectifiées et atténuées quand on veut dresser un tableau exact de la vie économique. Si elle exprime fortement le mouvement tendanciel de l'industrie, du commerce, de la banque, la loi de concentration ne correspond nullement à l'évolution de l'agriculture. Celle-ci semble tendre beaucoup plus vers une démocratisation progressive par le morcellement de la propriété et la multiplication des petites entreprises à faire valoir direct ; et le mouvement d'action collective, en agriculture, se limite aux opérations d'achat, de transformation et de vente, sans pénétrer profondément le domaine de la culture *stricto sensu*. L'erreur de prévision commise à cet égard par les collectivistes ne vient-elle pas de ce que leur vision de l'évolution économique s'inspire moins d'un pur souci d'objectivité scientifique que du désir de trouver dans l'histoire des arguments et des preuves à l'appui du régime économique auquel vont leurs préférences ?

*
* *

Plus exacte, parce que plus nuancée, est l'image que donnent de l'économie contemporaine les doctrines intermédiaires entre l'individualisme et le socialisme. Surtout, elles ont généralement le mérite de bien comprendre le caractère mixte de cette économie qui, par certains côtés, plonge encore dans le capitalisme privé et l'individualisme juridique, et qui, par d'autres, inclut déjà un dosage important d'économie collective, coopérative et syndicale, et de réglementation publique.

Les doctrines intermédiaires cependant sont, elles aussi, parfois des guides tendancieux et nous fournissent des photographies infidèles. C'est que pour elles la vie économique est bien plutôt une matière à réglementer et à réformer qu'une réalité à connaître et à comprendre. Et trop souvent elles tombent à quelque degré dans l'erreur que commettaient les socialistes utopistes ; elles s'exagèrent la modifiabilité du monde économique, le pouvoir qu'ont les hommes et les

règles juridiques d'en infléchir à leur gré la contexture. Une confiance excessive les anime, non plus comme celle des individualistes dans les résultats naturels du mécanisme économique, mais dans les effets des interventions légales. Par là, elles sont souvent induites à de fausses manœuvres, à des prophéties que les événements démentent, à des tentatives qui, contrecarrées par le jeu des lois économiques, tournent à l'opposé de ce que leurs auteurs eussent voulu. Contentons-nous de rappeler l'erreur d'un homme d'Etat aussi avisé que Waldeck-Rousseau, qui escomptait la paix sociale de la législation des syndicats. Il me paraît que les catholiques sociaux commettent une erreur analogue lorsqu'ils croient possible de faire revivre les notions médiévales de juste prix et de juste salaire dans la complexité et l'enchevêtrement de la vie moderne, et que M. Georges Valois ne se trompe pas moins lorsqu'il espère, par le syndicalisme intégral des intérêts, supprimer la lutte des classes, assurer le progrès technique et l'harmonie sociale.

En définitive, un juge impartial doit débouter toutes les doctrines sociales de leur prétention à s'identifier avec la science. Chacune d'elles n'apporte que des vérités partielles et fragmentaires. Au reste, quand on étudie d'un peu près les progrès de l'économie politique à l'époque contemporaine, on s'aperçoit qu'ils n'ont été que rarement l'œuvre des constructeurs de doctrines sociales. Si les théories de la valeur, de la répartition, de la monnaie, de l'épargne, des crises, ont reçu depuis un demi-siècle de notables perfectionnements, le mérite en revient aux économistes et aux sociologues épris de science pure, qui se sont cantonnés dans la tâche, déjà singulièrement difficile, de connaître et d'expliquer la vie économique telle qu'elle se présente dans la réalité (3).

II. — LES DOCTRINES COMME OBJET DE SCIENCE

Des études récentes de sociologie positive ont montré que l'on peut soumettre à une investigation scientifique rigoureuse les conceptions morales ou les courants d'opinion qui se rencontrent à une époque donnée dans un pays donné, et découvrir les causes profondes qui expliquent leur importance et leurs modalités à l'aide d'une analyse du milieu social dans

(3) Cf. Ch. TURGEON : « Contribution à l'histoire contemporaine des doctrines économiques » (*Revue d'Histoire économique et sociale*, 1925) ; — G. PIROU : « L'état actuel de la science économique en France », dans *Die wirtschaftstheorie der gegenwart*, J. Springer, éd., Vienne, 1926.

lequel ces conceptions et ces courants se développent. Il suffira de rappeler à cet égard, pour ne donner que des exemples français, les travaux de L. Lévy-Bruhl et d'A. Bayet sur les faits et les idées morales, ou d'A. Siegfried sur l'orientation politique de l'ouest de la France.

Pourquoi ne pas appliquer aux doctrines économiques et sociales une méthode analogue ? La tentative, au surplus, ne sera pas nouvelle, car souvent les historiens des doctrines ont eu recours, pour expliquer la position de tel ou tel auteur sur telle ou telle question, à des considérations tirées du milieu historique. En appliquant systématiquement cette méthode aux doctrines françaises contemporaines, nous parviendrons, je crois, à les mieux comprendre. Toutefois, le procédé ne sera fécond qu'à condition de ne pas borner notre examen au milieu économique et de replacer aussi les doctrines dans le milieu philosophique et politique qui les entoure. Car les doctrines économiques ne sont jamais de purs systèmes techniques (4) et elles se ressentent des changements de l'ambiance spirituelle comme des variations de l'ambiance matérielle. Notons immédiatement que des recherches de ce genre rendront compte surtout des vicissitudes des doctrines dans le temps et dans l'espace. Sous ces variations demeure un substratum permanent qui exprime les grandes réactions psychologiques des individus en face de la réalité économique. Mais ce sera déjà quelque chose de savoir pourquoi ces réactions générales revêtent des formes diverses et connaissent un succès variable suivant les époques et suivant les pays.

*
* *

I. — Un premier point à noter est que les doctrines françaises les plus opposées présentent certains caractères communs, et une sorte d'air de famille, qui les différencient nettement des doctrines étrangères. A quelque degré, toutes sont marquées par les deux traits essentiels de notre psychologie nationale : l'individualisme et le rationalisme.

Le caractère profondément individualiste du tempérament français explique la puissance et le prestige que garde chez nous l'école libérale, malgré les assauts qu'elle a subis et les obstacles qu'elle rencontre du fait de conditions économiques et politiques sur lesquelles nous aurons par la suite à revenir.

(4) Cf. G. PIROU : *Les doctrines économiques en France depuis 1870*. Colin, 1925.

L'école libérale est aujourd'hui encore dominante en France dans la presse économique, et elle rencontre un accueil sympathique de la part du public bourgeois, parce que ses réquisitoires contre l'étatisme, l'interventionnisme, le collectivisme répondent aux sentiments profonds de lecteurs instinctivement prêts à se rebeller contre toute intrusion de l'Etat dans leurs affaires et toute subordination à une discipline imposée. C'est pour la même raison que les principes fiscaux modernes de personnalité et de progressivité ont eu beaucoup plus de mal à s'implanter en France qu'à l'étranger et se heurtent aujourd'hui encore aux résistances passionnées de contribuables irréductiblement hostiles à l'inquisition fiscale. *Le Temps* exploite habilement cet état d'esprit lorsqu'il appelle impôts « à la française » les anciens impôts réels.

Aussi bien, la nécessité d'accorder à cet individualisme français des satisfactions au moins apparentes et partielles s'est-elle imposée aux doctrines non individualistes elles-mêmes. Successivement, les principaux théoriciens modernes du socialisme et du collectivisme en France ont insisté sur ce que le socialisme n'implique nullement l'étouffement de la personnalité humaine, qu'au contraire il en facilite et permet le plein essor. Georges Renard déclare que les socialistes travaillent à remplacer la liberté formelle par la liberté réelle en généralisant et en égalisant la concurrence et qu'ils sont en ce faisant « cent fois plus amis de la liberté que le plus libéral des soi-disant libéraux ». E. Fournière s'attache, dans son *Essai sur l'individualisme*, à établir le caractère libéral du socialisme. J. Jaurès affirme qu'il n'admettrait point que la justice se fit aux dépens de la liberté et n'hésite pas à lancer cette formule significative : « Plutôt la solitude avec tous ses périls que la contrainte sociale; plutôt l'anarchie que le despotisme quel qu'il soit. » Chez les adeptes du syndicalisme révolutionnaire, nous retrouvons de semblables préoccupations individualistes. Les militants, lorsqu'ils cherchent à se représenter le régime économique de l'avenir, entendent que la liberté la plus grande soit laissée aux individus tant au point de vue de la production qu'au point de vue de la répartition. Les théoriciens syndicalistes reprochent au marxisme orthodoxe et au guesdisme d'aboutir à une véritable caporalisation de la production et lui opposent une philosophie qui veut être respectueuse de l'originalité et de la personnalité individuelles.

Ces concessions sont-elles suffisantes pour contenter les tempéraments individualistes ? Certains en doutent et font remarquer que le syndicalisme suppose la soumission des isolés et des réfractaires aux règles posées par les groupes, et que le socialisme implique de sérieuses limitations à la

liberté des individus du fait de la socialisation de l'activité économique. Aussi, dans les milieux ouvriers et populaires français, subsiste un courant d'individualisme intransigeant qui se défie du syndicalisme et du socialisme sous toutes ses formes et se réclame de l'anarchisme intégral. Plus que tout autre pays, la France est la terre d'élection de l'anarchisme. Et les œuvres contemporaines de Jean Grave, d'A. Lorulot, d'E. Armand, d'A. Colomer, si elles ne renferment qu'une doctrine économique assez inconsistante, méritent cependant d'être retenues comme manifestations extrêmes de ce tempérament individualiste qui ne veut supporter aucune contrainte sociale. Sous cette forme exaspérée et intransigeante, l'individualisme ne peut conduire qu'à des protestations platoniques ou à des rêveries utopiques. Mais, à l'inverse, une doctrine qui méconnaîtrait la nécessité de laisser aux individus une large sphère d'indépendance et d'autonomie n'aurait aucune chance de succès en France, parce qu'elle heurterait trop violemment une aspiration fondamentale de l'âme française.

Nécessairement teintées d'individualisme, les doctrines françaises sont aussi généralement imprégnées de rationalisme. Entendons par là qu'elles prennent la forme de constructions systématiques et logiques, dont les diverses pièces se rattachent à quelques principes fortement charpentés et solidement coordonnés. Le marxisme lui-même n'a pu s'acclimater en France qu'en se pliant à recevoir une sorte de revêtement intellectualiste, et en perdant le caractère de philosophie purement matérialiste et technique. D'une manière plus précise, dans le socialisme français contemporain comme dans le socialisme français prémarxiste, l'empreinte rationaliste se marque à un double égard. D'une part, la doctrine s'adresse à l'intelligence plus qu'à l'intérêt et au sentiment, ce qui l'oblige, quelque hasardeuse que soit cette tâche, à fournir au moins un schéma de la société de l'avenir et à établir sa supériorité rationnelle sur l'ordre de choses actuel. D'autre part, ce socialisme est encore intellectualiste en ce qu'il se pose comme l'aboutissant logique de principes généralement admis et dès à présent consacrés, bien plutôt que comme l'aboutissant historique d'un processus économique. De là vient que chez Georges Renard, chez Jaurès, chez Léon Blum, le nœud de l'argumentation est dans l'affirmation qu'il existe un lien logique entre la démocratie politique et la socialisation économique. Ce lien une fois démontré, celui qui acceptera la démocratie sans admettre le socialisme commettra un péché contre la logique auquel se rési-

gnera malaisément un esprit français. Pour mesurer la portée de ce caractère de notre socialisme, il suffira de le mettre en parallèle avec le socialisme anglo-saxon, bien plus imprégné d'empirisme et de réalisme, et qui justifie le collectivisme par une argumentation utilitaire, en le donnant comme la meilleure recette technique pour mettre fin au gaspillage et aux déperditions de forces qui naissent du capitalisme privé.

Ce caractère rationaliste, nous l'apercevons aussi dans les doctrines non socialistes. Un Yves Guyot, s'il aboutit à des conclusions exactement opposées à celles des collectivistes, pose cependant, en un sens, le problème de la même manière qu'eux, sur le terrain de la logique et de la raison, puisqu'il présente l'individualisme comme le corollaire logiquement nécessaire de l'idée démocratique et des principes de 1789. Les catholiques sociaux, de même, déduisent toutes leurs thèses économiques de principes tirés de l'encyclique *Rerum Novarum*, résument ces principes en quelques notions simples : juste contrat, salaire vital, bien commun, rattachent enfin ces notions à une idée centrale, clef de voûte de toute la doctrine, celle de la fraternité de tous les hommes, fondée sur leur rachat par le Christ. Il y a là un ensemble d'idées dont on peut discuter l'applicabilité au monde d'aujourd'hui, mais dont on ne saurait contester la cohérence et la rigueur rationnelle. Quant au solidarisme, il vise essentiellement à expliquer les manifestations les plus variées de la politique interventionniste : retraites ouvrières et gratuité de l'enseignement, risque professionnel et impôt progressif, par une idée commune, celle de quasi-contrat social. Nous avons essayé ailleurs de montrer la fragilité de cette synthèse. Bornons-nous ici à souligner que la séduction exercée un moment par la notion de quasi-contrat social tenait sans doute pour une large part à ce qu'elle prétendait être simplement l'extension logique à des cas nouveaux d'une notion juridique admise par notre droit et à ce qu'elle se traduisait pratiquement par l'idée rationnelle d'équivalence des prestations. C'est dire qu'elle était marquée au coin de cet intellectualisme qui semble une condition nécessaire au succès, en France, de toute doctrine sociale.

*
**

II. — L'influence de l'époque s'ajoute à celle du milieu national, parfois pour la renforcer, parfois pour la contrecarrer, et achève de donner aux systèmes leur physionomie propre. Les doctrines françaises du début du ^{xx}e siècle n'ont point, dans le détail, la même structure que les doctrines

du début du XIX^e, même quand elles expriment une tendance générale identique. C'est qu'entre temps l'ambiance *économique, philosophique, politique*, a subi de profondes modifications.

Si nous voulons caractériser la vie économique du dernier demi-siècle, par comparaison avec celle des époques antérieures, la nouveauté essentielle me paraît être l'extension graduelle du rôle joué par les groupes et par l'Etat. Sans doute cette extension n'a pas été jusqu'à changer les fondements de l'organisation économique, qui demeure établie sur les deux assises fondamentales de l'activité individuelle et de l'appropriation privée, mais ces assises sont battues en brèche et encerclées par les vagues montantes de l'action collective et de l'intervention publique. Il est vrai que ce mouvement, sensible dans tous les grands pays civilisés, s'est heurté en France à des résistances dérivées de cet individualisme que nous avons relevé précédemment comme une des caractéristiques du tempérament français, si bien que, tout compte fait, son ampleur est moindre chez nous qu'à l'étranger. Il serait facile de le montrer par des chiffres empruntés à l'ordre des syndicats ouvriers, des conventions collectives, des cartels et des comptoirs de vente, des coopératives, des régies directes. Pourtant, le rôle de ces formes nouvelles d'action économique et sociale est déjà, en France, très important. Durant les années de guerre, il s'est fortement accru. Et si, au lendemain de la guerre, un recul marqué s'est produit dans le sens du particularisme économique, dont nous trouvons des symptômes significatifs dans les divisions du syndicalisme ouvrier, dans la dislocation des principaux comptoirs métallurgiques, dans la désétatisation projetée du monopole des allumettes, nous voyons dès maintenant que ce recul n'aura été qu'un incident passager. Peu à peu, les cartels et comptoirs se reforment. L'aspiration des masses ouvrières à l'unité syndicale s'affirme. La victoire des partis de gauche aux élections de 1924 a sonné le glas des projets de désétatisation et rendu probables de nouvelles emprises de la politique d'interventionnisme et de socialisation.

D'ailleurs, pour prendre une vue exacte de cette évolution de l'économie moderne, il faut se garder de la représenter sous la forme simpliste d'une lutte menée par deux assaillants indépendants : l'Etat et le Groupe, sous les coups desquels les forces individuelles lentement reculeraient. Les formes les plus récentes de l'économie nouvelle impliquent une jonction et une interpénétration de l'action collective et de l'action publique. Déjà esquissée avant guerre par la doc-

trine (6), cette interpénétration a été consacrée par les lois sociales les plus importantes de ces dix dernières années. Qu'il s'agisse du salaire des ouvrières à domicile, du repos hebdomadaire, de la journée de huit heures, le régime adopté repose à la fois sur l'intervention légale, qui pose les principes, et sur l'accord collectif, qui fixe les modalités. L'Etat confie aux groupes le soin d'appliquer les règles générales édictées par lui, et confère à ces groupes le privilège de prendre des décisions applicables sous certaines conditions à toute une région ou à toute une profession.

En face de cette évolution, les diverses doctrines économiques ont réagi de manières très différentes, mais toutes ont été par elles influencées.

La doctrine individualiste voit naturellement sans aucun plaisir le développement croissant de l'interventionnisme et de la subordination de l'individu au groupe. Elle les combat avec beaucoup d'ardeur, et sa critique a ceci de nouveau qu'elle ne s'adresse plus comme jadis à de simples projets ou programmes, à des constructions de l'esprit, qu'elle porte contre des réalités. En un sens, elle en est renforcée. Les individualistes se sont abondamment servis de la moisson de faits et d'expérience que l'apparition de l'économie nouvelle leur apportait. Relevant et dénonçant les gaspillages des exploitations d'Etat, la tyrannie que les groupes font peser sur les individus, soulignant les contradictions et les tâtonnements que l'on peut relever dans les essais d'aménagement d'entreprises mixtes, semi-privées et semi-publiques, ils ont complété par un arsenal imposant d'exemples concrets la critique classique des plans d'organisation socialiste. Et leurs campagnes ont été aidées par ce fait que les débuts de l'économie nouvelle se sont accompagnés de tâtonnements et de maladresses, et qu'en particulier durant la guerre l'étatisme économique a donné lieu à des improvisations souvent malencontreuses. Enfin les économistes individualistes ont dû aussi soumettre à un examen critique ces forces nouvelles de l'action collective et publique qui, sous le nom de nationalisation industrialisée, entendent corriger l'étatisme traditionnel en faisant une large part dans la gestion aux procédés et aux méthodes de l'entreprise privée (7). Leur conclusion sur ce point est qu'il est vain et chimérique d'essayer d'assouplir et d'industrialiser les exploitations économiques de l'Etat, et que

(6) Cf. G. PIROU : « Intervention légale et contrat collectif du travail. » (*Revue d'Economie politique*, 1913.)

(7) Cf. G. DAVY : « Le problème de l'industrialisation de l'Etat. » (*Revue de Métaphysique et de Morale*, 1924, n° 4.)

la seule solution recommandable est la restitution à l'entreprise privée des attributions dont l'Etat s'est à tort emparé.

A l'inverse de l'école libérale, les doctrines intermédiaires ont généralement suivi avec une attention sympathique l'évolution du dernier demi-siècle. Dans les formes économiques nouvelles, elles voient les ébauches et les germes d'un régime supérieur au capitalisme privé. Gaston Morin fait confiance au syndicalisme comme principe de reconstruction sociale, à condition qu'il se tienne indépendant des partis politiques, qu'il se détache de la notion de classe, qu'il se cantonne sur le terrain de l'action technique. Georges Valois voit également dans le syndicalisme intégral le moyen d'organiser le travail et la profession. R. Favareille préconise la transformation des services de l'Etat sur la base des principes d'autonomie et d'industrialisation. Les catholiques sociaux entendent que l'Etat s'adapte à ses fonctions économiques en conjuguant son action avec celle des groupes et des individus, qu'il confie à ceux-ci l'exécution, qu'il se réserve la coordination. Dans ces divers systèmes, on aperçoit, sans qu'il soit besoin d'insister, l'influence de l'évolution économique récente.

Pas plus que les autres doctrines, le socialisme n'a pu maintenir intacte, en face de l'économie mixte contemporaine, l'argumentation qu'il avait dressée contre l'économie libérale et le capitalisme privé au début du XIX^e siècle. Seulement les socialistes n'ont point tous adopté à cet égard la même attitude.

Les uns estimant que peu à peu, par le développement de l'action collective et publique, l'organisation économique se rapprochait de l'idéal socialiste, ont été conduits à penser que le passage du capitalisme au collectivisme ne nécessiterait peut-être pas une révolution violente et qu'il pourrait se faire lentement, graduellement, par le simple prolongement de l'évolution en cours. Par exemple, les auteurs du *Socialisme à l'œuvre* s'attachèrent à relever tout ce qui, dans la vie économique actuelle, marque déjà une pénétration de l'esprit socialiste, et à dresser le répertoire des transitions qui permettraient d'accentuer peu à peu jusqu'à victoire complète cette pénétration. Déjà, avant eux, Paul Brousse soutenait qu'il suffirait d'accélérer la transformation des grandes branches d'activité économique en services publics à régie directe pour que sans secousse violente le socialisme se fasse. Plus récemment, Edgard Milhaud dans sa *Marche au socialisme*, et Frédéric Brunet dans son *Socialisme expérimental*, développaient des thèses analogues. Même lorsqu'ils maintiennent, comme une éventualité à laquelle on ne peut renoncer, la solution catastrophique et la mutation brusque, il est manifeste que les préférences de ces auteurs se portent plutôt sur

l'autre éventualité, celle d'une réalisation graduelle et déjà commencée. Joseph Sarraute a donné une formule qui résume fort bien leur pensée lorsqu'il a écrit : « Le socialisme ne sera pas ; il devient. »

A l'inverse, il y a dans le socialisme français contemporain un courant également très fort auquel l'évolution récente du capitalisme ne dit rien qui vaille. Ceux qui se rangent de ce côté considèrent que le développement des régies directes ne fait qu'étendre le salariat au lieu de le supprimer et que l'évolution interne du capitalisme ne saurait rendre inutile et évitable la révolution. Mais les plus intéressants et les plus originaux de ces révolutionnaires impénitents, ceux qui formaient l'équipe du *Mouvement socialiste*, ont bien compris qu'en face du mouvement de capitalisme public et de démocratie économique il ne suffisait pas de maintenir purement et simplement, comme le faisaient les guesdistes, les thèses collectivistes traditionnelles. Pour contrebalancer et neutraliser la tendance au réformisme, à la conciliation, à l'union des classes, ils ont vu qu'il était indispensable de transporter du terrain économique sur le terrain psychologique la notion de lutte de classes et d'intransigeance révolutionnaire. La propagande en faveur du mythe de la grève générale leur a paru le moyen de sauver le socialisme en tant qu'aspiration à une rénovation totale, et d'éviter l'enlissement progressif des masses ouvrières que la politique de réformes sociales risquait d'entraîner.

Au surplus, qu'ils aient pris une position de sympathie ou d'hostilité à l'égard des formes nouvelles d'économie, tous les socialistes d'aujourd'hui s'inspirent plus ou moins d'elles dans la technique de leurs programmes. Deux conceptions opposées se trouvent par là sinon abandonnées, du moins reléguées à l'arrière-plan : d'une part, le pur collectivisme, dont l'insuffisance et les dangers ont été révélés par les progrès mêmes et les résultats de l'étatisme économique ; d'autre part, l'anarchisme individualiste, qui apparaissait évidemment incapable de soulever un monde dont toutes les forces essentielles sont devenues collectives et où la victoire ne peut appartenir qu'à des formations massives et disciplinées. A l'inverse est passée au premier plan une conception plus complexe qui, en ce qui concerne le but à atteindre, veut être, selon la formule de Jaurès, « une synthèse de l'individualisme proudhonien et du communisme marxiste », et qui, au point de vue des moyens de réalisation, substitue à la seule conquête du pouvoir politique, que poursuivaient les guesdistes, l'action parallèle et combinée des forces politiques et économiques. Aussi, quand on considère la technique économique, on constate des similitudes curieuses entre les vues d'avenir des

diverses tendances socialistes : communistes qui réclament des gestions sociales, syndicalistes qui revendiquent la nationalisation industrialisée, coopérateurs qui demandent la création de régies publiques ou semi-publiques. Bien plus, entre ces socialistes et les partisans des doctrines intermédiaires il n'y a souvent — toujours sur le terrain technique — que des différences de nuances, puisque les uns et les autres, sous l'influence de l'évolution économique récente, se représentent l'avenir sous la forme d'un ajustement harmonieux des forces individuelles, collectives et publiques.

Il n'en faudrait pas conclure que les doctrines se sont réellement rapprochées les unes des autres, et qu'on peut espérer assister un jour prochain à leur réconciliation. Les techniques sont en réalité moins importantes que l'esprit général qui inspire chaque doctrine. Or, ici, des divergences irréductibles subsistent qui ont, pour partie au moins, leur source dans des conflits d'ordre philosophique. Ces conflits sont de toutes les époques. Ce qui n'empêche que chaque époque présente, ici encore, ses particularités propres dont les doctrines économiques porteront le reflet.

*
**

II. — Philosophie de la tradition et philosophie du progrès, des lois naturelles et de l'action humaine, de l'instinct et de la raison, de la transcendance et de l'immanence, de la foi et de l'humanisme, se sont affrontées en France à l'époque contemporaine. Suivant les moments et les circonstances, c'est l'un ou l'autre courant qui l'emporte et qui marque de son empreinte les doctrines sociales dominantes.

En gros, dans le dernier demi-siècle, on peut distinguer trois périodes.

De 1880 à 1900, le rationalisme et l'humanisme, les philosophies du progrès et de l'immanence tiennent le devant de la scène. Sous les auspices de Taine et d'Auguste Comte, un vigoureux effort est fourni qui tend à résoudre par des méthodes rationnelles l'énigme du monde et à soumettre les problèmes moraux et sociaux aux disciplines scientifiques. A l'usage généralisé de la raison explicative s'ajoute la confiance en la raison constructive, de laquelle on espère pouvoir tirer des principes de moralité individuelle et sociale que la foi semble désormais impuissante à fournir. D'un mot, qui a été parfois détourné de son sens par les polémiques politiques, mais qui garde une large signification philosophique, le *laïcisme* caractérise cette période.

Les doctrines économiques et sociales ne pouvaient manquer de s'orienter dans le même sens. De fait, le socialisme prend une teinte très nettement rationaliste et laïque. Chez un Benoît Malon, un Georges Renard, un Jaurès, il apparaît comme la forme suprême de l'humanisme. La même note rationaliste est donnée par celle des doctrines intermédiaires qui connaît à la fin du XIX^e siècle la vogue la plus éclatante : le solidarisme, qui prend comme point de départ les découvertes les plus récentes des sciences positives et qui oppose à la charité, notion chrétienne et surnaturelle, la solidarité, notion humaine et naturelle. Et il n'est pas jusqu'à l'individualisme qui n'apparaisse chez certains de ses représentants comme teinté d'humanisme et de laïcisme : un Yves Guyot, par exemple, dans une de ses études les plus curieuses, entend démontrer la supériorité de la morale de la concurrence sur les vieilles morales surnaturelles et religieuses dépourvues de sanctions terrestres immédiates.

Entre 1900 et 1914, nous assistons à un réveil incontestable des philosophies de l'instinct, de la contingence, de la vie. Pragmatisme et bergsonisme sont les doctrines à la mode. Et ce revirement philosophique va retentir sur les systèmes sociaux.

L'étoile du socialisme rationnel et laïque pâlit, celle du syndicalisme grandit et, chez ses théoriciens les plus brillants, le syndicalisme veut être l'adaptation à l'ordre social des philosophies nouvelles (9). Pour G. Sorel, la grève et la violence sont des moyens de briser les cadres du déterminisme démocratique, de réveiller les valeurs morales que la platitude laïque a endormies. Plus nettement encore, Ed. Berth voit dans le syndicalisme le moyen d'échapper à l'automatisme, au scientisme, à l'intellectualisme. Un auteur qui depuis s'est rangé sous la bannière du socialisme unifié, et qui alors cherchait à édifier en marge du socialisme une doctrine de démocratie sociale, Et. Antonelli, ne cache pas qu'il se soucie avant tout d'accorder sa position sociale avec les courants pragmatiste et bergsonien, avec les philosophies de la vie et de l'action (10).

(9) Cf. C. BOUGLÉ : « Syndicalistes et bergsoniens » (*Revue du Mois*, 1909, I, p. 403) ; — G. GUY-GRAND : *La Philosophie syndicaliste*, Grasset, 1911 ; — MOREAU : *Le syndicalisme, les mouvements politiques et l'évolution économique*, Rivière, 1925.

(10) *La Démocratie sociale devant les idées présentes*. Rivière, 1911.

Dans la dernière décade, le pragmatisme et le bergsonisme ne semblent pas avoir gardé le prestige qu'ils exerçaient avant guerre. En France, du moins, l'on assiste à un retour offensif de l'intellectualisme. Significative et symbolique est à cet égard l'évolution d'un Jacques Maritain, naguère disciple enthousiaste de Bergson, aujourd'hui protagoniste de la renaissance thomiste et du traditionalisme intellectualiste.

Parallèlement, le syndicalisme et le socialisme se dépouillaient du revêtement vite démodé de pragmatisme et de bergsonisme qu'ils avaient un moment reçu. Chez un Jouhaux ou un Maxime Leroy, chez un Léon Blum ou un Paul Boncour, l'humanisme et le laïcisme, l'idéalisme et le sens démocratique ont repris leur place. Quant aux catholiques sociaux, s'ils donnent dans leur système une place centrale à la notion de vie, la manière dont ils en extraient le contenu et dont ils en déduisent les applications porte la marque d'esprits rompus aux jeux de la dialectique et du raisonnement scolastique. Comment ne pas mentionner enfin que le syndicalisme intégral de Georges Valois s'encadrait jusqu'à ces derniers temps dans les théories politiques de Ch. Maurras, qu'anime un intellectualisme systématique et qui juge avec une extrême sévérité les « nuées bergsonniennes ».

*
**

III. — La politique française sous la troisième République donne à première vue une impression de confusion et de chaos. De multiples partis, qui ne sont parfois séparés que par des nuances ou par des questions de personnes, se combattent en d'âpres luttes ou s'amalgament en de temporaires coalitions. Tour à tour, monarchistes et républicains, modérés et avancés, opportunistes et radicaux détiennent le pouvoir. L'obscurité s'éclaire et le chaos s'ordonne quand on remarque que, suivant les époques, deux directives différentes ont successivement commandé le classement des problèmes. Tantôt le primat appartient au souci de défense contre l'ennemi de l'extérieur, et c'est autour de l'idée d'indépendance et de puissance nationale que gravitent les débats et que s'ordonnent les solutions. Tantôt c'est l'aménagement intérieur de la nation et l'idée de justice sociale qui passent au premier plan. Approximativement, et à condition de ne pas donner aux dates une signification trop précise, de ne voir en elles que des points de repère commodes, on peut dire qu'au lendemain de 1870, jusqu'à 1890 environ, la première tendance l'emporte, que de 1890 à 1905 la seconde est au contraire prédominante, qu'après 1905 la première reprend le dessus.

Pendant les vingt années qui suivent la guerre de 1870-1871, le poids de la défaite pèse sur la politique française. Les uns craignent que l'Allemagne, encouragée par sa victoire, ne prépare un nouveau conflit. D'autres, soutenus par un sentiment public très fort, caressent l'espoir d'une revanche qui libérerait du joug allemand les provinces perdues.

Une telle ambiance était peu favorable au développement de l'idéalisme humanitaire et au succès des doctrines socialistes. Durement touché par l'échec sanglant de la Commune, le socialisme, pendant dix ans, panse ses blessures et cherche sa voie. Jusqu'en 1879, les congrès ouvriers donnent une note d'une modération remarquable, se préoccupent uniquement d'action corporative et rejettent jusqu'au mot même de socialisme. Les choses changent, il est vrai, à partir de 1879, sous l'influence de Jules Guesde, mais, pendant bien des années encore, le socialisme restera limité à un petit monde de militants. Il n'entraîne pas les masses ouvrières et surtout il ne bénéficie pas de la bienveillante sympathie de l'opinion publique qui, nous le verrons, lui viendra plus tard. Durant cette période, la seule doctrine vraiment neuve est celle que développe en 1878-1879 P. Cauwès. Prenant comme un fait essentiel la division du monde en nations, P. Cauwès recherche en quelle mesure doivent en être influencées les notions de richesse et de capital, ainsi que la conception du rôle de l'Etat et de la politique douanière. Par son point de départ et par ses conclusions, cette doctrine d'économie nationale s'apparente avec les préoccupations politiques du temps.

A partir de 1890, l'orientation des esprits se modifie. Le souvenir de la guerre s'estompe. Les nouvelles générations ne la connaissent que par ouï-dire. L'alliance franco-russe, conclue en 1891, diminue pour nous les risques d'une agression allemande en même temps que, par son caractère strictement défensif, elle nous détourne de tenter à nouveau la fortune des armes. La politique d'expansion coloniale nous oriente vers des routes encore libres où nous pouvons espérer trouver des compensations et des consolations. L'échec de l'aventure boulangiste discrédite les formes bruyantes du sentiment national qui s'y étaient compromises. Par la suite, l'affaire Dreyfus vint obliger tous les Français à une option dramatique entre le respect de l'armée et celui de la justice. Le début du ^{xx}e siècle voit la victoire du dreyfusisme. Le pouvoir passe des partis modérés aux avancés. Et les vainqueurs, groupés à l'origine pour la sauvegarde de la justice individuelle, restent unis pour demander qu'une justice sociale plus grande pénètre dans la cité.

Il s'ensuit une floraison de doctrines socialisantes. Les uns vont jusqu'au socialisme proprement dit, en développant de préférence la partie de la doctrine qui peut se traduire par des réformes immédiatement réalisables, comme le fait A. Mille-
rand en 1896, dans le célèbre discours de Saint-Mandé. Les autres cherchent une formule qui se situe à mi-chemin entre le libéralisme des partis modérés et le collectivisme, et qui serve de support doctrinal au programme radical-socialiste : c'est ce que tente un des chefs de ce parti, Léon Bourgeois, sous le nom de solidarisme.

Radicaux et socialistes, si des divergences subsistent entre eux dans l'ordre de la politique économique, sont du moins d'accord pour faire du réaménagement intérieur de la cité le centre de leurs préoccupations. Les problèmes de politique sociale les intéressent plus que les questions proprement nationales. Au reste, dans les milieux de la bourgeoisie intellectuelle, se marque un grand détachement de ces questions nationales dont on trouve des manifestations significatives dans les colonnes de périodiques tels que *le Mercure de France* ou *la Revue Blanche*. N'est-ce pas à cette époque que Remy de Gourmont—qui plus tard sera un des apôtres de l'Union sacrée—écrit à propos de l'Alsace-Lorraine : « Personnellement, je ne donnerais en échange de ces terres oubliées ni le petit doigt de ma main droite (il me sert à soutenir ma main quand j'écris), ni le petit doigt de ma main gauche (il me sert à secouer la cendre de ma cigarette). » Il ne faut donc pas s'étonner que dans les milieux socialistes fleurisse l'hervéisme, et que dans les congrès ouvriers se succèdent les déclarations antimilitaristes et les motions qui admettent la grève générale et l'insurrection en cas de guerre.

Le 31 mars 1905, Guillaume II débarquait à Tanger. De ce moment s'ouvre une période nouvelle où le problème national redevient prééminent. C'est en cette même année 1905 que Charles Péguy, naguère socialiste et dreyfusien, écrit le célèbre cahier : *Notre patrie*, où passe un ardent souffle patriotique. Le changement se traduit bientôt par un groupement nouveau des partis politiques. A l'alliance des radicaux et des socialistes sur un programme laïque, fiscal, social, succède une entente du centre et de la gauche sur un programme national, et le Parlement, en 1913, vote la loi militaire de trois ans. De 1914 à 1918, la primauté du point de vue national atteint naturellement son apogée. Le sentiment de l'unité française efface et subordonne tous les autres : on ne s'occupe plus que de porter au maximum la puissance de la nation en guerre. Les élections du 16 novembre 1919 montrèrent qu'à

cette date la communauté du sentiment national primait encore les divergences de politique intérieure.

En ces années d'alertes et d'anxiété patriotique, les doctrines internationalistes ne pouvaient que reculer. Dès avant 1914, dans les rangs socialistes, l'antimilitarisme rencontre des adversaires. Ch. Andler, en 1913, au cours d'une série d'articles retentissants de *l'Action Nationale*, lui oppose d'expresses réserves appuyées sur l'exposé des théories nationalistes de quelques doctrinaires socialistes allemands. Gustave Hervé répudie l'hervéisme. En 1914, lorsque la guerre éclate, on sait comment socialistes et syndicalistes se rallièrent à peu près unanimement à la défense nationale. Sur le terrain théorique, l'évolution se marque par des réquisitoires contre le marxisme considéré comme une doctrine d'importation allemande et par les essais de construction d'un socialisme purement français. Sur les doctrines non socialistes, l'esprit national laisse naturellement aussi son empreinte : on voit naître une quantité de doctrines ordonnées autour de l'idée d'indépendance nationale ou, comme on dit alors, « d'autarchie économique ». Et lorsque, au lendemain de la guerre, Georges Valois développe sa doctrine sociale accrochée à un parti pris français volontairement exclusif, cette doctrine bénéficie de ce que le sentiment nationaliste est encore à ce moment très vif, et elle connaît auprès de la jeunesse intellectuelle une vogue comparable à celle qu'obtenait, vingt ans auparavant, l'humanitarisme socialiste.

*
* *

Au terme de ces réflexions, peut-être les doctrines économiques et sociales apparaissent-elles sous un jour nouveau, comme étant l'expression non de la science, puisqu'elles se proposent de transformer la réalité plutôt que de l'expliquer, mais du milieu historique et national qui les voit naître et dont elles portent profondément l'empreinte.

Après avoir été des résultantes, les doctrines deviennent à leur tour des déterminantes. Si on voulait rechercher en quelle mesure les doctrines font l'histoire, il me semble qu'il faudrait reprendre deux considérations que nous avons eu déjà l'occasion de développer et qui se complètent sans se contredire.

D'une part, il convient de se pénétrer de cette idée que les sociétés sont généralement assez souples pour s'adapter aux exigences des forces historiques qui, suivant les époques et les pays, font prédominer des intérêts, des sentiments, des philosophies diverses. Il faut donc se garder de croire qu'il y ait un seul système économique vrai et viable pour tous les

temps et tout l'univers. A des conditions différentes correspondent des équilibres différents. La notion de plasticité sociale nous apporte ainsi une leçon de relativisme et nous engage à penser que la solution des problèmes sociaux modernes se trouvera par des moyens nouveaux harmonisés au monde actuel bien plutôt que par un retour à des régimes sociaux qui ne correspondent plus aux conditions économiques et psychologiques du temps présent.

Mais, d'autre part, la puissance de la plasticité sociale ne doit pas nous faire oublier l'existence et la réalité de la science économique. Une société n'est pas une masse inerte et flexible susceptible de prendre n'importe quelle forme. Aucune innovation économique ne saurait s'implanter durablement si elle ne se plie pas aux exigences de la science et si elle ne tient pas compte du jeu des réactions humaines, qui ont chance d'être demain comparables à ce qu'elles sont aujourd'hui et à ce qu'elles étaient hier, car, si le monde évolue, la psychologie de l'homme se modifie assez peu.

De la combinaison de ces deux idées de plasticité sociale et de science économique, on peut tirer certaines conclusions relatives à l'avenir probable des doctrines. Semblent vouées à l'échec les doctrines qui négligent de donner satisfaction aux nécessités et aux aspirations du milieu historique où elles se développent : doctrines humanitaires et libre-échangistes en un temps de nationalisme, doctrines anarchistes en un monde de forces collectives, doctrines confessionnelles à une époque de pensée libre. Sont également condamnées à l'insuccès les doctrines inconciliables avec le jeu des lois économiques si ces doctrines, lorsqu'elles seront portées au pouvoir par des forces historiques puissantes, ne consentent pas à se corriger et à s'assouplir et ne renoncent pas à celles de leurs affirmations et à ceux de leurs objectifs qui sont incompatibles avec les enseignements de la science.

L'avenir se fraiera son chemin entre le conservatisme et l'utopie. Que sera ce chemin ? Evolution lente ou révolution violente, méthode démocratique ou régime de dictature, économie nationale ou politique sociale, il y a là plusieurs possibles. Il serait téméraire de vouloir dire dès à présent lequel l'emportera. Ei puisque le succès d'une doctrine est largement conditionné par la psychologie de chaque peuple, il se peut fort bien que, suivant les pays, des méthodes et des solutions différentes soient finalement destinées à triompher.

GAETAN PIROU,

Professeur
à la Faculté de Droit de Bordeaux.

QUELQUES APERÇUS SUR LE TRANSIT DES MARCHANDISES AU XVIII^e SIÈCLE

par HENRI SÉE

Professeur honoraire à l'Université de Rennes

Le transit sur le territoire français des marchandises provenant de l'étranger commence à prendre, dès le début du XVIII^e siècle, une importance qui ira croissant au cours de ce siècle, à mesure que se développera le commerce, soit de Marseille, soit de nos ports de l'Atlantique (Bordeaux, Nantes, Le Havre). C'est là une question encore peu étudiée et à laquelle nous nous proposons d'apporter une petite contribution (1).

I

A l'époque de la guerre de la succession d'Espagne, — le document n'est pas daté, — les marchands de la Flandre française se plaignent de ce que le prévôt des marchands de Lyon ait fait saisir deux fois des *soies ardasses* (c'est-à-dire de qualité grossière), qu'ils tiraient de Marseille pour leurs manufactures de velours, de tapisseries, de galons, de damas, de dentelles noires.

Le député de Marseille (2) déclare que le Roi a accordé ce transit, non seulement pour les manufactures de Flandre, mais pour permettre aux négociants de Marseille de se défaire de leurs marchandises du Levant, où ils transportent chaque année environ pour 15 millions de draps du Languedoc (3). Le député de Lyon réplique que les marchands

(1) Grâce à des documents conservés aux Archives de la Loire-Inférieure (C. 771, fonds de la Chambre de Commerce de Nantes).

(2) Sans doute au Conseil du commerce.

(3) Cf. sur cette question : PAUL MASSON, *Histoire du commerce français dans le Levant au XVII^e siècle*, Paris, 1906, et *Histoire du commerce français dans le Levant au XVIII^e siècle*, 1911.

de Lille font passer ces soies dans la Flandre espagnole et en Hollande, ce qui favorise des manufactures faisant concurrence à l'industrie lyonnaise. A quoi répondent les négociants de Lille qu'il existe des « droits et défenses » qui les empêchent de faire passer des soies en Hollande :

Les soies, ajoutent-ils, sont à meilleur marché en Hollande qu'en Flandre parce que les Hollandais en tirent de Livourne à 25 l. du cent pesant et en font venir du Bengale et de Perse en grande quantité par la Volga.

A la même époque, les négociants nantais s'occupent beaucoup de la question de transit pour leurs denrées coloniales. Les députés de Nantes demandent le droit d'effectuer, sans payer de droits, le transit à travers le royaume pour les sucres blancs et bruts provenant des Antilles françaises. Voici les raisons qu'ils invoquent :

1° Les magasins et les raffineries de Nantes sont pleins de sucres bruts ;

2° Les armateurs français, notamment ceux de Nantes et de Saint-Malo, ont fait sur les Anglais tant de prises qu'il n'y a plus en France aucun débit sur les sucres français, d'autant plus que les sucres anglais sont d'une qualité très supérieure aux premiers ;

3° Les sucres bruts, conservés en magasins, coulent, de sorte qu'on compte un dixième de perte.

Il y a donc nécessité à les écouler à l'étranger, par exemple, à Genève et en Italie, où on peut les faire parvenir « par la voie des rivières ».

Les lettres patentes d'avril 1717 devaient donner satisfaction à cette réclamation des négociants nantais, car elles permettaient de transporter par terre pour les pays étrangers « les sucres terrés ou cassonnades, l'indigo, le gingembre, le rocou, le cacao, la casse, les draperies et épiceries », en déterminant les bureaux de sortie pour ces marchandises. En 1737, on autorise à expédier à Dunkerque, sans payer de droits, les thés et cafés de la Compagnie des Indes.

Cependant, au cours du XVIII^e siècle, les Nantais ne cessent de se heurter aux difficultés que leur suscitent les fermes générales. Ils trouvent aussi que les bureaux de sortie sont trop peu nombreux. Dans un mémoire du 17 août 1779, les juges et conseils de Nantes demandent que, pour le transit en Suisse, il y ait un bureau de sortie par Pontarlier, tandis qu'on ne pouvait se servir auparavant que de celui de Longeraï.

II

Vers la fin de l'Ancien Régime, l'arrêt du Conseil du 9 août 1781, qui attribue aux régisseurs des diligences et messageries royales (1) le privilège exclusif du transport des marchandises au transit, suscite les réclamations des négociants des principales places de commerce.

Un mémoire du Havre, du 6 novembre 1781, déclare que cette mesure ne fera pas obstacle à la fraude et n'aura d'autre effet que d'empêcher une concurrence bienfaisante. — Bien plus précis nous apparaît le mémoire des juges et consuls de Nantes, de février 1782. Il rapporte que deux négociants de Nantes, Uhtoff et Haentjens ont déclaré à la messagerie 14.000 livres de café, qu'ils se proposent de faire sortir du royaume. Le directeur de la messagerie assure qu'il n'a pas trouvé de voiture pour le transport. Les négociants en question s'adressent alors à un voiturier du Mans, Bourdy, qui s'offre à transporter leur café, à raison de 16 livres le cent, pour Strasbourg ; mais les messageries se refusent à l'employer. Deux autres négociants, Wilfesheim et Anthus, dans leur lettre du 22 février 1782, se plaignent aussi des messageries, qui se déclarent incapables de transporter les indigos qu'ils avaient achetés pour l'étranger, et qui représentaient plus de 50.000 écus, ainsi qu'une quantité assez considérable de cafés. Ils comptaient les vendre à la foire de Pâques de Francfort, mais ces marchandises n'y arriveront pas à temps. Les juges-consuls déclarent qu'il y a là pour les négociants un grave préjudice : le monopole des messageries les empêche de satisfaire aux commandes de leurs clients ; les marchandises s'accumulent en magasin.

Les négociants de Nantes rédigent d'ailleurs un rapport, vraiment intéressant, contre le monopole des messageries. « Le transit, déclarent-ils, est sans doute une faveur, mais elle est d'autant plus nécessaire qu'elle rejaillit également sur l'Etat, le manufacturier et le négociant. Si cette faveur était supprimée, il sortirait moins de marchandises » ; il y aurait moins de consommation, « et la France perdrait bientôt la concurrence qu'elle a dans les marchés de l'Europe ». En outre, le nombre des rouliers diminuera, ce qui fera renchérir le transport : « ... la ferme des messageries, qui n'a guère que des diligences, des coches, quelques charrettes et che-

(1) Jusqu'en 1775, les messageries, réunies aux postes, étaient louées à des traitants, qui les sous-louaient à des fermiers particuliers. Turgot les réunit au domaine et les mit en régie. Necker institua une régie intéressée ; mais, en 1782, on les loua de nouveau à une compagnie fermière.

vaux ambulants, ne pourra jamais remplacer les rouliers ». Les livraisons ne se feront plus à temps et les prix s'accroîtront ; l'article 5 de l'arrêt du Conseil fixe le prix du transport à 7 l. 10 s. par quintal pour cent lieues ; en conséquence, de Nantes à Strasbourg, il coûtera 15 livres, tandis que les rouliers ne prenaient que 13 livres.

La Chambre de commerce de La Rochelle insiste aussi sur la hausse des prix que provoquera le monopole, sur l'abus des formalités qu'il suscitera. Le commissionnaire ne pourra plus seconder le négociant et l'armateur. Les marchandises s'accumuleront dans les magasins et les étrangers ne s'adresseront plus à la France. Les négociants de Bordeaux font valoir, tout à la fois, les retards des expéditions et la hausse des prix de transports. On payait, par quintal, 6 l. de Bordeaux à Paris, 25 à 30 sous pour Toulouse ; on paiera maintenant 12 l. pour Paris et 4 l. pour Toulouse. Le mémoire de la Chambre de commerce de Lyon est également bien étudié et vigoureux ; il montre en quoi le monopole attribué aux messageries constituera un « véritable impôt » ; il exprime la crainte que le commerce étranger ne profite de la situation faite au négoce français et que les villes d'entrepôt, comme Lyon, ne subissent, de ce fait, un grave préjudice (1).

Joly de Fleury, dans une lettre circulaire du 26 novembre 1781, s'efforce de répondre aux critiques que les places de commerce ont faites de l'arrêt du Conseil. Il déclare que les régisseurs des messageries sont des gens désintéressés. Pour son compte, il fera tout son possible pour parer aux abus qui pourraient se produire et pour conserver les anciens prix des transports. — La Chambre de commerce de Lyon lui répond, le 18 décembre 1781, en lui avançant des faits précis et topiques :

Dans le printemps, époque de l'expédition des vins de Bourgogne, il en passe de si grandes quantités de Dijon à Rouen, pour y être embarquées, que souvent on obtient la voiture de retour à 50 sous ou 3 l. le quintal, et par la régie il en coûterait 8 l. 10 sous.

Comme les sucres et les cafés valent 50 l. le quintal, l'économie de 5 l. 10 sous sur le transport produit aux spéculateurs 11 % de bénéfice, « ce qui les met à même de supplanter

(1) Le mémoire des négociants de Marseille, fort long et verbeux, n'apporte pas beaucoup de faits précis ; il essaie de prouver, non sans exagération, que le monopole causera la ruine complète du commerce français. — La plupart de ces mémoires sont imprimés.

les Hollandais, à qui la voiture par le Rhin jusqu'à Bâle coûte 10 l. par quintal ».

On voit toute l'importance de la question du transit par terre des marchandises destinées à l'étranger. Ce transit s'était beaucoup accru au XVIII^e siècle, par suite des progrès du commerce international. Lyon se trouvait intéressé au premier chef dans ces transactions. Remarquons encore que les marchandises en transit empruntaient surtout les voies navigables, sur lesquelles les transports étaient bien moins coûteux que par les routes.

HENRI SÉE.

LES RESTRICTIONS ALIMENTAIRES EN L'AN II

par ALBERT MATHIEZ

Professeur à la Faculté des Lettres de l'Université de Dijon

La lutte contre la famine ne comportait pas seulement des mesures pour intensifier la production telles que l'obligation de la culture des terres abandonnées, le dessèchement des étangs, la distribution des semences (1), ou des mesures destinées à assurer la répartition des denrées au mieux de l'intérêt général, telles que les réquisitions (2) et la répression de l'accaparement : elle s'accompagna rapidement d'un système de restrictions réglementées, moins sévère et moins ordonné peut-être, mais analogue cependant dans l'ensemble à celui que nous avons dû instituer peu à peu au cours de la dernière guerre.

LE PAIN DE L'ÉGALITÉ

De bonne heure, dans certaines villes, on avait par mesure d'économie défendu de faire du pain de luxe. Toutes les farines étaient mélangées et les boulangers ne cuisaient plus qu'un pain unique : le pain de l'Égalité.

La Convention généralisa ces mesures provisoires et locales par son décret du 25 brumaire, qui ordonna que la mouture serait uniforme dans toute la France. Aucun meunier ne pourrait extraire plus de 15 livres de son par quintal de toute espèce de grains. Le même jour, il fut décidé que le pain de munition destiné aux troupes comprendrait un quart de seigle et d'orge.

A Paris, on n'avait pas attendu la loi pour en mettre en vigueur le contenu. Dès le 11 brumaire, le comité révolutionnaire de la section de l'Observatoire avait arrêté que les scellés seraient

(1) Voir mon étude : « La lutte contre la famine en l'an II », dans les *Annales historiques de la Révolution française* de janvier-mars 1925.

(2) J'ai étudié le système compliqué des réquisitions de grains dans un article paru dans cette revue (année 1920).

apposés sur les bluteaux des boulangers, afin de les mettre dans l'impossibilité de tamiser la farine qui leur était distribuée et de continuer en cachette la fabrication des pains mollets (1).

Les représentants en mission tinrent la main à l'exécution de la loi dans les grands centres. A Bordeaux, Isabeau et Tallien, « informés qu'il se fabrique à Bordeaux plusieurs espèces de pain, ce qui est contraire à l'esprit de l'Egalité qui doit régner entre tous les citoyens, considérant que, dans les moments de disette surtout, il ne faut pas que le pauvre ait devant les yeux le spectacle du riche égoïste mangeant du pain blanc pendant que lui est réduit à en avoir d'une bien moindre qualité... », arrêtaient, le 23 frimaire, qu'il ne pourrait être fabriqué dans la commune « qu'une seule espèce de pain, en tout conforme à l'essai de celui qui a été présenté par le comité des subsistances », sous peine, pour les boulangers contrevenants, d'être traduits devant la commission militaire comme mauvais citoyens. Les représentants ajoutaient, pour donner l'exemple, qu'il ne serait servi sur leur table et sur celle de tous les fonctionnaires publics que le pain civique et obligatoire.

Collot d'Herbois et Fouché avaient établi à Lyon le pain de l'Egalité dès le mois de brumaire, et Chaumette cita leur arrêté en exemple le 3 frimaire. La Commune de Paris se l'appropriait.

Il faut croire cependant qu'en dépit du zèle des représentants et des comités révolutionnaires les fraudes persistèrent, car le Comité de Salut public dut prendre, le 23 pluviôse (11 février 1794), sur le rapport de la commission des subsistances, un arrêté sévère qui interdisait à tout meunier, boulanger, pâtissier ou autre citoyen, de conserver chez lui des bluteaux défendus, autorisait les autorités municipales à procéder à leur recherche par des visites domiciliaires, ordonnait enfin de ranger les contrevenants dans la catégorie des suspects et de les mettre en arrestation jusqu'à la paix.

Il ne suffisait pas d'interdire le pain de luxe. Dans plus d'une ville, on interdit aussi la pâtisserie. Ainsi dans l'Oise, à Noyon, à Trie-Château, à Beauvais (2). Il est vrai que dans la pratique on se borna souvent à des arrêtés qui furent d'une exécution difficile. A Beauvais, la résistance des pâtissiers fut tenace. A Trie-Château, la municipalité fit défense à un marchand de brioches de continuer son commerce, « attendu qu'il prive les citoyens de la commune des œufs et du beurre par la trop grande consommation qu'il fait ». A Besançon, l'arrêté du 23 pluviôse fut interprété comme entraînant la suppression absolue de la pâtisserie. Ailleurs, comme à Alençon, on s'ingéniait à fabriquer du pain

(1) Archives nationales, registre de la section, F7 2514.

(2) Voir l'article de M. Dommanget dans les *Annales révolutionnaires*, 1917, t. IX, pp. 107-110.

en mêlant à la farine de la fécule de pommes de terre. Le deuxième jour du second mois, le boulanger alençonnais Gautier fut félicité par la municipalité pour avoir fabriqué un pain de pommes de terre. On l'invita à faire connaître immédiatement son procédé à soixante citoyens (1).

Dans beaucoup d'endroits, on réglementa sévèrement le commerce de l'amidon et de la bière pour restreindre la quantité de blé et d'orge employée à cette fabrication. Mais il n'y eut pas, semble-t-il, à cet égard de mesure d'ensemble étendue à toute la France.

LA CARTE DE PAIN

Malgré tout, l'approvisionnement restait difficile. Les boulangers avaient leurs préférences. Il fallait les empêcher de distribuer à certains clients plus de pain qu'à d'autres. C'est ainsi que naquit l'idée de la carte de pain dans la section parisienne du Gros-Caillou, au début du mois d'août 1793. « Et là, dit la *Feuille du Salut public* (n° du 9 août), chaque citoyen déclare au Comité son nom, sa demeure, le nombre des bouches qu'il a à nourrir ; ces déclarations sont portées sur une carte qui lui est remise, et moyennant laquelle le boulanger de son arrondissement lui délivre sans peine la quantité de pain dont il a besoin. Cette carte porte son signalement. » Le journal proposait en exemple « les « mesures sages » édictées par la section du Gros-Caillou. Avec la carte, plus de queues aux portes des boulangers, plus de déploiement de police, plus de mécontents. Avec la carte, le rationnement est parfait. L'égalité devient chose réelle et facile. Avec la carte, les autorités connaissent exactement les besoins de leurs administrés. Elles peuvent répartir les farines dans une proportion égale à la consommation, exercer sur les boulangers un contrôle permanent. Aussi s'explique-t-on que la carte de pain se soit généralisée très vite.

La section de la Croix-Rouge (quartier Saint-Thomas d'Aquin) imita celle du Gros-Caillou, mais en restant originale : « Il sera délivré à chaque famille, dit son arrêté, une feuille timbrée de la section, signée du capitaine de l'arrondissement et du représentant de chaque famille. Chaque capitaine (*sic*) recevra la déclaration du nombre de pains que chaque ménage de sa compagnie peut consommer par jour. Les jours du mois seront marqués sur cette feuille, ainsi que le nombre des pains à délivrer chaque jour, et le boulanger délivrant rayera sur la feuille de délivrance. » Alors qu'au Gros-Caillou c'était le comité civil de la section, analogue aux bureaux de nos mairies, qui délivrait la carte, à la Croix-Rouge, le comité civil s'était déchargé sur des

(1) MOURLOT : *Documents économiques sur le canton d'Alençon*.

fonctionnaires nouveaux appelés capitaines. Chacun avait la surveillance d'une boulangerie et de sa clientèle.

A la fin d'octobre, alors qu'une vive agitation régnait dans Paris par suite de la difficulté grandissante de se procurer du pain, le jacobin Guirault recommanda au club de généraliser à toute la capitale l'institution de la carte de pain, jusque-là bornée à quelques sections. « Avec la carte, dit Guiraud, on ne pourra plus aller chez un autre boulanger ni demander du pain deux fois ; il n'y aura plus à craindre d'attroupements, parce que chacun sera assuré d'avoir son pain. Les malveillants ne pourront plus opprimer les mères de famille, les étrangers emporter le pain hors de Paris ; plus de baïonnettes aux portes des boulangers, ni de garde aux barrières, parce que cela deviendra inutile. »

Deux jours plus tard, le 8 brumaire (29 octobre 1793), docile à la suggestion des jacobins, la Commune institua la carte de pain municipale. Tous les chefs de famille et citoyens domiciliés furent tenus de faire la déclaration des quantités de pain nécessaires à leur consommation. La fabrication journalière de chaque boulanger fut établie d'après le relevé de ces déclarations.

« Les déclarants, dit l'arrêté, obtiendront une carte portant, jour par jour, pour un mois seulement, la quantité de pain indiquée dans la déclaration et laisseront chaque fois chez le boulanger qu'ils auront indiqué le coupon du jour. Ces coupons serviront à justifier l'emploi des farines distribuées la veille à la Halle. Le boulanger contrevenant sera puni de 50 livres d'amende et, en cas de récidive, regardé et traité comme suspect. » La confection des cartes et leur distribution demanda deux longs mois. Ce n'est qu'à la fin de décembre que le système fonctionna dans tous les quartiers, à la grande satisfaction des habitants (1). Les boulangers furent moins contents.

Beaucoup de villes imitèrent la capitale et instituèrent à leur tour la carte de pain, sans qu'elles y fussent obligées par un acte de l'autorité centrale.

A Beauvais, le 3 pluviôse (22 janvier 1794), la municipalité institua une carte qui différait en deux points, nous dit M. Dommanget, de la carte parisienne ; ses coupons ne s'adaptaient pas nécessairement à une division du temps, semaine ou mois, et ils spécifiaient le nom du boulanger fournisseur, ainsi que le nombre des bouches à fournir. La carte devait être présentée entière au boulanger, qui détachait lui-même les coupons (2).

A Auxerre, fonctionna à partir de nivôse an II, c'est-à-dire à

(1) Voir les rapports des « observateurs » de l'esprit public dans P. CARON, *Paris pendant la Terreur*.

(2) Voir le rapport de l'observateur La Tour-la Montagne, en date du 2 nivôse (*Archives nationales*, F7 36883).

peu près en même temps qu'à Paris, une carte de pain un peu différente de celle de Beauvais. « Chaque famille, nous dit M. Charles Porée (1), avait une pancarte indiquant son domicile, la section et le quartier dont elle relevait et le nombre de ses membres. Le boulanger ou le commissaire aux distributions y inscrivait chaque livraison de pain. On ne pouvait se fournir qu'au boulanger de son quartier et sur un bon délivré contre argent par un commissaire spécial. Ces commissaires, élus par leurs concitoyens et dont les fonctions étaient obligatoires, avaient par devers eux la liste des habitants de leur quartier, ils la tenaient au courant des mutations, grâce aux avis des naissances et des décès que leur faisait tenir le bureau de l'état civil. Les voyageurs de passage devaient se présenter à la Commission des subsistances pour obtenir des bons de pain particuliers. » Cette Commission des subsistances avait ceci d'original qu'elle ne se composait pas de fonctionnaires, mais de citoyens librement élus et choisis dans toutes les classes de la société. Elle se réunissait le soir, afin de permettre à ses membres sans-culottes d'assister aux séances. « L'ouvrier coudoyait l'homme de loi. Ce fut pour chacun, dit M. Porée, un devoir civique de consacrer à la chose publique un peu de son temps et de son travail. » La démocratie était bien alors une réalité vivante et agissante et non pas seulement une bureaucratie couronnée par des développements oratoires.

A Mangers, la ville fut divisée en douze quartiers pourvus chacun d'un boulanger officiel qui ne délivrait le pain que sur un bon de la municipalité (2).

A Besançon, et sans doute dans d'autres villes, la carte de pain ne fut pas imposée à tous les habitants, mais seulement aux indigents et aux nécessiteux. Besançon était alors une ville de 25.328 habitants (recensement d'août 1793). La plupart des bourgeois cuisaient encore leur pain avec la farine que produisait le blé qu'ils récoltaient sur leurs terres. Aussi n'eut-on pas l'idée d'appliquer la carte à tout le monde indistinctement, mais seulement à ceux qui se fournissaient chez les boulangers. Le 26 du premier mois (17 octobre 1793), la municipalité réglementa le commerce du pain. « Tout particulier qui sera convaincu d'avoir acheté du pain chez les boulangers, malgré qu'il eût des grains ou des farines à sa disposition, sera condamné à une amende qui ne pourra être moindre de 20 livres et à la confiscation de ses grains et farines, dont le profit sera cédé au dénonciateur. »

Quelques jours plus tard, le 14 brumaire (3 novembre 1793), la municipalité prit un nouvel arrêté plus strict qui établissait

(1) Ch. PORÉE : *Les subsistances dans l'Yonne pendant la Révolution*, p. LV.

(2) G. FLEURY : *La Révolution à Mangers*, t. II, p. 23.

la carte de pain : « Pour empêcher que le pain des boulangers ne fût distribué aux citoyens riches ou qui peuvent avoir du blé, il sera fait un recensement des familles dans le cas de participer à la distribution de ce pain ; ce recensement sera fait par des commissaires nommés par le Conseil général de la commune pour chaque section, et les citoyens qui seraient jugés dans le cas d'avoir du pain des boulangers ne pourront en obtenir qu'avec un billet qui leur sera distribué et où sera exprimée la quantité de livres de pain qui leur sera délivrée. »

Le recensement traînait en longueur. Les jacobins bisontins s'émurent et stimulèrent la municipalité. Le 13 frimaire, ils lui dénoncèrent la mauvaise qualité du pain des boulangers et lui signalèrent toute une série de mesures à prendre. La municipalité obéit et associa les jacobins à l'application des mesures qu'ils avaient demandées et qu'elle convertit sur-le-champ en un règlement municipal. La pièce est assez curieuse pour mériter d'être reproduite dans ses dispositions principales :

« Un cri général s'élève contre la mauvaise qualité du pain des boulangers. On suppose même que le blé qui leur est fourni par la municipalité n'est point entièrement employé par quelques-uns d'entre eux pour l'usage public... La première de ces plaintes n'est que trop fondée. Il importe donc de prendre des mesures extrêmes pour assurer aux citoyens un pain bon et nourrissant, *le seul aliment du peuple au milieu de ses pénibles travaux*. D'un autre côté, si les soupçons qu'on nous fait naître avaient quelque fondement, le boulanger qui se rendrait coupable de ce délit mériterait toute notre animadversion. Malheur à l'individu, quel qu'il soit, qui, dans un moment où le peuple supporte tous les maux inséparables d'une grande révolution, cherche à le pressurer dans l'objet de sa subsistance !

« A ces causes, nous, maire et officiers de la commune, arrêtons ce qui suit :

« I. Les commissaires de police remettront incessamment à la municipalité les tableaux ou contrôles qu'ils ont dû former de toutes les personnes qui composent leur section respective.

« II. A vue de ces tableaux et ensuite des renseignements pris par la municipalité sur l'état des approvisionnements de chaque particulier, il sera formé une liste des personnes dans le cas de se nourrir du pain des boulangers.

« III. Il sera délivré aux citoyens qui composeront cette liste une carte, sans laquelle il ne pourra leur être délivré du pain par les boulangers.

« IV. Cette carte contiendra le nom de celui à qui elle aura été donnée, la quantité de pain qui lui sera nécessaire pour sa subsistance et celle de sa famille et les noms et demeure du boulanger chez lequel il sera obligé de s'adresser.

« V. La Société populaire de cette commune sera invitée à nom-

mer dans son sein soixante commissaires, qui se rendront chaque jour chez les boulangers qui leur seront désignés.

« VI. L'objet de leur surveillance sera d'examiner la fabrication du pain et sa distribution aux citoyens. Ils tiendront journellement une note exacte de la quantité de pain délivrée par les boulangers, afin de pouvoir connaître facilement s'ils emploient tout le bled qui leur est fourni par la municipalité.

« VII. Les commissaires de police apporteront tous les matins à la maison commune un pain de chacun des boulangers de leur section pour en connaître et comparer les qualités.

« VII. Les boulangers seront tenus de donner connaissance à la municipalité et aux commissaires de police de leur arrondissement des moulins où ils iront moudre leur bled ; sur la demande desdits commissaires, ils seront obligés de laisser dans ces moulins une certaine quantité de leur farine dont la municipalité pourra faire du pain, en cas de besoin le comparer avec celui que les boulangers auront fabriqué et de reconnaître facilement s'ils ont introduit dans la fabrication de leur pain quelque mélange prohibé par la loi et les règlements de police.

« IX. Tout boulanger qui sera convaincu d'avoir fait un pain de mauvaise qualité ou mélangé ne pourra plus exercer son état ; il sera employé à ses frais des ouvriers boulangers qui cuiront dans son four ; le pain qu'il aura fabriqué sera confisqué ; il sera inscrit sur la porte extérieure de son domicile : *Boulangier abusant de la confiance publique, ennemi du peuple*. Les amendes et autres peines statuées par nos précédents règlements seront portées contre lui et, selon la gravité du délit, il pourra être traduit devant le tribunal révolutionnaire. Il en sera de même du boulanger qui sera convaincu de ne pas avoir entièrement employé pour l'usage du public le bled qui lui est livré par la commune... » (1).

Le 26 frimaire, la municipalité compléta cet arrêté en ordonnant aux meuniers de peser les grains qui leur seraient conduits et de tenir registre des quantités qu'on leur donnerait à moudre. Les particuliers seraient tenus de faire déclaration à leur municipalité de la quantité de grains qu'ils se proposeraient de conduire aux moulins, et les meuniers ne pourraient accepter leurs grains que sur le vu des récépissés des municipalités.

Le recensement de la population traînait. Le 27 nivôse, la municipalité prit un nouvel arrêté pour prescrire aux commissaires désignés à cet effet d'arrêter leurs états de contrôle sous trois jours. En même temps, les citoyens qui croiraient avoir droit à la carte étaient invités à se faire inscrire dans leurs sections. « Quiconque sera reconnu pour s'être fait inscrire,

(1) D'après le registre des délibérations de la municipalité de Besançon. Voir aussi nos articles dans le *Petit Comtois* des 28 mars et 24 avril 1918.

quoiqu'il eût du bled ou de la farine, ou qui aura déclaré dans sa famille plus d'individus qu'il n'y en existe ou un âge plus avancé pour ses enfants, sera condamné à une amende de 100 livres ; les grains ou farines qu'ils auront seront confisqués. Il sera écrit sur sa porte : *affameur du peuple*, son jugement sera imprimé et affiché sur toutes les places et dans toutes les rues ; son dénonciateur, s'il y en a un, partagera la moitié de l'amende et de la confiscation. »

Le 3 pluviôse enfin, la municipalité détermina la forme et le libellé de la carte de pain. « Les billets à couppons qui doivent être distribués pour obtenir le pain des boulangers... contiendront autant de couppons que de jours dans le mois..., chacun de ces couppons désignera les noms et prénoms des citoyens à qui ils seront donnés, la rue de leur domicile, leur section et le numéro de leur maison, le nombre des individus composant leur famille, la quantité de livres de pain qui doit leur être fournie et le nom du boulanger chez lequel ils seront obligés de se présenter... » Les aubergistes logeant à pied et à cheval recevraient une carte spéciale. Les traiteurs et cafetiers n'y auraient pas droit. On décide, le 23 pluviôse, que les hommes au-dessus de douze ans auraient droit à deux livres de pain par jour, les femmes au-dessus du même âge à une livre et demie, les enfants au-dessous de douze ans à une livre.

A cette date, la distribution des cartes était imminente. La population, loin de s'en féliciter, s'affola. Pendant trois jours, du 20 au 23 pluviôse, des foules se portèrent chez les boulangers, proférèrent des insultes contre les officiers municipaux. On répandit le bruit que les subsistances allaient manquer. La municipalité, pour faire cesser le désordre, placarda une belle proclamation à la fois rassurante et menaçante : « Peuple, un complot se trame contre la liberté. Sois en garde et écoute la voix de tes magistrats... Tu le sais, dès le moment où nous arrêtaimes des mesures vigoureuses contre celui qui prendrait du pain chez les boulangers quoiqu'il eût du bled ou de la farine à sa disposition, tu n'éprouvas aucune difficulté pour te procurer ta subsistance journalière... Encore quelques jours, et le pain des boulangers ne passera sûrement qu'entre les mains de celui qui n'a aucun approvisionnement, il n'ira pas alimenter le luxe ou le plaisir dans les cafés ou les cabarets...

« Peuple, on cherche encore dans ces moments à te soulever contre la qualité du pain qui t'est distribué ; nous ne donnons qu'un quart de méteil pour mélanger avec le pur froment. Eh bien ! des boulangers ont eu la scélératesse de montrer isolément ce méteil et de demander s'il était possible de faire avec un grain semblable de beau pain... Traîtres ! Nous sommes à la piste pour vous découvrir, puissent nos efforts vous livrer à la juste vindicte des lois ! »

Il faut croire que cette rhétorique grandiloquente calma la population, car les troubles cessèrent. Les cartes furent distribuées les jours suivants.

Comme on le voit, en dépit de la Terreur et de la rude centralisation opérée par le Comité de Salut public, les mesures économiques destinées à faire face à la crise des subsistances furent dans l'ensemble d'une grande variété. Le particularisme de la vieille France survit dans une certaine mesure dans la nouvelle. Des nécessités analogues imposent des mesures semblables, mais non identiques. La carte de pain est instituée dans beaucoup de villes, mais à des moments différents et sans réglementation uniforme.

Le système de la carte de pain donna sans doute naissance à des abus, mais il paraît avoir répondu, en somme, à l'attente de ses auteurs. Il atténua la crise pour les classes pauvres. Il serait intéressant de rechercher dans le détail comment fonctionna cette réglementation. Nous ne pouvons fournir ici que des indications générales.

A Paris, on distribuait la farine municipale aux boulangers. A Besançon, on leur distribuait le grain, qu'ils faisaient moudre ensuite. A Paris, on imposa aux boulangers l'obligation de marquer leur pain, afin qu'on pût établir leur responsabilité personnelle en cas de malfaçon. Il en fut de même à Rochefort (1), à peine de 100 livres d'amende pour les contrevenants. A Besançon, on recourut à un autre procédé de contrôle. Les boulangers furent astreints à déposer tous les matins à l'hôtel de ville un pain de leur fabrication. La mesure avait pour but, disait le jacobin Detry, d'exciter l'émulation parmi les boulangers et de permettre aux citoyens de s'assurer chaque jour de la surveillance des magistrats (2). Les boulangers qui fabriquaient du mauvais pain étaient menacés de la suppression des grains de la commune (3). La menace fut parfois suivie d'effet. Ainsi, le 4 ventôse an II, « des plaintes ayant été portées contre le boulanger Colard, qui faisait du mauvais pain, le citoyen Burdin, commissaire de police, fut chargé de lui retirer la farine et le bled qu'il pouvait avoir provenant des grains de la commune. Le 27 messidor, le boulanger Roland, qui s'était permis des propos injurieux contre un de ses membres du nom de Couchery, fut mis par ordre de la municipalité, pour huit jours, à la maison d'arrêt.

Les coupons des cartes de pain donnaient lieu à des fraudes. Pour y couper court, la municipalité de Besançon arrêta, le 19 ventôse, que ceux qui trafiqueraient de leurs coupons seraient

(1) Archives de Rochefort, arrêté du 12 ventôse.

(2) Délibération du 24 frimaire an II.

(3) Arrêté du 18 germinal an II.

assimilés à des « accapareurs cachés ». Elle ordonna aux particuliers « dont les billets à coupons portaient une quantité de pain au-dessus de leur besoin, de remettre au commissaire de police de leur section ou à la maison commune les coupons dont ils ne lèveront point les livres de pain. » Défense fut faite aux boulangers de recevoir des coupons dont ils ne délivreraient pas le montant en marchandise sous peine d'être traités comme suspects. Le 26 prairial enfin, il fut décidé qu'on ne remplacerait plus les coupons perdus.

À Paris, les comités révolutionnaires des sections surveillaient de près les boulangers. Une fraude habituelle était la vente sans coupons. Je lis dans le registre des délibérations du comité de la section de l'Observatoire, à la date du 30 nivôse : « Est comparu au Comité le citoyen Sutteau, boulanger, qui nous a déclaré et reconnu que sa femme avait vendu huit pains de 4 livres à trois femmes non munies de cartes. Lecture faite a dit contenir vérité et a signé, en nous observant qu'il a toujours défendu à sa femme de vendre sans carte et que sa femme ne l'avait fait que sur les sollicitations d'une citoyenne de la section dont il ignore le nom. » Le Comité, « ayant égard pour cette première fois au délit commis par son épouse », arrêta que « le citoyen Sutteau surveillera avec plus d'exactitude la vente de son pain, qu'il remboursera le prix de huit pains aux citoyennes à qui ils ont été vendus et que les huit pains saisis seront confisqués et déposés au comité de bienfaisance pour être distribués aux pauvres de la section ».

Au début, le rationnement n'avait rien eu de rigoureux. Nous avons vu qu'à Besançon les adultes pouvaient réclamer jusqu'à deux livres de pain par jour. Mais, peu à peu, la ration fut diminuée. Un arrêté du 7 floréal, « pris à l'exemple de plusieurs grandes communes », attribua une livre de pain par jour aux femmes et aux enfants, une livre et demie aux « ouvriers non de force ». « Il n'y aura qu'aux ouvriers de force auxquels on continuera d'en donner deux livres. » Comparées à celles dont nous fûmes obligés de nous contenter, ces rations paraissent fort enviables.

À Beauvais, il ne fut plus alloué à chaque bouche qu'une livre et demie de pain pour tous les âges à partir du 19 germinal.

À Rochefort, la commune réduisit, au début de messidor, la ration de pain à trois quarterons par jour.

M. Lefebvre dit avec raison que les boulangers qui recevaient leur farine de la municipalité, et devaient justifier de son emploi par la production des cartes, n'étaient plus que des ouvriers municipaux salariés à la journée (1).

(1) G. LEFEBVRE, dans le *Bulletin de la Commission de l'histoire économique de la Révolution*, 1913, p. 430.

Il faudrait des recherches plus étendues que celles que nous avons entreprises pour asseoir des conclusions générales sur la façon dont fonctionna la carte de pain dans la France entière. Des faits que nous avons recueillis semblent résulter l'impression que la carte donna de bons résultats, car les troubles et les émeutes se firent de plus en plus rares. Il semble aussi, si on en juge par le taux de la ration, que la population des villes ne connut pas une véritable famine. Il y eut de la gêne. A certains moments on put craindre de manquer de pain. On en manqua assez rarement. On tirerait encore la preuve indirecte que le pain ne fit pas défaut du fait que la carte ne fut jamais générale. On ne l'institua guère que dans les villes et les bourgs. Elle resta généralement inconnue dans les campagnes.

LE CARÈME CIVIQUE ET LA CARTE DE VIANDE

Le rationnement de la viande fut plus tardif que celui du pain, mais il finit cependant par s'imposer, du moins dans les grandes villes. On pensa d'abord à instituer un carème civique, c'est-à-dire une fermeture des boucheries pendant un temps donné, et on finit ensuite par recourir à la carte de viande.

La première idée du carème civique paraît avoir été lancée par Vergniaud, à la séance du 17 avril 1793. Les troubles intérieurs qui venaient d'éclater dans l'Ouest, les achats des armées, lui firent craindre une disette prochaine du bétail. « Ne serait-il pas nécessaire, dit-il, d'arrêter pendant un temps déterminé la consommation des veaux ? La religion avait ordonné un carème pour honorer la divinité. Pourquoi la politique n'userait-elle pas d'un moyen pareil pour le salut de la patrie ? » Vergniaud fut applaudi. On renvoya sa proposition au Comité d'agriculture, où elle fut enterrée.

Cependant les « observateurs » de la police signalaient déjà au ministre Garat la pénurie croissante de viande. Dutard, l'un d'eux, écrit le 2 mai 1793 : « Les bouchers ont annoncé que la semaine prochaine il n'y aurait plus de viande que pour les malades », et, le 7 mai : « Qu'est-ce que deux cents bœufs pour une ville comme Paris ? La viande sera la semaine prochaine à 30 sols ; déjà beaucoup de petits bouchers ont été forcés de fermer boutique. »

Après la journée du 2 juin, qui renversa la Gironde, les députés montagnards se firent l'écho des plaintes des sans-culottes contre la cherté de la viande. Le 9 juin, Bentabole dénonça à la Convention le complot des accapareurs, qui achetaient tout le bétail pour le revendre à des prix excessifs. Alors Thuriot réclama « une grande mesure pour faire baisser le prix de la viande ». Les administrateurs de départements auraient le droit de taxer le

bétail et on décréterait un carême civique pendant tout le mois d'août, « afin que pendant cet espace de temps les bestiaux puissent grandir et se multiplier ». La Convention ne prit pas de décision.

Les Parisiens criaient très fort contre les bouchers, mais ils se résignaient mal à l'idée du carême civique. L'observateur Dutard, ayant repris la motion de Bentabole dans sa section, faillit, dit-il, être lapidé. La viande avait été comprise dans le maximum, mais l'application de la taxe rencontrait des difficultés insurmontables. Le maximum ne frappait que la viande débitée à la livre. Certaines administrations voulurent compléter la loi en frappant aussi le bétail sur pied. C'était assez logique. Mais Laurent Lecointre, rapporteur de la commission des subsistances, fit décréter le 2 brumaire (23 octobre) que ces taxes étaient illégales. Il ne semble pas qu'il y ait eu un débat. Il est probable que le rapporteur fit valoir la difficulté d'apprécier le prix du bétail vivant. Le résultat ne se fit pas attendre, Les bouchers remontrèrent qu'ils ne pouvaient pas être astreints à vendre à prix fixe quand ils achetaient à prix variable. La taxe de la viande fut inapplicable. On aboutit par endroits à la fermeture des boucheries. Le conventionnel Lanot écrivait de Tulle au Comité de Salut public, le 30 nivôse : « Ce décret contradictoire (le décret ordonnant la taxe de la viande et permettant la vente libre du bétail), parce qu'il est mal entendu ou interprété par l'égoïsme, n'est propre par son ambiguïté qu'à procurer la disette des bestiaux dans les boucheries et à exciter des troubles dans les marchés. Des milliers de réclamations s'élèvent. »

Les commerçants s'ingéniaient à tourner la loi. La taxe ne frappant que la viande crue, charcutiers et bouchers se mirent à vendre de la viande cuite, en faisant payer la cuisson à leur gré. Les charcutiers vendaient leur lard très mouillé et couvert de sel. Au cours de l'hiver, Paris ne recevait plus que le quart du bétail qui lui était nécessaire. On fit la queue des matinées entières aux portes des bouchers. Ceux-ci ne vendaient aux pauvres que les bas morceaux garnis de « réjouissance », c'est-à-dire d'os et de graisse. Ce fut le carême obligatoire pour tous ceux qui n'avaient pas le moyen de se procurer de la viande en fraude en payant au-dessus du maximum.

Le Conseil de la Commune de Paris finit par s'émouvoir des plaintes répétées qu'on portait à sa barre. Le 28 nivôse, Chaumette dénonça les abus des bouchers. Les plaintes continuant, le Département de Paris s'émut à son tour. Le 15 pluviôse, il invita les autorités à surveiller de près les marchands bouchers (1). La Commune, stimulée, s'ébranle de nouveau. Le 17 pluviôse, la Société populaire de la section de Bon-Conseil

(1) Bibliothèque nationale, Lb40 1158, placard imprimé.

parut à sa barre : « Les cuisiniers des riches portent chez les bouchers leurs livres et, lorsqu'il leur est délivré quatre livres de viande, le boucher en marque huit. » Un membre de la Commune, Lubin, signale que la disette des bestiaux est réelle. L'Allemagne, qui fournissait à la France 16.000 moutons par an, n'envoyait plus rien. « De plus, le partage des communaux a mis beaucoup de citoyens dans l'impossibilité de nourrir des vaches et autres bestiaux ». Le débat dévia un instant sur la loi du maximum. Hébert constata avec amertume que les marchands non seulement ne l'exécutaient pas, mais se plaisaient encore à la ridiculiser. Mais Soulès revint à la question. Il ouvrit l'avis qu'il fallait faire pour la viande ce qu'on avait fait pour le pain : établir la carte. Chaumette appuya vivement cet avis : « Un décret de la Convention porte que Paris sera approvisionné comme une ville de guerre. Nous avons par conséquent le droit de faire à l'égard de la viande ce que nous avons fait à l'égard du pain. » La motion fut renvoyée à l'administration municipale des subsistances pour en faire rapport.

Le débat eut son écho le lendemain à la tribune de la Convention. Delacroix demanda l'établissement d'une taxe sur les bestiaux comme sur la viande. « La rareté de la viande vient de la concurrence qui se trouve établie entre les bouchers et les fournisseurs des armées. Les marchands de bœufs n'ont pas honte de vendre dans les marchés leur viande sur pied à 20 et 22 sous, tandis que les bouchers sont obligés dans certaines communes de la donner à 12 et 13 sous. » Séance tenante, le décret du 2 brumaire, qui avait autorisé la vente du bétail de gré à gré, fut rapporté. C'était permettre aux autorités d'établir la taxe.

Ce vote encouragea les partisans d'une réglementation plus stricte. Dans sa séance du 20 pluviôse, sur la proposition de l'hébertiste Marchand, un de ses membres, le Comité de surveillance du département de Paris lança une proclamation menaçante : « Vous devenez les perfides instrumens des contre-révolutionnaires, hommes insensibles qu'on appelle bouchers... Vous violez les lois avec une audace que rien n'intimide, vous foulez aux pieds les avertissements sans nombre qui vous sont donnés par ceux qui ne punissent jamais qu'après avoir épuisé toutes les ressources de la persuasion. Le pauvre qui se présente chez vous, rejeté, humilié, n'en emporte que des os de rebut, tandis que le riche, qui se rit des souffrances d'autrui pourvu qu'il jouisse de toutes ses aises, est accueilli avec une politesse recherchée, trouve les plus belles tranches, les morceaux les plus délicats ... parce qu'il paie ..., parce qu'il satisfait votre sordide avarice, parce qu'il couvre votre crime en s'en rendant le complice (1). »

(1) Bibliothèque nationale, Lb41 2737, affiche.

Au cours de la délibération qui avait accompagné le vote de cette proclamation, le Comité de surveillance du département de Paris avait envisagé l'institution de la carte de viande. Plusieurs sections prirent l'initiative de l'établir d'elles-mêmes.

Le 2 ventôse, le Comité de l'Homme-Armé arrêta que « la viande ne serait délivrée qu'aux malades et aux aubergistes des sans-culottes et qui nourrissent des ouvriers travaillant aux armes de la République et aux citoyens porteurs de bons du Comité de bienfaisance, et que les officiers de santé seraient invités à ne délivrer l'attestation de maladie à l'effet d'avoir de la viande qu'à ceux (*sic*) qui en ont vraiment besoin et à venir nous donner leurs signatures (1) ». Jusque-là, la délivrance des cartes avait été faite par les soins du comité révolutionnaire de la section ; à partir du 6 ventôse, c'est le comité civil qui en fut chargé.

Quelques jours plus tard, le Comité de la section des Droits de l'Homme arrêta à son tour que dorénavant on n'aurait plus de bœuf qu'avec des cartes et que ces cartes seraient réservées aux malades (2).

La crise empirait. Le 2 ventôse, plusieurs boucheries fermèrent faute de viande. Le lendemain, un policier écrivait dans son rapport : « Les ouvriers se plaignent très fortement de ce qu'ils ne peuvent plus avoir dans les auberges de viande ni soupe. Ils mangent du pain et des harengs saurs. Dans presque toutes les auberges, il n'y avait pas une once de viande (3). »

La Commune dut aviser, mais elle n'agit que sous la pression des sections et des clubs. Elle décida, le 17 ventôse, de faire concurrence aux bouchers en achetant tous les jours 24 bœufs, 64 veaux, 32 moutons, dont la viande serait distribuée aux particuliers, sur l'attestation des officiers de santé. Ce n'était qu'une demi-mesure.

Le 29 ventôse, la Société populaire de la section du Mont-Blanc se présenta à sa barre et demanda que la viande fût constatée chez les bouchers, « de manière à éviter toute distraction exclusive en faveur du riche ; que les bouchers, après avoir pourvu aux besoins des malades, ne puissent vendre le surplus de leur viande que conformément à l'usage adopté pour la délivrance du pain, et de manière que tous les citoyens puissent participer également et en proportion de leurs besoins aux fournitures de viande... » La section de la Montagne, à son tour, dénonça les repas somptueux des traiteurs du Palais-Egalité, ci-devant Royal. Elle demanda qu'il leur fût interdit de servir des repas à plus de 2 francs par tête.

(1) Archives nationales, F^r 2496.

(2) Rapport de Bacon du 4 ventôse, dans DAUBAN, *Paris en 1794*, p. 80.

(3) DAUBAN, p. 69.

La Commune défendit de porter de la viande en ville, mais elle n'osa pas encore rendre la carte générale et obligatoire. Il fallut cependant en arriver là.

Le 7 germinal, le Comité de Salut public mit à la disposition de la capitale, par les soins de l'administration militaire, 75 bœufs, 150 quintaux de veau et de mouton et 200 cochons. Quelques jours plus tard, le 29 germinal, la Commune municipalisait la boucherie et établissait la carte. Le bétail fourni par l'Etat était abattu par un agent de la ville, Sauvegrain, qui le distribuait aux bouchers, au prorata de la population de leur quartier. Chaque boucher avait un certain nombre de ménages à fournir. Il devait livrer tous les vingt jours « autant de demi-livres de viande qu'il y aura de bouches désignées sur la carte qui sera fournie à cet effet ». La carte de pain servirait aux distributions en attendant la fabrication de la carte de viande. Les livraisons s'effectuaient en présence d'un commissaire de la section, qui visait la carte. Les bouchers avaient un bénéfice de 10 % sur la viande qui leur était fournie. On leur abandonnait, en outre, les langues de bœuf et les fressures de mouton pour les indemniser de leurs frais de transport. La tête de veau était comptée pour quatre livres de viande, les quatre pieds de veau pour une livre. Les traiteurs n'étaient fournis qu'après les simples citoyens et sur les quantités restantes, la distribution faite. Pour empêcher les boucheries particulières de se maintenir en concurrence avec la boucherie municipale et de perpétuer la fraude, le Comité de Salut public interdit, le 7 germinal, aux bouchers de Paris, d'acheter de la viande « dans quelque marché que ce soit de la République ». La Commune obligea ceux d'entre eux qui avaient du bétail acheté antérieurement à le lui revendre au maximum (6 floréal). Avec l'institution de la carte, la quantité de viande, bien entendu, n'augmenta pas, mais celle qui existait fut répartie également entre les consommateurs, riches ou pauvres. Tous les cinq jours, au minimum, la carte permit de toucher une demi-livre de viande par tête à un prix raisonnable (1). C'était peu, mais, à cette époque, l'usage de la viande était beaucoup moins répandu qu'aujourd'hui.

La carte fonctionna à Paris pendant plusieurs mois. Il est probable que d'autres villes adoptèrent le même système. Je vois, en effet, qu'à Senlis on distribuait une livre et demie de viande, d'abord trois fois par décade, ensuite deux fois seulement (2).

Dans d'autres villes, comme à Chambéry, on préférerait recourir

(1) J'ai reproduit dans les *Annales révolutionnaires*, 1917, p. 693, un spécimen de la carte de viande en usage à Paris.

(2) TUTEY : *Répertoire* , t. XI, n° 128. Déposition de Philippe Picot et de François Brunet, 20 ventôse an II.

au carême civique. Albitte écrivait de cette ville au Comité de Salut public, le 26 ventôse : « Ici, hier, nous fîmes tous le vœu de nous soumettre au carême civique, et le peuple y a applaudi. Nous tiendrons notre parole et tout le département suivra bientôt notre exemple. »

Il est probable qu'entre la carte et le carême civique le Comité de Salut public penchait plutôt vers le second, car Barère l'avait recommandé dans son grand discours du 3 ventôse : « Il y avait, disait-il, dans l'ancien usage de l'année environ six mois de jours où les citoyens ne mangeaient pas de viande. Cette différence avec notre régime de tous les jours a dû diminuer de moitié les consommations de viande. Avant la guerre, tous les habitants des campagnes vivaient d'autres productions que la viande et aujourd'hui douze cent mille hommes sous les armes mangent des viandes tous les jours... La Vendée fournissait des bœufs et des moutons, et la Vendée rebelle a été ruinée... » Ces causes de la disette ainsi expliquées, Barère ne voyait de remède que dans l'économie et les restrictions : « Nos pères, nous-mêmes, nous avons jeûné pour un saint du calendrier, jeûnons plutôt pour la Liberté... Faisons des économies momentanées, imposons-nous volontairement une frugalité civique pour le soutien de nos droits... Ajournons cette partie des plaisirs que la table permet aux républicains, supprimons les délices qui n'appartiennent qu'à des sybarites ; que les citadins ne dépensent que ce qui est nécessaire, encore quelques mois, et la France libre bénira ses défenseurs, et vous aurez fondé en même temps les mœurs républicaines, celles de la tempérance et de l'égalité ! »

Le boucher Legendre appuya vivement Barère : « Décrétez ce carême civique, autrement la disette de viande se fera sentir dans toute la République... Décrétez le carême que je vous propose, autrement il viendra malgré vous. L'époque n'est pas éloignée où vous n'aurez ni viande ni chandelle. Les bœufs qu'on tue aujourd'hui ne donnent pas assez de suif pour éclairer leur mort ! »

Chose curieuse, les mêmes résistances qui avaient déjà fait ajourner le carême civique au mois de juin précédent repa-rurent pour faire échec au projet du Comité. Cambon, le grand ennemi des prêtres, observa « qu'après avoir subjugué la superstition », il fallait se garder de la consacrer par une loi. Il ajouta qu'il fallait aussi « avoir égard aux localités ». « Dans le Nord, par exemple, les terres sont encore couvertes de neige, la nature y dort pour ainsi dire, tandis qu'elle est déjà riante dans le Midi ; ainsi la loi qu'on vous propose ne pourrait être exécutée aujourd'hui dans toute l'étendue de la République, parce que partout les productions de la terre ne peuvent suppléer au défaut de viande. » La Convention se rendit à ces raisons assez médiocres.

Il n'y eut pas plus de carême civique obligatoire que de carte obligatoire. Pour la viande comme pour le pain, les restrictions furent l'œuvre des autorités locales qui en édictèrent le mode à leur guise. Même sous la Terreur, on évitait de trop régler, d'étouffer les initiatives.

LES AUTRES DENRÉES : SAVON, HUILE, SUCRE, SEL, ETC.

La viande et le pain ne furent pas les seules denrées alimentaires sur lesquelles s'exerça la réglementation. Dans les villes, le commerce du sucre cessa d'être libre. Les municipalités mirent l'embargo sur les stocks existants et en disposèrent dans l'intérêt général. Ainsi, à Paris, le 11 brumaire, Chaumette posa devant la Commune la question du sucre : « Il voit avec peine, dit le *Moniteur*, que l'on emploie cette denrée précieuse à des friandises de luxe, dans un moment où sa rareté devrait le faire conserver pour le plus urgent besoin. Il requiert, en conséquence, et le conseil arrête qu'il ne sera fourni aux confiseurs que la quantité de sucre nécessaire à tous les autres citoyens, et, en outre, que le Comité de Salut public sera invité à faire généraliser cette mesure et l'étendre à toutes les municipalités de la République... » Je n'ai pas vu que le Comité de Salut public eût pris en considération la suggestion de Chaumette. Mais les procès-verbaux subsistants des comités révolutionnaires attestent qu'à Paris certaines sections instituèrent la carte de sucre. Je lis dans le registre du Comité de l'Observatoire, à la date du 28 nivôse : « Le Comité, après avoir entendu lecture de l'arrêté du corps municipal relatif à la répartition de mille pains de sucre mis à la disposition de la Commune de Paris par le citoyen Comare, négociant, cloître Saint-Merry, arrête qu'en exécution de l'arrêté ci-dessus relaté, le citoyen Legoy sera autorisé à acquérir chez le citoyen Comare la quantité de 200 livres de sucre à la charge et conditions portées audit arrêté. En conséquence, le citoyen Legoy ne pourra vendre ni délivrer de sucre sans un bon du Comité révolutionnaire, qu'il retiendra et enregistrera à fur et à mesure et par rang de dattes. Lorsque la vente dudit sucre sera consommée, le citoyen Legoy sera tenu de rendre compte de son employ et de remplir en bons la quantité de sucre à lui délivrée par les bons du Comité. Il vendra ledit sucre à raison de 36 sous la livre et les frais de transport seront à sa charge. » Il est probable que les billets de sucre ne furent pas particuliers à cette section.

A Besançon, la municipalité réquisitionna, par arrêté du 21 frimaire, les sucres et cassonades existant dans les magasins du négociant Provençal et les répartit entre « les marchands connus pour leur patriotisme et débitans en détail ». Un peu

plus tard, le 14 nivôse, la municipalité décide que le sucre ne serait plus délivré qu'aux malades « sur l'attestation des médecins », et par le moyen de bons.

Des mesures analogues furent prises pour l'huile, le savon, le sel, même le beurre et les œufs.

A Besançon, on institua, en nivôse, les « billets de sel », qui furent distribués par deux officiers municipaux, Chazerand et Détrey.

A Bergues, le savon et la chandelle furent distribués sur la présentation de cartes délivrées à la mairie proportionnellement aux membres de chaque famille. La mesure fut prise à la demande des fabricants.

Dunkerque rationna de même les habitants quant au beurre (12 frimaire), au savon (21 pluviôse), à la viande (3 germinal), aux liqueurs (12 germinal), aux œufs (19 germinal). La ville fut divisée en secteurs à chacun desquels furent affectés des commissaires qui recensaient les ménages, appréciaient les besoins et distribuaient les cartes (1).

A Alençon, les bons de savon étaient distribués dans les mêmes formes que les bons pour le blé, par deux commissaires de chaque section.

A Senlis, la municipalité distribuait aux habitants six œufs par décade et un quarteron de beurre (2).

Dans certaines communes rurales, les municipalités assignèrent aux pauvres ne possédant pas de vaches des bons de réquisition pour obtenir du beurre auprès des citoyens plus aisés (3).

Dans la Vienne, on ne pouvait vendre ni acheter les huiles et le savon sans un permis municipal.

La municipalité de Poitiers décréta, sur la proposition du club, « que les billardiers cafetiers ne pourraient avoir de chandelles dans leurs salles après le soleil couché » (28 ventôse). Les cabaretiers et aubergistes furent soumis à la même réglementation. Il leur fut fait, en outre, défense de donner à boire et à manger les jours de fêtes et dimanches à personne qu'aux étrangers (14 floréal) (4).

CONCLUSION

Les nécessités, plus fortes que les doctrines, avaient abouti peu à peu à la monopolisation entre les mains des autorités de tout le commerce des denrées de première nécessité.

(1) G. LEFEBVRE : *Bulletin* cité, 1913, p. 437.

(2) TUETÉY : *Répertoire*, t. XI, n° 128.

(3) Voir le document publié par M. Dommanget dans les *Annales révolutionnaires* d'octobre 1918.

(4) PIROD, thèse de droit, pp. 39-40.

Les taxes avaient conduit à la réquisition. Des grains, la réquisition s'était étendue à la viande, à tous les comestibles, à toutes les denrées d'un usage indispensable. La réquisition s'était accompagnée du rationnement et des restrictions. Partout ou presque s'était institué le contrôle des autorités sous forme de bons et de cartes. Les municipalités et les comités révolutionnaires étaient devenus de vastes offices de ravitaillement. La France, selon le mot de Barère, n'était plus qu'une vaste place assiégée où tout était mis en commun pour repousser l'ennemi. Mais on conçoit qu'une semblable organisation, improvisée dans le feu de la bataille, n'ait pas fonctionné à la perfection. Elle heurtait les préjugés et les intérêts. Elle était mise en œuvre par des autorités qui manquaient souvent d'expérience, parfois de bonne volonté ou qui inversement, par excès de zèle, se livraient à des abus regrettables. Il y eut donc des crises, dont la plus redoutable fut celle qui fut marquée dans la capitale à la fin de l'hiver par l'agitation hébertiste et par sa répression.

ALBERT MATHIEZ.

L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE PRIMITIVE D'APRÈS M. CHARLES GIDE

par OLIVIER LE ROY

Agrégé de l'Université, docteur en droit

OBSERVATIONS SUR QUELQUES POINTS CONTESTABLES DU « COURS D'ÉCONOMIE POLITIQUE »

Les observations qui vont suivre ont pour objet de signaler quelques passages du *Cours d'Economie politique* de M. Ch. Gide, relatifs à l'activité économique des primitifs (1). Ces passages contiennent des hypothèses ou des jugements, à mon sens erronés ou contestables, et il m'a paru bon de les signaler, moins en raison de leur importance intrinsèque que de l'autorité et de la diffusion de l'ouvrage où ils se trouvent. Mes critiques ne tendent nullement à déprécier la valeur générale de l'œuvre du savant économiste. Au reste, les points visés dans mes observations sont trop évidemment en marge de cette œuvre pour en altérer le crédit, si, par aventure, mes réflexions se trouvent fondées. Ces réflexions m'ont été suggérées par mes lectures, alors que je cherchais à confronter avec les conclusions de l'ethnologie moderne les théories de K. Buecher, sur cette même question de l'activité économique primitive (2). Elles ont un caractère fortuit : je n'ai cherché ni à les systématiser, ni à les développer, mais simplement, à être bref, de manière à ne pas trop répéter

(1) J'emploie et je continuerai ici d'employer ce terme défectueux, mais indispensable, dans son sens le plus large et imprécis, et comme un équivalent de non ou demi-civilisés.

(2) *Essai d'Introduction critique à l'étude de l'Economie primitive* (Les théories de Karl Buecher et l'Ethnologie moderne), Paris, Geuthner, 1925.

ce que j'ai dit ailleurs plus à loisir. J'espère que cette condensation ne nuira pas à la clarté.

Les points en discussion sont tous extraits du tome I du *Cours d'Economie politique* (édition de 1921 (3)). Je ne sache pas qu'il en figure ailleurs, dans l'œuvre de M. Gide, se rapportant à des questions de même ordre.

L'HYPOTHÈSE DE LA « QUÊTE »

L'activité économique de l'homme a commencé, selon M. Gide, par une phase qui se perd dans la nuit des temps, où l'industrie humaine ne se distinguait en rien de l'industrie animale, c'est-à-dire où l'homme en était réduit à guetter et à attraper tant bien que mal quelque misérable proie ; c'est le régime qu'on a appelé, pour le distinguer de la chasse, d'un nom assez expressif : la *quête* [103].

Naturellement, je ne possède point sur les tâtonnements économiques de l'humanité plus de clartés que M. Gide, et je serais, je l'avoue, bien empêché de remplacer ses vues par une peinture plus précise. Je ne prétends pas davantage nier l'existence ou la possibilité de ce régime de la quête. Pourtant, il me paraît que la citation qu'on vient de lire pose une question de méthode assez importante, en histoire économique, pour que l'on cherche à la fixer.

La préhistoire est une science dont les incertitudes mêmes et les difficultés aiguissent l'ardeur et la patience des chercheurs, et je comprends la séduction qu'elle exerce sur certains esprits. Je crois pourtant qu'il y aurait intérêt, pour un temps au moins, à exclure les problèmes qu'elle pose des disciplines complètement étrangères ; et parmi ces dernières, on peut mettre au premier plan l'économie politique. Or, M. Gide, on vient de le voir, non seulement fait de la préhistoire, mais, ce qui est encore plus dangereux, il spéculer sur la psychologie préhistorique : sans le moindre point de repère, par la seule force de l'imagination, il cherche à s'orienter dans une région pleine de ténèbres et, tout naturellement, dès les premiers pas, il trébuche.

Qu'on relise et qu'on en juge : « ... une phase... où l'industrie *humaine* (c'est moi qui souligne) ne se distinguait *en rien* de l'industrie *animale*... ». Qu'est-ce à dire ?

Tout le monde, je pense, doit être d'accord pour appeler industrie *humaine* l'exercice d'une activité *raisonnable*. Là où il n'y a point d'*homo sapiens* et *faber*, je ne connais pas

(3) Par conséquent, je renverrai simplement aux numéros des pages.

d'activité économique proprement dite. Du moins, je propose qu'on admette cette définition. Si l'on refuse, je n'aperçois plus où va s'arrêter la compétence de l'économiste, ou plutôt je vois très bien que les limites de l'histoire économique viennent se confondre avec celles de la psychologie zoologique. Car, enfin, des insectes comme le fourmi-lion ou notre vulgaire araignée ont des moyens de se procurer leur nourriture plus ingénieux que la quête : ils tendent des pièges. Et si l'économiste qui s'intéresse à la quête méprise les stratagèmes du fourmi-lion, je n'en puis voir qu'une raison : c'est qu'il se guide sur des critères somatiques. Il médite sur la quête en tant qu'il la suppose pratiquée par un être qu'il se représente comme appartenant au groupe des primates supérieurs ; mais il néglige la façon dont certains hyménoptères pourvoient à la nourriture de leur larve, — prodige de prévoyance, — parce que ces insectes lui apparaissent comme des parents morphologiquement trop éloignés.

Nous sommes ici en présence de points de vue complètement étrangers à la science économique. N'y aurait-il point profit à les abandonner ?

En outre, si l'on veut presser un peu les choses, on s'aperçoit que la définition de la quête est des moins satisfaisantes. Cette industrie que l'on baptise, pour les motifs que je viens de lire, *humaine*, mais qu'il faudrait au moins dénommer préhumaine, on nous explique qu'elle ne se distinguait *en rien* de l'industrie *animale*. Mais, il me semble qu'elle s'en distingue, au contraire, nettement, puisque l'homme, — le préhomme, — « en était réduit à guetter et à attraper tant bien que mal » (et le lecteur entend clairement que c'était plutôt mal que bien) « quelque misérable proie ».

Pourquoi veut-on que ce pauvre ancêtre ait été réduit à portion si congrue ? Pourquoi suppose-t-on que, sous ce régime de la quête, où son industrie « ne se distinguait en rien de l'industrie animale », il était si chichement pourvu de cette faculté essentiellement animale, l'instinct ?

Ne serait-ce pas que l'on éprouve comme une gêne à greffer sur de l'instinct la raison que l'on sait proche ? Ne serait-ce pas que l'on s'ingénie à modeler un passé frayant des voies plus faciles au futur connu ? Pour préparer l'être qui va tailler le silex, un hominien dénué, — et, qui sait ? en ayant l'obscur conscience, — est une transition commode. La rigide perfection de l'instinct n'appelant guère la floraison de l'intelligence, on préfère une forme grossière, mais plastique, à un être plus stabilisé dans ses caractères (4).

(4) Il est curieux, mais constant, que les reconstructions évolutionnistes

Je n'insiste pas sur le mélange d'obscurité et de contradiction de cette notion, sur son inconsistance et l'impossibilité d'en user comme instrument de pensée scientifique. Je me contente de demander que l'historien de l'économie abandonne les romans d'aventures pour les contrées explorées.

Acceptons donc simplement cette notion traditionnelle (elle manque de nuance, c'est possible, mais elle est solide), que toute activité économique proprement dite implique la conscience du but et des moyens. C'est la seule façon de nous affranchir de cette nécessité périlleuse : parler de ce que nous ignorons.

Quelle que soit l'opinion que l'on ait sur les doctrines évolutionnistes en général, je prétends qu'il est sociologiquement préférable, et même indispensable, de travailler sur une hypothèse nous ramenant pratiquement aux conceptions fixistes, — sans que cette hypothèse préjuge en rien, d'ailleurs, la réalité biologique. Il faut, si l'on veut ne point dérailler à tout propos, partir du fait humain considéré arbitrairement comme acquis, et, pour cela, étudier l'activité de l'homme au moment où elle est humaine. La logique et la clarté n'ont rien à perdre à cette convention.

LA THÉORIE DES TROIS « ÉTAPES »

Enfin, nous émergeons — notre ancêtre émerge — de cette phase obscure et pénible. Il arrive à l'étape de la chasse et de la pêche. Puis, ayant découvert l'industrie pastorale, il atteint cette terre de promission : le stade agricole [103-108].

Il y a plusieurs manières d'interpréter ce schéma. La première, la pire, consiste à croire qu'il exprime partout et toujours la marche réelle de la civilisation. L'histoire économique de l'humanité reproduirait l'histoire économique de chaque peuple. Toute civilisation avant de devenir agricole serait pastorale, après avoir eu pour base première la chasse ou la pêche. Toute peuplade de chasseurs pourrait être considérée comme virtuellement pastorale et l'état pastoral ne

de psychologie primitive répugnent généralement à emprunter leurs traits à l'ordinaire psychologie animale. La fameuse promiscuité primitive s'inspire du « gorille lubrique », mais néglige l'exemplaire monogamie du chimpanzé. Que M. Gide n'échappe pas à cette tendance, j'en vois une preuve dans l'émoi qu'il trahit en parlant de « l'importance très antique et effrayante du besoin de l'armement qui, déjà, sans doute, prenait dans la vie et le travail des hommes de l'âge de pierre une place égale et peut-être supérieure à celle qu'il accapare dans les budgets des pays civilisés » [49, n° 1]. Je crois que M. Gide se tourmente à tort ; des indices sérieux permettent d'espérer que l'aurore de la civilisation fut moins ensanglantée. Les peuplades de simple civilisation sont très généralement de mœurs paisibles.

serait à son tour que le palier par où l'on passe à l'état agricole. Il est superflu de s'escrimer contre cette théorie sous une forme si caricaturale. Ce serait évoquer un fantôme pour se donner le plaisir de le faire évanouir. Il est nécessaire, pourtant, de la rappeler parce que ceux-là même qui n'y croient plus aujourd'hui sont parfois plus imprégnés qu'on ne l'imagine de l'esprit qui l'a conçue.

La deuxième manière, et c'est, je pense, quoiqu'il ne précise rien, celle de M. Gide, car elle me paraît impliquée dans ses développements et dans les termes qu'il emploie, pourrait se décrire ainsi : on ne considère pas cette division tripartite comme s'appliquant à aucun peuple particulier, mais seulement à cette abstraction qu'on appelle l'humanité. On ne pense pas qu'aucun peuple ait franchi, comme dans une marche fatale, les trois étapes, mais que, prises dans leur ensemble, les civilisations connues offrent des exemples des trois types économiques. Là-dessus, la logique, à défaut de l'histoire, suggère un classement par ordre de complexité.

Ainsi compris, le schéma est plus tolérable et l'on pourrait même le dire commode, du point de vue de la limpidité et de la mnémotechnie, si, par malheur, il ne se révélait à l'observation lamentablement artificiel.

Il serait indispensable à qui l'emploie de signaler expressément :

1° Qu'il constitue une stylisation des plus massives de la réalité et que, par suite, il ne faut compter retrouver aucune des divisions types dans la vie des peuples ;

2° Que l'ordre que l'on adopte n'implique aucune filiation nécessaire entre les types ; que c'est là un ordre logique, conventionnel, sans acceptation génétique.

Admettons que l'on place, au point de départ, la forme chasse-pêche-cueillette ; il importe de montrer que ce germe n'est pas voué à fructifier dans un sens unique, mais enferme une grande richesse de développements possibles. Selon les circonstances géographiques et les dispositions naturelles des peuples, des types variés d'organisation économique peuvent surgir. Pour fournir cette variété, il suffira que se développe, au détriment des autres, l'un quelconque des éléments primaires. Dans un certain type, nous verrons la chasse devenir prépondérante et se perfectionner (civilisation des *hoehere Jaeger* de Grosse), sans que disparaissent la pêche et la cueillette des végétaux. Ailleurs, c'est la pêche qui se développera. Dans un troisième type, la cueillette se sera transformée, par suite de l'ingéniosité plus grande des peuplades ou d'une flore plus favorable, en une horticulture élémentaire, sans que, pour autant, les ressources de la chasse et de la pêche soient abandonnées. Dans un quatrième, la chasse

aura abouti, — par un processus encore mal connu, — à une vie pastorale nomade où l'appoint de nourriture végétale continue d'être fourni par la cueillette, etc...

On voit, par là, qu'il ne faut pas représenter le développement économique de l'humanité par un diagramme linéaire, où les types de civilisations sortent les uns des autres. Il faut les figurer par un diagramme arborescent où, d'une souche commune, surgissent divers rameaux.

Si l'on considère maintenant que ces types autonomes vont, par suite des contacts entre peuples, des migrations, des invasions, des emprunts volontaires ou des contraintes, subir des transformations multiples, le diagramme, même ainsi modifié, n'évoque plus exactement le développement de la civilisation matérielle. Il va falloir, maintenant, symboliser les communications de rameaux à rameaux, d'où vont sortir les types composites, formes issues de causes historiques, imprévisibles, — pour notre science, contingentes, — n'ayant rien à voir avec une évolution organique.

Sous nos yeux, s'effectue la transformation ou la destruction des civilisations exotiques, par la civilisation machiniste occidentale. Avons-nous des raisons de penser qu'il en ait été autrement dans le passé ?

La civilisation néolithique ne naît pas de la civilisation paléolithique, mais la pénètre lentement du dehors. « Il devient de plus en plus évident », écrit l'abbé Breuil, « que ce qu'on a pris d'abord pour une série continue, due à l'évolution sur place d'une population unique, est au contraire le fruit de la collaboration de nombreuses peuplades réagissant plus ou moins les unes sur les autres, soit par une influence purement industrielle ou commerciale, soit par l'infiltration graduelle ou l'invasion brusque et guerrière de tribus étrangères (5). »

L'agriculture proprement dite ne serait sans doute jamais née si des peuples pasteurs n'avaient révélé à des peuplades adonnées à la petite culture le perfectionnement de la traction animale.

Ce que je me permets de reprocher à M. Gide, c'est de ne pas indiquer, de ne pas même faire pressentir ces complexités. Bien plus, certaines de ses expressions suggèrent que la croyance à une génération organique des types économiques ne lui est pas étrangère, et il donne de cette génération un exemple vraiment inattendu : « Du jour, écrit-il, où l'homme eut appris à domestiquer les animaux sauvages,

(5) H. BREUIL : « Les subdivisions du Paléolithique supérieur et leur signification », cité par M. BOULE : *Les Hommes fossiles*, p. 254.

l'idée lui vint sans doute qu'il pourrait de même domestiquer, élever, en un mot cultiver les plantes sauvages. Ce jour-là, l'agriculture naquit » [105-106]. Cette notion de culture des plantes naissant par association d'idées de la domestication des animaux est vraiment originale ! Elle est née, semble-t-il, dans l'esprit de l'auteur, par un processus analogue à celui qu'il suppose ; elle est le résultat d'une assimilation verbale entre « élever » et « cultiver ». C'est une explication qui participe du jeu de mots.

Selon la vraisemblance, la petite culture (à la houe) (*niedere Ackerbauer* de Grosse), est un perfectionnement de la simple cueillette (on replante les tubercules germés dans un terrain grossièrement préparé), et la domestication des animaux est l'œuvre des chasseurs nomades, suivant dans leurs migrations les troupeaux sauvages dont ils se nourrissent. L'agriculture serait ainsi un type de civilisation mixte, empruntant ses éléments à deux modes de développement économique étrangers.

VALEUR SOCIALE DES MODES D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

M. Gide me semble, en outre, se tromper sur la valeur civilisatrice qu'il accorde aux modes d'activité économique tels qu'il les distingue, — cette erreur étant, d'ailleurs, dépendante de la simplification qu'il impose à la réalité.

C'est ainsi qu'il nous parle [p. 104] des pêcheurs qui sont *nécessairement* navigateurs. Sans doute s'agit-il des pêcheurs maritimes et non des pêcheurs fluviaux ; mais l'auteur n'éprouve pas le besoin de le signaler, tant l'industrie de la pêche est naturellement conçue par lui sous l'unique forme maritime. J'avoue ici regretter les minutieuses discriminations des disciples de Le Play. Il y a pêche et pêche, et aussi pêcheurs et pêcheurs. Combien de peuplades vivant uniquement de pêche en sont restées, comme moyen de navigation, à la pirogue individuelle, taillée dans un tronc d'arbre !

C'est pour négliger ces différences que M. Gide est amené à opposer la discipline sociale imposée par la pêche à l'individualisme du chasseur, qui « va seul et même s'applique jalousement à dissimuler ses pistes [104]. L'auteur, on le voit, identifie chasseur et trappeur. Mais la forme de chasse que suppose ce dernier terme est très particulière, et il n'y a aucune raison, au contraire, de la penser primitive. En fait, la chasse en commun apparaît comme la forme normale et s'impose d'ailleurs dès qu'il s'agit de gibier un peu important ; elle réclame une coopération aussi active que la pêche, impose une discipline plus étroite et possède, par conséquent,

la même vertu sociale. On ne peut donc sans injustice opposer le filet du pêcheur à l'arc et à la fronde du chasseur [p. 104] ; ne serait-ce que pour cette simple et majeure raison que le filet est aussi un engin habituel des tribus de chasseurs (6). Et je passe sur les pièges à fauves, à éléphants, etc., etc., dont la construction réclame aussi un travail en commun. « Toute barque », poursuit l'auteur, « apprend nécessairement à choisir un chef et à le bien choisir. Par là aussi la pêche a des conséquences sociales et politiques autres que la chasse » [104].

Pure idéologie. La barque du Kwakiutl de Vancouver, celle du Yagan ou de l'Alakouf de la Terre-de-Feu, le kayak de l'Esquimau ne requièrent d'autre chef que leur propriétaire. En outre, comme je viens de le montrer, la chasse suppose souvent une organisation aussi concertée, une subordination non moins étroite que la pêche. La nécessité du chef s'y impose comme à la guerre et l'habileté technique de ce chef s'avère si indispensable que le prestige magique du sorcier est placé dans ces circonstances à l'arrière-plan, s'il ne s'accompagne d'aptitudes plus positives.



Je ferai une observation de même genre au sujet de l'élevage. Cette industrie, selon M. Gide, aurait procuré le loisir qui permit, « durant la garde inactive des troupeaux.... d'ébaucher les premières industries par le tissage de la laine, les premières sciences par l'observation des astres et des plantes, la première littérature par les chants et les récits héroïques [105].

Plus haut, avec le trappeur et ses pistes, l'auteur se laissait inspirer, j'imagine, par les vieux récits de Fenimore Cooper. Ici, je pense que des souvenirs bibliques lui dictent cette apologie de la vie pastorale. Je crois d'ailleurs que M. Gide a raison de voir dans ce mode d'activité la source de diverses traditions sociales dont la civilisation a grandement profité, mais je crois aussi qu'il en exagère les bienfaits. Ce ne sont pas les pasteurs qui apparaissent comme les premiers industriels, mais les chasseurs, qui n'ont pas moins de loisirs, dont le mode de subsistance, par la fabrication des armes, réclame plus d'ingéniosité et chez qui, d'ailleurs, se

(6) C'est avec des filets, notamment, que les indigènes australiens capturent les kangourous et les émous. Ces filets ont plus de 20 mètres de long ; on en place deux bout à bout. (W. E. ROTH, *Ethnological Studies*, pp. 131 et 145.)

montrent les germes de l'artisanat (7). Quant à l'astronomie, elle me sera l'occasion de prendre à mon tour la défense de la pêche, du moins de la pêche maritime, car la navigation a plus fait, sans doute, pour la connaissance des astres, que la garde du bétail.

En revanche, M. Gide semble sous-estimer le nomadisme. La tribu de pasteurs « est condamnée à la vie nomade et, en cela, ce régime reste inférieur même à celui des peuples pêcheurs » [105].

Pourquoi la vie nomade serait-elle nécessairement inférieure à toute vie sédentaire ? Il n'est pas prouvé que la haute opinion que se faisait Le Play de l'influence du nomadisme pastoral sur la moralité soit erronée, et l'on vient de voir, d'ailleurs, que cette conception ne semblait pas complètement étrangère à l'auteur lui-même. N'oublions pas, au surplus, que la culture du sol, lorsqu'elle est très rudimentaire, impose, elle aussi, le nomadisme, et un nomadisme autrement dangereux que celui des pasteurs. Ceux-ci, dans leurs pérégrinations, obéissent à un rythme saisonnier ; ils connaissent leurs prairies, ils y retournent à date fixe, ils y sont attachés. Telle tribu africaine, après avoir défriché un coin de forêt, l'ensemence, récolte, épuise la terre, et disparaît pour ne plus revenir.

Et voilà, précisément, qui nous montre qu'il ne faut pas se hâter, avec M. Gide, d'attribuer trop de vertu sociale à la culture de la terre. C'est grâce à l'agriculture, prétend-il, que nous sommes devenus moins cruels. « La substitution d'une alimentation en partie végétale à l'alimentation carnivore des âges précédents semble même avoir adouci les mœurs. Les hommes n'ont plus offert à la divinité des sacrifices sanglants, mais à la place des victimes, la farine sacrée et le pain sans levain » [107].

Je crains bien que nous ne prenions de nouveau M. Gide en flagrant délit de poésie. Et je crains aussi que cette poésie ne fasse mauvais ménage avec le prosaïsme de l'histoire. D'abord, jamais les hommes n'ont été uniquement mangeurs de viande. Ils ont toujours dû se nourrir en partie de végétaux, et si je voulais suivre l'auteur sur son propre terrain, sur le terrain mouvant de la quête, je lui objecterais qu'au temps où l'homme n'avait ni l'arc, ni le javelot, ni la fronde, ni le piège [103], son menu, si l'on excepte quelques bestioles, devait être digne de figurer sur une table de végétarien. D'ailleurs, M. Gide le dit en termes très nets : « La

(7) Je fais allusion aux spécialisations industrielles constatées chez les tribus de chasseurs australiens.

cueillette a servi à l'alimentation des hommes bien avant la chasse ; elle a été symétrique à la quête, mais a tenu une place beaucoup plus grande dans les moyens d'existence des populations primitives et même s'est prolongée jusque dans les premiers âges de la civilisation » [105]. Alors, si je comprends bien, la courbe de la cruauté humaine, après une ascension correspondant aux progrès de la chasse et de l'élevage, se serait remise à descendre sous l'influence de la culture des céréales ? Bien qu'il y ait là un déterminisme alimentaire qu'on ne s'attendait pas à trouver chez l'auteur, après avoir lu la réprimande qu'il inflige aux économistes de *la Science Sociale* [97, n° 1], l'idée ne me choquerait pas autrement. Malheureusement, l'ethnologie suggère des objections si graves, qu'il y faut renoncer aussitôt : les Tahitiens, mangeurs de fruits et de poissons, étaient d'une cruauté raffinée ; les Aztèques, nourris de légumes et de céréales, buveurs de cacao, avaient la religion la plus sanguinaire qu'on connaisse, et Tzintéotl, dieu du maïs, n'était pas le moins assoiffé du sang des victimes humaines.

LA FEMME DANS L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE DES PRIMITIFS

Aux trois étapes économiques correspondent trois étapes sociales de l'association : instinctive, coercitive, juridique [234-236]. « La plus naturelle et, évidemment, la première des associations a été celle de l'homme et de la femme, des parents et des enfants [234]. L'association durable de l'homme et de la femme, le *ménage*, a été dans ses origines une association surtout économique. Quand on demandait aux Indiens de l'Amérique du Nord pourquoi ils se mariaient, ils répondaient : « Parce que nos femmes vont chercher le bois, l'eau, les aliments, et portent tout notre bagage. » Il est très probable que c'est ce caractère économique qui a conféré au mariage le caractère permanent que l'instinct sexuel ou la voix du sang auraient été impuissants à lui donner » [234-235].

M. Gide me paraît avoir condensé ici en peu de lignes un nombre considérable d'affirmations aventureuses. Je demande la permission de m'y arrêter.

Certains sociologues reprocheraient à l'auteur d'avoir considéré comme *évident* que la famille naturelle est la primitive unité sociale. Cette vue est considérée par les disciples de M. Durkheim comme une illusion naïve. D'après eux, la famille, *stricto sensu*, est une création on ne peut plus artificielle. « L'organisation familiale n'est pas première », écrivait récemment M. L. Febvre dans son *Introduction géogra-*

phique à l'Histoire [p. 52] (8). « Sous tous les climats, dans toutes les civilisations, elle a reçu du dehors ses règles impératives. Elles les a reçues [.....] du pouvoir dominant supérieur de l'Etat, de la société politique dans son ensemble [52-53]. Si l'éminent professeur veut dire par là que l'ensemble des traditions juridiques, religieuses, sociales, qui règlent le statut de l'homme et de la femme dans le mariage, qui déterminent les conditions et les formes de l'union, de sa dissolution, etc..., sont d'origine sociale, qui songerait à le contredire ? Mais s'il veut affirmer, comme il le semble bien, la priorité historique de l'organisation clanique sur l'organisation familiale, il faut convenir que les faits sont entièrement contre sa thèse. L'opinion de M. Gide aurait pu passer naguère pour surannée, mais elle se trouve aujourd'hui coïncider avec les données les plus certaines de l'ethnographie, qui confirment elles-mêmes les données du sens commun. Voici, de manière très ramassée, une poignée de faits auxquels vient se heurter la théorie niant que l'organisation sociale spontanée ait pour base la famille physiologique : les tribus australiennes sont les seules au monde qui joignent à une civilisation matérielle très rudimentaire une organisation à prédominance clanique. Dans tout le reste de l'univers, la notion de clan reste attachée à un état relativement avancé de civilisation. En Amérique du Nord, les tribus instables et économiquement inférieures de la Californie septentrionale, celles des états d'Oregon, Washington, Idaho, Nevada, Utah, ignorent l'organisation clanique, que l'on trouve, au contraire, florissante parmi les peuplades plus civilisées comme les Hopi, les Iroquois, les Tlingit. En Amérique du Sud, pas de clan chez les Fuégiens ; en Asie chez les Tchoukches, les Koryaks, chez les Sakayes et les Semangs de Malacca, chez les Mincopies des îles Andaman, chez les Négritos des Philippines, qui tous représentent le niveau le plus bas de civilisation du continent. En Afrique, même constatation : l'organisation clanique est celle de peuplades relativement avancées comme les Bantous, les Soudanais, les Massai, mais elle n'existe ni chez les Hottentots, ni chez les Boschimans, ni chez les Pygmées (9). La seule exception, comme je l'ai dit, se trouve en Australie. Exception unique et bien fragile, car, même là, une étude serrée des faits a amené un observateur des plus consciencieux à se demander si, pratiquement, la famille ne serait pas fondamentale et primaire ; le clan, un développement secondaire et accessoire (10).

(8) Collection *L'Evolution de l'Humanité*.

(9) LOWIE : *Primitive Society*, London, 1921, 142 sq.

(10) A. R. BROWN : « Three Tribes of Western Australia. » (*Journ. of the*



Je chicanerai par contre M. Gide lorsqu'il suppose une origine économique au caractère permanent du mariage [235]. La citation de Eyre (d'après Starke) (11), sur la réponse des indigènes à qui l'on demandait pourquoi ils se mariaient, n'est pas un argument sérieux pour plusieurs raisons : d'abord les indigènes ont souvent pour principe de répondre n'importe quoi aux questions des explorateurs, qu'ils trouvent parfaitement saugrenues ; ensuite, je ne suis pas sûr que beaucoup d'Européens ne répondraient pas à une question de ce genre : qu'ils se sont mariés pour qu'on leur fasse la soupe et qu'on raccommode leur linge. Cela prouverait-il que le mariage n'a en Europe qu'une portée économique ? Je ne doute pas que les Australiens n'apprécient, tout comme les Européens, les services économiques de leurs femmes ; mais je suis moins sûr qu'ils ne se marient que sous une impulsion utilitaire. En tout cas, la meilleure preuve que la force de l'union est indépendante des services matériels rendus par la femme et qu'elle dérive de considérations éthico-sociales, c'est que le mariage est précisément indissoluble parmi les peuplades où l'organisation économique est le plus rudimentaire et la spécialisation économique de la femme le moins rigide. Enfin, on rencontre des civilisations identiques économiquement où la situation sociale de la femme est complètement différente (12). Je reprocherai donc à M. Gide d'être tombé dans le matérialisme historique, qu'il critique assez sévèrement. Je ne nie pas du tout l'influence des circonstances économiques sur le statut de la femme, sur la forme du mariage, mais je pense que, dans l'étude de ces questions, il ne faut pas omettre de faire ressortir l'importance des facteurs idéologiques qui, bien souvent, l'emportent sur les facteurs économiques, et entravent leur action, quand ils ne la suppriment pas tout à fait.

Quoi qu'il en soit, en admettant, avec M. Gide, que le développement de son rôle économique ait apporté à la femme une situation plus stable, il ne suit pas que ce résultat corresponde pour elle à une amélioration matérielle. Bien au contraire, et si l'opinion de l'auteur sur le régime du travail

Royal Anthropol. Inst., 1913, 143-194, cité par Lowie : *Primitive Society*, p. 148.)

(11) Citation inexacte d'ailleurs. Eyre (*Discoveries*, t. II, 321) n'a pas posé cette question à un Américain du Nord, mais à un Australien.

(12) Exemple frappant chez les Ostyaks et les Tchouktches, tous deux éleveurs de rennes : la femme tchouktche est libre, possède ; la femme ostyak a une situation servile.

féminin chez les primitifs était exacte, la femme pourrait regretter que sa collaboration économique ait été si appréciée. C'est qu'en effet, pour M. Gide, la répartition sexuelle des tâches est, dans la civilisation primitive, tout le contraire d'équitable : « [...] cette division primitive du travail est loin de répondre à ce que nous appellerions aujourd'hui les aptitudes propres à chaque sexe : à l'homme, les travaux de force ; à la femme, les travaux du ménage. Nullement. L'homme a pris les travaux nobles, c'est-à-dire la guerre, la chasse, la garde du bétail, et la femme les travaux vils, non seulement ceux du ménage, du tissage, mais aussi du transport, comme de vraies bêtes de somme, et même de la culture [...], et c'est ce que nous voyons encore aujourd'hui chez toutes les peuplades d'Afrique. La femme a été le premier esclave... etc. » [261].

Remarquons d'abord que la distinction entre travaux nobles et travaux vils est loin d'obéir aux règles précises et uniformes que l'on semble supposer. Dans mainte peuplade, le tissage, la vannerie, sont des occupations essentiellement masculines. En arrivant à Lao-Ya-Pou, village mongol, quel ne fut pas l'étonnement du Père Huc, le fameux explorateur de la Mongolie et du Thibet, lorsqu'il vit que les hommes de cette région filaient et tricotaient ! « C'était pour nous un spectacle bien singulier », écrit-il naïvement, « de voir des réunions d'hommes à moustaches assis au soleil, devant les portes de leurs maisons, filant et tricotant, et bavardant comme des commères ; on eût dit une parodie des mœurs de notre patrie (13). »

J'admets que cette division du travail a un caractère exceptionnel ; elle n'en montre pas moins que la répartition sexuelle des tâches n'obéit pas à un préjugé immuable sur les besognes nobles ou viles.

Est-il du moins exact que la femme subisse généralement chez les non ou demi-civilisés l'oppression économique qui révolte M. Gide ? Je réponds de suite que l'auteur se fait ici l'écho d'un préjugé que les sociologues et les ethnologues modernes, à part des exceptions négligeables, ont complètement rejeté. Je pourrais appuyer mon affirmation de références nombreuses à des ouvrages d'ethnographie pure, mais je préfère me limiter et renvoyer le lecteur à deux textes d'accès plus faciles et non moins convaincants, car ils émanent d'auteurs qui ont établi leur opinion sur des lectures abondantes. Je choisis l'un de ces textes chez un ethno-

(13) *Souvenirs d'un voyage dans la Tartarie, le Thibet et la Chine*, Paris, 1850, t. II, p. 49.

logue connu, M. A. Van Gennep, l'autre chez un sociologue, M. E. Durkheim. « On entend dire souvent », écrit le premier », et cela s'imprime, que chez les demi-civilisés l'homme ne fait rien et la femme tout ; ou bien que l'homme s'est adjugé les actions nobles (la chasse, la guerre, la justice, au pis-aller l'élevage), laissant à la pauvre femme les soins agricoles et domestiques. Il est nécessaire de s'élever contre cette vue simpliste des choses, et quelques faits malgaches montrent déjà à eux seuls combien elle est contraire à la réalité (14)... » Quant à M. Durkheim, voici comment il s'exprime sur le même sujet, dans un compte rendu d'une étude de Westermarck (*The Position of Women in Early Civilisation*) : « Très justement, l'auteur met en garde contre le préjugé qui veut que la condition des femmes dans les sociétés inférieures soit tout à fait pitoyable. Si lourde parfois que soit sa tâche, il ne faut pas oublier que celle du mari n'est pas toujours sans peine et qu'il ne peut s'acquitter de ses fonctions propres de défense, de chasse, etc., que s'il n'est pas embarrassé de fardeaux ; il y a donc un intérêt commun à ce que la femme en soit chargée (15). »

En Afrique même, où les faits, il faut le reconnaître, tendraient plus qu'ailleurs à justifier le pessimisme de M. Gide, il s'en faut que la femme soit aussi maltraitée qu'il le pense dans toutes les peuplades. Et je ne résiste pas au désir d'en donner un exemple. Voici comment les choses se passent chez les Agni, peuplade de la Côte-d'Ivoire, qui est loin de représenter en Afrique un niveau culturel particulièrement élevé, et dont les mœurs ont été décrites par un observateur dont personne ne mettra en doute la compétence, M. Maurice Delafosse : « C'est à la femme », écrit ce dernier, « comme dans notre société, d'ailleurs, que sont dévolus les travaux de la maison, la cuisine, etc. Je dois même dire que c'est généralement le mari qui tisse les pagnes, les coud et les raccommode. Il est vrai que la femme est chargée en outre du travail des champs ; mais, comme je le faisais remarquer plus haut, il faut bien se rendre compte que dans un pays où la nature se charge de faire pousser tout, ce travail est presque une sinécure. Du reste, la femme y est aidée par ses enfants, qui l'accompagnent aux champs jusqu'à l'âge adulte, et, aux époques où le travail est plus considérable, au moment des semailles et de la moisson, les hommes partagent amplement le labeur de leurs moitiés.

En somme, la situation de la femme dans la société agni est

(14) *Religions, Mœurs et Légendes* (1^{re} série, 190), pp. 64-65.

(15) *Année Sociologique*, 1904-1905, p. 380.

excellente : honorée, nullement maltraitée, elle jouit en général d'une grande influence sur ses fils et même sur son mari. Je dois cependant à la vérité d'ajouter que les maris ont droit de vie et de mort sur leurs femmes. Mais, sauf parmi les nègres de la côte, chez lesquels l'alcool a tué tous les bons instincts, il est excessivement rare qu'un homme mette fin aux jours de sa femme (16). »

On m'excusera de m'être arrêté plus qu'il ne convenait peut-être sur ce dernier point, mais j'ai cru nécessaire d'insister afin de ruiner définitivement, s'il se peut, dans l'esprit de ceux qui me liront, un préjugé extrêmement tenace, que le talent et l'autorité de M. Gide risquent de diffuser encore ou de consolider.

*
**

D'ailleurs, M. Gide lui-même n'est pas assuré que l'attribution des tâches féminines soit tout entière le fait de l'égoïsme masculin. Cela ressort de la note 2, p. 261, où je lis : « D'après Buecher, l'homme aurait eu comme tâche de se procurer la nourriture animale : chasse, puis garde des troupeaux, et la femme la nourriture végétale, cueillette, puis agriculture. Et cette division des tâches ne paraît nullement découler d'aptitudes spéciales à l'un ou à l'autre de ces travaux, mais avoir uniquement des origines religieuses. »

En premier lieu, Buecher n'a pas dit que la tâche de garder les troupeaux incombât à la femme. Il a même dit le contraire : « Wird Viehzucht getrieben, so ist das Hueten der Tiere, die Errichtung der Zaeune fuer sie, das Melken usw. Sache der Maenner (17). »

Ensuite, l'eût-il dit, que cela ne serait pas une garantie suffisante d'authenticité ethnographique, car Buecher, comme je me suis efforcé de le montrer ailleurs, doit être désormais biffé de la liste des auteurs à consulter sur ces questions.

Mais le point important est le suivant : l'auteur, dans cette note, paraît adopter une thèse dont je ne dirai pas cette fois qu'elle est surannée, car elle est au contraire très en vogue ; la thèse de l'origine magique de la répartition sexuelle des tâches, et en particulier du travail des champs. Cette théorie a été exposée, parmi les économistes, avec érudition et talent par M. R. Maunier, dans une étude soignée, mais dont je crois les conclusions problématiques (18).

(16) *Anthropologie*, t. IV, p. 429 : « Les Agni ».

(17) *Die Entstehung der Volkswirtschaft*, Tubingen, 1922, p. 31.

(18) Cette étude est connue de M. Gide, qui y renvoie de manière un peu vague, la citant comme un « exposé très complet de la division du travail préhistorique », paru dans la *Revue de Sociologie*, 1908. Il n'est pas

J'estime, pour ma part, que si la femme est considérée comme source de fécondité, cette croyance n'est pas l'origine de la spécialisation agricole, laquelle apparaît comme la suite normale et quasi nécessaire de la recherche des végétaux, sous le régime de la cueillette ; cette première spécialisation étant, elle-même, déterminée par la situation physiologique de la femme (19). Par suite, la croyance en question semble plutôt résulter de la spécialisation économique traditionnelle de la femme. Elle serait effet, au lieu d'être cause.

L'ÉCHANGE

Je terminerai ces notes par quelques réflexions sur l'origine de l'échange. La lecture du paragraphe : « Historique de l'Echange », du *Cours d'Economie politique* [p. 338], me les suggère.

Abandonnant les vues traditionnelles des économistes classiques, M. Gide écrit : « Loin d'être instinctif, l'échange paraît avoir été antipathique à la nature humaine. L'homme primitif considérait les produits de son travail corporel comme inhérents à sa personne. » [339] (20).

Je n'ignore pas les fondements ethnographiques de cette thèse. Je sais que certaines peuplades entourent l'échange — certains échanges du moins — de formalités rituelles ; je sais qu'en diverses occasions l'échange est moins une fin économique qu'un moyen social ou politique ; je sais encore que divers objets ne sont jamais échangés, mais rien de cela ne me convainc que le troc commercial ne soit pas instinctif et qu'il faille y voir une transformation de l'échange rituel ou du don. Lorsque M. Gide écrit : « Le don paraît avoir été pratiqué avant l'échange, et on croit même que c'est lui qui a donné naissance à l'échange sous la fiction d'un don réciproque » [339], il fait allusion à un contrat bien connu des tribus australiennes (21) ; mais je ferai remarquer que l'on peut observer parmi les mêmes tribus des échanges de caractère

question de travail préhistorique dans la série d'articles que M. Maunier a fait paraître dans la *Revue Internationale de Sociologie* en décembre 1907, janvier et février 1908, sous le titre : « Vie religieuse et Vie économique (La Division du travail). »

(19) Je fais allusion aux fonctions de la maternité et non à la vigueur, car le « sexe faible » pourrait bien être une création de la civilisation.

(20) Ce sont, presque textuellement, les termes de Buecher : « Der primitive Mensch, weit entfernt, eine angeborene Neigung zum Tauschen zu besitzen, hat im Gegenteile ein Abneigung gegen dasselbe [...] Ausserdem ist das Arbeitsproduct sozusagen ein Teil des Menschen, der es erzeugt hat. » (*Op. cit.*, p. 92.)

(21) Décrit par Howitt, *Native Tribes of South East Australia*, pp. 713-714.

purement commercial. C'est ainsi, par exemple, que le Dr Basedow, qui a vécu longtemps parmi les peuplades du centre australien, nous décrit les indigènes profitant de la venue prochaine d'une tribu voisine pour fabriquer spécialement des articles d'échange et comptant sur ce trafic pour se procurer ce qu'ils ne possèdent pas (22).

Quant au sentiment du primitif que ce qu'il a fabriqué fait comme partie de lui-même et qu'il trouve anormal et dangereux de s'en défaire, il ne m'apparaît pas aussi général qu'on le laisse entendre, même parmi les tribus australiennes, dont l'esprit est particulièrement hanté par la crainte des maléfices : « Il est curieux de voir », notent G. Horne et Aiston, dans un ouvrage récent, « combien chacun fait peu de cas de ce qu'il a lui-même fabriqué » ; et, selon ces auteurs, les indigènes échangent souvent leurs objets pour d'autres semblables, n'ayant que le mérite de ne pas être de leur fabrication (23).

Enfin, si l'on veut se reporter aux récits des anciens voyageurs, on constatera que, très spontanément, beaucoup d'indigènes venaient faire des échanges avec les équipages.

Il me semble donc que la théorie qui veut voir dans l'échange le produit d'une longue élaboration intellectuelle et qui cherche à le faire sortir d'une série d'ébauches préparatoires se base sur des observations insuffisantes ou partialement interprétées.

*
**

Ce que j'ai appelé, d'un mot bien gros, les « erreurs » de M. Gide, ne sont pas, on le voit, d'une extrême gravité, du point de vue de la science économique, et j'étais fondé à dire au début de mes notes que ces inexactitudes n'entament point la valeur globale du *Cours d'Economie politique*.

Pourtant, je crois souhaitable qu'un ouvrage aussi répandu et aussi estimé soit débarrassé de ces imperfections. J'aurais de la satisfaction si je pouvais avoir convaincu l'auteur qu'il serait bon, dans une édition nouvelle, de faire subir à son cours quelques retouches sur les points que j'ai critiqués.

OLIVIER LEROY.

(22) *The Australian Aborigines*, Adélaïde, 1925, p. 113.

(23) *Savage Life in Central Australia*, London, 1924, p. 34.

TARDE ET L'ÉCONOMIE PSYCHOLOGIQUE

par M. ROCHE-AGUSSOL

Docteur ès lettres

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier

Rattacher la formation des richesses au dynamisme de la vie intérieure est une tentative dont on trouve bien des exemples dans l'histoire des idées économiques. Sur son mérite propre, sur ses possibilités de réalisation, un débat est depuis longtemps engagé, intimement lié à de célèbres controverses de méthode, de doctrine, constamment transformé, toujours renaissant.

Par les tendances maîtresses de sa philosophie, Tarde s'est trouvé amené à y prendre part (1), à appuyer, sous une forme profondément originale, les efforts déjà réalisés pour faire pénétrer d'une manière plus intense le point de vue psychologique dans l'explication de la valeur.

Pour se représenter exactement sa place, sur un terrain où la coïncidence des préoccupations, la concordance des découvertes se sont donné si largement carrière, il faut d'abord rappeler l'affirmation qui domine sa théorie sociale.

On sait que, pour l'auteur des *Lois de l'imitation*, l'essentiel de la vie collective n'est pas la coopération utilitaire, le développement des solidarités matérielles, mais une conquête interspirituelle toujours plus ambitieuse (2).

(1) Principaux ouvrages et articles économiques de Tarde : « La Psychologie en économie politique » (*Revue philosophique*, 1881, t. XII, pp. 232-250, 401-418) ; — « Darwinisme naturel et Darwinisme social » (*Ibid.*, 1884, t. XVII, pp. 607-637) ; — « Les deux sens de la valeur » (*Revue d'Economie politique*, 1888, pp. 526-540, 561-575) ; — *Les Lois de l'imitation*, ch. vii, n° V, 1890 ; 2^e édit., 1895 ; 3^e édit., 1900 ; — *La Logique sociale*, ch. viii (1895) ; — *L'Opposition universelle*, ch. vii, n°s VII-XI (1897) ; — « L'esprit de groupe » (*Archives d'Anthropologie criminelle*, 1900, pp. 5-27) ; — « Quelques mots sur le matérialisme historique » (*Annales de l'Institut international de Sociologie*, t. VII, 1900-1901, pp. 283-289) ; — « La Criminalité et les Problèmes économiques » (*Archives d'Anthropologie criminelle*, 1901, pp. 565-575) ; — *La Psychologie économique*, 1902.

(2) *Les lois de l'imitation*, ch. iii, pp. 64-73 ; — *La Logique sociale*, pp. v-vi.

L'intérêt des faits économiques, les caractères qui les rendent plus que les autres faits sociaux, pénétrables à l'analyse, ont des sources différentes de celles qu'on a cru parfois pouvoir leur attribuer.

La conception de base des sociologies que domine la préoccupation économique procède sous certains rapports d'une illusion d'optique, fréquente dans l'histoire des idées. On a souvent été tenté de se représenter l'ordre d'évolution des réalités comme identique à celui des connaissances, — ils sont exactement inverses (3). L'élément le plus saisissable, le plus rigoureusement ordonné de la vie sociale ne pouvait en être qu'une manifestation relativement tardive.

Ce n'est pas comme une force créatrice, mais comme une résultante énergiquement concentrée de vie collective qu'il faut considérer la vie économique, sans cesse expliquée dans ses buts, ses ressources, par l'évolution intellectuelle et morale, — lieu de rencontre où se comparent, se transmutent les valeurs les plus diverses.

Si, comparée aux autres formes de l'activité sociale, l'activité économique est apparue comme un domaine privilégié, plus tôt et plus largement ouvert aux recherches, aux constructions d'allure (4) scientifique, c'est surtout parce qu'en raison de son mécanisme, de son cadre, elle donne un dessin plus net et plus sec à la fois de cette action multiple par laquelle les membres d'un même groupe tendent à se modifier mutuellement en vue de s'assimiler les uns aux autres et — à travers un incessant mouvement de propagande, de luttes, d'adaptations — se créent, en un effort sans cesse continué, leur idéal collectif.

C'est en s'attachant à mettre au premier plan cette formation interpsychologique des réalités sociales, en dénonçant ce qu'il y a nécessairement d'incomplet, d'artificiel dans les analyses purement individuelles, si pénétrantes qu'elles puissent être, que Tarde s'ouvre une voie véritablement sienne.

On essaiera de suivre cet effort de renouvellement en étudiant les vues essentielles qu'il lui a suggérées sur l'objet, la méthode, les principaux problèmes de l'économie.

I. — *La notion de fait économique*

Le propre de l'économie est d'envisager la richesse comme la mécanique étudie les forces (5) ; mutuellement convertibles, malgré la diversité de leurs formes, de leurs buts, elles sont constamment rapprochées les unes des autres comme des quan-

(3) V. *Les Lois sociales*, p. 113.

(4) V. *Psychologie économique*, t. I, p. 67.

(5) *Logique sociale*, p. 17.

tités soumises à une commune mesure, comme des nombres (6).

Expliquer la signification intime de cette coordination numérique ainsi établie entre les objets, les intérêts les plus divers, est une tâche essentielle pour la science économique ; il y va de la consistance de son objet, de ses propres possibilités de vie (7).

Une longue fortune était réservée à la théorie qui essaie de réduire les richesses à des quantités de travail (8). Si elle procède bien d'une préoccupation initiale légitime, implique, entre les éléments de l'ensemble hétérogène que constituent les richesses, la nécessité d'un trait d'union psychologique, son erreur a été de supposer que le monde matériel serait nécessairement plus clair que le monde moral (9). Pour saisir le phénomène psychologique dans son aboutissement matériel, elle l'envisage trop tard, rétrospectivement.

Le principe d'unité des éléments économiques doit être cherché dans les perspectives de l'action, mais il faut se garder de vouloir ramener les richesses à une notion hédonistique proprement dite (10). Entre autres griefs, l'explication hédonistique en soulève un initial, irréductible : elle ne peut expliquer cette discipline quantitative qui caractérise l'attitude des hommes à l'égard des richesses. Rien d'aussi intérieur, incommunicable, irréductiblement qualitatif que le plaisir et la douleur. Si les jugements de valeur n'avaient d'autre soutien, leur précision serait illusoire ; il n'y aurait pas de commune mesure entre les estimations de richesses émanées d'un seul et même individu et à plus forte raison d'individus différents, appartenant à des milieux divers. Tout essai de théorie économique proprement dite ne serait que mirage, et il faudrait accepter les conclusions les plus hardies de l'école historique (11).

Les deux explications que l'on a si souvent opposées l'une à l'autre doivent toutes deux être dépassées par une théorie vraiment dynamique, atteignant dans leurs sources, dans leur unité intérieure, des éléments dont on n'a vu souvent que les résultats relativement tardifs, divers, placés en contact direct avec les contingences matérielles.

Le sort même de la science économique, et aussi de toute science des faits sociaux, se trouvera donc lié à une conception de psychologie générale que Tarde a très énergiquement défendue. Il y a des quantités de l'âme (12) : la croyance, le désir. A la

(6) *Logique sociale*, p. 342 ; — *Psychologie économique*, t. I, p. 67.

(7) *Logique sociale*, pp. 344-345.

(8) *Op. cit.*, p. 351.

(9) *Psychologie économique*, t. I, pp. 109-110.

(10) *Logique sociale*, pp. 343-344 ; — *Psychologie économique*, t. I, pp. 65, 117-318.

(11) *Logique sociale*, p. 344.

(12) V. « La croyance et les désirs : possibilité de leur mesure » (*Revue*

différence des données sensibles, dont la subjectivité est beaucoup plus accentuée, ces deux forces se propagent à travers les consciences, se communiquent sans s'altérer. Dans leurs objets les plus divers, à travers leurs multiples représentations personnelles, croyances et désirs demeurent des énergies de même nature, aptes à être comparées et par suite alliées ou opposées les unes aux autres d'une manière efficace (13).

L'expérience économique trouve, dans cette théorie quantitative de la croyance et du désir, une explication vainement cherchée ailleurs (14) ; en retour, elle lui apporte, par son propre développement de plus en plus large, par ses résultats de plus en plus précis, un utile point d'appui.

On constate donc, en recherchant les titres de la science économique, qu'ils ne lui sont point exclusifs. Toute manifestation de vie sociale est, elle aussi, essentiellement fondée sur la croyance et le désir.

Cette solidité quantitative qu'affecte la réalité économique, comparée aux autres formes de la vie sociale, est l'indice d'une différence qui ne saurait atteindre la nature intime de leurs données fondamentales (15). C'est en essayant de saisir la raison d'être de son privilège, d'en fixer les limites, que l'on prendra le mieux connaissance de sa signification propre.

*
* *

Tarde estime profondément erronée l'opinion qui tend à expliquer l'action économique par l'influence de certains buts, de certains sentiments limités (16).

Toute valeur sociale est apte à devenir une valeur économique, toute source de puissance apte à produire un résultat jugé désirable est susceptible de devenir une richesse (17).

L'auteur de la *Logique sociale* est de ceux qui estiment que loin de pouvoir être considérées comme des anomalies relativement négligeables, les richesses dont la raison d'être apparaît

philosophique, 1880) ; *Logique sociale*, pp. 1-2 : « La croyance et le désir sont de véritables quantités... essentiellement, sinon pratiquement mesurables soit dans leurs manifestations individuelles, soit plutôt et avec beaucoup plus de facilité dans leurs manifestations sociales. Non seulement, en effet, d'un état à un autre état d'un même individu, mais encore d'un individu à un autre, elles restent essentiellement semblables à elles-mêmes et peuvent, par suite, s'additionner légitimement par divers procédés indirects, psychophysiques par exemple, dans le premier cas, statistiques dans le second. »

(13) *Logique sociale*, p. 345 ; — *Psychologie économique*, t. I, p. 65.

(14) *Psychologie économique*, t. I, pp. 66, 77, 85.

(15) *Op. cit.*, t. I, pp. 67-68.

(16) *Logique sociale*, p. 345 ; — *Psychologie économique*, t. I, pp. 67, 115-117.

(17) *Psychologie économique*, t. I, p. 67.

comme particulièrement détachée des exigences de la vie matérielle doivent être observées avec un soin particulier. Leur formation, leurs vicissitudes, ne font que mieux apparaître certains aspects essentiels du problème de la valeur.

D'ailleurs, les désirs même les plus étroitement dépendants, à leur origine, de la vie matérielle, s'organisent de plus en plus sous l'action de convenances, d'adaptations sociales.

Il n'est pas de modification dans les idées morales qui ne cause dans l'inventaire des richesses d'une société de sensibles perturbations (18).

Aussi bien la notion d'utilité est-elle, à elle seule, dénuée de signification. Cette raison suffirait à rendre nécessaire la mise au point des théories économiques qui ont voulu réduire artificiellement le champ des mobiles placés dans leur objectif. C'est une très ancienne querelle qui est reprise par l'auteur de la *Logique sociale* ; au schéma quelque peu caricatural de l'*homo œconomicus*, il oppose une vision directe de l'humanité, avec l'incessant mouvement de ses opinions, de ses passions (19).

Non seulement dans ses buts définitifs, mais dans ses moyens d'action essentiels, l'activité économique est constamment fonction de l'activité morale. Aucun ordre économique digne de ce nom, si imparfait qu'on le suppose, ne saurait naître de la simple rencontre des égoïsmes. Les échanges de services ne peuvent s'établir, se développer, que soutenus par une indispensable armature morale, juridique. Leur fréquence, leur extension, leur productivité même dans une certaine mesure, dépendent essentiellement de la sécurité qui les environne, de l'énergie avec laquelle ils se pénètrent d'équité.

Il résulte donc d'une première vue sur la réalité économique qu'elle se caractérise non par la spécificité des buts, des sentiments, mais par une certaine combinaison de l'ensemble des tendances, des pouvoirs mis en œuvre dans une société (20).

On dit parfois que l'économie soulève essentiellement des problèmes de moyens. Cette formule ne sera acceptée qu'avec quelques réserves par l'auteur de la *Psychologie économique* ; il la trouve incomplète, de nature à faire méconnaître la solidarité, la continuité même qui existe entre les notions de moyen et de but (21), leur malléabilité sous l'action complexe des connaissances et des sentiments. Il faudra dire, plus exac-

(18) *Psychologie économique*, t. I, p. 186.

(19) *Logique sociale*, p. 345 ; — *Psychologie économique*, I, pp. 117-119, 154-155. Cette tendance s'est énergiquement affirmée aussi chez divers représentants de l'économie psychologique aux Etats-Unis. (V. notamment J.-B. CLARK : *Philosophy of Wealth*, p. III ; IRVING FISHER : *The nature of capital and income*, ch. x, p. 168.) On doit noter aussi l'expression très nette chez MARSHALL : *Principles of Economics*, 5^e édit., 1907, p. 27.

(20) *Psychologie économique*, t. I, p. 67.

(21) *Logique sociale*, pp. 341-342.

tement, que le point de vue économique est celui sous lequel les diverses aspirations humaines tendent à se servir les unes les autres (22), se prêtent une aide extérieure en quelque sorte, s'entr'aident sans se pénétrer. Comme toute action collective, l'action économique est faite de l'alternance de trois rythmes : imitation, opposition, adaptation. Croyances et désirs se propagent avec cette tendance à la progression géométrique qui marque le mouvement naturel de toute affirmation d'existence ; — ils s'opposent pour deux raisons essentielles, soit parce qu'ils se contredisent, soit parce qu'ils se concurrencent ; c'est cette dernière modalité de l'opposition, celle qui met aux prises des tendances théoriquement compatibles, mais pratiquement amenées à se disputer les mêmes moyens d'action, que l'économie a pour but spécial de résoudre, de transformer autant que possible en adaptation, c'est-à-dire en intime coopération. On comprend que cette œuvre d'arbitrage entre les tendances, cette répartition de l'énergie selon les exigences d'une finalité harmonieusement équilibrée, nécessitent un sens particulièrement aigu de la mesure, servi par un instrument monétaire de plus en plus précis.

A l'opposé des valeurs économiques, il y a certaines valeurs qui repoussent l'idée d'une comparaison monétaire : ce sont celles qui relèvent de la croyance pure. Les propositions théoriques ne tendent à s'éliminer les unes les autres que si elles sont contradictoires ; elles ne s'éliminent pas faute de place disponible, parce qu'il y a, du moins dans la mémoire sociale, possibilité d'accumulation indéfinie pour toutes les vérités acceptées comme telles (23). Encore qu'elles demeurent quantitatives, les comparaisons de cet ordre n'impliquent pas un appel à la forme numérique.

Quand le désir se combine avec la croyance, ce premier ordre de comparaisons, de luttes éventuelles, ne se trouve pas éliminé, mais se combine avec celui de la concurrence, de l'insuffisance des ressources. La réalisation s'accompagne d'un sacrifice. Le problème de la comparaison monétaire se pose dès qu'il y a plus d'une fin possible pour un moyen, plus d'une aspiration ambitieuse pour une richesse. Il faut compter, extraire de ressources limitées le maximum possible d'énergie. Ainsi, il y a, bien au delà des bornes de la technique économique telle qu'on l'entend couramment, un point de vue économique qui embrasse toutes les formes de l'action (24).

Ce point de vue sera plus ou moins impérieux, plus ou moins

(22) *Psychologie économique*, t. I, p. 152.

(23) *L'Opposition universelle*, pp. 338-342 ; — *Psychologie économique*, t. I, p. 78.

(24) *Logique sociale*, p. 341.

apparent selon les modalités des divers problèmes à résoudre : plus net lorsque la réalisation poursuivie dépend dans une large mesure de moyens susceptibles d'être obtenus par l'échange, plus effacé lorsque le résultat est avant tout subordonné à des facteurs directement personnels, jamais il ne saurait être complètement éliminé.

* *
* *

Après avoir vu les exigences particulièrement pressantes en face desquelles se trouve l'économie, on doit se demander comment elle est mise en état d'y suffire.

Les croyances et les désirs sont des quantités. La mesure économique sera d'autant plus aisée que les éléments offerts à son action laisseront mieux apparaître leur caractère intrinsèque en dépouillant les empreintes qualitatives, les marques personnelles. C'est là essentiellement l'œuvre de la répétition interpsychologique.

C'est dans les milieux sociaux livrés aux courants imitatifs les plus nombreux, les plus larges, les plus rapides, que l'on voit se développer, à l'égard des richesses, l'action la plus hardie, la curiosité la plus aiguë (25).

On sait que l'imitation est susceptible de deux formes : imitation-coutume, inspirée par le prestige des ancêtres, imitation-mode, inspirée par celui des innovations récentes : l'exemple de notre époque suffirait à démontrer la connexité qui existe entre l'envahissement (toujours limité [26], temporaire [27] d'ailleurs) d'une société par l'imitation-mode et l'accentuation de ses caractères économiques.

Par tous ses caractères essentiels, l'imitation-mode prépare à l'économie une tâche plus urgente et plus aisée à la fois.

L'imitation-mode se distingue, en effet, par son ampleur et sa contingence.

La multiplicité des exemples provoque au libre choix individuel (28). En raison même de sa moindre pression, l'imitation tend à devenir mutuelle (29).

Les larges courants de conformisme social se combinent avec une culture intense de la personnalité (30). Ainsi, on trouve tout à la fois à notre époque des exemplaires identiques plus nombreux que jamais d'un même désir et le maximum de diversité dans les programmes individuels de consommation.

(25) *Les lois de l'imitation*, ch. VII, p. 346 ; — *Logique sociale*, p. 341.

(26) *Les lois de l'imitation*, ch. VII, p. 266.

(27) *Op. cit.*, p. 269.

(28) *Op. cit.*, ch. VIII, pp. 396-409.

(29) *Loc. cit.*

(30) *Op. cit.*, ch. VIII, pp. 399, 423, 424.

La pesée des mobiles, des sacrifices, des résultats, tend donc à devenir de plus en plus fréquente (31).

Elle est, d'autre part, rendue plus accessible en raison de l'état dans lequel circulent, au milieu de groupements sans cesse élargis, des croyances et des désirs qui n'ont pu se reproduire tant de fois, dans les milieux originairement si différents, qu'en se réduisant à leurs éléments strictement impersonnels (32).

L'arithmétique morale — située sur son vrai terrain et non plus égarée, à la suite de Bentham, dans le domaine hédonistique — se trouve ainsi consolidée.

Les caractères de complexité psychologique de l'économie se trouvent eux aussi accentués (33). Si, en effet, ses données actuelles sont plus largement ouvertes aux calculs précis, elle apparaît, dans ses perspectives, livrée à des incertitudes qui augmentent en raison du renouvellement rapide des exemples et de l'accentuation progressive du coefficient de contingence individuelle.

En même temps que l'activité économique proprement dite prend plus d'importance, réalise mieux ses propres caractères, une véritable attraction économique s'exerce sur les sociétés livrées à l'imitation-mode.

Dans les domaines les plus divers de l'action sociale, on voit s'effectuer une évolution très nette vers la prédominance des points de vue rationnel, instrumental, vers l'utilité réalisée au détriment de la couleur historique, vers la discipline des grands nombres combinée avec l'affirmation de plus en plus nette du sens de la personnalité (34).

Sans doute, ces caractères ne sauraient être considérés comme définitifs. La coutume, qui ne cède jamais à la mode qu'un terrain limité, doit, en vertu d'une loi de succession rythmique, récupérer, après des périodes d'effacement relatif, toute sa vigueur ancienne (35).

Son action normale s'exerce d'ailleurs dans le sens non d'une régression vers les coutumes effacées, mais d'une consolidation des apports que la mode a divulgués (36).

Il est donc permis de prévoir que lorsque nos sociétés, agitées par une poussée particulièrement vigoureuse d'imitation-mode, évolueront vers un état de stabilisation coutumière, leur orga-

(31) *Logique sociale*, p. 341.

(32) *Op. cit.*, p. 342.

(33) *Op. cit.*, p. 372-373.

(34) *Logique sociale*, p. 341 ; — *Lois de l'imitation*, ch. VII, pp. 265-394. Les idées de Tarde accusent sur ce point des affinités particulièrement nettes avec celles de Cournot. (*V. Traité de l'enchaînement des idées fondamentales*, I, v. ch. I, pp. 595-609.)

(35) *Les lois de l'imitation*, ch. VII, pp. 265-269.

(36) *Op. cit.*, p. 270.

nisation économique gardera ses forces, ses cadres actuels. La précision de ses données numériques aura nécessairement de ce chef une portée plus grande (37). Cette économie plus mathématique, plus sûre dans ses précisions, ne laisserait pas d'ailleurs d'être, dans ses points de vue, dans ses problèmes essentiels, profondément différente de la nôtre.

On vient de voir les principales raisons pour lesquelles le caractère quantitatif des données interpsychologiques — moins visible ailleurs — se trouve mis en relief dans la vie économique.

Il ne faut d'ailleurs pas s'exagérer l'étendue de ce privilège : les calculs qui servent de base à l'estimation des richesses, s'ils ont une valeur positive dont on a vu la raison d'être, conservent néanmoins un caractère très imparfait, on ne pourrait fonder sur eux une science exacte (38).

D'autre part, on ne doit pas oublier que la quantité est partout dans le monde social. Tarde envisage la très large pénétration des disciplines de la vie collective par la statistique (39). Ce sera d'ailleurs assez souvent en les étudiant dans leurs rapports avec les valeurs économiques qu'il sera possible de mieux déterminer l'énergie, le mouvement de certaines valeurs sociales (ainsi, les statistiques de librairie pourraient être utilisées comme indices de l'orientation intellectuelle, esthétique (40) d'une époque, d'un milieu ; — les statistiques de fondations éclairent certains aspects de l'évolution morale (41).

*
**

Cette conception générale de la vie économique a soulevé diverses objections ; il n'est pas inutile d'examiner les principaux reproches qui lui ont été adressés : on fixera mieux ainsi, dès le point de départ, l'orientation caractéristique des théories dont on doit suivre ensuite le développement.

On peut ramener à deux ordres d'idées les difficultés que suggère le cadre ainsi proposé à la discipline économique.

Sa conception serait d'une part trop extensive, trop peu significative ; le mécanisme propre de l'activité exercée sur les richesses n'apparaîtrait pas avec une indépendance suffisante.

D'autre part, une place par trop subordonnée, véritablement sacrifiée, aurait été faite à l'activité économique dans le plan d'ensemble du système social.

Ces deux critiques seront successivement envisagées.

(37) *Les lois de l'imitation*, ch. iv, pp. 149-150.

(38) *Logique sociale*, p. 345 ; — *Psychologie économique*, t. I, p. 67.

(39) *Les lois de l'imitation*, ch. iv, pp. 143-150.

(40) *Psychologie économique*, t. I, p. 77.

(41) *Op. cit.*, t. I, p. 78.

On a reproché à Tarde d'accentuer par trop la dépendance de la technique économique à l'égard des facteurs d'ordre purement intellectuel et moral (42), d'en effacer ainsi les traits spécifiquement intéressants, de compromettre ce droit de la science économique à revendiquer, comme toute discipline scientifique, un objet, un point de vue qui lui appartiennent en propre.

On peut trouver dans cette critique l'écho renouvelé d'une réplique souvent adressée à ceux qui tentaient d'élargir l'objectif de l'économie. On n'a pas prétendu, à proprement parler, que, même quand elle s'exerce sur des richesses, l'activité humaine s'inspire des seuls mobiles égoïstes ; on a seulement estimé qu'envisagée dans sa masse, l'activité économique n'avait pas de mobile comparable en fréquence, en puissance, à l'égoïsme sinon personnel, du moins familial, et qu'une théorie vraiment générale des faits économiques devait en tenir très largement compte (43).

Il s'agit surtout, en somme, d'un désaccord sur un problème qui déjà touche à la méthode : celui de l'opportunité, du mérite scientifique d'une abstraction.

Ce désaccord lui-même s'explique, dans une mesure appréciable, par une différence dans les degrés respectifs de l'attention accordée aux divers ordres de problèmes : cette remarque s'applique d'une manière particulièrement significative à la conception générale de Tarde. Le point de vue dynamique y occupe une place prépondérante ; c'est avant tout l'incessante transformation des forces psychologiques créatrices de valeurs qui lui paraît devoir être étudiée. Par suite de la nature même de son programme essentiel, les facteurs considérés comme des « disturbing influences » par des économistes surtout attachés aux formules d'équilibre, de valeur normale, devaient nécessairement lui apparaître sous un tout autre aspect.

Mais ce n'est là, on le sait, que l'une des raisons qui expliquent son opposition à l'égard de la formule hédonistique.

Même si on l'envisage sous sa forme la plus rigoureuse, la plus schématique, ce n'est pas en se référant à la formule de l'*homo œconomicus* que l'on peut expliquer l'activité accomplie sur (et non pour) les richesses.

Ce que l'on a à tort considéré comme l'égoïsme souvent inhérent à l'action économique se réduit, en réalité, à ce que l'économiste psychologue Wicksteed a appelé le « non-tuisme » (44).

(42) V. notamment MATAGRIN : *La psychologie sociale de Gabriel Tarde*, p. 257.

(43) Voir notamment COLSON : *Traité d'économie politique*, édition définitive, t. I, pp. 135-137 ; — Cf. GIDE et RIST : *Histoire des Doctrines économiques*, 4^e édit., p. 472.

(44) *The common sense of political economy*, Londres, 1910, p. 175.

Chaque partenaire poursuit la réalisation de ses propres fins, en même temps qu'il assure la réalisation des fins d'autrui, sans l'avoir nécessairement envisagée ni souhaitée. C'est vers cette formule générale que s'oriente en somme l'auteur des *Lois sociales* (45) ; ce que l'on considérerait, en une vue superficielle, comme de l'égoïsme se ramène simplement à l'extériorité mutuelle des mobiles ; l'intérêt signifie simplement un idéal vu du dehors, susceptible d'ailleurs d'atteindre les niveaux les plus divers (46).

Mais l'analyse économique ne saurait être maintenue rigoureusement sur ce terrain, même ainsi élargi. La mise en présence de finalités extérieures les unes aux autres, s'utilisant simplement sans se pénétrer, est une hypothèse-limite, jamais intégralement réalisée. Toute opinion est une combinaison mobile, diverse dans ses éléments ; les acheteurs d'un même marché modèlent leurs attitudes respectives, sous l'inspiration de suggestions, de sympathies, puissamment agissantes ; ils subissent, non sans réciprocité, l'action « magnétique » des vendeurs (47) ; les uns et les autres sont soumis à un ensemble d'influences toujours plus complexes.

La sympathie a un rôle essentiel dans la vie économique, comme principe inspirateur d'équité. Outre qu'elle complète, vivifie, accroît dans leur efficacité les disciplines juridiques sans lesquelles il n'est pas de mouvement de richesse ordonné, acceptable, elle amène, à des degrés divers, les partenaires de l'action économique à dépasser le cadre strict de leur fonction, à envisager dans une certaine mesure, non pas seulement leurs propres buts, mais les buts d'autrui, à limiter ainsi les inégalités de gains que tendraient à susciter leurs inégalités de forces (48).

Ainsi qu'on le verra plus loin, cette intervention, sous quelque forme qu'elle se produise, de l'équité, mue par la sympathie dans les rapports économiques, ne saurait être considérée comme indifférente, encore moins comme perturbatrice, au point de vue de la productivité purement économique. Bien au contraire, c'est surtout dans la mesure où elle déborde ainsi le cadre des finalités unilatérales que l'économie remplit sa véritable mission. L'équité est la voie séculaire de l'utilité sociale, c'est là une formule rappelée à diverses reprises dans la théorie économique de Tarde (49). Elle signifie, en quelque sorte, un renversement du point de vue utilitaire.

(45) V. *supra*, pp. 4-6.

(46) On peut rapprocher à cet égard, comme sur bien des points de leurs théories sociales respectives, les idées de Tarde et celles de Baldwin. (V. BALDWIN : *Psychologie et Sociologie* [L'Individu et la Société], trad. franç., Paris, Giard et Brière, 1910, p. 68, ch. III.)

(47) *Psychologie économique*, t. II, pp. 182-183.

(48) V. *infra*, p. 74-79 (Théorie du juste prix).

(49) V. *infra*, p. 77.

Loin que l'on puisse, soit dans le domaine de l'analyse morale, soit dans celui des réalisations, passer de la notion d'intérêt personnel à celles d'intérêt général, de justice économique, c'est seulement si on se rattache à l'idée d'équité que l'on est amené à concilier, à travers d'ingénieuses adaptations et d'indispensables sacrifices, des intérêts initialement divergents.

Ces sacrifices impliquent l'intervention préalable de l'idée d'équité, qui ne peut être vraiment active que dans les rapports d'êtres semblables, se reconnaissant comme tels.

Dans l'ordre des réalisations, il en est en principe de même ; on verra plus loin combien Tarde se montre sceptique à l'égard des prétendues harmonies spontanées, automatiques, « préétablies ». Nombreuses, profondes, mais toujours inachevées, les vraies harmonies économiques sont obtenues non du simple concours des égoïsmes (ou plutôt, la formule initiale étant dûment corrigée, des finalités particulières), mais de leur coordination patiemment poursuivie, sous la double inspiration de l'élan sympathique et de l'énergie inventive, deux forces que l'on pourrait d'ailleurs être tenté de ramener à un même principe essentiel de coordination, d'individualisme organisateur.

On verra dans la suite le développement de ces idées générales, mais il est nécessaire d'envisager un autre aspect de l'anti-utilitarisme de Tarde en examinant les principales critiques qu'a suscitées le rôle qu'il assigne à la vie économique dans l'ensemble de la vie collective.

*
**

La notion de service ne peut, à elle seule, expliquer même une vie économique digne de ce nom, — à plus forte raison ne peut-on y voir le principe créateur du lien social.

En tant que protestation contre l'esprit des sociologies utilitaires, l'attitude de Tarde est loin d'être isolée. On rappellera un seul exemple, tout à fait significatif : la nouvelle école sociologique, dont on verra plus loin les antagonismes profonds avec la théorie de Tarde est, en dépit de certaines apparences parfois hâtivement interprétées, aussi énergique qu'elle sur ce point essentiel (50).

Pour l'une et l'autre doctrine, c'est un lien moral — encore que diversement entendu — qui soutient la vie sociale.

(50) V. notamment DURKHEIM : *Les règles de la méthode sociologique*, pp. 139-140 ; — BOUGLÉ : *Compte rendu critique de l'ouvrage Die Philosophie der Geschichte als Soziologie*, de Barth (*Année Sociologique*, 1896-1897, pp. 116-123) ; — DURKHEIM : *Compte rendu critique des articles : Les Castes et la Sociologie biologique*, de Novicow, et *Etre ou ne pas être*, ou du *Postulat de la Sociologie* d'Espinas (*Année Sociologique*, 1900-1901, pp. 127-129 ; — BOUGLÉ : « Le Procès de la Sociologie biologique » (*Revue Philosophique*, 1901), compte rendu de l'article dans l'*Année Sociologique*, 1901-1902.

Mais on a prétendu que cette réaction contre l'emprise utilitaire aurait amené l'auteur de la *Logique sociale* à une exagération véritable du point de vue psychologique. En plaçant l'essentiel de la vie collective dans le reflet mutuel, dans le rapport « inutile » (51), il serait allé jusqu'à une théorie d'orientation trop largement esthétique et, en quelque sorte, antiéconomique.

Pour déterminer exactement la pensée de Tarde sur ce point, il faut réunir divers passages caractéristiques de son œuvre.

Tels échanges assidus de services essentiels n'ont pu susciter, entre leurs partenaires, un véritable lien social ; l'exemple du maître et de l'esclave est particulièrement significatif à cet égard : ils vivent l'un par l'autre, cependant on hésitera à dire qu'il y ait entre eux un lien social digne de ce nom (52) parce que les partenaires en présence ne se considèrent pas comme des être moralement semblables.

Les sociétés animales, malgré l'énergie avec laquelle l'échange des services se trouve réalisé chez certaines d'entre elles, ne sauraient être acceptées comme des sociétés modèles (53). A ce sujet d'ailleurs, il faut observer que Tarde ne peut être considéré comme ayant voulu ici isoler artificiellement les sociétés humaines. Les sociétés animales elles-mêmes, du moins sous leurs formes élevées, ne reposent point sur la pure utilité matérielle, mais, elles aussi, sur l'exemple donné et suivi, sur l'assimilation acquise (54).

D'ailleurs, dans tout ordre de rapports, en réalité, l'assimilation passe avant les services. L'utilité brute, non coordonnée avec une œuvre de répétition ou d'adaptation morale, n'est qu'un fait dénué par lui-même de signification coordinatrice.

C'est en développant les similitudes que l'on prépare, par surcroît en quelque sorte, aux services un horizon plus large et un terrain plus sûr.

Il y a des liens sociaux particulièrement forts, — les plus forts de tous, — qui se nouent et se développent purs de toute arrière-pensée intéressée, sous l'inspiration directe d'un idéal commun (55).

Il en est aussi qui se forment entre des personnes que leurs intérêts matériels divisent plus qu'ils ne les unissent. Ainsi, la

(51) ESPINAS : « Notice sur la vie et les œuvres de M. Gabriel de Tarde » (*Travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques*, 1910-1912, pp. 354-355).

(52) TARDE : *Les lois de l'imitation*, ch. III, p. 66.

(53) *Op. cit.*, ch. III, pp. 65-66.

(54) *Logique sociale*, p. VII ; — Cp. *Les lois de l'imitation*, ch. III, pp. 65-66.

(55) V. *Psychologie économique*, t. I, p. 119 : « Par leurs travaux, les hommes s'entre-servent ; par leurs loisirs, par leurs fêtes et leurs jeux, ils s'unissent en un accord vraiment libre et vraiment social... Le repos dominical est la forme la plus sociale du loisir, car il est le loisir simultané pour tout le monde, le loisir périodique et réglé, regardé comme un devoir des plus sacrés et non comme un simple plaisir. »

solidarité professionnelle se développerait en raison directe moins de la solidarité économique effective que de la fréquence des contacts, de l'assimilation morale qui en résulte ; son histoire serait un exemple manifeste de la prééminence du rapport spirituel, de la réaction qu'il exerce victorieusement sur les organisations d'intérêts (56).

Si, en effet, la solidarité matérielle ne peut, à elle seule, créer un lien social, — le lien social suscite, impérieusement, les rapports économiques, les améliore là où ils existaient déjà (57). Ainsi, dans les rapports internationaux, le libre-échange intellectuel, l'assimilation morale tendraient à susciter un complet libre-échange économique (57 bis), la réciprocité ne serait pas exacte (58).

Enfin, il n'est pas jusqu'à l'estime sociale, économique même des services, qui ne doive être interprétée contre les sociologies utilitaires. Ce ne sont pas les services les plus chargés d'utilité matérielle qui sont les plus estimés à tous égards, mais en général ceux que l'opinion rattache de la manière la plus directe à l'action interspirituelle (59).

Le seul rapprochement de ces divers exemples, éparés dans l'œuvre de Tarde, permet de limiter leur force probante.

Le résultat économique et le résultat social ne sont pas indifférents l'un à l'autre ; il peut y avoir beaucoup d'utilité sans lien social ou en l'état d'un lien social imparfait, rudimentaire, mais si, les données matérielles demeurant les mêmes, un lien social se forme à la place d'un simple rapport de fait préexistant ou s'il se perfectionne là où il existait déjà, le résultat économique est amélioré. C'est ainsi que, pour revenir à l'un des exemples caractéristiques qui viennent d'être cités, on a pu faire le procès de l'esclavage, non seulement sur le terrain social, mais aussi sur le terrain des résultats matériels. L'amélioration du rapport agit sur sa productivité. Rien d'ailleurs n'est en principe plus conforme à la thèse générale de l'auteur de la *Psychologie économique* (60).

On peut seulement se demander si cette dépendance du résultat économique à l'égard du facteur moral est aussi nécessaire qu'il l'a indiqué, et surtout si elle n'est pas susceptible de se mutualiser assez largement.

La solidarité professionnelle serait sans doute, — dans son développement contemporain en particulier, — tout à fait inin-

(56) *Psychologie économique*, t. I, p. 117 ; — *Les lois de l'imitation*, ch. III, p. 70.

(57) *Op. cit.*, t. II, p. 362.

(57 bis) *Psychologie économique*, t. II, pp. 96, 374-375

(58) *Op. cit.*, t. II, p. 92-95 ; — *Les lois de l'imitation*, ch. VII, p. 365.

(59) *Psychologie économique* t. I, pp. 243-254.

(60) V. *supra*, p. 12.

telligible si on ne se la représentait comme soutenue, entraînée par une foi collective ; — c'est grâce à ce point d'appui qu'elle se dégage souvent d'intérêts immédiats relativement étroits pour s'attacher à des intérêts plus généraux, plus lointains. Mais la réaction du résultat économique sur l'énergie de l'affirmation corporative, le souci de plus en plus marqué de l'amélioration immédiatement réalisable, sont également au nombre des traits essentiels du développement syndical de notre temps.

De même, dans le domaine international, il serait téméraire d'affirmer, en principe, soit l'efficacité économique nécessaire des rapports d'ordre intellectuel, moral, soit l'inefficacité sociale des rapports économiques. Il y a, entre ces divers ordres de facteurs, place pour des influences, des résistances, des réactions mutuelles aux formules extrêmement variées.

Il n'est pas sans intérêt non plus de noter que si l'on attache une importance prééminente aux services de source et d'application immatérielles, on ne dédaigne pas, en réalité, le résultat productif, — on en discerne, intuitivement en quelque sorte, la forme la plus efficace. Ainsi qu'on le verra, en effet, c'est dans la création intellectuelle qu'il faut, aux termes de la théorie économique de Tarde, chercher la source première de toute richesse.

Préoccupé surtout de réagir contre l'interprétation matérialiste, strictement économique de l'évolution humaine, Tarde a été amené à sous-estimer l'importance de la notion de service dans la formation et la consolidation du lien social. Il semble qu'à cette période de son analyse, cette notion lui soit apparue surtout sous son aspect matériel (61). Il en a cependant souligné lui-même, par ailleurs, l'extrême diversité (62), en insistant sur l'incorporation de plus en plus envahissante des services immatériels aux richesses.

D'ailleurs, au fond de sa propre théorie sociale, la notion de service apparaît : si la vie collective se ramène en effet, en dernier ressort, à une œuvre d'assimilation et d'adaptation morales, on sait qu'elle repose sur le développement de la sympathie (63). D'abord passive, impulsive, puis de plus en plus mutualisée et intimement ressentie, elle est à la fois la raison d'être suprême et en quelque sorte la récompense la plus directe de la vie sociale.

En multipliant entre eux les traits d'union, les hommes se rendent un intime et mutuel service de plus en plus accusé.

(61) D'autre part, il se montre particulièrement préoccupé des conflits que l'activité économique est susceptible de provoquer entre ses partenaires. (V. « Fragments d'histoire future », *Archives d'Anthropologie criminelle*, 1904, p. 597.)

(62) V. *supra*, pp. 4-5.

(63) V. *infra*, pp. 48-49.

On sait, en outre, qu'ils assurent ainsi entre eux une économie mieux équilibrée, plus productive (64).

Si la sympathie agit sur les rapports économiques, affine, équilibre, multiplie les services, le sentiment du service donné, reçu, attendu, ne saurait être considéré comme indifférent au développement de la sympathie. Les solidarités effectives substituées, grâce à des efforts d'adaptation équitable, à des antagonismes initiaux, suscitent des contacts plus développés, une vie collective plus profonde.

En résumé, s'il est vrai que le résultat et la perspective purement utilitaires n'ont, en eux-mêmes, rien de nécessairement social, si l'ambition directement économique et l'esprit social peuvent, sur certains points, s'affirmer comme des forces antagonistes, de tels conflits sont susceptibles, comme toutes les oppositions en général, de se résoudre en adaptations, et les formules possibles de ces adaptations sont plus larges, plus diverses que ne l'a suggéré l'auteur de la *Philosophie pénale*.

L'activité économique, qui ne peut s'organiser véritablement ni se perfectionner sans faire un appel de plus en plus pressant aux forces essentielles de la conscience morale, tend à développer l'esprit social dans la mesure même où elle exige de lui un effort plus énergique et plus assidu.

II. — *Le conflit des méthodes*

Les idées méthodologiques dont Tarde s'est fait le protagoniste suscitent l'une des controverses les plus vives qui aient agité la philosophie sociale contemporaine.

Il est indispensable d'en retracer les éléments essentiels, en s'efforçant de l'envisager surtout dans son application à la science économique.

Tarde a nettement indiqué l'esprit de sa méthode en disant que l'explication psychologique et logique est à la réalité sociale ce qu'est l'explication mécanique à la réalité physique. Si l'on ne peut envisager actuellement la réduction intégrale du second terme au premier, on doit tendre à se rapprocher de plus en plus de cet objectif (65).

Il faut, pour cela, suivre l'ordre même de la formation des phénomènes sociaux.

La théorie de Tarde a pu être qualifiée d'hyperindividualiste. Elle enseigne, en effet, que la société existerait par les individus

(64) V. *supra*, pp. 5, 12, et *infra*, pp. 74-75.

(65) « Psychologie et Sociologie » (*Annales de l'Institut international de Sociologie*, 1903, pp. 80-81).

et pour eux (66). Il n'est pas de réalisation collective qui n'ait d'abord été imaginée par une intelligence individuelle (67). L'amoncellement d'institutions, de réalisations de tous genres, de pensées, d'aspirations, dont l'ensemble constitue la vie, l'âme d'une société, n'est que le résultat combiné d'innombrables trouvailles dont chacune a un auteur personnel.

Il ne s'agit pas d'expliquer l'évolution sociale par l'action impérative de quelques individus privilégiés (68) ; l'invention la plus importante peut avoir un auteur demeuré obscur. L'adaptation d'une idée neuve aux milieux, aux circonstances, suscite d'ailleurs de complexes et changeants problèmes. Il est donc essentiel de se représenter un ensemble nombreux de concours individuels, un courant actif et dense de variations, les unes géniales, les autres simplement ingénieuses, à l'origine de ces forces collectives qui, placées directement en présence de chaque individu, le dominant au point de donner parfois une impression de véritable écrasement (69) et de suggérer une illusion ontologique, dissipée par l'analyse.

Ainsi, on devra considérer que la puissance économique d'un pays est faite, avant tout, de l'énergie inventive dont elle dispose (70) ; d'autre part, l'évaluation des richesses n'est que la transposition, l'adaptation au mécanisme du jugement collectif d'inspirations individuelles, les marchés les plus vastes tendent à exprimer l'opinion de groupes relativement restreints, dominés eux-mêmes par l'ascendant de prestiges personnels (71).

La puissance créatrice de l'intelligence individuelle se trouverait suffisamment démontrée par la constitution des sciences, œuvre à laquelle nulle autre réalisation humaine ne saurait être tenue pour supérieure et dont le mérite est dû à une multitude de découvertes (72) patiemment obtenues et coordonnées les unes aux autres.

Une observation attentive démontrerait aussi que les collectivités ne peuvent être directement créatrices d'idées (73). A travers tous les degrés d'organisation dont elles sont susceptibles, elles s'affirment accumulatrices, exécutrices de pensée individuelle.

Plus encore que les foules, dont on s'est peut-être exagéré la

(66) *Les lois de l'imitation*, ch. VIII, pp. 423-424. — *Lois sociales*, pp. 163-165.

(67) *Logique sociale*, p. xiv, pp. 166-167 ; — *Psychologie économique*, t. II, p. 408 ; — *Lois sociales*, pp. 40-41, 143-146.

(68) *Lois sociales*, pp. 145-146.

(69) *Op. cit.*, pp. 40-41.

(70) *Psychologie économique*, t. I, pp. 334-345.

(71) *Op. cit.*, t. II, pp. 30-34.

(72) *Lois sociales*, p. 143.

(73) *Op. cit.*, pp. 61, 142-144 ; — *L'Opinion et la Foule*, p. 16.

puissance à cette heure (74), les publics, principaux détenteurs de l'immense pouvoir dévolu à l'opinion (lecteurs d'un même journal, adhérents d'un même parti, membres d'une même association) (75), ne se meuvent que sous l'indispensable pression de meneurs, visibles ou invisibles (76).

Si l'action nécessaire du meneur a été niée parfois, c'est parce qu'on s'est fait de lui une idée trop étroite ; qu'il consiste en un individu effectivement présent ou en une influence historique respectée, accrue par le temps (77), qu'il fasse figure de chef ou apparaisse aussi suggestionné, « mené » que « meneur », il représente l'indispensable lueur de pensée individuelle qui permettra seule à une collectivité, quelles que soient sa puissance, son organisation, de se diriger et de diriger à son tour ceux qu'elle entraîne dans sa marche.

S'il est vrai que toute collectivité n'est que la mise en œuvre de visions et d'impulsions individuelles, il serait inexact de prétendre, selon une formule trop souvent rééditée, que les groupements sont toujours inférieurs à ceux qui les composent ; il est des collectivités qui soutiennent leurs membres, les dominent, leur permettent de s'élever au-dessus d'eux-mêmes (78) sans échapper pourtant à l'inéluctable loi de stérilité inventive.

Telles sont, d'après l'auteur de *L'Opinion et la Foule*, les données fournies par l'observation ; admettre, même dans un passé reculé, l'hypothèse d'une création psychique « inconsciente » serait contredire les données positives du problème, leur substituer une sorte de superstition dans le temps (79). Rien n'autorise à penser que la démarche de l'esprit humain se serait effectuée, même à des époques et dans des civilisations relativement primitives, d'une manière essentiellement différente de celle qu'elle affecte dans le champ accessible à l'observation actuelle.

La vie sociale n'est que pensée individuelle propagée. Quant au mécanisme d'après lequel s'effectue cette incorporation des apports individuels au patrimoine collectif, Tarde le ramène, on le sait, à l'imitation qui, si elle n'explique pas toutes les similitudes humaines, est du moins à l'origine de toutes les ressemblances d'ordre social (80). C'est ainsi, par exemple, que la for-

(74) *L'Opinion et la Foule*, p. 11.

(75) *Op. cit.*, pp. 6-17.

(76) *Op. cit.*, pp. 14-17 ; influence du meneur plus puissante en définitive sur le public que sur la foule, à cause de sa continuité.

(77) *Op. cit.*, pp. 170-179.

(78) *L'Opinion et la Foule*, p. 180 ; — « L'Interpsychologie » (*Arch. d'Anthropologie criminelle*, 1904, pp. 558-589).

(79) *Logique sociale*, p. xiv.

(80) Les similitudes sociales sont d'origine nécessairement imitative ; les ressemblances entre les hommes que l'on ne peut, par un lien plus ou moins direct, rattacher à une imitation initiale, sont d'ordre biologique. (V. *Les lois de l'imitation*, ch. I, p. 16 ; ch. II, pp. 45-46.)

mation des marchés, l'expression transactionnelle des valeurs, ne sauraient être expliquées si on ne faisait appel à l'imitation, qui tend à diminuer les divergences initiales de jugements, à faire accepter comme loi des échanges une certaine estimation collective (81).

Tarde a comparé, on le sait, l'attraction imitative à la contagion, à l'hypnose (82), à l'habitude (83) ; elle est un aspect de la répétition universelle, exprime l'ambition de tout ce qui est à se reproduire indéfiniment (84). Quand on en mesure l'énergie, on comprend qu'elle ait pu susciter une véritable révolte contre les explications d'allure individualiste, suggérer l'idée d'une force sociale incommensurable aux forces individuelles. C'est que, au lieu d'en décomposer le mécanisme, on a envisagé en bloc, dans ses résultats généraux, cette puissance propagatrice dont le rayonnement tend à s'effectuer en progression géométrique (85), chaque imitateur devenant à son tour un foyer générateur d'imitation nouvelle.

Il faut d'ailleurs, pour se faire une idée exacte de son caractère, de ses limites, se représenter la multiplicité des directions qui peuvent ainsi solliciter les membres d'une société nombreuse, complexe. L'expansion imitative d'une idée peut se trouver neutralisée par une manifestation nouvelle, toujours à un certain degré contingente, de la verve inventive. Bien des prévisions économiques, sociologiques, trop répandues, se trouvent ainsi vaincues de témérité (86).

Il en est ainsi notamment des prévisions qu'a pu inspirer, sur l'avenir démographique de divers groupements humains, la tendance malthusienne, qui se caractérise, on le sait, par la subordination de la natalité à des facteurs surtout physiologiques, alors que ce sont des forces psychologiques qui dominent à la fois le développement de la population et celui des richesses, et impriment les aspects les plus divers au mouvant rapport de ces deux termes (87).

L'imitation n'est pas une force uniquement impulsive, mais aussi, dans une mesure de plus en plus large, sélective (88). Le choix des imitations dépend à la fois de certaines lois logiques (on imite les manières d'être, de penser, qui paraissent les plus

(81) *Psychologie économique*, t. II, pp. 33-34.

(82) *Les lois de l'imitation*, ch. III, pp. 83-86 ; — *Lois sociales*, p. 28 ; — BOUGLÉ : « Un psychologue individualiste, Gabriel Tarde » (*Revue de Paris*, 1905, t. III, p. 297.)

(83) *Les lois de l'imitation*, ch. III, pp. 80-81 ; — *Lois sociales*, p. 38.

(84) *Op. cit.*, ch. I, pp. 6-19.

(85) *Op. cit.*, ch. I, p. 22 ; ch. IV, p. 125.

(86) *Op. cit.*, ch. IV, pp. 149-150.

(87) *Psychologie économique*, t. II, pp. 425-427.

(88) *Les lois de l'imitation*, ch. V, p. 153, ch. VI, pp. 232-233.

vraies, les plus utiles) (89) et extra-logiques (on imite les modèles qui exercent l'attrait le plus prestigieux : c'est l'imitation du supérieur par l'inférieur) (90).

On sait que le siège le plus en vue de ce prestige se déplace ; tantôt c'est le modèle intérieur, ancestral, tantôt au contraire l'exemple contemporain, exotique, qui tend à l'emporter ; ce sera alternativement la distance dans le temps ou la distance géographique, qui se trouvera surtout franchie par le courant imitatif (91).

L'une et l'autre direction coexistent d'ailleurs toujours ; bien plus, au moment même où la mode paraît exercer une influence dominante, les actes qu'elle inspire ne constituent jamais qu'une minorité (92). En outre, l'effacement, quelque relatif qu'il soit, de la coutume, n'est que temporaire (93).

On imite non seulement dans les actes de conformisme social proprement dit, mais dans les actes d'opposition (rencontre de courants imitatifs contraires) (94) ; on imite en inventant. Invention signifie combinaison inédite de données connues, réunion de prémisses jusqu'alors isolées l'une de l'autre, conclusion jusqu'alors insoupçonnée (95). L'invention implique une répétition variée.

Non seulement la société n'existe que par les individus, mais c'est en définitive surtout pour eux, pour leur formation plus libre, plus large, qu'elle poursuit son effort. On a déjà vu, en effet, que la fréquence, l'ampleur élargie des ondulations imitatives, loin de paralyser la spontanéité individuelle, tendent à la fortifier (96). L'imitation plus libre, les données plus riches de l'expérience collective, suscitent des différences individuelles plus subtiles, l'ingéniosité (sinon toujours l'invention essentielle, profonde) a plus de chances de se développer. On a déjà vu comment, dans nos sociétés actuelles, la consommation des richesses réalise un double caractère de conformisme étendu dans les masses et de diversité individuelle toujours plus libre (97). Une remarque symétrique peut être faite au sujet de la production ; tandis qu'une division du travail plus accusée, une concentration plus intense, une intervention plus large de la machine dans la

(89) *Les lois de l'imitation*, ch. v, p. 153.

(90) *Op. cit.*, ch. vi, p. 211.

(91) *Op. cit.*, ch. vii, pp. 265-267.

(92) *Op. cit.*, ch. vii, p. 266.

(93) *Op. cit.*, p. 270.

(94) *Lois Sociales*, p. 80.

(95) *Psychologie économique*, t. II, pp. 242-253 ; comparer sur la fonction dynamique du syllogisme. *Logique sociale*, pp. 25-86 ; voir critique des tendances déductives de Tarde dans ESPINAS, *op. cit.*, p. 315.

(96) *Les lois de l'imitation*, ch. viii, pp. 423-424 ; — *Lois sociales*, pp. 154-155.

(97) V. *supra*, p. 7.

vie économique (sans que d'ailleurs ces phénomènes soient considérés comme présentant des caractères de progrès continu ni surtout de progrès nécessairement solidaires), suscitent, si on envisage les ensembles, des disciplines accrues à la fois dans leur ampleur et dans leur rigueur ; d'autre part, chaque individu tend à devenir de plus en plus libre de l'emprise professionnelle.

Le mouvement social a pour caractéristique par excellence d'amener les hommes à se diversifier en se ressemblant (98).

*
**

Mais ces seules remarques suffiraient à suggérer que si la société est l'œuvre des individus, il est tout aussi exact peut-être de dire que l'individu est créé par la société.

L'activité intérieure ne s'éveille vraiment qu'en s'aiguissant au contact d'autrui ; c'est en se projetant dans une autre conscience, en essayant d'agir sur elle, que la conscience individuelle commence vraiment d'exister (99). L'analyse de Tarde rencontrera, sur ce point notamment, les conclusions de la psychologie génétique, telles que les a formulées Baldwin, dans ses analyses de la « nature bipolaire de la personnalité, de la solidarité indestructible de l'« ego » et de l'« alter » (100).

A plus forte raison le don inventif, affirmation la plus haute de la personnalité, demeurerait-il à l'état de force perdue, se trouverait-il inéluctablement paralysé s'il ne bénéficiait d'une formation, d'une stimulation collectives, s'il n'avait pour s'exercer une matière première puisée aux sources de l'expérience sociale, dont l'abondance, le renouvellement fréquent, sont susceptibles de faciliter si largement la réalisation de son œuvre (101).

Ce n'est pas seulement par sa formation initiale, par ses indis-

(98) *Lois sociales*, pp. 56, 154-155 ; — « La réalité sociale » (*Revue philosophique*, 1901, t. XLII, p. 477).

(99) *L'Interpsychologie*, pp. 541-542.

(100) V. BALDWIN : *Interprétation sociale et morale du développement mental* (trad. Duprat, Paris, 1899), pp. 3, 9-13, 25. Sur l'accord fondamental existant à cet égard entre Baldwin et Tarde, v. *L'Interpsychologie*, pp. 537-539.

(101) *Psychologie économique*, t. II, pp. 239-242. L'abondance initiale de l'expérience collective facilite l'invention, d'autre part une action intense du génie inventif a pour résultat de diminuer dans l'avenir les possibilités d'invention essentielle, de limiter la plupart des variations en perspective à des trouvailles simplement ingénieuses. Une civilisation tend ainsi à « heurter sa propre limite » (v. *Lois de l'imitation*, ch. v., p. 150). C'est seulement si l'accumulation des exemples se renouvelle d'une allure aussi rapide que l'esprit inventif lui-même que l'on évite l'échéance de cette période d'immobilisation relative. Mais le retour rythmique de la prééminence de la coutume, après celle de la mode, a pour résultat, aux termes de la théorie de Tarde, de rendre la raréfaction inventive d'autant plus menaçante. Il y aurait pour les inventeurs des périodes de terre libre abondante, puis de surpeuplement, de culture intensifiée, pendant lesquelles ils subiraient les rigueurs de la loi de la rente.

pensables matériaux, mais souvent aussi par ses directions même, que le génie inventif s'affirme tributaire du milieu social. Si l'élan inventif procède — et cette affirmation est bien l'une des caractéristiques irréductibles de la pensée de Tarde — d'un acte d'autorité individuelle, d'une concentration des forces intimes de l'âme, l'inventeur ne laisse pas d'être impressionné par son milieu. La nature des questions qui le sollicitent, le mode de présentation des résultats obtenus, dans une certaine mesure aussi l'orientation générale des solutions, en portent souvent la trace (102).

Telles sont, en tous cas, les nécessités qui pèsent d'une façon plus directe sur l'invention heureuse, c'est-à-dire imitée. Faute d'un certain coefficient d'adaptation aux tendances de son milieu, une invention, quelles que fussent par ailleurs sa hardiesse, sa beauté intrinsèque, serait socialement comme n'existant pas.

L'inventeur est amené à penser en fonction de son milieu soit en l'imitant, soit en s'opposant à lui. C'est ainsi que l'aube, puis l'avènement de notre économie moderne, ont suscité à la fois un véritable mysticisme de l'or et un courant d'aversion plus puissant que jamais contre la domination de la richesse (103).

L'invention est donc, par la force des choses, dépendante à quelque degré du milieu ; l'invention heureuse est souvent largement imitative, de même qu'une imitation vivante est toujours à quelque degré inventive. Ce sera parfois l'invention la plus faiblement variée qui obtiendra le succès le plus vif ; en tous cas, les innovations réellement profondes ne se font accepter qu'en utilisant comme points d'appui certains éléments de la tradition.

En somme, si l'individu seul crée les idées et les formes sociales, on peut dire que la société, indispensable agent de stimulation, de sélection, de fixation des trouvailles du génie inventif, crée véritablement l'individu.

Cette observation, déjà vraie à l'égard des initiateurs, prendra un sens beaucoup plus énergique encore à l'égard de la masse imitatrice, c'est-à-dire de l'immense majorité des hommes, vivant surtout pour transmettre le mot d'ordre de l'espèce et la vêtue sociale docilement acceptés ; masse non pas, à la vérité, foncièrement étrangère à l'invention (qui est inhérente à la vie), mais ne dépassant pas la variation sporadique, en quelque sorte, infinitésimale.

La contrainte prestigieuse de l'imitation s'exerce sur tous les hommes, — chez la plupart d'entre eux, dans un grand nombre de circonstances, avec une énergie qu'aucune autre force ne

(102) *Les lois de l'imitation*, ch. iv, pp. 100-101 ; — *Logique sociale*, p. 185.

(103) *Psychologie économique*, t. I, pp. 311-312.

vient très appréciablement atténuer, — et l'on comprend que des analogies saisissantes aient parfois été signalées entre la conception qui vient d'être exposée et celle de la nouvelle école sociologique (104). Seulement, au lieu de prendre cette force collective comme une donnée irréductible, Tarde essaie de la ramener au mouvement amplifié d'une tendance individuelle ; envisagé sous cet aspect, son caractère impérieux tend à s'atténuer, tandis qu'est mis en lumière son pouvoir d'attraction sympathique.

Il y a en somme, entre l'individu et la société, un lien mutuel d'incessante création, « lien circulaire », selon l'expression de Baldwin (105), dont les vues offrent sur ce point, à côté de certaines divergences, de profondes affinités avec celles de Tarde (106).

C'est seulement en se plaçant sur ce terrain de la mutualisation des influences que l'on parvient à résoudre certaines antinomies particulièrement obsédantes en économie politique.

Ainsi que la plupart des économistes psychologues et des économistes mathématiciens, Tarde se sentira attiré par la substitution du lien fonctionnel au lien causal comme formule de

(104) V. *infra*, p. 42.

(105) BALDWIN : *Interprétation sociale et morale du développement mental*, pp. 22, 538.

(106) La théorie interpsychologique des faits sociaux a pour caractéristique, comme l'économie psychologique, d'avoir jailli de plusieurs sources indépendantes. C'est ainsi qu'elle peut être revendiquée à la fois par Tarde, Bagehot, Royce, Baldwin. (V. BALDWIN, *op. cit.*, Préface ; — ROCHE-AGUSSOL : *La Psychologie économique chez les Anglo-Américains*, pp. 50-53.)

Cette interprétation générale de la vie collective dont on trouverait, estime Tarde, une vision anticipée chez Adam Smith (*Lois de l'imitation*, ch. III, p. 85 ; *Psychologie économique*, t. I, pp. 131-137), accuse dans la philosophie contemporaine une très grande vitalité. Elle pénètre notamment la théorie de GIDDINGS (*Principes de Sociologie*, trad. Combes de Lestrade, pp. 358-360), la psychologie pédagogique de DEWEY (*L'Ecole et l'Enfant*, trad. Pidoux, Paris, 1913).

On a parfois considéré les idées psychologiques du Dr Le Bon comme opposées à cette conception générale (en tant qu'elles soulignent les contradictions, l'hétérogénéité sensible de pensées et d'actes qui se manifestent parfois entre la foule et les individus composants). Si on les examine dans leur signification profonde, elles accusent surtout des concordances d'orientation avec la théorie interpsychologique. La foule révèle, fait jaillir en une sorte d'explosion des virtualités individuelles insoupçonnées ; elle est aussi, sous certains rapports, le résultat d'une propagande individuelle.

Sur les rapports existants entre le mouvement suscité par l'idée psychosociologique et les études de psychologie collective, v. notamment dans *L'Année Sociologique* les comptes rendus critiques des ouvrages suivants : Rossi, *Psicologia collettiva*, X (1889-1900, pp. 131-134) ; GROPPALI, *Psicologia sociale e psicologia collettiva* (1899-1900, p. 138). V. encore sur les rapports directs existant entre les idées des auteurs précités et celles de Tarde, compte rendu de son ouvrage *L'Opinion et la Foule* (*Année Sociologique*, 1900-1901, pp. 160-166). On a pu constater des affinités marquées entre le système sociologique général de Tarde et les idées de Simmel (voir compte rendu de l'ouvrage de ce dernier : *Soziologie Untersuchungen über die Formen der Vergesellschaftung*, Bouglé, 1906-1909, pp. 17-20).

La théorie interpsychologique doit, chez Tarde, être rapprochée d'une philosophie néo-monadologique, dont il sera parlé plus loin (v. *infra*, p. 49).

détermination (107). Il estimera, lui aussi, que, selon la formule de Baldwin, le seul moyen d'échapper, en présence de certains rapports sociaux, au « cercle logique », est d'accepter le « cercle de fait » (108). Sa caractéristique propre est de chercher à résoudre les cercles de ce genre en se réfugiant dans l'infinitésimal, dans le domaine des virtualités spirituelles. C'est ainsi, notamment, qu'il n'est pas d'autre moyen d'expliquer l'influence réelle du *standard of life* sur les salaires. Ce n'est pas le genre de vie expérimenté par une population ouvrière, mais souvent le genre de vie observé, désiré par elle, qui orientera et tendra à mesurer ses revendications. Parfois quelques exemples individuels (celui de travailleurs particulièrement favorisés) pourront être les points de départ d'agitations morales, s'étendant et se traduisant en mouvements sociaux effectifs, — parfois aussi ce sera le genre de vie d'une autre classe sociale, vivement ambitionné. Souvent ainsi l'imitation virtuelle, désirée, encore inaccessible, est à l'origine des ambitions et des actions collectives les plus ardentes, les plus efficaces (109).

Sur le terrain de l'action pratique, Tarde est amené à affirmer à diverses reprises cet état de coopération continue de l'initiative individuelle et de l'action collective. Ainsi, lorsqu'il essaiera de déterminer le juste prix d'une invention, il envisagera comme légitime que la rémunération obtenue par l'inventeur ne représente pas, en principe, l'équivalent intégral du service rendu (dont la mesure exacte est d'ailleurs impraticable) (110). Une socialisation finale (plus ou moins différée) de l'invention doit sanctionner la collaboration collective, hors de laquelle il n'y aurait eu ni élan ni succès inventifs.

L'enrichissement des sources de la variabilité individuelle et des forces collectives de propagande, les unes par les autres, est de l'essence même du développement humain.

*
**

La tâche caractéristique des sciences sociales consistera donc à saisir dans son mécanisme, sous ses multiples aspects, cet acte de propagande interspirituelle qui fait le fond de la vie collective.

De par la nature même des phénomènes étudiés, elle dispose

(107) Sur la signification scientifique insuffisante de l'idée de causalité v. *Lois sociales*, pp. 10-11. La notion de lien fonctionnel occupe une place particulièrement importante dans la théorie économique de Cournot (v. ROCHE-AGUSSOL : « La psychologie économique chez Cournot », *Revue d'Histoire économique et sociale*, 1920, n° 2, p. 188).

(108) BALDWIN, *op. cit.*, p. 22.

(109) *Psychologie économique*, t. I, p. 128-129.

(110) *Op. cit.*, t. II, pp. 42-43, 262-264.

de facultés exceptionnelles d'observation. Au moment où une conscience en atteint une autre, elle prend possession de la réalité la plus sûre, la plus claire, qui puisse être (111). « Microscope solaire de l'âme » (112), la sociologie a le privilège de se placer à un point de vue subjectif et objectif à la fois, de saisir les forces psychiques en état de vie particulièrement intensifiée et transparente.

« Il n'y a rien de plus clair ni de plus profond à la fois que notre conscience » (113). Ce n'est d'ailleurs pas l'observation introspective, au sens traditionnel de ce mot, qui sera la principale source d'information. Essentiellement dynamique, la vraie méthode des sciences sociales doit s'adapter au mécanisme de la mutuelle réflexion, de la formation incessante des consciences les unes par les autres.

Cette confiance dans les ressources de vision, — comme dans la puissance créatrice — de la conscience claire, cette conviction que la société se fait sous nos yeux, pierre à pierre en quelque sorte (114), amènent Tarde à considérer que ce sont d'abord les milieux contemporains qui doivent être étudiés (115). On y observe directement, prise sur le fait, une activité dont il faudra reconstituer le mécanisme dans des conditions d'interprétation plus ou moins difficiles quand on étudiera le passé. On sait d'ailleurs quelle confiance inspire à l'auteur de la *Logique sociale* l'hypothèse de l'analogie des modalités essentielles de l'action interpsychique à travers le temps (116).

Cette tâche d'investigation interpsychologique devra s'exercer notamment, d'une manière très assidue, sur les formes naissantes de l'opinion. La conversation (117) est une force sociale dont on a trop peu étudié le rôle dans la propagation des richesses, la formation des prix, les mouvements professionnels par exemple. On peut observer avec une extrême acuité, sur des groupes très réduits, l'essentiel des réactions de la vie sociale ; ainsi un aspect trop négligé en général du mécanisme de l'échange (l'interaction, la suggestion mutuelle), éliminé dans un but d'illusoire simplification par ceux qui voudraient tout réduire à une simple et froide comparaison des intérêts, apparaîtra avec son importance véritable si on sait prendre sur le vif ces scènes de

(111) *Lois sociales*, p. 29-30 ; — *Psychologie économique*, t. I, p. 112 ; — *L'Interpsychologie*, pp. 547-548.

(112) *Logique sociale*, p. 13 ; — *Opposition Universelle*, p. 358.

(113) *Logique sociale*, p. VIII.

(114) V. « La réalité sociale » (*Rev. philosophique*, 1901, p. 471) ; — *L'Interpsychologie*, p. 538.

(115) V. *Etudes de psychologie sociale*, pp. 19-20 ; Les économistes auraient eu « seuls » ... l'intuition de cette nécessité méthodologique.

(116) *Logique sociale*, pp. XII-XIV.

(117) *L'Opinion et la Foule*, pp. 126-127, 137-138 ; — *Psychologie économique*, tome I, p. 195 ; t. II, pp. 34, 142.

marchandages individuels dont la *Psychologie économique* donne un si saisissant aperçu (118).

L'observation monographique est une forme de recherche qui, pour donner tout ce que l'on peut attendre d'elle, doit être orientée dans un sens nettement analytique et dynamique. Elle doit s'efforcer d'atteindre jusqu'aux éléments atomiques, cellulaires en quelque sorte, de la vie sociale (119), éléments obtenus dans la vie individuelle, non dans la vie familiale qui est le résultat combiné d'actions sociales et d'actions biologiques ; aussi les monographies d'ateliers sont-elles, sous bien des rapports, plus réellement instructives que les monographies de familles ouvrières.

D'autre part, au lieu de se placer à un point de vue statique, d'être surtout descriptives, les monographies doivent s'occuper de dessiner le mouvement des phénomènes, le devenir des pratiques sociales (121) ; ces mêmes tendances dynamiques l'amèneront à insister sur les éclaircissements que l'on doit attendre d'observations effectuées sur les premières manifestations du sentiment social chez les enfants, tant au point de vue général qu'au point de vue économique (122).

Elles imprimeront surtout à la théorie de la statistique ses caractères distinctifs. « Psychophysique sociale » (123), instrument adapté entre tous à la recherche des actes interspirituels de longue portée, la statistique doit être considérée comme un essai d'appréhension, de mesure des courants imitatifs. Fixer leur direction, le rythme de leur progression ou de leur régression, tel est le programme le plus conforme à sa véritable vocation, à ses ressources. Rechercher les phénomènes de répétition à peu près constants, considérer, selon la formule de Quételet, les plateaux comme particulièrement significatifs serait méconnaître la véritable nature de l'imitation, qui n'est qu'ambition propagatrice, orientée vers la progression géométrique (124). Une tendance qui suit sa vocation normale ne doit pas dessiner un plateau, mais une courbe ascendante (125).

(118) *Psychologie économique*, t. I, pp. 182-183 ; t. II, pp. 31-32.

(119) *Op. cit.*, t. I, p. 146. On peut voir dans cette considération l'un des témoignages du souci très vif chez Tarde d'établir une discrimination catégorique entre le point de vue social et le point de vue biologique. (V. la critique de cette attitude dans MATAGRIN, *La psychologie sociale de Tarde*, pp. 19-31 ; cp. ESPINAS, *op. cit.*, pp. 371-372.)

(121) *Lois sociales*, 153-154.

(122) *L'Interpsychologie*, pp. 538-541 ; *Psychologie économique*, t. II, pp. 347-349.

C'est à ce même point de vue analytique et dynamique qu'il faut se placer pour utiliser les observations faites sur la vie économique des peuples de civilisation primitive. (*Psychologie économique*, t. II, pp. 349-363 ; *Logique sociale*, p. 155 ; *Etudes de psychologie sociale*, pp. 5-6.)

(123) *L'Interpsychologie*, p. 564.

(124) *Lois de l'imitation*, ch. iv, p. 124.

(125) *Op. cit.*, pp. 125-127.

Comme la monographie donc, la statistique doit s'efforcer d'être plus narrative que descriptive. Autant la comparaison dans l'espace est souvent peu significative, autant est attirante, révélatrice, la comparaison dans le temps.

Loin de considérer la stabilisation apparente d'une tendance comme un état normal, susceptible d'être pris comme objet central d'observation, il faut la considérer comme un fait anormal, comme l'indice d'une crise. Stabilisation apparente signifie progression neutralisée, mouvement inverse d'une tendance rivale (126).

En réalité, on ne trouve guère un état d'immobilité apparente relativement durable que dans des tendances anciennes « passées dans le sang », ayant obtenu transactionnellement des tendances adverses un espace qui ne leur sera pas disputé, pendant un temps assez long du moins (127), et susceptibles d'atteindre pendant certaines périodes plus de régularité que n'en manifestent les tendances d'ordre purement vital (128).

Il faut donc interpréter en termes de mouvement les immobilisations apparentes, d'une façon plus générale ressaisir à travers les courbes hiéroglyphiques (129) le drame interspirituel.

Cette tâche pourra être poursuivie avec d'autant plus d'ampleur et de sûreté que l'on verra s'accroître la tendance à la discipline numérique des sociétés, dont on a déjà parlé (130). L'arithmétique se développera à la fois dans le domaine de l'action et dans celui de la connaissance. C'est, en effet, aux époques d'imitation-mode que l'on voit apparaître les premiers essais de connaissance positive, de dénombrement direct des faits économiques (131).

D'ailleurs, ce sont toutes les disciplines sociales qui, avec d'inévitables différences de degrés, doivent être éclairées, transformées par l'application de la statistique (132).

On peut entrevoir l'époque où, aux descriptions et aux estimations plus ou moins vagues, se substituerait la figuration des forces interspirituelles, directement saisies dans leur trajectoire, leur vitesse, leurs interférences (133).

Fondement de toute science sociale et de toute politique posi-

(126) *Lois de l'imitation*, p. 127.

(127) *Op. cit.*, ch. iv, p. 127. Il en serait ainsi notamment de tendances telles que le rapport de la population à la nuptialité dans un pays déterminé. Il est, bien entendu, observé que ces régularités n'ont rien de nécessaire ; dans telle période, on pourra constater des changements assez rapides, même dans les manifestations de semblables tendances.

(128) *Op. cit.*, ch. iv, p. 128.

(129) *Philosophie pénale*, 4^e édition, p. 359.

(130) *V. supra*, p. 8 ; — *Lois de l'imitation*, ch. iv, p. 149.

(131) *V. supra*, p. 7.

(132) *Psychologie économique*, t. I, p. 375-378.

(133) *Lois de l'imitation*, ch. iv, p. 143-150.

tive (134), la statistique ne pourra cependant être utilisée sainement par l'une et par l'autre que si elles se font une idée exacte des limites de son pouvoir d'information.

Observation de masse, la statistique nous renseigne sur l'état des forces psychiques par leurs résultats extérieurs, par la fréquence, l'ampleur des actes qu'elles inspirent. C'est une raison de faiblesse dont on mesurera mieux l'importance si l'on se rappelle une des règles essentielles de l'imitation : « *Ab interioribus ad exteriora* ». On imite les états d'âme avant de les traduire en action (135). Les sentiments sont souvent en avance marquée sur les actes.

En matière de consommation de richesses, par exemple, le désir devance parfois de très longtemps l'utilisation effective. C'est ce qui explique certaines modalités essentielles de l'évolution des prix. Par contre, telle aspiration paraît avoir conservé un crédit immense, si on se borne au dénombrement des actes extérieurs qu'elle inspire ; cependant, un autre idéal a peut-être envahi les consciences, pour expulser bientôt de la vie sociale ce qui paraît y tenir encore une si grande place. La statistique, qui compte sans peser, c'est-à-dire sans pénétrer au cœur même des forces morales (136), est exposée à suggérer des prévisions précaires, parce que des forces d'avenir tout à fait essentielles peuvent lui échapper. La distance qui sépare le virtuel du réel doit constamment inquiéter ceux qui s'appuient sur elle. Il faut compter avec les perturbations déconcertantes que le génie inventif apporte dans la disposition et l'énergie des forces sociales.

Dans une certaine mesure, l'évolution contemporaine, en même temps qu'elle donne aux constatations de l'arithmétique sociale un point d'appui plus étendu, plus ferme, tend à rendre ses prévisions plus fragiles, puisque l'imitation-mode est fortement empreinte de contingence et stimulatrice de variations (137).

Mais on peut entrevoir qu'à l'état actuel de nos sociétés, agitées par l'imitation-mode, succédera une période de coutume élargie, période non de régression, mais de stabilisation de l'idéal collectif, permettant à la statistique, sans rien perdre de la précision de ses données directes, d'acquérir une plus grande sûreté, — période de moins d'intérêt, mais de sécurité matérielle et intellectuelle plus grande (138).

(134) *Lois de l'imitation*, ch. iv, p. 146 ; — *Lois sociales*, pp. 32-34.

(135) *Op. cit.*, ch. vi, p. 229.

(136) *Lois de l'imitation*, ch. iv, p. 115.

(137) *Op. cit.*, ch. iv, p. 149 ; — *Psychologie économique*, t. II, pp. 245-253.

(138) A la statistique, Tarde est amené à comparer, à opposer aussi, sous certains rapports, l'archéologie. L'une et l'autre nous obligent à rechercher les réalités profondes de la vie sociale, les sentiments et les idées

Les lacunes de la statistique soulignent encore l'utilité de ces méthodes d'observation plus directes, plus fines, à objectif plus restreint, dont il a déjà été parlé ; elles sont notamment plus aptes à donner un aperçu des forces sociales en formation.

Tel est, dans ses grandes lignes, le plan méthodologique jugé le plus apte à mettre en pleine lumière la dynamique interspirituelle.

Nettement empreint d'esprit déductif, il est cependant loin de pouvoir être confondu avec d'autres conceptions rangées sous la même dénomination générale.

On a déjà vu combien Tarde est éloigné de croire que l'analyse abstraite de certains mobiles individuels, que des propositions déduites d'un petit nombre de prémisses d'allure axiomatique soient de nature à constituer un mode d'explications vraiment acceptable. La diversité des mobiles, leurs interactions doivent constamment être envisagées, même lorsqu'on étudie les actes qui seraient, en apparence, les plus susceptibles d'être expliqués par le jeu d'un nombre restreint de facteurs psychologiques.

Étudier l'homme à travers la société est une des caractéristiques principales de la méthode qui vient d'être décrite (139).

Cependant, elle a pu être considérée comme méconnaissant les conditions d'existence de la réalité collective et impliquant une véritable « sociologie négative » (140). Il est indispensable d'examiner les principales critiques qui lui ont été adressées de ce chef.

*
* *

C'est la théorie de la nouvelle école sociologique qui s'oppose avec le plus d'énergie à celle de Tarde. L'hypothèse d'une vie sociale créée par le génie individuel et la propagande imitative ne serait qu'illusion manifeste. Sans doute, tous les phénomènes sociaux sont imités (141), mais c'est un caractère qui ne leur appartient pas exclusivement. On le retrouve, en effet, dans de

détachés de leurs manifestations purement individuelles. Ce que l'accumulation des exemplaires imitatifs donne à la première, la seconde l'obtient de l'annihilation même du souvenir des figurants du drame d'autrefois. (*Lois de l'imitation*, ch. iv, pp. 98-111.) La statistique étudie la projection imitative des idées, l'archéologie discerne leur généalogie spirituelle. Dépourvue des caractères de précision arithmétique de la première, elle lui est, d'autre part, supérieure en précision psychologique, car ce ne sont pas seulement les actes, mais aussi les aspirations irréalisées d'une époque que nous connaissons grâce à elle. (*Op. cit.*, ch. iv, p. 117.) Une même cause limite le pouvoir de prévision de l'une, de régression de l'autre : la contingence inséparable du génie inventif.

(139) DAURIAC : « La philosophie de G. Tarde » (*Année philosophique*, 1905, pp. 163-164) ; — TARDE : *Lois sociales*, p. 27-28 (critique du point de vue méthodologique individualiste de Stuart Mill).

(140) ESPINAS, *op. cit.*, pp. 400-408.

(141) DURKHEIM : *Règles de la méthode sociologique*, 7^e édit., pp. 16, 128.

nombreuses manifestations de vie purement individuelle (142). L'attraction imitative n'est qu'un effet de l'autorité qui s'attache à un acte collectif, elle ne saurait constituer la raison profonde de son caractère. D'ailleurs, pour se rendre compte de l'erreur contenue dans la théorie de l'imitation, il suffirait de constater à quel point la signification fondamentale de ce terme a été forcée (143). C'est ainsi que, sous cette même dénomination générale, on a compris les modalités impulsives et sélectives du conformisme, juxtaposé le traditionalisme routinier et l'ardeur novatrice.

Mais ce n'est pas seulement la théorie de l'imitation, c'est toute tentative d'interprétation de la vie sociale par la pensée individuelle qui doit être rejetée. Il n'est pas, en effet, de caractéristique plus sûre du fait social que son objectivité à l'égard des individus. Extérieur aux consciences personnelles, le monde social s'impose à elles à la manière des forces physiques. La contrainte est sinon peut-être le plus essentiel, du moins le plus visible des attributs qui distinguent les forces sociales (144). Il ne s'agit pas, d'ailleurs, d'une contrainte nécessairement matérielle, mais au contraire foncièrement morale, d'un « prestige » (145) impérieux ; les sanctions coercitives données à certains commandements sociaux ne sont que le prolongement d'une autorité morale particulièrement accusée.

Cette autorité, si grande qu'elle puisse être, n'est pas représentée comme inéluctable ; les volontés individuelles gardent un pouvoir très appréciable de discussion à l'égard des règles collectives ; selon les milieux, les objets, on se trouve en présence de coefficients inégaux de résistance possible. Ainsi, il est certain qu'en matière économique (146) la discussion, la variabilité individuelles se développent avec une ampleur qui serait tout à fait inadmissible dans le cadre d'autres disciplines. La vie collective va à la fois vers plus d'indépendance individuelle et vers une consolidation, une complication progressives du lien social. C'est l'inégale, mais inévitable mobilité des consciences individuelles qui permet que les données de la conscience collective puissent se modifier aussi (147).

Il n'y a pas solution de continuité entre la vie individuelle et la vie sociale, mais, quels que soient les services que la psychologie rend à la sociologie (148), ces deux disciplines doivent

(142) DURKHEIM, *op. cit.*, p. 16.

(143) V. *loc. cit.* et MATAGRIN, *op. cit.*, pp. 122, 329 : « Asymbolisme de la théorie de l'imitation ». (Cp. *Année sociologique*, DURKHEIM : Compte rendu de l'ouvrage de Tarde, *Interpsychologie*, 1904-1905, pp. 133-135.)

(144) DURKHEIM : *Règles de la méthode sociologique*, p. xx.

(145) *Op. cit.*, p. xxi.

(146) *Op. cit.*, p. xxiii.

(147) *Op. cit.*, pp. xxii, xxiii, 87-88.

(148) DURKHEIM, *op. cit.*, pp. 130-137.

demeurer distinctes (149). Sans doute, la vie sociale est essentiellement psychique, hyperspirituelle même (150). On pourra concéder que la sociologie est une psychologie, mais nettement spécialisée dans son objet et sa méthode (151).

Ces affirmations ont parfois suggéré l'idée d'un véritable réalisme ontologique (152) ; l'école sociologique s'en est énergiquement défendue. La pensée sociale ne procède pas d'une source extérieure aux individus, son objectivité s'explique seulement par ses caractères de synthèse originale. Elle est bien une œuvre interpsychologique (153), mais irréductible à des formules de création, de finalité individuelles (154).

Ni dans ses ressources, ni dans ses directions, la pensée collective n'est réductible à l'âme individuelle ; il suffirait, pour s'en convaincre, de se représenter la supériorité de la conscience collective, forte d'une immense coopération prolongée à travers des générations nombreuses, communiquant à ses œuvres une puissance, une complexité d'organisation qu'elle seule peut donner (155).

Ce n'est pas seulement dans ses ressources, mais aussi dans ses directions, que la pensée sociale affirme son originalité. Rien n'établit que les institutions sociales aient pour fin la satisfaction maxima des intérêts individuels, que par exemple le développement de la division du travail, avec tout le cortège d'exigences qu'il entraîne, soit conforme, comme on l'a affirmé parfois avec tant de confiance, au développement du bonheur individuel (156).

(149) DURKHEIM, *op. cit.*, p. 136-137.

(150) *Op. cit.*, pp. VII, 177 ; — DURKHEIM : « Représentations individuelles et représentations collectives. » (*Revue de Métaphysique et de morale*, 1893.)

(151) A. BOUGLÉ : *Le procès de la Sociologie biologique* (v. compte rendu d'A. Aubin dans l'*Année Sociologique*, 1901-1902, pp. 130-133) ; — *Année Sociologique*, 1900-1901, compte rendu critique de l'ouvrage de Tarde : *L'Opinion et la Foule* ; — DURKHEIM : Lettre dans la *Revue philosophique*, 1901, t. 52, p. 704.

(152) TARDE : *Logique sociale*, p. VI.

(153) DURKHEIM : *Méthode sociologique*, p. 127 : « En s'agrégeant, en se pénétrant, en se fusionnant, les âmes individuelles donnent naissance à un être, psychique si l'on veut, mais qui constitue une individualité psychique d'un genre nouveau. »

(154) *Op. cit.*, pp. 127-131.

(155) *Op. cit.*, pp. 130-131. A vrai dire, les formes élevées de la réflexion s'éveillent plus lentement dans les collectivités que chez les individus. (Voir DURKHEIM : « La prohibition de l'inceste », *Année Soc.*, 1896-1897, p. 70.)

Si on a reproché à Tarde une conception trop exclusive du rôle de l'idée claire dans la vie sociale (voir ESPINAS, *op. cit.*, p. 315), on a, d'autre part, noté l'importance extrême du rôle que l'interprétation de Durkheim tend à attribuer à l'activité inconsciente. (V. TARDE : *Logique sociale*, p. XIV, et *Les Lois sociales*, pp. 39-40, cp. PARODI : *La philosophie contemporaine en France*, cité et discuté par BRUNSCHWIG : « L'orientation du rationalisme », dans *Revue de Métaphysique et de Morale*, 1920, pp. 306 et suiv.) ; — (V. défense de la théorie de Durkheim sur ce point : DAVY : « Durkheim », dans *Revue de Métaphysique et de Morale*, 1920, pp. 81 et suiv.)

(156) DURKHEIM : *Division du travail social*, I, II, ch. I.

Il est donc indispensable d'envisager la vie collective comme une de ces synthèses créatrices qui appellent l'intervention d'une discipline spéciale parce qu'elles ont des lois propres de constitution. L'explication des faits sociaux doit être non finaliste, mais essentiellement causale (157); ainsi la division du travail, phénomène symptomatique entre tous de l'état d'une civilisation, doit être expliquée non par des aspirations individuelles, mais surtout par sa corrélation avec les états successifs du volume et de la densité des groupements (158).

Tout fait social a sa cause dans un autre fait social antérieur (159). Sans doute, entre la cause et l'effet, y a-t-il place pour une certaine réciprocité d'action. L'effet entretient la cause après avoir été créé par elle (160). Dans cette mutualité d'influences reconnue par la doctrine néo-sociologique, on retrouve quelques-uns des éléments du lien social, tel qu'il est défini dans la théorie interpsychologique (161).

Un fait social doit être considéré non seulement dans sa cause, mais dans sa fonction. La fonction n'est pas la fin poursuivie, mais l'effet obtenu (162), elle n'explique pas l'apparition d'un phénomène, mais sa persistance, sa consolidation. Ce n'est pas à dire que tous les phénomènes sociaux aient une fonction, il y a des survies sociales (163) plus nombreuses même que les survies biologiques. D'autre part, un même phénomène social peut être susceptible de fonctions changeantes (164), mais un phénomène sans fonction joue le rôle d'un poids mort, dont on tend à s'alléger (165).

*
* *

La vie collective dépasse la conscience individuelle à la fois dans ses forces de réalisation et dans son pouvoir de compréhension. L'œuvre sociale s'accomplit largement au-dessus d'elle; même parmi ceux à la collaboration directe desquels elle doit son existence, il ne peut en avoir été conservé qu'une image fragmentaire, déformée; les consciences se modifient par leur contact

(157) DURKHEIM : *Méthode sociologique*, p. 117.

(158) *Op. cit.*, pp. 139-140, cp. : *Division du travail social*, I, II, ch. II. Envisagée dans ses effets purement économiques, la division du travail dépend de la densité matérielle. Les faits sociaux proprement dits dépendent directement de la densité dynamique (la densité dynamique est d'autant plus grande qu'à volume égal le nombre des individus en état de relations morales est plus considérable).

(159) DURKHEIM : *Méthode sociologique*, pp. 118, 157.

(160) *Op. cit.*, p. 118.

(161) Voir *supra*, p. 23.

(162) DURKHEIM : *Méthode sociologique*, pp. 117-120.

(163) *Op. cit.*, p. 112.

(164) *Op. cit.*, p. 113.

(165) *Op. cit.*, pp. 118-119.

mutuel (166). Arrivât-on à coordonner les éléments de la contribution apportée par la génération actuelle à l'œuvre collective, on devrait se souvenir de la part essentielle qui revient aux générations antérieures (167).

Il faut considérer d'ailleurs que, même lorsqu'elle s'applique au domaine de la vie individuelle, l'observation intérieure n'est qu'un instrument incertain, à courte vue (168). A plus forte raison, son insuffisance s'affirme-t-elle quand il s'agit d'interpréter des phénomènes d'ordre collectif. Les erreurs du finalisme hédonistique appliqué à l'étude de la richesse sont particulièrement significatives à cet égard. Constamment la reconstitution objective fait place à une adaptation supposée, les faits économiques sont rattachés à un ensemble de mobiles individuels dont l'action déterminante est supposée souveraine (169), alors qu'en réalité la finalité individuelle doit s'adapter aux directions collectives et constitue, par rapport à la disposition des forces sociales, un élément non pas dominant, mais au contraire subordonné (170).

La régularité observée dans les faits sociaux n'a pu être réalisée qu'à ce prix ; le règne du finalisme individuel eût entraîné, entre les sociétés, la plus radicale diversité (171).

On doit mentionner aussi les raisons générales de discipline scientifique qui rendraient impossible tout essai de réduction des données de l'expérience sociale aux éléments de la conscience individuelle.

N'y eût-il rien de plus dans les phénomènes de vie que des combinaisons physico-chimiques, l'originalité de la synthèse obtenue suffirait à justifier l'existence de la biologie comme science distincte ; la psychologie individuelle et la sociologie ont, pour la même raison fondamentale, des droits analogues. Le groupement original des forces psychiques individuelles suffit à justifier l'existence d'une discipline irréductible à toute autre, dans son objet comme dans sa méthode (172).

Les conséquences positives de ces principes seront résumées dans des formules catégoriques : toute explication psychologique directe des faits sociaux est fautive, les faits sociaux doivent être envisagés comme des choses (173).

Les œuvres les plus significatives, les plus instructives de

(166) DURKHEIM : *Méthode sociologique*, pp. xiii, 117-136 ; — *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, p. 296 (v. compte rendu de cet ouvrage : *Année sociologique*, 1909-1912, pp. 33-37).

(167) DURKHEIM, *op. cit.*, p. xii.

(168) DURKHEIM, *Le Suicide*, p. 351 ; — *Méthode sociologique*, pp. xii-xiii, 38.

(169) DURKHEIM : *Méthode sociologique*, pp. 31-35.

(170) *Op. cit.*, 130-132.

(171) *Op. cit.*, 116-117.

(172) *Op. cit.*, pp. 126-128, 136.

(173) *Op. cit.*, pp. 20, 128-131.

l'esprit social, sont celles qui offrent les cristallisations les plus solides, qui s'affirment le plus indépendantes de l'empreinte individuelle (174), celles aussi qui, par la netteté de leur enveloppe matérielle, sont le plus aisément mesurables. Ainsi, les documents législatifs ont une place tout à fait privilégiée parmi les éléments de l'expérience collective (175). L'un des signes les plus manifestes du passage de la solidarité mécanique, primitive, reposant sur un conformisme sévère, à la solidarité organique fondée sur la coopération dans la diversité, sera la proportion variable des textes criminels et du droit à sanctions restitutives dans l'ensemble d'une législature ; quand l'importance relative de ce dernier augmente, on se trouve en présence d'un indice tout à fait décisif du progrès de la solidarité organique (176).

Quant à ces aspects en quelque sorte fluides de la vie sociale en formation, que les psycho-sociologues considèrent comme éminemment précieux, il y aura lieu, en principe, de ne les aborder que lorsqu'on se sera rendu maître de témoignages plus consistants, c'est-à-dire plus impersonnels (177).

En ce qui concerne l'ordre des études dans le temps, on se trouvera encore en présence d'une interversion très nette d'attitude ; au lieu de s'attacher d'abord aux aspects contemporains de la vie collective, il faudra en étudier en premier lieu les éléments primitifs, aller graduellement de l'état social le plus simple aux problèmes de la vie moderne (178).

La précision dans les contours, la mesurabilité sont des qualités qui doivent d'autant plus être recherchées qu'une méthode rigoureusement objective, expérimentale, permet seule d'étudier les phénomènes sociaux d'une manière réellement scientifique.

L'impossibilité d'un recours direct à l'expérience proprement dite oblige à une utilisation intensive de la méthode des variations concomitantes. Lorsqu'un phénomène varie dans le même sens et dans les mêmes proportions qu'un phénomène antérieur du même ordre, que cette variation harmonieuse est constatée dans tous les milieux sociaux que les phénomènes en question ont traversé, comparés à des époques analogues de leurs développements respectifs, il est permis de penser que ces phéno-

(174) DURKHEIM : *Méthode sociologique*, pp. 57-58. V. application de la même idée fondamentale dans SIMIAND, *Statistique et Expérience* (Rivière, 1922), p. 19.

(175) DURKHEIM : *Division du travail social*, I, I, ch. 1 ; — *Méthode sociologique*, p. 56.

(176) DURKHEIM : *Division du travail social*, I, I, ch. II, III, IV, V.

(177) DURKHEIM : *Méthode sociologique*, pp. 56-58. L'auteur envisage la modification possible de ce classement des témoignages par ordre de consistance matérielle dans les cas seulement où il apparaîtrait que les documents législatifs n'expriment peut-être plus l'état réel des relations sociales.

(178) *Op. cit.*, 168-171.

mènes ne sont pas étrangers l'un à l'autre et de présumer qu'ils sont réunis par un lien de causalité (179).

Mais ce n'est là encore qu'une simple possibilité, il faut qu'entre la cause et l'effet présumés apparaisse un lien intelligible ; tant qu'on ne l'a pas découvert, on est seulement en présence de l'indice d'un lien de solidarité, il peut y avoir simplement dépendance commune de l'un et de l'autre faits envisagés à l'égard d'un facteur encore indéterminé (180). Il faut, pour affirmer la causalité, l'avoir démontrée d'une façon non seulement matérielle, mais déductive, et en réalité psychologique. Il n'est pas sans intérêt de noter, dans une doctrine pénétrée avant tout d'esprit objectif, l'affirmation très nette du contrôle mutuel que les méthodes inductive et déductive doivent exercer l'une à l'égard de l'autre (181).

*
**

Après avoir exposé les deux conceptions adverses, il importe de les confronter directement l'une avec l'autre, afin de mesurer le plus exactement possible la distance qui les sépare, de déterminer les points sur lesquels il est nécessaire de choisir entre elles, ceux au contraire sur lesquels on peut extraire de leur rapprochement des indications concordantes, mutuellement complémentaires.

Parmi les critiques dirigées contre toute tentative d'élaboration psycho-sociologique en général, il en est qui procèdent surtout d'arguments d'analogie.

C'est ainsi que l'on invoque en faveur d'une sociologie objective l'exemple des règles qui président à la constitution des sciences en général. Il n'est pas nécessaire, pour que des sciences soient nettement différenciées, qu'elles aient des objets substantiellement distincts. Il est des synthèses assez puissantes pour être créatrices de réalités nouvelles et appeler par suite des disciplines séparées.

Tarde a pu objecter que l'analogie invoquée reposait avant tout sur une hypothèse (182). Nous connaissons les faits matériels par leurs contours, leurs dimensions, leurs situations respectives. C'est parce qu'à leur égard notre connaissance, de quelque précision qu'elle s'accompagne, demeure superficielle, que nous sommes obligés d'accepter leurs combinaisons originales comme d'irréductibles réalités.

Cette conception serait acceptable, nécessaire même à l'égard

(179) DURKHEIM : *Méthode sociologique*, pp. 160-162.

(180) *Loc. cit.*

(181) Voir notamment affirmation du même principe dans COLSON : *Traité d'Economie politique*, 1915, t. I, pp. 145-146.

(182) TARDE : *Etudes de Psychologie sociale*, pp. 74-76.

des faits psychiques, si on les connaissait, eux aussi, comme des phénomènes à la fois mesurables et impénétrables. Une sociologie « interplanétaire », en quelque sorte (183), purement objective, réaliserait seule vraiment ce programme. Si, au contraire, les faits psychologiques sont connus du dedans, l'analogie affirmée entre les sciences morales et les autres disciplines cesse d'être fondée (184).

On peut ramener encore à un argument d'analogie les considérations relatives aux insuffisances, aux incertitudes, au moindre crédit de la méthode introspective dans le domaine de la vie individuelle. Analogie discutable dans ses deux termes. Ce sont moins peut-être ses insuffisances que ses irremplaçables mérites comme instrument de découverte, d'analyse, qui constituent, au regard de l'observation intérieure, le résultat le plus net de la critique psychologique contemporaine (185).

D'autre part, la méthode psycho-sociologique, telle qu'elle est décrite spécialement chez Tarde, est loin d'être réductible à l'observation individuelle pure et simple. Attachée à saisir dans son élan, à reconstituer dans sa trajectoire le mouvement de la propagande interspirituelle, elle parcourt des régions de la conscience beaucoup plus claires que celles dans lesquelles doit pénétrer la psychologie individuelle (186). Elle doit d'ailleurs être essentiellement soutenue par des données objectives, les éclairer en s'appuyant sur elles, et se propose surtout, en définitive, l'interprétation psychologique des documents sociaux.

*
* *

Le débat ne saurait donc être tranché que par l'examen de l'argument direct, unique sous divers aspects, invoqué contre tout essai psycho-sociologique. La conscience collective serait impénétrable à la conscience individuelle parce qu'elle lui est incommensurablement supérieure à la fois par son impérieuse force d'entraînement, par la richesse de son contenu, par l'énergie de son pouvoir créateur.

Ces divers attributs sont loin d'être également démontrés. Ni l'autorité de la conscience collective à l'égard des individus, ni

(183) V. notamment « La Psychologie et la Sociologie » (*Annales de l'Institut International de Sociologie*, 1903, t. X, p. 76).

(184) V. critique du point de vue néo-sociologique de GOBLOT : « Sur la théorie physiologique de l'Association » (*Revue philosophique*, 1898, t. 46, pp. 502-503) ; — *Essai sur la classification des sciences* (Paris 1898), p. 280.

(185) V. DUMAS : *Traité de Psychologie* (Alcan, 1922), Avant-propos.

(186) L'utilisation des méthodes psycho-sociologiques n'implique nullement, chez Tarde en particulier, absorption ou même dépendance de l'analyse sociale à l'égard de la psychologie individuelle. (V. notamment *Psychologie économique*, t. I, pp. 111-112 ; — *Les lois sociales*, p. 30 ; — « L'Interpsychologie », *Archives d'Anthropologie criminelle*, 1904, pp. 537-538.)

ses possibilités très inégales, mais très larges parfois d'acquisition et de conservation, n'ont été contestées par l'auteur de *l'Interpsychologie* (187).

Le problème vital est celui de l'origine de cette double puissance. Aussi bien, d'ailleurs, les deux doctrines ne sont-elles pas sur ce point essentiellement divisées. Ni le réalisme attribué parfois à l'une et qu'elle a d'ailleurs rejeté (188), ni le nominalisme quelquefois affirmé par l'autre dans un esprit de protestation (189), ne doivent être considérés autrement que comme des indications de tendances, d'attractions qui ne vont pas jusqu'à faire obstacle à un accord de principe sur l'origine de la pensée sociale, résultante de coopérations individuelles (190). C'est là l'une des questions sur lesquelles Tarde a pu dire que les points de vue adverses s'étaient constamment rapprochés ; du moins, à mesure que la discussion s'est prolongée, les positions respectives se précisaient-elles mieux encore à cet égard (191).

Mais on a déjà vu que cette concordance se trouve neutralisée sur le terrain de la recherche pratique. La synthèse psychosociologique serait aussi largement pénétrée de lumière, d'après les uns, que nécessairement opaque d'après les autres, du moins dans sa région la plus significative.

La pensée et l'action collectives devraient donc être considérées comme les produits directs d'une âme impersonnelle, combinaison *sui generis* (192) de consciences individuelles, résultante d'une exaltation propre (193), synthèse qui doit être envisagée par la science sociale comme un irréductible point de départ.

Ainsi, malgré une évidente continuité de fait (194) entre la vie individuelle et la vie collective, un irréductible cloisonnement s'imposerait entre les disciplines vouées à l'étude de l'une et de l'autre. Les problèmes d'adaptation, de transition entre ces deux catégories de faits seraient hors de l'objectif direct de la science sociale (195). D'où la conception liminaire du fait social, qui doit, pour réaliser sa propre nature, présenter une concentration

(187) V. *supra*, pp. 20-21.

(188) V. *supra*, p. 30.

(189) V. notamment TARDE : « Discussion à l'Ecole des Hautes-Etudes sociales » (*Revue internationale de Sociologie*, 1904, p. 86) ; — Cp. « La réalité sociale » (*Rev. Phil.*, 1901, pp. 461-462 : Réalité du lien social supérieure à celle du lien vital).

(190) V. *supra*, p. 30.

(191) V. notamment DURKHEIM : Lettre précitée (*Revue philosophique*, 1901).

(192) V. *supra*, p. 30.

(193) V. notamment DAVY, *op. cit.*, np. 92-101.

(194) V. *supra*, p. 30.

(195) V. *Année sociologique*, comptes rendus critiques des ouvrages : TARDE, *Les lois sociales* (Bouglé, 1897-1898, pp. 147-152), et BALDWIN, *Sociological and ethical interpretation in mental development* (D. P., 1897-1898, pp. 174-178).

et une cristallisation telles que l'empreinte individuelle s'en trouve effacée (196) et que le problème de l'origine ne puisse même être envisagé à son sujet.

Cette notion a pu être critiquée comme quelque peu arbitraire, comme trop étroite surtout : on peut se demander si, en bornant son objectif principal à des phénomènes strictement désindividualisés, matérialisés en quelque sorte, l'école néo-sociologique n'aurait pas consenti un appauvrissement sans compensation véritable. Les indications des témoignages ainsi matérialisés doivent — si l'on veut pénétrer au cœur de la réalité sociale — être complétées toujours, rectifiées souvent, par d'autres témoignages moins achevés, moins matériellement consistants, et par cela même plus significatifs ; on risquerait, si l'on ne faisait à ces derniers qu'une place subordonnée, simplement subsidiaire, de négliger des forces vives, de s'attacher à de simples survies (197).

On vient de voir les réserves que peut suggérer le cadre même que l'école néo-sociologique attribue aux disciplines de la vie collective.

Il faut maintenant se demander ce que l'on doit penser de deux arguments, l'un d'analyse, l'autre d'expérience, directement invoqués comme témoignages de l'impénétrabilité des synthèses psycho-sociologiques.

Les directions sociales seraient essentiellement irréductibles aux fins individuelles. Si on doit donner à cette affirmation le caractère d'une protestation contre un finalisme *a priori*, étroitement individuel, on sait combien semblable reproche serait peu applicable à la théorie de Tarde. Il suffit de rappeler, à cet égard, sa critique aiguë des systèmes hédonistiques, sa conception propre de la finalité sociale (198), qu'il considère non comme extérieure, mais comme réellement supérieure aux finalités individuelles, parce qu'elle exprime à leur égard le résultat d'une série de sélections, de transactions de plus en plus compréhensives. Cette conception, plus tentante, plus vraisemblable *a priori* que celle d'un finalisme extérieur, impénétrable à l'intelligence individuelle, est loin de se trouver affaiblie par l'épreuve de l'observation. L'école néo-sociologique a largement fait état d'insuffisances, d'erreurs, imputables à un usage hâtif de la méthode psychologique. Parmi les exemples qu'elle cite, plusieurs sont

(196) V. *supra*, p. 33.

(197) Voir notamment Bouglé : *Les Sciences sociales en Allemagne*, pp. 148-150.

Ainsi qu'on l'a vu plus haut (p. 36), l'auteur de la *Méthode sociologique* envisage une interversion éventuelle dans l'ordre de préférence des documents lorsque les textes législatifs (préférés, en principe, aux autres témoignages) apparaissent comme suspects de désaccord avec la réalité actuelle. Semblable discrimination ne peut être envisagée sans un appel assez large à la méthode psychologique.

(198) V. *supra*, p. 12.

d'ordre économique et tendent à souligner les imperfections d'une analyse abstraite, de déductions s'exerçant sur des prémisses discutables ou incomplètement significatives, d'un utilitarisme nominatif. On n'a pas à rappeler combien, sur les éléments essentiels de cette critique, les deux doctrines sont, en réalité, profondément alliées. On ne saurait méconnaître l'énergie avec laquelle Tarde souligne la nécessité d'une analyse concrète des mobiles — extrêmement divers — sous la dépendance desquels s'effectuent la constitution et l'évaluation des richesses, combien il lui paraît indispensable de se représenter l'économie, non comme le champ ouvert à l'action prépondérante de certains intérêts, mais comme un lieu de rencontre de toutes les valeurs sociales (200).

Aussi bien les erreurs de certaines interprétations psychologiques mal conduites ont-elles été décelées surtout grâce à un appel à la méthode psychologique mieux informée (201).

En reprenant ainsi les termes essentiels de l'argumentation néo-sociologique, on se sent attiré vers une formule empruntée à Cournot, susceptible d'être considérée comme transactionnelle à l'égard des deux doctrines (encore qu'elle se rapproche en réalité surtout de la thèse psycho-sociologique). Supérieure en puissance aux individus, la société leur est inférieure en organisation (202). L'inférieur supporte le supérieur, il ne l'explique pas (203).

Au lieu donc de considérer la synthèse sociale comme une donnée irréductible, comme un point de départ, on doit comprendre dans l'objectif direct des sciences sociales l'analyse, très inégalement accessible d'ailleurs, des données collectives.

A vrai dire, la réductibilité de l'explication de la vie sociale à des éléments psychologiques se présente chez Tarde comme un objectif de réalisation encore très incomplète (204), bien qu'on ait pu trouver empreints d'un optimisme excessif tels témoignages de confiance dans le pouvoir créateur de l'idée

(200) V. *Supra*, pp. 4-5.

(201) TARDE : « La Psychologie et la Sociologie » (*Annales de l'Institut International de Sociologie*, 1903, t. X, pp. 67-68).

(202) COURNOT : *Considérations sur la marche des idées et des événements dans les temps modernes*, t. II, liv. V, ch. iv, p. 211. — La théorie de Cournot, bien que très rapprochée, en réalité, de celle de Tarde (v. ROCHE-AGUSSOL, « La psychologie économique chez Cournot », *Revue d'Histoire économique et sociale*, 1920), a été considérée en général comme faisant une part plus large à la notion de réalité sociale (v. *Traité de l'enchaînement des idées fondamentales*, p. xiv). Pour la comparaison des points de vue respectifs de Tarde et de Cournot au sujet de la réalité sociale, v. MATAGRIN, *op. cit.*, pp. 58-59.

(203) COURNOT : *Traité de l'enchaînement des idées fondamentales*, édit. 1911, t. III, ch. III, p. 241.

(204) V. *supra*, p. 16.

claire (205) (analogie assez directe admise entre l'invention sociale et l'invention scientifique [206], création inventive envisagée dans les civilisations tout à fait primitives, comme beaucoup moins fréquente sans doute que dans les sociétés avancées, mais soumise au même mécanisme essentiel [207]).

On a vu que la primauté attribuée à l'invention individuelle, à la pensée « sous cloche », en quelque sorte repliée sur elle-même (209) est compatible avec une conception très large de l'influence sociale. Si on combine ces données, il y a place pour une multitude de situations concrètes. Les prémisses offertes par l'expérience sociale auront pu l'être dans des conditions plus ou moins nettes, la conclusion aura pu, de par leur disposition même, être plus ou moins aisée à découvrir. Comme, d'autre part, ce sont quelquefois les variations les plus faibles ou celles qui sont pourvues du plus large point d'appui imitatif qui ont la plus grande influence, la part intrinsèque du génie individuel est susceptible de très grandes inégalités ; elle peut parfois devenir peu saisissable, particulièrement difficile à reconstituer. A la limite, on se trouvera en présence de variations individuelles réduites à des proportions infinitésimales, de coïncidences inventives ayant pour résultat de rendre la synthèse interpsychologique particulièrement résistante à l'effort de l'analyse (210).

D'autre part, on a vu l'école néo-sociologique admettre d'une manière de plus en plus nette l'importance de la critique et aussi des suggestions positives que la pensée sociale doit attendre de l'inspiration individuelle. Si l'analyse psycho-sociologique demeure, à ses yeux, en dehors du cadre de la science sociale (211), elle ne laisse pas d'être utile à la connaissance directe, profonde de la vie collective (212).

Si on pousse chacune des deux doctrines à ses limites extrêmes de compréhensivité, il apparaît que le sentiment de la continuité dans la vie morale, de la diversité dans les combinaisons d'énergies interpsychiques, dans leurs degrés de clarté, a impérieusement marqué l'une et l'autre de son empreinte et que l'on entrevoit ainsi entre elles, de ce seul chef déjà, la possibilité très large de ces concordances pragmatiques qui coïncident parfois avec les oppositions de principe les plus caractérisées.

(205) ESPINAS, *op. cit.*, p. 315.

(206) V. *supra*, p. 18.

(207) *Lois de l'imitation*, ch. II, p. 50-51.

(209) *Les lois de l'imitation*, préface de la deuxième édition, p. XIII.

(210) Comme témoignage de cette diversité extrême dans les degrés de saisissabilité de l'initiative individuelle, on a parfois retenu la conception particulièrement large, immatérielle, du rôle des meneurs de foules et de publics. (V. MATAGRIN, *op. cit.*, pp. 225, 249).

(211) V. *supra*, pp. 35, 40.

(212) V. *supra*, p. 30.

On va examiner maintenant comment peut être entrevue la synthèse des deux méthodes, synthèse plus nettement indiquée, plus particulièrement féconde en matière économique.

*
**

On a parfois entrevu la possibilité d'une solution éclectique consistant à abandonner surtout à la méthode objective les phénomènes du passé, à s'inspirer, pour l'analyse de la vie contemporaine, de la méthode psycho-sociologique.

En réalité, c'est à l'occasion de chaque problème que la combinaison, l'entr'aide des méthodes, se trouvent sollicitées. Pour expliquer un fait social, il est indispensable de le rattacher à la fois aux conditions générales de la vie de la collectivité qui lui sert de cadre et à l'action continuellement perturbatrice et créatrice des initiatives individuelles. Il est un exemple à l'occasion duquel on a pu mesurer plus directement le degré d'urgence de cette collaboration intime. La division du travail a été rattachée par l'école néo-sociologique à l'action souveraine de facteurs collectifs : accroissements de volume et de densité des groupes sociaux. Explication à elle seule insuffisante, à laquelle on pourrait retourner un reproche souvent adressé aux théories psycho-sociologiques, celui de confondre un besoin et une existence, de croire qu'il suffit d'expliquer un désir pour rendre compte de sa réalisation. La concurrence intensifiée qui naît d'une densité sociale accrue suscite une aspiration vers la division de plus en plus accusée des tâches (213). Mais, pour que cette division se développe d'une manière effective, conforme à ce que l'on attend d'elle, il faut réunir d'indispensables conditions dont la morphologie sociale ne saurait directement rendre compte (214) : la plus importante de toutes est la création inventive qui suggère les organisations et les divisions de métiers, les morcellements méthodiques de tâches dans l'intérieur des ateliers.

Les facteurs morphologiques exercent sans doute une influence très appréciable sur cet ordre d'éléments, mais ils ne constituent à leur égard qu'un cadre plus ou moins propice, qui doit nécessairement être rempli par le développement des ressources individuelles de l'esprit et du caractère.

Quant à l'importance respective de l'une et de l'autre méthode, il serait d'autant plus imprudent de formuler un principe général, en présence de l'extrême diversité des situations et des possibilités de recherches, que l'explication sociologique elle-même,

(213) Voir DURKHEIM : *Méthode sociologique*, pp. 114-115.

(214) Voir BOUGLÉ : « Revue générale des théories récentes sur la division du travail » (*Année sociologique*, 1901-1902, pp. 108-122).

quand on en décompose les éléments, apparaît comme beaucoup plus pénétrée elle-même de psychologie qu'on a parfois voulu le reconnaître. Expliquer les faits sociaux « comme des choses » est une formule qui ne saurait être prise à la lettre. Il faut en retenir surtout un souci de rigoureuse objectivité scientifique, mais elle ne signifie pas que les faits sociaux seront purement et simplement rapprochés les uns des autres, comme le seraient des objets extérieurs à l'esprit humain. Quand on dira, par exemple, que les mouvements de la population tendent à s'ordonner collectivement comme ceux des masses liquides (215), on aura donné une formule saisissante à des faits qui demeurent inexplicables si on veut faire, à leur égard, abstraction complète de la finalité (216).

Ainsi, pour reprendre un exemple considéré comme significatif entre tous, la division du travail, dans la mesure où elle peut être considérée comme une résultante de l'agrandissement et de la condensation des sociétés, de la concurrence plus vive qui en résulte (217), n'est pas unie à ces faits par un lien purement mécanique. Le mouvement collectif a pour résultat seulement d'en suggérer le désir, d'en accentuer dans une certaine mesure la possibilité, mais elle ne constitue ni la seule solution concevable (218), ni surtout, ainsi qu'on l'a vu, une solution qu'il suffise de désirer pour l'obtenir (219).

La confrontation des méthodes adverses conduit donc, en définitive, à une consolidation du point de vue psychologique. Elle suggère surtout la nécessité d'une analyse aiguë des mobiles, d'une recherche attentive de l'interaction des forces spirituelles dans leurs rapports respectifs, dans leur vivante combinaison avec les données déjà incorporées à la conscience collective, en même temps qu'avec les exigences du milieu matériel.

C'est plus particulièrement peut-être au regard des phénomènes économiques que cette confrontation des méthodes est propre à donner des résultats nettement positifs.

Au regard de ces phénomènes, l'école néo-sociologique a jugé nécessaire de formuler quelques réserves sur l'application de sa théorie historique des faits sociaux (220) ; d'autre part, on a vu combien elle estime nécessaire de concéder à leur égard une place importante à la variation individuelle (221).

(215) DURKHEIM : *La division du travail social*, livre I, ch. vi. — V. BOUGLÉ : *Les sciences sociales en Allemagne*, pp. 155-156.

(216) BOUGLÉ, *loc. cit.*

(217) BOUGLÉ : « Revue générale des théories récentes sur la division du travail » (*Année sociologique*, 1901-1902, pp. 113).

(218) DURKHEIM : *Méthode sociologique*, pp. 114-116.

(219) BOUGLÉ : *op. cit.*, p. 119.

(220) DURKHEIM : *Année sociologique* 1897-1898, préface, pp. iv-v.

(221) *Supra*, p. 30

Aussi est-ce surtout à l'égard des faits économiques qu'il a été permis de constater des concordances significatives de résultats (au sujet, par exemple, de la théorie de la valeur, rattachée à la demande et non au coût de production) (222) entre économistes se réclamant de théories opposées.

Ce débat de méthodes élargi auquel la science économique se trouvait ainsi nécessairement mêlée, suggère une conclusion analogue à celle qui a marqué l'apaisement graduel de l'autre débat, engagé entre l'économie traditionnelle, déductive, et l'historisme ; ce débat intérieur avait déjà mis en relief la nécessité de substituer à un antagonisme momentané d'indispensables divisions de tâches, significatives d'intimes collaborations.

En donnant plus d'énergie, plus de netteté encore à ces suggestions, le débat dont on vient d'analyser les principaux éléments ne laisse pas, bien qu'il évoque, avivés par leur combinaison avec des préoccupations actuelles, de lointains et peut-être insolubles conflits, de dégager de très appréciables éléments de clarté.

*
**

Après avoir examiné les principales objections soulevées par l'interprétation psycho-sociologique en général, on doit dire quelques mots du débat qui s'est élevé au sujet des vues plus directement personnelles à l'auteur de *la Logique sociale*.

La théorie de l'imitation, telle qu'elle est présentée par lui, n'a pas été critiquée par l'école néo-sociologique seule. Bien plus, certains ont estimé que l'idée de l'imitation, envisagée surtout sous sa forme primitive (hypnose, impulsion trouvant en elle-même sa propre fin), accusait certaines affinités avec la notion de contrainte (223).

L'une et l'autre ont été trouvées trop étroites ; on a vu que la contrainte n'était dans l'esprit de l'auteur de *la Méthode sociologique* que le signe le plus visible permettant de discerner aisément les phénomènes sociaux (224), sans prétendre en épuiser ni même en exprimer d'une manière vraiment essentielle la signification. En retraçant la critique de l'idée d'imitation, on verra plus exactement de quelle manière son rôle doit être envisagé, dans l'ensemble du système économique et social de Tarde.

On a déjà indiqué l'un des éléments principaux de cette critique : l'idée d'imitation serait « asymbolique » ; ce serait une véritable gageure que de vouloir comprendre sous un seul terme

(222) V. notamment : SIMIAND : « Etude sur le prix du charbon en France au XIX^e siècle » (*Année sociologique* 1900-1901, p. 23).

(223) V. BALDWIN : *Interprétation sociale et morale du développement mental*, pp. 474-476.

(224) DURKHEIM : *Les règles de la méthode sociologique*, p. xx.

le conformisme impulsif, « simiesque », et l'acceptation raisonnée, discutée, — le traditionalisme le plus fermé et l'esprit novateur le plus hardi (225).

D'autre part, on a prétendu que, malgré son extension démesurée, la théorie de l'imitation ne pourrait rendre compte de toutes les similitudes sociales, — qu'enfin la similitude elle-même, quelle qu'en soit la cause, ne saurait rendre compte à elle seule du lien social.

La discrimination établie chez Tarde entre les similitudes biologiques et les similitudes sociales (ces dernières ayant pour source plus ou moins lointaine, mais nécessaire, l'imitation) (226) a surtout une signification dynamique. La force créatrice de l'imitation au point de vue social s'explique non seulement par la ressemblance qu'elle suscite, mais par les antécédents et les résultats moraux d'une similitude que les membres d'un groupe plus ou moins étendu se sont créée à eux-mêmes.

Imitation signifie, en effet, surtout intime sympathie (227). A cet égard, on a un témoignage significatif de l'état exact de la pensée de Tarde en considérant l'accueil fait par lui aux critiques qui lui avaient été adressées par Baldwin à cause de l'extension trop large, de la compréhension trop peu significative de sa théorie ; on s'imitait même entre étrangers, entre ennemis (228). L'imitation n'est que le geste, la forme de la propagande sociale, geste vain, forme vide, si on les applique à un contenu susceptible de créer « l'émotion sympathique » (229).

Cette critique peut, dans une certaine mesure, être rapprochée de celle qui a été formulée par le chef de l'école néo-sociologique : l'imitation s'applique peut-être à tout le défini, mais non au seul défini (230). Tout fait social est imité, tout fait imité n'a pas pour cela un caractère social.

Si la critique de Durkheim a été interprétée comme un aveu (231), dans celle de Baldwin, Tarde voit surtout l'occasion d'affirmer avec son auteur un accord fondamental de principe (232).

Sur aucun autre point peut-être, il n'est plus nécessaire de se représenter le caractère dynamique de sa théorie. La définition du groupe social : « collection d'êtres en tant qu'ils sont en train

(225) V. *supra*, p. 25, n. 143 ; — v. également DAVY : « Durkheim » (*Revue de Métaphysique et de Morale*, 1920, pp. 86-87).

(226) V. *supra*, p. 18, n. 80.

(227) *Lois de l'imitation*, ch. III, p. 85.

(228) BALDWIN, *op. cit.*, préface, p. v ; — v. TARDE : *Lois sociales*, pp. 37-39, pp. 37-39.

(229) BALDWIN, *op. cit.*, p. vi.

(230) *Supra*, p. 29.

(231) *Logique sociale*, p. vii.

(232) *Lois sociales*, pp. 37-39.

de s'imiter » ou d'imiter un modèle commun (233), tend à mettre à jour à moins les caractères d'une société déjà réalisée que la force continuellement créatrice d'un état social. On s'imité avant qu'il y ait apparition d'un rapport social saisissable, on s'imité entre ennemis, mais il y a un germe social déposé entre ceux qu'un rapport d'imitation a unis (234).

L'imitation est tout à la fois une résultante et un stimulant de la sympathie ; pour s'imiter, du moins d'une manière assidue, il faut déjà être devenus semblables moralement. *Ab interioribus ad exteriora* (235) ; la communauté intime de sentiments sert de préface normale à l'imitation extérieure (236).

On a parfois objecté à la théorie de Tarde que l'imitation impliquait la similitude au moins autant qu'elle contribuait à la créer (237) ; c'est moins en réalité, à proprement parler, une objection que l'indication d'un des aspects de la théorie. Plus on s'est imités, plus on tend à s'imiter davantage. Il y a là non un raisonnement circulaire, mais la description d'un de ces états de création mutuelle, d'interdépendance particulièrement inhérents à un ensemble de forces psychiques. Que si on essaie de remonter à la source première de cette chaîne d'imitations, on se trouve en présence d'un élan sympathique, tendant à unir de plus en plus des forces primitivement diverses et qui, d'ailleurs, en s'unissant, ne feront qu'accroître leurs ressources d'originalité. Telle est l'affirmation néo-monadologique qui est à la source de la psychologie sociale de Tarde, en même temps que de son système philosophique tout entier (238).

On peut, en somme, ramener la théorie de l'imitation ainsi entendue à une analyse historique de la sympathie, d'abord insoupçonnée, impulsive, puis de plus en plus réfléchie, mutualisée. A ce titre, Tarde estimera pouvoir trouver un précurseur de sa doctrine chez Adam Smith (239) ; à diverses reprises, il établira des rapprochements entre ses propres opinions et les vues trop rares, trop sommaires que l'auteur de *la Richesse des Nations* a parfois empruntées à sa propre *Théorie des sentiments moraux* (240).

(233) *Lois de l'imitation*, ch. III, p. 73.

(234) *Lois sociales*, p. 38.

(235) *Lois de l'imitation*, ch. VI, p. 216.

(236) Sans doute, il arrivera que l'on imite tel modèle d'une manière purement extérieure, mais cette imitation sera dynamiquement frappée d'infériorité. Elle ne suggérera pas l'imitation interne, tandis que l'imitation intérieure aboutit nécessairement à l'imitation extérieure (*op. cit.*, p. 225).

(237) V. BOUGLÉ : *Idées égalitaires*, Paris, Alcan, 1899, pp. 81-83 ; — DAVY : « Durkheim » (*Revue de Métaphysique et de Morale*, 1920, p. 87).

(238) V. « Les monades et la science sociale » (*Revue Internationale de sociologie*, 1893, pp. 157-173, 231-246), *Lois sociales*, pp. 157-165 ; — v. A. BERTRAND : « Un essai de cosmologie sociale. Les thèses monadologiques de G. Tarde » (*Archives d'Anthropologie criminelle*, 1904, pp. 623-660).

(239) *Lois de l'imitation*, ch. II, p. 85 ; — v. également *supra*, p. 22.

(240) *Psychologie économique*, t. I, pp. 131-136.

Il a voulu surtout affirmer la vitalité de cette tendance que les hommes éprouvent, quelles que soient leurs aspirations dominantes, à travers toutes les phases de leur développement, à nouer entre eux des liens sans cesse plus nombreux, plus étendus, à s'unir même lorsqu'ils se libèrent et se différencient.

La physionomie réelle de la théorie de Tarde apparaîtra encore plus complètement si on envisage une dernière objection, celle qui a trait à l'importance réelle des similitudes dans la vie sociale. D'après la nouvelle école sociologique, les groupements humains se perfectionnent en réalisant parmi les hommes non une assimilation graduelle, mais au contraire, à la place de l'impératif et étroit conformisme des sociétés primitives (solidarité mécanique), une diversité harmonieuse (solidarité organique ayant pour témoignage essentiel la division du travail) (241).

On n'a pas à dissiper un malentendu qui a parfois pesé sur la discussion ouverte entre les deux doctrines. Il a été déjà indiqué, en effet, que Tarde n'a pas prétendu (comme on le lui a parfois reproché) (242) que les hommes tendraient à devenir de plus en plus semblables les uns aux autres, mais que les causes de similitude tendent, entre eux, à devenir de plus en plus fréquentes, de plus en plus larges dans leur action. Les mêmes empreintes sociales tendent à se répandre sur des individus de plus en plus nombreux, mais chaque individu tend à réagir de plus en plus librement à cette multitude d'exemples, combinés, interprétés en des formules sans cesse plus diversifiées. Le sens de la personnalité, les ressources de la variation originale augmentent avec l'intensification des liens sociaux (243).

C'est, en somme, une œuvre combinée d'assimilation et de différenciation qui marque l'évolution sociale ; c'est en matière économique surtout que l'on voit se réaliser, d'une manière impérieuse, leur indispensable combinaison.

L'utilisation des différences n'est possible qu'en raison de concordances coordinatrices. Ainsi, la division du travail intensifiée n'est possible que dans la mesure où les producteurs, ainsi amenés à vivre presque exclusivement d'autrui et pour autrui, sont assurés de trouver un débouché pour leurs services, un marché pourvu de ce qui est nécessaire à leur vie. Les débouchés sont d'autant plus larges que les suffrages exprimés en faveur d'une même richesse se seront plus multipliés ; l'approvisionnement du marché est en quelque sorte le résultat, au second degré, de la même cause initiale. Il faut que les producteurs aient eu, dans la force collective d'un désir déterminé, une confiance suffisante pour

(241) DURKHEIM : *Division du travail social*, livre I, ch. II et III.

(242) *Op. cit.*, livre I, ch. IV.

(243) V. *supra*, pp. 7, 20.

assurer ainsi d'avance la vie d'innombrables consommateurs anonymes. C'est la forte concentration collective des désirs qui permet une division de plus en plus marquée des forces et aussi une individualisation, une variabilité personnelle de plus en plus grande de la consommation.

Assimilation et dissemblance se développent avec une hardiesse croissante, comme deux forces complémentaires.

On est ainsi amené à rappeler que la répétition, si elle est dans la théorie de Tarde « un grand passe-partout » (244), ne constitue pas l'élément le plus précieux, le plus profond de la dynamique sociale. Il y a une clef plus rare, qui permet de pénétrer jusqu'au cœur des réalités essentielles, c'est l'adaptation, c'est-à-dire, en somme, l'invention. Le développement social a pour résultat, en multipliant les traits d'union entre les hommes, de substituer à des dissemblances inharmoniques ou hostiles non seulement des courants d'assimilation, mais, par la combinaison même de ces courants, des différences harmonieuses. La force inventive et la sympathie sont, en somme, deux aspects d'une même tendance coordinatrice : unir les idées, unir les hommes sont des manifestations d'un même effort logique vers l'enrichissement et la coordination croissante des énergies spirituelles.

C'est l'action de ces deux facteurs que Tarde s'efforcera surtout de montrer à l'œuvre dans l'élaboration de son système économique proprement dit.

M. ROCHE-AGUSSOL.

(A suivre.)

(244) *Les lois sociales*, pp. 11-13.

ANALYSES ET COMPTES RENDUS

OLIVIER LEROY, *Agrégé de l'Université*. — *Essai d'introduction critique à l'étude de l'économie politique. (Les théories de Karl Bücher et l'ethnologie moderne.)* (Paris, Geuthner, 1925 ; in-8.)

On se rappelle que, sous l'influence de la doctrine évolutionniste, il se forma parmi les économistes, en Allemagne surtout, une école qui, déniait à l'œuvre des classiques presque toute valeur scientifique, professait que l'économie politique ne comporte d'autres lois que des lois d'évolution et qu'en conséquence la tâche de ceux qui veulent essayer de faire de cette branche de connaissances une science devait être premièrement, et sans doute pour longtemps exclusivement, une tâche d'histoire et de description. Avant tout, il fallait — et c'est ce que fit Bücher — travailler à reconstituer la psychologie économique de l'homme primitif et les aspects économiques de la vie sociale élémentaire. Pour cela, l'on s'aiderait naturellement de ce qu'offrent à l'observation la psychologie et les modes de vie des peuplades présentement les plus arriérées. En dégageant des mœurs et usages de ces peuplades les traits qui, comme communs à toutes, sembleraient purs de tout acquis, on pourrait composer l'image de l'état d'où partirent les sociétés civilisées, le point initial de l'évolution qui, suivant des lois qu'on découvrirait peut-être, fit ces sociétés ce qu'elles sont, comme elle les fera ce que nos descendants les verront être.

Sur cette conception de la science économique, en tant qu'exclusive de toute autre, comme aussi sur la confiance avec laquelle on croit pouvoir, d'observations même supposées exactes, prises de peuplades apparemment mal douées, puisqu'elles n'ont pu encore sortir de l'état quasi sauvage, conclure à ce qu'ont été primitivement la psychologie et l'économie de races incomparablement mieux douées sans doute, puisque ce sont elles qui ont fait la civilisation ou qu'elles se sont montrées de bonne heure aptes à se l'assimiler, il y aurait beaucoup à dire et M. Leroy ne manque pas de faire en passant, sur l'un et l'autre point, des réflexions pleines de bon sens.

Mais là n'est pas l'objet propre de l'essai critique de M. Leroy. Ce qu'il s'est proposé, — et par là son livre est pour intéresser les sociologues au moins autant que les économistes, — c'est d'examiner pour elles-mêmes, dans leur fondement et dans leur valeur, les idées que Bücher s'est formé de la psychologie et de la vie économiques des primitifs. L'objet est d'importance, car les idées de Bücher sont devenues classiques. Depuis l'apparition, en 1893, de l'ouvrage *Die Ens-*

tehung der Volkswirtschaft qui, après avoir été traduit en anglais, en français et en russe, vit en 1922 sa seizième édition allemande, quand on veut citer quelque trait de l'économie primitive, c'est presque toujours chez Bücher qu'on va le prendre. Il est, en pareille matière, tellement plus commode de croire que d'aller voir !

Ce n'est point que M. Leroy soit allé, plus que ceux qui s'en rapportent à Bücher, ni que Bücher d'ailleurs, si je ne me trompe, chez les Bororos, les Negritos, les Senoi, les Yagans ou les Andamanais. Mais il a, avec le plus grand soin, contrôlé Bücher sur son propre terrain, celui des relations des voyageurs et des travaux des ethnographes. Et ceci l'a frappé tout d'abord. Bücher fait de l'homme primitif un être exclusivement égoïste, cupide, voleur, imprévoyant et paresseux. Or, on pourrait aussi bien en faire, au lieu du moins avenant des animaux, le charmant homme de la nature tel que l'imagina Rousseau. Les traits communs, chez les peuplades considérées, ne feraient pas plus défaut à l'appui de ce type que de l'autre. M. Leroy se garde d'ailleurs d'en profiter pour essayer de remettre en honneur le bon sauvage. Il est bien trop convaincu pour cela qu'en l'homme primitif il y a, comme en nous, à côté de dispositions bonnes, des dispositions fâcheuses. M. Leroy s'en tient à bien dégager ce qu'il appelle le vice cardinal de la méthode de Bücher. Pour fixer le type du primitif, Bücher n'a voulu regarder comme primitif dans l'homme que ce qui rapproche l'homme de la bête, en considérant comme de l'acquis tout ce qui les sépare. Bücher ne s'est-il point en cela asservi, plutôt que de l'éprouver, à l'hypothèse scientifique qui formait sa philosophie ? M. Leroy ne peut expliquer autrement maintes assertions de Bücher, hasardeuses dès le temps où celui-ci les émettait pour la première fois, et depuis lors plus qu'infirmeries, sans que Bücher en ait voulu tenir compte, du moins le plus souvent, dans les éditions successives de son livre. Pour M. Leroy, dont on louera la prudence, s'il met mal en point l'homme primitif de Bücher, il n'essaye pas de le remplacer par un homme primitif à lui, fût-ce mêlé de bon et de mauvais. La conviction de M. Leroy, fondée sur de solides raisons, est qu'il faudra encore beaucoup d'études monographiques, aussi objectives que possible, pour qu'il devienne légitime de tenter des généralisations constructives du genre de celle qui valut à Bücher sa vogue.

Pas plus, en effet, que sa psychologie économique de l'homme primitif, l'économie primitive de Bücher ne semble elle-même devoir résister à la critique. En tout cas, M. Leroy lui porte de rudes coups dans une série de chapitres qui forment le corps principal de son ouvrage. A lire ces pages où sont confrontées avec les données les plus récentes de l'ethnographie les opinions de Bücher touchant la structure sociale et la vie économique de ceux qu'il considère comme des primitifs (mariage, famille, propriété, travail, division des occupations, échange...), on finit par ne point trouver trop hardie cette conclusion sévère de M. Leroy, que Bücher fait plutôt figure de polémiste que d'homme de science et en conséquence ne mérite pas le crédit dont il jouit.

Une information étendue et une remarquable pénétration d'esprit, servies par une plume élégante et sûre, font du livre de M. Olivier

Leroy une œuvre qui ne peut manquer d'attirer l'attention de tous ceux qu'intéressent les problèmes de la psychologie économique et de l'économie primitives.

AUG. DESCHAMPS.

*
**

A. ARNOU. — *Contre le bénéfice exagéré* (Paris, éd. Spes, 1925 ; br. in-12, 62 p.).

Cette brochure est à la fois une étude de jurisprudence et un exposé de doctrine économique. Dans sa première partie, elle examine et classe les décisions de justice relatives aux récentes lois sur la spéculation illicite. Dans la seconde, l'auteur, après avoir rappelé un certain nombre de faits et notamment l'action de la *Federal Trade Commission* des Etats-Unis, se rallie aux thèses des économistes et canonistes qui ont défendu la conception du juste prix.

R. P.

*
**

R. AUSCHER. — *Les Sociétés à responsabilité limitée* (Paris, 1925, les Presses Universitaires ; in-12, xxiii, 81 p.).

Une loi récente a introduit en France une nouvelle forme de sociétés commerciales, la société à responsabilité limitée, qui est de nature à favoriser grandement la constitution des petites entreprises, et par là même à influencer sur le mouvement des faits économiques.

Le livre que leur consacre M. Auscher est uniquement destiné aux praticiens. Une pénétrante introduction de M. Albert Wahl signale les défauts et les lacunes de la loi nouvelle, dont il attend cependant de bons résultats, tandis que M. Auscher la juge plus fertile en inconvénients qu'en avantages. L'expérience décidera.

R. P.

*
**

Paul-M. BONDOIS. — *Le maréchal de Bassompierre* (Paris, Albin Michel, 1925, 480 p.).

Les livres d'histoire destinés au grand public — comme il semble bien que le soient ceux de la collection « Ames et visages d'autrefois », où figure le Bassompierre de M. Bondois — n'offrent généralement qu'une vue superficielle des milieux et des êtres qu'ils présentent, sacrifiant à l'anecdote, au pittoresque, la recherche approfondie de la vérité historique.

Fort heureusement, M. Bondois a rompu avec cette tradition. Il ne faudrait pas en inférer que son livre est austère, alourdi de contro-verses rétrospectives ou composé de documents bruts et peu lisibles. Le mérite de cet ouvrage est précisément de pouvoir se lire avec agrément, d'être « écrit » et, en même temps, de révéler une méthode de travail capable de satisfaire la critique historique la plus exigeante.

Bassompierre est une figure pittoresque entre toutes. Colonel géné-

ral des Suisses, maréchal de France, ambassadeur extraordinaire en Angleterre, en Espagne, en Suisse, homme de guerre, homme de cour, beau buveur, bourreau des cœurs, sa vie est d'une variété si mouvementée que mille curiosités peuvent y prendre intérêt. M. Bondois a su nous donner un portrait vivant de son héros ; il le montre fidèle au roi, homme d'honneur, gentilhomme dépensant avec grâce et largesse pour soutenir son rang, demeurant serviable et bon jusqu'en ses malheurs et non moins populaire pendant les douze ans d'embailllement que lui infligea Richelieu qu'aux plus beaux jours de sa gloire mondaine et militaire.

Mais l'auteur a su reconstituer tous les milieux dans lesquels a vécu Bassompierre, sous les deux règnes si pleins d'événements d'Henri IV et de Louis XIII. Avec une érudition infatigable, il a dépouillé papiers diplomatiques, archives administratives et militaires, correspondances et mémoires du temps, et dans l'abondance des faits qu'il y a puisés, il a su tirer de ces documents, auxquels il nous renvoie toujours avec précision, une peinture étonnamment vivante, mais bien composée et facile à saisir dans son ensemble, de toute la société du début du XVII^e siècle.

Elle est curieuse à considérer, mais en observant toutes les intrigues de cour, les rivalités de familles, de partis, de clans, les querelles de généraux, les fantaisies de l'administration, l'arbitraire du pouvoir qui caractérisent ces temps, on se prend à considérer avec un peu plus d'indulgence l'époque contemporaine, imparfaite, certes, mais bien supérieure néanmoins à ce régime de bon plaisir et de factions combinés.

ROGER PICARD.

*
**

J. BOUCHET. — *La garantie des crédits commerciaux et l'assurance-crédit* (Paris, Librairie générale de droit [Pichon], 1925 ; in-8°, 102 p.).

Les méthodes du crédit commercial et son développement même sont en train de recevoir un renforcement considérable, grâce à la combinaison des opérations d'assurance et des opérations de banque. La « bonne fin » des traites commerciales étant garantie par des institutions habituées à évaluer des risques et à les prendre en charge, moyennant le paiement d'une prime, les émetteurs ou les autres signataires de ces traites se voient désormais assurés d'obtenir des ouvertures de crédit auprès des banques d'escompte.

Les modalités de ces garanties, les conditions auxquelles on peut les accorder, les rapports juridiques qui en sont la conséquence, ce sont là autant de questions neuves et complexes que M. Bouchet expose, examine et résout avec beaucoup de netteté. L'assurance-crédit, qui ne fait guère que débiter en France, donnera lieu sans doute à une littérature copieuse. Le livre de M. Bouchet est un des meilleurs parmi ceux qui l'auront inaugurée.

R. P.

*
**

LAURENT DECHESNE. — *Questions économiques d'après-guerre* (Liège, Georges Rhone, 1925; in-12, 178 p.).

C'est un livre des plus attrayants que celui de notre collègue de l'Université de Liège. Il a examiné avec une grande sûreté d'observation et de raisonnement les principaux problèmes économiques et financiers qui se posent devant les économistes et les hommes d'Etat depuis quelques années.

Sur l'entente économique internationale, sur la restauration du commerce et des crédits internationaux, sur la crise des changes, sur la sous-production mondiale, sur les réparations, sur la vie chère et sur les rapports du capital et du travail, M. Dechesne apporte des exposés d'une grande clarté, des vues pénétrantes et des opinions éloignées de tout dogmatisme.

Il utilise largement les excellents travaux documentaires de la Société des Nations, du Bureau international du travail, de la Chambre de commerce internationale; et, de ces matériaux peu accessibles au lecteur moyen, il sait extraire l'essentiel. Un tel livre est bien fait pour compléter la culture, souvent trop sommaire, du grand public sur les questions économiques, et il est lu avec profit, même par ceux que leur goût ou leur profession ont familiarisé avec ces problèmes.

R. P.

*
**

FRANCIS DELAISI. — *Les contradictions du monde moderne* (Paris, Payot, 1925; in-8°, 560 p.).

Pour qu'une société vive, il faut que s'établisse entre ses membres une certaine cohésion morale, un certain consentement à l'autorité établie. Ce double phénomène n'existe que si tous les individus ont le sentiment d'un bien commun à défendre et que s'ils se persuadent de se protéger eux-mêmes en se dévouant, jusqu'au sacrifice absolu, s'il le faut, à l'idéal qu'on leur a enseigné à vénérer.

Cet idéal : divinité, autorité humaine du pape, de l'empereur ou du roi, indépendance nationale, c'est un mythe, c'est-à-dire une abstraction, douée de la propriété de synthétiser tant bien que mal les aspirations d'une époque et d'inspirer les actions collectives rendues nécessaires par les conditions extérieures dont dépend l'existence des groupements humains.

Or, il arrive que la création de ces idéologies, ou que l'établissement de leur suprématie, retarde sur les besoins qu'elle est chargée d'exprimer et sur les réalités auxquelles elle est censée correspondre. Si ce « décalage » persiste ou prend trop d'importance, l'humanité éprouve un malaise; ses croyances, ses idées-forces, ses idées générales, au lieu de l'aider à penser, à agir, s'avèrent insuffisantes, la fourvoient ou la déconcertent. On cherche pendant longtemps la raison de ces mécomptes; on nie la réalité plutôt que d'abandonner l'idée traditionnelle, le système intellectuel ou moral habituel, jusqu'au jour où une nouvelle idéologie, un mythe nouveau s'est créé, petit à

petit, et prend la place de l'ancien, alors que lui-même déjà se trouve peut-être dépassé par les faits.

Tel est le mouvement de la pensée humaine que nous retrace M. Delaisi, dans les chapitres où il décrit la manière dont les mythes prennent naissance, agissent au cours de l'histoire, puis se détériorent et meurent.

Notre époque actuelle, selon l'auteur, se caractérise par une discordance criante entre les conditions réelles de l'existence et les mythes auxquels nous croyons encore. Toutes les sociétés vivent sous l'obédience du mythe national ; chaque peuple croit à son unité spirituelle, à sa souveraineté nationale, à sa mission propre dans l'évolution de l'humanité. Chacun d'eux s'efforce de diriger sa politique en partant de ces croyances et pour aboutir à ces buts ; le nationalisme économique, l'esprit guerrier, la xénophobie, n'ont pas d'autres explications.

Cependant, en fait, la vie s'internationalise ; les progrès de la technique industrielle, l'intercommunication des marchés, l'ubiquité du capital et du crédit, bien d'autres forces encore, ont fini par créer un enchevêtrement des intérêts, une solidarité entre groupes humains, aussi étroite qu'entre organes d'un même corps.

Jusqu'ici les nations s'efforcent de plier leur vie économique à ce qu'exigent leurs vieux concepts politiques ; c'est le contraire qu'il faut réaliser, et sur les nouvelles conditions économiques, il faut modeler une politique nouvelle. Du mythe actuel qu'est le « polythéisme des souverainetés », il faut passer au monothéisme économique.

On y va, lentement. Déjà le dogme de la souveraineté nationale pâlit devant l'arbitrage international. Celui-ci possède ses organes, qui agissent : la Société des Nations sur le plan politique, le Bureau international du travail sur le plan social, la Chambre de commerce internationale sur le plan économique. L'avenir s'élabore dès aujourd'hui et, si nous en prenons conscience, sous l'aiguillon de nos souffrances actuelles, l'humanité nouvelle, et heureuse, trouvera plus vite sa véritable constitution.

Telle est la thèse, séduisante et même grandiose, de M. Delaisi. L'auteur excelle à la mettre en valeur grâce à cette faculté rare, et qu'il possède à un degré élevé, d'établir entre les faits des enchaînements d'ordre historique ou des connexions d'ordre organique, grâce aussi à une érudition étendue et grâce enfin à un style vivant et qui rend sa pensée accessible à tous. Pour ceux même qui n'accepteraient pas la philosophie historique de M. Delaisi, il y a dans son remarquable ouvrage une telle abondance de pages synthétiques ou de vues de détail sur les grands problèmes économiques et politiques d'aujourd'hui, qu'ils prendront, comme nous, le plus vif intérêt à sa lecture.

R. P.

**

F. DOSTOIEVSKY. — *Le Bourgeois de Paris* (trad. de N. Guterman. Paris, Kra, 1925, in-12, 167 p.).

L'incapacité des étrangers à bien comprendre le caractère français éclate dans cet ouvrage où Dostoïevsky s'essaie à dépeindre le bourgeois parisien du second Empire. On croit d'abord que, devançant M. Bernard Shaw, il lui reproche son provincialisme et qu'il le juge peu capable de réflexion profonde ou de sentiments forts.

Mais, s'animant à mesure que sa description avance, et observant l'étranger avec la même vision dramatique, tragique même, qu'il appliquait à son milieu natal, Dostoïevsky nous campe un bourgeois français qui est proprement un gredin, vivant dans l'infamie, unissant la hauteur dédaigneuse à la rampante servilité, cupide, égoïste, etc.

Notre Flaubert, dans ses charges les plus « hénaurmes », n'en eût pas dit autant. On le lui eût à peine pardonné. Mais ces jugements corrosifs, et si légèrement portés, prennent un aspect insupportable quand ils émanent d'un auteur qui eût gagné à rester plus modeste. Sa psychologie du Français moyen oblige véritablement le lecteur à se demander si la société et le pays auxquels appartenait Dostoïevsky étaient bien qualifiés vers 1860 pour nous juger avec une telle sévérité. Et s'il se documente dans les romans sociaux de l'insultant écrivain lui-même, force lui est bien d'aboutir à des conclusions d'incompétence.

R. P.

**

RENÉ DURAND. — *Le département des Côtes-du-Nord sous le Consulat et l'Empire (1800-1815)*, Paris, Félix Alcan, 1925 ; 2 vol. in-8° de LXXIX-606 et 485 pages (thèse de doctorat ès lettres).

Voilà sans doute la meilleure étude que l'on ait jamais consacrée à l'administration départementale sous le Consulat et l'Empire, et elle servira de modèle à tout travail du même genre. Il n'est, en effet, aucune source d'information qui ait échappé à M. René Durand ; il a vu tous les documents, manuscrits et imprimés, il en a extrait tout ce qu'il était possible d'en tirer, et il les a interprétés de la façon la plus judicieuse et la plus pénétrante, sans aucun parti pris d'aucune sorte. On peut donc accorder pleine confiance à ses conclusions partielles et à sa conclusion générale. On reconnaîtra avec lui que, dans le bilan de l'œuvre napoléonienne, le passif l'emporte sur l'actif. Sans doute l'ordre, si gravement troublé par la chouannerie, a été pleinement rétabli ; la justice a fonctionné régulièrement ; l'outillage administratif a été perfectionné. Mais, d'autre part, les administrés ont payé cher la gloire militaire de Napoléon : tout a été sacrifié à la guerre ; les impôts et plus encore la conscription militaire ont pesé durement sur eux ; l'évolution économique a été retardée et le despotisme impérial a comprimé les esprits, a réduit l'opinion à une véritable atonie.

Nous ne pouvons que mentionner ici les chapitres si nourris, si

substantiels que M. R. Durand a consacrés au mécanisme administratif, à la police et à la justice (ceux-ci particulièrement instructifs), à l'instruction publique, aux impôts, aux charges militaires, aux Cent-Jours (celui-ci est un excellent chapitre d'histoire générale).

Nous nous contenterons de relever les conclusions des chapitres qui traitent de la vie économique. Sans doute, l'abolition du régime seigneurial, si bienfaisante pour les paysans, reste acquise, et la vente des biens nationaux continue, sous l'Empire même, à accroître la propriété paysanne, tandis qu'en ce qui concerne le domaine congéable, l'œuvre relativement libératrice de la Constituante a été conservée. Mais la technique agricole n'a fait aucun progrès depuis l'ancien régime, et, en dépit des encouragements officiels, — plus verbaux que réels, — le rendement de la culture ne s'est guère accru. En ce qui concerne l'industrie et le commerce, il y a même recul. M. René Durand montre fort bien que les guerres (la guerre maritime surtout) ont ruiné l'industrie de la toile, privée de son principal débouché en Espagne. L'armement n'a pas moins souffert, et en particulier la pêche de la morue, qui était l'une des grandes ressources des populations côtières. « C'est le mot faillite qui monte aux lèvres », dit très justement l'auteur.

Phénomène significatif. En ce qui concerne les travaux publics, Napoléon n'a été nullement le grand bâtisseur que se plaisent à vanter les écrivains comme Thiers. C'est, dit M. Durand, « regarder les choses par le gros bout de la lorgnette ». En réalité, l'état des routes n'a fait aucun progrès depuis l'an VIII, et les chemins de traverse sont aussi déplorables que sous l'ancien régime; il y a plus de sécurité, mais c'est l'œuvre de la police.

En matière d'assistance publique, même constatation. Le nombre des mendiants est aussi grand, ou peu s'en faut, que sous l'ancien régime; on se montre aussi impuissant à soulager la misère et la maladie. Cependant, l'œuvre de centralisation et de contrôle, commencée par l'ancien régime, a été achevée; un outillage remarquable a été créé, qui portera ses fruits dans la période de paix qui a suivi l'Empire. Mais, tant qu'il a duré, la guerre continue à absorber toutes les ressources de l'État. Telle est la conclusion, d'une portée générale, qui se dégage de cette forte étude.

Ce qui achève de donner du poids et de la solidité à toute cette enquête menée avec un soin si minutieux, c'est que M. René Durand ne l'a pas restreinte à la période de 1800 à 1815; il l'a étendue dans le temps, en rappelant, dans chaque chapitre, l'état de chaque institution sous l'ancien régime, ainsi que l'œuvre de la Révolution; et il l'a étendue aussi dans l'espace, en comparant, chaque fois que c'était possible, les faits relatifs aux Côtes-du-Nord et ceux concernant les autres départements qui ont fait l'objet d'études, malheureusement peu nombreux et presque tous superficiels. Ainsi, cette thèse, qui porte sur une région bien délimitée, prend une valeur véritablement générale et de très haute portée.

HENRI SÉE.

*
**

E. EPSTEIN. — *Les Banques de commerce russes* (Paris, Giard, 1925, in-8°, xxi, 130 p.).

Les livres sur la vie économique russe, écrits par des spécialistes, sont trop rares pour que l'ouvrage de M. Epstein, banquier parlant des banques, ne soit pas accueilli avec la plus grande faveur.

Après un exposé du rôle joué par les banques en Russie, au cours du demi-siècle qui précéda la guerre, où elles furent les initiatrices de l'industrie, l'auteur décrit les transformations imposées à ces établissements par le régime soviétique.

Toutes les phases du processus de nationalisation des banques sont décrites avec clarté dans cet ouvrage et les conséquences de ce bouleversement sont présentées avec netteté, encore que d'une manière sommaire.

M. Epstein conclut en expliquant que la prospérité future de la Russie est liée non seulement à l'abandon du système bancaire actuel, mais à une stabilisation de la monnaie par le moyen d'un mécanisme de contrôle de la circulation analogue à celui que constitue le *Federal Reserve board* aux Etats-Unis et moyennant l'adaptation imposée par les conditions spéciales de l'industrie russe.

R. P.

*
**

PAUL GEMÄHLING. — *Les grands économistes. Textes et commentaires* (Paris, Sirey, 1925, in-8°, 330 p.).

Les études économiques sont restées jusqu'ici singulièrement pauvres en ouvrages didactiques, dans notre pays, si l'on excepte les divers traités en usage dans nos Facultés. En publiant un choix de textes commentés des grands auteurs, français et étrangers, dont les œuvres ont établi la science économique, notre excellent collègue Gemähling a comblé une importante lacune et rendu un grand service.

Rien n'est plus utile que ce contact direct avec la pensée des maîtres pour se former au maniement des notions économiques, à la pratique des méthodes scientifiques et pour comprendre l'évolution des systèmes théoriques ou des doctrines d'art économique. Mais l'abondance et la diversité des œuvres, bien souvent aussi leur aridité, ont de quoi décourager les débutants. Voici qu'un guide expérimenté, sagace, leur épargne les hésitations dans le choix de leurs lectures et les conduit d'emblée aux monuments de la littérature économique. Une fois franchi leur seuil austère, il sera plus facile de les explorer ensuite plus longuement et d'une façon plus détaillée.

Les textes choisis par M. Gemähling vont d'Aristote à Léon Walras ; les canonistes y figurent sous les espèces de saint Thomas d'Aquin et les physiocrates par le fondateur de l'école, Quesnay. Les grands classiques anglais et J.-B. Say y sont représentés par leurs pages les plus célèbres. Cournot, très justement, obtient une place dans cette galerie. A Proudhon s'y oppose Karl Marx, choisis comme les types

des deux aspects les plus caractéristiques du socialisme. Enfin Frédéric, List, Stuart Mill et, plus près de nous, Menger, achèvent cet échantillonnage de la pensée économique.

Certes, il manque bien des noms à cette liste, mais il fallait choisir entre une sorte d'anthologie ne consacrant à un grand nombre d'auteurs que quelques pages pour chacun d'eux, et un recueil plus restreint dans sa composition, mais offrant de larges extraits des ouvrages retenus. M. Gemähling a pris ce dernier parti et nous l'en louons, car c'était le seul qui pût permettre à la fois de donner une connaissance sérieuse des auteurs présentés et qui permit une véritable initiation à la méthode de l'économie politique.

Les notes biographiques, bibliographiques ou explicatives qui accompagnent ces pages, tout en se bornant à éclairer le texte et en se gardant de dériver à la controverse, sont à la fois copieuses et succinctes. Les textes eux-mêmes ont été pris à la source, la traduction en a été révisée sur les origines et non sans profit, car, chemin faisant, cette collation a permis à M. Gemähling de relever d'importantes erreurs des traductions d'autrefois. Il y a de « belles infidèles » pour les économistes aussi bien que pour les poètes et les Perrot d'Ablandcourt, *traduttori traditori*, sont de tous les milieux.

On ne saurait être trop reconnaissant à M. Gemähling du bel effort dont son livre témoigne. Grâce à lui, l'enseignement des doctrines économiques et la fréquentation des maîtres d'autrefois vont se trouver facilités de la plus heureuse façon.

R. P.

E. M. H. LLOYD. — *Experiments in State controle at the War Office ana the Ministry of Food*. (1 vol. grand in-8°, xiv-460 pp. [Histoire économique et sociale de la Grande Guerre, série britannique, Dotation Carnegie]. Oxford, Clarendon Press, 1924.)

A la fin de la guerre, lorsqu'en d'amicales controverses étaient opposées les méthodes économiques de guerre de la France et de l'Angleterre et critiquées la création et l'emploi de consortiums par les ministres français, les adversaires de ces derniers ne manquaient pas d'invoquer le libéralisme britannique et la latitude laissée aux industriels et importateurs et négociants d'outre-Manche. Ce livre de M. Lloyd, précieuse contribution à l'histoire économique de la guerre, amènera-t-il ces tenants attardés d'un individualisme théorique à rectifier leur trop sommaire jugement ? Provoquera-t-il les intéressants rapprochements qu'il appelle sur la politique comparée — et au demeurant très semblable — non seulement de la France et de la Grande-Bretagne, mais de tous les belligérants ? Nous le souhaitons, quant à nous, et nous voudrions voir les étudiants de la vie économique moderne en tirer les enseignements qu'il comporte, non seulement par sa description des mesures prises pour parer à une situation anormale et exceptionnelle, mais encore par la lumière qu'il projette sur l'organisation actuelle des marchés de la production, la fixation des prix et la distribution des marchandises.

Il ne traite pas, en effet, comme son titre pouvait le faire croire, de l'approvisionnement des armées en campagne en matériel de guerre proprement dit : armement, équipement et munitions. Aussi bien cet

approvisionnement a-t-il été confié en Angleterre, comme chez nous, à un ministère spécial : le ministère des Munitions et le ministère de la Guerre (*War Office*), assisté plus tard du ministère du Ravitaillement (*Ministry of Food*), qui a dû pourvoir à l'approvisionnement en matières, produits, marchandises et vivres utiles aussi bien aux troupes qu'à la population civile : vêtements et chaussures, combustible et aliments. Par là même, son intérêt dépasse le temps de guerre et ses conclusions ont une portée durable. Emanant en outre d'un homme activement mêlé à l'élaboration et l'application des mesures qu'il décrit et autorisé à disposer des sources officielles, l'ouvrage de M. Lloyd a la valeur d'un témoignage, la précision d'un document et l'animation d'un tableau vivant et coloré.

La première impression qui s'en dégage est que l'Angleterre a fait un effort plus prompt et plus systématique encore que le nôtre dans la voie de l'organisation. Le pays de l'individualisme d'Adam Smith est parvenu plus loin que nous dans le domaine de l'intervention, de la socialisation, de la nationalisation de guerre, grâce au sens de la discipline nécessaire devant l'œuvre immense à accomplir. Il y a eu d'autant plus de mérite que, n'ayant jamais envisagé ou expérimenté — comme nous — une guerre nationale avec la conscription de toutes ses forces humaines ou industrielles, il n'était doté ni d'une loi de recrutement lui donnant autorité sur tous les hommes d'âge militaire et lui permettant de les affecter à sa guise, ni d'une loi de réquisition lui donnant le droit d'employer à des fins militaires — largement conçues — les multiples éléments de sa force industrielle. Il est vrai que, féodalement organisée, perpétuant en notre siècle les vestiges de l'occupation militaire normande, l'Angleterre suppléait par la notion étendue de prérogative royale à cette déficience des textes, et qu'en l'utilisant ingénieusement elle a abouti à un ensemble cohérent de mesures dont le luxe de M. Lloyd contient l'instructive nomenclature en même temps qu'une savante synthèse et une subtile critique.

Pas plus que la France, la Grande-Bretagne n'est partie d'un plan préconçu comparable à la mobilisation industrielle et économique grâce à quoi l'Allemagne a pu faire face, dès le début, aux problèmes économiques de guerre. Mais, puissance insulaire, comptant sur l'apport de l'étranger pour son ravitaillement alimentaire ; pays commerçant, centralisant l'approvisionnement et la répartition d'un grand nombre de matières premières, comme les huiles végétales et les textiles ou les métaux rares, contrée industrielle, chargée de pourvoir en chaussures et vêtements de laine, aciers et charbons, ses propres troupes, sa population, les armées et les nations alliées, elle a dû envisager et résoudre, dans toute sa complexité, le problème de la répartition adéquate de sa main-d'œuvre, du transport et du financement des importations de matières premières ; — de l'équitable distribution de ses ressources entre son armée, sa population et ses alliés. Le tout sans négliger le point de vue financier, c'est-à-dire en assurant ces approvisionnements au meilleur compte, pour éviter à la fois le grossissement exagéré des dépenses publiques et des impôts ou de la circulation fiduciaire, et d'une élévation excessive du coût de la vie, source inextricables de difficultés de toute nature.

Qu'elle y soit parvenue, c'est ce que paraît démontrer à l'évidence, à tout esprit non prévenu, l'analyse de l'œuvre du ministère de la Guerre et du ministère du Ravitaillement britanniques. Nous ne saurions évidemment, à la suite de M. Lloyd, entrer dans l'examen détaillé des mesures prises en ce qui concerne les textiles et les cuirs, la viande et les graisses, les huiles végétales et les produits de ferme, pas plus que rechercher avec lui le fondement juridique de l'intervention de l'Etat : prérogative royale ou loi de la Défense du Royaume successivement amendée et aggravée. Mais nous voudrions dégager comme lui les enseignements généraux qui en ressortent.

En premier lieu, fidèle aux principes démocratiques, le gouvernement britannique a transposé dans le domaine économique la monarchie constitutionnelle. Appelant les industries et les commerçants, soit à suppléer à l'insuffisance technique de ses officiers ou de ses fonctionnaires civils, grâce à leur concours direct aux achats, commandes, contrôles et ventes, soit à l'assister de leurs conseils, il a utilisé ou favorisé leurs groupements. En outre, appliquant dans toutes les questions intéressant à la fois les employeurs et les salariés (main-d'œuvre, salaires, horaires), la méthode paritaire ou des comités mixtes, il a contribué à atténuer les conflits sociaux et a souvent obtenu d'une collaboration bénévole ce qui, ailleurs, a dû être réclamé à la contrainte.

Ainsi assisté d'organismes corporatifs ou mixtes, ou d'individualités compétentes, l'Etat s'est fait l'acheteur ou l'importateur unique d'un nombre considérable de produits : lin russe, jute indien, chanvre philippin, viande frigorifiée australienne ou argentine, huiles coloniales et surtout laine indigène et australienne dont le gouvernement britannique n'hésita pas à acheter pour plusieurs années, à prix fixe, la totalité de la production. Souvent même, et pour éviter la redoutable concurrence que se faisaient les alliés sur les marchés neutres, il a monopolisé l'achat unique pour le compte de la coalition. Cette centralisation a conduit aux résultats les plus heureux, soit en abaissant les prix antérieurs, soit en évitant leur trop forte hausse, comme le prouve leur brusque relèvement dès qu'eût cessé l'intervention de l'Etat.

Si l'importation de produits exotiques de grande consommation, généralement aux mains d'un petit nombre de grands négociants, est facile à centraliser, à organiser et à contrôler, même en utilisant les services de ces derniers; il en va autrement de leur transformation industrielle, aussi bien d'ailleurs que de l'achat de produits indigènes. Ici se posent des problèmes délicats de technique et de finances, de main-d'œuvre et de prix, car aussi bien s'agit-il alors d'utiliser au maximum de son rendement et aux conditions les plus économiques la puissance de production agricole ou industrielle du pays. Divers moyens ont été employés à cette fin, depuis la « prise de possession » pure et simple, c'est-à-dire la mainmise de l'Etat sur les entreprises qui travaillaient à l'exécution de ses ordres, moyennant la garantie d'une rémunération égale à celles qu'elles réalisaient avant-guerre, comme tel a été le cas pour les chemins de fer ou les mines, jusqu'à la fixation des prix des différents articles produits par l'industrie, fixation résultant elle-même de la détermination préalable du prix

de revient majoré d'un certain montant à titre de profit normal. L'auteur ne se dissimule pas les difficultés de cette « détermination des coûts », mais il indique aussi comment, grâce à une discrimination appropriée entre les divers entrepreneurs : importateurs, négociants et détaillants, agriculteurs et manufacturiers, il a été possible de serrer de très près la réalité. Il ne méconnaît pas que cette fixation des coûts à la limite du prix de revient du moins avantagé des producteurs, dont le concours est cependant indispensable à l'approvisionnement, crée une rente différentielle au profit des plus avantagés, mais il n'a pas de peine à démontrer qu'en l'absence de cette détermination officielle des coûts et des prix le jeu des prix de monopole eût amené une hausse plus considérable du coût d'achat pour l'Etat et pour le public. Au vrai, la principale difficulté consistait à obtenir que les industriels se prêtassent à la consultation de leur comptabilité, soit pour y découvrir les éléments de leur prix de revient normal, soit pour contrôler éventuellement le respect des prescriptions officielles. Le monopole de l'importation, de l'achat et de la répartition des matières premières dotait le gouvernement d'un puissant moyen d'action, puisqu'il pouvait subordonner la fourniture des éléments indispensables à la production à l'observation des conditions de prix posées par lui.

Enfin, tandis qu'en matière commerciale et industrielle le contrôle public est relativement aisé, en raison de l'homogénéité et du petit nombre des produits de chaque entreprise qui en facilitent le calcul du prix de revient, il est beaucoup plus difficile quand il s'agit de produits agricoles fournis par des milliers de fermiers et d'articles destinés à la vente au détail. Ici, c'est par une centralisation des achats : laine, viande, lait, beurre, la fixation d'un prix *minimum* d'achat à la production, le rationnement individuel de la consommation et la fixation d'un prix *maximum* à la vente que le gouvernement anglais a résolu le problème. Et au lieu de se dresser en adversaire du commerce de détail, il se l'est allié; de chaque détaillant : boucher, laitier, épicier, se prêtant au contrôle et aux ordres de l'autorité il a fait un agent de distribution rémunéré par une véritable commission.

De cette immense et heureuse expérience d'étatisme industriel et commercial, l'auteur se croit fondé à conclure à la révision d'un grand nombre d'idées courantes dans nos manuels d'économie politique, par une survivance périmée des idées chères aux individualistes du début du XIX^e siècle. Si l'économie est une analyse et une explication de faits économiques, elle doit tenir compte des modifications et des correctifs que la complication de la vie moderne apporte aux notions trop schématiques de l'offre et de la demande, de l'unité du marché, de l'incompatibilité de la concentration et du monopole avec les avantages de la concurrence et de l'initiative privée. Nous nous en voudrions de terminer sans livrer à la réflexion des trop complaisants contempteurs de l'administration publique les pages finales de M. Lloyd sur les qualités respectives des hommes d'affaires et des fonctionnaires civils et les résultats remarquables, pour le bien public, de leur féconde, mais trop éphémère collaboration.

**

PAUL LEDIEU. — *Diderot et Sophie Volland* (Paris, aux Publications du Centre, et chez l'auteur, 24, rue de Madrid, in-8, 192 pp.).

Nos lecteurs n'ont pas oublié la publication, faite ici même, en 1920, par M. Ledieu des observations, alors inédites, de Diderot sur les instructions de Catherine II aux députés, relativement à l'art de faire les lois. La pensée du philosophe, éclairée par les commentaires de son éditeur, apportait des vues neuves sur le gouvernement des hommes et l'administration des choses.

Ce sont des pensées, tantôt aussi philosophiques, tantôt moins austères, mais toujours curieuses, que l'on trouve dans la correspondance de Diderot avec Sophie Volland. Ce qu'on en a publié est déjà de volume respectable. Mais la partie inédite est plus importante encore, nous apprend M. Ledieu, qui a le bonheur de l'avoir retrouvée.

Ne pouvant, faute d'éditeur (ceci mérite d'être noté), publier *in extenso* ces lettres où Diderot a mis le meilleur de lui-même, M. Ledieu les utilise pour esquisser une psychologie de son philosophe, une page de sa biographie, et pour nous montrer ce prodigieux esprit s'analysant soi-même avec pénétration, afin de ne rien laisser ignorer à celle qu'il aimait de ses sentiments, de son *moi* le plus intime et aussi de ses préoccupations intellectuelles ou des démarches de son esprit pour la recherche de la vérité dans la multitude des sujets qui venaient la solliciter.

Ce livre, somptueusement imprimé, se lit avec un profitable agrément et fait souhaiter qu'on donne à son auteur les moyens de révéler, dans son intégralité, cette *correspondance* d'un ton unique dans notre littérature épistolaire et d'une indéniable importance pour l'histoire des idées en France.

R. P.

**

PIERRE LEFÈVRE. — *Le commerce des grains et la question du pain à Lille de 1713 à 1789* (Lille, O. Marquant, 1925, in-8°, xxi-223 pp.).

C'est une très minutieuse et très consciencieuse étude que M. Pierre Lefèvre a consacrée à l'une des plus graves questions économiques qui ait pesé sur la vie de l'ancienne société française : celle de son approvisionnement en céréales et de son alimentation. Question qui n'offre pas d'ailleurs un intérêt exclusivement historique, car le même problème renaît toutes les fois que la structure démographique d'une société lui interdit de vivre normalement des ressources qu'elle tire de son propre sol. Dès le xviii^e siècle, la Flandre, région surpeuplée, ne se suffisait point à elle-même. De là de multiples difficultés, relatives aux transports, à l'organisation des marchés, à la constitution des stocks, à la surveillance des prix, que les autorités avaient à résoudre. Mais si la scène où se meuvent les sociétés modernes est plus vaste, si bon nombre des obstacles locaux qu'elles rencontraient jadis ont disparu, le problème alimentaire ne s'en pose pas moins toujours dans les mêmes termes, dès l'instant qu'une industrialisation extrême ne

laisse qu'à une faible partie de la population le soin de subvenir aux besoins alimentaires de la totalité.

M. Pierre Lefèvre a très exactement circonscrit son sujet dans le temps et dans l'espace. C'est là une heureuse précaution, non seulement parce que l'enquête est ainsi rendue plus précise, mais encore parce que la région considérée d'une part, la période choisie d'autre part, constituent l'une et l'autre des ensembles bien définis. En outre, la Flandre compte au nombre de ces provinces réputées étrangères (*cf. p. 35*), lesquelles étaient placées, en matière de taxes, à un régime spécial (édit de 1671), puisque la circulation y était soumise aux droits d'entrée, aux droits des provinces par où l'on passait et aux droits de sortie.

Dans les deux premiers chapitres de son travail, l'auteur décrit la situation démographique et s'efforce de définir les besoins de consommation de la province de Flandre, il analyse ensuite les conditions générales du trafic par terre et par eau. Insuffisance, pour une année ordinaire, de six mois environ et importation inévitable de grains (*p. 16*), rôle prépondérant des transports par eau, contrairement à ce qui se passait en général en France au XVIII^e siècle (*p. 19*), telles sont ses premières constatations générales.

La partie la plus importante de l'ouvrage est ensuite consacrée à l'étude de la réglementation en vigueur, toute dominée à l'origine par cette idée « que la récolte en France était plus que suffisante pour la consommation d'une année commune, et la conviction qu'en tout temps la charge incombait à l'Etat de procurer les grains nécessaires à la subsistance ». De là une série de mesures que nous ne pouvons suivre dans le détail, mais qui tendent en définitive à assurer la liberté du commerce des grains.

Les chapitres suivants sont consacrés à l'organisation du marché des grains, de la vente des farines et de la vente du pain. Ils font apparaître la complication et la minutie des réglementations de toutes espèces qui pesaient sur les relations commerciales, même les plus étroitement liées à la vie quotidienne de la population. Fait d'autant plus remarquable que les autorités se proposaient avant tout d'assurer un marché abondant et de bas prix. Les derniers chapitres de l'ouvrage traitent des différents droits qui concernaient le commerce des grains, du mouvement des prix et des disettes qui sévirent à maintes reprises, même dans la Flandre déjà riche du XVIII^e siècle.

Toute cette réglementation, qui tend à craquer peu à peu sous la force des circonstances, a-t-elle atteint son but ? Et aucune réglementation le peut-elle en pareille matière ? On regrette un peu que M. Pierre Lefèvre n'ait pas tiré de son travail quelques conclusions un peu plus générales que celles auxquelles il s'est tenu. L'étroitesse des vues, la lenteur des décisions, un opportunisme au jour le jour ne sont pas, en matière de réglementation commerciale, choses spéciales au XVIII^e siècle. Quoi qu'il en soit, il faut rendre hommage au désir d'information sérieuse et complète, au sens de pleine objectivité scientifique dont M. Pierre Lefèvre a fait preuve. Son livre est un des meilleurs qui aient été consacrés dans ces dernières années à l'histoire économique et sociale de l'ancienne France. Il corrobore sur bien des points l'œuvre à laquelle s'est voué M. Henri Sée. Bien des préjugés

seraient écartées si nous connaissions mieux les expériences que les hommes ont faites autrefois, mais pour des raisons qui ne sont pas sans analogie avec celles qui nous conduisent à les refaire aujourd'hui.

RENÉ HUBERT.

**

N. LÉNINE. — *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* (1 vol. in-8° de 124 pp. de la Bibliothèque communiste. Paris, Librairie de l'Humanité, 1925).

Cet ouvrage de Lénine, écrit en 1917 et achevé en novembre 1918, constitue, en dépit de son apparence de pamphlet brutal, une des œuvres doctrinales les plus importantes de la littérature marxiste. Le grand homme d'Etat du bolchevisme s'est trouvé en présence de marxistes honteux qui, au lieu de saluer dans la Révolution soviétique la première réalisation de la doctrine communiste et en tout cas l'application systématique de la théorie de la lutte des classes et de la dictature du prolétariat, effrayés par les destructions sauvages et les méthodes antidémocratiques de la révolution russe, au lieu d'accepter cette révolution au nom de la doctrine ou de renoncer à la doctrine jugée par ses fruits, ont préféré se livrer à des efforts démesurés et stériles pour essayer de contester au bolchevisme ses titres marxistes.

De ces marxistes à la fois infidèles et imprudents, Kautsky représente, aux yeux de Lénine et des autres théoriciens bolchevistes, le type. Après avoir pendant de longues années régenté le socialisme international au nom de l'orthodoxie marxiste la plus étroite et la plus intransigeante, il s'est évertué à partir de 1914 et surtout de 1917 à déformer le marxisme pour justifier par ces falsifications doctrinales les pires aberrations de la sozialdemokratie allemande et, après la révolution soviétique, pour condamner la tactique et la politique bolchevistes.

Lénine s'attache dans son livre à démontrer que « Kautsky, l'autorité suprême de la deuxième Internationale, montre de la façon la plus typique et la plus éclatante comment, chez certains, le marxisme reconnu en paroles, était devenu un simple opportunisme hypocrite, capable de toutes les complaisances pour le chauvinisme ».

Cette démonstration amène Lénine à de très importants développements sur la définition de l'impérialisme, sur la notion de la dictature du prolétariat et de la révolution, sur la démocratie et sur la constitution soviétique, sur la Constituante russe et sa dissolution par les bolcheviks. Il est difficile de contester que Lénine formule dans sa pureté et sa logique parfaites la politique de la lutte des classes. En tout cas, il est impossible de bien comprendre le bolchevisme et la révolution soviétique si l'on n'a lu et médité cette « exécution » doctrinale du kautskisme et de la deuxième Internationale.

E. LASKINE.

**

ABEL MANSUY, directeur au Lycée français de Varsovie. — *La Pologne* (1 vol. in-8 écu de 136 pp., avec trois cartes, de la collection « Les Etats contemporains ». Paris, F. Rieder et C^{ie}, 6 fr. 50).

La collection « Les Etats contemporains », qui comprend les excellents ouvrages de M. Marcel Dunan sur l'Autriche et de M. Louis Eisenmann sur la Tchécoslovaquie, vient de s'enrichir d'un utile volume de M. Mansuy sur la Pologne. L'auteur, qui habite ce pays depuis 1899, ne l'ayant quitté en 1914 que pour y revenir avec l'armée Haller, était particulièrement bien placé pour tracer ce tableau synthétique de la Pologne contemporaine. Après avoir rappelé les grands traits de l'histoire et de la géographie du pays, il étudie tour à tour les institutions politiques, administratives, financières, militaires, religieuses, universitaires de la Pologne, ses ressources et son outillage économique ; enfin, dans un dernier et trop rapide chapitre, les lettres, les arts et les sciences.

Si nous en avons le loisir, nous aurions à faire plus d'une réserve sur certaines des conclusions de l'auteur. Par exemple, après avoir très justement indiqué que « la frontière polono-lithuanienne recèle tous les dangers de l'expansion polonaise au delà du Niémen » (p. 30) et signalé au passage que la majorité de la population de Vilna, capitale historique de la Lithuanie, est non polonaise, M. Mansuy écrit : « Qui dira l'impuissance de la Lithuanie indépendante en face de l'emprise prussienne ou russe, même si Vilna venait renforcer Kowno ? C'est ridiculiser, non servir la liberté, que de multiplier les Guatémala. » M. Mansuy oublie l'existence historique de la Lithuanie. Il oublie surtout que c'est avec des arguments de cet ordre que le pangermanisme a contesté et conteste aussi bien à la Pologne le droit à l'indépendance. Quant à l'emprise prussienne ou russe en Lithuanie, dans la mesure où elle existe, elle trouve sa cause et cherche sa justification dans la profonde rancœur qu'a fait naître en Lithuanie le coup de main du général polonais Zeligowski sur Vilna, suivi de l'abdication de la Société des Nations et de la sanction donnée par les alliés à l'annexion de Vilna par la Pologne.

M. Mansuy, sans cacher les ombres du tableau, considère avec optimisme l'avenir de la Pologne. « La Pologne actuelle, écrit-il (p. 7), hantée par les partages, se défie à l'excès de ses forces ou se les exagère, accueille bien les étrangers qui passent, les invite à se fixer chez elle, fronce le sourcil s'ils y prospèrent, y installe elle-même de gaité de cœur les plus dangereux. Mettant sur le même pied petits et grands conflits, Iaworzina et la Silésie, elle voit parfois un ennemi dans tout étranger, ce qui la fait taxer de xénophobie quand il faut diagnostiquer manque d'expérience internationale, nervosité d'une génération qui ne parvient pas à croire sa sécurité reconquise. Cela passera. C'est la crise de croissance d'un grand peuple qui déjà affirme ses amitiés françaises, roumaines, serbes, tchécoslovaques. »

Il faut souhaiter que les pronostics du juge très compétent qu'est M. Mansuy se vérifient et que l'Etat polonais se consolide par le

libéralisme à l'intérieur et par une politique prudente et conciliante à l'extérieur.

E. L.

*
**

JACOPO MAZZEI. — *Politica economica internazionale inglese prima di Adamo Smith* (Milan, Soc. éd. « Vita e pensiero », s. d. [1924]. in-8°, xix-460 pp.).

M. J. Mazzei donne, en douze chapitres, une histoire détaillée de la politique commerciale anglaise, du xvi^e au xviii^e siècle, et montre ce mouvement de faits et cette action gouvernementale comme tout pénétrés des influences doctrinales de l'époque.

C'est l'histoire de la lutte tenace menée par les Anglais contre leurs rivaux espagnols, hollandais et français, par des moyens guerriers ou par des réglementations comme l'Acte de navigation, le protectionisme agraire, et le « Système colonial ».

Comme les autres grandes nations européennes, l'Angleterre des xvii^e et xviii^e siècles suit la doctrine mercantiliste, mais sa pratique diffère de celle du continent en ce qu'elle ne vise pas à constituer un petit Etat se suffisant à soi-même ; elle cherche à établir un véritable « empire » économique, par la création de rapports de production et d'échanges complémentaires entre ses colonies d'outre-mer et la métropole. Elle s'attache, par la coercition surtout, à créer entre elle et les diverses parties de l'empire un vaste commerce réservé et d'où les autres pays sont exclus. Le prodigieux enrichissement qu'elle en retire se voit compromis par la « rébellion » des Etats-Unis, et tout le système se voit alors menacé. Mais l'Angleterre surmonte la difficulté, s'aperçoit qu'elle est prête à s'adonner à un négoce vraiment international fondé sur la liberté et renonce à son mercantilisme périmé pour suivre, à l'instigation d'Adam Smith, les principes de la politique économique libérale.

Tel est le sujet fort bien traité par M. Mazzei, qui y apporte la double compétence d'un historien et d'un économiste. Son livre, qui s'ouvre par une alerte préface du professeur Marco Fanno, se termine par trois chapitres d'histoire des doctrines : dans l'un, l'auteur établit un parallèle entre la pensée de Thomas Mun et celle de Serra, un autre analyse la doctrine mercantiliste des salaires et la dernière étudie Hume considéré comme établissant la transition entre le mercantilisme et le smithianisme. Il y a là des pages d'analyse doctrinale très pénétrante et qu'on lit avec profit.

R. P.

*
**

LUCAS NACOS. — *La crise sociale et politique de l'Europe* (Paris, Rivière, 1926 ; in-12, 75 pp.).

Dans cette brochure, M. Nacos, ancien député républicain de l'Attique, décrit le malaise actuel de l'Europe et en recherche les causes. Les insuffisances du Traité de Versailles, la survivance des visées impériales, le nationalisme économique, ont créé une situation internationale en contradiction profonde avec les besoins moraux et maté-

riels des sociétés européennes. Pour éviter le cataclysme, il faut créer un Parlement international et organiser toutes les forces intellectuelles de l'Europe pour lutter contre les forces ploutocratiques ou démagogiques, qui conspirent actuellement contre la liberté et contre l'esprit. Toute cette thèse est brillamment exposée, avec conviction et non sans un grand nombre d'arguments de fait assez impressionnants.

R. P.

*
**

LUDOVIC NAUDEAU. — *En écoutant parler les Allemands* (Paris, Flammarion, 1925, in-12, 317 pp.).

C'est toujours avec une vive curiosité que nous ouvrons un livre sur l'Allemagne. Ce sentiment se trouve amplement satisfait quand l'ouvrage est signé d'un homme comme M. Ludovic Naudeau, qui sait voir, qui sait décrire, et dont aucune idée préconçue ne trouble le jugement.

En trois cents pages, son livre nous renseigne admirablement sur l'état d'esprit des diverses classes de la nation allemande à l'égard des problèmes extérieurs, de l'avenir politique du Reich et de la paix européenne. Il y a là, sur les milieux politiques, industriels, militaires de l'Allemagne, sur ses armements, sur son équipement industriel, sur ses finances et sur son administration économique, des centaines de détails qui ne se laissent pas résumer et qui résultent de conversations, d'observations, d'enquêtes et de documents précis.

M. Naudeau est frappé par un certain nombre de fatalités démographiques, naturelles ou historiques, qui peuvent pousser les nations européennes à se livrer bataille par les moyens les plus violents. D'autre part, il ne fait nul doute pour lui qu'une nouvelle guerre continentale serait la fin de l'Europe. Sa conclusion est donc qu'une coopération est indispensable, et n'est pas impossible. A cet égard, le chapitre final du livre de M. Naudeau est remarquable par la rigueur de l'argumentation et la force des convictions. L'auteur a su y faire entendre, comme en maintes autres pages de son livre, des vérités utiles, y développer des analyses de faits impressionnants, et l'on voudrait que, des deux côtés du Rhin, cet ouvrage fût lu, médité et compris.

R. P.

*
**

ETIENNE PACORET. — *Le Machinisme universel* (Paris, Ed. de l'Île-de-France, 1925; in-8°, 570 pp.).

C'est une histoire descriptive de la technique industrielle que nous donne M. Pacoret, dans ce livre substantiel et précis. Après une introduction qui dégage le rôle constamment joué par la technique dans l'évolution économique et sociale des collectivités humaines, l'auteur expose d'abord les principes généraux du machinisme. Il étudie ensuite les débuts des applications de la science mécanique à la production, depuis l'antiquité jusqu'à la période contemporaine. A cette der-

nière, il consacre la partie la plus importante de son livre, consistant en une succession de monographies sur les procédés et les outillages en usage dans toutes les grandes industries.

L'ouvrage de M. Pacoret, avec sa riche documentation, servira utilement l'histoire de l'industrie et de la civilisation économique.

R. P.

**

G.-GEORGES PICOT. — *La politique de déflation en Tchécoslovaquie. Son origine et ses répercussions.* (Paris, Presses universitaires, 1925, in-12, 81 p.).

L'auteur étudie, d'après les ouvrages de Rasin, qui la réalisa, la grande réforme monétaire opérée au cours des dernières années en Tchécoslovaquie. Il en examine les conséquences financières, économiques, sociales, et apporte, sur ces divers points, des documents de grand intérêt. Contrairement à l'attente générale, le retrait brusque d'une grande partie des billets en circulation ne fit pas baisser les prix. Mais la persévérance à ne plus faire aucune émission non gagée, à obtenir l'équilibre budgétaire et à travailler au rétablissement de la balance des comptes, ont abouti à stabiliser la monnaie nationale.

Mais, pour que cet équilibre se maintienne, il est indispensable que la Tchécoslovaquie exporte. Or, il lui faut, pour cela, conquérir des débouchés qui lui manquent et dont les plus profitables pour elles seraient la Russie et les Balkans. Cela exige une politique extérieure avisée et des négociations diplomatiques ininterrompues. La jeune république, qui eut la chance de trouver en Rasin un sauveur financier, possède maintenant en M. Benès, nous dit l'auteur, l'homme capable de lui assurer les relations extérieures dont elle a besoin. Le cas de ce pays illustre particulièrement bien la solidarité qui, de nos jours, unit la situation financière des états à leur politique extérieure.

R. P.

**

GAETAN PIROU. — *Les doctrines économiques en France depuis 1870* (1 vol. in-16 de la collection Armand Colin, Paris, 1925, 6 francs).

M. Pirou, professeur à la Faculté de droit de Bordeaux, connu par ses brillantes et pénétrantes études sur le proudhonisme et le syndicalisme, vient de réussir le tour de force de tracer en deux cents pages un tableau complet, synthétique, et pourtant d'une précision impeccable, des doctrines économiques et des idées sociales en France depuis 1870.

Pour accomplir cette tâche avec ce succès, il fallait, non seulement une connaissance profonde et exhaustive de la littérature économique et politique, mais une rare faculté de compréhension et de sympathie, servie par des dons d'écrivain que les historiens ne possèdent pas toujours.

On pourra contester tel ou tel des jugements ou discuter telle classification de M. Pirou ; mais l'impartialité, la finesse des ana-

lyses et le charme de l'exposition ne permettent point de s'arrêter à ces controverses.

M. Pirou justifie aisément dans sa préface le cadre qu'il a tracé à son étude. 1870, comme tous les grands événements historiques, marque aussi une époque dans l'évolution des idées. « D'autre part, si grande que soit aujourd'hui l'interpénétration des courants économiques et spirituels, la psychologie nationale de chaque peuple demeure une réalité vivante et profonde, qui domine les individus, qu'ils en aient ou non conscience.... L'individu subit l'empreinte du tempérament national, et ainsi les doctrines les plus diverses d'un même pays présentent certains caractères communs. D'où il suit qu'envisagées dans les limites d'un pays et d'une époque, les doctrines se trouveront placées dans leur cadre naturel, que leur physionomie en ressortira plus nette et leur évolution mieux explicable. » On ne saurait mieux dire, ni plus heureusement définir la méthode qui convient à l'histoire.

La première partie du livre de M. Pirou est consacrée aux doctrines socialistes avant et après la grande guerre : il décrit tour à tour la pénétration du marxisme en France, le socialisme intégral de Malon, les théories et le développement du socialisme réformiste, le syndicalisme révolutionnaire, la synthèse jaurésienne, les controverses socialistes et syndicalistes d'après-guerre, la renaissance du socialisme français national, le communisme et la doctrine coopérative.

Dans la deuxième partie, l'auteur passe en revue les doctrines individualistes, depuis l'individualisme *ultra* de Molinari et de M. Yves Guyot et l'individualisme anarchisant des Follin, Lefort et Armand, jusqu'à l'individualisme conservateur et traditionaliste de l'école de la science sociale, en passant par l'individualisme d'un Leroy-Beaulieu, limité par les préoccupations nationales, et l'individualisme social de Renouvier et des renouviéristes.

Enfin, dans le troisième livre de son ouvrage, M. Pirou étudie les « doctrines intermédiaires » entre le socialisme et l'individualisme : le solidarisme de Léon Bourgeois, le réformisme de Bourguin et d'Aftalion, le catholicisme social, le nationalisme économique de Cauwès et le « syndicalisme intégral » de M. Georges Valois.

Le livre de M. Pirou, qui, pour les spécialistes et les étudiants, constitue une précieuse mise à jour de l'histoire des doctrines, apporte au public le guide le plus sûr pour s'orienter au milieu des luttes sociales et des controverses économiques de notre temps.

E. L.

*
**

MICHEL RALÉA, docteur en droit, docteur ès lettres. — *L'idée de Révolution dans les doctrines socialistes. Etude sur l'évolution de la tactique révolutionnaire* (1 vol. in-8° de vi-402 pp. Bibliothèque générale d'Economie politique, Paris, Marcel Rivière, 1923, 15 francs).

Le livre de M. Raléa constitue avant tout une tentative pour définir la notion de Révolution. M. Bouglé, professeur à la Sorbonne, dans l'éloquente et élogieuse préface qu'il a donné au travail de son ancien élève, résume en ces termes les conclusions de la vaste enquête his-

torique et idéologique à laquelle s'est livré M. Raléa. « La notion de révolution est le plus souvent entendue de façon trop étroite. On ne montre, on ne voit qu'un aspect de la transformation que l'on rêve ; ceux-ci insistant sur la classe qui doit opérer la transformation, les autres sur l'idée qu'elle devrait réaliser, d'autre enfin sur les moyens plus ou moins violents qu'il lui faudrait employer. En réalité, il n'y a révolution indubitable que si ces trois forces entrent en action : toute révolution vraie est tricéphale. Il lui faut d'une part un groupe qui la porte, une classe qui en fasse sa chose ; d'autre part, une tactique qui permette à cette classe de s'emparer du pouvoir, un idéal enfin engendrant un programme de réorganisation qu'elle s'efforce de mettre en œuvre. C'est ainsi que M. Raléa arrive à cette définition synthétique : La révolution, c'est la conquête des pouvoirs publics par une classe qui ne l'avait jamais occupée auparavant, en vue d'imposer au groupe tout entier un nouvel étalon de valeurs. On le voit, trois éléments se mêlent ici : un corps social, un programme de valeurs, un transfert de pouvoirs. »

Révolution-programme, révolution-moyen, révolution-organe, tels sont pour M. Raléa les trois types de la fusion desquels est sortie la notion contemporaine de révolution. C'est cette définition qui domine tout le travail de M. Raléa et qui en fournit les cadres. Est-elle indiscutable ? Est-elle, surtout, inductivement obtenue ? C'est la question que bien souvent un lecteur critique du livre érudit et ingénieux de M. Raléa est amené à se poser.

Dans une introduction théorique, l'auteur pose dès l'abord sa définition de la révolution, après en avoir confronté et critiqué ou utilisé comme éléments partiels un certain nombre d'autres. Il ne paraît pas connaître la lucide et profonde brochure de Friedrich Julius Stahl, *Was ist Revolution ?* où le grand théoricien conservateur a si fortement mis à nu les ressorts idéologiques de la Révolution.

M. Raléa étudie successivement la formation de l'idéal révolutionnaire : la révolution économique ou révolution-programme (les théoriciens du droit naturel, Saint-Simon et les saint-simoniens ; Proudhon ; les républicains socialistes de 1848) ; la formation de l'idée de la conquête du pouvoir politique ; révolution politique ou révolution-moyen (Babeuf et les babouvistes, Blanqui et les sociétés secrètes, l'anarchisme et la révolution chartiste), enfin la formation de l'idée de classe : révolution mixte, politique et économique ou révolution-organe (Karl Marx et Friedrich Engels), et les développements ou rectifications apportées au marxisme officiel par les revisionnistes allemands et les socialistes réformistes d'une part et, d'autre part, par le syndicalisme révolutionnaire.

Chacun de ces chapitres est intéressant et instructif. Quelques-uns, comme celui où M. Raléa rappelle et analyse les controverses entre revisionnistes et marxistes orthodoxes dans la sozialdemokratie allemande, rendront de grands services.

Il ne serait guère possible par ailleurs, dans les limites d'un compte rendu comme celui-ci, de noter toutes les réserves qu'il y aurait lieu de faire sur plus d'un point de l'exposé historique de M. Raléa ou les lacunes de cet exposé.

On s'explique mal, par exemple, que dans un ouvrage consacré à l'idée de révolution dans les doctrines socialistes, il ne soit fait *aucune* place à Lassalle (nommé incidemment à la p. 324) : le fondateur de l'*Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein* aurait dû tenir une autre place dans l'histoire de la « révolution-moyen », et surtout dans l'histoire de la « révolution-organe », que l'orateur de la fameuse conférence d'Oranienburg « sur la liaison particulière de la période historique actuelle avec l'idée de la classe ouvrière ». Il semble bien qu'en cette occasion, comme en un certain nombre d'autres, M. Raléa ait subi plus qu'il n'est souhaitable l'influence de l'historiographie marxiste.

Ou du moins d'une certaine historiographie marxiste. Et cela n'est que trop sensible dans les parties de l'ouvrage consacrées à la notion marxiste de la révolution sociale et de la dictature du prolétariat et surtout dans la longue note des pages 239 et 240, où M. Raléa s'efforce de rattacher le bolchevisme à l'anarchisme, alors que le bolchevisme n'est manifestement qu'une application cohérente, systématique et vigoureuse du marxisme.

Les arguments qu'apporte M. Raléa à l'appui de cette filiation sont d'une extrême faiblesse. M. Raléa note en premier lieu que les bolcheviks veulent abolir la contrainte de l'Etat. Mais c'est là du pur marxisme et du plus banal : l'Etat, ne représentant que le pouvoir de la classe dominante sur la classe dominée, disparaît automatiquement avec les classes elles-mêmes. L'Etat disparaît avec la propriété privée et les antagonismes de classe : tous les lecteurs de l'*Antidühring* d'Engels savent cela, et de même tous les lecteurs du classique ouvrage de Bebel : *Die Frau und der Sozialismus*, dont le chapitre 23 est intitulé : « Abolition de l'Etat ». Si Lénine et Trotski sont anarchistes, c'est à la manière de Marx et de Bebel, non de Bakounine.

De même, en ce qui concerne la tactique, M. Raléa veut que le bolchevisme, par sa prédilection pour la violence et sa prédication de la Terreur, se rapproche de l'anarchisme plus que du marxisme. En réalité, la destruction de la société bourgeoise par la violence *de classe* du prolétariat, après la conquête du pouvoir par un acte révolutionnaire, est une notion essentiellement marxiste. Engels écrit à propos de la Commune ces lignes que Lénine, en fidèle marxiste, rappelle dans sa polémique contre Kautsky : « La révolution est un acte par lequel une partie de la population impose sa volonté à coups de fusil, de baïonnettes, de canons, c'est-à-dire par des moyens extrêmement autoritaires. Le parti qui a vaincu est dans la nécessité de maintenir sa domination au moyen de la terreur. » Les plus sauvages appels de Radek, de Boukharine et de Lénine, que M. Raléa cite pour prouver que le bolchevisme relève de l'anarchisme et non du marxisme, sont simplement le commentaire pratique de la doctrine marxiste de la lutte de classes et de la dictature du prolétariat.

E. L.

**

GEORGES RENARD. — *Le droit, la logique et le bon sens* (Paris, Sirey, 1925, in-12, 408 pp.).

L'auteur a réuni dans ce volume, en y ajoutant une introduction, une conclusion et des notes abondantes (trop, peut-être, pour la commodité de la lecture), les leçons faites par lui devant un auditoire d'étudiants et de « grand public », à l'Université de Nancy. Il y traite à la fois de philosophie du droit et de méthodologie juridique, et se montre ici logicien assoupli par le goût des réalités, là métaphysicien résolu.

Le droit positif, selon lui, n'est rien autre que le droit naturel s'adaptant aux contingences d'une époque et d'un pays donnés, et le droit naturel, c'est « une réalité métaphysique démontrée par la raison ». Le droit, science de concepts, procède surtout par la méthode déductive, où la logique abstraite est souveraine. Mais la logique ne doit être autre chose que le bon sens organisé, et jamais il ne doit lui céder le pas. Tous les procédés des juristes sont d'ailleurs inspirés par cette idée.

Rien n'est plus curieusement instructif que les leçons consacrées par M. Renard à l'assouplissement des théories juridiques, à la méthode des fictions ou des spécifications. Par des rapprochements incessants entre la méthodologie des sciences sociales et celle des sciences physiques, par une confrontation continue du droit au fait, M. Renard tient en haleine l'esprit du lecteur et fait preuve d'une remarquable virtuosité intellectuelle. On peut différer avec lui sur la conception du droit, mais on ne peut refuser son hommage au talent avec lequel il soutient sa doctrine.

R. P.

**

EDOUARD RENARD. — *Louis Blanc. Sa vie, son œuvre* (Paris, Hachette, 1925; in-8°, 335 pp.).

La personnalité de Louis Blanc, si multiple, sa vie si remplie, ses idées si méconnues, sont analysées et présentées d'une manière vivante, dans ce livre qui s'abstient volontairement de toute critique pour n'être qu'une biographie objective.

La sympathie de l'auteur pour son héros, pour cette génération de fermes républicains et de réformateurs sociaux à laquelle appartient Louis Blanc, est visible pourtant sous l'impartialité de l'historien, mais n'altère nullement l'impression de vérité qui se dégage du livre de M. Renard.

Il n'était pas possible de séparer Louis Blanc de son époque ; aussi l'auteur nous donne-t-il un tableau fort intéressant par sa concision même des événements de 1848 et du mouvement républicain sous l'Empire. Tout ce qui peut contribuer à éclairer le rôle et la pensée de Louis Blanc est indiqué, précisé et mis à sa place.

On ne devra pas chercher ici une étude critique du socialisme, de Louis Blanc ; l'auteur en expose les points principaux, sans les

discuter, de même qu'il rend compte de l'œuvre historique de son héros sans en apprécier la valeur scientifique. En somme, le livre de M. Renard est un bon chapitre d'histoire, auquel on ne reprochera ici que l'absence de toute référence documentaire, de bibliographie et d'index, sans lesquels pourtant il manque quelque chose d'essentiel à un ouvrage de ce genre.

R. P.

*
**

SAINT-SIMON. — *De la réorganisation de la Société européenne* (Bibliothèque romantique, Les Presses françaises, 10 bis, rue de Châteaudun, Paris, 1925, in-12, xxxix-100 pp.).

Il faut savoir gré à M. Alfred Pereire d'avoir réédité le célèbre opuscule adressé, en 1814, par Saint-Simon et son « élève » Augustin Thierry, au Parlement de France et au Parlement d'Angleterre.

L'illustre philosophe y développe des vues larges et profondes sur la politique européenne ; il montre avec force la solidarité des intérêts des diverses nations de notre continent et propose la création d'un parlement commun pour la France et l'Angleterre. Ce serait là l'organe d'une politique commune qui imposerait la paix à l'Europe en y faisant régner la justice. Ce serait en même temps l'embryon d'un parlement plus vaste où seraient représentées toutes les nations d'Europe.

Une brillante préface de M. Henry de Jouvenel dégage avec bonheur les idées générales de cet opuscule et montre ce qui s'en retrouve aujourd'hui dans l'idéologie de la Société des Nations. L'introduction de M. Pereire indique dans quelles circonstances l'ouvrage fut composé, publié, et quel accueil il reçut. Cette publication fait grand honneur aux éditeurs de la Bibliothèque romantique, et tous ceux qui aspirent à l'avènement des Etats-Unis d'Europe le liront avec fruit.

R. P.

*
**

GEORGES VALOIS. — *L'Etat, les finances et la monnaie* (Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1925 ; in-12, XLIII-702 pp.).

« L'erreur des chercheurs, écrit l'auteur de ce livre (p. 343), vient d'une malheureuse habitude contractée par l'intelligence vers la fin du XIX^e siècle, habitude par laquelle on noyait la vérité dans un absurde fatras de documents ... Les chercheurs officiels ... avaient perdu de vue que tous les phénomènes sont essentiellement simples et qu'il suffit de raisonner sur une ou plusieurs de leurs manifestations pour découvrir la loi qui les dirige universellement. »

C'est ainsi que l'ami auquel M. Valois dédie son livre a découvert toute la science des monnaies en lisant Montesquieu et que M. Valois lui-même est parvenu aux mêmes résultats en dirigeant sa maison de commerce. Tel Valmajour, le tambourinaire d'Alphonse Daudet, expliquant : « Ça m'est venu la nuit, en écoutant canter le rossignou ! »

Cette conception de la méthode dans les études économiques explique que M. Valois puisse ouvrir la préface de son livre en disant à son

dédicataire « que s'il y a une justice qui se trouve d'accord avec la vérité historique, il sera inscrit dans les annales de la Patrie que nous avons été, vous et moi, les premiers artisans du retour à la monnaie sacrée ».

Malgré l'état d'esprit que révèlent ces citations et bien qu'il y ait dans ce livre moins d'idées neuves que ne le croit l'auteur, il s'y trouve pourtant plus d'idées justes que le lecteur n'en pouvait espérer. M. Valois écrit avec clarté, analyse souvent faits et doctrines avec pénétration et tels de ses exposés, sur la déflation, sur la spéculation sur la liberté de stipuler en francs-or, sur la politique bancaire, méritent d'être retenus.

L'ouvrage de M. Valois, réédition de diverses brochures de circonstances et d'articles écrits au jour le jour, de 1919 à juin 1925, n'est jamais ennuyeux à lire. Il permet de se remémorer tous les menus faits dont s'est composée notre histoire monétaire et financière depuis cinq ans et de retrouver les réactions qu'ils ont provoquées dans une certaine partie de l'opinion publique.

Mais le défaut d'un pareil ouvrage apparaît tout de suite. Simple recueil de feuillets cursifs, où domine le souci de l'actualité, que traverse sans cesse l'esprit de polémique ou le souci de propagande, il ne peut offrir d'exposé méthodique et s'encombre de répétitions nombreuses.

Plus hardi dans la critique que dans l'effort constructif, M. Valois n'insiste guère sur son plan pratique de retour au franc-or et à la monnaie saine. Il semble croire que la crise financière se ramène, avant tout, à une crise politique, et c'est plus au régime politique actuel qu'au malaise financier qu'il en a.

« Le parlementarisme, voilà l'erreur, voilà l'ennemi ! » L'auteur nous le répète à satiété, dès sa préface (pp. xxix-xxx) et jusqu'à la fin du livre (pp. 494, 596, 616, etc.). Qu'on donne à la France un chef, un roi, et sa monnaie deviendra saine. — Hélas ! l'histoire monétaire de la monarchie française interdit de partager cette confiance !

R. P.

GEORGES WEILL. — *Histoire de l'idée laïque en France* (Paris, Alcan, 1925 ; in-8, 375 pp.).

Les travaux de M. Georges Weill sur l'histoire des idées et des faits sociaux au XIX^e siècle sont trop connus pour que nous ayons à insister sur l'autorité qu'ils confèrent à leur auteur en présence du sujet de son nouveau livre. Nous rappellerons seulement qu'on peut considérer cette histoire de l'idée laïque comme une extension et un développement de cette histoire du catholicisme libéral que M. Weill nous donnait il y a une quinzaine d'années.

Il conduit l'exposé de la lutte entre les partisans de la laïcité de l'Etat et les tenants de la suprématie du pouvoir spirituel représenté par l'Eglise catholique, de la Restauration jusqu'à la loi de Séparation. C'est la doctrine de droit public ainsi débattue qui fait l'objet de ce livre, mais l'auteur ne peut la disjoindre entièrement de ce qui constitue la philosophie même du laïcisme, à savoir l'affirmation de l'indépendance et du pouvoir de la raison humaine, et quand il relate les

luttres entre partis politiques, il montre aussi, s'affrontant, le dogme religieux et la doctrine philosophique.

La lutte entre les autorités civiles et les autorités religieuses apparaît à toutes les époques de notre histoire ; mais, sous l'ancien régime, les gallicans les plus déterminés restaient bons catholiques et l'Etat conservait une caractère confessionnel. Il en va tout autrement depuis la Révolution : l'Eglise et l'Etat sont devenus étrangers l'un à l'autre et leurs conflits prennent un autre sens. M. Weill nous montre comment, au cours du xix^e siècle, les catholiques militants s'efforcent de reconstituer l'ancienne alliance entre les deux pouvoirs, et comment, à chacune de leurs tentatives un peu énergique, répond immédiatement une poussée de l'idée laïque ; l'anticléricalisme naît, comme une riposte, de l'ultramontanisme.

Le caractère laïque de l'Etat n'est pas seulement défendu par des incroyants, il y a encore des gallicans au début du siècle dernier et, plus tard, apparaissent, par exemple dans les Assemblées nationales de 1848 et 1871, des républicains catholiques. De même, un vaste courant de protestantisme libéral entraîne de nombreux esprits vers la conception laïque de l'Etat ; on peut en rapprocher tous les déistes, partisans d'une religion naturelle, disciples de Cousin, doctrinaires du *Globe*, apôtres de la tolérance. Tous s'accordent avec les purs représentants du laïcisme philosophique, les libres penseurs, pour repousser toute ingérence de l'Eglise et des prêtres dans les affaires politiques et dans le gouvernement de l'Etat.

Il y a, dans cette lutte entre laïcisme et théocratie, la dramatique réalisation d'un conflit entre les conceptions les plus hautes qui puissent occuper l'esprit humain, celles qui se rapportent à la destinée de l'individu, aux fins et à la signification des institutions sociales. M. Weill a su l'exposer avec une entière objectivité et sans mentionner aucun fait ni aucune thèse qui ne soient justifiés par des documents précis.

R. P.

*
**

Mémoires et documents pour servir à l'histoire du Commerce et de l'Industrie en France (huitième série), publiés sous la direction de M. Julien Hayem (Paris, Hachette, 1924).

M. Julien Hayem a eu l'heureuse idée de réunir dans une collection les divers matériaux qu'on peut recueillir dans les fonds d'archives sur l'histoire économique de notre pays. La huitième série de cette collection qui vient de paraître continue d'une façon tout à fait intéressante et variée les ouvrages parus antérieurement.

Nous y remarquons tout d'abord une étude admirablement documentée sur la draperie à Romorantin sous l'ancien régime. M. Hayem y explique les conditions géographiques et politiques qui ont fait de Romorantin le centre de la draperie solognote, il montre comment, sous l'influence de Colbert, cette industrie prit un nouvel essor et resta florissante malgré bien des incidents jusqu'à la fin du xvii^e siècle. Au début du xviii^e siècle, la draperie romorantinoise tombe en décadence par suite de l'inapplication des règlements industriels et de l'emploi de laines de qualité inférieure.

Malgré l'intervention de nouveaux règlements, malgré l'activité des inspecteurs, cette décadence ne fit que s'accuser au cours du XVIII^e siècle jusqu'à la fin de l'ancien régime. Ce fut seulement sous le premier Empire qu'on assista à une renaissance de cette industrie par suite de la prohibition des produits anglais.

D'autre part, la huitième série comprend quatre petites notices sur une affaire de malfaçon dans l'industrie tinctoriale, sur l'usage industriel de la houille au XVIII^e siècle, sur la condition des élèves en pharmacie sous l'ancien régime et sur un contrat d'apprentissage girondin de 1830.

Enfin un important article abondamment documenté de M. Bondois sur le commerce des beurres et œufs sous l'ancien régime nous révèle les difficultés de ravitaillement parisien au XVIII^e siècle, et nous montre comment le Parlement, loin de favoriser le consommateur, était en réalité le protecteur des spéculateurs, des intermédiaires de toute sorte et, pour dire le mot employé couramment dans la langue contemporaine, des mercantis.

EDGAR BLUM.

*
**

Mémoires et documents pour servir à l'histoire du Commerce et de l'Industrie en France. Neuvième série (Paris, Hachette, 1925. In-8°. 344 pp.).

Le neuvième volume de cette intéressante publication contient, outre les études de M. Henri SÉE, que nous avons analysées dans un précédent numéro, sur le commerce maritime de la Bretagne au XVIII^e siècle, une série de notices dues à M. Julien HAYEM, fondateur et directeur de ce recueil, sur *Quelques professions connues, inconnues et méconnues*, et dans lesquelles on trouve d'intéressants détails sur des métiers que la guerre a développés ou fait apparaître.

OUVRAGES REÇUS AUX BUREAUX DE LA « REVUE » ⁽¹⁾

P. LASTUREL : *L'affaire gréco-italienne de 1923* (Paris, Ed. de l'Île-de-France, 1925 ; 7 fr. 50).

D^r LOUIS PASTOR : *Histoire des Papes depuis la fin du Moyen âge* (traduit de l'allemand par ALFRED POIZAT, t. XI, 3^e édit., Paris, Plon, 1925 ; in-8, 552 pp.).

(1) Nous indiquons ici les ouvrages auxquels il n'est pas consacré de compte rendu.

OBSERVATIONS SUR L'ATTITUDE
DES
ÉCONOMISTES CLASSIQUES ANGLAIS
EN MATIÈRE DE SALAIRES

par M. AUGUSTE DESCHAMPS

OBSERVATIONS SUR L'ATTITUDE DES ÉCONOMISTES CLASSIQUES ANGLAIS EN MATIÈRE DE SALAIRES

par M. AUGUSTE DESCHAMPS

Au cours d'une discussion récemment ouverte dans une société scientifique au sujet des premières manifestations en France de l'interventionnisme doctrinal, l'un des deux fondateurs de cette revue, M. A. DESCHAMPS, professeur à la Faculté de Droit de Paris, membre de l'Institut, a été amené à intervenir en donnant à sa pensée un assez grand développement.

Il nous a paru qu'il y avait intérêt à recueillir ces observations, et M. DESCHAMPS a bien voulu les rédiger, tout en leur conservant leur ton d'observations verbales. Nous sommes heureux d'en faire profiter les lecteurs de cette revue et d'adresser à ce sujet nos plus vifs remerciements à M. DESCHAMPS. — LA RÉDACTION.

Si j'ai pris — et je veux le dire avant tout — le plus vif intérêt à l'élégante et attachante communication de M. Geoffroy de Grandmaison sur *Alban de Villeneuve-Bargemont*, il y a cependant dans cette communication un passage qui m'a fait sursauter, oh ! rien qu'intérieurement, du moins je l'espère. C'est lorsque, après avoir rappelé, avec, hélas ! trop de vérité, la condition misérable des ouvriers de l'industrie dans la Frandre française à l'époque où le vicomte Alban de Villeneuve-Bargemont était préfet de Lille, M. de Grandmaison, sous l'influence, je suppose, d'une légende très accréditée, et accréditée sous une forme même plus ample, a dit, d'ailleurs tout incidemment, que cette triste condition des ouvriers était *une conséquence de l'économie politique anglaise, qui, pour réduire les coûts de production, poussait à l'abaissement des salaires.*

L'injustice est vraiment trop grande d'attribuer un aussi inhumain conseil à Adam Smith et à ses successeurs (1). Car c'est

(1) J'observerai, en passant, que, ce conseil eût-il été donné par eux. il n'y faudrait tout de même pas voir la cause des bas salaires industriels au

d'eux qu'il s'agit, nous le savons, quand on dit « l'économie politique anglaise ».

Certes il y eut, et pendant longtemps, une politique des bas salaires. Mais cette politique fut le fait d'une école, — l'école mercantile (1), — contre laquelle précisément Adam Smith et ses successeurs se dressèrent. Eh oui ! cela est extraordinaire, mais c'est cependant la vérité : imputer à l'économie politique anglaise la suggestion d'une politique des bas salaires, c'est lui imputer l'une des idées de l'école qu'elle voulut à tout prix faire tomber.

Dira-t-on que, de l'ensemble des idées mercantiles, l'école anglaise avait du moins retenu celle-là ? Mais non, elle n'en a pas plus gardé celle-là que les autres, et même c'est l'une de celles contre lesquelles elle s'est élevée le plus passionnément.

Comme il me serait aisé de le montrer si j'avais sous la main les œuvres d'Adam Smith et de ses successeurs ! Je veux pourtant essayer de le faire. Je veux essayer de justifier cette assertion, — que je n'hésite pas à émettre, tant est bien assise l'impression qui me reste de mes lectures, — qu'il n'y a peut-être pas d'école qu'ait tourmentée à un plus haut degré la crainte que, en dépit du progrès constant de la richesse des sociétés, les salaires ne parviennent point à s'élever de façon sérieuse et durable. N'est-ce pas de cette crainte, uniquement de cette crainte, que vint à l'un des successeurs de Smith l'attitude qu'on lui a tant reprochée dans la question de la population ?

Prenons-la à sa source, cette école classique, — c'est sous ce nom qu'on la désigne le plus souvent (2). Adam Smith, partisan d'une politique de bas salaires ?... Parmi les pages de la *Richesse des Nations* qui restent le plus présentes à ma mémoire sont celles justement où Smith s'élève contre les bas salaires réclamés par les manufacturiers mercantilistes de son temps, hommes habiles à donner à leurs intérêts l'avantageuse couleur de l'intérêt général. Dans ces pages d'une indignation contenue, d'autant plus frappante que Smith était un esprit plus tempéré, l'auteur de la *Richesse des Nations* déclare d'abord ne point concevoir comment la société pourrait se mal trouver de ce que ceux de ses membres qui en composent la plus grande partie verraient leur sort s'améliorer (3). Mais, il y a plus, ajoute-t-il : « L'équité seule n'exige-t-elle pas que ceux qui nourrissent, habillent et

commencement du xix^e siècle. Bien d'autres causes les expliquent, sans toujours les justifier. Les industriels, au surplus, n'ont guère coutume de se reporter aux traités d'économie politique pour y découvrir (ce qui n'en est du reste pas l'objet) le moyen de réussir dans leurs affaires.

(1) Laquelle, d'ailleurs, n'était pas exclusivement anglaise, tant s'en faut.

(2) Inutile de dire que les passages ci-dessous rapportés d'Adam Smith, d Malthus et de Ricardo, je n'ai pu, dans mes observations orales, qu'en indiquer la substance. Je les restitue ici dans leur texte (traductions françaises).

(3) V. *Rich. des Nat.*, l. I, ch. VIII (Des salaires du travail), p. 189, t. I de la traduction française de Germain Garnier, édition de 1859.

logent tout le corps de la nation, aient, dans le produit de leur travail, une part suffisante pour être eux-mêmes passablement nourris, vêtus et logés (1) ? » On allègue, il est vrai, les mercantilistes ont le cœur d'alléguer qu'une subsistance abondante énerve l'activité des ouvriers, tandis qu'une subsistance chétive les anime au travail, que l'ouvrier est plus paresseux en proportion de ce qu'il vit plus facilement et plus laborieux en proportion de ce qu'il est obligé de peiner plus pour gagner sa vie. Ecoutez la réponse de Smith. Elle est d'une humanité si profonde que je voudrais pouvoir la reproduire en entier. Les économistes « sociaux » les plus attendris et les plus éloquents peuvent l'envier à l'économiste tout court que fut Adam Smith. « Qu'un peu plus d'aisance qu'à l'ordinaire, dit-il, puisse rendre certains ouvriers paresseux, c'est ce qu'on ne saurait nier ; mais que cette aisance produise le même effet sur la plupart d'entre eux, ou bien que les hommes en général soient mieux disposés à travailler quand ils sont mal nourris que quand ils sont bien nourris, quand ils ont le cœur abattu que quand ils sont contents et animés..., c'est ce qui ne me paraît pas fort probable (2). » Mais voici surtout ce qu'il faut entendre, car c'est ici l'admirable page que j'annonçais. Pour l'ouvrier, le présent n'est pas ce qui l'inquiète le plus. Ce qui lui met de la peine au cœur, c'est l'avenir, la perspective de la vieillesse. Dès lors, quelle ardeur n'a-t-on pas chance de lui voir s'il est assez libéralement rémunéré pour qu'il puisse économiser un peu et assurer suffisamment ses vieux jours ! « La douce espérance, — le passage est long, mais je m'en voudrais de l'écourter trop, — la douce espérance d'améliorer sa condition et de finir peut-être ses jours dans le repos et dans l'aisance excite l'ouvrier à tirer de ses forces tout le parti possible. Aussi verrons-nous toujours les ouvriers plus actifs, plus diligents, plus expéditifs là où les salaires sont élevés que là où ils sont bas... Il y a bien quelques ouvriers qui, lorsqu'ils peuvent gagner en quatre jours de quoi subsister toute la semaine, passeront les trois autres jours dans la fainéantise. Mais, à coup sûr, ce n'est pas le fait du plus grand nombre. Au contraire, on voit souvent les ouvriers qui sont largement payés à la pièce s'écraser de travail et ruiner leur santé et leur tempérament en peu d'années... [Quant à] cette fainéantise de trois jours de la semaine, dont on se plaint tant et si haut, [elle] n'a souvent pour véritable cause qu'une application forcée pendant les quatre autres. Un grand travail de corps ou d'esprit, continué pendant plusieurs jours de suite, est naturellement suivi, dans la plupart des hommes, d'un extrême besoin de relâche qui est presque irrésistible... C'est le cri de la nature qui veut impérieusement être soulagée, quelque-

(1) *Op. cit.*, t. I, ch. VIII, p. 189 du t. I.

(2) *Op. cit.*, p. 194 du t. I.

fois seulement par du repos, quelquefois aussi par de la dissipation et de l'amusement... Si les maîtres écoutaient toujours ce que leur dictent à la fois la raison et l'humanité, ils auraient lieu bien souvent de modérer plutôt que d'exciter l'application au travail, dans une grande partie de leurs ouvriers (1). »

Mais l'élévation des salaires n'entraîne-t-elle pas la hausse des prix et, par là, ne rend-elle pas pour tous la consommation plus difficile ? C'est la ligne de retraite et la dernière défense des soutiens de la politique mercantile. Adam Smith les y poursuit sans merci. Après leur avoir démontré que, lorsque la hausse des salaires se produit de façon naturelle, il n'est pas certain du tout qu'une hausse des prix doive dans tous les cas s'ensuivre (2), il leur porte ce coup droit, que, de toute façon, si quelque chose tend à faire monter les prix, c'est bien plus le taux élevé des profits que le taux élevé des salaires. Car, — affirme-t-il, et pour le faire comprendre il recourt à des exemples, — la hausse des salaires opère sur le prix d'une marchandise comme l'intérêt simple dans l'accumulation d'une dette ; la hausse des profits opère comme l'intérêt composé (3). Il n'empêche, ajoute-t-il comme un peu écœuré, que « nos maîtres manufacturiers, s'ils se plaignent beaucoup des mauvais effets des hauts salaires sur les prix, ils ne parlent pas des mauvais effets des hauts profits ; ils gardent le silence sur les conséquences fâcheuses de leurs propres gains ; ils ne se plaignent que de celles du gain des autres (4) ». Aussi, à l'égard de tous les projets qui viennent d'eux, Smith conseille-t-il l'attention la plus scrupuleuse (5).

Voilà — et que de choses n'ai-je pas oubliées sans doute —

(1) *Op. cit.*, pp. 192-194 du t. I.

(2) *V. op. cit.*, pp. 198 et 199 du t. I.

(3) Ou encore, — autre formule d'Adam Smith, — dans les circonstances où la hausse des salaires se répercute sur le prix des marchandises, la hausse des marchandises ne se produit que dans la proportion arithmétique de la hausse des salaires, au lieu que la hausse des profits conduit à une hausse des marchandises en proportion géométrique de la hausse du taux des profits.

(4) *Op. cit.*, l. I, ch. ix (Des profits du capital), pp. 209 et 215 du t. I.

(5) *V. op. cit.*, l. I, ch. xi, *in fine* (Conclusion du livre premier), pp. 302 et 303 du t. I. Pour ceux qui se représentent Adam Smith comme le grand défenseur du capitalisme et des hommes d'affaires, quelle ne serait pas leur surprise s'ils lisaient ce passage (indépendamment de ceux que j'ai reproduits plus haut) ?

Un historien très personnel des doctrines économiques, M. René Gonnard, professeur à la Faculté de droit de Lyon, vient de publier le premier article d'une étude sur la question des « Hommes d'affaires au pouvoir » (*Revue Universelle*, n° du 1^{er} juin 1925). Cet article est consacré à l'histoire des idées. Quand l'exposé historique sera terminé (car le premier article ne l'épuise pas), je serais surpris qu'il ne s'en dégageât pas que l'école libérale a toujours gardé quelque chose de l'état d'esprit d'Adam Smith (j'ajoute : et des physiocrates). Aussi bien, ceux qui aiment le moins les « économistes » sont-ils, en général, les industriels et les hommes d'affaires. Observation qui ne surprendra que ceux qui s'en tiennent aux apparences, — et d'où il ne faut nullement conclure, d'ailleurs, que l'école libérale soit l'ennemie des industriels et des hommes d'affaires.

quels étaient l'état d'esprit et le langage du fondateur de l'économie politique anglaise. S'en doute-t-on dans le milieu, si bien intentionné et si hautement respectable, des économistes sociaux?

Mais il y a eu, s'écrieront-ils, Malthus et Ricardo ! — Hé oui ! assurément, et c'est d'eux qu'en commençant je me proposais de parler surtout, parce que ce sont eux qu'on noircit le plus. Adam Smith, leur maître commun, m'a retenu peut-être trop. Il me faut être plus bref à présent.

Au fait, de Ricardo, je ne parlerais bien pas. Non qu'il me gêne. Non qu'il ait mérité, lui, le reproche d'inhumanité dont on a coutume de gratifier les classiques. Ricardo, dans son œuvre, n'est ni humain ni inhumain. Il est géomètre. Il veut être le géomètre de l'économie politique. C'est bien son droit, s'il ne trompe pas sur ce qu'il entend faire. Quand on a déclaré vouloir démontrer que les trois angles d'un triangle sont égaux à deux droits, et qu'on l'a fait, qui songe à vous reprocher de n'avoir point ajouté si cette vérité est, à vos yeux, heureuse ou déplorable ? Encore, et précisément à propos des salaires, arrive-t-il, une fois au moins, à Ricardo, de ne pouvoir rester le pur géomètre qu'il veut être. « Tous les amis de l'humanité, dit-il dans un court passage, doivent souhaiter que les classes laborieuses cherchent partout le bien-être, les jouissances légitimes, et soient poussées, par tous les moyens légaux, à les acquérir. » Et pour quelle raison ? Parce que le désir de l'aisance, en faisant « frein à une population exubérante », permettrait seul aux salaires de remonter et de se maintenir à un niveau convenable (1). Sur-tout, que l'on ne crie pas ici au scandale : ce serait hors de propos. De quoi s'agit-il en effet ? De savoir si Ricardo poussait à l'avilissement des salaires. Je pense qu'on est fixé.

Mais où l'imputation dirigée contre l'économie politique anglaise offre le caractère de la plus formidable contre-vérité, c'est quand il s'agit de Malthus. Comment ! voilà un homme chez qui la sollicitude d'Adam Smith et l'inquiétude de Ricardo touchant la condition des ouvriers prennent tous les caractères de l'obsession et du cauchemar, si bien que, avec une sincérité d'ailleurs inégalé, on l'accusera, lui pasteur irréprochable, d'extravaguer au point d'en venir à être inconsciemment immoral dans le remède qu'il propose (et qu'après des réflexions angoissées il croit seul efficace) : et c'est de cet homme qu'on dit qu'il était pour les bas salaires ! Mais tout le gros livre du *Principe de Population* n'a à peu près qu'une âme et qu'un thème : comment,

(1) RICARDO, *Princ. de l'Econ. pol. et de l'impôt*, ch. v (*Des salaires*) ; p. 64 des *Œuvres complètes de Ricardo*, trad. française de Constancio et Fonteyraud, 1 vol., 1882.

mais comment donc, faire s'élever la rémunération du travail ? comment améliorer, de façon sérieuse et durable, la condition des ouvriers ?

Pauvre Malthus ! Ecrire ceci : « Si tous pouvaient être soulagés, si la pauvreté pouvait être bannie, même au prix du sacrifice des trois quarts de la fortune des riches, je serais le dernier à dire un seul mot pour m'opposer à ce projet (1) », — écrire cela, et se voir accuser de dureté de cœur ! Au risque de s'entendre taxer d'illogisme (2), suggérer qu'on pourrait fournir une allocation provenant des fonds publics aux parents dont la progéniture se multiplie, — non à titre de récompense, il est vrai, mais « pour les soulager d'une charge qu'il n'est pas juste d'exiger qu'ils prévoient en se mariant (3) », — et se voir reprocher l'insensibilité d'un doctrinaire ! Non, le péché de Malthus n'est pas d'avoir souhaité des salaires bas. Son péché, s'il existe, lui est venu, au contraire, du désir éperdu qu'il avait de voir les salaires s'élever et se maintenir au taux qui permettrait à l'ouvrier de vivre dans des conditions où l'être humain ne risquât pas de se dégrader (4).

Un mot enfin sur John-Stuart Mill. Ce n'est pas qu'il puisse, étant donné la date de ses *Principes d'Économie politique*, être personnellement en cause dans ce qu'a dit M. de Grandmaison (5), mais ses *Principes* sont, on le sait, le livre classique de ce qu'on appelle l'économie politique anglaise, celui où se sont clarifiées, fondues, corrigées les unes par les autres, les idées d'Adam Smith, de Malthus et de Ricardo.

Eh bien, l'état d'esprit de ces derniers sur le sujet qui nous occupe, le trouvons-nous modifié chez John-Stuart Mill ? Oui, peut-être : mais c'est en ce que Mill se montre, s'il est possible, plus encore inquiet que ses devanciers sur l'avenir des ouvriers dans une société que l'industrialisme marque de plus en plus. C'est au point que non seulement Mill rêve d'un état stationnaire d'où aurait disparu la vie fiévreuse des affaires (6), mais qu'encore il ne peut se défendre d'une sympathie qu'on sent profonde pour

(1) MALTHUS, *Essai sur le Principe de Population*, trad. française de M. et G. Prévost, 1 vol., 1845, l. IV, ch. x, p. 534.

(2) On sait que Malthus redoutait que l'assistance n'offrît un grave danger pour la population ouvrière : en dispensant les maîtres de payer un salaire suffisant à ceux qu'ils emploient, elle risque de faire se tenir les salaires à un taux scandaleusement bas.

(3) MALTHUS, *op. cit.*, l. IV, ch. XIII, p. 570.

(4) Comme d'autres vont au socialisme (je ne dis pas que ce soit le cas de tous les socialistes) par les chemins de la pitié, de la bonté, de la philanthropie, c'est par ces mêmes chemins que Malthus, persuadé que le socialisme ne ferait qu'accroître la misère, fut conduit à recommander la contrainte morale.

(5) Les *Principes d'Économie Politique* de J.-St. Mill sont postérieurs de vingt ans à l'époque où de Villeneuve-Bargemont était préfet de Lille.

(6) V. J.-St. MILL, *Princ. d'Ec. pol.*, trad. franç. de Dussard et Courcelle-Seneuil (2 vol., 1854), l. IV, ch. vi.

le socialisme sentimental de son temps (1). Sur ce sujet, je ne crois pas avoir lu de pages qui témoignent à un plus haut degré, et sur le ton d'une plus profonde émotion, du souci de l'amélioration de la condition des hommes et surtout des classes les moins fortunées.

J'ai été long, beaucoup plus long que je ne m'imaginai devoir l'être en prenant la parole. Je m'en excuse. Mais je mentirais si je disais que je regrette de l'avoir demandée. Non, je suis heureux, je l'avoue, d'avoir saisi l'occasion qui s'offrait d'élever une protestation contre l'injustifiable légende qui représente les économistes de l'école anglaise — et même, à leur suite, tous ceux qu'on appelle « les économistes » — comme des êtres sans entrailles, sacrifiant allègrement l'ouvrier à la production, le travail au capital et plus largement l'homme à la richesse.

Cette accusation, dont M. de Grandmaison s'est fait en passant l'écho, je ne sais si M. de Grandmaison entend la prendre à son compte. Peut-être ne l'a-t-il reproduite que comme expression de la pensée d'Alban de Villeneuve-Bargemont. De toute façon, je le remercie de m'avoir permis de dire là-dessus ce que je pense.

AUGUSTE DESCHAMPS.

(1) V. *op. cit.*, l. II, ch. I, §§ 3 et 4 ; — *add.* Préface de la troisième édition.

ESQUISSE DE L'ÉVOLUTION DE LA THÉORIE QUANTITATIVE

par ALFRED POSE

Chargé de cours à la Faculté de Droit de Caen

Le but de la présente étude n'est pas uniquement de rechercher comment divers auteurs ont formulé la théorie quantitative et quelle est la loi d'évolution qui peut être dégagée d'un tel examen. Notre désir a beaucoup plus été de mettre au jour l'influence des faits sur les variations de cette théorie. On ne saurait donc s'étonner de ne voir pas mentionnés dans cette étude beaucoup d'auteurs — même importants — qui ont peu ou prou traité de la théorie quantitative de la monnaie. Nous n'avons retenu ici que les économistes les plus représentatifs de leur époque, ceux du moins qui, sensibles à la contradiction des faits et de la théorie alors professée, ont tenté de résoudre cette contradiction soit par une interprétation nouvelle de la théorie, soit en essayant d'assimiler les faits nouveaux aux faits anciens.

*
**

Avant d'entrer dans le vif de notre sujet, il nous paraît nécessaire d'examiner le caractère commun aux diverses formules de la théorie quantitative, de dégager ce par quoi l'on peut affirmer d'une théorie qui vise à expliquer le niveau des prix qu'elle est ou qu'elle n'est pas quantitative. Cela nous permettra, en particulier, de fixer les limites dans lesquelles doivent se tenir les modifications proposées à la théorie pour ne pas être incompatibles avec ses fondements mêmes.

Il est d'usage de grouper sous deux chefs essentiels les fonctions de la monnaie.

La monnaie, dit-on, a pour rôle de servir à la fois de moyen d'échange et de mesure des valeurs. Mais, est-il classique d'ajouter, si la monnaie se charge à la perfection de son rôle de moyen d'échange, elle remplit beaucoup plus imparfaitement celui de mesure des valeurs, et cela parce que sa valeur n'est pas stable.

Il serait donc d'un gros intérêt de connaître la loi suivant laquelle la valeur de la monnaie varie. On pourrait, de la sorte, prévenir les fluctuations de la valeur de la monnaie en agissant sur les causes mêmes de cette variation.

C'est précisément cette loi de variation de valeur de la monnaie que la théorie quantitative prétend nous apporter. A la question : « Comment varie la valeur de la monnaie ? » la théorie quantitative répond : « En raison inverse de sa quantité. » La théorie quantitative n'admet qu'une cause dans les variations de valeur de la monnaie ; sa quantité. Le prix exprimant le rapport entre la valeur d'un bien et la valeur de la monnaie, il suit de là que, du côté de la monnaie, une seule cause de variation du prix peut entrer en ligne de compte, et c'est la quantité. Donc, et à supposer qu'aucune cause n'agisse sur la valeur des biens, plus la quantité de monnaie s'accroît, plus les prix baissent.

Ainsi l'essence de la théorie quantitative c'est que — la valeur des biens restant constante — le niveau général des prix varie proportionnellement à la quantité de monnaie et ne varie que sous l'influence de cette quantité.

A la réflexion, il apparaît qu'une telle théorie donne une place toute spéciale à la monnaie dans la théorie de la valeur. Car le jugement qualitatif de valeur que nous portons sur un bien quelconque varie sans doute avec l'abondance de ce bien, mais peut changer aussi sous l'action d'autres causes, telles la nature, l'espèce du bien envisagé. La quantité intervient donc dans le jugement qualitatif de valeur, mais elle n'intervient pas seule. Elle n'intervient, en réalité, qu'à travers la qualité, et c'est uniquement parce qu'une augmentation de la quantité diminue aux yeux des hommes la qualité, que la quantité agit sur la valeur. Mais cette action indirecte de la quantité sur la valeur montre bien que tout autre facteur qui agit sur la qualité entraîne, du fait même, une chute de la valeur. La quantité n'est donc pas, en règle générale, le seul facteur dont dépende la valeur d'un bien.

Selon la théorie quantitative, il n'en est plus du tout ainsi quand il s'agit de la monnaie.

Le seul facteur qui, selon elle, influe sur la valeur de la monnaie, c'est sa quantité.

A la vérité, une telle exception paraît quelque peu surprenante. Sans doute, la nature de la monnaie ne change pas fréquemment et, en général, c'est le seul facteur quantitatif qui agit en matière monétaire sur le jugement qualitatif de valeur ; mais il peut se produire, et il se produit encore parfois des changements dans la nature de la monnaie. Pourquoi affirmer que ces changements n'ont aucune influence sur la valeur de la monnaie ? Déclarer que la valeur de la monnaie est uniquement soumise à sa quantité, n'est-ce pas, dans beaucoup de cas, prendre l'effet pour la cause ? Car n'est-ce pas souvent la baisse de la valeur de la

monnaie qui requiert une augmentation de la circulation ? Si, en effet, le jugement qualitatif de valeur porté sur la monnaie est affecté par un autre facteur que la quantité, mettons par un changement dans la nature de la monnaie, ce changement se traduira certainement par une demande accrue ou moindre de monnaie ; mais, qui pourrait prétendre en l'espèce que c'est la variation dans la quantité de monnaie qui a été la cause de la variation de valeur ? Ainsi nous arrivons à cette conclusion que sans doute un accroissement de la quantité de monnaie influe sur sa valeur, mais qu'il peut fort bien, théoriquement, y avoir des cas où la valeur de la monnaie est affectée par d'autres causes que sa quantité ; cette dépréciation a généralement pour conséquence un accroissement de la quantité, mais, dans ce cas, l'accroissement de la quantité est non une cause, mais un effet.

A la théorie quantitative incombe la tâche de nous prouver que ce qui semble théoriquement possible ne l'est pas en fait, et pourquoi il faut toujours considérer l'augmentation de la quantité de monnaie comme la cause et non, parfois, comme le simple témoin de sa dépréciation.

Le besoin de répondre à ces questions plus ou moins nettement formulées, mais que des faits nouveaux ont posées, et qui sont à la base des théories dites antiquantitatives, constitue le fond de l'évolution de notre théorie.

Il nous faut donc rechercher comment les faits nouveaux ont posé ces questions et comment la théorie quantitative s'est modifiée pour y répondre.

Notre étude sera divisée en quatre paragraphes. Dans le paragraphe premier, nous étudierons la théorie quantitative dans la période où la seule monnaie a été constituée par les métaux précieux ;

Dans le paragraphe II, nous rechercherons comment l'introduction de la monnaie de papier, et notamment du papier-monnaie, a posé de nouveaux problèmes à la théorie quantitative et comment celle-ci y a répondu ;

Dans le paragraphe III, nous examinerons le fait nouveau qu'a été pour la théorie quantitative le développement des « substituts de la monnaie », c'est-à-dire des instruments de crédit, et comment elle s'est progressivement modifiée pour y répondre ;

Dans le paragraphe IV, nous étudierons la forme moderne de la théorie quantitative.

§ I^{er}. — LA THÉORIE QUANTITATIVE EN PÉRIODE DE MONNAIE UNIQUEMENT MÉTALLIQUE

C'est à Jean Bodin que l'on fait généralement remonter les origines de la théorie quantitative. L'afflux énorme d'or et d'ar-

gent qui se produisit en Europe au xvi^e siècle, après la découverte des mines d'Amérique, eut pour résultat de provoquer partout une hausse considérable des prix. Les écrivains de l'époque se demandaient d'où provenait une telle hausse. Et c'est Jean Bodin qui, le premier, signala entre autres causes l'afflux des métaux précieux.

Mais si l'on est à peu près d'accord pour attribuer à Jean Bodin la première idée de la théorie quantitative, c'est en général à Locke que l'on accorde la première formule nette de cette théorie.

Locke part cependant d'un point de vue qui peut paraître d'une incompatibilité absolue avec la théorie quantitative : à savoir que la monnaie n'a pas de valeur. Si, pour Locke, la monnaie n'a pas de valeur, comment dire qu'il a le premier formulé la loi qui explique les variations de la valeur de la monnaie par les variations de sa quantité ? C'est que Locke a une idée très matérielle de la valeur. Après son affirmation, qui est motivée par son désir de s'opposer aux croyances mercantilistes, il affirme, en effet, que l'humanité a consenti à accorder à la monnaie une valeur, mais que cette valeur est tout imaginaire. On le voit, pour Locke, la valeur n'est pas du tout ce que nous pourrions appeler un produit intellectuel de l'homme, elle est un caractère du bien envisagé. Or, selon Locke, les métaux précieux ne présentent pas ce caractère, n'ont pas une valeur intrinsèque. Leur valeur, ils la tirent uniquement de cet accord tacite par lequel les hommes ont convenu de les accepter contre toute richesse.

La pensée réelle de Locke est que les métaux précieux ne sont pas désirés pour eux-mêmes. Il suit de là que, si la masse des richesses qu'une quantité y d'or et d'argent est chargée de faire circuler est x , la valeur de chaque signe monétaire sera de $\frac{x}{y}$. L'or et l'argent n'étant pas désirés pour eux-mêmes, n'ayant en soi aucune valeur, celle-ci dépend exclusivement de leur quantité par rapport à la masse totale des biens à échanger.

Ainsi, comme l'a écrit Roscher, Locke considère que « la somme totale de numéraire d'un pays est l'équivalent de la masse des marchandises existant à la même époque, en sorte que les deux plateaux de cette balance se maintiennent toujours en équilibre, toute augmentation de la quantité de numéraire, alors que la somme des marchandises reste la même, devant amener une diminution correspondante dans la valeur de chaque pièce de monnaie. La monnaie n'ayant absolument aucune valeur, peu importe pour Locke sa nature. Il n'est donc pas étonnant qu'il ait uniquement fait entrer sa quantité en jeu ».

Mais alors, pourquoi l'or et l'argent ont-ils été choisis comme monnaie plutôt que le plomb, par exemple ?

Si Locke ne se pose pas la même question, c'est que, comme le

remarque M. Willis dans une étude parue en 1896 dans le *Journal of political Economy*, il est dominé par le préjugé mercantiliste que l'or et l'argent sont les intermédiaires nécessaires à l'acquisition des richesses. Il ne paraît même pas avoir eu l'idée que la valeur des biens pourrait s'établir autrement qu'en termes monnaie, qu'elle pourrait, par exemple, se fixer, pour deux marchandises qui s'échangent l'une contre l'autre, chacune en termes de l'autre, les valeurs ainsi fixées étant ensuite reportées à la monnaie envisagée comme dénominateur commun.

Locke a donc beau se poser en adversaire du chrysohédonisme, il reste dominé par le métallisme. Et c'est pourquoi l'or et l'argent restent, pour lui, indispensables à l'échange.

En résumé, pour Locke, les métaux précieux, étant les intermédiaires nécessaires des échanges, circuleront, et toute la masse d'or et d'argent circulera parce que ces métaux, qui n'auraient en soi aucune valeur, tirent celle qu'ils ont de l'échange. Cette masse de numéraire, qui tout entière circule, s'échangera contre la masse totale des biens et chaque unité monétaire aura une valeur qui, la masse des biens étant donnée, variera suivant la quantité d'unités monétaires.

Montesquieu (1) ne paraît pas avoir de la monnaie une conception différente de celle de Locke. Il fait d'elle un simple signe qui représente la valeur de tous les biens.

Toutefois, il ne fait pas, comme Locke, entrer sous le vocable « quantité de monnaie » la masse totale de numéraire existant, sans nous fournir une explication. C'est qu'au lieu de se placer, comme Locke, sur un terrain purement abstrait, il raisonne sur l'hypothèse concrète d'un marché.

« Comme, écrit-il, pas plus les biens que les métaux précieux ou la monnaie, qui sont les symboles des biens, ne sont en totalité constamment offerts sur le marché, les prix sont fixés par la proportion entre le total des biens et le total des signes monétaires amenés sur le marché. Mais, comme les biens qui ne sont pas sur le marché aujourd'hui peuvent y être demain, et que les signes monétaires qui ne sont pas offerts aujourd'hui peuvent l'être demain, les prix sont toujours, en dernière analyse, déterminés par le rapport entre le montant total de biens et de signes. »

Montesquieu revient donc à la proposition intégrale de Locke, mais par un chemin détourné et qui montre que l'on pouvait hésiter sur la désignation de ce qu'il faut entendre par quantité de monnaie. Lorsque l'on affirme que les prix sont déterminés par la quantité de monnaie, que faut-il entendre par quantité de monnaie ? Est-ce la masse totale de monnaie existante, comme l'affirme Locke ; ou est-ce, comme le croit Montesquieu, pour la cause prochaine (la cause seconde étant, selon lui, la quantité

(1) *Esprit des Lois*, livre XXII.

de monnaie existante) la quantité de monnaie offerte sur le marché ?

A cette question, David Hume répond en choisissant non pas seulement comme cause prochaine, mais encore comme cause dernière, la quantité de numéraire effectivement en circulation. « Cela semble, affirme Hume, presque évident par soi-même que le prix de toute chose dépend de la proportion entre biens et monnaie.... »

« Il est également évident, ajoute-t-il, que les prix ne dépendent pas autant de la quantité absolue de biens et de monnaie qui sont dans la nation que de celle des biens qui viennent ou peuvent venir sur le marché et de monnaie qui circule. Si le numéraire est enfermé dans des coffres, son influence sur les prix est la même que s'il avait été détruit. »

Si David Hume a mieux précisé que Locke et que Montesquieu quelle est la quantité de monnaie qui influe sur le niveau des prix, il ne paraît guère avoir fait avancer l'explication que Locke avait donnée du pourquoi de la théorie quantitative. En effet, pour Hume tout comme pour Locke, la monnaie tire sa valeur exclusivement de la quantité de biens qu'elle fait circuler. Locke supposait que tous les biens sont mis en circulation par toute la monnaie, Hume se contente de faire entrer en ligne de compte la quantité de monnaie et la quantité de biens qui circulent effectivement. Mais la théorie de Hume reste, tout comme celle de Locke, soumise à ce préjugé mercantiliste que la monnaie d'or et d'argent est l'intermédiaire nécessaire à l'acquisition des richesses.

Les idées de Cantillon sont plus nuancées. Dans son *Essai sur la nature du commerce*, il apporte des compléments importants aux idées de Locke sur la théorie quantitative. Se préoccupant de la quantité d'espèces nécessaires à un pays, il déclare que les paiements par compensation permettent un véritable troc et réduisent la quantité de monnaie indispensable. Cette quantité est également réduite par la vitesse de circulation de la monnaie utilisée. Cantillon est, sinon le premier à avoir signalé ce facteur, du moins le premier à en avoir souligné toute l'importance.

A la page 213 de son *Essai* (édit. Macmillan), nous relevons, par exemple, la phrase suivante : « J'ai déjà remarqué qu'une accélération ou une plus grande vitesse dans la circulation de l'argent vaut autant qu'une augmentation d'argent effectif jusqu'à un certain degré. »

Outre cet apport, Cantillon cherche à expliquer comment les prix sont influencés par une augmentation de la quantité de monnaie. « J'estime en général, écrit-il, qu'une augmentation d'argent effectif cause dans un Etat une augmentation proportionnée de la consommation qui produit par degrés l'augmentation des prix. » (P. 215.)

C'est donc par le canal de la consommation que, selon Cantillon, la quantité de monnaie agit sur le niveau des prix. C'est là, à n'en pas douter, une vue autrement réaliste que celle de Locke et qui ouvre la voie à une théorie plus scientifique de la valeur de la monnaie.

Avec Adam Smith, nous franchissons la dernière étape. Dans son œuvre, la monnaie perd de ce caractère spécial que lui donnait la politique mercantile, et elle est réintégrée dans la masse des biens. Sa valeur se trouve donc régie par la théorie générale de la valeur. Et c'est pourquoi Adam Smith, sans affirmer, comme l'avaient fait les mercantilistes, que la monnaie est la seule richesse, n'a pas voulu non plus, avec les antimercantilistes, lui dénier toute valeur en soi. La monnaie, affirme-t-il, est un bien comme un autre, et les lois suivant lesquelles sa valeur se fixe sont celles qui régissent la valeur d'un bien quelconque.

Logique avec lui-même, Adam Smith, qui avait posé en principe que la valeur des biens est déterminée par la quantité de travail qu'ils ont coûtée, n'hésite pas à donner le même fondement à la valeur des métaux précieux. L'or et l'argent, écrit-il, comme tous les autres biens, varient dans leur valeur ; ils sont parfois moins, parfois plus chers ; d'une acquisition parfois plus aisée, parfois plus difficile. La quantité de travail que chaque unité de monnaie peut acheter ou dont elle peut disposer, ou encore la quantité d'autres biens contre lesquels elle s'échange, dépend toujours de la richesse ou de la pauvreté des mines qui sont connues à l'époque où s'effectue l'échange. La découverte des mines abondantes d'Amérique abaissa, au cours du xvi^e siècle, la valeur de l'or et de l'argent en Europe à environ le tiers de ce qu'il était avant. Comme il en coûta moins de travail pour amener ces métaux de la mine sur le marché, lorsqu'ils y furent apportés ils ne purent acheter ou commander que moins de travail. »

Cette citation, peut-être un peu longue, mais nécessaire, nous semble-t-il, à la claire compréhension de la pensée de Smith, paraît éloigner notre auteur de la théorie quantitative. Pour Smith, ce qui règle, en effet, la valeur de la monnaie, ce n'est pas, semble-t-il, sa quantité, c'est le travail qu'elle coûte à fabriquer.

Faut-il croire cependant que Smith déclarerait soustraite à toute influence quantitative la variation de valeur de la monnaie ? Il ne nous le semble pas, quant à nous. Nous pensons que Smith a voulu simplement déterminer en l'espèce la valeur normale de la monnaie et qu'il faut ici interpréter sa pensée comme une application pure et simple de la théorie des prix. Ce que Smith à notre sens affirme, c'est que, pour la monnaie comme pour les biens, la valeur normale est le coût production ; mais la valeur sur le marché de cette monnaie varie tout comme la valeur des autres biens en raison inverse des quantités offertes, donc de la

quantité de monnaie qui circule. Il reste cependant, selon nous, que, dans la pensée de Smith, la quantité monnaie n'est pas seule à influencer sur les prix. Cela, d'ailleurs, Smith le dit expressément dans la citation que nous en avons faite. Il déclare, en effet, que la valeur de la monnaie augmente ou diminue selon son coût en heures de travail, si bien que sa théorie quantitative est beaucoup plus large que celle que l'on attribue généralement aux classiques.

Si nous cherchons à dégager en quelques traits l'évolution de la théorie quantitative au cours de cette première période, nous voyons que, en elle-même, cette théorie a peu changé. Quoiqu'elle ait été posée par l'afflux des métaux précieux en Europe au cours du xvi^e siècle, la question de la proportionnalité entre les prix et la quantité de monnaie n'a pas cependant fait l'objet d'une attention particulière de la part des économistes. C'est que l'opinion était si répandue de l'utilité pour un pays d'avoir une grande quantité d'or et d'argent, que l'on ne songeait pas à s'arrêter à une théorie capable de montrer la vanité d'une telle croyance. Les antimercantilistes mêmes ne se sont pas généralement servis de cette théorie cependant si propre à gêner leurs adversaires, tellement ils étaient, eux aussi, empreints des thèses métallistes. La théorie quantitative est dégagée, mais elle ne préoccupe pas les esprits. On l'accepte en général sans la discuter, mais on la néglige. Et c'est bien plutôt de la conception que les auteurs se font de la monnaie qu'il faut dégager leur opinion sur sa valeur. Le problème de la valeur de la monnaie ne se pose pas directement aux économistes. Ils ne l'abordent qu'incidemment.

§ II. — LA THÈSE QUANTITATIVE EN RÉGIME DE PAPIER-MONNAIE

Ce problème, l'émission du papier-monnaie en France et en Angleterre à la fin du xviii^e siècle va le poser avec une force particulière au monde scientifique. En 1797, la Banque d'Angleterre suspendit ses paiements en espèces et le cours forcé fut instauré dans le Royaume-Uni. Il s'ensuivit une dépréciation importante de la monnaie anglaise par rapport à l'or, dépréciation qui préoccupait à juste titre l'opinion publique. Des discussions passionnées s'élevèrent entre économistes sur les causes d'une telle hausse du prix des lingots d'or et d'argent.

Ricardo, avec une vigueur et une énergie inlassables, maintint contre les directeurs de la Banque d'Angleterre que le haut prix des lingots par rapport aux billets provenait d'une surabondance de ceux-ci. Si la monnaie anglaise était dépréciée, si les prix avaient haussé en Angleterre, la cause unique de ce fait résidait dans la surabondance de monnaie dans le Royaume-Uni.

Bien que le papier-monnaie, écrit Ricardo, « n'ait pas de valeur intrinsèque, cependant, si on limite sa quantité, sa valeur d'échange est aussi élevée que celle d'une pièce de même valeur nominale ou du métal que renferme cette pièce ».

Et ailleurs : « Quel que soit le degré d'avilissement d'une monnaie, ...elle sera acceptée dans les échanges pour la valeur intrinsèque du métal qu'elle est censée contenir, pourvu qu'elle ne soit pas trop abondante. »

Ainsi, la hausse des prix survenue dans le Royaume-Uni depuis la suspension par la Banque d'Angleterre de ses paiements proviendrait uniquement de la surabondance des billets. Les prix auraient varié proportionnellement à la quantité de billets émis.

Les faits ayant posé le problème de la valeur de la monnaie, la réponse de Ricardo a donc été très nette : il a mis en avant la théorie quantitative, et son explication a le plus généralement été acceptée.

La théorie de Ricardo n'a pas cependant cette unité qui paraît au premier abord être sienne, car si Ricardo est très affirmatif lorsqu'il s'agit de monnaie inconvertible, il l'est beaucoup moins pour la bonne monnaie d'or et d'argent. Lorsqu'il examine, en effet, les variations de valeur de la monnaie d'or et d'argent, Ricardo adopte, purement et simplement, la doctrine de Smith.

« L'or et l'argent, écrit-il, tout comme les autres biens, ont une valeur seulement dans la mesure où il faut plus ou moins de travail pour les produire et les amener au marché. »

Lorsqu'il s'agit de monnaie de papier, Ricardo ne peut évidemment tenir un tel raisonnement. Conformément à sa théorie générale de la valeur selon laquelle, exceptionnellement, la valeur des choses rares ne varie qu'en raison directe de leur rareté et non en raison du travail qu'elles ont coûté, Ricardo déclare ici que la valeur de la monnaie de papier varie proportionnellement à sa rareté.

Il suit de là que, selon notre auteur, une monnaie (métallique ou uniquement fiduciaire) dont la valeur d'usage est nulle ou très inférieure à celle d'un même poids de métal-étalon peut voir sa valeur d'échange hausser au niveau de celle de l'étalon monétaire si l'Etat, étant seul à la frapper, peut en limiter à son gré la quantité.

Ainsi la théorie de Ricardo est en réalité celle-ci : pour les monnaies d'or et d'argent, dont la frappe est libre, la valeur est fixée par leur coût en heures de travail ; ces monnaies obéissent à la théorie générale de la valeur des biens ;

Pour les monnaies dont la frappe n'est pas libre et pour le papier-monnaie, la valeur est fondée sur la seule rareté, comme pour tous les biens rares.

La théorie de Ricardo fut acceptée en Angleterre par la plus grande partie des économistes. Elle reçut même l'adhésion du

monde politique. Les conditions auxquelles la reprise des paiements pourrait être effectuée par la Banque d'Angleterre firent l'objet des délibérations d'un de ces comités auxquels le gouvernement britannique a pris l'heureuse habitude de confier la préparation des plans propres à assainir ses finances. Le rapport de ce comité, ou « Bullion report », accepte implicitement la théorie ricardienne relative à la valeur de la circulation de papier.

Cette même théorie est à la base du Bank Act de 1844, par lequel la Banque d'Angleterre a été réorganisée et qui consacre le triomphe du « currency principle ». Il est à remarquer toutefois que les tenants du « currency principle » ont eu de la théorie quantitative une vue beaucoup plus étroite, beaucoup moins nuancée que celle de Ricardo. Ils n'ont pas tenté, comme l'a fait Ricardo, de faire entrer le problème spécial de la valeur de la monnaie dans le cadre plus général de la théorie de la valeur des biens ; ils ont, au contraire, fait de la monnaie un bien spécial dont la valeur est, en tout état de cause, même en régime de frappe libre, dépendante de sa quantité.

Pour eux, la valeur de la monnaie — que cette monnaie soit métallique ou qu'elle soit fiduciaire — varie en raison inverse de sa quantité et ne peut varier que si sa quantité varie. Dominés par cette croyance, les partisans du « currency principle » en arrivent à condamner toute émission de billets, même convertibles, au delà de l'encaisse métallique. En réalité, ils se méfient d'une circulation de billets de banque, et, d'après eux, la circulation idéale serait une circulation purement métallique. En effet, avec une telle circulation, la quantité de monnaie nécessaire au pays se régularise d'elle-même : si elle est en surabondance, elle entraîne une hausse des prix, donc une exportation de numéraire et une importation de marchandises ; si elle est trop peu abondante, des prix bas encouragent les exportations, diminuent les importations et l'or afflue dans le pays qui en manque.

Un système si merveilleusement agencé se trouve désorganisé par l'introduction du papier-monnaie, qui affecte directement les prix et jette la perturbation tant dans le commerce extérieur que dans toute la vie économique de la nation.

Si donc l'on permet l'introduction d'une monnaie de papier, il ne faut pas que cette monnaie jette le moindre trouble dans cette merveilleuse « auto-régulation » des prix. Et comme on se méfie des banques qui, en émettant en excès du papier, même convertible, provoquent, estime-t-on, une hausse artificielle des prix, il ne faut pas permettre aux banques d'émettre une somme en billets supérieure à leur encaisse métallique. De la sorte, les prix seront déterminés exclusivement par la quantité de monnaie métallique et se régulariseront d'eux-mêmes. Le Bank Act de 1844 consacra le triomphe de ces théories.

Non sans résistances toutefois ; et nous trouvons en particu-

lier chez Tooke une critique singulièrement forte du « *currency principle* » et de la théorie quantitative. Tooke, qui, lorsqu'il entreprit sa fameuse histoire des prix, était un adepte de la théorie quantitative, changea d'avis à mesure qu'il avançait dans son travail, et l'Introduction de son volume III consacre sa rupture avec la théorie quantitative, de même qu'avec le « *currency principle* ».

Sans doute, Tooke reconnaît qu'une hausse des prix va le plus souvent de pair avec un accroissement des émissions de billets de banque, mais, pour lui, la séquence des phénomènes n'est pas nécessairement, comme elle l'est pour les partisans du « *currency principle* » et de la théorie quantitative : augmentation de la circulation, hausse des prix. Selon cet auteur, l'augmentation de la circulation ne doit pas nécessairement précéder les prix, comme le croyaient les partisans du « *currency principle* » ; elle peut parfaitement les suivre et le processus est alors : hausse des prix due plus ou moins à une activité spéculative, demande de prêts aux banques, émission de nouveaux billets. Le prix peut donc être antérieur à la circulation, celle-ci suivant au lieu de précéder. C'étaient là des critiques auxquelles, nous le verrons, les faits allaient donner une très grande force.

Si nous tentons de résumer à larges traits l'évolution de la théorie quantitative au cours de cette seconde période, nous constatons que l'introduction du papier-monnaie a consacré le triomphe de la théorie quantitative. Cette théorie, qui avait été le plus souvent acceptée, mais était restée à l'arrière-plan des préoccupations, au cours de la période précédente, devient, au cours de cette seconde période, l'objet de l'attention générale.

La hausse subite des prix, la dépréciation de la monnaie nationale par rapport aux métaux précieux ont posé de façon particulièrement pressante le problème de la valeur de la monnaie. Et comme la chute de cette valeur de la monnaie était concomitante à des émissions de billets de banque inconvertibles, on a naturellement été conduit à affirmer que la dépréciation des billets de banque était due à leur abondance, affirmation qui sera reprise avec une force nouvelle chaque fois qu'il y aura inflation.

Le lien de causalité que l'on a ainsi cru constater en période d'inflation entre la valeur de la monnaie et sa quantité, on va le généraliser à toute période et proclamer qu'en tout temps la valeur de la monnaie est inversement proportionnelle à sa quantité. Bien plus, par monnaie on n'entendra pas seulement, comme Ricardo, la monnaie strictement fiduciaire, mais encore la monnaie métallique, ou, ce qui revient au même, la monnaie de papier convertible en monnaie métallique. Enfin par une nouvelle généralisation, on arrivera à nier l'influence de toute autre cause que la quantité sur la valeur de la monnaie, — tout cela, semble-t-il,

sous l'impression qu'a causée l'inflation en France et en Angleterre à la fin du XVIII^e et au commencement du XIX^e siècles.

§ III. — LA THÉORIE QUANTITATIVE ET LES INSTRUMENTS DE CRÉDIT

Les progrès techniques réalisés à la fin du XVIII^e et au commencement du XIX^e siècle ne purent au début manifester tout leur effet sur le développement du commerce et de l'industrie en Europe, et notamment en Angleterre. C'est que la Révolution française et l'Empire avaient été l'occasion d'une conflagration générale qui dura près de vingt-cinq ans et qui gêna considérablement l'essor économique du monde. C'est seulement vers le milieu du XIX^e siècle que le développement du commerce et de l'industrie s'effectua suivant un mode accéléré, et ce développement posa au premier plan le problème du crédit. Le crédit, cette anticipation de la monnaie sur la marchandise, était nécessaire aux industriels et aux commerçants qui voulaient développer leur entreprise. Et dans les écrits des réformateurs sociaux de cette époque, nous trouvons le reflet des préoccupations que leur cause ce problème du crédit. Chacun sait, en particulier, la toute première place que les saint-simoniens lui accordent. C'est, en définitive, par la grande banque nationale dont ils rêvent que doit être remplacé l'Etat moderne. Est-il également besoin de rappeler l'importance que le crédit revêt dans le système de Proudhon ?

La place occupée par ce problème du crédit chez les penseurs les plus puissants de ce temps est significative. La grande entreprise date déjà de longtemps, les principales découvertes sont déjà effectuées depuis plusieurs dizaines d'années, mais c'est à cette époque que le machinisme prend son grand essor. Et le problème se posa, impérieux, de trouver les capitaux que requerrait le lancement de la grande entreprise.

Ces capitaux, on les demanda aux banquiers. Mais, en Angleterre, le triomphe du « currency principle » rendait bien restreinte l'aide que l'institut d'émission pouvait accorder aux banques qui soutenaient les entrepreneurs. Aussi les attaques se multiplièrent-elles contre lui.

Ces attaques se trouvèrent d'ailleurs renforcées par le fait que des pays voisins et, en tout premier lieu la France, n'avaient pas hésité à laisser à leur institut d'émission une beaucoup plus grande liberté que celle que le Bank act de 1844 accordait à la Banque d'Angleterre. Et cette plus grande liberté, loin d'avoir des conséquences néfastes pour l'économie française, loin de désorganiser le mécanisme des prix, paraissait au contraire avoir pour la France les résultats les plus heureux. On voyait la France, grâce à l'aide que la Banque d'émission apportait aux

établissements de crédit, supporter avec beaucoup moins de gêne que l'Angleterre les crises périodiques auxquelles tous les grands pays industriels étaient soumis. Et le Bank act se révélait si étroit, qu'à certaines périodes particulièrement aiguës il devait être suspendu. Preuve matérielle du peu de valeur du « currency principle » et du caractère erroné des théories sur lesquelles il était fondé. De ces théories, la plus fameuse était la théorie quantitative. Les partisans du « currency principle » craignaient en effet par-dessus toute chose que l'émission au delà de l'encaisseur de billets de banque convertibles ait pour résultat une hausse des prix. Et les faits prouvaient péremptoirement que ces craintes étaient vaines, que le niveau des prix n'était pas plus élevé en France, où triomphait le « banking principle », qu'en Angleterre, où le « currency principle » était suivi.

Cela n'indiquait-il pas que la valeur de la monnaie ne dépend pas exclusivement de sa quantité, comme l'affirmaient les partisans du « currency principle », mais qu'elle dépend plutôt de sa convertibilité en or ?

Par ailleurs, comme toutes les mesures artificielles, celles du Bank act restèrent pratiquement lettre morte. Les suspensions mêmes de cet « act », suspensions auxquelles nous avons fait précédemment allusion, ne furent bientôt plus nécessaires, car, suppléant à l'insuffisance du département de l'émission, le département de la banque de l'Institut d'émission anglais et les banques de dépôt anglaises devinrent les agents de toute une circulation fiduciaire, d'une circulation de dépôts effectuée au moyen de chèques, les règlements entre les banques se faisant par compensation au Clearing-House et les soldes donnant simplement lieu à des virements au compte dont toutes les banques anglaises étaient titulaires au « Banking department » de la Banque d'Angleterre.

Cette circulation fiduciaire constatée par des chèques, à laquelle s'ajoutait une circulation considérable de lettres de change, posait un nouveau problème aux partisans de la théorie quantitative. Quand ils affirmaient que la valeur de la monnaie est déterminée par sa quantité ou que le niveau général des prix est déterminé — quant à la monnaie — par sa masse, que devaient-ils entendre par monnaie ? Était-ce simplement la quantité d'espèces or et argent, ou bien le vocable de monnaie désignait-il tout pouvoir d'achat ?

À cette question, Stuart Mill, que l'on peut considérer comme le quantitativiste le plus éclairé et le plus averti de cette période, répond très nettement en assimilant les instruments de crédit ou plutôt le crédit à la monnaie. « Je crois, écrit-il, que les billets de banque, les effets de change ou les chèques n'exercent par eux-mêmes aucune influence sur les prix. Ce qui affecte les prix, c'est le crédit sous quelque forme qu'il soit accordé, et

soit qu'il donne ou ne donne pas lieu à la création de formules transférables susceptibles de prendre une place dans la circulation. » (*Principes d'Econ. pol.*, trad. Courcelle-Seneuil, t. II, p. 105.) Le crédit, c'est un pouvoir d'achat, et Mill reconnaît que « la somme de la puissance d'acquisition dont chaque individu peut se servir se compose de toute la monnaie qu'il possède, de celle qui lui est due et de tout son crédit. On ne se sert de toute cette puissance que sous l'empire de certaines circonstances, mais on la possède toujours, et la portion de cette puissance dont chacun se sert est la mesure de l'action qu'il exerce sur les prix ». (P. 106.)

Par ailleurs, Mill déclare sans fondement le « *currency principle* » dont le Bank act de 1844 procède. Parlant des restrictions que cet « *act* » impose à l'émission de billets de banque, il les estime vaines. « Nous sommes, écrit-il, d'autant moins disposés à croire à l'efficacité de ces restrictions, que nous remarquons une quatrième forme des affaires de crédit, savoir les chèques sur les banquiers et les virements qui ressemblent, sous tous les rapports, aux billets de banque, qui donne les mêmes facilités à l'extension du crédit et peut agir tout aussi puissamment sur les prix. » (P. 120.) Et plus loin, « cette extension du crédit par des inscriptions aux livres des banquiers peut exercer sur les prix une action aussi efficace que l'extension donnée par l'émission des billets de banque ».

Mill s'écarte donc des partisans du « *currency principle* » et proclame l'inanité de leurs précautions. Mais s'il se sépare d'eux sur l'efficacité du Bank act, il n'abandonne pas sa croyance en la théorie quantitative. Au fond, pour Mill, l'erreur des tenants du « *currency principle* » a été de ne voir qu'une des formes du crédit : celle qui s'effectue par l'émission des billets de banque.

Ils ont cru, en restreignant la possibilité de cette émission, qu'une limite serait de la sorte fixée aux concessions de crédit. Mais ils n'ont pas vu que ce qu'ils limitaient ainsi ce n'était pas le crédit, c'était une des formes de crédit qui pourrait — et cela n'a pas manqué — être remplacée par une autre forme.

Mais que le niveau des prix — la masse des marchandises restant constante — soit conditionné par la masse de monnaie, Mill continue à l'admettre. Toutefois, par monnaie, Mill n'entend plus, comme les partisans du « *currency principle* », les métaux précieux et les billets de banque qui circulent ; il entend les métaux précieux et le crédit, quelle que soit sa forme.

Il faut reconnaître cependant que Mill a pressenti la difficulté soulevée par l'assimilation du crédit à la monnaie en ce qui concerne l'action de celle-ci sur les prix. Ayant posé que la valeur de la monnaie est déterminée — toutes choses restant égales — par sa quantité et la rapidité de sa circulation, il ajoute : « La proposition que nous avons posée sur le rapport qui fait

dépendre les prix en général de la quantité de monnaie en circulation doit être comprise comme s'appliquant à un état de choses dans lequel la monnaie d'or ou d'argent serait l'instrument exclusif des échanges et passerait de main en main à chaque vente, le crédit, sous toutes ses formes, étant inconnu. Lorsque le crédit intervient comme un moyen d'acquérir distinct de la monnaie actuellement existante, le rapport qui existe entre le prix et la somme du numéraire est moins direct et moins intime : on ne peut plus donner aux rapports qui existent une expression simple et unique. » (Pp. 73 et 74.)

Il est difficile de discerner exactement la pensée qui se cache sous ces mots embarrassés. Mill veut-il dire que lorsque le crédit entre en ligne de compte avec l'or et l'argent pour faire circuler les biens, les rapports qui lient le niveau des prix avec l'or et l'argent ne sont plus les mêmes ? Veut-il, au contraire, dire qu'en pareil cas le rapport entre la masse de monnaie, y compris le crédit et la masse des biens, n'est pas le même, que la théorie quantitative ne joue pas avec la même rigueur ? Le doute est permis.

Quoi qu'il en soit, Mill a senti juste lorsqu'il a deviné que l'assimilation du crédit à la monnaie n'était pas propre à renforcer la théorie quantitative.

La valeur de la monnaie, dit-on, autrement dit le niveau général des prix, dépend de la quantité d'instruments de crédit et d'espèces en circulation. Mais la quantité d'instruments de crédit en circulation ne dépend-elle pas elle-même du niveau des prix — ou, à tout le moins, de la masse des transactions effectuées, lesquelles sont influencées très fortement par le niveau des prix ?

Dans le mécanisme de la formation des prix, l'instrument de crédit n'est-il pas plutôt un élément passif qu'un élément actif, un élément « *agi* » plutôt qu'un élément agissant ?

Et même, si l'on estime que la masse d'instruments de crédit agit bien sur la formation des prix, il faut reconnaître que dans ces conditions la théorie quantitative ne peut plus être vérifiée. Le niveau des prix, dit-on, est, du moins quant à la monnaie, exprimé par la seule quantité d'espèces et de crédit en circulation. Mais qui pourra le vérifier ? La quantité de crédit est une donnée essentiellement variable qui change à tout instant et selon les actes de chacun. Lorsqu'il s'agit de monnaie métallique ou de billets de banque, on peut avoir quelque idée de ce qu'est la quantité de monnaie. Mais lorsqu'il s'agit de crédit ? Toutes les hypothèses sont dans ce cas permises, mais elles ne sont que des hypothèses.

Et que devient dès lors la théorie quantitative, sinon une affirmation purement gratuite parce que non susceptible de vérification ?

L'assimilation du crédit à la monnaie ne paraît donc pas devoir être d'un grand secours à la théorie quantitative.

Si nous voulons résumer l'évolution que la théorie quantitative a subie sous l'action du développement du crédit, nous constatons que cette théorie, qui semblait avoir reçu de Ricardo une précision quasi-mathématique, a beaucoup perdu de sa rigueur. Déformée par les tenants du « *currency principle* » et appliquée par ceux-ci même à une circulation saine, elle ne se trouve plus acceptée dans sa simplicité et dans son intégralité que pour une circulation purement fiduciaire — ce qui était le point de vue ricardien — et aussi, chose curieuse, pour le cas où Ricardo ne l'admettait pas, c'est-à-dire lorsque la circulation est uniquement métallique.

Pour le cas normal d'une circulation composite d'espèces de billets convertibles et d'instruments de crédit, elle se borne à une affirmation assez vague, et d'ailleurs peu énergique, affirmation que l'on peut aussi bien accepter que refuser, car elle n'est pas pratiquement vérifiable.

§ IV. — LA FORME MODERNE DE LA THÉORIE QUANTITATIVE

La théorie quantitative telle qu'elle avait été posée par Mill n'a guère varié pendant de longues années. Si nous nous référons par exemple à Levasseur, dans son ouvrage sur « *La question de l'or* », nous relevons (p. 158) un bon résumé du point de vue de Mill, qui s'accompagne d'un essai de mise en formule, essai qui sera suivi par bien d'autres auteurs. « Nous disons, écrit Levasseur, que la valeur des métaux précieux a pour fondement le coût de production, et pour régulateurs l'offre et la demande, c'est-à-dire le rapport qui existe entre la quantité de métaux actuellement disponibles multipliée par la rapidité de la circulation, et la somme totale des marchandises et du travail actuellement en vente, multipliée par la rapidité de la circulation et diminuée de toute la quantité achetée par le moyen du crédit. Sans avoir la prétention de prêter à des termes aussi difficiles à préciser une rigueur mathématique, nous pouvons, pour nous résumer et pour donner à notre définition une formule saisissable à l'œil et facile à retenir, la traduire en formule algébrique.

Soit T la somme totale du travail et des marchandises, C la rapidité de la circulation générale, Cr le crédit sous toutes ses formes, M la quantité des métaux précieux, R la partie de ces métaux qui est fixée ou réservée, C' la rapidité de la circulation particulière des métaux, nous dirons que la valeur des métaux dans le monde est égale à

$$T C$$

$$(M-R) C' + Cr$$

Mais il ne faut jamais perdre de vue qu'un des termes de cette formule, *M*, est étroitement lié au coût de production des métaux ».

Ce point de vue de Levasseur est aussi, à peu de chose près, celui de Michel Chevalier.

La querelle entre les monométallistes et les bimétallistes a déterminé un renouveau d'attaques contre la théorie quantitative. Au monométallisme, les bimétallistes opposaient en effet la chute des prix que devait, d'après eux, causer la démonétisation de l'argent. A cela, les monométallistes ne manquaient pas d'opposer que la théorie quantitative était erronée. Toutefois, comme la discussion portait surtout sur une circulation métallique, l'argument que pouvait fournir aux monométallistes une circulation de crédit ne fut guère exploité par eux. Ainsi, si nous nous référons à l'ouvrage écrit sur « La monnaie » par M. de Foville, qui fut un des champions du monométallisme, nous voyons (p. 139) que, pour M. de Foville même, « l'influence exercée par la rareté ou l'abondance des monnaies sur leur valeur propre et par suite sur le niveau général des prix, n'est pas douteuse, et l'histoire en témoigne »... Ce que M. de Foville attaque n'est donc pas cette relation, mais « deux prétendues lois que formulent catégoriquement ceux qui ont imaginé la théorie quantitative ».

« La première proposition consiste à dire qu'en tout lieu, et à tout moment, il y a égalité entre la valeur de la monnaie et la valeur de la marchandise, les mouvements des prix venant toujours assurer à temps le maintien de cette équivalence.

« La seconde proposition se déduit de la première : elle consiste à dire que la marchandise restant ce qu'elle est, par hypothèse les prix doivent monter ou descendre de 10, de 20, de 50 % quand la quantité de monnaie ambiante augmente ou diminue de 10, de 20, de 50 %. » (Pp. 140 et 141.)

Il faut reconnaître que les critiques de M. de Foville, au moins quant à la première proposition, portent à faux. Il prend la théorie quantitative à un stade grossier et non plus telle que la formulaient Mill et Levasseur. Cela d'ailleurs se produit fréquemment dans les critiques adressées à la théorie quantitative.

Au point où l'a laissée Mill, la théorie quantitative est, nous l'avons vu, attaquable surtout par l'élément d'imprécision, d'indétermination que lui donne l'assimilation du crédit aux espèces en ce qui concerne l'action sur les prix. Ce point n'a guère retenu les monométallistes. C'est aux Etats-Unis que Walker, quantitativiste très résolu, sentit le plus cette faiblesse. Et il chercha à y parer en niant l'action du crédit sur les prix. Pour lui, c'est la quantité d'espèces métalliques et de billets de banque qui agit seule sur le niveau des prix.

Des raisons de fait expliquent ce quantitativisme étroit. Le

jugement de Walker fut, en effet, influencé par l'inflation et par la hausse des prix dont les Etats-Unis ont souffert à la suite de la guerre civile. Mais si les idées de Walker s'expliquent par les contingences, elles n'en paraissent pas moins insoutenables au point de vue théorique. Affirmer que le crédit n'a aucune influence sur les prix, que ceux-ci sont déterminés par la seule circulation métallique ou par la masse de billets de banque émis, voilà qui paraît bien difficile à admettre sans autre preuve.

Beaucoup plus réaliste et beaucoup plus habile a été l'effort tenté par les théoriciens de l'équation d'échange, parmi lesquels M. Irving Fisher doit être cité en tout premier lieu. M. Irving Fisher ne nie pas l'influence du volume du crédit sur le niveau général des prix, mais, pour prévenir les objections auxquelles la théorie quantitative peut de ce fait se heurter, il s'efforce de lier le volume du crédit à la quantité d'espèces métalliques ou de billets de banque en circulation. Il pose d'abord la fameuse équation d'échange,

$$M V + M' V' = T P$$

où M représente la quantité de monnaie métallique et de billets de banque en circulation,

V la vitesse de circulation de M ,

M' la masse des dépôts en banque,

V' la vitesse de circulation de M' ,

T la masse des transactions,

P le prix moyen de chaque transaction.

Cette équation d'échange, on l'a déjà bien des fois remarqué (1), ne saurait être contestée ; elle est une vérité d'évidence, un truisme, et elle se réduit en définitive à cette constatation que, si l'on considère la société dans son ensemble, les sommes déboursées sont égales aux sommes encaissées.

Elle ne saurait donc prouver quoi que ce soit ni pour, ni contre la théorie quantitative. Aussi bien, la théorie quantitative de M. Irving Fisher réside-t-elle, à proprement parler, dans la proposition suivante :

Etant donné l'équation d'échange, si M varie, M' variera dans le même sens ; V et V' ne doivent normalement pas bouger ; quant à T , il ne saurait être affecté par une variation de M .

C'est seulement si cette affirmation est exacte que la théorie quantitative sera établie. M. Irving Fisher n'a d'ailleurs aucune peine à reconnaître que « l'équation générale des transactions à elle seule ne suffit pas à affirmer ou à infirmer ces assertions ». (*Le Pouvoir d'achat de la Monnaie*, trad. Roger Picard et Bouthoux, p. 124.)

D'après M. Irving Fisher, la théorie quantitative est exacte

(1) Voir en particulier AFTALION, in *Revue d'Histoire des doctrines économiques*, 1912.

parce que « quelles que soient les conditions de la technique industrielle et du perfectionnement dans la civilisation, les dépôts tendent toujours à se fixer dans un rapport stable ou normal à la monnaie en circulation. Dans ses effets définitifs, le doublement de M équivaut donc au doublement simultané de M et de M' . » Ainsi donc est éliminé ce facteur crédit qui gênait si fort la théorie quantitative : la quantité de crédit qui circule est proportionnelle à la quantité de monnaie, si bien qu'il suffit d'observer les variations de la quantité de monnaie pour savoir comment le niveau des prix variera.

La vitesse de circulation de la monnaie (comme d'ailleurs celle des dépôts) « est le taux moyen de récupération » ; elle est la résultante des taux individuels qui « dépendent des habitudes individuelles, chaque personne adoptant un taux de récupération approprié à ses convenances personnelles ». Ce taux est fixé par chacun de telle façon qu'il ne soit jamais à court et que, d'autre part, il ne soit pas encombré, ne perde des intérêts et ne coure des risques de perte. « L'ajustement que chacun considère comme le meilleur n'est donc jamais que très approximatif et sous la dépendance étroite des contingences du moment ; toutefois, en considérant pendant un temps suffisamment long une foule comptant beaucoup d'individus, le taux moyen de récupération ou une autre grandeur analogue, le temps moyen pendant lequel l'argent séjourne dans les mêmes mains peut être déterminé avec une grande précision. Le chiffre obtenu dépendra de la densité de la population, des coutumes commerciales, de la rapidité de transport et d'autres conditions techniques, mais il ne dépendra en aucune façon de la quantité de monnaie et des dépôts en circulation, pas plus d'ailleurs que du niveau général des prix... Si la quantité de monnaie en circulation, si les sommes déposées en banque, viennent à doubler, il n'y a rien qui puisse, étant donné que la vitesse de circulation est complètement étrangère à ce mouvement, s'opposer au doublement du niveau général des prix. » (P. 175.)

Quant aux transactions, elles ne sauraient non plus être touchées par l'augmentation de la quantité de monnaie. « Un gonflement de la circulation ne saurait augmenter le produit des fermes et des manufactures, pas plus qu'il ne peut accroître la vitesse ou le chargement des trains ou des bateaux. Le courant des affaires dépend de l'abondance plus ou moins grande des ressources naturelles et du développement plus ou moins avancé des conditions techniques de la production, aucunement de la quantité de monnaie qui peut circuler. Le mécanisme tout entier de la production, de la circulation et de la vente appartient au domaine de la physique et de la technique industrielle ; aucun de ces éléments ne dépend de la quantité de monnaie qui existe dans la circulation. » (Pp. 177 et 178.)

« Nous pouvons donc conclure en affirmant qu'une modification dans la quantité de monnaie en circulation n'influence pas sensiblement le volume des transactions effectuées contre cette monnaie.

« Puisque, par conséquent, un accroissement de 100 % dans la quantité de monnaie en circulation doit :

« 1° Normalement doubler les dépôts à vue ;

« 2° N'avoir soit sur la vitesse de circulation tant des dépôts que de l'argent, soit sur le volume global des transactions, aucun effet appréciable.

« Il s'ensuit mathématiquement et nécessairement que le niveau général des prix devra hausser d'autant. » (P. 179.)

En résumé, « la théorie quantitative est exacte en ce sens que l'effet normal d'un accroissement dans la quantité de monnaie en circulation est une hausse rigoureusement proportionnelle dans le niveau général des prix ». (P. 181.)

Nous voici donc revenus à l'exactitude mathématique de Ricardo.

Avec cette restriction toutefois que si l'accroissement de la quantité de monnaie est considéré comme ayant bien sur les prix l'action admise traditionnellement par la théorie quantitative, cette cause n'est plus censée la seule sous l'influence de laquelle le niveau général des prix varie. « Telle que nous venons de la formuler, la théorie quantitative ne va pas jusqu'à prétendre que, parallèlement à l'augmentation de la quantité de monnaie en circulation, il n'est pas possible que d'autres causes accessoires n'interviennent pour modifier V et V' ou T , augmentant ou atténuant les effets des variations de M sur P . Mais alors, en pareil cas, ce ne sont plus les effets de M sur P que l'on considère. Tout ce qu'on peut dire, c'est que, pour ce qui est de M seulement, les effets sur P de ses variations sont exactement proportionnels. » (Pp. 181 et 182.)

A la lire de près, cette déclaration, au premier abord très nette, n'est pas sans ambiguïté. Elle semble destinée à rejeter cette traditionnelle affirmation de la théorie quantitative que le niveau des prix ne peut varier que sous l'action de la quantité de monnaie, et cependant le contexte semble supposer l'exactitude de cette affirmation. Non seulement, en effet, on déclare « accessoires » les autres causes sous l'action desquelles V , V' ou même T peuvent varier, mais encore on dit expressément que ces causes accessoires ne font qu'augmenter ou atténuer les variations de M . Est-ce à dire que, quoi qu'il arrive, le mouvement essentiel, le seul mouvement moteur, viendra de M , les autres mouvements étant de simples mouvements accessoires qui, se déclanchant à l'occasion du mouvement de M , amplifient ou diminuent son action sur P ? Cette interprétation semble bien devoir se dégager d'une lecture attentive du texte que nous avons cité. Dans

ce cas, il faudrait reconnaître que la théorie quantitative de M. Irving Fisher est exactement la théorie quantitative traditionnelle.

Admettons cependant l'interprétation la plus large, à savoir que M. Fisher reconnaît que si le facteur P varie proportionnellement à M , il peut varier aussi sous l'effet des causes qui font varier V et T .

Si, lorsque M augmente, les forces économiques ainsi mises en mouvement avaient pour effet de provoquer des mouvements en sens inverse de V , la théorie de M. Fisher se trouverait en défaut. Ces deux variations agissant en sens inverse sur P , la plus forte l'emporterait, mais P ne varierait que de la différence ; sa variation ne serait donc pas proportionnelle à celle de V ou de M .

Mais M. Irving Fisher rejette la possibilité d'une telle compensation. Pour lui, nous l'avons vu, V ne varie pas sous l'action de M .

Même raisonnement pour T , qui ne change pas non plus sous l'action de M , et dont les variations ne sauraient donc compenser l'action de M .

Les trois facteurs M , V et T sont donc indépendants les uns des autres, tous trois, par leurs variations, agissent sur P , mais aucun d'eux, par ses variations, ne provoque de réaction sur les deux autres (1).

Telle semble bien être — en oubliant la phrase ambiguë à laquelle nous avons fait allusion — la théorie qui se dégage de l'ouvrage de M. Irving Fisher et qui cadre le mieux avec la plus grande partie de ses développements.

Mais la théorie ainsi présentée, outre les points par lesquels elle se distingue de la théorie quantitative traditionnelle, semble être incompatible avec celle-ci : ne paraît-elle pas admettre que les prix P peuvent varier sous d'autres actions que celles de M , de V ou de T ? Car, si M. Irving Fisher a déclaré que P varie proportionnellement à M , à V , ou en raison inverse de T , il n'a pas encore établi que ce lien de causalité ainsi constaté ne peut pas faire place à un lien de causalité inverse, que P variant, M et V varieront. Autrement dit, la théorie de M. Irving Fisher, pour ne pas devenir incompatible avec la théorie quantitative, doit établir que, dans l'équation d'échange, P est un facteur pas-

(1) Cela n'est pas cependant absolument exact pour le facteur T . Les variations de ce facteur peuvent, selon M. Fisher, avoir une action non seulement sur P , mais aussi sur M , M' , V et V' . Ce fait cependant ne saurait infirmer la théorie quantitative de M. Irving Fisher. Il ne l'affaiblirait que si les variations de M provoquaient des variations de T telles que ces variations de T compenseraient l'action sur P des variations de M . Or, cela, nous l'avons vu, M. Irving Fisher ne l'admet pas. Si M peut varier sous l'action de T , la réciproque n'est pas vraie. Et c'est cela qui est important, car les variations de T n'intéressent la théorie quantitative que dans la mesure où elles sont provoquées par M .

sif, qu'il ne peut varier sous l'action de facteurs autres que M , V ou T . Si nous donnons à l'équation d'échange la forme suivante :

$$\frac{M V + M' V'}{T} = P$$

il est nécessaire, pour M. Irving Fisher, d'établir que tous les facteurs actifs sont dans le membre de gauche, P étant un facteur passif.

Cela revient à prouver que P ne peut varier sous l'action d'autres facteurs que M , V et T .

Dans le § 7 du chapitre VIII de son ouvrage, M. Irving Fisher s'efforce d'établir cette preuve.

« Si loin que je puisse aller dans mes recherches, écrit-il, et mettant, dans une certaine mesure, de côté les périodes transitoires ou les périodes momentanées de dépression, je ne vois absolument rien d'exact dans cette conception qui fait du niveau général des prix une cause indépendante de variations de l'une quelconque des grandeurs M , M' , V , V' , T . » (P. 196.)

Et, « pour montrer l'inanité » de cette conception, M. Irving Fisher se demande comment les deux membres de l'équation d'échange s'égaliseraient si, pour une cause étrangère à M , M' , V , V' et T , le niveau des prix, P , variait.

Le facteur M ne pourrait varier, car une hausse de P ne saurait provoquer un accroissement dans la quantité de numéraire en circulation, mais au contraire une diminution, l'exportation devenant avantageuse du fait de cette hausse. Il ne serait pas « moins absurde d'attendre de l'élévation des prix un accroissement dans la quantité des dépôts M ; nous venons de voir que cette élévation diminuait la quantité de monnaie en circulation M ; or, c'est cette dernière grandeur qui sert de base à la circulation-dépôts M' et M , la première de ces grandeurs diminuant, la seconde, M , ne peut que diminuer.

« On n'est guère plus avancé si on compte sur V et V' pour rétablir l'équilibre. Nous avons déjà établi que ces grandeurs se moulaient aux besoins de chacun. » (P. 198.)

Quant à croire que T a diminué dans la mesure où P s'est accru, cela n'est pas non plus possible. Car « si l'ensemble des prix, y compris ceux des services, est doublé, il n'y a aucune raison pour que le volume global des transactions soit réduit. Puisque chacun est touché par la hausse des prix non seulement dans ses dépenses, mais aussi dans ses recettes, il est évident que la hausse dont on profite quand on encaisse permet exactement de subir la hausse dont on souffre quand on dépense, et que l'importance des acquisitions n'est aucunement modifiée ». (P. 198.)

Et M. Irving Fisher conclut en affirmant que « le niveau des prix est normalement le seul élément absolument passif de l'équation générale d'échange ». (P. 199.)

La théorie quantitative ainsi formulée, si elle est vraie dans des conditions normales, c'est-à-dire « à la fin d'une période transitoire » (p. 183), n'est plus rigoureusement exacte dans les périodes de transition. Dans ces périodes, selon M. Fisher, un accroissement de M agit non seulement sur P , mais aussi « sur toutes les autres grandeurs de l'équation d'échange ».

Fréquemment, M' hausse plus que M , si bien que le rapport $\frac{M'}{M}$ change ; par ailleurs, V et V' changent aussi. En général, ces variations de V et de V' sont de même sens, mais « il se peut que ces grandeurs varient en sens contraire, lorsque, par suite d'une panique, la confiance des déposants s'évanouit. En pareil cas, en effet, le public s'empresse de diminuer ses dépôts et retient le plus possible le numéraire, cette tendance recevant le nom de thésaurisation ».

Enfin, M. Fisher reconnaît également « qu'un accroissement de M pendant une période de hausse dans les prix constitue un stimulant pour T », stimulant qui a pour effet d'empêcher P de s'accroître comme il l'aurait dû sous la seule action de M .

La théorie quantitative ne doit pas être « considérée comme rigoureusement exacte pendant les périodes de transition ». (P. 186.)

Ainsi rectifiée, la théorie quantitative de M. Irving Fisher, qui fut en partie inspirée à l'éminent économiste américain par Simon Newcomb, a été adoptée par un très grand nombre d'économistes, parmi lesquels MM. Pigou et Keynes, en Europe.

Si nous voulons établir les liens qui rattachent cette forme de la théorie quantitative aux formes précédemment exposées, nous voyons qu'elle admet comme elles que le niveau général des prix est, quant à la monnaie, déterminé par la masse de pouvoir d'achat.

Mais cette masse de pouvoir d'achat, la nouvelle théorie nous permet de la ramener à la masse de numéraire ou de billets de banque en circulation. La masse du crédit, dont la théorie quantitative était si fortement embarrassée, est ramenée à des éléments connus. La nouvelle formule rejoint donc par sa simplicité, et aussi par sa rigueur, la théorie ricardienne relative au papier-monnaie.

Toutefois, elle n'est parvenue à cette simplicité et à cette rigueur qu'après avoir éliminé une série de facteurs dont la théorie ricardienne ne s'occupait même pas.

Ce souci de réalisme a d'ailleurs amené les auteurs de la nouvelle forme de la théorie quantitative à préciser comment la théorie se comportait en temps de crise, et très loyalement ils

ont admis que, pendant les périodes de transition, très fréquemment la théorie quantitative était mise en échec.

Ainsi exposée et rectifiée, cette nouvelle forme de la théorie, a, nous l'avons vu, rallié nombre d'économistes très distingués; elle n'a cependant pas été acceptée par tous. Les critiques qui lui ont été adressées sont nombreuses.

On lui objecte :

Tout d'abord, qu'il est inexact d'affirmer que la masse de crédit est tout entière représentée par des dépôts en banque ; et que, les dépôts en banque seraient-ils les seuls à être retenus, il est faux de prétendre que leur masse varie proportionnellement à la masse de monnaie, en sorte que le rapport $\frac{M}{M'}$ soit constant.

A cette première objection, il est fréquent d'ajouter que, contrairement à ce qui a été admis par les quantitativistes modernes, lorsque M varie, il n'est pas exact que V , V' et T ne soient pas affectés par ces variations. Les variations de T en particulier sont indéniables : une augmentation de moyens monétaires de M a toujours eu pour résultat de stimuler les affaires : cela s'est constaté au xvi^e siècle, avec l'afflux en Europe des métaux précieux d'Amérique ; cela se constate de nos jours en période d'inflation (1). La monnaie a, au point de vue économique, non pas seulement une utilité statique, comme le veut la théorie traditionnelle, mais aussi, comme Hume l'avait déjà entrevu, une puissance dynamique, encore mal étudiée, et qui doit avoir sur beaucoup de phénomènes économiques une influence qui n'a pas encore été dégagée avec netteté.

Enfin, la démonstration par quoi M. Irving Fisher tente d'établir l'impossibilité pour P de varier sous l'influence de causes autres que M , V et T semble faible.

M. Fisher se fonde sur le fait que V dépend des habitudes et des besoins particuliers. Mais le besoin des particuliers, si P augmente pour des causes autres qu'une augmentation de M et de V , les poussera à modifier leurs habitudes et à accroître V . Et un moment pourra arriver où l'accroissement de V ne suffira plus. Il faudra que M s'accroisse. A cela, M. Irving Fisher objecte que M dépend de causes physiques, c'est-à-dire de la richesse des mines d'or. Cette réponse n'est pas absolument pertinente, car M n'est pas uniquement constitué par des espèces ; il l'est aussi par des billets de banque, dans l'émission desquels une certaine marge existe. Par ailleurs, si l'on se trouve sous le régime du cours forcé, rien ne viendra limiter cette possibilité d'accroître M lorsque les affaires l'exigeront. Et qu'on ne pré-

(1) Cf. pour l'étude historique de ce phénomène M. Simiand, à son cours à l'Ecole des Hautes-Etudes.

tende pas qu'un régime de cours forcé est un régime anormal, auquel donc la théorie quantitative ne saurait s'appliquer, car il serait piquant de rappeler que c'est précisément au seul régime du cours forcé que Ricardo avait prétendu appliquer la théorie quantitative.

A ces critiques, on répond parfois qu'elles ne portent pas parce qu'elles s'appliquent précisément à des périodes de transition pendant lesquelles, M. Irving Fisher l'a expressément reconnu, la théorie quantitative ne joue pas.

Mais alors se pose la question de savoir où commence et où finit la période de transition. En vérité, ce régime statique, qui serait le seul sous lequel la théorie quantitative jouerait, a-t-il jamais existé ailleurs que dans les suppositions de certains économistes ?

Il faut le reconnaître, les faits tels qu'une observation économique plus aiguë et plus précise et tels aussi qu'une technique statistique plus perfectionnée nous les ont révélés ne paraissent pas confirmer la théorie quantitative.

Des études pénétrantes sur les expériences monétaires d'après-guerre (1) ont révélé : tout d'abord que cette proportionnalité « mathématique » que l'on a cru pouvoir proclamer entre les variations de M et celles de P ne correspond aucunement à la réalité.

Par ailleurs, on a vu P , qui avait été indiqué comme le facteur passif de l'équation d'échange, devenir un des facteurs actifs de cette équation. Sous l'action d'un facteur étranger à l'équation d'échange, nous voulons parler du change, P , dans plusieurs pays, a oscillé, provoquant des variations non pas seulement dans les facteurs en V , mais — le cas de l'Allemagne est sur ce point très net — même dans M (2).

Il faut dès lors reconnaître que de l'effort des néo-quantitavistes il reste peu de chose. Sans doute il existe entre la valeur de la monnaie et sa quantité une relation ; mais que les variations dans la quantité soient les causes des variations dans la valeur, voilà qui ne paraît guère établi, puisque des cas ont été observés où ce sont des variations dans la valeur qui ont causé des variations dans la quantité.

CONCLUSION

La conclusion qui nous paraît se dégager de cette revue des différentes formes de la théorie quantitative est nettement optimiste pour l'avenir de la science économique. Une relation cau-

(1) Voir les Etudes de M. AFTALION dans la *Revue Economique Internat.* de décembre 1925 et dans la *Revue d'Econ. polit.*, 1925, n^{os} 3, 4, 5, 6.

(2) Voir sur ces points les études de M. Aftalion déjà citées.

sale, admise d'abord à la suite d'un simple raisonnement logique, puis — avec Ricardo — grâce à une observation plus attentive des faits, se trouve révoquée en doute lorsque le crédit intervient plus activement dans la vie économique.

Ce doute exige, de la part de ceux qui sont restés fidèles à la théorie traditionnelle, un support plus solide à leur croyance : ils précisent les phénomènes, en dégagent les facteurs, enserrent le problème dans des données plus nettes, toutes choses qui permettent à une observation plus minutieuse des faits de mieux établir ce qu'il y a de vrai dans la théorie quantitative, de faire ressortir le lien qui existe entre la quantité de la monnaie et sa valeur, qui permettent aussi de préciser la nature de ce lien. C'est là un exemple encourageant des progrès réalisés par la science économique.

Ces progrès permettent d'expliquer que des périodes d'inflation aient été des périodes de résurrection pour la théorie quantitative, car dans ces périodes l'élément moteur est bien *M* ; on s'explique aussi que dans des périodes d'abondante extraction d'or le même phénomène se produise et peut-être que l'afflux de l'or du Transvaal n'a pas été étranger au renouveau de la théorie quantitative et aux efforts déployés au commencement de ce siècle pour lui donner de plus solides assises.

A l'inverse, les périodes pendant lesquelles les quantités de métaux précieux extraites n'ont guère varié et où le crédit a été le principal moyen de faire circuler les biens et de susciter la production, ces périodes ont été pour la théorie quantitative des périodes d'éclipse.

Mais ce n'est pas seulement sous l'influence des variations de *M* que la théorie quantitative gagne ou perd du terrain. Il s'est, en outre, produit dans la vie économique des transformations telles que cette théorie a pu être plus vraie dans le passé qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Lorsque la monnaie en circulation était uniquement une monnaie d'or, il n'y avait pas pour les acheteurs et les vendeurs place pour une estimation de la valeur propre de cette monnaie : étant entendu que l'or était accepté par tous, qu'il était considéré par tous comme la monnaie parfaite, nul ne songeait à soumettre à un jugement estimatif de valeur l'or du lingot que constituait chaque pièce. Le facteur qualitatif n'entrait plus ici en ligne de compte ; c'était le facteur quantitatif seul qui était considéré ; sur la qualité, nul doute : tout le monde la prisait. Le jugement de valeur dépendait donc de la seule quantité.

Lorsque — comme cela est le cas dans la vie économique moderne — des instruments monétaires circulent à côté de l'or et de l'argent, il y a place, en ce qui concerne ces instruments monétaires, pour un jugement qualitatif ; le même accord unanime n'existe plus sur la valeur en soi de ces instruments, et

c'est pourquoi ce n'est plus le seul facteur quantitatif qui entre en ligne de compte.

Ce raisonnement, qui porte sur les facteurs en M' , porte aussi sur les facteurs en M lorsqu'ils sont constitués par des billets de banque : la chance plus ou moins grande que ces billets ont d'être remboursés peut entrer et entre en fait dans les préoccupations des acheteurs et des vendeurs, surtout en matière de commerce international. Le cours du change traduit les hauts et les bas de ces appréciations individuelles, et le cours du change à son tour agit sur les prix intérieurs, si bien qu'en définitive les facteurs qualitatifs conditionnent aussi le niveau des prix.

Tout cela explique que la théorie quantitative soit moins exacte aujourd'hui qu'elle a pu l'être autrefois.

Si cette étude pouvait contribuer à faire descendre de l'absolu où l'on a trop tendance à le placer le problème de la valeur de la monnaie, si elle pouvait aider à souligner le caractère contingent de ce problème, nous estimerions n'avoir pas fait œuvre vaine, car nous sommes persuadés que, le jour où ce changement se sera fait dans les esprits, l'accord sera proche entre tenants et adversaires de la théorie quantitative.

ALFRED POSE.

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE DES ANCIENNES MESURES DU DÉPARTEMENT D'INDRE-ET-LOIRE AUX XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES

par ROBERT VIVIER
Agrégé de l'Université
Professeur au Lycée de Tours

Au XVIII^e siècle, dans les régions de la généralité de Tours qui ont formé le département d'Indre-et-Loire (1), le système des poids et mesures présente, comme dans les autres parties du royaume, une complexité et une diversité très grandes.

I. — Parmi les droits que les seigneurs, au Moyen âge, s'étaient arrogés, tandis que se désagrégeait l'autorité royale, il faut compter celui de poids et mesures.

Ce droit d'avoir des poids et des mesures particulières à chaque seigneurie et en même temps celui de la police des poids et mesures constitue un véritable monopole seigneurial. Ce monopole procure au seigneur un double avantage. Il perçoit ses rentes en grains à la mesure de sa seigneurie. Il peut aussi, en exerçant la police des foires et des marchés et en imposant sa mesure à ses « étagiers » ou sujets, percevoir des taxes de mesurage et pesage, connues sous le nom d'aunage, minage et sous diverses autres dénominations.

(1) Le département d'Indre-et-Loire comprend la majeure partie de l'ancienne Touraine : les élections d'Amboise, sauf 12 paroisses du Blésois ; Chinon, à l'exception de Vellèches ; Loches sauf Coussay-les-Bois, Ecueillé et la Roche-Pozay ; Tours (82 paroisses, sur un total de 90) ; 25 paroisses de Richelieu ; Assay, dans l'élection de Loudun. Ces six élections formaient la province « dite de Touraine ». On ajoute 9 paroisses prises à l'élection de Saumur, 13 à celle de Baugé, situées en Anjou, et 3 paroisses de l'élection de Château-du-Loir (Maine).

Ces renseignements ont été établis à l'aide du tableau des paroisses de la généralité de Tours. (CARRÉ DE BUSSEROILLE, *Dictionnaire géographique d'Indre-et-Loire*, t. VI, pp. 169-183.)

L'esprit de fiscalité des seigneurs peut, dans une certaine mesure, expliquer, avec la persistance du régime seigneurial, le maintien de ce monopole. Les trois réformations de la coutume de Touraine (1460, 1507 et 1559) confirment aux seigneurs l'exercice de ce monopole. Le seigneur moyen justicier peut « bailler » à ses hommes et sujets (2) mesures à blé, vin et huile, s'il n'y a usage contraire ».

Mais la coutume respecte la hiérarchie du régime seigneurial en obligeant le seigneur à « ajuster » ses mesures particulières au « sep » ou étalon de son supérieur ou suzerain. S'il utilise une plus grande mesure, il perd son droit de « bailler mesures » (3).

Le même droit est concédé au seigneur châtelain, qui peut « mettre aulnes, poids et balances, crochets et mesures » (4).

Le châtelain peut, en outre, instituer des arpenteurs et des mesureurs. Ces mesureurs, en général fermiers des droits de mesurage et de pesage, procurent au seigneur des revenus assez importants. Par leur intermédiaire, les « officiers » seigneuriaux surveillent toutes les transactions commerciales et imposent l'usage des mesures du seigneur.

Le monopole des poids et mesures fait si bien partie du régime seigneurial, que certains différends ont pour cause les vicissitudes et la complexité de ce régime.

En 1706, Olivier de Faye, bourgeois de Tours, propriétaire de domaines dans la prévôté de Larçay, est poursuivi devant le bailli de la baronnie archiépiscopale de Tours et de la châtellenie de Larçay. Jean Perray, « cy-devant fermier (5) de la châtellenie de Larçay, domaine de l'archevêque, et « Lefeuvre, cy-devant fermier de la prévôté de Larçay, propriété du duc de Mazarin depuis 1680 (6), réclament à Olivier de Faye le paiement de rentes en grains sur le pied de la mesure de la baronnie ».

(2) JACQUET : *Abrégé du commentaire de la coutume de Touraine*, t. I, art. XL, p. 157 (ref. 1559), et DUFREMENTEL : *Nouveau commentaire sur la coutume de Touraine*, t. I, p. 40 (r. 1559).

(3) JACQUET, *op. cit.*, t. I, art. XLI, p. 158 (r. 1559), et DUFREMENTEL, *op. cit.*, t. I, p. 41. Arch. d'I.-et-L., G. I., Cartulaire de l'arch. de Tours, p. 591.

La coutume n'innove pas. Les textes antérieurs le prouvent d'une manière indiscutable. En 1278, l'archevêque de Tours donne au commandeur des Templiers, son vassal à Villedomer, des mesures à blé et à vin conformes à son étalon ou « cep », qui devront toujours rester ajustées à cet étalon et seront vérifiées par le préposé de l'archevêque. Des amendes seront infligées aux falsificateurs.

(4) JACQUET, *op. cit.*, art. LXII, p. 229, et DUFREMENTEL, t. I, art. LXII, p. 59.

(5) Archives d'I.-et-L., G. 20. Requête d'O. de Faye au bailli, 12 janvier 1706. Requête d'emploi de Jean Perray, 16 mai 1707.

(6) Arch. d'I.-et-L., E. 148. La terre de Veretz et prévôté de Larçay avaient été acquises en commun par l'abbé d'Effiat et le duc de Mazarin le 16 mai 1662. Ces coacquéreurs se séparèrent en 1680. Mazarin devint seul possesseur des domaines. (BOSSEBŒUF : *Le château de Veretz*, documents annexes, pp. 506-507.)

Or, ces rentes auraient toujours été payées à la « mesure de roy ».

Le problème juridique à résoudre semble reposer sur un point de droit seigneurial. Cette question est élucidée par une note anonyme que se trouve à la fin de la requête d'Olivier de Faye, et par celui-ci dans sa requête même.

« Il est constant » que le domaine seigneurial de Larçay fut possédé en commun par les deux frères parageaux Pierre et Jacques de Larçay. Cette seigneurie fut confisquée par le roi de France sur Pierre, coupable de félonie.

Le roi avait fait don de ce domaine à l'archevêque de Tours. Mais le cadet, Jacques, innocent du « crime de félonie », obtint du roi que l'archevêque partagerait le domaine.

La part de l'archevêque devint la châtelainie de Larçay, celle de Jacques prit le nom de prévôté de Larçay, possession du duc de Mazarin au commencement du XVIII^e siècle.

La châtelainie, représentative de la part de l'ainé, eut seule le droit de haute, moyenne et basse justice, tandis que la prévôté n'eut que la justice foncière, relevant de celle du suzerain, qui était l'archevêque.

D'après la coutume de Touraine, le prévôt de Larçay n'a aucun droit de mesure particulière. Si, d'autre part, le duc de Mazarin, prévôt de Larçay, et l'archevêque de Tours, en qualité de châtelain de Larçay, avaient un droit de mesure particulière, ils auraient dû, suivant l'article LXII de la coutume de Touraine (7), déposer leur sep ou étalon à l'hôtel de ville de Tours. Or, cet étalon ne s'y trouve pas.

Ce droit de mesure particulière serait aussi justifié par d'anciennes « baillées » ou déclarations d'héritages, indiquant à quelle mesure doit se faire le paiement des rentes. De plus, deux certificats (8) de M^e Planche, juge au présidial de Tours (2 septembre 1705), et de Guillery, avocat au même siège, du 29 décembre 1705, attestent que les fermiers de la prévôté et de la châtelainie de Larçay n'ont jamais perçu les rentes en grains qu'à la « mesure de roy ».

Tel est le sens de cette argumentation, qui paraît d'une logique irréfutable. Ce raisonnement est justifié par différents aveux et dénombrements rendus par le prévôt de Larçay à l'archevêque de Tours, châtelain de Larçay. Pierre de Larçay (9) rend aveu, le 5 août 1358, où il énumère ses droits, dont celui de « vayerie » de 60 sols... « *saue mesure* ». Jean Perray lui-même invoque deux aveux (10), du 20 octobre 1676 et du 29 avril 1702, où il

(7) JACQUET, *op. cit.*, t. I, p. 59, et DUFREMENTEL, *op. cit.*, t. I, p. 59.

(8) Certificats de Planche et Guillery (G. 20, Arch. d'I.-et-L.).

(9) Arch. d'I.-et-L., G. I., Cartulaire de l'arch. de Tours. (Dom BÉTANCOURT, 1783, p. 269.)

(10) Arch. d'I.-et-L., G. 20, Requête de Jean Perray.

apparaît que le prévôt de Larçay n'a aucun droit de mesure particulière. Un autre aveu du 12 juillet 1728 confirme les précédents (11).

D'autre part, le droit de mesure particulière de l'archevêque pour sa baronnie archiépiscopale ne prouve pas, cette mesure « excédant celle de roy » d'un boisseau par setier, qu'elle soit valable pour la châtelainie de Larçay. Les châtelains de Larçay ne peuvent pas justifier, suivant les prescriptions de la coutume, du dépôt d'un étalon à l'hôtel de ville de Tours.

L'aveu rendu le 5 août 1358 par le prévôt de Larçay prouve que, dès cette époque, ce prévôt était vassal de l'archevêque de Tours, châtelain de Larçay.

Mais l'auteur de la note anonyme qui suit la requête d'Olivier de Faye a laissé en blanc la date de la confiscation par le roi du domaine de Larçay. Cette omission est-elle volontaire ? Malgré cette absence de date, que nous n'avons pu fixer, malgré de patientes recherches, il n'en reste pas moins que cette procédure nous fait entrevoir un curieux problème de droit seigneurial à propos d'une contestation de poids et mesures.

II. — L'obligation du dépôt d'un étalon de mesure de chaque domaine seigneurial s'explique par les abus qui résultaient du dangereux monopole que s'étaient approprié les seigneurs.

La royauté, qui a lutté avec ténacité contre les privilèges politiques, sociaux et territoriaux de la féodalité, a cherché de bonne heure, dans l'intérêt du bien public et en s'appuyant sur le principe féodal de directe universelle dévolu au roi, à restreindre ce *monopole économique*.

Le roi a la police générale du royaume, il peut donc surveiller et combattre les abus résultant de la complexité des poids et mesures. Il n'engage la lutte qu'avec prudence au xvi^e siècle et se contente, dans la réformation de 1507, d'exiger du seigneur de « n'avoir qu'un sep ou étalon » (12), dont il ne pourra augmenter ni diminuer la contenance.

En 1559, les rédacteurs de la coutume imposèrent aux seigneurs l'obligation (13) d'envoyer à « l'hôtel de ville le plus prochain » où il y a droit « de mairie et de communauté » le « sep » ou étalon utilisé par eux. S'il n'y a pas de ville ayant droit de mairie, ils devront déposer l'étalon au greffe du tribunal royal le plus proche.

Quels progrès depuis 1460, où le seigneur châtelain était seulement tenu de présenter le sep à la justice du suzerain (14) !

(11) Arch. d'I.-et-L., E. 148.

(12) JACQUET, *op. cit.*, t. I, art. xli, p. 158 ; DUFREMENTEL, t. I, p. 41.

(13) JACQUET, *op. cit.*, t. I, art. xlii, p. 163, et lxii, p. 229 ; DUFREMENTEL, t. I, art. lxii, p. 59, art. xlii, p. 41.

(14) DUFREMENTEL, t. I, Réformation de 1460, art. iv, p. 59.

La royauté, animée de bonnes intentions, se méfie des seigneurs et s'efforce de prévenir les fraudes qui pourraient résulter de la diversité des poids et mesures. Elle cherche à exercer un contrôle efficace.

Elle tente de faire davantage encore en unifiant le système des poids et mesures. Mais sa bonne volonté se heurte à trop d'égoïsmes et d'intérêts coalisés contre elle, même à des habitudes séculaires par trop enracinées. Les efforts de François I^{er}, et particulièrement d'Henri II, qui, à la demande des Etats généraux de 1558, ordonna la réduction des poids et mesures à ceux de la capitale, n'aboutirent à aucun résultat immédiat.

L'uniformité des poids et mesures était un projet prématuré (15) au xvi^e siècle.

Tout au plus les rédacteurs de la coutume, agents du roi, s'efforcèrent-ils en Touraine d'empêcher toutes les exactions des seigneurs par le contrôle et la vérification des étalons. Ils ne purent imposer à la Touraine qu'un étalon de mesure de longueur : l'aune royale de la ville et cité de Tours. Mais ils ont soin d'ajouter qu'ils « n'entendent préjudicier (16) en rien aux droits des seigneurs ». Ceux-ci pourront ajuster leur aune à la mesure de ladite aune (17) du roi à Tours.

Les fraudes étaient innombrables, surtout quand les seigneurs, ou plutôt leurs fermiers, percevaient des rentes en grains. Aussi la coutume de 1559 prescrit-elle que l'estimation (18) des grains dus pour rentes se fera sur la base du setier mesure de Tours (19).

Mais toutes les prescriptions royales et les dispositions contenues dans la coutume de Touraine semblent être restées lettre morte.

Au milieu du xvii^e siècle, l'arrêt du Conseil du 9 janvier 1668 (20) nous informe que les seigneurs continuent à avoir des mesures particulières dont le jaugeage est inconnu.

Il prescrit que les mesures des seigneurs devront être conformes à celle du plus prochain marché et ne pourront les dépasser que d'un cinquième, tout au plus. On dressera aussi un tarif général contenant la proportion des mesures supprimées à celles qui subsisteront.

Sans doute, il est difficile de supprimer les abus, puisqu'au xviii^e siècle les seigneurs n'empêchent pas « leurs gens d'af-

(15) BIGOURDAN : *Le système métrique des poids et mesures*, p. 5.

(16) DUFREMENTEL, t. I, art. LXIX, p. 62.

(17) L'aune du roi valait 1 m. 90. (Arch. d'I.-et-L., L. 334. Tableau de comparaison des anciennes mesures, an VII).

(18) JACQUET, t. II, art. 357, p. 545, et DUFREMENTEL, t. I, art. 357, p. 410.

(19) Le setier contenait 12 boisseaux. Le boisseau valait 11 litres 695. (Arch. d'I.-et-L., L. 334.)

(20) FRÉMINVILLE : *Les vrais principes des fiefs, en forme de dictionnaire*, t. II, pp. 56 et 157.

faïres (21) ou leurs fermiers, avides de molester et de tromper leurs sujets, souvent réduits à la misère », en augmentant ou diminuant les mesures suivant les intérêts du seigneur.

Ces variations continuelles dans le système des poids et mesures sont encore accrues par les matériaux utilisés pour fabriquer ces mesures. Quand elles sont usées et hors d'usage, l'on se borne à fabriquer un nouvel étalon, qui parfois diffère du premier.

En 1738, « l'ancien sep ou estallon » du comté de Sainte-Maure étant « gasté par la rupture des bords et du fond », le sénéchal du comté rend une ordonnance prescrivant (22) la fabrication d'un nouveau boisseau, égal à l'ancien, dont on se sert depuis soixante-dix ans et pesant 19 livres.

Or, cette dernière affirmation est contredite par Roussel, archiviste de l'église métropolitaine de Tours (23). Anciennement, d'après l'usage et la tradition, le boisseau était de 17 livres, il a été augmenté d'une livre 12 onces.

Les étalons de l'aune ou de la toise étaient le plus souvent en fer, facilement oxydable. Malgré toutes les précautions prises, l'étalon lui-même était sujet à des variations. A Bléré, l'étalon de la toise et de l'aune était une barre de fer (24) scellée au mur dans la mairie de Bléré.

Quand il s'agit des « vaisseaux » à vin, il est encore plus difficile de déterminer un jaugeage exact, en raison des conditions de la fabrication. Il faut tenir compte de l'usure des tonneaux, qui diminuent de contenance à chaque réparation par suite du rabattage des cercles. Les prescriptions de la coutume de Touraine sont absolument (25) inopérantes en présence de ces difficultés matérielles.

Enfin les étalons de mesures déposés au greffe des sièges royaux ou à l'hôtel de ville ne sont pas conservés. La confrontation des mesures des seigneurs avec leur étalon en dépôt devient donc impossible. A la fin du XVIII^e siècle, Dufrementel (26) nous signale que les étalons de l'hôtel de ville de Tours ont disparu depuis longtemps.

Aussi était-il difficile d'opérer une unification même régionale des poids et mesures. Pour réduire les mesures particulières à celles de Tours, il faudrait vérifier (27) et ajuster tous les étalons. Cette entreprise lui paraît impossible à réaliser.

(21) JACQUET, *op. cit.*, t. II, p. 542.

(22) Arch. d'I.-et-L., G. 154. Ordonnance du 7 juin 1738.

(23) Arch. d'I.-et-L., G. 154. Lettre de Roussel, datée de Sainte-Maure, 18 juin 1779.

(24) Arch. d'I.-et-L., série M., an IX à XI. Poids et mesures ; Maire de Bléré à Préfet, 27 ventôse, an XI.

(25) JACQUET, *op. cit.*, t. I, art. 63, p. 234.

(26) DUFREMENTEL, t. II, p. 488.

(27) Id., t. I, p. 641.

III. — Il est hors de doute que cette complexité infinie des poids et mesures a favorisé et permis de multiples abus. Ces abus font naître des procès qui durent des années. Juges seigneuriaux et royaux sont souvent fort embarrassés pour régler des procès aussi épineux. Il y eut en Touraine, à la fin du *xvii^e* siècle et au *xviii^e* siècle, des procès retentissants qui ont mis aux prises les débiteurs de rentes seigneuriales et leurs seigneurs. L'un des procès les plus curieux fut celui qui eut lieu entre les moines de Marmoutiers et leurs censitaires des paroisses de Saint-Ouen (actuellement Sainte-Radegonde), Saint-Cyr et Saint-Symphorien.

Les moines de Marmoutiers avaient depuis longtemps la fâcheuse réputation d'augmenter ou de diminuer l'étalon de leur mesure suivant leur intérêt. Pour les distributions de vin aux pauvres, les moines se servaient d'une pinte plus petite (28) que l'étalon de l'abbaye. Au contraire, lorsqu'il s'agissait de percevoir les dimes en vins et en grains, ils utilisaient un boisseau de fonte pour mesurer à la fois le blé et le vin. Cette mesure était plus grande que celle « du roy à Tours ». Mais leurs censitaires se plaignirent (29) des charges supplémentaires qui leur étaient imposées pour le paiement de leurs redevances. Avant 1689, ils avaient toujours payé leurs redevances « à la mesure du roy à Tours ». Ils accusaient les religieux d'avoir mis au jour « un certain vaisseau de fonte qu'ils ont dit s'estre trouvé dans les murs démolis audit couvent » et d'avoir « prétendu que les rentes devaient être payées à la mesure de ce vaisseau, mesure plus grande de 2 livres que celle de roy ».

L'affaire fut portée devant le Conseil du roi, qui, par un arrêt de 1696 (30), condamna les moines de Marmoutiers à briser leur « vaisseau de fonte » et à déposer à l'hôtel de ville de Tours un étalon de mesure conforme à celle de Tours. Ils durent aussi rembourser à leurs censitaires le trop-perçu depuis l'année 1689. Les habitants de Sainte-Radegonde, Saint-Cyr et Saint-Symphorien touchèrent (31) ainsi une somme de 3550 livres 7 deniers, qui leur furent restitués par les religieux.

Il serait fastidieux de narrer les innombrables contestations qui ont pour cause la diversité des poids et mesures. Mais les plaideurs eux-mêmes comprennent la nécessité de s'en rapporter, pour le règlement de leurs différends, à une mesure invariable.

La conséquence de tous ces procès est de généraliser la mesure

(28) Arch. d'I.-et-L., H. 372. Procès-verbal de la mesure de Marmoutier, 5 février 1625.

(29) Arch. d'I.-et-L., Actes d'assemblée des habitants de Saint-Symphorien du 29 novembre 1693.

(30) Arch. d'I.-et-L., H. 372. Arrêt du Conseil du 24 mai 1696.

(31) H. 372. Quittance générale donnée à Messieurs de Marmoutiers, 22 mars 1707.

de roy et de la prendre pour étalon quand il s'agit de confronter des mesures de seigneuries différentes, ou d'établir la juste contenance de ces mesures. En 1667 (32), à la suite d'un procès entre l'ancien fermier de la seigneurie du Haut et Bas-Pocé et Victor Trahan, fermier du duché de Luynes, près de Tours, le lieutenant général de Touraine fait une expertise de la contenance du boisseau de la baronnie de Rochecorbon. Le boisseau de Rochecorbon se trouve être plus grand que « celui mesure de roy d'un quart et une paulme, laquelle paulme s'est trouvée faire la vingt-quatrième partie », soit un demi-quart. Le septier ou les douze boisseaux de Rochecorbon valent donc « quinze boisseaux et un demi-quart mesure de roy ».

En 1728, une contestation (33) de même nature entre les vicaires « gervaziens » de la cathédrale de Tours et Gaigneux, marchand, est résolue par une confrontation entre les mesures de Montbazou, du chapitre, et la mesure de roy. Le boisseau de Montbazou se trouve être plus grand que celui « de roy ». Les 10 boisseaux de Montbazou valent douze boisseaux mesure du chapitre de l'église métropolitaine de Tours.

Ainsi de multiples différends se produisent à l'occasion de la perception des rentes en grains. Ces quelques exemples suffisent à montrer la persistance des abus, l'avidité des fermiers et la complaisance des seigneurs.

IV. — Quand il s'agit de la police des marchés et des fraudes qui tendent à priver les seigneurs des taxes de mesurage, les juges seigneuriaux semblent plus sévères. Ils ne veulent à aucun prix tolérer une atteinte au monopole seigneurial. Les marchands de blé de Sainte-Maure s'étaient avisés d'établir un boisseau particulier dont l'usage fut toléré un certain temps, mais l'usage de ce boisseau eut des répercussions immédiates sur le paiement à la nouvelle mesure. Le procureur fiscal (34) du comté de Sainte-Maure adressa un réquisitoire au sénéchal du comté, qui rendit une ordonnance prescrivant l'abolition de ce boisseau particulier et maintenant l'usage de l'étalon déposé au greffe du siège seigneurial.

Les registres d'audience des tribunaux seigneuriaux nous montrent que les officiers seigneuriaux exercent une surveillance rigoureuse chez les marchands et les aubergistes, trop souvent enclins à se servir de plus grande mesure que l'étalon de la seigneurie. Le procureur fiscal de la châtellenie de

(32) Arch. d'I.-et-L., G. 154. Expertise de la mesure de Rochecorbon, 27 janvier 1666 au 16 février 1667.

(33) Arch. d'I.-et-L., G. 154, 21 août 1728 à 1731. En réalité, ce procès avait commencé dès 1723.

(34) G. 154. Ordonnance du sénéchal du comté de Sainte-Maure du 17 nov. 1699.

Luzillé (35), accompagné de deux sergents ou huissiers, vérifie avec soin les poids des boulangers ou des marchands, le jour de la fête patronale ou assemblée de la paroisse.

Dans les grandes seigneuries, comme le duché-pairie de Choiseul-Amboise, dont la justice comprend tout le ressort de l'ancien bailliage d'Amboise supprimé en 1765, la police des poids et mesures fut particulièrement sévère. Les officiers du duché-pairie continueront l'œuvre de strict contrôle exercé par le bailliage royal. Il est vrai que Choiseul avait maintenu en fonctions (36) la plupart des conseillers royaux.

Ils exigent, suivant les prescriptions de la coutume de Touraine (art. XLII), le dépôt (37) à l'hôtel de ville d'Amboise de l'étalon du boisseau de la prévôté de Mosnes et de Vallières-les-Grandes (1780).

Jean-Baptiste Lorin de la Croix, seigneur de la baronnie de la Croix-de-Bléré, avait dû (38), dès 1762, satisfaire à la même obligation.

Quand la royauté, par la déclaration (39) du 16 mai 1766, s'efforce d'établir dans les bailliages un « tarif » exprimant le rapport entre les mesures particulières et les mesures matrices de Paris, les officiers du duché-pairie, à la requête du procureur fiscal, s'empressent d'approuver un règlement général de police établi par lui. Ce règlement (40) porte la date du 21 mai 1766.

Tous les marchands devront ajuster leurs mesures à celles du roi (art. 8 et 13).

Les « blatiers » ou marchands de blé ne pourront se servir que du boisseau et de ses sous-multiples : demi, quart, demi-quart de boisseau (art. 17). Les marchands utiliseront l'aune, demi-aune, ajustée à celle du duché et marquée du sceau ducal. Enfin l'article 58 du règlement prescrit de se conformer à l'article LXIII de la coutume de Touraine pour la fabrication des poinçons. Cet article détermine la qualité du bois, la mesure et le rapport des différents « vaisseaux à vin » (41).

Ce règlement général de police n'innove en rien et ne fait que reproduire des prescriptions très anciennes, dont le rappel indique qu'elles sont restées inappliquées.

Ce règlement est appliqué avec sévérité contre les boulangers qui vendent à faux poids, les marchands de blé. Des visites nom-

(35) Arch. d'I.-et-L., série B., supplément n° prov. 141, 21 juin 1778.

(36) Série B., suppl. n° prov. 63.

(37) CHEVALIER, *Archives communales d'Amboise* (Inventaire analytique BB, 55).

(38) *Ibid.*, BB, 46.

(39) FRÉMINVILLE : *Les vrais principes des fiefs, en forme de dictionnaire*, t. II, Mesures.

(40) Arch. d'I.-et-L., série B., supplément n° provisoire 102 (Registres).

(41) DUFREMENTEL, *op. cit.*, t. I, p. 60, art. LXIII.

breuses sont faites à Amboise, à Saint-Martin-le-Beau (42). Il s'agit du « bien public ». Les officiers ducaux tiennent le même langage que les légistes du Moyen âge.

Ils exercent le même contrôle à Montlouis (43), le jour de la foire de Saint-Laurent (1770).

L'esprit de fiscalité domine aussi toutes ces visites, suivies de saisies des faux poids et des fausses mesures. Les délinquants sont condamnés à de fortes amendes : 20 livres, 40 livres ; les objets saisis sont détruits et les marchands sont obligés de faire ajuster leurs nouveaux poids et mesures à l'étalon du duché. Toutes ces opérations judiciaires procurent au duché une certaine part de revenus.

A la halle d'Amboise, l'adjudicataire (44) du bail de « la halle, petits poids et balances, a seul le droit de fournir de « jales » pour toutes sortes de grains. Il prélève naturellement pour ses opérations de mesurage et de pesage une faible taxe, à laquelle beaucoup de marchands cherchent à se soustraire. Aussi les plaintes du fermier sont-elles accueillies avec intérêt par les juges du duché, qui ordonnent le pesage à la halle de toutes les denrées. Esquiver le mesurage ou le pesage à la halle, c'est priver le trésor ducal d'une partie des ressources, car le fermier pourrait (45) arguer d'une répression insuffisante des fraudes pour obtenir une diminution du prix de son bail. Même quand les juges seigneuriaux sévissent contre les pratiques malhonnêtes des meuniers, n'est-ce pas en vue de réglementer et sauvegarder l'exercice du droit de banalité de moulin ? Ce n'est d'ailleurs qu'en vertu de l'article xiv (46) de la coutume de Touraine qu'ils se livrent à ces poursuites.

Les boisseaux de meuniers sont trop faibles. Dans la châtellenie de Luzillé, un certain nombre de meuniers se servaient d'un boisseau à qui il manquait « les trois quarts de boisseau par septier » (47). Les fraudes des meuniers sont encore favorisées par certaines dispositions de la coutume de Touraine. Le meunier doit rendre un boisseau de farine comble pour un boisseau « de blé rès », ou bien treize boisseaux de farine pour douze de blé. Beaucoup de meuniers oublient d'observer cette prescription (48).

Quel ennui pour le seigneur ou son bailli quand il voit diminuer les revenus qui résultent de la perception des taxes de mesu-

(42) Arch. d'I.-et-L., série B, supplément n° prov. 63.

(43) Arch. d'I.-et-L., série B, suppl. n°s prov. 63 et 67 (Registres).

(44) Série B, suppl. n° prov. 3. Bail de 1762.

(45) B, suppl. n° 85. Requête du fermier de la halle au siège ducal du 18 mai 1787.

(46) DUFREMENTEL, *op. cit.*, t. I, art 14 (réf. 1559).

(47) Arch. d'I.-et-L., série B, n° prov. 108. Registre d'audience de la châtellenie de Luzillé, 4 mai 1773.

(48) DUFREMENTEL, *op. cit.*, t. I, art. xiv.

rage et de pesage. A la fin du xvii^e siècle, les archevêques de Tours constatent que leur marché de la place Saint-Etienne est de plus en plus déserté par les marchands, au profit des marchés qui se tiennent dans la baronnie de Châteauneuf, au chapitre de Saint-Martin. Ce domaine est situé à l'ouest de la ville et le domaine de l'archevêque à l'est.

Le bailli de l'archevêque rappelle, le 20 juillet 1695 (49), que les sujets de l'archevêque, baron du palais archiépiscopal, doivent obéir à l'article LXII de la coutume de Touraine et apporter leurs marchandises aux poids de l'archevêque. Les sujets avaient oublié cette prescription et les fermiers avaient abandonné le « poids ».

Le bailli renouvelle ces prescriptions et l'ordonnance du 16 juillet 1688. Sujets forains et voituriers devront désormais faire peser leurs marchandises au « poids établi à l'entrée de la rue Saint-Georges, du costé de la place Saint-Etienne ».

Les marchandises des forains, et en particulier le beurre, y sera déchargé, afin « d'y faire planche pendant vingt-quatre heures ». Les marchands viendront s'y approvisionner et tous les grossistes et détaillants se trouveront « aux dits poids à l'heure ordinaire pour y faire leurs achats ».

Ces prescriptions restèrent lettre morte. En dépit des ordonnances du bailli, les marchands préférèrent les marchés de Châteauneuf, centre le plus commerçant de Tours. Ce déplacement de l'axe commercial de la ville de l'est vers l'ouest s'explique par la construction du pont de Tours et la percée de la rue Royale.

Aussi un mémoire (50) de la seconde moitié du xviii^e siècle rappelle le droit des archevêques d'établir un marché dans leur domaine et insiste sur la nécessité de créer ce marché place Saint-Etienne pour la commodité du public, mais surtout pour attirer des marchands et les frapper de taxes de pesage, source de revenu appréciable (50 *bis*).

V. — L'incertitude et les variations des mesures ont des conséquences fâcheuses dans tous les domaines. Le peu de fixité des mesures agraires rend difficiles les mutations des biens, empêche de déterminer avec exactitude la contenance des terres, soumet la perception des rentes en grains à des variations incessantes.

La mesure la plus usuelle des terres, prés et vignes en Touraine, fut, du Moyen âge au xvii^e siècle, l'arpent de quatre-vingts à quatre-vingt-deux chainées, la « chesnée » royale ou chesnée de Touraine étant de 25 pieds. Or, une croyance répandue chez

(49) Arch. d'I.-et-L., G. 13. Ord. du bailli du palais archiépiscopal.

(50) Archives d'I.-et-L., G. 13.

(50 *bis*) « Le minage et poids du roy » de la baronnie de Châteauneuf à Tours est affermé par le trésorier de Saint-Martin 1250 livres (1783) et 1300 en 1788 (Arch. d'I.-et-L. G. 420).

les paysans affirmait que, d'après une déclaration du roi, — ordonnance dont il est impossible de retrouver trace, — l'arpent du XVIII^e siècle vaut cent chaînées de 25 pieds chacune. Tout nouvel acquéreur dont le contrat « n'est point explicite (51) sur sa mesure la veut prendre à cent chaînées de 25 pieds ». Il en résulte une infinité de procès.

La coutume de Touraine est muette sur la contenance de l'arpent ; aussi les paysans, comme les seigneurs, sont-ils tentés d'anticiper sur les domaines voisins.

François de Gloinec, prêtre breton, titulaire de la chapelle du Saint-Esprit (1700 à 1730), fondée et desservie en la collégiale du château d'Amboise, était possesseur de domaines dans la région d'Amboise. Il ne put les affermer parce que les paysans avaient enlevé les bornes et amoindri les héritages.

Les paysans exigeaient des arpents de cent chaînées. Gloinec fit arpenter ses domaines en prenant pour base l'arpent de quatre-vingts chaînées. Malgré les cris des paysans, qui prétendaient maintenir l'arpent de biens laïcs à cent chaînées et réduire à quatre-vingts celui de biens ecclésiastiques, Gloinec parvint à retrouver des contenance identiques à celles portées sur l'acte de fondation de 1474.

Tous ces ennuis avaient déterminé Gloinec à écrire un traité d'arpentage (52), dont il nous donne le plan. Ecartant toutes les duperies paysannes, il établit que seule l'ordonnance des eaux et forêts de 1669 détermine la mesure de l'arpent qui est pour les bois de 100 perches de 22 pieds, tandis que jusqu'au milieu du XVII^e siècle l'arpentage des terres se fait en prenant pour base quatre-vingts chaînées par arpent. Peu à peu l'usage (53) finit par se généraliser de l'arpent de cent chaînées de 25 pieds chacune.

Ainsi la valeur de l'arpent (54) varie de siècle en siècle. Comment s'étonner des procédures tracassières entre paysans et seigneurs pour le paiement des rentes en « fresche (55) ? Les arpentages de « fresche » au XVIII^e siècle sont très nombreux et apparaissent comme une confirmation des abus et des inconvénients de l'instabilité des mesures.

(51) Arch. d'I.-et-L., G. 358. *Mémoires sur l'arpentage*, par FRANÇOIS DE GLOINEC (1727 et 1730).

(52) Arch. d'I.-et-L., série G, 8 octobre 1727, note pour un traité des arpentages, mesures, chaînées.

(53) G. 358. Note sur l'arpentage, 1730.

(54) D'après le tableau de comparaison des anciennes mesures aux mesures métriques de l'an VII, l'arpent ordinaire valait en Touraine 65 ares 907, celui des eaux et forêts 51 ares 038 (Arch. d'I.-et-L., L. 334).

(55) Les domaines seigneuriaux comprenaient des portions d'étendue variable appelée « fresches », réparties entre différents censitaires. Chaque parcelle devait une rente en nature ou en argent, et tous les possesseurs de parcelles étaient débiteurs solidaires de la redevance de toute la frèche.

Tous ces abus provoquent des réclamations et des plaintes très vives.

Ils persistent depuis le Moyen âge, malgré une certaine bonne volonté intermittente de la royauté. Ils apparaissent plus criants encore au XVIII^e siècle parce que les seigneurs qui procèdent à la réfection de leurs terriers exigent des censitaires des déclarations où le paiement des rentes reste déterminé par le système de mesures différentes. N'est-il pas curieux, sous le règne de Louis XVI, de voir (56) dans un bail des dîmes de Vallières et de Mosnes du 28 août 1773 des rentes en grains exigées les unes à la « mesure de roy », les autres à la mesure ancienne (57) d'Amboise.

La diversité des mesures est telle que les receveurs des diverses seigneuries ne savent pas eux-mêmes quelles quantités de grains ils doivent percevoir. C'est le cas de l'église métropolitaine de Tours, à qui le curé-prieur de Saché doit une rente en grains. Pourtant, deux jugements de 1747 et 1767 auraient dû éclaircir la question (58).

Les gros « bleds » dus au chapitre de la cathédrale par le prieur de Francueil semblent avoir été réduits de vingt boisseaux à seize boisseaux cinq écuellées, malgré des titres et des arrêts du Parlement (59). Ces variations continuelles sont particulièrement gênantes. Sans doute chaque grande seigneurie possède théoriquement sa mesure particulière, mais le domaine seigneurial n'est pas toujours d'un seul tenant ou dans la même paroisse. Les rentes en grains peuvent donc être payées à une mesure différente de celle de la seigneurie. Cet inconvénient, moins grave pour les seigneuries laïques, l'est davantage pour les seigneuries ecclésiastiques, dont les domaines sont dispersés non seulement dans les diverses paroisses d'un diocèse, mais aussi hors du diocèse. Il devient pratiquement impossible, pour le receveur d'un chapitre d'une grande abbaye comme Marmoutiers, Saint-Julien, ou de l'église métropolitaine de Tours, de déterminer la quantité exacte des grains à percevoir sur les différents domaines.

Pour parer à cette diversité des poids et mesures, le chapitre, soucieux de connaître la quantité de ses revenus en nature, décide au milieu du XVIII^e siècle d'établir la valeur respective des prin-

(56) Arch. d'I.-et-L., série B, suppl. n° prov. 126. Registre de remembrances du duché-pairie de Choiseul-Amboise.

(57) La mesure ancienne d'Amboise, en l'espèce le setier, valait dix boisseaux de la mesure du XVIII^e siècle. (Arch. d'I.-et-L., G. 154, certificat de Legendre, notaire, 12 septembre 1778).

(58) Arch. d'I.-et-L., G. 154. Tableau des « bleds forains » dus à l'église de Tours.

(59) Archives d'I.-et-L., G. 154. Note pour les rentes en grains, adressée à M. Gosmer, procureur du chapitre.

cipales mesures en grains de différentes localités et de réduire la valeur de ces mesures à celle de Tours.

Le chapitre de l'église métropolitaine reconnaît ainsi la nécessité d'un étalon unique, et par là même, en établissant la valeur des mesures de grains d'après « celle du roy à Tours », il tend à faire adopter les mesures du roy à l'exclusion des mesures particulières des seigneurs.

« Tous les blés de rentes acquis au chapitre..... étant dus en différents lieux et à différentes mesures, ils ont été convertis à la mesure du roy de Tours, et afin que le poids et le nombre des boisseaux au septier soit connu pour justifier la réduction à celle de Tours, il en est donné état..... » (60).

La diversité des poids et mesures est une entrave aux transactions. Les décisions prises par le chapitre de l'église métropolitaine sont un argument en faveur de l'uniformité des poids et mesures. Le chapitre, pour nous mettre en garde contre les erreurs possibles, ajoute encore : « Lorsque les boisseaux ont été réformés en différents chefs-lieux et liquidés au poids actuels, ils ont été affaiblis, et la plupart des boisseaux ne portent que le poids qui a été liquidé. C'est pourquoi la réduction des bleds sera faite aux poids réels et effectifs des différents chefs-lieux (61). Ainsi les calculs faits sur l'ordre du chapitre ne tiennent aucun compte des valeurs fictives des boisseaux, mais seulement du poids réel des grains contenus dans les boisseaux en usage.

Ces calculs ont été opérés avec la plus grande exactitude possible. Le « septier » étant la mesure la plus usuelle en Touraine, on a déterminé le nombre de boisseaux au septier, ainsi que le poids de chaque boisseau (62).

Les opérations partirent du tarif de réduction suivant, établissant la valeur comparative entre elles des différentes mesures de grains :

*Tarif pour réduire les poignées en écuellées,
boisseaux et septiers, de quelque mesure que ce soit (63).*

- 12 poignées font une écuellée ;
- 12 écuellées font un boisseau ;
- 12 boisseaux font un septier, ce qui sert de mesure pour les différentes opérations ;
- 10 septiers égalent à un muid.

Afin de procéder à des calculs aussi exacts que possible, le chapitre s'efforça d'établir une correspondance entre les diverses unités de poids et les valeurs qu'elles représentaient en mesures de grains du chapitre et du roy :

(60) Arch. d'I.-et-L., G. 177 et G. 154.

(61) Arch. d'I.-et-L., *ibid.*

(62) Le boisseau « raz » de Tours contenait 1 décalitre 1695. (Tableau de l'an VII, Arch. d'I.-et-L., L. 334.)

(63) Arch. d'I.-et-L., G. 154.

*Tarif pour fixer les différentes mesures de bleds
qui sont dus au chapitre,
à celle du chapitre et à celle du roy de Tours (64).*

2 onces moins quelque chose font mesure de chapitre 1 poignée ;
 2 onces font 1 poignée mesure de roy ;
 16 onces ou 1 livre (65) font 9 poignées mesure de chapitre ;
 16 onces ou 1 livre font 8 poignées mesure de roy ;
 22 onces ou 1 livre 6 onces font 12 poignées ou 1 écuellée mesure de chapitre ;
 24 onces ou 1 livre $\frac{1}{2}$ font 12 poignées ou 1 écuellée mesure de roy ;
 2 livres 12 onces font 2 écuellées mesure de chapitre ;
 3 livres font 2 écuellées mesure de roy ;
 16 livres 8 onces font 12 écuellées ou 1 boisseau mesure de chapitre ;
 18 livres font 12 écuellées ou 1 boisseau mesure de roy ;
 33 livres font 2 boisseaux mesure de chapitre ;
 36 livres font 2 boisseaux mesure de roy ;
 198 livres font 12 boisseaux ou 1 septier mesure de chapitre ;
 216 livres font 12 boisseaux ou 1 septier mesure de roy ;
 12 boisseaux de chapitre n'en font que 11 mesure de roy ;
 et 12 boisseaux mesure de roy font 13 boisseaux 1 écuellée et 1 poignée.

A l'aide de ce tarif de comparaison, il était facile d'évaluer en mesure de roy les différents boisseaux de Touraine. Le tableau ci-dessous (66), qui nous fait connaître le nombre des boisseaux au « septier » et le poids de chaque boisseau, permet de faire ces évaluations.

NOMBRE DE BOISSEAUX AU SEPTIER

POIDS DU BOISSEAU

ELECTION DE TOURS

<i>Le Chapitre</i>	12	boisseaux.....	16 livres $\frac{1}{2}$.
<i>Tours</i>	12	—	18 livres.
<i>Montbazou</i>	12	—	19 livres $\frac{1}{2}$.
<i>Vernou</i>	12	—	22 livres $\frac{1}{2}$.
<i>Châteaurenault</i>	12	—	19 à 20 livres.
<i>Semblançay</i>	12	—	19 livres $\frac{1}{2}$.
<i>Notre-Dame-d'Oé</i>	12	—	19 livres $\frac{1}{2}$.
<i>Vicomté de Tours</i> ...	12	—	18 livres 1 once.

ELECTION DE LOCHES

<i>Loches</i>	8	—	21 livres.
<i>Preuilly</i>	16	—	24 livres.
<i>Villeloing</i>	12	—	18 livres.
<i>Cormery</i>	18	—	24 livres.
<i>Montrésor</i>	12	—	20 livres.
<i>Courçay</i>	12	—	15 livres.

(64) Arch. d'I.-et-L., G. 154. Sommier des « bleds ». Les calculs de comparaison faits pour l'abbaye de Saint-Julien nous donnent des chiffres identiques. (Arch. d'I.-et-L., H. 539.)

(65) La livre de Touraine valait 489 grammes. Tableau de l'an VII. (Arch. d'I.-et-L., L. 334.)

(66) Arch. d'I.-et-L., G. 154. Sommier des bleds, chapitre des rentes et fermes en bled.

ELECTION D'AMBOISE

<i>Amboise</i>	Ancienne mesure : 10 boisseaux (67, ..	15 livres.
	Mesure actuelle : 12 boisseaux.....	18 livres.
<i>Montrichard</i>	Ancienne mesure : 10 boisseaux.....	15 livres.
	Mesure actuelle : 12 boisseaux.....	18 livres.
<i>Bléré</i>	Ancienne mesure : 10 boisseaux.....	15 livres.
	Mesure actuelle : 12 boisseaux.....	18 livres.
<i>Francueil</i>	Ancienne mesure : 10 boisseaux.....	15 livres.
	Mesure actuelle : 12 boisseaux.....	18 livres.
<i>Parçay</i>	Ancienne mesure : 10 boisseaux.....	15 livres.
	Mesure actuelle : 12 boisseaux.....	18 livres (68).
<i>Montreuil</i>	12 boisseaux.....	18 livres (69).
<i>Ile-Bouchard</i>	12 boisseaux.....	18 livres.

ELECTION DE CHINON

<i>Chinon</i>	12 boisseaux.	15 livres.
<i>Saint-Maure</i>	Ancienne mesure : 12 boisseaux.....	16 livres 1/2.
	Mesure actuelle : 12 boisseaux.....	18 livres (70).
<i>Chezelles</i>	12 boisseaux.....	18 livres 1/2.
<i>Nouastre</i>	12 boisseaux.....	18 livres.
<i>Saché</i>	12 boisseaux.....	18 livres.
<i>Saint-Michel</i>	12 boisseaux.....	24 livres.

Ce tableau, qui nous donne les mesures des principales localités de Touraine, montre la diversité des mesures pour les grains. Cet état se retrouve par ailleurs complété (71) pour d'autres localités :

<i>Saint-Branches</i>	12 boisseaux au septier.....	16 livres 1/2.
<i>Sorigny</i>	12 boisseaux au septier.....	16 livres 1/2.
<i>Parçay</i>	Ancienne mesure de Saint-Georges (72)	
	12 boisseaux.....	16 livres 1/2.

Le tableau de réduction des mesures de grains des différentes localités à la mesure de roy fut d'une très grande utilité au chapitre pour la perception des rentes. La mesure du « roy de Tours » devient une sorte de mesure régionale qui tend à éclipser toutes les mesures particulières. Le besoin de l'uniformité naît ainsi de la confusion extrême.

Ce tableau de conversion (73) est reproduit dans un sommier des rentes en bled.

Pour Artannes : 12 boisseaux font 13 boisseaux mesure de roy.

(67) Le septier contenait 12 boisseaux (certificat du notaire Legendre du 12 septembre 1778, jugement pour les blés dus par l'abbaye de Saint-Julien, suivant lequel un septier, mesure ancienne d'Amboise, fait nouvelle mesure 10 boisseaux).

(68) L'avoine est comble à Tours.

(69) Erreur : « doit pezer 22 l. 1/2, suivant arrest rendu contre M. de la Goupillière).

(70) Doit peser 20 livres, pèse 19 livres, suivant l'ordonnance du bailli du lieu du 17 novembre 1699 et du 7 juin 1738.

(71) Arch. d'I.-et-L., G. 154.

(72) Saint-Georges, ancienne paroisse réunie aujourd'hui à la commune de Rochecorbon, près de Tours. (CARRÉ DE BUSSEROLLE, *op. cit.*, t. III, p. 186.)

(73) Arch. d'I.-et-L., G. 177.

Le chapitre s'efforce d'arriver à des calculs de plus en plus exacts. Le boisseau de Tours ne pèserait pas 18 livres, « suivant vérification avec celui du chapitre, qui est plus faible de $1/12^e$ ». Il est précisé que le boisseau de Châteaurenault doit être égal à celui de Tours. Le poids du boisseau de Semblançay est porté de 19 l. $1/2$ à 22 l. $1/2$. Ces tâtonnements prouvent les difficultés rencontrées par les experts désignés par le chapitre pour procéder à ces évaluations de mesure. Peut-être, soucieux des intérêts du chapitre, les experts ont-ils tendance à déterminer les poids les plus forts pour chaque boisseau ? A côté du poids des boisseaux de Loches et de Cormery, il a été ajouté sous forme d'observation : « Le boisseau de Loches doit peser 22 livrés au lieu de 21, celui de Cormery 25 au lieu de 24, Sainte-Maure 20 au lieu de 18.

Le chapitre, qui s'était efforcé d'uniformiser les mesures de grains pour la perception des rentes, adopta aussi la « mesure du roy » (74) pour distribuer les blés aux chanoines et autres ecclésiastiques de l'église métropolitaine, usufruitiers des domaines possédés par le chapitre. Le chapitre s'était ingénié à sauvegarder ses intérêts en adoptant la « mesure de roy ». Comme les grains n'ont pas le même poids spécifique, les seigneuries déterminaient le poids du boisseau et du setier pour chaque espèce de grains. D'après les calculs faits par l'abbaye de Saint-Julien, le setier de méteil « mesure de roy » pèse 195 livres, le seigle 192 et l'orge 160 livres.

Il évalue même le poids du setier et boisseau des « menus grains et grenages » qui se mesurent comble. Le setier de « pois verts » pèse 240 livres, d' « arricots ou de pois chiche » 264, de « febves » 262, de « nentilles » 252 livres (74 bis). Ces calculs tendaient à prévenir les supercheries des débiteurs de rentes ou de dîmes. Les efforts faits par cette collectivité peuvent nous expliquer les tentatives de la royauté qui, à toute époque et en particulier au XVIII^e siècle, recherche les moyens de généraliser dans le royaume les poids et mesures de Paris.

La royauté se fait l'écho des plaintes du public et, dépositaire de l'intérêt général, voudrait faire disparaître ce système « seigneurial » des poids et mesures qui semble, au XVIII^e siècle, l'un des derniers vestiges d'un système médiéval en contradiction avec la politique d'unification et de centralisation poursuivie par la monarchie.

Tout d'abord, la royauté s'efforce de déterminer (75) un état

(74) Arch. d'I.-et-L., G. 177. 20 may 1754, décision du chapitre.

(74 bis) H. 539. Abbaye de Saint-Julien. Liève ou registre de recettes, 1772 à 1792.

(75) Arch. d'I.-et-L., C. 336, p. 508. *Tableau de la généralité de Tours* (1762-1766).

des principaux poids et mesures existant dans les localités les plus importantes de chaque généralité. En 1754, le contrôleur général des finances demanda à M. de Magnanville et aux autres intendants de dresser un état des poids et mesures.

L'intendant de Tours donna tous ses soins aux opérations « qu'il fallut faire (76) pour constater les contenances des boisseaux de chaque élection ».

L'ingénieur en chef de la généralité vérifia toutes les opérations et « détermina les rapports des différentes mesures à celle du boisseau et setier de Paris ».

Ces tableaux de réduction de mesures anciennes de Touraine en mesures de Paris étaient destinées à faciliter les transactions commerciales. Elles permettaient surtout à l'intendant de fixer le prix des grains d'après des mercuriales uniformes.

Ces mercuriales étaient envoyées tous les quinze jours au contrôleur général des finances, qui pouvait ainsi contrôler le commerce des grains et se rendre compte des fluctuations des cours. La circulation des grains d'une province à l'autre n'était-elle pas gênée par la diversité des poids et mesures ? L'auteur du *Tableau de la généralité de Tours* affirme au contraire que cette diversité des poids et mesures permet aux « blatiers » ou marchands de blé de faire des gains considérables. Les différences de poids et mesures augmenteraient ainsi la circulation des grains et entretiendraient l'abondance (77) à l'intérieur des généralités.

Les résultats des opérations effectuées par ordre de l'intendant de la généralité de Tours sont plus incomplets, en ce qui concerne les mesures de grains, que ceux obtenus par le chapitre de l'église métropolitaine.

Alors que l'état dressé par le chapitre de l'église métropolitaine nous donne l'évaluation des boisseaux de trente localités de Touraine, celui dressé par ordre de l'intendant se borne à évaluer le poids du setier des chefs-lieux des différentes élections de la généralité de Tours.

Le chapitre, il est vrai, n'avait en vue que ses intérêts particuliers. La royauté, en limitant les évaluations aux mesures de grains au chef-lieu de chaque élection, simplifie le travail, et par là même combat la diversité des poids et mesures.

Les indications (78) qui nous sont données sont très générales. Le setier des élections de Tours, Amboise, Richelieu, Loudun et Baugé contiennent douze boisseaux. Celui de Loches est de

(76) Arch. d'I.-et-L., C. 336, p. 507.

(77) Arch. d'I.-et-L., C. 336, *Tableau*, p. 508.

(78) Arch. d'I.-et-L., C. 336, pp. 509-512 (Tours), 513-514 (Amboise), 515-516 (Richelieu), 517-518 (Loches), 519-520 (Chinon), 525-526 (Saumur), 531-532 (Baugé).

huit boisseaux, la pochée du setier de Chinon vaut quinze boisseaux, celui de Saumur contient dix boisseaux.

Dans toutes les élections, les poids sont les mêmes que ceux de Paris, c'est-à-dire la livre de 16 onces (79).

Si insuffisantes que soient ces indications, elles nous donnent malgré tout un aperçu de la diversité des poids et mesures, accrue encore par les manières différentes de mesurer ; on distingue le boisseau comble et le boisseau ras. Le boisseau se mesure ras à Baugé, Saumur, Loches, Richelieu. Au contraire, à Tours, « on donne (80) pour six setiers de blé onze boisseaux mesurés ras au rouleau et le douzième comble ».

L'avoine se mesure comble au boisseau comme au setier (Tours).

Le mesurage, à Amboise, se fait ras pour onze boisseaux, le douzième est donné comble (81). A Chinon, treize boisseaux se mesurent ras, à l'exception du douzième, qui se livre comble.

Cette double manière de mesurer aggrave encore les difficultés des transactions et la perception des rentes seigneuriales. Le chapitre de l'église métropolitaine avait fait dresser « un tarif pour réduire le boisseau rez d'avoine du chapitre au comble et à la mesure de roy » (84) :

1 boisseau rez fait *comble* : 8 écuellées 8 poignées à la mesure de chapitre, et 7 écuellées 11 poignées à la mesure de roy ;

12 boisseaux ou 1 septier rez fait *comble* : 8 boisseaux 8 écuellées mesure de chapitre, et 7 boisseaux 11 écuellées 4 poignées mesure de roy.

Les états dressés par le chapitre et par ordre de l'intendant ne peuvent suffire pour que nous puissions avoir une idée exacte de l'infinie diversité des poids et mesures de Touraine ? Il faut utiliser, avec les tableaux du XVIII^e siècle, les tableaux de comparaison des anciennes mesures et des mesures métriques dressés pour le département d'Indre-et-Loire en l'an VII (85).

Mais, au XVIII^e siècle, ces « tableaux royaux » montrent bien les efforts répétés de la royauté pour engager les sujets à adopter des mesures uniformes qui seraient celles de Paris.

D'ailleurs, quand les tribunaux royaux liquident des rentes et en évaluent le prix, ils utilisent les mercuriales établies en tenant compte des contenances et des poids fixés en 1754.

L'ordonnance royale du 16 mai 1766 (86) ne fait que confirmer

(79) La livre de 16 onces pèse 489 grammes (Arch. d'I-et-L., L. 334, Tableau de l'an VII).

(80) C. 336, p. 509 et H. 539. Abbaye de Saint-Julien.

(81) C. 336, p. 513.

(84) Arch. d'I-et-L., G. 154.

(85) Arch. d'I-et-L., L. 334.

(86) FRÉMINVILLE : *Les vrais principes des fiefs, en forme de dictionnaire*, t. I (Mesures).

et renforcer les instructions adressées aux intendants en 1754. Dans chaque bailliage, il y a nécessité d'établir un tarif où l'on puisse trouver les rapports des poids et mesures utilisés avec les poids et mesures matrices dont on aura fait choix. L'once, la livre poids de marc, la toise de 6 pieds de roi et l'aune mesure de Paris sont adoptées dans beaucoup d'endroits : elles doivent être prises pour base du tarif.

Mais les tentatives de la royauté pour établir une mesure uniforme échouèrent. Malgré Trudaine de Montigny, Turgot et Necker lui-même, ce principe de l'uniformité semble effrayer certains esprits du XVIII^e siècle, par suite des difficultés d'application et des changements d'évaluation à apporter non seulement dans les relations journalières, mais encore dans une multitude (87) de « contrats de vente, de devoirs féodaux et d'actes de toute espèce ».

En réalité, le public désire ardemment l'uniformité des poids et mesures (88). Des juristes comme Jacquet et Dufrementel (89) s'y rallient et souhaitent même cette réforme.

A la veille de la Révolution, les paysans de Touraine et les gens du Tiers-Etat se lamentent sur la diversité des poids et mesures et réclament l'uniformité. Les cahiers de doléances de Montbazou, Serrain, Vouvray, Civray-sur-Esves, Chahaignes (ancienne paroisse réunie à Semblançay, Saint-Christophe, Saint-Aubin-le-Dépeint, Chançay, Neuillé-le-Lierre, Reugny, la Riche, préconisent (90) l'uniformité des poids et mesures comme le seul remède pour obvier à tous les abus, fraudes, et empêcher les innombrables procès qui se produisent.

Le cahier de Neuillé-le-Lierre demande « une seule mesure et un poids unique pour toute la France », ainsi que l'avaient projeté d'ailleurs plusieurs de nos anciens rois : « François I^{er}, Henri IV et autres. » D'autres cahiers, comme celui de la Chapelle-Blanche, se contentent de demander que « la mesure à blé des seigneurs pour la perception des rentes n'excède pas celle du siège royal le plus proche ».

Les cahiers du Tiers-Etat (91) du bailliage de Chinon, de Tours, de Loches, reproduisent ce vœu des habitants des paroisses.

Le clergé (92) lui-même demande l'uniformité des poids et mesures.

La plupart des esprits sont préparés à une réforme utile, qu'ils

(87) BIGOURDAN : *Le système métrique*, pp. 10 et 11, note 2.

(88) Arch. d'I.-et-L., C. 336, p. 508.

(89) JACQUET, *op. cit.*, t. II, p. 542, et DUFREMENTEL, *op. cit.*, t. I, p. 162.

(90) Arch. d'I.-et-L., série L. Cahiers de Lierre, doléances des bailliages de Tours et Loches. (Liasses non classées.)

(91) *Cahiers de doléances*, série L, Arch. d'I.-et-L.

(92) FAYE : « Doléances du clergé de Touraine aux Etats généraux » (*Mém. Société Archéologique de Touraine*, t. XI, p. 176).

appellent de tous leurs vœux depuis longtemps déjà. Ce sera l'œuvre des assemblées de la Révolution d'établir en France un régime uniforme des poids et mesures et de mettre fin aux multiples inconvénients qui résultaient d'une inégalité sans aucun avantage, sinon de favoriser les fraudes des particuliers, des seigneurs ou de leurs fermiers.

ROBERT VIVIER.

BIBLIOGRAPHIE

I. — SOURCES MANUSCRITES.

Archives départementales d'Indre-et-Loire :

1. *Série B.* — Supplément Bailliage d'Amboise (répertoire manuscrit), n^{os} provisoires : 3, 63, 67, 85, 102, 108, 126, 141 (Registres).
2. *Série C.* — C. 336. *Tableau de la généralité de Tours* (1762-1766) ; et C. 337.
3. *Série E.*, 148 (Véretz).
4. *Série G.* — G. 1. Cartulaire de l'archevêché de Tours, manuscrit de Dom Bétancourt (1783) ; — G. 13, 20, 154, 177 (église métropolitaine de Tours) ; — G. 358 (collégiale Saint-Florentin, Amboise ; papiers de François de Gloinéc).
5. *Série H.* — 372. Marmoutiers.
6. *Série L.* — 334. Poids et mesures. 359. Saint-Julien, liasses non classées : cahiers de doléances des paroisses des baillages de Tours et Loches.
7. *Série M.* — Liasses non répertoriées : Poids et mesures, an IX à an XI.

II. — SOURCES IMPRIMÉES.

- Abbé C. CHEVALIER : *Inventaire analytique des archives communales d'Amboise* (1421-1789), Tours, Joubert. BB. 46. BB. 55.
- Abbé C. CHEVALIER : *Tableau de la province de Touraine*, Tours, Ladevèze, 1863, 1 vol.
4. J. DUFREMENTEL : *Conférence de la rédaction de la coutume de Touraine en 1460 et de ses deux réformations* (1507 et 1559), et *Nouveau commentaire sur la même coutume*, Tours, Letourmy, t. I et II, 1786.
 5. FRÉMINVILLE : *Les vrais principes des fiefs, en forme de dictionnaire*, Paris, Knapen, 1761, t. I et II.
 6. JACQUET : *Abrégé du Commentaire de la coutume de Touraine*. Paris, Knapen, 1761, t. I et II.

III. — OUVRAGES SPÉCIAUX.

1. BIGOURDAN : *Le système métrique*, Paris, Gauthier-Villars, 1901, 1 vol.
2. CARRÉ DE BUSSEROLLE : *Dictionnaire géographique, historique et biographique d'Indre-et-Loire et de l'ancienne province de Touraine*, 6 vol. ; — *Mém. Soc. Archéol. de Touraine*, t. XXXVII à XLII, 1878-1884.
3. FAYE : Doléances du clergé de Touraine aux Etats généraux » (*Mémoires de la Société Archéologique de Touraine*, t. XL).

L'ACTIVITÉ COMMERCIALE DE LA HOLLANDE A LA FIN DU XVII^e SIÈCLE

par HENRI SÉE

Professeur honoraire à l'Université de Rennes

INTRODUCTION

I. — LES SOURCES

Nous nous proposons de décrire l'activité commerciale de la Hollande à la fin du XVII^e siècle. Les sources essentielles dont nous nous sommes servi sont : l'ouvrage de Pierre-Daniel Huet, intitulé *Mémoires touchant le commerce des diverses nations de l'Europe par rapport aux Hollandais, qui en sont aujourd'hui considérés comme les maîtres*, et le *Mémoire touchant le négoce et la navigation des Hollandais*, d'Izaak Loysen.

L'ouvrage de Huet a été rédigé en 1696-1697. Il est resté longtemps manuscrit, ce qui explique qu'on en trouve un peu partout des copies (1). Il ne fut imprimé pour la première fois qu'en 1712, sous un titre que l'on ne trouve plus dans les éditions postérieures : *Le Grand Trésor historique et politique du florissant commerce des Hollandais dans tous les Etats et empires du monde* (Rouen, Huault, 332 pages) (2).

Une seconde édition a paru en 1714, à Paris ; elle a été suivie d'une troisième, qui a été publiée à Amsterdam sous le titre : *Mémoires sur le commerce des Hollandais dans tous les Etats et Empires du monde*, chez E. du Villard, 1717, in-12, xxxiv-283 pages (Bibl. Nat., M 20.094). Immédiatement après paraissait une édition hollandaise, anonyme comme toutes les précédentes, en même temps que voyaient le jour des traductions anglaise et

(1) Ainsi, trois copies existent à la Bibliothèque nationale (notamment le n° 22.772 du fonds français), une copie aux Archives des Affaires étrangères, intitulée *Etat du commerce des Hollandais dans toutes parties du monde*, année 1697 (Mémoires et documents, Hollande, n° 49), une autre à la Bibliothèque municipale de Rennes (manuscrits, n° 2542).

(2) Deux exemplaires sont conservés à la Bibliothèque nationale : M 20.091 et V 40.633.

allemande. Puis, la même année, voici une deuxième édition hollandaise, contenant nombre d'additions, fort améliorée, et qui, pour la première fois, portait le nom de l'auteur, P.-D. Huet.

C'est d'après cette édition hollandaise que paraît, en 1718, une nouvelle édition française (sans nom d'auteur, celle-là), publiée aussi à Amsterdam, chez E. du Villard. On y a inséré, comme le dit *l'avertissement du libraire*, les additions de l'édition hollandaise, même les critiques qui ont été faites de l'édition de 1717 ; enfin, on y a joint (avec une pagination différente) le tarif général des droits d'entrée et de sortie de Hollande (103 pages). C'est donc de cette édition, la meilleure de toutes, que nous nous sommes servi (3).

Comment Huet, l'évêque d'Avranches, l'homme de lettres bien connu, a-t-il été amené à entreprendre ce travail (4) ? Nous savons que Bonrepas, ambassadeur français en Hollande de 1697 à 1699, désireux de se documenter sur le commerce de ce pays, s'est adressé à un commerçant zélandais, Izaak Loysen, qui a écrit pour lui un *Mémoire touchant le négoce et la navigation des Hollandais*. Ce dernier mémoire, qui se trouve aux Archives des Affaires étrangères, à Paris (5), a été publié par le professeur P.-J. Blok dans les *Bijdragen en mededeelingen van het historisch genootschap* (fasc. XXIV, pp. 221-318). A l'aide des mémoires de Loysen et de Huet, Bonrepas, sur la demande du ministre Maurepas, a écrit un grand mémoire, conservé aux Archives des Affaires étrangères (Mémoires et documents, Hollande, n° 50) (6).

On pourrait, d'après ces données, conjecturer que c'est Bonrepas lui-même qui a sollicité Huet d'écrire son mémoire. Mais le texte même prouve que la rédaction en a commencé dès 1696, car à un endroit il dit : « ... depuis sept ans que dure la guerre ». Il est plus probable qu'il a cédé aux instances des deux ministres

(3) D'après un exemplaire de la Bibliothèque de l'Université de Bordeaux (n° 47.463), qui nous a été aimablement communiqué.

(4) Rappelons que Pierre-Daniel Huet (né à Caen en 1630, mort à Paris en 1721) était l'un des plus savants hommes de son temps : théologien, philosophe, hébraïsant, helléniste, versé aussi dans les sciences mathématiques et physiques. Il fut en relations avec un grand nombre de savants et d'hommes de lettres français et étrangers. Sous-précepteur du dauphin, de 1670 à 1680, élu membre de l'Académie française en 1674, il reçut l'évêché d'Avranches en 1685 (il était entré tard dans les ordres), mais il se démit de ses fonctions épiscopales en 1699 pour se consacrer tout entier aux études qui lui étaient chères. On sait qu'il s'occupa aussi de questions économiques, et c'est certainement l'aspect de son activité intellectuelle qui est le moins connu. Cf. DE GOURNAY, *Huet, évêque d'Avranches*, Caen, 1855, in-8° ; abbé FLOTTES, *Etude sur D. Huet*, Montpellier, 1857. Depuis, bien des publications de détail ont été consacrées à Huet ; mais, sur sa vie et l'ensemble de son œuvre, il n'a pas paru de travail récent.

(5) Un autre manuscrit est conservé dans le fonds de la Chambre de commerce de Nantes (Arch. de la Loire-Inférieure, C 754).

(6) Dans sa correspondance avec le ministre, Bonrepas s'occupe beaucoup des affaires commerciales ; voy. L. ANDRÉ et E. BOURGEOIS, *Instructions aux ambassadeurs français en Hollande*, t. II.

Pontchartrain et Maurepas, qui se préoccupaient beaucoup de la Compagnie des Indes-Orientales, de l'activité économique de la Hollande, de l'organisation de la Banque d'Amsterdam. Huet dit lui-même, dans sa préface :

Des personnes à qui je ne dois rien refuser m'ayant engagé d'écrire sur le commerce quelque chose qui en pût donner une idée générale, par rapport à la politique, j'ai cru que rien n'y serait plus propre que de faire connaître celui des Hollandais.

Huet avait d'ailleurs écrit un livre réputé sur *La navigation et le commerce des anciens*. Il avait fait de nombreux voyages, comme il le dit lui-même (7), notamment en Hollande, où il possédait de nombreuses relations ; nous savons qu'il était notamment en correspondance avec Multatuli et avec Gisbert Cuper (8).

En écrivant ce livre, Huet a voulu aussi faire œuvre de propagande économique. Dans le *Grand Trésor historique* de 1712, après les mots « préface de l'auteur », on lit ce membre de phrase : « ... pour réveiller le commerce de France et le faire prévaloir à tout autre ». Il a voulu montrer aux Français l'exemple du commerce le plus actif de l'époque, celui des Hollandais. Rivaliser avec la Hollande, c'est, en effet, comme le remarque W. Sombart (9), le grand objectif des praticiens et théoriciens de l'Angleterre et de la France. Huet affirme « qu'il n'y a que le commerce qui enrichisse les Etats », le commerce entendu au sens du XVII^e siècle, c'est-à-dire comprenant à la fois le négoce et les manufactures. Il oppose à l'Espagne l'Angleterre et surtout la Hollande :

Rien, dit-il, ne saurait être comparé à ce que les Hollandais ont fait par le moyen du commerce ; et ce sera toujours un sujet d'étonnement qu'une poignée de marchands, réfugiés dans un petit pays, qui ne produisait pas à beaucoup près de quoi nourrir ses nouveaux habitants, aient abattu la puissance énorme de la monarchie d'Espagne, l'aient obligée à leur demander la paix, et qu'ils aient fondé un Etat si puissant qu'on le voit aujourd'hui faire en quelque manière équilibre entre toutes les autres puissances de l'Europe (10).

En tout cas, l'ouvrage de Huet est remarquablement documenté, très précis, très net. On peut croire l'auteur quand il

(7) Préface, p. xiv : « Plusieurs voyages, que j'ai heureusement faits dans plusieurs endroits de l'Europe, m'ont beaucoup servi pour bien connaître son commerce, ayant eu le bonheur de fréquenter tout ce qu'il y avait alors d'habiles gens en cette matière. »

(8) Voy. les *Lettres de Huet à Multatuli*, publ. par Meekerk (*Vragen der Tijds*, 1902) ; L.-G. PÉLISSIER, *Lettres inédites de Gisbert Cuper et P. Huet 1683-1716* (*Mémoires de l'Académie de Caen*, 1902-1905). Cf. aussi *Les Mémoires de Pierre-Daniel Huet, évêque d'Avranches*, trad. en français par Ch. Nisard, Paris, 1853.

(9) *Les Juifs et la vie économique*, trad. fr., 1923, p. 31.

(10) P.-D. HUET, *op. cit.*, Préface, p. viii.

dit qu' « il n'a épargné ni peines ni soins et encore moins la dépense pour avoir de bons mémoires (11) ». Quelles sont exactement ses sources ? Nous ne le savons pas, mais il s'est certainement renseigné auprès de négociants hollandais :

Je prie, dit-il (12), ceux qui prendront la peine de lire ces Mémoires de ne pas les regarder comme de simples spéculations d'un homme de lettres, mais bien comme les véritables sentiments des plus habiles négociants de Hollande, qu'on doit toujours considérer comme les oracles du commerce.

Quoi qu'il en soit, les Mémoires nous renseignent d'une façon précise, non seulement sur l'activité économique de la Hollande, mais aussi sur le commerce maritime et colonial des puissances européennes à la fin du xvii^e siècle et au début du xviii^e. Les écrivains du xviii^e siècle mettront largement à contribution l'œuvre de l'évêque d'Avranches, comme cela sera le cas de Savary des Brulons, l'auteur du remarquable *Dictionnaire universel du commerce* (13).

L'autre ouvrage dont nous nous sommes servi, c'est précisément le *Mémoire touchant le négoce et la navigation des Hollandais*, d'Izaak Loysen, publié en 1699, et dont M. P.-J. Blok a donné une excellente édition. Il a bien des points communs avec le mémoire de Huet, notamment en ce qui concerne l'importation et l'exportation des marchandises. Moins complet, plus succinct, il offre sur certaines questions des données plus précises, notamment sur les faits qui se sont passés à l'époque même ; il nous fait toucher du doigt le fléchissement qui commence à se marquer dans le commerce hollandais, notamment en ce qui concerne les relations avec la France et l'Angleterre ; il nous fournit des données très précises sur la pêche de la baleine, sur le commerce du Levant, sur la Compagnie hollandaise des Indes-Orientales et sur la Banque d'Amsterdam. On sent que c'est l'œuvre d'un homme du métier, qui se préoccupe surtout de questions pratiques.

D'ailleurs, d'autres ouvrages analogues ont paru à cette époque, comme nous le montre M. Blok : le *Traité général du commerce*, de Samuel RICARD, 1700 (une deuxième édition en 1705), et un autre traité, bien plus précis, de LE MOINE DE L'ESPINE, *Den Koophandel van Amsterdam*, dont une première édition avait paru dès 1694, qui fut réimprimé en 1704 et qui a été maintes fois réédité au cours du xviii^e siècle. M. Blok s'en est beaucoup

(11) P.-D. HUET, op. cit., p. xiv.

(12) *Ibid.*, p. xiii.

(13) Voy. l'édition de 1741, t. I, -pp. 275 et sqq.

servi pour contrôler les renseignements fournis par le *Mémoire* qu'il éditait (14).

Sans doute, pour donner une vue générale de l'activité commerciale des Hollandais, il n'y a rien de tel que des mémoires comme ceux de Huet et de Loysen. Mais, pour la connaître d'une façon vraiment *concrète*, dans sa réalité vivante, il nous faudrait beaucoup de travaux reposant sur l'étude des documents privés (livres commerciaux, registres de correspondance). Il semble qu'on n'en possède pas encore un grand nombre (15).

II. — LES ORIGINES DE LA PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE DE LA HOLLANDE

Les Pays-Bas du nord ont été plus lents à s'éveiller à la vie économique que les Pays-Bas du sud ; ils n'ont pas connu le brillant essor des villes de Flandre. Cependant, dès le Moyen âge, ils font un commerce maritime assez actif, servant surtout d'intermédiaires entre les pays du nord (Scandinavie, Russie, régions de la Baltique) et les pays de l'Atlantique (France et Espagne). Ils ont été longtemps en lutte avec la Hanse teutonique, et, après de longs démêlés, ils ont fini par se dégager de sa suprématie dans la seconde moitié du *xv^e* siècle. Amsterdam ne joue d'abord qu'un rôle secondaire, moins important que Walcheren et Rotterdam, mais déjà, au début du *xvi^e* siècle, cette ville devient le port le plus actif des Pays-Bas du nord (16).

Si la Hollande a pu tenir une si grande place à la fin du *xvi^e* siècle et au *xvii^e*, c'est que, de bonne heure, elle a possédé une flotte nombreuse et excellente, dont la pêche a été l'origine. Un fait frappant, c'est qu'Anvers, qui a eu, comme place de commerce une importance mondiale, ne possédait que très peu de vaisseaux ; ce sont les bateaux portugais, espagnols et hollandais, qui faisaient la prospérité de son port. Vers le milieu du *xvi^e* siècle, les Hollandais se rendent maîtres de la navigation vers le sud ; leur marine finit par dépasser, à elle seule, celle

(14) Pour tout ce qui précède, nous nous sommes surtout servi de l'excellente Introduction du *Mémoire touchant le négoce*. Personnellement, nous avons beaucoup de gratitude à M. Block lui-même et à M. le Dr J.-G. Van Dillen, qui, le premier, a orienté nos recherches. Nous adressons aussi tous nos remerciements à M. de la Roncière, conservateur à la Bibliothèque nationale, ainsi qu'à M. Letaconnoux.

(15) Cf. Rudolph HAEFKE, « Benjamin Raule und seine Handlungsbücher » (*Économisch historisch jaarboek*, 1923).

(16) Voy. H.-J. SMIT, *De opkomst van den handel van Amsterdam*, Amsterdam, 1914 ; Z.-W. SNELLER, *Walcheren, in de vijftiende eeuw*, Utrecht, 1916 ; « Le développement du commerce entre les Pays-Bas septentrionaux et la France » (*Revue du Nord*, 1922) ; « Wijnvaart en wijn handel tusschen Frankryk en de Noordelyke Nederlanden in de tweede helft der 15^e eeuw » (*Bijdragen voor vaderlandsche geschiednis*, 1924) ; P. J. BLOK, *Geschiedte des niederländischen Volks* (trad. all. dans la collection Heeren et U'kert ; la troisième édition hollandaise, 1923).

des Espagnols, Portugais et Flamands réunis ; leurs navires de 300 à 600 tonneaux jouent un rôle prépondérant à Anvers, dans la seconde moitié du siècle (17). Amsterdam se trouvait tout naturellement désigné pour prendre la succession d'Anvers.

Toutefois, c'est la révolte, la longue guerre contre l'Espagne, qui a déterminé l'avenir des Provinces-Unies. Lorsque Anvers, la plus grande place commerciale de l'Europe, succombe en 1585, c'est Amsterdam qui lui succède, qui hérite de sa prospérité.

Dans cette ville viennent s'établir beaucoup de négociants étrangers, chassés d'Anvers, et en particulier les Juifs portugais, en 1593 (18). Le Portugal ayant été annexé par l'Espagne en 1580, les Hollandais ne peuvent plus aller se fournir à Lisbonne des produits des Indes Orientales ; ils vont les chercher sur place ; ils élèvent donc, dès la fin du xvi^e siècle et au début du xvii^e, leur empire colonial sur les ruines des possessions portugaises. En outre, dès le xvi^e siècle, et plus encore au xvii^e, ils dérivent à leur profit une partie des immenses richesses de l'Espagne en métaux précieux et espèces monnayées. Tel a été l'un des fondements les plus solides de leur suprématie commerciale. L'afflux de l'or et de l'argent leur assure un rôle prépondérant, d'autant plus que leurs institutions bancaires leur donnent un crédit comme n'en a possédé jusqu'alors aucune autre puissance. Amsterdam devient et restera, jusque vers le milieu du xviii^e siècle, le grand marché des métaux précieux de l'Europe et aussi la capitale du crédit commercial (19).

La Hollande se présente donc à nous comme le premier exemple d'une puissance capitaliste. Et ce qui est particulièrement intéressant, c'est que son activité économique repose presque entièrement sur son commerce et sa force financière. Son commerce est essentiellement un commerce de commission, car son territoire exigü n'a que peu de produits naturels à exporter, et son industrie, relativement prospère, n'a qu'une importance secondaire.

L'ouvrage de Huet nous permet de nous rendre compte avec assez de précision de son développement industriel. Il y a eu, à cet égard, un très grand progrès, dans la deuxième moitié du xvii^e siècle.

Les manufactures sont florissantes surtout à Amsterdam, Leyde et Harlem (20).

A Amsterdam, on fabrique principalement : 1° des draps et

(17) Voy. J.-A. GORIS, *Etude sur les colonies marchandes méridionales à Anvers de 1488 à 1567* (Travaux de l'Université de Louvain), Louvain, 1925, pp. 158 et sqq.

(18) Au dire de W. SOMBART (*Les Juifs et la vie économique*, trad. fr., 1923), ce sont ces Juifs auxquels Amsterdam devrait, en grande partie, sa prospérité.

(19) J.-G. VAN DILLEN, « Amsterdam als wereldmarkt der edele metalen in de 17^{de} en de 18^{de} eeuw » (*De Economist*, 1923).

(20) *Mémoires*, ch. III, pp. 45 et sqq.

camelots ; 2° des étoffes de soie, d'or et d'argent, des rubans ; 3° des cuirs de diverses sortes (maroquins, chamois, etc.), ce qui a suscité, en plusieurs endroits, des tanneries florissantes ; 4° des raffineries de sucre, de camphre, de cinabre et de soufre ; des blanchisseries de cire jaune ; 5° des moulins à scier le bois, à faire des poudres, etc.

Leyde est surtout célèbre par ses étoffes de laine (draps, serges, camelots, etc.), fabriquées principalement par des ouvriers de Flandre, de Hainaut, d'Artois, qui ont été chassés par les persécutions. A Harlem, on fabrique aussi des draps. L'on y travaille, comme dans les autres localités, des laines provenant d'Espagne, d'Angleterre, d'Allemagne, de Pologne, du Levant, du Pérou (*vigognes*), de Caramanie (Perse). Harlem est encore célèbre par ses étoffes de soie, ses velours, toiles, étoffes légères, que l'on consomme en grande quantité en Allemagne, dans les pays du nord, en Portugal. Les dessins viennent surtout de France. Quant à la soie brute, on la tire de l'Italie, du Levant, de Perse, du Bengale, du Tonkin, de la Chine.

Delft a la spécialité des porcelaines ; Horn, du fromage dit de Hollande. Dordrecht a d'importantes raffineries de sel et des blanchisseries de fil. A Zaardam, on se livre surtout à la construction des vaisseaux, pour laquelle on emploie les bois de Russie, de Norvège et d'Allemagne ; on peut y livrer un bateau par jour.

La Hollande est réputée aussi par ses toiles fines, dont la renommée tient en partie à ses blanchisseries, par ses outils de fil blanc, ses rubans de fils, ses toiles à voiles. L'imprimerie, la chapellerie, la papeterie (surtout en Gueldre) sont très florissantes.

On a souvent prétendu que l'industrie hollandaise avait été, en grande partie, fondée par les huguenots réfugiés, à la suite des persécutions religieuses (21). Il y a là une évidente exagération, et les choses ont été remises au point par les historiens hollandais, et notamment par M^{lle} Léonie Van Nierop (22). Sans doute, de nombreux artisans et manufacturiers se sont établis dans les principales villes de la Hollande et y ont fondé surtout des manufactures de soieries et des chapelleries ; rien qu'à Amsterdam, comme le montre un dénombrement de 1681, plus de 500 chefs de famille avaient transporté leurs métiers. Les magistrats municipaux ont aidé ces réfugiés en leur donnant

(21) C'est l'opinion de Huet (*Ibid.*, pp. 49-50) : « On remarquera que plusieurs manufactures, surtout celles de soie, se sont perfectionnées et même fort augmentées depuis que les protestants français ont commencé à se retirer en Hollande, et qu'ils y en ont établies plusieurs, qui n'y étaient pas encore connues il y a vingt-cinq ans » (c'est-à-dire vers 1680). — Cf. *Ibid.*, p. 23.

(22) « Stukken betreffende de nijverheid der réfugiés te Amsterdam » (*Economisch-historisch Jaarboek*, 1921 et 1923).

des secours en argent, des locaux pour leur industrie. Mais la plupart de ces entreprises ont périclité au bout de quelques années, soit qu'elles n'aient pas disposé de capitaux suffisants, soit qu'elles n'aient pu lutter contre la concurrence étrangère et notamment contre la concurrence des manufactures françaises (surtout lyonnaises), qui faisaient souvent entrer leurs produits en contrebande dans les Provinces-Unies. En réalité, l'industrie hollandaise est bien née spontanément de l'activité économique du pays ; comme en bien des pays, et plus nettement encore, ce sont les progrès du commerce qui ont déterminé l'essor industriel. Un fait à noter, c'est que cette industrie est surtout urbaine et que les petits métiers subsistent en grand nombre ; la concentration industrielle ne se manifeste qu'assez faiblement ; mais les artisans sont tombés, en grande partie, sous la domination économique d'entrepreneurs capitalistes (23).

Les produits des manufactures hollandaises, si florissantes qu'elles aient pu être, n'entrent que pour une faible part dans le commerce d'exportation. Les Hollandais ont été, avant tout, comme on l'a dit, les *rouliers des mers*. On rencontre leurs vaisseaux dans tous les ports de l'Europe ; une bonne partie du commerce extérieur de la France se trouve entre leurs mains et l'on comprend que Colbert ait voulu dégager son pays de leur emprise, sans, d'ailleurs, y réussir très sensiblement (24).

Les pêcheurs hollandais font aussi aux pêcheurs des autres nations une concurrence redoutable. La pêche hollandaise est, en effet, très importante, et c'est elle qui est à l'origine de la prospérité maritime de cette nation. On comprend que Huet et Loysen aient commencé leur description du commerce des Hollandais par l'étude de leur pêche (25).

Au premier rang, c'est la pêche du hareng. En 1667, la province de Hollande envoyait à cette pêche mille bateaux construits spécialement pour elle, appelés *buis*, d'un tonnage de 50 à 60 tonneaux, sans compter 160 bâtiments plus petits. Tous les ans, cette pêche produit plus de 300.000 charges ou *lasses* de poissons (à 200 florins la charge), ce qui rapporte au total 75 millions de florins, desquels il faut déduire 25 millions pour les frais. On comprend que la pêche du hareng fasse subsister un grand nombre de personnes. Les bateaux de pêche partent surtout de Dordrecht, de Rotterdam, de Delft, d'Userdinge, de la Brille, de Massluis ; mais c'est Enkuysen qui est, à cet égard, le port le plus important.

(23) P.-J. BLOK, *Geschichte der Niederlande*, t. V, pp. 559 et sqq.

(24) Voy. Paul-M. BONDOIS, « Colbert et la question des sucres : la rivalité franco-hollandaise » (*Revue d'Histoire économique*, 1923) ; cf. H. SÉE, *Le commerce des Hollandais à Nantes pendant la minorité de Louis XIV* (*Tijdschrift voor Geschiedenis*, 1926).

(25) HUET, pp. 40 et sqq.

Sur la pêche à la baleine, le *Mémoire touchant la navigation* nous donne des renseignements très précis (26). Il y a quinze ou vingt ans, c'est-à-dire vers 1680, elle occupait deux cents à deux cent cinquante navires. A ce moment-là, la barrique d'huile (200 pintes de France) valait 14 florins, et le quintal de fanons, 17. Mais les difficultés résultant de la guerre, — c'est-à-dire la hausse des primes d'assurance, des gages des matelots, la crainte des corsaires, — ont diminué cette pêche d'un tiers. Puis, pendant trois ou quatre ans de suite, elle a été très mauvaise, de sorte que la barrique d'huile s'est élevée à 60 florins et le quintal de fanons à 240 florins ; mais, dans les années 1697 et 1698, la pêche a été très abondante, de sorte que les fanons sont tombés au prix de 36 à 60 florins et l'huile à 22 ou 29 florins. Ce sont des navires de 200 à 300 tonneaux qui se livrent à la pêche de la baleine, chacun portant de 36 à 42 hommes d'équipage ; les baleiniers fréquentent le Groenland, le Spitzberg, l'île Jean de Mayen et s'élèvent jusqu'au 80° de latitude nord. Les baleines qu'ils pêchent, on les appelle *baleines de la Grande-Baie* ou *sardes* ; elles sont meilleures que celles d'Islande, surtout à cause des fanons, et un tiers plus grosses ; chacun rapporte 15 quintaux de fanons et 44 barriques d'huile. Les Hollandais ne procèdent pas comme les Basques, qui font l'huile à bord, où ils ont des fourneaux. Le *Mémoire touchant le négoce* donne aussi des renseignements très précis sur l'affrètement d'un baleinier, dont le prix se monte à 11.000 florins (27).

Quant à la pêche de la morue (28), elle est faite par des marins de la Zélande, de Rotterdam, du Texel ; elle occupe par an trois cents à trois cent cinquante « busses », montés par huit ou dix hommes. On va pêcher au nord de l'Ecosse, dans les Orcades, en Islande. Chaque baril contient trente ou quarante morues. Le *Mémoire* ajoute :

L'on ne sèche point la morue sur la grève, comme font les Basques à Terre-Neuve. Aussi notre morue ne se consomme guère que dans notre pays et en Normandie et Picardie (29).

On comprend donc que la vie économique de la Hollande se concentre dans les ports. Huet énumère les principaux de ces ports, tous situés en Hollande et Zélande : au premier rang,

(26) J.-P. BLOK, *Mémoire touchant le négoce...*, loc. cit., pp. 251 et sqq.

(27) Le capitaine reçoit 300 florins « de présent » ; chacun des cinq harponneurs, 70 ; et ils ont aussi une part sur les bénéfices ; les gages du pilote sont de 75 florins, ceux du charpentier, de 30, de chacun des 34 matelots, 20. — Sur la décadence relative de la pêche du hareng et de la baleine, voy. BLOK, *Geschichte der Niederlande*, t. V, pp. 563-564.

(28) J.-P. BLOK, *Mémoire touchant le négoce*, loc. cit., p. 256.

(29) Voy. aussi ZORGDRAGER, *Groenlander Walwischvangst*, et BEAUJON, *Geschiedenis van der nederlandsche zeevescherei*.

Amsterdam, dont le commerce est universel ; Rotterdam, qui se trouve surtout en relations avec la France, l'Angleterre et l'Ecosse ; Dordrecht, qui a pour spécialité le trafic des vins et du sel ; Delft, Horn et Enckuysen, qui ont chacun une chambre de la Compagnie des Indes-Orientales (30). Middelbourg, autrefois si florissant, est maintenant en pleine décadence.

On a bien l'impression aussi que la Hollande, qui a atteint l'apogée de sa puissance économique dès le milieu du XVII^e siècle, exerce une véritable prééminence commerciale ; la concurrence anglaise ne fait que débiter (31).

LES DIVERS DOMAINES DE L'ACTIVITÉ COMMERCIALE

I. — COMMERCE AVEC LA MOSCOVIE

Pour se rendre compte de la prédominance économique de la Hollande au XVII^e siècle, il importe de parcourir tout le champ, fort vaste, de son activité commerciale. Elle a commencé à se manifester dans les pays du nord, en Moscovie et dans la Baltique.

L'ouvrage de Huet (32) expose de façon intéressante les progrès du commerce de la Hollande dans le nord, montre comment les Néerlandais ont complètement supplanté les Hanséates (à l'exception de Hambourg), détermine l'importance du traité de Lübeck, de 1631. Il insiste aussi sur la façon dont les Hollandais ont évincé les Anglais, qui, cependant, les premiers, en 1651, ont pris le chemin d'Arkangel, mais qui maintenant (dès 1697) n'y envoient plus que cinq vaisseaux par an. Les Russes, rapporte-t-il, estiment plus les draps hollandais que les draps anglais, « quoique les premiers se retirent de la sixième partie quand on les mouille », parce qu'ils sont moins chers. Les Hollandais ont aussi « tout à fait établi en Russie le commerce des soies » ; plus riches, plus « accrédités », plus nombreux, ils l'emporteront définitivement (33). »

(30) HUET, *op. cit.*, p. 51.

(31) Voy. BLOK, *Geschichte der Niederlande* (coll. Heeren et Ukert), t. V, pp. 557 et sqq. ; BRUGMANS, *Handel en Nijverheid van Amsterdam in de 17^{de} eeuw*. Cf. DE LA COURT, *Interest van Holland* ; Irma LUBIMENKO, *The struggle of the Dutch and English for Russian trade in the XVIIth century* (*Transactions of Royal historical society*, 4^e série, vol. VII).

(32) *Mémoires*, pp. 52 et sqq.

(33) Voy. Irma LUBIMENKO, « Les marchands anglais en Russie » (*Revue Historique*, sept.-oct. 1912), et « Lutte des Anglais et des Hollandais pour la conquête du marché russe au XVII^e siècle » (*Transactions of the royal historical society*, t. VII, 1924).

Mais, en ce qui concerne le trafic en Russie, tous les détails précis nous sont fournis par le *Mémoire touchant le négoce* (34). Celui-ci montre que tout le commerce se fait à la foire de Saint-Michel à Arkangel, où se rendent les flottes de Hollande, d'Angleterre, de Hambourg, les marchands hollandais établis à Moscou et les marchands russes.

Le négoce s'opère, soit par troc de marchandises, soit avec de l'argent. « Si c'est troc de marchandises, c'est toujours que les Russes font prendre un tiers de leurs marchandises plus qu'ils n'en reçoivent, et ce tiers leur est payé en argent comptant. » Quand on trafique en numéraire, l'acheteur ne paie ordinairement qu'un an après, avec intérêt de 10 % ; et, « si le débiteur ne s'acquitte pas dans l'année, le créancier lui fait payer une nouvelle obligation, dans laquelle on comprend l'intérêt avec le capital ». La monnaie russe est une pièce d'or de la valeur d'un ducat, appelée *rouble* (valant 100 kopeks). Le ducat d'or, qui vaut à Amsterdam 106 sols, vaut à Arkangel 110 à 111 kopeks. Le richedaler de banque, qui vaut à Amsterdam 52 ou 53 sols, vaut à Arkangel 56-57 kopeks (35). Il est donc avantageux pour les négociants hollandais d'écouler leurs espèces en Russie. Cependant, il y a incertitude dans le change :

Ces espèces étrangères n'ont point de valeur réglée, parce qu'elles y sont considérées comme marchandises, que l'on vend plus ou moins, suivant que la quantité en est plus ou moins grande. Depuis dix ou douze ans, il y a à Amsterdam un change établi pour Moscou (93 sols argent pour un rouble).

On peut, pour Moscou et Arkangel, soit prendre des lettres de change, soit envoyer par mer des espèces, pour lesquelles on paie 3 % d'assurance (36).

Pour Arkangel, il part, chaque année, d'Amsterdam, deux flottes. La plus grande, comprenant de vingt-deux à vingt-cinq navires, est escortée d'un vaisseau de guerre de l'État, de 36 à 40 canons, en temps de paix, et de deux en temps de guerre. Le départ a lieu du 20 juillet au 8 août, et l'arrivée à Arkangel, le 22 septembre :

Comme, ajoute Loysen, il y a trop peu de temps depuis la Saint-Michel jusqu'aux glaces pour débiter les marchandises qui partent à la foire, ce qui reste s'enterre à cause des incendies, fréquents en ce pays. En mai suivant, il part une petite flotte pour Arkangel, qui va prendre ces marchandises. Elle arrive en juillet et alors il se fait encore quelque commerce ; elle revient vers le 20 septembre.

(34) Блок, *loc. cit.*, pp. 238 et sqq.

(35) L'écu de France vaut 54 à 55 kopeks.

(36) On pèse par « ponde », ou 40 livres, soit 32 livres de poids de marc.

Toutes les marchandises paient 4 1/2 % de droits d'entrée et 4 1/2 % de droits de sortie, sans compter 2 % pour la commission de vente et 2 % pour celle d'achat. Au total, 16 % de frais (37).

Les principales marchandises importées sont les drogueries, les épiceries, les draps, le papier de France, qui doit être fort, « parce que les Russes écrivent sur leurs genoux ». Le mémoire remarque que l'indigo de Saint-Domingue ne se débite pas bien, que, depuis douze ou quinze ans, le commerce des castors du Canada a bien déchu. Depuis un an (c'est-à-dire depuis 1698), les Hollandais ne vendent plus de tabac, « parce que les Anglais ont traité avec le tsar, lui payant 4 sols par livre pour 300.000 livres par an, à l'exclusion de toutes les autres nations ». Quant aux vins rouges ou *gros noirs*, il les faut clairs et fort rouges et les Russes apprécient plus leur beauté que leur bonté.

De Russie, les Hollandais rapportent : des cendres pour les teinturiers, qui valaient 8 richedalers le schipoud (les Russes voulaient en avoir 16) ; des suifs, moins bons que ceux de Hollande ; du chanvre, inférieur à celui de la Baltique ; de la térébenthine, dont on a distillé de l'huile pendant la guerre et fait de la résine avec profit ; des saumons de Kola, beaucoup moins qu'autrefois ; des mâts de vaisseaux, les meilleurs de tous, et qui font, chaque année, la charge de deux navires (38) ; de la laine de castor (duvet des peaux, qui sert aux chapeliers) ; des damas de Chine, qui viennent par terre à Moscou.

II. — COMMERCE AVEC LA NORVÈGE (39)

Ce sont les Hollandais qui y font le principal commerce. Ils y envoient trois cents navires de 300 à 400 tonneaux (40), montés par dix ou douze hommes. Pendant la guerre, ils sont escortés de deux ou trois vaisseaux de guerre. Le pays est peu riche, « n'a pas grande consommation », dit Huet. Cependant, les Hollandais y importent des épiceries, du sel, du vin d'Espagne, du vinaigre, de l'eau-de-vie, du fromage, des draperies, du tabac, et aussi « des richedalers de banque, ce qui est toujours une bonne spéculation, à cause de la rareté de l'argent en ce pays », déclare Loysen. Les retours sont plus considérables. Ils consistent surtout en mâts (moins que de Moscou), en bois de construction, en petits chênes et branches, n'ayant pas plus de 14 à 15 pieds, en goudron (moins bon que celui de Suède), en minerais

(37) Les vins blancs paient 20 richedalers par barrique ; l'eau-de-vie, une somme plus forte encore.

(38) Un Hollandais d'Amsterdam et un Danois de Moscou ont acheté la coupe pour dix-huit ans, en vertu d'un contrat avec le tsar.

(39) HUET, *Mémoires*, pp. 56-57 ; BLOK, *loc. cit.*, pp. 245-246.

(40) Huet dit : de 400 à 500.

de fer, en poisson sec, en peaux de boucs, en cuivre (moins bon que celui de Moscou). Ce sont les capitaines de navires eux-mêmes, d'après Loysen, qui font le commerce ; les armateurs ont en eux pleine confiance, plus que dans les Norvégiens, « auxquels, dit-il, on ne peut se fier, car ils appliquent à leur profit tout ce qui leur passe par les mains » (41).

III. — LE COMMERCE DE LA BALTIQUE (42)

C'est l'un des plus importantes que fassent les Hollandais. Ils vont chercher dans la Baltique les grains, le cuivre, le fer, l'acier, le bois, le chanvre, le lin, la poix, le goudron, la laine, qu'ils vont vendre ensuite dans le reste de l'Europe. Le mémoire fait cette remarque très importante :

On tire beaucoup plus de marchandises qu'on n'y en porte, la consommation n'étant guère considérable, si ce n'est à Dantzig, magasin général de la Pologne.

Comme ces marchandises sont de gros volume, le commerce de la Baltique occupe une grande quantité de vaisseaux hollandais, environ mille ou douze cents, déclare Huet, sept cents ou huit cents, dit Loysen (43).

Avec la Suède, il y avait eu d'actives relations commerciales pendant tout le XVII^e siècle. De Suède, on tire du cuivre, le meilleur de l'Europe, du fer, de l'acier, des armes (pistolets et mousquets, canons pour vaisseaux, boulets, piques, etc.), du plomb, de la couperose, du goudron, des mâts, des planches, des barques de sapin. Les Hollandais y portent (comme au Danemark) des épiceries, des drogueries, des sels, du sucre, des vins, de l'eau-de-vie, des toiles, des étoffes de soie (44) et de laine ; ces dernières en bien moindre quantité, car le gouvernement a prohibé toutes les étoffes étrangères, dit Loysen, bien que « leurs manufactures soient beaucoup moins belles que les nôtres » (44 bis).

Le mémoire montre que c'est grâce à leurs capitaux que les Hollandais peuvent faire d'aussi bonnes affaires en Suède :

Les fermiers des mines de cuivre, ayant toujours besoin d'argent,

(41) Huet cite les traités conclus avec le roi de Danemark, maître de la Norvège : les traités de Christiana (13 août 1649) et de La Haye (12 février 1669).

(42) HUET, p. 58 et sqq.; BLOK, p. 247 et sqq.

(43) En temps de guerre, accompagnés jusqu'au Sund par quatre ou dix vaisseaux de guerre, armés de trente à quarante canons.

(44) « Ils font venir leurs soies de Perse par Astrakan », d'après Loysen. (44 bis) Voy. Johan E. ELIAS, « Contract tot oprichting van een zweedsch factorie-comptoir te Amsterdam in 1663 » (*Bijdragen van het historisch genootschap*, t. XXIV, 1903, pp. 356 et sqq.).

vendent cette marchandise à des marchands d'Amsterdam, qui leur font des avances dont ils ont besoin. De même du goudron et du bray (45), quelques marchands d'Amsterdam en ayant acheté la meilleure partie des fermiers du Roy.

Aussi trouve-t-on ces marchandises aussi bon marché en Hollande qu'en Suède.

Le Danemark fournit surtout des denrées agricoles. Ce sont, dit Loysen, quinze à seize mille bœufs et vaches: «... les bœufs sont maigres quand ils arrivent et se vendent à des rentiers (fermiers), qui ont des prairies pour engraisser, et se revendent au mois de novembre, temps de la tuaison et de la salaison ». On y cherche aussi beaucoup de grains, qui se vendent par *last* (46). On paie de fret : pour un last de froment, 12 florins de Cologne ; de seigle, 10 florins ; d'avoine, 8 florins.

De Poméranie, on tire beaucoup de grains, du bétail, des peaux, des cuirs, des laines, des bois. Stettin, son principal port, sert de débouché au Brandebourg et surtout au riche pays de Silésie, qui produit des blés, de la bière, du miel, de la cire, de la garance, du plomb, du fer, des laines, du lin, des toiles, des draps. La Prusse polonaise fournit beaucoup de grains, qui s'exportent par Memel et Königsberg. C'est aussi par ce dernier port, dont le commerce est très important, que la Prusse ducale écoule des lins, des bois de chêne, de la cendre, du cuir, des pelleteries, du blé, du miel, de la cire, de l'orge, du chanvre, du millet. Dans ces pays, les Hollandais importent des draps, du vin, du fromage, du sel, du tabac, des épiceries, du fer, du plomb, de l'étain, de « vieilles risdales ».

Plus important encore est le commerce de la Pologne (47), car ce pays fournit, en grande abondance, des grains, du bétail, des bois, des lins, du miel, du minerai de fer, de l'acier, du plomb, du salpêtre, des fourrures, de la laine, etc. Le grand débouché de cette région est Dantzig, qui se trouve à l'issue de la vallée de la Vistule. Comme la Pologne n'a ni navigation, ni commerce, ce sont les Hollandais (à la suite des Hanséates), qui lui procurent les étoffes de soie, les draperies, les bois de teinture, la garance, les épiceries, le sucre, l'huile, les papiers, les vins et eaux-de-vie ; ils apportent aux nobles polonais les marchandises de luxe, qu'ils recherchent si avidement.

Libau et Memel, qui servent de débouchés aux grains, aux bois, aux graines de lin de la Courlande, sont fréquentés par vingt à vingt-cinq vaisseaux hollandais. La Livonie, très riche en fro-

(45) Le *bray* est une sorte de goudron.

(46) Le *last* équivaut à 27 sacs et demi d'Amsterdam ; son poids est de 4,500 livres de froment et 4,200 de seigle ; cela fait 19 setiers et demi de Paris, 38 boisseaux de Bordeaux, 17 razières de Flandre.

(47) HUET, pp. 61 et sqq.

ment, les livre aux Hollandais dans ses ports de Riga, Revel, Narva, Pernav. Riga est particulièrement important. On y charge, outre les blés, des mâts, des bourdillons (pour fabriquer des tonneaux, pipes et barils), du bordage de frêne, des planches de sapin, du lin et du chanvre, de la potasse, de la cire, du suif. Les Hollandais y expédient du sel, des épiceries, du sucre, du tabac, du verre de France, de « vieilles risdales ».

Les remarques de Huet sur le commerce du nord (48) sont fort intéressantes. Comme, observe-t-il, on tire de ces pays plus de marchandises qu'on n'en envoie, il faut y porter de l'argent : « ... les risdales qui se fabriquent en Hollande y ont un grand cours et y sont fort recherchées ». Cependant, les Hollandais y envoient des épiceries, qu'on consomme en grande quantité, en Pologne et en Russie, notamment de la muscade et du poivre, dont on use pour la boisson. Le sucre, le tabac, les drogues font l'objet d'un trafic important, ainsi que les vins de France et d'Espagne, l'eau-de-vie, le vinaigre, l'huile, le papier, les fruits secs. On recherche aussi dans le nord les draps de Hollande et d'Angleterre (surtout les draps de couleur), et particulièrement des étoffes grossières, les grosses toiles, les étoffes de soie et les brocards d'or et d'argent, fabriqués en Hollande. Quant aux marchandises de France, on en exporte beaucoup moins dans les régions de la Baltique, et cependant il s'agit de nombreux articles : eaux-de-vie, vins, vinaigre, sirop, savon, papiers, chapeaux, soieries, rubans, merceries, draps.

Les Hollandais tirent surtout de la Baltique des grains (dont le transport occupe 700 à 800 vaisseaux), et qui comprennent tout à la fois du froment, du seigle, de l'orge, de l'avoine, du sarrasin, du lin, et également une grande quantité de bois, qui servent à la construction de leurs vaisseaux et à l'exportation dans le reste de l'Europe. Le chanvre et le lin « fournissent presque toute la marine de l'Europe ». Les laines, les toiles de Silésie, les cuirs, les pelleteries et surtout le castor pour les chapeaux sont des articles importants aussi. Le caviar est transporté d'Arkangel à Livourne et à Venise sur trois ou quatre navires chaque année. La cire constitue « un des gros articles du commerce d'Espagne ». Enfin, les Hollandais prennent aussi dans la Baltique de l'ambre jaune, des cendres qui servent à la fabrication du savon noir, du goudron et du bray, pour le calfatage des bateaux.

Huet remarque encore que les Hollandais, grâce à leur organisation commerciale, sont à même de « donner toutes ces marchandises à meilleur marché que les autres, et presque pour le même prix que sur les lieux d'où on les tire ».

(48) HUET, pp. 66 et sqq.

Mais c'est surtout l'exportation des grains qui confère au commerce de la Baltique une importance de premier ordre. Après la ruine d'Anvers, Amsterdam était devenu le grand entrepôt des blés, comme du bétail et des bois de la région de la Baltique. L'Italie, l'Espagne, comme la France, s'y approvisionnent. L'exportation des blés, que vendent les nobles polonais et lithuaniens aux marchands de Dantzic et de Riga, semble avoir accru l'exploitation économique qui pèse sur les paysans, car les propriétaires nobles ont besoin de plus en plus d'une main-d'œuvre abondante et soumise à une sujétion servile (49).

La mainmise des Hollandais sur le commerce de la Baltique semblait inébranlable. Colbert avait essayé de combattre leur suprématie, avait créé, dans ce but, en 1669, une Compagnie du Nord, dont les frères Formont furent la cheville ouvrière. Mais c'est en vain que Jacques Savary essaya de démontrer que les Français pourraient, tout aussi bien que les Hollandais, entreprendre ce lucratif négoce ; les commerçants français continuèrent à recourir à l'intermédiaire des Hollandais (50). En 1715, les Hollandais avaient conservé intactes leurs positions, et leur supériorité était telle que toutes les tentatives faites par le gouvernement français et les souverains de la Prusse pour établir des relations commerciales directes entre les deux Etats ont, en grande partie, échoué, comme le montre si fortement M. Boissonnade (51).

IV. — COMMERCE AVEC LES PAYS-BAS ESPAGNOLS ET AVEC L'ALLEMAGNE

Les Hollandais ont contribué à la ruine des Pays-Bas espagnols en empêchant la réouverture du port d'Anvers. Cette région, qui a servi de champ de bataille pendant les grandes guerres du règne de Louis XIV, est d'ailleurs complètement déchue de son ancienne prospérité (52). Les Hollandais, cependant, vont cher-

(49) Cf. Wilhelm NAUDÉ, *Getreidehandelspolitik der europäischen Staaten vom XIII^{ten} bis zum XVIII^{ten} Jahrhundert*, 1896 (*Acta borussica*) et *Deutsche städtische Getreidehandelspolitik vom XV^{ten} bis zum XVII^{ten} Jahrhundert*, 1899 (*Forschungen*, de Schmoller) ; H. SÉE, *Esquisse d'une histoire du régime agraire en Europe aux XVIII^e et XIX^e siècles*, 1921, pp. 123 et sqq.

(50) Voy. Jacques SAVARY, *Le Parfait négociant*, 2^e partie, livre II, ch. VIII, pp. 517 et sqq. — Cf. DE DAINVILLE, « Les relations commerciales de Bordeaux avec les villes hanséatiques » (HAYEM, *Mémoires et documents pour servir à l'histoire du commerce et de l'industrie de la France*, 3^e série, pp. 211 et sqq.)

(51) Dans son excellent ouvrage, *Histoire des premiers essais de relations directes entre la France et l'Etat prussien pendant le règne de Louis XIV (1643-1715)*, Paris, 1912. — Sur tout ce qui précède, cf. aussi SAVARY DES BRULONS, *Dictionnaire universel du commerce*, éd. de 1741, t. I.

(52) Voy. Henri PIRENNE, *Histoire de Belgique*, t. IV et V.

cher dans les Pays-Bas espagnols des dentelles, des toiles, des tapisseries (53), et ils y envoient des épiceries, des drogueries, des draps et des sucres et aussi des denrées agricoles destinées à la subsistance du pays (54). Huet nous dit que, pour ce commerce, ils utilisent surtout les rivières et les canaux, « ce qui facilite merveilleusement les voitures » (55). Liège est pour eux un marché important du cuivre.

Quant au commerce avec l'Allemagne (56), il se fait surtout par les rivières (57). Les Hollandais drainent une partie du commerce de la basse Allemagne, des régions de l'Elbe et de la Weser, où ils vont chercher les bois, les laines, les toiles, les bœufs, les jambons. Les pays rhénans trouvent une partie de leur débouché en Hollande : à Cologne et à Coblenz, on vient prendre surtout les vins, à Francfort, la quincaillerie de Nuremberg et les cuivres.

V. — COMMERCE AVEC LA FRANCE

Nos deux mémoires insistent beaucoup sur le commerce de la Hollande avec la France, commerce très considérable avant la guerre de la Ligue d'Augsbourg, et qui a quelque peu décliné depuis (58).

Les Hollandais venaient chercher en France des produits agricoles, c'est-à-dire des grains, des vins, des eaux-de-vie, des huiles, des olives, des câpres, des figes, des pruneaux, de la cire, etc. Les produits manufacturés tenaient aussi une place importante dans ce commerce : draps d'Amiens, de Châlons et de Reims ; papiers, chapeaux, mercerie, quincaillerie, articles de Paris. Tous ces produits étaient moins destinés à la Hollande même qu'aux pays où les Hollandais trafiquaient. Ils apportaient en France toutes sortes d'épiceries, de drogues, de draperies, de toiles et, en particulier, les marchandises du nord. La plupart des marchandises importées par les Hollandais provenaient de l'étranger, ainsi que le remarque le *Mémoire touchant*

(53) De Lille, ils font venir des batistes, des picots, des baracans.

(54) Cf. Blok, p. 262 : « Par les ravages et l'inculture des terres, ils ne pourraient subsister, si l'on n'y envoyait d'ici abondamment de toutes les choses qui servent à la nourriture des peuples, armées et bestiaux. » Beaucoup de transports se font par barques.

(55) Sur ce qui précède, voy. HUET, pp. 76-78.

(56) *Ibid.*, pp. 72 et sqq.

(57) Cependant, comme la montée du Rhin est pénible, « on se sert de chariots d'Amsterdam pour porter les marchandises les plus fines [par exemple, les soies] en Allemagne et en Italie ». (Blok, p. 259.)

(58) HUET, pp. 80 et sqq.; Blok, *loc. cit.*, pp. 262-266. Un fait significatif, c'est qu'au XVII^e siècle un grand nombre de mots français, désignant des termes commerciaux, passent dans la langue néerlandaise. (Ferdinand BRUNOT, *Histoire de la Langue française des origines à 1900*, t. V, 1917, p. 253.)

le négoce (59). Ce commerce, bien que fait par les Hollandais, était très profitable à la France, en faveur de laquelle penchait la balance du commerce :

Comme la valeur de ce qu'ils tiraient de nous excédait ce qu'ils nous fournissaient, dit Huet, ils payaient l'excédent en argent comptant ou en lettres de change.

Déjà en 1658, d'après l'ambassadeur Boreel (*Etat détaillé du commerce avec la France*), les exportations de France en Hollande constituaient un gros chiffre d'affaires :

Soieries	6 millions de livres
Rubans, dentelles, boutons	2 —
Castors, vigognes, caudebecs	2 ½ —
Plumes, coiffes, miroirs, horloges, montres.	2 —
Gants	1 ½ —
Laines filées de Picardie	1 ½ —
Papier	2 —
Epingles, peignes, etc.	500.000 livres
Lingerie, toiles de Bretagne et de Normandie	5 millions de livres
Ameublements, matelas, couvertures, franges de soie	5 —
Eaux-de-vie et vinaigres.....	1 ½ —
Safran, savon, miel, amandes, olives, prunes, etc	2 —
Sels de Vendée.....	charge de 5 à 600 navires
Grains (dans les années abondantes)....	4 millions de livres

Toutefois, il ne faut pas oublier que, surtout à l'époque de Boreel, à peu près tout le bénéfice du transport revenait aux Hollandais : avant l'arrivée au pouvoir de Colbert, l'armement français, dans les ports de l'Atlantique, se réduisait à fort peu de chose.

Huet montre les résultats des tarifs de 1664 et surtout de 1667, qui ont déterminé, pour une forte part, la guerre de Hollande ; il se rend compte aussi que la guerre de la Ligue d'Augsbourg a été, en partie du moins, provoquée par la lutte commerciale.

Le *Mémoire touchant le négoce* montre très nettement la diminution des importations françaises en Hollande, conséquence directe de la guerre. Ainsi, depuis la guerre, les vins d'Espagne et de Portugal font tort aux vins français. Les papiers de France « sont fort déchus depuis la guerre », car on a établi des « moulins de papier » en Hollande. Avant la guerre, il venait des quan-

(59) A l'exception des toiles à voiles, des cordages, des draps de Leyde, des vaisseaux bâtis.

tités prodigieuses de « tabac de Saint-Domingue en rolles » ; mais « depuis dix-huit mois que la paix [de Ryswick] est faite, il n'en est pas encore venu ; les terres des environs d'Amersfort en ont été plantées et il y vient fort bien » ; c'est un grand préjudice pour le tabac français. A la Haye et à Harlem, il s'est établi des verreries, qui nuiront à celles de Normandie et de Picardie. En ce qui concerne les étoffes de soie, d'or et d'argent, de Lyon et d'Avignon, il en vient aussi beaucoup moins que par le passé, « à cause des manufactures d'Amsterdam, où on réussit très bien, surtout en noir ». C'est pour la même raison que les étoffes de laine françaises, exportées autrefois en si grand nombre, ne viennent plus qu'en très petite quantité. Cependant, la guerre n'a pas nui à l'indigo de Saint-Domingue, qu'on réussissait à faire passer par l'Allemagne (60).

D'ailleurs, sur le fléchissement de la navigation hollandaise en France, au lendemain de la paix de Ryswick, le *Mémoire touchant le négoce* fait des remarques très précises, très intéressantes, et qui méritent d'être reproduites *in extenso* :

Nous voyons avec regret combien la marine ailleurs est élevée, et que, au lieu que toute cette navigation se faisait autrefois avec des navires hollandais, elle est maintenant si partagée que je ne voudrais pas dire que les Hollandais en fissent à présent la meilleure partie. Car l'on voit arriver ici et à Rotterdam beaucoup plus de bâtiments qu'il n'en arrivait autrefois. Il y a quinze ans à peine, il en arrivait deux de Marseille, et, depuis une année, il en est venu de Bayonne huit ou dix, et de Marseille quinze ou seize, tous bons vaisseaux de 16, 24, 30 et 40 pièces de canon. L'on les préfère même dans les chargements, non seulement parce qu'ils sont diligents et que les marchandises ont été bien conditionnées à la décharge.

Un autre mal que nous ressentons de la dernière guerre est qu'auparavant ce pays-ci était l'entrepôt, et, pour ainsi dire, le magasin des denrées de France pour le pays du nord, ce qui favorisait merveilleusement notre négoce et notre navigation. Je dis notre navigation en ce que nous allions chercher en France les denrées et les portions ensuite dans tout le nord, et notre commerce, en ce que nous profitions des commissions ; mais, toutes les marchandises que la France produit ayant été défendues en ce pays-ci pendant la guerre, non seulement celles qui étaient propres pour le nord, mais même celles qui étaient d'une extrême utilité, les Danois et Suédois, à qui nous portions les liqueurs de France, ont été dans la nécessité de les y aller chercher eux-mêmes et continuent de le faire en profitant de ce que les Hollandais profiteraient.

Cette citation provoque deux réflexions. Elle montre que la

(60) Le *Mémoire* note qu'avant la guerre on importait en Hollande des eaux-de-vie provenant surtout de Bordeaux, La Rochelle, Cognac, Nantes ; depuis la paix, on les fait venir surtout du Languedoc et de Marseille ; celles du Languedoc, meilleures, sont plus recherchées que celles de Marseille.

marine marchande de la France est bien en progrès, puisqu'en Hollande même le pavillon français apparaît plus qu'autrefois ; à cet égard, les efforts de Colbert n'ont pas été stériles (61). On voit, en outre, que la guerre précédente a suspendu le commerce de la Hollande, mais, quelques années après, en 1701, celle-ci a regagné presque tout le terrain perdu, puisque les députés du Conseil du Commerce de France estiment qu'elle tient en main les cinq sixièmes du trafic de la France avec les pays du Nord et se préoccupent d'opposer aux Hollandais la concurrence des Danois, des Suédois, des Hambourgeois (61 bis).

VI. — COMMERCE AVEC L'ANGLETERRE (62)

Les actes de navigation, édictés par le gouvernement anglais, sont très gênants pour le commerce hollandais (63). Mais, remarque Huet, « le besoin que les Hollandais ont des ports que les Anglais ont dans la Manche est une des principales raisons qui les obligent à souffrir cette grande inégalité dans le commerce et à s'accommoder aux lois qu'ils font chez eux sur cette matière ». Les Hollandais n'usent pas de réciprocité et « permettent aux Anglais d'apporter chez eux toutes sortes de marchandises, soit de leur cru ou non ». Puis, en ce qui concerne les épiceries, comme le commerce hollandais en est le maître, les Anglais ont dû « se relâcher » sur cet article.

L'Angleterre expédie en Hollande des draps de toutes sortes, des sucres, des bas de laine et de soie, de l'étain, du plomb, de la houille, du tabac de Virginie, du sucre de ses colonies d'Amérique et même des laines, malgré les prohibitions. Le marché des draps se tint d'abord à Middelbourg, ensuite à Delft et à Rotterdam, maintenant à Dordrecht. Les marchandises anglaises empruntent la voie de la Meuse, mais « c'est surtout à Amsterdam qu'elles se débitent ». De Hollande, les Anglais tirent des toiles fines, des toiles à voiles, du papier, des soieries, surtout depuis qu'ils ont interdit l'entrée des soieries françaises (64). D'Ecosse, la Hollande

(61) Voy. à ce sujet Jean EON, *Le commerce honorable*, Nantes, 1647 ; Arch. de la Loire-Inférieure, C 552 et 702 ; H. SÉE, *Le commerce des Hollandais à Nantes pendant la minorité de Louis XIV* (*Tidjschrift voor Geschiedenis*, 1926).

(61 bis) Voy. H. SÉE, *Les relations maritimes et commerciales entre la France et les pays du Nord au XVIII^e siècle* (*Revue Maritime*, novembre 1925).

(62) HUET, pp. 78-80 ; BLOK, pp. 259-261.

(63) Le *Mémoire touchant le négoce* dit : « La navigation n'est pas si importante qu'elle pourrait l'être si elle était réciproque, mais elle ne l'est pas. Les Anglais et les Hollandais chargent en Angleterre comme ils peuvent et en la manière que chacun peut ; mais, dans la Hollande, les Anglais chargent seuls pour Angleterre et les Hollandais ne le peuvent faire. » Il s'étonne que M. de Witt, en 1667, n'ait pas fait abroger ce traité imposé par Cromwell en 1654.

(64) Mais depuis un an (1698), remarque le *Mémoire touchant le négoce*, les taffetas lustrés pénètrent peu, « parce qu'on fait exécuter les rigueurs du Parlement ».

tire beaucoup de charbon de terre, qui est moins bon que le charbon anglais, des draps, des bas d'estame, du plomb, du suif. D'Irlande, surtout par les ports de Dublin et de Cook, on importe en Hollande des bœufs salés en barils, du beurre, du suif, des peaux de taureaux et de vaches, des frises et autres draps.

Le mémoire de Huet, bien qu'écrit en 1697 et publié en 1712, ne note pas les progrès, déjà visibles à cette date, du commerce anglais, qui va bientôt tendre à l'emporter sur le commerce hollandais. Ce sera, en partie, une conséquence de la guerre, dite de la Ligue d'Augsbourg, dirigée principalement par la Hollande dans le but de ruiner le commerce français, et dont l'Angleterre tirera le principal bénéfice (65).

VII. — COMMERCE AVEC L'ESPAGNE (66)

Huet remarque avec raison que c'est l'un des plus importants, car il permet aux Hollandais de se procurer l'or, l'argent et les espèces monnayées, avec lesquels ils constituent un capital de plus en plus important. Il relate les vicissitudes des relations commerciales entre l'Espagne et ses sujets révoltés jusqu'en 1648. Nous savons, d'autre part, qu'en dépit de la guerre, ces relations n'ont jamais été réellement interrompues, comme l'indique un curieux ouvrage, datant de 1607 (67) ; les Hollandais n'hésitaient pas à se procurer de faux passeports :

Le traficq et navigation que les dictz rebelles ont eu par le passé en Espagne a été sous dessoubz la couverture de France, d'Angleterre et d'Allemagne, et par icelle navigation d'Espagne que les rebelles y ont eu depuis vingt-deux ans, en ça ont remporté à leurs villes et provinces force argent et retour pour retour en fourrages, bleds, beurre, harens, toutes sortes de manufactures, chair, bière, bré, tere (68), cire et autres marchandises de Oostlande (69), et par ce moyen ont acquis encore de plus grands trésors qu'ilz ne pouvaient faire par leur pêcheirie et leur navigation d'Oostlande ; et avec grande dissimulation et tromperie donnent à entendre estre de Danemarcq, Oostlande et Norvègue et sujets à l'Empire, par fausses certifications et passeports contrefaits par personnes députez qu'ils ont pour cet effect.

Depuis la paix de 1648, c'est surtout avec la France que la

(65) Cf. G. N. CLARK, *The anglo-dutch alliance and the war against french trade (1688-1697)*, Manchester, 1923. Voy. aussi CUNNINGHAM, *The growth of english industry and commerce, modern times*, 3^e édition, 1904.

(66) HUET, pp. 93 et sqq ; BLOK, pp. 267 et sqq.

(67) « Een merwaardig aanvalsplan, gericht tegen visscherij en handel der Vereenigde Nederlanden in de eerste helft der 17^{de} eeuw », publié par P.-J. BLOCH (*Bydragen van het historisch genootschap*, fasc. 19), cité par J.-G. VAN DILLEN, *Amsterdam als wereldmarkt der edele metalen in de 17^{de} en 18^{de} eeuw*, p. 6, n. 11 (extr. de *De Economist*, 1923).

(68) C'est-à-dire cendres.

(69) C'est-à-dire des pays de la Baltique.

monarchie espagnole se trouve en conflit. Aussi se rapproche-t-elle de la Hollande, surtout au point de vue commercial, ce qui nuit sensiblement au commerce français :

Les Espagnols, dit Huet, ont favorisé le commerce des Hollandais autant qu'ils ont pu, particulièrement depuis l'année 1667, en vue de diminuer le nôtre, en quoi ils n'ont que trop bien réussi. Mais le trafic n'a jamais été si florissant en Espagne que depuis cette guerre de la Ligue d'Augsbourg, car ils leur fournissaient une bonne partie des marchandises que nous avions accoutumé d'y porter et en tirent quantité des leurs, qu'ils tiraient de France avant la guerre.

Les Hollandais trafiquent dans tous les ports, mais surtout à Cadix, où arrivent d'Amérique tout l'or et l'argent que l'on voit en Europe (70).

Les articles importés en Espagne comprennent en premier lieu les étoffes. En ce qui concerne les toiles, les Hollandais y expédient surtout des toiles fines d'Over-Yssel, de Douai, de Valenciennes, des batistes de Cambrai, des toiles *perseilles* et de Brabant, « fort larges et grosses », qui servent aux vêtements des pauvres et aux emballages. Les étoffes de laine comprennent des draps, des serges, des camelots (fabriqués en Hollande), des *anacostes* noires (70 bis), qui servent à l'habillement. Quant aux soieries de fabrication hollandaise, leur exportation en Espagne, dit Huet, se fait au détriment de la France, à laquelle ils ont enlevé ce commerce, ainsi que celui des brocarts d'or et d'argent, parce qu'ils les vendent meilleur marché ; « à la vérité, elles n'étaient pas si bonnes, ni si belles que les nôtres, mais ils les ont si bien perfectionnées qu'il n'y a pas aujourd'hui grande différence ». Les Hollandais ont nui aussi au trafic des toiles françaises (71).

Un autre grand objet d'importation, ce sont la cannelle, la girofle, le poivre. Les deux tiers de la cannelle, que les Hollandais prennent dans les Indes Orientales, sont vendues en Espagne et surtout en Amérique (principalement au Pérou) pour la confection du chocolat. De l'Orient viennent aussi les drogues pour la médecine et la teinture, le musc, la civette.

Parmi les articles importants, on nous cite aussi : la quincaillerie et la mercerie, provenant de Nuremberg, de Francfort, de Liège ; les aciers et le cuivre de Suède ; les cuirs de Dantzig ; le cuir de Russie, servant pour « les chaises et carrosses » ; le papier et les cartes à jouer, « que l'on tirait autrefois de France » ; les

(70) Voy. *Le mémoire sur le commerce de Cadix*, 1686 (Arch. Etr., Espagne, n° 80), publ. par H. SÉE, « Documents sur le commerce de Cadix » (*Revue d'Histoire des colonies françaises*, an. 1926).

(70 bis) Etoffes de laine croisée, très rase (SAVARY DES BRULONS, *op. cit.*, t. I., p. 145).

(71) Ces renseignements sont confirmés par le *Mémoire touchant le négoce*.

cires du nord, qui font l'objet d'un trafic de 4 millions, et qui servent surtout « à l'illumination des églises ». Les Hollandais transportent les planches, mâts et cordages, le bray et le goudron, c'est-à-dire « presque tout ce qui est nécessaire pour la marine d'Espagne » ; les munitions de guerre. Enfin, il faut noter les harengs, le saumon, le beurre, le fromage, les grains, le bois de *merrain*, avec lequel on fabrique les pipes et barils pour le commerce des vins. Le commerce des nègres est aussi fort important ; il a pour destination l'Amérique, comme d'ailleurs presque tout le trafic hollandais en Espagne.

Les Hollandais, pour le commerce d'Amérique, doivent se servir de prête-noms espagnols. Mais le commerce clandestin est fort considérable aussi :

Il se fait par le moyen des îles de Curaçao, qui ne sont pas fort éloignées de la ville de Carthagène. Les marchands de cette ville et ceux de quelques autres endroits de cette côte s'entendent avec les Hollandais et leur apportent leurs marchandises jusque dans leurs vaisseaux, qui ont jeté l'ancre en quelques endroits commodes de la côte, et en enlèvent ceux de l'Europe.

Les *retours* des Hollandais se composent surtout des marchandises d'Amérique (72). Ce sont principalement l'or et l'argent, les perles, les émeraudes provenant des environs de Santa-Fé-de-Bogota, la cochenille, l'indigo, la laine de vigogne, le quinquina de Quito, la vanille, le tabac, le cuivre, le campêche. L'or du Pérou et du Chili, l'argent de la Nouvelle-Espagne, transportés par les galions, constituent presque tous les métaux précieux qui se répandent en Europe et en Asie. La cochenille, l'indigo, la vanille, le bois de campêche proviennent surtout de la Nouvelle-Espagne. La meilleure cochenille, ou cochenille *mestecq*, provient du Guatemala, comme l'indigo. Le cacao provient de la *Terre Ferme* (Caracas, Maracaïbo et Guyaquil) ; la vanille, de la Nouvelle-Espagne et du Guatemala ; le tabac, de Virginie, de Maracaïbo, de la Havane, de Saint-Domingue ; les cuirs, du Mexique et de Buenos-Aires (ceux-ci sont les plus estimés).

Les Hollandais viennent chercher aussi en Espagne des marchandises du cru, qui consistent surtout en laines, vins, fruits, huiles, savons, sels, fer, acier. Les laines, très fines, constituent un des plus gros articles : « ... les Hollandais en enlèvent une très grande quantité et elles leur sont extrêmement nécessaires pour leurs draperies. » Les vins s'embarquent surtout à Malaga, Alicante, Port-Sainte-Marie, San Lucar ; les Hollandais en achètent en Espagne pour de grandes sommes, et ils recherchent aussi le vin des Canaries et les eaux-de-vie ; ce commerce s'est beaucoup

(72) « Et qui sont d'une cherté prodigieuse, où on ne les a jamais vues », dit le *Mémoire touchant le négoce*.

accru pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg ; il semble avoir quintuplé. A Majorque, à Séville, à Malaga, les Hollandais viennent prendre une grande quantité d'huile. Les olives, les figues, les raisins, les amandes sont recherchés par eux et cinq ou six navires sont chargés chaque année de citrons, d'oranges et de câpres. Les Hollandais consacrent aussi de grosses sommes à l'achat du sel et du fer d'Espagne.

En somme, ce sont chaque année trente navires hollandais qui abordent à Cadix, et, à l'arrivée des galions, quinze à vingt de plus. Les *retours* des marchandises qu'ils ont envoyées en Amérique leur rapportent 5 millions et ceux des marchandises vendues à Cadix 5 millions aussi. D'ailleurs, dans ces chiffres, ne sont pas compris les résultats du commerce interlope, fort important.

Les commerçants hollandais fréquentent aussi la côte septentrionale de l'Espagne, Saint-Sébastien et surtout Bilbao, qui sert de débouché au commerce de la Castille et du Léon. Ils y envoient vingt ou trente navires par an, ils viennent y chercher beaucoup de laine de la Navarre, de l'Aragon et de la Castille, dont ils ont besoin pour leurs manufactures de Leyde, le fer si renommé du Guipuzcoa, des noix, des citrons, des oranges et des sardines. Ils y portent beaucoup de draps, des fils, de la quincaillerie de Nuremberg et de Liège, de la cire, des poteries (73).

VIII. — COMMERCE AVEC LE PORTUGAL

Huet explique comment le Portugal, ayant été uni à l'Espagne de 1580 à 1640, les Provinces-Unies se sont trouvées en guerre avec lui, ce qui a nui aux relations commerciales. En 1641, une trêve de dix ans ayant été signée, le commerce reprend, mais, dès 1645, la trêve est rompue à cause des agissements des Hollandais. Cependant, en 1657, intervient un accommodement, suivi d'un traité de paix perpétuel, en 1661.

Ce sont surtout les Hollandais qui fournissent le Portugal d'objets manufacturés. Ils envoient en Portugal des laines, des soieries, des grains. Ils en tirent principalement des denrées coloniales, qui proviennent de l'Amérique et surtout des Indes Orientales. C'est par Lisbonne et Porto que se fait ce commerce.

Le *Mémoire touchant le négoce* nous apprend encore que quatre cents vaisseaux, de 350 à 500 tonneaux, vont prendre du sel « à Saint-Hubert », et que certains de ces navires s'y rendent, après avoir déchargé des marchandises en France (74).

Huet, d'autre part, constate un fait intéressant, c'est que

(73) BLOK, p. 268.

(74) *Ibid.*, pp. 266-267. Cf. surtout HUET, pp. 107 et sqq.

les progrès du commerce hollandais se sont faits aux dépens de la France et sont une conséquence de notre politique commerciale :

Les Hollandais ont fait un trafic assez considérable avec le Portugal, particulièrement depuis que nous avons défendu l'entrée en France des sucres et des tabacs étrangers, et que les Portugais, de leur côté, ont interdit chez eux l'usage de nos manufactures. C'était principalement avec ces deux marchandises que les Portugais payaient celles que nous leur portions.

Le temps est proche où c'est l'Angleterre qui captera la plus grande partie du commerce portugais, grâce au traité de Methuen de 1703.

Sur le commerce des Hollandais au Maroc (ou *Barbarie*), c'est le *Mémoire touchant le négoce* qui, seul, nous fournit des renseignements (75). Chaque année, ils y envoient trois ou quatre vaisseaux. Mais c'est un « commerce de Juifs d'ici (de Hollande) avec ceux de Barbarie », qui achètent des prises de corsaires ; celles-ci, « déguisées », sont vendues en Portugal. Les ports où se rendent les navires hollandais sont : Salé, Safi, Sainte-Croix. On y porte de la poudre à canon, des armes, des cordages, des toiles de coton grossières, des merceries de Nuremberg et de Francfort, des draps. On en rapporte de la cire jaune, — moins bonne que celle de la Baltique, parce qu'elle est mêlée de suif, — du cuivre rouge (en morceaux gros comme des noix et en saumons de 40 à 50 livres), des cuirs, des peaux de boucs, des plumes d'autruche, des citrons en saumure, des amandes, des figues de Barbarie (76).

IX. — LE COMMERCE DU LEVANT (77)

C'est dans le *Mémoire touchant le négoce* que l'on trouve les indications les plus précises, non pas sur le commerce du Levant lui-même, mais sur les conditions dans lesquelles il se fait.

La plupart des navires hollandais qui se rendent dans le Levant sont armés. Cependant, « il y a des flûtes qui sont sans défenses, ce qui fait tort aux navires armés, parce qu'ils peuvent faire meilleur marché de fret ». Mais, d'après une ordon-

(75) BLOK, pp. 273-274.

(76) Voy. L. VIGNOLS, « Le commerce des Malouins au Maroc à la fin du XVII^e siècle » (*Annales de Bretagne*, t. XXXVII). — De 1642 à 1660, la Hollande avait engagé avec le sultan du Maroc des négociations très actives, en vue d'éviter les prises des corsaires, mais n'avait obtenu que des garanties très précaires. Voy. H. DE CASTRIES, *Les sources inédites de l'Histoire du Maroc* : *Archives et Bibliothèques des Pays-Bas*, t. V et VI, 1920-1923.

(77) HUËT, pp. 111 et sqq. ; BLOK, pp. 274 et sqq. Cf. SAVARY DES BRULONS, *op. cit.*, t. I, pp. 315 et sqq.

nance des Etats, les *navires de grand règlement* peuvent empêcher les navires sans défense ou moins armés de charger avant eux dans les ports du Levant ; toutefois, cette règle n'est pas applicable à ceux qui chargent un navire entier.

Les navires de *grand règlement*, ce sont des bâtiments de 400 à 800 tonneaux, portant de vingt-quatre à quarante canons et montés par cinquante à soixante-dix hommes d'équipage. On appelle navires de *petit règlement* des pinasses ou flûtes de 200 à 400 tonneaux, portant de quatorze à vingt-quatre canons et montés par trente ou cinquante hommes. Les uns et les autres sont soumis à une *Chambre de direction*, comprenant six députés et un greffier, tous marchands, qui s'assemblent le vendredi, à la maison de ville, et règlent tout ce qui concerne les convois. Ceux-ci dépendent de l'amirauté ; ils comprennent des vaisseaux de cinquante à soixante canons, montés par cent cinquante à cent soixante-dix hommes (78). Les armateurs voudraient assez souvent se dispenser d'escorte, naviguer trois ou quatre de conserve, ce qui leur éviterait le grand nombre d'escales ou « échelles », et leur permettrait de profiter de tout le fret, tandis que l'on charge sur les vaisseaux du convoi, pour éviter les frais d'assurance, les marchandises les plus fines. Avant la guerre entre les Turcs et Venise (1645-1669), il partait chaque année, d'Amsterdam, en mai et en décembre, deux convois et deux vaisseaux de guerre, de 600 à 700 tonneaux, ainsi qu'un convoi pour Alexandrette, qui servait d'escorte à tous les vaisseaux se rendant à Marseille, Livourne, Gênes, Venise. Toutes ces précautions sont rendues nécessaires par les dangers que font courir les pirates barbaresques.

« La dernière guerre (de 1684 à 1699), dit le *Mémoire*, a fort interrompu cette navigation. » Il semble être plus près de la vérité que Huet, qui insiste beaucoup sur la prospérité du commerce des Anglais et des Hollandais dans le Levant et sur la faiblesse du commerce français :

Les Hollandais et les Anglais, qui partagent presque tout ce grand trafic depuis longtemps, ont été les plus estimés et les mieux traités, puisqu'ils n'ont payé pendant plusieurs années que *trois pour cent*, pendant que les autres nations en payaient cinq. Cet avantage, le bon ordre et leur sage conduite, aussi bien que celle des Anglais dans cet heureux trafic, les en a presque rendus les maîtres, tandis que nous nous y comportions tout autrement.

Il est vrai qu'on observe la décadence du commerce français dans le Levant dans la première moitié du *xvii^e* siècle, que Colbert lui-même n'est pas parvenu à lui rendre son ancienne pros-

(78) Les convois pour Cadix et Lisbonne ne portent que 40 ou 44 canons ; ceux de Biscaye et de la Baltique, 24 à 30 ; ceux de Moscovie, 36 à 40.

périté ; mais un progrès très sensible se marque à partir de 1683 ; et, si les Anglais conservent encore le premier rang, les Français tendent à l'emporter sur les Hollandais (79).

Par contre, sur la nature même du commerce dans le Levant, nos deux ouvrages se trouvent d'accord, et Huet est le plus précis. Les deux centres les plus importants sont Smyrne et Le Caire, Smyrne surtout. Il y a d'ailleurs des consuls et vice-consuls hollandais dans toutes les Echelles du Levant. Les navires hollandais font le plus souvent escale à Livourne, où ils viennent prendre les piastres nécessaires pour le commerce du Levant.

Parmi les marchandises que les Hollandais transportent dans le Levant, les plus importantes sont la cochenille, l'indigo, la gomme-laque, le bois du Brésil, le bois de campêche, le siapan, l'étain, le plomb (80), le fer et l'acier, le coton, le cuir de Russie. Mais au premier rang se placent les draperies, les épiceries, les monnaies. Les draperies, déclare Huet, sont le plus fort article du commerce hollandais ; seuls, les Anglais, à cet égard, peuvent lutter avec eux (81) ; il attribue ce succès à « l'exactitude que les Hollandais et les Anglais gardent toujours dans la qualité, les mesures et couleurs des draps » et aussi à leur bon marché. Les épiceries, — c'est-à-dire le clou de girofle, la muscade, la cannelle, le poivre, le gingembre, le sucre, — que l'on venait chercher autrefois en Syrie et en Egypte, arrivent maintenant par la voie de l'Océan, apportées par les Hollandais, qui leur font faire cet énorme circuit.

Huet insiste aussi avec raison sur l'importance du commerce de l'or et de l'argent (82) :

Les pièces d'or et d'argent, dit-il, sont très nécessaires pour faire un commerce avantageux dans le Levant ; les Hollandais y portent principalement des piastres, qu'ils prennent à Cadix et à Livourne ou qu'ils font fabriquer chez eux, et qui ont un grand cours dans le Levant, quoique les leurs ne soient pas de si bon argent que les piastres d'Espagne.

Du Levant, les Hollandais rapportent des soies (de Perse, de Syrie, de Morée), du coton (venant surtout de Smyrne et de

(79) Voy. Paul MASSON, *Histoire du commerce français dans le Levant au xviii^e siècle*, Paris, 1906. Cf. Jacques SAVARY, *Le parfait Négociant*, 2^e partie, l. V, chap. I, et HAYEM, « Navigation et commerce français dans la Méditerranée » (*Mémoires et documents sur l'histoire de l'industrie et du commerce*, 1^{re} série).

(80) Ce sont surtout les Anglais qui envoient dans le Levant le plomb et l'étain.

(81) Huet oublie l'importance du commerce des draps du Languedoc, cf. Paul MASSON, *op. cit.*

(82) Le *Mémoire touchant le négoce* dit aussi que les Hollandais portent dans le Levant beaucoup d'argent en piastres, en *richedalers* de banque et en « *daalers* au Lyon », pièces de 28 sous, qui n'ont cours que pour le commerce du Levant » (Blok, p. 278).

Chypre), des cotonnades (83), des cordouans et cuirs, des camelots de couleurs, de la cire, de l'alun, des gales, des laines, du bois de buis, du café, des raisins de Corinthe. Les cuirs et maroquins forment un article très important. Les drogues (surtout la rhubarbe et la scammonée) viennent de Samarcande. Outre les gommes aromatiques, les Hollandais prennent dans le Levant du séné, de l'encens, de l'aloès, du tamarin, du café, des plumes d'autruche (tous ces derniers articles sont fournis par le Caire). Enfin, Huet remarque que le commerce du Levant est commode et profitable, puisque les Turcs n'exigent, en fait de droits, que 3 % à la sortie et 5 % à l'entrée. Leurs douaniers « sont fort traitables », et, en somme, les Turcs « entendent mieux les maximes nécessaires pour faire fleurir le commerce chez eux que les autres nations qui les traitent de barbares ».

X. — COMMERCE D'ITALIE (84)

Les Hollandais portent en Italie les marchandises du Nord et des Indes, ainsi que les produits de leurs propres manufactures. Mais ils rapportent de ce pays un bien plus grand nombre d'articles : au premier rang, les soies et les soieries, « base de ce commerce ». Ce sont les velours unis de Gênes et de Reggio ; les façonnés fonds de satin à grandes fleurs et à fond d'or et d'argent, provenant de Venise et de Florence, vraiment « inimitables ». Huet cite encore comme produits italiens, recherchés par les Hollandais, les brocarts d'or et d'argent, les huiles d'olive, le fromage de Parme, les fruits secs, les citrons, l'alun, le soufre, la laque fine, le marbre blanc, les papiers, le savon, le tabac. Les principales villes où se fait ce commerce des Hollandais sont : Venise, Livourne, Naples, Messine, et surtout Gênes, qui sert de débouché à tout le commerce de la Lombardie.

XI. -- COMMERCE SUR LA CÔTE D'AFRIQUE ET EN AMÉRIQUE LA COMPAGNIE DES INDES-OCCIDENTALES (85)

Huet donne un historique assez précis de ce commerce. Il montre comment les Hollandais ont pris la succession des Portugais. Ils s'établirent d'abord à Mouré, sur la Côte-d'Or, qui devint rapidement « une place très marchande », car les Africains aimaient mieux avoir affaire aux Hollandais qu'aux Portugais. Au moment de la signature de la Trêve de Douze ans (en 1609), vingt gros

(83) Les cotonnades et mousselines sont transportées surtout par caravanes.

(84) HUET, pp. 118-119.

(85) Id., pp. 170 et sqq. ; BLOK, pp. 278 et sqq.

navires et cent autres bâtiments de moindre importance étaient occupés au commerce d'Afrique et d'Amérique.

Succédant à plusieurs compagnies particulières, fut fondée la Compagnie des Indes-Occidentales, sur le modèle de la Compagnie des Indes-Orientales, en juin 1621. « Son fonds fut de 7.200.000 livres », et elle reçut le monopole exclusif du commerce d'Afrique et d'Amérique. Ses progrès furent si considérables que les Hollandais espérèrent « se rendre maîtres de toute la partie méridionale de l'Amérique ». En treize ans, en effet, elle s'empara d'une grande partie du Brésil (86) :

Il paraît par les registres de la Compagnie que, depuis 1623 jusqu'en 1636, elle avait mis en mer huit cents vaisseaux, soit pour la guerre, soit pour le commerce, dont la dépense montait à 45 millions de florins, seulement pour le corps desdits vaisseaux et pour le paiement des équipages, et qu'on en avait enlevé cinq cent quarante-cinq, qu'on estimait 60 millions, et que leurs autres dépouilles montaient à plus de 30 millions.

Le comte de Nassau, choisi en 1636 comme gouverneur général, fit si bien qu'il s'empara de nouvelles provinces du Brésil (la Compagnie en posséda alors sept sur quatorze). La trêve de 1641 arrêta ces conquêtes. Puis la paix de 1661 obligea la Compagnie à abandonner toutes ses conquêtes au Brésil, « moyennant une somme considérable que les Portugais lui donneraient, avec liberté de pouvoir trafiquer comme amis sur les côtes du Brésil et du Portugal, et à la charge que les Portugais modifieraient le prix du sel » (87).

La Compagnie ne conserva, en fin de compte, que ses fortes-resses du Cap-Vert et de la Côte-d'Or, les îles de San-Thomé, Curaçao et Tabago, et, sur le continent, Surinam, ainsi que les Nouveaux-Pays-Bas (situés entre la Virginie et la Nouvelle-Angleterre), qui bientôt devaient être cédés à l'Angleterre (en 1667). Son commerce se trouvait ruiné aussi au point qu'elle ne put s'acquitter des 6 millions de florins « qu'elle avait empruntés à intérêt ». Aussi les États généraux, pour conserver leurs possessions et leur commerce dans les Indes Occidentales, fondèrent-ils alors une nouvelle compagnie, en 1674, « composée des anciens participants et de leurs créanciers ».

Huet et *Le Mémoire touchant le négoce* décrivent d'une façon précise le commerce de la Côte d'Afrique : « De tous les Euro-

(86) Des provinces de Pernambouc, Tamaraca, Pariba, Rio Grande.

(87) Les Hollandais et surtout les Juifs prirent une part active à la colonisation ; voy. P.-M. NETSCHER, *Les Hollandais au Brésil*, 1853 ; HANDELMANN, *Geschichte von Brasilien*, 1860. — Sur la lutte entre les Hollandais et les Portugais au Brésil, voy. L.-HONORÉ NABER, *Le journal d'Henri Haecxs (Bijdragen van het historisch genootschap*, t. XVI, 1925). Haecxs avait été membre du Conseil du Brésil de 1646 à 1654.

péens, dit Huet (dès 1697), les Hollandais sont ceux qui font le plus grand commerce sur les côtes occidentales d'Afrique » ; leur « établissement » de la Côte d'Or est beaucoup plus important que celui du Cap-Vert (88).

Tous les ans, assure le *Mémoire touchant le négoce*, en août et en décembre, partent six ou sept vaisseaux, qui reviennent en mai et en novembre ; ils ont leur entrepôt à la Mine. Outre les vaisseaux de la Compagnie, il y a des navires de contrebande, lesquels « ne sont jamais que de Zélande » (c'est le pays qui produit le plus d'aventuriers). Le négoce, d'un point à l'autre de la côte, se fait avec des barques. Mais « les interlopes, qui n'ont pas de retraite, sont obligés d'approcher les terres le plus près qu'ils peuvent, afin de donner lieu aux habitants de venir à bord » ; ils vont à la voile le jour et mouillent la nuit.

Les deux principaux trafics de la côte d'Afrique, ce sont l'or et les esclaves.

On va chercher l'or, nous dit Huet, chez la plupart des peuples de la côte, depuis le fort d'Arquin (près du cap Blanc) jusqu'à la Côte d'Or, mais surtout à la Côte d'Or :

Ce sont ces mines d'or qui ont donné lieu aux nations de l'Europe de s'y établir à la faveur de quelques forts qu'ils y ont fait bâtir, comme ont fait les Portugais, qui furent les premiers qui en firent la découverte, les Français, les Hollandais, les Anglais, les Danois, les Allemands et les Suédois.

L'or est recueilli en poudre, en lingots ou en bracelets ; et les nègres, prétend Huet, le falsifient très habilement, dorant souvent du cuivre, qu'ils font passer pour de l'or.

Quant au commerce des esclaves, il est très florissant sur toute la côte, et principalement dans les royaumes d'Arden, de Benin, du Gabon, du Congo, d'Angola, qui fournit les plus robustes (87). « Les Hollandais, ajoute Huet, sont presque les seuls qui fassent le trafic des nègres ; les Anglais, si je ne me trompe, ne s'en mêlent point, les Français peu, et les Portugais n'en tirent guère que pour leurs colonies du Brésil, et pour celles qu'ils ont encore dans les Indes. » Mais, dans le premier tiers du XVIII^e siècle, la situation a bien changé, comme le reconnaît une note de l'édition de 1718 (89).

Le *Mémoire touchant le négoce* est le seul à indiquer, d'une façon pratique, quelle est la cargaison qu'il faut affréter pour obtenir cinq cents nègres à Arden, à Benin et à Juda :

(88) Le *Mémoire touchant le négoce* déclare qu'on ne va guère au delà de Formosa (au nord-ouest de Fernando-Pô), excepté cependant les interlopes.

(89) HUET, p. 176 : « Depuis que ceci doit avoir été écrit, les Français et surtout les Anglais sont entrés bien avant dans ce commerce. »

Dix mille livres cauris, 2000 de poudre, 200 carabines longues, 500 draps de lits, en coffres de livres 64, 4.000 ouvrages de cuivre, 80 pièces de draps serge d'Ecosse, 400 de platilles, 30 de salampouris, 60 pièces de tapeamecanias, 25 de topleco, 25 de guinées bleues, 60 de brovrilis, 50 d'étoffe de Guinée, 60 de toiles peintes, 400 écuelles et pots d'étain, 25 caves de bouteilles d'eau distillée (Arderly et Bénin), 200 douzaines de couteaux, 8 masses de corail, 400 bassins de cuivre, 400 barres de fer de 40 au millier, 50 douzaines de miroirs avec coulisses, 50 pièces de perpétuanes (coton), du corail, des trompettes à 42 sols, des hames (hameçons) à pêche à 30 sous le millier, des cadenats n° 12, 13, 14 (pour Juda).

Ce sont surtout les colonies espagnoles de l'Amérique que les Hollandais fournissent de nègres ; Hollandais et Espagnols « font pour cela des traités ensemble, par lesquels ils conviennent de la quantité des noirs, du prix de chacun et de l'endroit où ils en doivent faire la délivrance ».

La Compagnie des Indes-Occidentales, nous dit le *Mémoire touchant le négoce*, revend ses nègres à Surinam et surtout à Curaçao. Les meilleurs se débitent à la Terre-Ferme, jusqu'à Carthagène, d'où on les expédie au Pérou ; « ceux qui sont plus malsains, plus vieux de quarante ans, à qui il manque un bras, un œil, une oreille, s'exportent dans les îles françaises et anglaises, et même à Surinam ».

Les autres *retours* de l'Afrique sont les cuirs du Cap-Vert, qui donnent lieu à un commerce très important, la cire jaune du Cap-Vert et de Sierra-Leone, la gomme arabique, les plumes d'autruche, les dents d'éléphant, les cotons, les limons et les bœufs salés, le poivre. Les marchandises que l'on vend avec le plus de profit aux nègres, ce sont le cristal, le corail, les dentelles, l'eau-de-vie. Huet remarque enfin qu'« après les Hollandais, ce sont les Anglais qui font le plus de commerce sur ces côtes ».

Les Hollandais, on l'a vu, n'étaient pas parvenus à supplanter les Portugais au Brésil (90). Aussi leurs possessions d'Amérique se réduisent-elles à peu de chose (91). La plus importante, Curaçao, doit sa prospérité commerciale moins à ses productions (sucre, laines, cuirs) qu'à la traite négrière. Tel est le cas aussi de Surinam (en Guyane), qui appartient, dit le *Mémoire touchant le négoce*, un tiers à la Compagnie des Indes-Occidentales, un tiers à Amsterdam, un tiers à la maison de Somerdyck (92).

Les Hollandais transportent en Amérique des vins, des eaux-de-vie, des lards, des bœufs salés, du beurre, des pois, des fèves,

(90) Cf. aussi Alfred ZIMMERMANN, *Die Kolonialpolitik der Niederländer*, Berlin, 1903, pp. 38 et sqq.

(91) HUET, p. 177 et BLOK, pp. 283-284.

(92) D'après Huet, on n'ose pas, à Surinam, cultiver la terre hors de la portée du canon, « les sauvages ne faisant pas quartier à cause qu'ils en firent pendre quelques-uns sans beaucoup de justice ».

du poivre, de la cannelle, des toiles peintes, des toiles de Cambrai, de Silésie, de Bretagne, de Rouen, des toiles à voiles fines dont on se sert pour les hauts-de-chausses, des soieries, du castor, des dentelles. Les retours se composent de piastres ou réaux, de cacao, de cuirs en poil, d'indigo (meilleur que celui de Saint-Domingue), de tabac de Vérina, d'écaille de tortue, de baume blanc, de cawane, de sucre en grande quantité.

Le *Mémoire sur le négoce* déclare que la Compagnie, ne pouvant faire seule le commerce en Amérique, donne des *permissions* à des particuliers, moyennant 3 ½ % de la valeur des marchandises importées ou exportées et en se réservant un dixième du fret.

D'ailleurs, la Compagnie des Indes-Occidentales fit de si médiocres affaires qu'en 1714 elle proposa à la Compagnie des Indes Orientales de se fondre avec elle, lui faisant miroiter les profits extraordinaires que conférerait à celle-ci la traite négrière (93).

Nos documents passent sous silence l'important commerce clandestin que les Hollandais font avec les Antilles françaises, apportant aux colons des marchandises dont ceux-ci ne peuvent que difficilement se passer. Colbert s'est efforcé de l'entraver par des mesures violentes, mais n'y est pas réellement parvenu (94).

XII. — LE COMMERCE DANS LES INDES ORIENTALES LA COMPAGNIE DES INDES ORIENTALES

Les deux mémoires (95) exposent les conditions dans lesquelles les Portugais se sont établis aux Indes Orientales (96). Ceux-ci avaient possédé au xvi^e siècle le monopole de ce commerce, et les Hollandais devaient venir chercher à Lisbonne les épices dont ils avaient besoin. Mais, la guerre ayant interrompu les relations commerciales entre les deux pays, les Hollandais se décidèrent à s'approvisionner d'épices dans les Indes mêmes.

(93) Voy. HUET, pp. 177 et sqq. (*Additions*). La Compagnie des Indes-Occidentales céderait toutes ses possessions, tous ses privilèges et « la somme de 11 tonnes d'or » ; neuf directeurs de cette Compagnie seraient admis dans la Compagnie des Indes-Orientales. Celle-ci, dit le projet « pourrait se rendre maîtresse du trafic des esclaves, à l'exclusion de toutes les autres nations de l'Europe, parce que, pour ce trafic, ce qui est principalement et presque uniquement requis et nécessaire, ce sont les *cauris*, sans quoi il n'est pas possible d'acheter des esclaves, et il n'y a presque que la Compagnie des Indes-Orientales qui puisse en fournir, n'y ayant point de moyen facile d'en recouvrer ailleurs ». Tous les *assientistes*, ou négriers de toutes les nations, « seraient obligés de traiter avec la Compagnie pour la livraison des esclaves ». En outre, « il serait au pouvoir de cette Compagnie de faire hausser ou baisser le prix du poivre, selon que son intérêt pourrait le requérir ».

(94) Voy. L. MIMS, *Colbert's West India policy*, Newhaven, 1912, pp. 83 et sqq.

(95) HUET, pp. 162 et sqq. ; BLOK, pp. 284 et sqq.

(96) Voy. aussi A. ZIMMERMANN, *op. cit.*, pp. 80 et sqq.

En 1594, plusieurs marchands d'Amsterdam firent une société, qui arma quatre vaisseaux. Ceux-ci, portant 67 canons, 36 pierriers, 249 hommes d'équipage, partirent du Texel en avril 1595, et revinrent en 1598 avec un important chargement. Diverses autres sociétés se formèrent, pour des expéditions analogues, et c'est pour mettre fin à cette concurrence que les Etats généraux se décidèrent, en 1602, à créer la Compagnie des Indes-Orientales. Les compagnies antérieures, constituées seulement pour un voyage, se composaient d'armateurs et de participants, véritables actionnaires déjà. L'organisation nouvelle fondait ces éléments divers et visait une action continue de trafic (97). Le monopole fut donné pour dix-neuf ans, et on le renouvela depuis ; d'après le contrat de 1701, il doit rester en vigueur pendant quarante ans.

Le premier fonds avait été de 600.000 florins, puis il a peu à peu grossi jusqu'à 6.300.000 florins (98). On constitua 2.100 actions de 3.000 florins, qui valent, en 1699, 16.950 florins. Il y a des actionnaires d'importance fort diverse : certains ont apporté jusqu'à 60.000 florins, d'autres, 150, 100, 50 florins seulement. Les actionnaires, au début du moins, n'exerçaient aucune action sur la direction. Ils se plaignaient du pouvoir absolu des directeurs, qui ne rendaient pas de comptes. Pour les apaiser, ceux-ci donnaient des dividendes élevés, souvent de 15 ou même de 25 %. En 1622, au renouvellement du contrat, on établit que les directeurs doivent, six mois avant la fin de leur gestion, rendre leurs comptes ; ils seront changés tous les trois ans et resteront inéligibles pendant trois ans. Les actionnaires auront une influence sur ces nominations et le contrôle de la gestion sera mieux assuré. Au renouvellement de 1647, on décida que la reddition des comptes serait faite par une commission de huit membres (quatre délégués par les actionnaires et quatre par les Etats généraux) ; les directeurs recevront un traitement fixe.

La Compagnie des Indes-Orientales présente tous les traits des modernes sociétés par actions. Les actions haussent ou baissent suivant les fluctuations du commerce et les événements

(97) Voy. aussi KLERK DE REUSS, *Geschichtlicher Ueberblick der niederländischen Ost Compagnie*, 1894 ; DE JONGE, *Opkomst van het Nederlandsch gezag in Oost Indie* ; André SAYOUS, « Les sociétés anonymes par actions » (*Revue d'Economie politique*, an. 1902, pp. 614 et sqq.) ; du même, « Le fractionnement du capital social de la Compagnie des Indes-Orientales » (*Revue historique du Droit*, 1902) ; S. VAN BRAKEL, *De Hollandsche handels-compagnieën der XVII^{de} eeuw*, 1908.

(98) C'est Amsterdam qui représente la plus forte partie du capital, qui se répartit ainsi :

Amsterdam	3.674.000 fl.
Zélande	1.334.000 —
Delft	470.000 —
Rotterdam	177.000 —
Horn	267.000 —
Enckuisen	536.775 —

politiques, les affaires extérieures ; ainsi la guerre de Hollande de 1672 détermina une forte baisse. Cependant, le commerce de la Compagnie fut assez florissant au cours du xvii^e siècle pour qu'en 1699 les actions se fussent élevées de 100 florins à 565 et que le fonds de la Compagnie fut estimé à 35.495.000 florins (soit 44 millions de livres françaises), chiffre énorme pour l'époque. Sur le capital primitif, l'intérêt s'était élevé à 20 %, mais, étant donné la valeur actuelle, il n'était que de 3 ½ %.

Les actions de la Compagnie donnent lieu à des spéculations continuelles ; elles « sont, comme le dit le *Mémoire touchant le négoce, en négoce continu* ». On les achète, en effet, non seulement *au comptant*, mais à terme, en payant seulement la différence. « On voit que, sans avoir d'actions, ni même envie d'en acquérir, l'on en peut faire un grand négoce, et effectivement il n'y en a jamais eu de plus fort. » Cependant, le *Mémoire* constate que ce genre de spéculations « s'est un peu ralenti depuis dix ans ». Ou bien encore, on spécule au moyen de *primes*, de sorte que les risques sont diminués ; en cas d'insuccès, on ne perd que sa prime, soit 2 % :

Il y a, ajoute le même document, une infinité d'autres subtilités... Ceux qui s'en mêlent sont gens vifs et ardents, dont la plus grande occupation est d'alambiquer des nouvelles et d'inventer mille moyens pour arriver à leur but.

Ces spéculations sont-elles surtout le fait des Juifs, comme le déclare un curieux mémoire anonyme de 1698 (99) ? En tout cas, comme les événements politiques exercent une grande influence sur la hausse et la baisse des actions, on peut faire de bonnes affaires en étant au courant des nouvelles et surtout en en propageant de fausses. Écoutons encore le mémoire :

Dans cet Etat tant populaire, qui, quoique jouissant et florissant en apparence, ne laisse pas d'être regardé au dedans pour assez mal organisé et assez peu consacré à une longue durée, chacun se donne en tous les moments du jour la liberté de lui tâter le poulx, notamment les étrangers, et nommément les Juifs, qui y font une grosse partie ; et c'est sur les pronostics de ces prétendus spéculateurs politiques, très vacillants eux-mêmes, que les prix de ces actions sont des variations si continuelles qu'elles donnent lieu plusieurs fois le jour à des négociations qui mériteraient mieux le nom de jeu ou de pari, et d'autant mieux que les Juifs, qui en sont les ressorts, y joignent des artifices qui lui font toujours de nouvelles dupes, même des gens du premier ordre...

(99) Publié par LÉON VIGNOLS, « Le commerce hollandais et les congrégations juives à la fin du xvii^e siècle » (*Revue Historique*, 1890, t. XLIV, pp. 327-330).

On comprend que Frédéric-Henri d'Orange, dès 1635, ait déclaré « que les spéculations à terme ne seraient pas obligatoires en justice ». « L'acheteur ne paie que s'il a de l'honneur », car « le vendeur ne vend que du vent et l'acheteur n'achète que du vent ». Conception qui s'est imposée dans toutes les Bourses de valeurs mobilières. Ainsi, c'est dans les spéculations auxquelles donnent lieu les actions de la Compagnie qu'il faut chercher l'origine du commerce des valeurs à terme (100).

La Compagnie a émis aussi de véritables *obligations*. En effet, comme nous l'indique le *Mémoire*, elle doit à rente « à plusieurs particuliers » 12.600.000 florins et leur sert un intérêt de 3 ½ %. Pour avoir « de ces contrats », il faut donner 5 ½ %, plus que l'intérêt d'une année et demie, « ce qui provient du bon crédit de la Compagnie et qu'on ne sait pas mieux employer son argent ici ».

Bien que la Compagnie ne fasse « qu'une bourse commune », elle est partagée, pour le négoce, en six chambres :

Amsterdam, pour une moitié du total ;

Middelbourg, pour un quart ;

Rotterdam, Delft, Horn et Enckuizen, chacune pour un seizième.

La Chambre d'Amsterdam comprend vingt-cinq directeurs, dont dix-neuf sont d'Amsterdam même ; ceux-ci « gouvernent presque tout » pour les achats, les ventes, les équipages, etc., et ont 3.000 florins d'appointements. Les six autres sont de Harlem, Leyde (2.000 florins de traitement), d'Utrecht, Dort et Frise (1.200 florins). La Chambre a encore un *avocat* ou *syndic*, qui défend les intérêts de la Compagnie, donne des consultations, écrit pour elle des mémoires. La Chambre de Middelbourg a treize directeurs, recevant chacun 2.500 florins ; Rotterdam et Delft, treize directeurs à 1.200 florins ; Horn et Enckuisen, treize à 1.200 florins également. En outre, depuis 1697, on compte deux directeurs pour la noblesse, qui reçoivent chacun 1.500 florins.

Il y a en outre des teneurs de livres, au nombre de dix-neuf, à Amsterdam, recevant 1.500 florins, et, dans les autres chambres, à proportion.

L'assemblée générale, ou *Assemblée des Dix-sept*, se compose de directeurs, désignés par les diverses chambres, et l'un d'eux représente l'Etat. Depuis vingt ans, dit le *Mémoire*, c'est-à-dire depuis 1679, se tient une « commission secrète », composée de quatre directeurs seulement, et qui décide des affaires les plus importantes.

Le *général des Indes*, qui dirige sur place les affaires, et qui

(100) W. SOMBART, *Les Juifs et la vie économique*, trad. fr., 1923, pp. 122 et sqq.

reçoit 12.000 florins, est nommé par les Dix-sept à vie, mais il est révocable par eux ; les « quatre principaux conseillers » (traitements de 5.000 florins) et douze « conseillers pour le négoce » (2.000 florins) sont nommés aussi par les Dix-sept. Le général et le Conseil désignent les commis et officiers subalternes (101).

Les navires qui reviennent des Indes à la fin de l'été apportent « les livres de tout le négoce des Indes ». En mai, à Amsterdam, d'après ces livres, on fait la *balance générale*, « que l'on rend publique ».

On peut considérer — Huet le remarque — la Compagnie hollandaise comme un véritable souverain : elle entretient cent soixante vaisseaux, armés de trente à soixante canons, plus de 25.000 officiers, soldats et matelots sur ses flottes, 12.000 hommes de troupe réglés dans les îles, sans compter que, dans chaque place, elle a beaucoup de gens du pays armés (plus de 100.000 hommes, affirme Huet) (102).

Telle est cette organisation de la Compagnie des Indes-Orientales, qui a servi de modèle à la plupart des compagnies de commerce privilégiées des XVII^e et XVIII^e siècles et qui a certainement contribué à la prospérité du commerce hollandais en Extrême-Orient.

Toutefois, le succès de la Compagnie, déclare Huet, serait bien plus grand encore si elle ne souffrait de beaucoup d'abus (103) :

Elle est bien persuadée, à n'en pouvoir douter, que la plus grande partie des officiers et employés, grands et petits, quoiqu'elle leur donne de gros appointements, très bien payés, ne laissent pas de faire de grosses fortunes au préjudice des intérêts de la Compagnie ; c'est ce qui paraît visiblement à l'égard de tous ceux qui viennent des Indes et qui y ont eu de l'autorité et du maniement.

On pourrait, ajoute Huet, réprimer une bonne partie de ces abus ; « mais la plupart [des officiers des Indes], étant parents ou alliés et souvent créatures des directeurs, sont ordinairement incapables des emplois qu'on leur donne, ce qui fait qu'on n'est pas fort rigoureux sur la reddition de leurs comptes ». On prétend même que les directeurs « partagent avec eux ».

Les officiers que la Compagnie entretient en Europe ne sont pas plus scrupuleux, « et on prétend que les directeurs qui sont chargés de l'achat des marchandises, qui ont inspection sur les vaisseaux ou sur les équipages et munitions qui en dépendent, ou qui font quelque autre fonction qui leur donne du maniement, trouvent moyen d'augmenter considérablement leurs appointements et leur fortune ».

(101) « Cependant, lorsque de deçà on lui recommande quelqu'un, on a soin de le bien placer », ajoute le *Mémoire*.

(102) HUET, p. 166.

(103) Id., p. 168.

Qu'il y a-t-il de vrai dans ces assertions de Huet ? *A priori*, on peut penser que la tentation était grande, pour des gens qui maniaient de si grandes affaires, et dont l'autorité si forte n'était qu'assez peu contrôlée, d'abuser de leur pouvoir. Le *Rapport* de D. Braems, de 1686, semble confirmer les déclarations de Huet. A plusieurs reprises, il note la négligence, l'inhabileté des agents de la Compagnie et même leurs malversations. On nomme comme gouverneur à Malacca un M. Fléchier, « avec commission de faire une exacte recherche de toutes les malversations commises par quelques ministres, officiers et commissionnaires de la Compagnie et de les punir suivant la rigueur des lois » (104). A Ceylan, nous dit encore Braems, il y a bien des postes, « officiers et commis inutiles », beaucoup d'abus et de malversations » que doit réprimer le commissaire Wanreck. Ailleurs, il signale des gaspillages, une gestion défectueuse. La négligence, dit-il encore, « est une maladie qui s'est répandue depuis un certain temps dans presque toutes les possessions que la Compagnie a dans les Indes, et dont les conséquences seront très fâcheuses pour elle, si on ne prend des mesures pour remédier aux grands abus qui s'y commettent depuis longtemps » (105).

XIII. — LA ROUTE DE L'EXTRÊME-ORIENT ; L'INDE (106)

Huet remarque très justement que le commerce des Hollandais en Asie « ne consiste pas seulement à porter des marchandises d'Europe en Asie et à en rapporter d'autres de là ; il consiste à porter, vendre dans les divers endroits de l'Asie celles de l'Asie même ».

La route de l'Extrême-Orient est jalonnée par des comptoirs fort importants qui drainent le commerce de l'Asie. C'est d'abord Moka, en Arabie, complété par les ports voisins d'Aden et de Mascate. En échange des épiceries, dont les Arabes consomment une grande quantité, les Hollandais en rapportent des gommés, de la casse, de la manne, de l'aloës et surtout du café.

Par Gameron ou Bender-Abassi, sur le golfe Persique, se fait le commerce avec la Perse, d'où l'on tire toutes sortes de soieries, des brocards d'or et d'argent, des tapis d'une extrême beauté, des laines de Caramanie « d'une finesse incroyable », des perles et des turquoises. Mais la Compagnie gagne surtout par les marchandises qu'elle y apporte (épicerie, sucre, indigo, plomb, étain, cuivre, draps, piastres, etc.) (107).

(104) HUET, p. 202.

(105) *Id.*, pp. 208 et 194. Cf. KLERK DE REUSS et DE JONGE, *op. cit.*

(106) HUET, pp. 133 et sqq. — Pour tout le commerce en Orient, voy. le *Rapport aux Etats généraux des Provinces-Unies*, de DANIEL BRAEMS, teneur de Livre général à Batavia (1684), inséré par Huet, pp. 190-214.

(107) Même observation de D. Braems (p. 210).

Dans les Etats du Grand-Mogol, c'est-à-dire dans l'Inde, les Hollandais n'ont aussi que des comptoirs, mais où ils font un très grand commerce, notamment à Surate. Ils y cherchent surtout les soieries et les cotonnades, l'indigo, le salpêtre, de la laque, du gingembre, qu'ils échangent contre les épiceries, le poivre, le camphre, l'étain, les draps, etc. (108). Sur la côte de Coromandel, qui dépend du royaume de Golconde, la production essentielle consiste dans les toiles peintes (en 1663, ils en tirèrent pour 2.400.000 florins de marchandises). Le royaume de Bengale fournit surtout de la soie, « estimée la meilleure de toutes les Indes », du sucre et du salpêtre, des étoffes de soie, des cotonnades, du musc et de la rhubarbe (ces deux derniers produits provenant du royaume de Boutan, au nord du Bengale). La Compagnie y a plusieurs comptoirs importants, notamment Choupar, à quatre lieues de Patna, et Ougly (avec une belle forteresse), d'où partent les vaisseaux pour remonter le Gange (109).

A Ceylan, les Hollandais sont maîtres des côtes et des plaines, tandis que les hauts plateaux et montagnes appartiennent toujours au roi de Candi (110).

Avec le Siam, la Compagnie fait un important trafic ; elle s'y approvisionne surtout de riz, de dents d'éléphant, de bois de sapan, d'or, de porcelaine, et, à Ligor, elle recueille l'étain, « seule à l'exclusion des autres nations » (111).

Malacca est encore un poste important, surtout à cause de sa situation ; autrefois, remarque Braems, c'était le centre de tout le commerce d'Extrême-Orient ; aujourd'hui, « son commerce n'est plus si considérable » ; toutefois, c'est la « relâche » des vaisseaux venant du Japon. Les Hollandais y vendent beaucoup de toiles, qu'ils échangent surtout contre de l'or et de l'étain, « retour fort nécessaire pour le commerce de la Compagnie » (112).

(108) Braems remarque qu'au Bengale, et aussi sur la côte de Coromandel, « les fréquentes chicanes des Maures régents sont cause que la Compagnie ne peut faire en ces cantons-là un commerce libre, mais qu'elle est obligée de faire des contrats pour le négoce avec certaines personnes et même de leur confier de gros partis de marchandises tout à la fois, à cause de la liberté et facilité qu'elles ont de les vendre ou trafiquer aux naturels de ce pays-là plus avantageusement. Ces négociants s'associent entre eux et gagnent beaucoup plus que les nôtres... » (Huet, p. 206.)

(109) A Surate, on construit d'excellents vaisseaux, remarque Braems. La Compagnie aurait avantage à en faire construire, car leurs bois durent quarante ans, tandis que ceux de Hollande ne peuvent servir que douze ou treize ans. (*Ibid.*, p. 209.)

(110) *Ibid.*, p. 207.

(111) Braems déclare que le commerce hollandais ne pourra faire de très grands progrès au Siam, à cause de la concurrence des Maures de Coromandel. (*Ibid.*, p. 197.)

(112) *Ibid.*, p. 201.

XIV. — LES POSSESSIONS DE L'INSULINDE ET DES MOLUQUES

Elles constituent véritablement l'empire colonial de la Hollande, qui y a supplanté les Portugais (113). Mais, à la fin du xvii^e siècle, c'est de commerce, et non de plantations, que s'occupent les Hollandais.

A Sumatra, on vend des toiles, et, en retour, on obtient « une quantité fort considérable de poivre », et aussi de l'or, du benjoin, du camphre.

Les possessions de Java sont beaucoup plus importantes. Batavia est déjà une très grande place de commerce, la résidence du gouvernement général des Indes-Orientales. C'est, dit Braems, une grande et belle ville, bien bâtie, très peuplée, en plein accroissement, « qui fait l'admiration de tous les étrangers qui y abordent », riche aussi par la fertilité de ses environs, qui produisent beaucoup de riz et de sucre. C'est « le magasin général » de tout le négoce hollandais. Le *Mémoire touchant le négoce* donne la même impression : tous les ans, dit-il, « il part de Batavia quarante navires, de 200 tonneaux au moins, et beaucoup de 800 » (114). Mais ce qui nuit au commerce de la Compagnie, dit Braems, c'est le « commerce frauduleux » des particuliers, qui est facilité « par le grand nombre de havres ».

Le grand intérêt économique des Moluques, comme le remarque le *Mémoire touchant le négoce*, c'est qu'elles sont les seules à produire le clou de girofle et les muscades (115), qui sont, avec le *massis*, les grandes ressources d'Amboine, de Benda et de Ternate. Cette dernière île produit aussi des toiles, appelées « ternatanes », et on en rapporte encore l'écaille de tortue, « une bonne marchandise », mais en petite quantité (116). Célèbes produit du riz, du poivre, du bois de santal et de siapan ; Bornéo, des diamants, du camphre et de l'or (117).

Les Hollandais ont établi leur complet monopole sur les Moluques, comme le note le *Mémoire touchant le négoce* (118) :

Du temps que les Portugais possédaient ces îles [les Moluques], l'on y venait négocier des îles de Macassar, de Bornéo et du Japon, même de la Chine, mais à présent les Hollandais n'y souffrent personne négocier qu'eux-mêmes et portent ces épiceries dans les lieux qu'on vient de nommer, dans le royaume de Bengale, dans le Mogol, à Surate, dans la Perse et autres lieux, où ils les vendent une fois plus cher et dans une quantité beaucoup plus considérable qu'en Europe.

(113) Cf. A. ZIMMERMANN, *op. cit.*, pp.

(114) BLOK, p. 298. — Les Anglais avaient été chassés de Bantam, en 1682.

(115) *Ibid.*, p. 301.

(116) *Ibid.*, p. 302, et Braems, *loc. cit.*, p. 194.

(117) HUET, p. 144.

(118) BLOK, p. 302.

Aussi est-ce là le grand profit et le maintien de la Compagnie aux Indes, sans quoi elle ne pourrait entretenir tant de forteresses, tant de troupes et tant de dépenses comme elle fait.

Cependant, les Anglais menacent toujours ce monopole; comme nous l'apprend un mémoire des Nantais sur le commerce de la Compagnie des Indes, de 1712, ils vont à Timor, à Ternate, à Amboine, chercher de la cannelle, du clou de girofle, de la muscade, « parce que les habitants du pays, qui cherchent à secouer le joug des Hollandais, sont toujours disposés à entrer furtivement en commerce » (118 bis).

XV. — LE COMMERCE AVEC LA CHINE

Toutes les puissances maritimes se rendaient compte des énormes bénéfices que pourrait leur procurer le commerce direct avec la Chine. Mais, jusque vers la fin du XVII^e siècle, la Chine restait fermée aux étrangers. Seuls, les Portugais, établis à Macao dès 1553, avaient des facilités pour nouer des relations commerciales directes (119). Les Hollandais, il est vrai, s'étaient installés à Formose, mais ils en avaient été chassés en 1661. Cependant, depuis 1680, ils faisaient en Chine, comme nous l'apprend Braems, un commerce clandestin, mais sans avoir le même succès que les Anglais et les Portugais.

En 1686, déclare encore Braems (120), le bruit s'était répandu que l'empereur de Chine, — il s'agit de K'ang-hi (121) —, se proposait non seulement de permettre à ses sujets de trafiquer hors du pays, mais encore d'autoriser « toutes les nations étrangères d'y venir s'y établir dans les places maritimes ». Une ambassade hollandaise fut donc envoyée à la cour de Pékin « pour demander la liberté dans ce royaume » ; cette ambassade servait d'ailleurs de couvert à une véritable expédition commerciale, car l'ambassadeur, à son arrivée, parvint à « vendre les marchandises qu'il avait apportées beaucoup mieux que les négociants n'ont pu le faire aux îles de Makar », et les quatre vaisseaux qui vinrent le reprendre étaient chargés d' « une quantité considérable de marchandises » (122).

(118 bis) Arch. de la Loire-Inférieure, C 751 ; le mémoire est cité par Gaston MARTIN, « Nantes et la Compagnie des Indes » (*Revue d'Histoire économique*, 1926).

(119) Cependant, vers le milieu du XVII^e siècle, on avait vu les Hollandais établis à Formose.

(120) HUET, p. 200.

(121) Qui régna de 1662 à 1722 et qui accueillit fort bien les missionnaires français.

(122) Braems remarque qu'en ce qui concerne le commerce du poivre, les Hollandais ont un grand avantage sur les Portugais, qui doivent l'acheter fort cher à la Compagnie des Indes, à Batavia.

Quel fut le résultat de cette ambassade ? Nous ne le savons. Le *Mémoire touchant le négoce* déclare, en 1699 : « La Chine ne nous fournit rien, parce qu'il est défendu à tout étranger d'aller y négocier » ; les Chinois seuls apportent à Batavia les produits de leur pays.

Toutefois, avant la fin du xvii^e siècle, Anglais et Français trafiquent à Canton. Les Anglais, dont les premières tentatives de pénétration en Chine remontent à la fin du xvi^e siècle, fondent une nouvelle compagnie pour le commerce de Chine, l'« *English company* », en 1698, l'année même où, sous l'influence d'un missionnaire, le Père Bouvet, Jourdan de Grouée crée la première compagnie française de Chine (123).

Les articles provenant de Chine sont très nombreux. Ce sont, avant tout, les soies et soieries, les cotons et cotonnades, le thé, puis le camelot, le chanvre et les toiles de chanvre, l'or très fin, l'étain, le cuivre, l'acier, le fer, les métaux travaillés, les bois d'aquila, de rose et d'ébène, le musc, le sucre, le gingembre, le vif-argent, le radix-china, la rhubarbe, l'ambre jaune et rouge, les porcelaines, les cabinets et autres ouvrages vernissés. C'est, constate Huet, un commerce très avantageux, dont les profits dépassent même 100 %. Les marchandises, en effet, « coûtent peu, toutes les choses nécessaires à la vie se donnant à la Chine à très grand marché, et les ouvriers extrêmement laborieux se contentant d'un petit gain ». En outre, les communications, dans leur pays, sont aisées, car ils se servent des rivières et de canaux pour le transport de leurs marchandises. Les Hollandais fournissent la Chine d'épicerie, de poivre, de toiles, de draps de toutes sortes, d'ivoire, de bois de santal, de corail, « d'argent pour acheter de l'or » (124).

Si les étrangers ne peuvent pénétrer en Chine, les Chinois vont porter leurs marchandises dans l'Inde et à Batavia. Ce sont, remarque Huet, de très habiles commerçants, entreprenants et très fins : « ils disent communément que toutes les nations sont aveugles en matière de commerce, que les seuls Hollandais ont un œil, mais que, pour eux, ils en ont deux » (125).

XVI. — COMMERCE AVEC LE JAPON (126)

Au Japon, comme en bien d'autres pays, les Hollandais ont supplanté les Portugais, qui, établis à Makao, avaient été les seuls à y faire le commerce, dont le chiffre d'affaires s'était

(123) VOV, E.-W. DAHLGREN, *Les relations commerciales et maritimes entre la France et les côtes de l'Océan Pacifique*, Paris, 1909, pp. 109-111. Cf. Henri CORDIER, *La Chine*, Paris, 1921 (coll. Payot), pp. 103 et sqq.

(124) Renseignements, dit Huet, fournis par un facteur de la Compagnie.

(125) Sur ce qui précède, cf. HUET, pp. 138 et sqq. VOV, aussi SAVARY DES BRULONS, *Dict. du commerce*, éd. de 1741, t. I, pp. 447 et sqq.

(126) HUET, pp. 141-142; BRAEMS, *ibid.*, pp. 197 et sqq.

élevé à 1.500.000 écus, avec un bénéfice de 75 %. Ils y ont pénétré vers 1650, et maintenant ils ont le monopole de ce trafic.

Braems nous montre que, d'ailleurs, leur situation n'a rien d'agréable : ils sont enfermés dans une petite île voisine de Nagasaki, et toute communication avec le reste du pays leur est interdite. En outre, le gouverneur de Nagasaki et ses truchements ont prétendu s'assurer le monopole de ce commerce. Après que la Compagnie eut réclamé contre ces procédés, l'empereur « a rendu la liberté du commerce au plus offrant », mais les ventes hollandaises ont été limitées à « 300.000 failles par an », ce qui enlève tout bénéfice. Peut-être, ajoute Braems, cette mesure a-t-elle été prise contre les Chinois, « qui y étaient venus en ce temps-là avec un nombre extraordinaire de petits bâtiments, chargés de monde, parmi lesquels des Tartares de mine guerrière ». Quoi qu'il en soit, au moment où Braems a quitté Batavia, en 1686, il est arrivé un navire du Japon qui a déclaré « que les ventes s'y étaient bien faites ».

Les Hollandais vendent au Japon des soies et soieries, des draps, des peaux de cerf, des toiles en grande quantité, de la laine, des épices, du bois de sapan et de Brésil, du sucre, de l'ivoire, etc. ; mais ils n'en tirent guère que de l'argent et du cuivre. Ce qu'ils auraient voulu capter, c'est le commerce entre la Chine et le Japon, qui, au dire de l'un des gouverneurs généraux de la Compagnie, rapporterait plus de 50 tonnes d'or, soit 5 millions de profit, rien que sur les soies (les Chinois faisant un bénéfice de 80 %).

XVII. — LES MARCHANDISES D'EXTRÊME-ORIENT IMPORTÉES EN EUROPE

Huet étudie, d'ensemble, les importations de la Compagnie en Europe (127). Il est intéressant de suivre son exposé, qui donne une idée saisissante de l'une des branches les plus importantes de l'activité commerciale des Hollandais.

L'une des catégories les plus importantes, la plus considérable peut-être, comprend les *épiceries* et les *drogues*, dont les Hollandais veulent se réserver le monopole absolu.

C'est d'abord la cannelle fine, recueillie à Ceylan. Les Hollandais arrachent une partie des arbres qui y poussent, « afin de lui conserver son prix ». En 1692, la flotte porta près de 700.000 livres pesant de cannelle.

Plus importants encore sont le clou de girofle, la muscade, le massis, recueillis dans les Moluques, et qui étaient si prisés à cette époque. Les bénéfices réalisés sur les épices sont énormes :

(127) HUET, pp. 146 et sqq.

le clou de girofle, acheté dans l'île d'Amboine à 7 sols 6 deniers la livre, est revendu dans l'Inde 3 livres 15 s. (128), et la muscade, 3 livres. Non moins important est le commerce du poivre. On distingue le gros poivre, recueilli surtout sur la côte de Malabar, (on le transporte principalement en Europe), et le petit poivre (venant de Bantam et d'Achen), que l'on vend surtout aux Indes, en Chine, au Japon, avec un bénéfice de 100 %. Le gingembre forme aussi un article important.

Les drogues sont également transportées en grande quantité. La principale est l'indigo, provenant surtout du royaume de Golconde et d'Agra, et dont une bonne partie est portée en Allemagne et en Moscovie (129). Le salpêtre, de même provenance, est transporté surtout en Hollande, « à cause de la grande quantité de poudre à canon qu'on y fait » ; en 1694, la flotte en a introduit 10.870 quintaux. La cassonnade est aussi raffinée en Hollande. La laque (gomme produite par les fourmis), recueillie au Pegu et au Bengale, sert à faire une couleur d'écarlate pour les toiles et les « cabinets » ; avec la laque, on confectionne la « cire d'Espagne », en bâtonnets, qui donne un grand profit, puisqu'après l'avoir achetée 10 sous la livre, on la revend 10 sous l'aune. Huet cite encore, parmi les drogues, la rhubarbe (de Tartarie et de Chine), le musc, l'ambre gris. Le thé de Chine et de Japon (le meilleur) est une source de grands profits. « Le meilleur thé de la Chine, dit Huet, ne coûte à Surate que 20 sols la livre, de même que celui du Japon, tandis que les Hollandais le vendent en Europe 20 écus, et le moins bon 25 à 30 livres. » Chiffres fort exagérés, comme le montre une note de l'édition de 1718 (130), qui dit que le thé commun, il y a trente ans, ne valait pas plus de 6 à 8 florins la livre ; et maintenant 3 à 6 florins ; le plus cher valait 60 florins, mais on n'en trouve plus dont le prix dépasse 20 florins.

Une autre branche très importante de productions, ce sont les soies et soieries, cotons et cotonnades.

Les soies de la Chine et du Tonkin sont fort bonnes ; celles de Tripara et d'Azem, grossières ; les soies du Bengale, rudes et sans lustre, se consomment dans les manufactures de Hollande et de Hambourg. De Perse provient une soie grosse et commune, propre surtout à faire de « gros passements » et de la soie à coudre ; dans une balle, on ne trouve que vingt livres qui puissent servir à faire des étoffes. Les soieries proviennent surtout de Chine, et notamment de la province de Canton : ce sont des

(128) On en vend deux fois plus dans l'Inde qu'ailleurs, remarque Huet.

(129) 50.000 à 60.000 livres sont recueillies, chaque année, à Agra.

(130) P. 153. — Dans les *Mémoires* de Daniel Huet (p. 189), on lit : « Le nom et l'usage du thé ne faisaient que commencer d'être connus en France (en 1674) ; il y en avait peu chez les marchands et il se vendait au poids de l'or. »

satins de toutes couleurs, des damas ; et, à les revendre, on fait un bénéfice de 100 %.

Le coton et les cotonnades viennent de la Chine et de l'Inde. Les mousselines blanches, dont on fait des écharpes, des couvertures, des mouchoirs, des cravates, « se débitent beaucoup » en Perse et en Turquie. L'Inde produit surtout les étoffes peintes (ou *chites*) ; les plus belles viennent de Masulipatam. Les *baftas*, — qui sont peintes d'une seule couleur, — se vendent surtout en Abyssinie, dans les Philippines, à Java, à Sumatra. Les cotonnades font l'objet d'un très grand commerce (131).

De l'Extrême-Orient, on ne rapporte pas d'argent, à l'exception de piastres du Mexique, qui viennent par la voie des Philippines. Les mines d'argent, remarque Huet, sont très rares en Asie. Mais on peut y recueillir de l'or : « ... comme les Chinois n'ont point d'argent, ils donnent volontiers leur or pour en avoir, et il y a du gain à faire pour ceux qui leur en fournissent ». Du Japon, la Compagnie des Indes tire du cuivre admirable, qui vaut 25 % de plus que celui de Rosette. Elle en trouve un grand débit sur la côte de Coromandel et au Bengale ; en Europe, il sert à la chaudronnerie d'Aix-la-Chapelle et à la fonte des canons. Le plomb et l'étain sont abondants au Siam et à Malacca. Le commerce de l'étain est surtout avantageux, car on l'échange pour des toiles du Bengale et de Coromandel ; « il est fin et ils ne le vendent pas cher ». En 1694, la Compagnie en transporta en Europe près de 200.000 livres.

La Compagnie fait aussi un grand trafic de pierres précieuses. Ce sont les diamants de Visapour, de Golconde, du Bengale et de Bornéo, dont Goa était le grand marché. Ce sont les rubis, les zaphirs bleus et blancs, les topazes jaunes de Pegu et de Ceylan ; les turquoises de Perse, les agathes du Cambodge ; les perles du golfe Persique, qui tirent sur le jaune, celles de Ceylan, qui ont le plus bel orient. Les porcelaines du Japon et surtout de Chine sont très estimées en Europe ; il en vient aussi par les flottes de la Nouvelle-Espagne ; elles ont pris la route des Philippines.

Cette grande variété de produits fait vraiment la richesse de la Compagnie des Indes. Le monopole des épices lui est aussi extrêmement avantageux, car il lui fournit de précieux moyens d'échange. C'est ce que voit très bien Huet. Si les Français n'ont pu réussir comme les Hollandais, c'est qu'ils ne disposent pas de cette ressource :

Le commerce qui enrichit si fort les Hollandais (parce qu'ils sont

(131) HUET, p. 167. — « Dès que Sa Majesté eût défendu l'usage des toiles peintes dans son royaume, on vit les manufactures de nos petites étoffes de laine se rétablir à vue d'œil. »

maîtres des épiceries) ne saurait jamais être avantageux à un Etat ni à ses sujets, lorsqu'ils y emploient de l'argent comptant pour les acheter fort chèrement de la seconde main, qui profitent vingt pour un, ou pour avoir d'eux des marchandises qui détruisent ses propres manufactures.

Huet estime à 3 millions de florins le gain annuel de la Compagnie. Mais, évidemment, ce gain varie d'une année à l'autre. Comme le dit le *Mémoire touchant le négoce*, « la quantité et la qualité des marchandises que l'on envoie aux Indes se règlent sur les avis, que l'on en a reçus, que telle ou telle marchandise est bien vendue » ; et il en est de même pour les retours (132).

XVIII. — LE RETOUR DES FLOTTES. — LA VENTE DES MARCHANDISES

Chaque année, les vaisseaux pour les Indes partent en mai, septembre et décembre, au nombre de seize ou vingt, sans compter une galiote, qui fait voile, en décembre, pour le Cap, où elle porte les lettres à l'amiral. La flotte de retour part en janvier de Batavia ; elle comprend de huit à seize vaisseaux (dix-neuf, en 1697) ; deux autres vaisseaux reviennent en février ; assez peu chargés, ils apportent les retours de Chine.

À l'arrivée de la flotte, on lit la correspondance, et parfois, nous dit le *Mémoire touchant le négoce*, les lettres les plus importantes sont réservées à la *commission secrète* : « cette réserve peut quelquefois être bien avantageuse pour les amis que l'on peut servir, en leur donnant avis d'acheter ou vendre des actions, suivant que les affaires vont bien ou mal pour la Compagnie » (133).

Aussitôt, on fait « imprimer la cargaison », c'est-à-dire la liste des marchandises « par qualité et quantité ». L'assemblée des Dix-sept fixe l'époque de la vente et la quantité des marchandises qui seront vendues. Puis, les commis « mettent les marchandises en ordre et les divisent en lots » (par exemple, un lot comprendra 10.000 livres de poivre), et chaque lot est marqué par un numéro. On fait imprimer les listes des lots ; ces imprimés s'envoient non seulement dans les Provinces-Unies, mais aussi à l'étranger, « et l'on prend si bien ses mesures, qu'il y a du temps assez pour en écrire aux pays étrangers et en avoir réponse avant la vente ». Deux jours avant la vente, les magasins sont ouverts et chacun peut voir les marchandises.

La vente se fait en public, à l'adjudication. Elle s'opère rapide-

(132) BLOK, p. 300.

(133) *Ibid.*, pp. 304-305.

ment ; ainsi, en deux heures souvent, on vend trois mille à quatre mille balles de poivre.

La Compagnie, nous dit le *Mémoire*, ne fait crédit à personne. Le compte de chaque acheteur est réglé par un teneur de livres. « Le paiement de toutes les marchandises se fait en banque, ce qui évite une infinité de peine en épargnant de compter les espèces. » Si l'on paie comptant, on a une réduction de 1 ½ % sur les achats ; chaque mois de retard diminue cet escompte de ½ %. « Les acheteurs sont obligés d'enlever leurs marchandises dans l'espace de trois mois ; passé ce temps, elles restent dans les magasins aux risques des acheteurs, qui paient ensuite le droit de magasinage et l'intérêt du montant de l'achat à ½ % par mois, avec la liberté de faire vendre les marchandises non enlevées aux risques de l'acheteur (134). »

Ces opérations de ventes ressemblent fort à celles qu'accomplit la Compagnie française des Indes-Orientales ; elles semblent cependant encore mieux organisées (135). Puis, les marchandises provenant de la Compagnie hollandaise ont un plus fort débit à l'étranger, non seulement en Europe (136), mais en Amérique, où le commerce hollandais les expédie, soit par les flottes et galions de Cadix, soit directement, grâce au trafic interlope.

CONCLUSION

I. — L'ACTIVITÉ COMMERCIALE DES HOLLANDAIS

Dans les pages qui précèdent, nous avons essayé de décrire par le menu les diverses manifestations de cette activité commerciale. On a vu combien elles sont nombreuses.

Dans la seconde moitié du xvii^e siècle, le commerce du Nord et le commerce de la Baltique sont presque entièrement entre les mains des Hollandais. Le commerce de la Baltique surtout présente un intérêt de premier ordre, car c'est en ces pays que l'on va chercher une bonne partie des grains qui alimentent les

(134) BLOK, pp. 305-307.

(135) Voy. HENRY WEBER, « La Compagnie française des Indes » (1904), et surtout LÉON VIGNOLS et HENRI SÉE, « Les ventes de la Compagnie des Indes à Nantes (1723-1733) » (*Revue d'Histoire des colonies*, an. 1925).

(136) A plusieurs reprises, nous voyons l'armateur malouin Magon de la Balue s'informer auprès de ses correspondants de Hollande des marchandises de la Compagnie des Indes dont il songe à faire l'acquisition ; voy. H. SÉE, « Le commerce de Saint-Malo dans la première moitié du xviii^e siècle » (*Mémoires et documents*, de Julien Hayem, 9^e série, 1925).

marchés de l'Europe méridionale et même de la France, quand sévit la disette. C'est aussi dans les pays du nord que les Hollandais transportent les marchandises du Midi, dont ces pays ne sauraient se passer.

Le commerce avec la France était aussi très florissant et il n'a commencé à décliner un peu que depuis la guerre de la Ligue d'Augsbourg. Le commerce du Levant reste considérable, malgré la concurrence des Anglais et des Français.

En Extrême-Orient, ce sont les Hollandais qui tiennent encore le premier rang, car ils y ont pris la succession des Portugais. Ils y ont fondé un empire colonial prospère. Ils sont les seuls maîtres du commerce des épices, encore si recherchées ; leurs comptoirs de l'Inde drainent les produits de cette riche contrée. Seuls, ils peuvent trafiquer avec le Japon, et, s'ils n'ont pu s'établir à demeure en Chine, ce sont cependant leurs navires qui transportent dans le reste du monde les riches productions de la Chine, et, en particulier, les soieries.

En Amérique, les Hollandais ont été moins heureux : ils n'ont pu s'emparer du Brésil ; aux Antilles et dans l'Amérique du Sud, leurs possessions se réduisent à peu de chose. Il est vrai qu'à la fin du XVII^e siècle ils y font un commerce interlope très considérable, mais qui perdra beaucoup de son importance, lorsque l'Angleterre, au traité d'Utrecht, obtiendra le privilège de l'*asiento* et du vaisseau de permission. C'est l'Angleterre aussi qui, grâce au traité de Methuen de 1703, captera la plus grande partie de l'or du Brésil, ce qui contribuera à accroître le stock monétaire de Londres, qui finira par faire concurrence à celui d'Amsterdam. Voilà l'une des raisons qui expliquent la décadence du commerce hollandais, qui se manifestera au XVIII^e siècle.

II. — LES CAUSES DE LEUR PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE

Il convient maintenant de dégager les causes de cette prospérité. L'une des plus apparentes, c'est le bon marché du fret ; c'est que, comme le dit Huet, les Hollandais ont trouvé « le secret de faire les voitures [transports] à meilleur marché que les autres » (137). On l'explique surtout par l'esprit d'économie de leurs armateurs :

En temps de paix, lisons-nous dans les *Additions* de l'édition de Huet de 1718, ils font beaucoup moins de frais pour équiper leurs bâtiments et pour toutes les dépenses des voyages qu'il ne s'en fait ailleurs, en ce que leurs vaisseaux sont montés par bien moins de gens que ceux des autres pays (138).

(137) HUET, pp. 50-51.

(138) *Ibid.*, p. 34. — Un mémoire de La Rochelle, de 1759, contre la demande

En conséquence, ils peuvent vendre leurs marchandises meilleur marché que les négociants d'autres nations. On comprend aussi que les étrangers, pour leur commerce, se servent des navires hollandais, d'autant plus que l'on connaît « leur fidélité et exactitude à rendre bon compte de ce qu'on leur confie ». Enfin, ajoute encore Huet, on trouve toujours en Hollande des vaisseaux prêts à partir pour tous les pays du monde, et l'on est encore séduit par « les convois et escortes qu'ils donnent à leurs vaisseaux marchands ».

Une autre cause du succès des Hollandais, c'est que le nombre de leurs comptoirs et leur empire d'Extrême-Orient leur permettent de se procurer des marchandises de tous les pays et de les transporter d'un bout de la terre à l'autre, des Indes Orientales à l'Amérique. Ils ont su organiser, mieux que qui que ce fût, le *commerce de commission* sur la plus vaste échelle. Dans quelles conditions se faisait ce commerce de commission, quels en étaient exactement les bénéfices? C'est ce que les documents que nous avons étudiés ne nous permettent pas de déterminer. Seuls, les *papiers privés* des négociants hollandais pourraient, à cet égard, nous renseigner d'une façon *concrète*.

Une autre cause de la prospérité commerciale de la Hollande, — qui a été si fortement mise en lumière par M. J. G. Van Dillen (140), — la plus essentielle, semble-t-il, c'est l'énorme accumulation des métaux précieux et des monnaies, qui a commencé à se former à la fin du *xvi^e* siècle, et qui s'est si sensiblement accrue au *xvii^e*. Grâce à ce stock monétaire, les Hollandais pouvaient, soit dans le nord de l'Europe, soit en Extrême-Orient, se procurer les marchandises de toutes sortes, qu'ils revendaient à travers le monde ; le *Mémoire touchant le négoce*, plus encore que l'ouvrage de Huet, le montre d'une façon frappante. Voilà pourquoi ils attachaient une si grande importance au commerce avec l'Amérique du Sud, et notamment au négoce interlope.

Cette accumulation d'espèces monnayées formait la base solide du *crédit* dont jouissaient les Hollandais. Leurs excellentes institutions de crédit, leur organisation bancaire si perfectionnée leur assuraient aussi le premier rang dans toutes les transactions et donnaient à leur commerce une aisance étonnante.

La Banque d'Amsterdam a été certainement l'un des rouages

de franchise du port de Saint-Malo, déclare que la prépondérance commerciale des Hollandais tient surtout à la modicité du fret qu'ils prennent, à leur économie, à la sobriété de leurs matelots, tandis que les matelots français, et en particulier les Malouins, sont trop peu laborieux et trop amis de la bonne chère. (GARNAULT, *Le commerce rochelais au XVIII^e siècle*, t. III, pp. 57 et sq., et H. SÉE, « Saint-Malo et la question des ports francs », dans *Mémoires et documents*, de J. Hayem, 9^e série, p. 138.

(140) Voy. J. G. VAN DILLEN, *Amsterdam, marché mondial des métaux précieux* (*De Economist*, 1923).

essentiels de leur prospérité économique. Il convient donc de dépeindre son organisation (141).

La Banque, « dépôt de l'argent des particuliers pour la commodité publique », avait été établie en 1609 par le Conseil de Ville (les Trente-six), et par conséquent « sous caution de la ville », et son siège fut établi dans la maison de ville. Elle comprend les chambres des commissaires, des teneurs de livres, des contrôleurs, des essayeurs ou du change, des espèces ou du trésor : toutes vouées, de sorte que, dans l'incendie de 1653, tous les livres ont pu être sauvés.

Sous l'autorité des bourgmestres et des Trente-six, la banque est régie par des officiers assermentés. Ce sont : les quatre *commissaires* ou *gardes du Trésor*, gens notables, qui ne reçoivent pas d'appointements et qui ne sont nommés que pour un an ; les quatre teneurs de livres, les quatre sous-teneurs de livres, les quatre contrôleurs, un essayeur, des caissiers, etc., tous nommés à vie et appointés.

La Banque avait été instituée dans le but de remédier à la confusion monétaire ; elle devait remplacer les changeurs particuliers, que l'on rendait responsables de l'*agio*, c'est-à-dire de la dépréciation de la mauvaise monnaie, qui circulait en grande quantité. Mais la situation monétaire ne devait guère s'améliorer avant l'ordonnance de 1659.

Le premier fonds de la Banque — dont on ne connaît pas la valeur — a été constitué par de l'*argent de banque*, plus fort de 5 % que les espèces courantes. La banque, dit encore le mémoire de Loysen, avait coutume de prendre les matières et espèces à des prix un peu plus élevés que les maîtres des monnaies et les particuliers. L'exportation des matières et des monnaies était autorisée. Cependant, en 1698, la Banque a obtenu de l'Etat que nul particulier ne pourrait envoyer à l'étranger plus d'espèces ou de matières qu'il n'en avait apporté à la Banque ; elle voulait, par ce procédé, faire monter l'*agio* à 5 1/2 % ; mais les particuliers ne se pressèrent pas de porter les « matières », à l'exception de ceux qui étaient pressés par le besoin d'argent.

Outre les achats qu'elle fait, la Banque reçoit encore en dépôt des ducats à 3 florins, des *richedalers* de banque à 50 sous, des

(141) BLOK, pp. 307 et sqq. Cf. W. C. MAËS, *Proene eener geschiedenis van het bankwesen in Nederland gedurende den tijd der Republiek*, Rotterdam, 1838. Voy. surtout la belle publication de J.-G. Van DILLEN, *Bronnen tot de geschiedenis der Wisselbanken* (Amsterdam, Middelburg, Delft, Rotterdam), La Haye, 1925, 2 vol. in-4° (Publ. historiques du royaume des Pays-Bas). Cf. encore, de même, *De Amsterdamsche wisselbank*, avec un très intéressant graphique (*Economisch-historisch Jaarboek*, 1925), et, sur la question monétaire, « Valuta moeilijkheden en giro-verkeer tijdens de Republiek » (*Tijdschrift voor Geschiedenis*, 1925). — Nous adressons nos plus vifs remerciements à M. le Dr J.-G. Van Dillén pour tous les renseignements qu'il nous a fournis si aimablement.

richedalers ordinaires à 48 sous, des ducats d'or à 99 sous. En 1698, la Compagnie des Indes-Orientales a déposé à la Banque plus de 4 millions de piastres. Sans doute elle n'a pas « dans sa cave » tout ce qu'elle a ou doit avoir, car elle a bien reçu chaque année 5 à 6 millions depuis sa fondation ; « elle n'a de barres que ce qu'il lui faut pour fournir aux tirants d'or ». C'est là l'un de ses profits, mais moindre que celui qu'elle tire de son *lombard*, sorte de mont-de-piété, auquel les gagistes donnent au moins 6 % par an, et quelquefois 20 % pour les gages « de moindre valeur ».

Tous les négociants ont de l'argent en dépôt, un « compte en banque » :

Quand un particulier veut payer à compte de son fonds quelque partie à quelqu'un, il doit porter un billet lui-même ou porter procuration par-devant les teneurs de livres à celui dont il veut se servir pour porter son billet...

La Banque d'Amsterdam est donc essentiellement une *banque de virement*. Les lettres de change des pays étrangers sur Amsterdam et d'Amsterdam sur les pays étrangers se paient en banque. C'est d'une extrême facilité pour toutes les transactions commerciales ; aussi une marchandise est-elle vendue meilleur marché quand le règlement se fait en banque.

La Banque d'Amsterdam n'a jamais émis de billets de banque ni pratiqué l'escompte, mais, dès 1683, elle fournit des avances sur or et sur argent ; le dépositaire reçoit un récépissé, qui est transmissible ; ce système a grandement favorisé le commerce des métaux précieux. La Banque n'est donc pas, à proprement parler, une banque de crédit ; cependant, dès 1615 ou 1619, elle donne à la Compagnie des Indes et à la ville d'Amsterdam des avances à court terme (142).

La prospérité de la Banque d'Amsterdam a été très grande pendant le XVII^e siècle et la plus grande partie du XVIII^e ; c'est ce que prouvent le nombre des personnes ayant compte en banque (qui s'est élevé à près de trois mille, vers 1715), et aussi le montant des dépôts de l'encaisse, qui a dépassé 20 millions de florins. Chaque fois qu'il y a une crise à l'étranger, par exemple lors de l'inflation de Law en 1720, ou de la crise commerciale de 1763, l'or étranger afflue à Amsterdam.

On comprend alors à quel point la Banque est devenue l'organe indispensable de toute l'activité commerciale de la Hollande :

(142) En 1782, par suite de la quatrième guerre avec l'Angleterre (1780-1784), la Banque fit des avances très considérables à la Compagnie des Indes-Orientales, à la trésorerie de la ville et à une banque commerciale ; ce fut l'une des causes de sa décadence, qui s'accrut sous la domination française, depuis 1795.

Pour avoir du crédit, dit le *Mémoire* de Loysen, il faut avoir un compte en banque et payer ou recevoir de cette façon, si l'on veut se faire conserver en crédit.

Ainsi apparaît le rôle énorme de la Banque, et l'on ne peut que souscrire au jugement de Loysen, lorsqu'il dit :

Cette banque est sans contredit la plus considérable qui ait jamais été, et il n'y a guère de particuliers en Europe, pour peu que leur commerce s'étende vers ces provinces, qui n'y soit intéressé directement ou indirectement, souvent sans le savoir.

N'oublions pas non plus que d'autres banques, analogues à la Banque d'Amsterdam, mais beaucoup moins importantes, jouaient le même rôle à Rotterdam, Middelbourg et Delft.

On s'explique donc que la Hollande, et surtout Amsterdam, soit, au *xvii*^e siècle, et doive encore rester pendant une bonne partie du *xviii*^e le grand marché financier du monde ; c'est là que se négocient le plus grand nombre de *papiers*, c'est là que s'établit le cours des changes. Tous les commerçants ont toujours les yeux fixés sur la Hollande (143). Comme le dit W. Sombart (144), c'est la Hollande qui a le plus contribué (grâce aux Juifs, prétend-il), à « commercialiser » la vie économique, à rendre le crédit « impersonnel », condition indispensable pour l'extension et le triomphe du capitalisme. Son exemple montre aussi l'étroite relation qui existe entre l'expansion du grand commerce maritime et l'apparition des phénomènes les plus caractéristiques du capitalisme (sociétés par actions, spéculations sur les valeurs de bourse, etc.)

III. — LE FLÉCHISSEMENT DU COMMERCE HOLLANDAIS AU *xviii*^e SIÈCLE

Cependant, dès la fin du *xvii*^e siècle, on constate un certain fléchissement du commerce de la Hollande. Nous l'avons constaté à plusieurs reprises : avec l'Angleterre, avec la France, avec le Levant, avec l'Amérique du Sud, les transactions sont moins actives ; au Portugal, l'Angleterre va prendre la place de la Hollande, et, après les traités d'Utrecht, grâce à l'*asiento* et au vaisseau de permission, l'Angleterre prendra la première place dans le trafic de l'Amérique espagnole. A mesure que le *xviii*^e siècle s'écoulera, l'avance de l'Angleterre deviendra plus forte.

Quelles sont les causes de cette lente et progressive décadence ?

(143) Cf. H. SÉE, *Le commerce de Saint-Malo au XVIII^e siècle*, loc. cit.

(144) *Les Juifs et la vie économique*, pp. 36 et sqq.

Sans doute les guerres de l'époque de Louis XIV ont contribué à la déclancher. On a pu constater notamment que la guerre de 1688 à 1697, guerre économique grâce à laquelle les Hollandais ont voulu ruiner le commerce de la France, n'a été avantageuse qu'à l'Angleterre ; elle a nui sensiblement, du moins d'une façon temporaire, au commerce hollandais. Puis, la Révolution anglaise de 1688, en portant au trône le stathouder de Hollande, a réduit politiquement la Hollande à une situation subordonnée (145).

La marine hollandaise, si considérable, a subi, plus qu'aucune autre, les conséquences des guerres ; les prises des corsaires ont été très nombreuses. Elles ont été si ruineuses surtout, lit-on dans les *Additions* à l'ouvrage de Huet, à cause de l'avarice des négociants hollandais, qui ont voulu « épargner sur les équipements des vaisseaux et leurs montures ». Suivent de curieuses réflexions sur l'état d'âme de ces négociants, qui ne songent qu'à leurs intérêts particuliers et qui sont victimes de leur égoïsme :

Les marchands demandent à l'Etat des convois, mais ils voudraient en obtenir sans rien donner ou, s'il faut donner, ils prétendent que ce ne doit être que comme dans les occasions ordinaires, où l'Etat fait la dépense sur ce que contribue le peuple de tous ordres.

Ce peuple, dont les rentiers font une grande et peut-être la plus considérable partie, est accablé des frais de la guerre générale, d'où il n'y a aucun profit à attendre pour personne en particulier. Les marchands voudraient qu'ils portassent les frais d'une guerre particulière qui les regarde seuls, frais qui doivent tourner à leur seul profit... Ils ont regret de contribuer à la solde du soldat qui les défend, du marinier qui sue sang et eau pour leur faire gagner de quoi fournir à tant de frais inutiles, pendant qu'il ne gagne lui-même que de quoi vivre médiocrement, surtout pauvrement.

Le peuple, ajoute-t-on, doit se ruiner pour entretenir le luxe des superbes maisons, des meubles, que les négociants se font gloire de posséder (146). Réflexions qui peuvent sans doute s'appliquer à d'autres pays et à d'autres temps.

Mais il est, semble-t-il, une cause plus profonde de l'affaiblissement du commerce hollandais. La Hollande n'a qu'un territoire exigu, des ressources naturelles restreintes, une population peu considérable. Son industrie, relativement prospère, ne peut indé-

(145) Voy. CLARK, *The anglo-dutch alliance and the war against french trade* ; P.-J. BLOK, *Geschiedenis van het nederlandsch volk*, t. III ; MANGER, *Recherches sur les relations commerciales entre la France et la Hollande (1785-1795)*, Amsterdam, Introd., 1923 ; LOHMANN, « Die amtliche Handelsstatistik Englands und Frankreichs im XVIII^{ten} Jahrhundert » (*Sitzungsberichte der preussischen Akademie der Wissenschaften*, 1889).

(146) Cf. HUET, p. 35 (*Additions*) : « L'auteur de la *Bibliothèque ancienne et moderne* parle de la diminution du commerce des Hollandais par la misère générale que les guerres passées ont causée dans toute l'Europe, par quelque négligence au dedans, qui est aussi un effet des guerres, et par la cherté, qui est une suite des dépenses excessives de tous les Etats ».

finiment se développer ; le transport des produits manufacturés ne représente que peu de chose ; le commerce vit toujours essentiellement de la *commission*. Qu'on mette en balance le développement industriel de l'Angleterre, qui s'accroît de plus en plus au cours du XVIII^e siècle : ses manufactures de draps, de cotonnades, ses usines métallurgiques fournissent à son commerce maritime du fret, des produits d'échange de plus en plus importants. L'essor industriel de la France, dans une moindre mesure, contribue à son évolution commerciale. Faut-il s'étonner que, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, la Hollande ait perdu son ancienne prédominance commerciale, bien qu'elle reste un grand marché et qu'elle conserve un puissant empire colonial ?

Déjà, avant 1720, la prospérité générale du pays est en baisse. Des signes s'en manifestent, que révèlent aussi les *Additions* au mémoire de Huet (147). Parlant de la fameuse propreté hollandaise, on déclare qu'elle a pu exister autrefois, « du moins à l'extérieur », mais les choses ont bien changé :

Autrefois, la propreté ou la vanité dans l'extérieur des maisons, était en effet commune partout, parce que tout le monde, chacun selon son ordre, était riche, et par ce moyen les femmes du bas ordre se donnaient carrière et passaient leur temps à faire reluire aux yeux cette propreté, en effet si agréable... Mais aujourd'hui qu'il n'y a plus de commodité ou qu'il y a bien de la pauvreté, tant parmi la commune que chez la plupart des gens d'un médiocre rang, comment ose-t-on dire qu'il y a de la propreté ?...

Les femmes hollandaises sont maintenant contraintes à s'adonner au travail manuel :

Quelle n'est point la malpropreté de leurs ménages, de leurs maisons, de leurs habits ? On voit sans cesse dans les basses rues, qui sont plus de la moitié de la ville, un nombre infini de femmes crasseuses, en haillons, et même les dimanches plus que les autres jours, les dimanches où les trois quarts pour le moins de cette humble population ne va point aux églises, parce qu'en effet il y en a beaucoup qui ne sont vêtues que de lambeaux, et que les autres, qui le sont passablement, ne se trouvent pas encore assez honorablement équipées. Si l'on a le courage d'entrer dans leurs habitations, caves ou celliers et chambres, on voit que leur ménage, certes, ne le cède en rien à leurs habillemens.

Cependant, la Hollande reste encore la plus grande puissance commerciale après l'Angleterre ; cent trente à cent quarante vaisseaux, chaque année, sont expédiés vers l'Espagne et un millier vers la Baltique. Seulement, les négociants hollandais ne mon-

trent plus la même activité qu'autrefois ; les actions de la Compagnie des Indes-Orientales ne donnent plus que des dividendes de 15 à 12 $\frac{1}{2}$ % ; celles de la Compagnie des Indes-Occidentales, de 4 % en 1720, tomberont à 2 % en 1740. Mais c'est surtout dans la seconde moitié du XVIII^e siècle que la décadence commerciale et industrielle s'accroîtra. Cependant, à la fin du XVIII^e siècle, le chiffre des transactions commerciales s'élèvera encore à 222 millions de florins (148) ; mais l'Angleterre évincera la Hollande de la plupart de ses anciens marchés, même de la Baltique. Pour son industrie, la Hollande éprouve une difficulté croissante à se procurer les matières premières indispensables ; ses manufactures de toiles et de draps ne peuvent plus lutter contre la concurrence de l'Angleterre et même de la France. Enfin, le marché financier de Londres finit par supplanter celui d'Amsterdam. La Hollande n'est plus qu'une puissance économique de second plan (149).

Cette décadence économique devait rendre plus âpre les luttes sociales. Mais celles-ci avaient toujours existé, avec un caractère mystique assez marqué. Aussi Huet se fait-il des illusions quand il pense que « les pauvres n'y sont pas dans un aussi grand mépris qu'ailleurs » (150). L'auteur des *Réflexions* insérées dans l'édition de 1718 estime, au contraire, qu'en Hollande toutes les classes se méprisent mutuellement, selon leur degré de richesse : «... que ne pourrait-on pas dire si l'on ajoutait à la dépense des riches, surtout des marchands, celles de leurs maisons de campagne, qui sont, à proprement parler, de magnifiques maisons de bouteilles ? » Pour les marchands, le luxe est le seul moyen de conserver leur crédit.

Dans toute société capitaliste, c'est surtout par leur condition économique que les classes sociales se distinguent les unes des autres. A cet égard, la Hollande du XVII^e siècle se trouvait en avance sur tous les autres pays de l'Europe.

HENRI SÉE.

(148) Notons encore que c'est par l'intermédiaire des Hollandais, que, pendant tout le XVIII^e siècle, se fait à peu près tout le commerce de la France avec les pays du Nord ; voy. mon étude, « Les relations commerciales et maritimes de la France avec les pays du Nord au XVIII^e siècle » (*Revue Maritime*, nov. 1925).

(149) Voy. P.-J. BLOK, *op. cit.*, t. VI, pp. 125 et sqq., et 158 et sqq. ; PRINGSHEIM, *Beiträge zur wirtschaftlichen Entwicklungsgeschichte der Vereinigten Niederlande in den XVII^{ten} und XVIII^{ten} Jahrhunderte*, 1890 (*Forschungen de Schmolter*, t. X) ; J. G. VAN DILLEN, *De economisch geschiedenis tot aan Revolutie*, 1925.

(150) HUET, *op. cit.*, Additions, p. 29.

ANALYSES ET COMPTES RENDUS

JACQUES ANCEL. — *Manuel historique de la question d'Orient* (Paris, Delagrave, 1926, 2^e éd., in-12, 340 pp.).

Nous avons signalé ici même, lors de son apparition en 1923, cet excellent ouvrage où la si complexe question d'Orient est exposée depuis ses origines et dans son développement jusqu'à nos jours, avec une précision et une clarté remarquables.

L'auteur en donne aujourd'hui une nouvelle édition, dans laquelle il tient compte des événements survenus et des documents publiés depuis 1923 jusqu'au début de la présente année. Il est vraisemblable que d'autres éditions de cet utile ouvrage seront encore rendues nécessaires par les incessantes vicissitudes de cette question si épineuse, et il est certain que, comme celle-ci, elles contiendront de quoi satisfaire amplement les curiosités du lecteur.

ROGER PICARD.

**

BERTRAND AUERBACH, correspondant de l'Institut, doyen de la Faculté des Lettres de Nancy. — *L'Autriche et la Hongrie pendant la guerre, depuis le début des hostilités jusqu'à la chute de la monarchie* (août 1914-novembre 1918), 1 vol. in-8° de 627 pp. (Bibliothèque d'Histoire contemporaine, Paris, Félix Alcan, 1925).

L'ouvrage de M. Auerbach n'est pas seulement un recueil très diligent et consciencieux de faits et de documents. C'est essentiellement une œuvre politique, dominée par une idée générale : cette idée, c'est que le pacte de 1879, une des plus magistrales conceptions de Bismarck, n'a pas résisté à l'épreuve du feu ; que le *Mitteuropa* n'a jamais été qu'un bloc mal cimenté ; que la conception autrichienne des buts de guerre et la formule autrichienne de paix ne couvraient pas et ne servaient pas les desseins de l'Allemagne. Cet « avortement » aurait pour cause la résistance efficace des nationalités hostiles au magyarisme et au germanisme.

M. Auerbach note d'ailleurs, dès l'abord, que tout n'a pas disparu des tendances et des intérêts qui si longtemps avaient maintenu la cohésion des peuples depuis peu séparés ; il signale à cet égard (p. xi) les rapprochements entre les Etats successeurs qui, sans songer à reprendre la vie commune, ont repris, dans l'apaisement, la notion de leur solidarité matérielle et géographique.

L'auteur consacre d'intéressants développements à la politique du comte Stürgkh, aux tendances violemment antisérbes de la sozial-

demokratie autrichienne (p. xix), aux protestations des socialistes triestins contre le loyalisme des camarades allemands (p. xxvii), et nous documente sur les conflits de Conrad von Hœtzendorf et du haut commandement autrichien avec le Ballplatz (p. 15), sur les malentendus entre le grand état-major allemand et les grands chefs de l'armée austro-hongroise (p. 30), sur les négociations italo-autrichiennes antérieures à l'entrée de l'Italie dans la guerre aux côtés des alliés, sur l'empereur Charles I^{er} (p. 151 sqq.), sur les projets de réorganisation de l'Etat austro-hongrois pendant la guerre (p. 159 sqq.), sur la Hongrie sous le gouvernement Tisza et sur l'opposition formelle du comte Tisza à toute annexion de territoires serbes à la double Monarchie (p. 186), sur les projets d'union économique austro-allemande et les plans de *Mitteuropa* (p. 227), sur les rapports du comte Czernin avec les social-démocrates autrichiens à la veille de la conférence de Stockholm (p. 297), sur les missions de Mathias Erzberger (p. 311), sur la question polonaise au point de vue austro-hongrois (p. 387 sqq.).

M. Auerbach a réservé pour une étude ultérieure tout ce qui concerne la grande question de l'*Anschluss*, du rattachement de l'Autriche au Reich.

Les politiques trouveront dans son excellent ouvrage matière à de nombreuses méditations et à quelques *uchronies* mélancoliques.

E. LASKINE.

*
**

FERDINAND BRUNOT. — *Histoire de la langue française, des origines à 1900*, t. VII : « La propagation du français en France jusqu'à la fin de l'ancien régime » (Paris, Armand Colin, 1926, 1 vol. in-8° de 360 pp.).

Ce nouveau et beau volume de la monumentale *Histoire de la langue française*, menée avec tant de persévérance par M. Ferdinand Brunot, sera lu avec un intérêt passionné par tout le public cultivé. Mais il devra aussi être étudié, et avec le plus grand profit, par les historiens économistes comme par les historiens tout court. Il leur sera précieux à la fois par les vues si suggestives qui y abondent, et par mille indications précises, recueillies avec une érudition d'une extrême étendue. On admirera encore, et par-dessus tout, la méthode si féconde de l'auteur, qui consiste à chercher le lien entre l'histoire de la langue et toutes les manifestations de la vie intellectuelle et matérielle.

Nous plaçant spécialement au point de vue de l'histoire économique, signalons les chapitres dans lesquels M. Brunot montre l'influence qu'ont pu exercer sur la propagation du français l'institution du tour de France et surtout la création, au XVIII^e siècle, de nouveaux centres industriels, et, plus encore, la construction d'un vaste réseau de routes, ainsi que les progrès des moyens de transports. Toutefois, ce n'est encore qu'un début.

L'auteur conclut que si le français s'est imposé partout aux nobles et aux bourgeois, si le peuple des villes, dans le midi comme dans le nord, le comprend (le comprend plus qu'il ne le parle), les « patois » (et on entend par ce mot même les parlers de langue d'oc) triomphent toujours dans les campagnes. On nous en indique aussi l'une des

raisons essentielles : c'est l'insuffisance des écoles populaires, insuffisance du nombre et insuffisance de l'enseignement. A cet égard, M. Brunot non seulement a donné la synthèse des nombreux travaux consacrés à l'histoire de l'enseignement primaire, mais il a apporté au débat de nouveaux documents, et notamment les réponses si intéressantes faites à l'enquête de l'abbé Grégoire en 1790. Enfin, on ne lira pas avec moins d'intérêt les chapitres consacrés aux provinces de langue hétérogène : Béarn et pays basques, Bretagne, Flandre, Alsace, Corse ; M. Brunot prouve que, si le français s'implante fortement dans les villes, les paysans continuent à parler le basque, le breton, le flamand, le dialecte alsacien. A la veille de la Révolution, l'unité linguistique est loin d'être accomplie. Nous attendons avec impatience le volume dans lequel M. Brunot doit montrer quelle a été, en ce qui concerne la propagation du français, l'influence de la Révolution.

HENRI SÉE.

**

STAVRO COSTOPOULO. — *L'empire de l'Orient. Aspects économiques et sociaux de la question d'Orient*, 1 vol. in-16 de 263 pp. (Paris, L'Ile-de-France, 1925, 7 fr. 50.)

L'auteur de ce très intéressant ouvrage apporte une conception nouvelle et suggestive de la question d'Orient. Selon lui, on se trompe gravement et même dangereusement en croyant, avec la plupart des publicistes, que la question d'Orient est liée à l'existence de la domination turque et des minorités chrétiennes dans le proche Orient. Les luttes séculaires pour la conquête du bassin de la Méditerranée orientale sont bien antérieures à l'apparition des Turcs, et d'autre part, « dans l'économie de l'histoire moderne de l'Europe, ce qu'on appelle la question d'Orient, au sens diplomatique du terme, commence bien après cette apparition ». En réalité, la question d'Orient ne représente qu'un certain nombre des formes successives de la lutte pour l'empire de l'Orient.

De cette définition nouvelle de la question d'Orient, M. Costopoulo tire deux conséquences également importantes : l'une générale, à savoir que la lutte pour l'empire de l'Orient se poursuivra aussi longtemps qu'existera le courant économique et l'Asie » ; l'autre, plus particulière, qui est que, « si les Turcs continuent à montrer leur incapacité traditionnelle à tenir le rôle d'intermédiaires dans ces relations, ce n'est pas la perte des provinces européennes ni l'épuration de leur Etat des éléments étrangers qui peuvent assurer la durée de leurs conquêtes ».

L'auteur étaye ses vues sur de larges exposés de l'évolution historique de la question d'Orient depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, exposés fondés sur des connaissances historiques solides et étendues. M. Costopoulo a écrit des pages particulièrement intéressantes sur la politique vénitienne à l'époque des Croisades, sur le régime des Capitulations, sur la politique orientale des diverses grandes puissances et ses vicissitudes souvent paradoxales, sur la politique économique de la Turquie kémaliste.

E. L.

**

APERT, CUÉNOT, Major DARWIN, HOUSSAY, MARCH, PAPILLAUT, CH. RICHET, SCHREIBER. — *Eugénique et sélection* (Paris, Alcan, 1923, in-8°, 248 pp.).

On trouvera dans ce recueil d'excellentes conférences traitant de problèmes d'hygiène, de biologie, de démographie et d'éducation sociale, avec la préoccupation commune d'étudier les moyens d'améliorer la race humaine dans ses qualités intellectuelles et physiques.

M. Ed. Perrier expose les fondements biologiques de l'eugénique et ses possibilités pratiques d'application. Chacun de ces deux points sont développés respectivement par Ch. Richet, qui montre la nécessité de la sélection humaine, et par le major Darwin, qui traite des procédés pratiques de l'eugénique.

Signalons encore les chapitres où l'eugénique est envisagée par M. Schreiber dans ses rapports avec le mariage, par M. Houssay dans ses rapports avec l'alimentation, par M. Apert, dans ses rapports avec la santé nationale, et les pages données par M. Cuénot sous le titre : « Eugénique et Adaptation », ainsi que celles consacrées par le D^r Papillaut aux conséquences psychosociales de la dernière guerre au point de vue eugénique.

Mais nous devons retenir tout particulièrement ici la remarquable contribution de M. March à ce recueil, et qui étudie les rapports de la natalité avec l'eugénique. Il y apporte des observations neuves sur le coefficient de natalité d'après les diverses professions et classes sociales et, utilisant les faits statistiques établis depuis un siècle, il se livre à un examen approfondi de la doctrine de Malthus.

R. P.

**

CAMILLE BLOCH. — *Bibliographie méthodique de l'histoire économique et sociale de la France pendant la guerre* (Publications de la Donation Carnegie pour la paix internationale. Paris, Les Presses Universitaires, s. d., in-8°, xxxvi, 919 pp.).

La bibliographie méthodique que M. Camille Bloch publie dans la Collection Carnegie de l'*Histoire économique de la guerre* représente un énorme labeur, mais elle en épargnera plus encore qu'elle en a coûté.

Aucun de ceux qui auront à étudier un point quelconque de notre vie économique et sociale au cours des années 1914-1920 ne pourra désormais se dispenser de consulter cet immense répertoire qui compte plus de seize mille numéros, et chacun sera sûr d'y trouver aisément toute la documentation souhaitable.

M. C. Bloch s'est borné à faire porter sa bibliographie sur les aspects économiques et sociaux de la vie française pendant la guerre ; l'histoire militaire, l'histoire diplomatique, la politique intérieure, l'esprit public ne sont donc représentés par aucune rubrique spéciale dans ce répertoire. En revanche, tout ce qui touche à la production des richesses, aux échanges, aux finances, aux questions ouvrières et sociales, aux problèmes coloniaux, aux régions envahies puis libérées, trouve ici sa place.

Les dépouillements bibliographiques de l'auteur ont porté sur tout ce qui s'est publié jusqu'au 31 décembre 1921 sur la période 1914-1920. Il a recensé les publications administratives, les documents parlementaires, les revues techniques aussi bien que les périodiques de culture générale ou les magazines, et enfin les publications, bulletins, brochures et tracts émanant des innombrables groupements, ligues et associations s'occupant de questions d'intérêt général. La documentation réunie est exclusivement française, à l'exception de quelques travaux allemands relatifs aux régions envahies.

L'auteur a pris la peine de disposer sa documentation selon un plan rationnel dont le seul aspect, avec ses grandes lignes et ses subdivisions, permet de se rendre compte de la physionomie de la vie nationale économique pendant la guerre, en même temps qu'elle facilite au chercheur la rencontre des matériaux qui l'intéressent. C'est par ce classement, et non par une discrimination basée sur la valeur intrinsèque des textes cités, que cette bibliographie a le caractère critique et raisonné.

Nous l'avons feuilletée avec un vif intérêt, retrouvant, presque à chaque page, des noms familiers, des questions vivantes, admirant la belle ordonnance du plan qui a permis à M. C. Bloch de grouper tant d'écrits disparates et sans multiplier les doubles emplois.

Sans doute des bibliographes aux yeux perçants signaleront-ils des lacunes dans cet ouvrage. Nous avouons, pour notre part, ne les avoir point cherchées et avoir été dominé, en parcourant ce livre, par le sentiment du respect que peut inspirer pareil travail et de la reconnaissance qu'on doit éprouver pour celui qui a eu la patience, la ténacité et la compétence nécessaires pour le mener à bien.

R. P.

**

PAUL COURTEAULT. — *La vie économique à Bordeaux pendant la guerre (Hist. écon. et soc. de la guerre, public. de la Dotation Carnegie, 1926, in-8°, 98 pp.)*.

Dans cette courte, mais précise et substantielle monographie, l'auteur indique les modifications que la guerre a fait subir à la vie économique de Bordeaux. Cette ville servit, dès le début, de port de ravitaillement et, plus tard, fut le port d'attache et l'un des centres de l'armée américaine. D'autre part, Bordeaux profita largement de la décentralisation industrielle pour les fabrications de guerre. Sous ces diverses influences, son outillage économique s'est beaucoup renforcé et sa capacité productive actuelle dépasse de beaucoup son niveau de 1914.

La vie locale de Bordeaux pendant la guerre a soulevé des problèmes de ravitaillement, d'assistance, d'hygiène, de salaires, d'administration, dont M. Courteault expose rapidement les grandes lignes et les principales solutions. Signalons enfin un chapitre curieux sur la vie politique à Bordeaux, pendant l'exode du gouvernement, en 1914.

R. P.

*
**

J.-G. VAN DILLEN. — *Brounen tot de geschiedenis der wisselbanken* (Amsterdam, Middelburg, Delft, Rotterdam) La Haye, 1925, 1 vol. in-4° de 1435 pages (Rijks geschiedkundige publicatien).

Dans cette belle publication, M. J.-G. Van Dillen a réuni un nombre très considérable de documents, s'étendant depuis le début du XVII^e siècle jusqu'en 1820. Ces documents intéressent non seulement l'histoire des banques hollandaises, mais l'histoire des monnaies et toutes les manifestations de l'histoire économique des Provinces-Unies. On voit que la Banque d'Amsterdam, d'abord créée pour remplacer les changeurs, devient assez vite une banque de virement, mais n'a jamais émis de billets de banque ni pratiqué l'escompte. Elle fait des avances considérables sur or et sur argent, ce qui favorise grandement le commerce des métaux précieux. Parmi les documents publiés par M. Van Dillen, les plus précieux, peut-être, sont les comptes, inventaires d'espèces monnayées, bilans, dont on possède toute la série, pendant deux siècles, pour les banques d'Amsterdam et de Middelbourg. Ces chiffres montrent que les banques sont restées florissantes jusqu'en 1795, que la Banque d'Amsterdam a des bilans se chiffrant jusqu'à plus de 20 millions de florins, tandis que ceux de la Banque de Middelbourg ne dépassent pas 500.000 florins, enfin que la Banque d'Amsterdam ne cesse de fournir depuis 1615 des avances à court terme à la puissante Compagnie des Indes-Orientales et à la ville. Malheureusement, sur la Banque de Rotterdam et surtout sur celle de Delft, les documents sont bien moins nombreux. On voit combien, pour l'organisation bancaire, la Hollande était en avance sur les autres pays de l'Europe ; c'est l'une des raisons de sa prépondérance économique. Cette excellente publication, dont la valeur est encore accrue par d'excellents index, est précédée d'une assez brève introduction ; mais M. Van Dillen a utilisé les documents qu'il publie dans son remarquable mémoire sur Amsterdam, *marché mondial des métaux précieux*, publié en hollandais dans *De Economist* (an. 1923), et dont un résumé doit paraître dans la *Revue Historique* (1).

H. S.

*
**

ANDRÉ FAUCONNET. — *Oswald Spengler* (Paris, Alcan, 1926, in-12, 263 pp.).

Spengler est un auteur difficile, et M. Fauconnet ne nous le cache pas. Ses livres abordent les sujets les plus divers, selon une méthode de composition déconcertante et dans une langue à la fois riche, elliptique et dense. Aussi faut-il remercier son adaptateur de nous avoir donné la possibilité de tourner autour et de pénétrer à l'intérieur d'une pensée aussi peu accessible.

On peut, semble-t-il, négliger les vues de politique et d'économie

(1) Voy. aussi quelques pages et un diagramme très instructifs du même auteur (« De Amsterdamsche Wisselbank », publiés dans l'*Economisch historisch Jaarboek*, an. 1925).

pratiques de Spengler, et les chapitres, d'ailleurs rapides, que M. Fauconnet leur consacre à la fin de son volume, ne nous ont point paru contenir rien de bien neuf ni de spécifiquement « spenglerien ».

L'originalité de l'auteur allemand consiste plutôt, semble-t-il, à avoir repris dans leur ensemble ces vastes problèmes de philosophie de l'histoire dont, au milieu du siècle dernier, on se montrait si curieux, de part et d'autre du Rhin. Existe-t-il une logique de l'histoire ? se demande-t-il ; et, après une critique des systèmes intellectualistes qui ont tenté de construire, en réponse à cette question, une philosophie de l'histoire rationnellement ordonnée, il apporte une réponse aussi pluraliste, aussi relativiste que possible et que son adaptateur ne paraît pas avoir réussi à ramener à l'unité.

L'historien se trompe, en général, quand il croit simplement, en mettant bout à bout des considérations chronologiques, faire l'histoire de l'humanité. Il y a, en réalité, plusieurs êtres vivants collectifs, qui ont coexisté ou se sont succédé, des cultures diverses dont chacune a eu ses lois propres de développement. Les comparaisons que l'on pourra faire entre diverses périodes de ces cultures ou entre deux évolutions « culturelles » complètes devront tenir compte de multiples distinctions que Spengler établit entre les homologues et les analogues et qui l'amènent à une assez curieuse notion de ce qu'il faut entendre par contemporanéité. En renonçant à spéculer sur l'homme en général, on ne verra dans tous les systèmes intellectuels que des symboles de la vie collective, et la morphologie de l'histoire se confondra dès lors avec une symbolique universelle.

Cette symbolique, que Spengler s'efforce de construire, en laissant libre jeu à sa fantaisie, et qu'il prolonge par des perspectives sur l'histoire universelle, n'apporte, selon nous, que des lumières médiocres et souvent fuligineuses sur la connaissance de l'homme et des sociétés. Mais il y a, ça et là, dans ces nébulosités, des points brillants, des formes curieuses. Spengler, comme le Dieu de Leibniz, s'exprime par fulgurations. L'une d'elles, et qui serait même d'un agréable effet dans une conférence mondaine, est ce développement où Spengler montre la fugue comme symbole musical de la culture occidentale.

La pensée de Spengler se développera, nous l'espérons, au cours d'ouvrages plus « décantés » que ceux dont M. Fauconnet, avec un soin patient et un louable mérite, nous a résumé la substance ; il nous semble toutefois difficile qu'elle puisse s'universaliser dans les esprits contemporains. Mais sans doute le relativisme de Spengler l'aidera-t-il à supporter cette situation.

R. P.

*
**

A. FRANÇOIS-PONCET. — *Réflexions d'un républicain moderne* (Paris, Grasset, 1925, 135 pp.).

C'est toute une philosophie politique que l'auteur, un des plus cultivés et des mieux informés parmi les membres du Parlement, a fait tenir dans ce petit ouvrage, sous forme de dialogues cursifs avec un « Français moyen ». Sa doctrine, c'est qu'il n'en faut point avoir ou plutôt qu'on doit repousser tout dogmatisme, n'écouter que l'expé-

rience et s'humilier devant les faits. Ceux-ci nous sont donnés et nous dominent, mais loin de prendre à leur égard une attitude sceptique ou fataliste, il faut les étudier, pour les connaître et pour s'en servir.

Sous cet angle réaliste, M. François-Poncet juge avec sérénité les systèmes politiques d'aujourd'hui et définit sa conception d'une démocratie tolérante et d'un gouvernement d'autorité rationnelle appuyé sur un corps de citoyens de plus en plus instruits. Tout le chapitre intitulé : « De l'Etat » contient des pages excellentes et sur lesquelles, réserves faites de quelques opinions un peu tranchantes, on se mettrait aisément d'accord avec l'auteur.

On trouvera, de même, dans les applications que M. Poncet fait de sa méthode au problème financier, à la question ouvrière, à la question religieuse, bien des jugements auxquels il n'est que juste de souscrire si l'on sait, comme il nous y invite, se placer loin de tout dogme.

Les « réflexions » de l'auteur, exprimées dans une langue aussi alerte que précise, ne cessent de tenir en haleine l'esprit du lecteur et de le faire, à son tour, réfléchir avec un parti pris de bon sens ; c'est, à notre avis, le meilleur éloge qu'on puisse adresser à ce petit livre.

R. P.

*
**

DUK DE GAËTE. — *Mémoires, souvenirs, opinions et écrits* (Paris, A. Colin, 1926, in-8°, VIII-336 pp.).

Ce livre, à la fois autobiographie et recueil de notes techniques, publié il y a cent ans et réédité aujourd'hui en *fac-simile* de l'original, se prête à des rapprochements piquants entre l'époque dont il traite et la nôtre.

Le duc de Gaëte fut le véritable organisateur des finances du Consulat et de l'Empire. Il les géra si bien, réalisant ce paradoxe de faire de bonnes finances alors qu'on ne lui faisait pas toujours d'excellente politique, que la Restauration se garda bien de l'éloigner et lui donna le gouvernement de la Banque de France.

C'est à ce moment qu'il publia ses *Mémoires* et diverses études financières, dont on a eu l'heureuse idée de rééditer le premier tome. Dans ses *Mémoires*, il nous montre comment il eut accès auprès de Bonaparte et comment celui-ci sut l'utiliser. Le duc de Gaëte trouvait, en prenant en charge les finances françaises, une situation qui paraissait désespérée : la rente cotait 10 francs, l'inflation était à son comble, la trésorerie était en désarroi et il n'y avait pas 200.000 francs en or dans la caisse centrale.

La *Notice historique sur les finances*, qui tient près de la moitié du volume réédité, est un examen historique et économique des faits d'ordre financier de 1800 à 1814 en France. L'administration crée alors ses organes et ses méthodes ; les opérations fiscales, les soins donnés à la trésorerie, la mise en pratique d'un nouveau système monétaire, tout est mis en œuvre pour assainir la situation. Toute cette politique est soigneusement décrite par celui qui en fut l'inspirateur et le guide et, chemin faisant, il expose, avec clarté et concision, les raisons doctrinales qui ont dirigé son action. Il y a, dans

ce livre, nombre de pages aussi intéressantes pour la théorie que pour l'histoire des faits économiques.

R. P.

**

PAUL GEMÄHLING. — *Statistiques choisies et annotées* (Paris, Sirey, 1926, in-12, 150 pp.).

M. Gemähling, auquel nous devons déjà un précieux recueil de pages choisies et commentées des grands économistes, vient de publier un ouvrage d'ordre pédagogique qui ne sera pas moins utile que le précédent aux études économiques. Les statistiques de la population, de la production, des prix, des finances, des transports, du commerce, des salaires, qui constituent les données mêmes de l'investigation et du raisonnement en matière économique, sont éparses dans d'innombrables recueils. Les professeurs y renvoient les étudiants, mais sans trop se faire illusion sur la suite qui sera donnée à leurs conseils. Désormais, ils renverront au « Gemähling » comme on renvoie au formulaire, au code ou à l'atlas, et les élèves y retrouveront, à côté des chiffres fournis au cours, d'autres données qui les compléteront. Mais surtout, ils prendront contact avec les documents mêmes ; les notes bibliographiques de M. Gemähling leur permettront de pousser plus avant leurs recherches ; les notes critiques de l'auteur leur rappelleront les précautions à prendre dans l'usage des statistiques ; les thèmes d'exercice qu'il a eu l'heureuse idée d'adjoindre aux divers chapitres de son recueil leur suggéreront des idées de travaux personnels.

Il se fait, actuellement, un heureux effort pour donner aux études économiques un caractère positif et pour les rendre aussi fécondes dans l'ordre des découvertes théoriques que dans l'application pratique. Le livre de M. Gemähling en témoigne de la plus heureuse façon, et il faut souhaiter qu'il rencontre dans les milieux enseignants et parmi les élèves tout le succès qu'il mérite.

R. P.

**

GEOFFROY DE GRANDMAISON, LOOETEN, GUITTON, VAUSSARD, DUTHOIT. — *Portraits de catholiques sociaux* (Paris, Editions Spes, 1926, in-12, 222 pp.).

L'Ecole des Sciences sociales et politiques de Lille a eu l'idée de faire donner une série de conférences sur les notabilités disparues du catholicisme social.

M. Geoffroy de Grandmaison parla du vicomte de Villeneuve-Bargemon, M. le chanoine Looten du cardinal Manning, le R. P. Guittou de Léon Harmel, M^{re} Besson du cardinal Mermillod, M. Maurice Vausard de Giuseppe Toniolo, M. Eugène Duthoit d'Henri Lorin.

Ces conférences ont été fort utilement rassemblées en un volume sous le titre : *Portraits de Catholiques sociaux*.

Cette galerie de portraits empruntés à l'histoire du catholicisme social, encore qu'ils ne soient pas toujours d'un relief très accentué, sera parcourue avec intérêt par tous ceux que préoccupe l'orientation des idées, des doctrines, des faits.

La diversité des temps, des pays où ont vécu les hommes éminents dont la biographie et les idées sont exposées dans ce livre, la variété des fonctions et professions qu'ils ont exercées, n'en mettent que mieux en valeur la force des croyances qui les unissent et du sentiment de charité qui les anime.

**

HENRI GEORGE. — *Progrès et pauvreté* (trad. P.-L. LEMONNIER, Paris, Alcan, et Bruxelles, Lacier, 1925, in-8°, 534 pp.).

La Ligue pour la réforme foncière vient de rééditer l'ouvrage capital de George, et c'est une initiative dont il faut la louer. On comprend, en relisant cette œuvre maîtresse, le grand succès qu'elle obtint dès son apparition. C'est qu'en un style imagé, et pourtant serré, avec une grande abondance d'exemples et de détails concrets, elle contient toute une philosophie économique et sociale.

A la suite de Proudhon, mais avec moins de verbalisme, Henri George signale la contradiction essentielle qui vicie le régime de la propriété exclusive du sol. Il montre le propriétaire comme l'unique bénéficiaire du progrès économique et propose, logiquement, la confiscation de la rente au profit de la collectivité, qui retrouverait ainsi le produit dû à son existence et à son activité propres.

Pour soutenir sa thèse, Henri George est amené à se livrer à un examen approfondi des grandes théories classiques du salaire, de la population, du capital, et l'on sait avec quelle vigueur il sut résumer et renforcer les critiques portées contre elles et qui les ont notablement ébranlées. Certes, son livre n'est pas exempt d'erreurs économiques, et les solutions auxquelles il aboutit ne sont pas exclusives de toute justice, mais la vigueur de la pensée et l'humanité des sentiments qui l'inspirent lui confèrent une réelle valeur et lui garantissent, sans nul doute, pour longtemps encore, sa popularité.

R. P.

**

C.-J. GIGNOUX et F.-F. LEGUEU. — *Le bureau de rêveries* (Paris, Grasset, 1925, 247 pp.).

Le « bureau de rêveries », c'est le nom populaire donné à cette commission que créa Noailles, ministre du Régent, pour examiner tous les mémoires qui lui seraient adressés sur la question de la restauration financière du royaume. Les mémoires furent nombreux : ils remplissent trois cartons du département des Manuscrits à la Nationale, nous apprennent MM. Gignoux et Legueu (p. 61), qui les ont dépouillés. On pouvait s'attendre à voir les auteurs exhumer pour nous, de ces cartons, les idées séculaires qu'on y a laissé dormir et en tirer des conseils qui, malgré leur âge, eussent encore été fort bons, puisqu'ils n'auraient jamais servi. Mais, c'est tout juste s'ils leur consacrent quatre pages.

Leur livre retrace, après tant d'autres, l'histoire de Law, de ces billets, de sa banque, de sa Compagnie des Indes. Avec beaucoup de verve et de mouvement, les auteurs nous mettent sous les yeux le tableau du Paris agiotier et spéculateur de la Régence ; à aucun moment ils ne prennent le soin de donner leurs références — (ce qui

est regrettable (et ce qui, même dans un ouvrage destiné au grand public, peut très bien se faire [1]), — mais il semble qu'ils n'aient guère recouru qu'aux ouvrages généraux, tels que ceux de Gomel, de Vuitry, de Stourm ou de Marion. Pour la partie anecdotique de leur récit, ils paraissent avoir eu surtout recours au journal de Buvat, qu'ils citent çà et là et qui avait été déjà la source principale de Michelet dans les pages étincelantes qu'il a consacrées au Système.

MM. Gignoux et Legueu n'avaient évidemment pas l'intention de faire oublier de tels devanciers. Aussi leur ouvrage se recommande-t-il par d'autres mérites que son agrément littéraire. Son originalité consiste en ce que les auteurs ont sans cesse à l'esprit la situation financière et monétaire d'aujourd'hui en écrivant l'histoire d'autrefois. Economistes, ils ont saisi le mécanisme des faits passés et l'exposent avec autorité : tel résumé de la doctrine de Law (pp. 80-83, 129), telles pages relatant les vicissitudes du crédit de l'Ecossois, et enfin presque tout le chapitre ultime du volume, intitulé 1715-1925, donnent au livre de MM. Gignoux et Legueu sa véritable valeur et apportent une touche nouvelle au tableau déjà très poussé cependant de cette étape de notre histoire financière.

R. P.

**

H. DE JOUVENEL, D. SERRUYS, CH. CHAUMET, HARISMENDY, CONTY. L. ROMIER, GIGNOUX, P. LYAUTEY, E. DERODE, A. SIEGFRIED. — *Notre diplomatie économique* (Paris, Alcan, 1925 ; in-12, iv-246 pp.).

La Société des anciens élèves de l'Ecole des Sciences politiques a coutume de publier les conférences que, chaque année, des personnalités autorisées viennent faire devant elle sur de grandes questions économiques ou politiques d'actualité.

Le problème de la diplomatie économique, mis au programme des réunions de 1924-1925, a été fort remarquablement traité ici. M. Gignoux a étudié les instruments diplomatiques de l'expansion économique et a montré comment s'élaboraient les accords commerciaux et quelle politique d'ensemble il serait bon de suivre pour fixer les relations d'échange de la France et de ses grands clients ou fournisseurs. A M. Pierre Lyautey revenait la tâche de décrire l'organisation publique et privée de l'expansion économique, avec l'Office du Commerce extérieur, les consuls, les attachés commerciaux et les nombreux groupements d'initiative privée qui se consacrent au développement de nos exportations.

M. E. Derode a consciencieusement analysé les opérations bancaires du commerce international et montré ce que sont et comment fonctionnent les organes spéciaux que possède la France pour conduire ces opérations. Enfin, la prospection des marchés étrangers et l'œuvre de notre diplomatie pour les ouvrir ou les conserver à notre production nationale a été étudiée et commentée par M. A. Siegfried.

La série de ces conférences, dont les auteurs étaient présentés à l'auditoire par de hautes personnalités, s'est ouverte par un très

(1) Nous en avons eu un excellent exemple dans le *Bassompierre* de notre collaborateur P.-M. Bondoïs, analysé dans notre dernier numéro, et qui est un modèle de bonne méthode historique.

remarquable exposé de M. Lucien Romier, où l'on retrouve le don de synthèse et le goût des idées générales qui marquent si nettement, et avec tant de charme, les écrits de cet auteur. « La France devant les échanges internationaux », tel était le sujet choisi par M. Romier. Il a montré d'abord comment la guerre, en interrompant les échanges normaux, a modifié la division du travail dans le monde, faisant de pays jadis complémentaires des pays rivaux. Exportation des hommes, des marchandises, des services ou de l'esprit, telles sont les catégories dans lesquelles, tant bien que mal, viennent se ranger les divers peuples qui comptent sur le marché international. Chacune de ces catégories d'exportation comporte ses conditions, ses lois, ses conséquences que M. Romier analyse avec acuité. « Les peuples suivent le sort de leurs échanges, conclut-il, et, à l'heure actuelle, le patriotisme le plus avisé, ce doit être le patriotisme des marchands. Organiser la paix, c'est harmoniser la concurrence. »

Il y a, comme on peut s'en rendre compte, dans l'ouvrage analysé ici, bon nombre de faits à recueillir et d'idées à examiner, voire même à adopter.

R. P.

D^r JOSEF KULISCHER. — *Russische Wirtschaftsgeschichte*, vol. I, avec une carte (*Handbuch der Wirtschaftsgeschichte*, publié par Georg Brodnitz, 1 vol. in-8° de 452 pp. (Iéna, Gustav Fischer, 1925).

M. Kulischer, professeur à l'Université de Léninegrad, dans ce premier volume d'une histoire économique de la Russie, tente la tâche difficile de retracer l'évolution de ce pays, à l'aide notamment des sources périodiques, qui sont abondantes, mais en l'absence à peu près complète de travaux antérieurs.

Le premier chapitre est consacré aux origines de l'économie nationale russe (formation de l'Etat russe et relations économiques extérieures) ; le second à la période des principautés (féodalité, formation de la grande propriété foncière et des classes sociales, formes de production, débuts des métiers et des transports, rapports commerciaux de la Russie avec les cités hanséatiques), le troisième à la période moscovite (population, victoire de la propriété foncière, disparition de la liberté paysanne, communauté agraire, villes et métiers, élargissement du marché, formes du commerce, monnaie et crédit, politique industrielle, finances, relations économiques avec l'Europe occidentale, débuts du capitalisme).

Sur plusieurs points controversés, l'auteur apporte des vues nouvelles, et parfois des modèles d'analyse et de discussion. On ne peut que souhaiter de le voir bientôt, dans un second volume, pousser au delà du XVII^e siècle son bel effort d'historien.

E. L.

ROBERT LOUZON. — *L'économie capitaliste. Principes d'économie politique*, 1 vol. in-8° de 176 pp. (Paris, Librairie du Travail, 1925).

Manuel d'économie marxiste, qui n'ajoute rien aux thèses connues, sinon quelques exemples empruntés à la période la plus récente de

l'évolution économique. L'exposé est généralement clair et simple : les formules algébriques qui y ont été insérées parfois ne semblent point faciliter l'intelligence des phénomènes qu'elles prétendent schématiser. Somme toute, bonne introduction à ce qu'Antonio Labriola appelait le *marxismus vulgaris*. Mais Rosa Luxemburg, dans l'*Akkumulation des Kapitals*, et Hilferding, dans son *Finanzkapital*, ont donné à la théorie marxiste de la plus-value et du profit, comme à celle de l'impérialisme, des développements dont ne profitent pas les lecteurs du livre de M. Louzon.

E. L.

OLIVIER MARTIN. — *La Coutume de Paris, trait d'union entre le Droit romain et les législations modernes* (Paris, Tenin, 1925, in-8°).

Sous ce titre, M. Olivier Martin, qui est l'auteur d'un ouvrage tout à fait remarquable sur la Coutume de Paris, a réuni six cours qu'il a professés en mars 1925, à l'Université d'Utrecht. L'idée dominante de cette série de conférences, c'est que le droit de la Coutume de Paris est un « système de législation originale, aussi loin du droit franc que du droit romain », et il prouve cette assertion par l'histoire du développement de la Coutume de Paris, qu'il esquisse à grands traits, en insistant particulièrement sur la personnalité de Dumoulin, qui a cherché à réaliser l'unification partielle de l'ancien droit par l'interprétation des coutumes à l'aide des textes romains.

Après avoir mis en lumière la physionomie des grands jurisconsultes du droit coutumier qui se sont succédé jusqu'à l'époque de la Révolution, l'auteur illustre sa thèse par des exemples tirés du droit des personnes, du droit des biens, du droit des gens mariés et du droit des successions.

Quant au droit des personnes, la Coutume de Paris a connu un régime tout à fait étranger à celui du droit romain en ce qui concerne la puissance paternelle et la garde, et néanmoins l'organisation de la tutelle y est calquée sur les textes romains.

Le droit des gens mariés, qui est basé sur la communauté et la puissance maritale, est tout à fait différent du droit romain. Cependant l'influence romaine s'y est fait légèrement sentir, tout au moins dans le langage courant, où le mot *dot* désigne l'apport de la femme à la communauté.

Au contraire, le droit des biens est influencé par le droit romain dans le domaine de la prescription, mais la distinction des biens, les règles sur la saisine, sur la transmission de la propriété paraissent tout à fait originales.

Enfin, en matière de succession, les règles sur la dévolution des propres, sur la réserve, les adages « Le mort saisit le vif », « Paterna, paternis », sont des institutions romaines qui ont passé dans le droit parisien.

Après avoir ainsi passé en revue ces différents aspects du droit coutumier parisien, l'auteur conclut en disant que le droit parisien forme un bel exemple de discernement, d'équilibre et de mesure, et que, tout en gardant sa physionomie originale, il s'est laissé pénétrer de droit romain par l'intermédiaire de la jurisprudence. Nous

ne pouvons que nous rallier aux conclusions de l'auteur qui, dans cet exposé, a fait précisément preuve des qualités qu'il appréciait dans le droit coutumier parisien.

EDGAR BLUM.

*
**

NICHOLAS MURRAY-BUTLER. — *Les Etats-Unis d'Amérique. Leur origine, leur développement, leur utilité* (Paris, Alcan, 1925. Bibliothèque France-Amérique, in-8°, vi-340 pp.).

Le président de l'Université Columbia a réuni dans ce volume les conférences qu'il a données dans les grandes universités anglaises, aux étudiants et au grand public curieux d'histoire et de doctrines politiques.

Il y expose la formation de la nation américaine, l'histoire des constitutions de ses Etats, l'acquisition de ses libertés publiques, de ses traditions parlementaires et politiques. Très habilement, le conférencier a su disposer ses explications autour de la biographie d'un personnage plus particulièrement représentatif des mouvements d'idées ou de faits qu'il s'agit d'exposer.

Successivement, il nous donne le portrait psychologique et nous retrace la vie de Samuel Adams et de Franklin, les précurseurs du sentiment national, de Washington, fondateur de la patrie américaine, de Jefferson le démocrate, d'autres grands esprits encore, les Webster, les Lincoln, etc., dont le souvenir est resté vivant dans le cœur de tout citoyen américain et dont les idées ont concouru à former l'opinion publique d'aujourd'hui aux Etats-Unis.

Ces conférences seront lues avec profit par ceux qui désirent comprendre la psychologie de la grande nation associée de la nôtre et dont M. Butler est l'un des hommes les plus représentatifs et les plus écoutés.

R. P.

*
**

F. NITTI. — *La Paix (Les cahiers internationaux, Paris, F. Rieder, 1925, 256 pp.)*.

L'ancien président du Conseil italien, auteur de ce livre, après avoir, au temps de Crispi, passé pour un dangereux francophile aux yeux de ses compatriotes, leur est suspect aujourd'hui comme germanophile, parce qu'il critique sans pitié le traité de Versailles et qu'il s'élève contre la politique internationale faite en Europe depuis 1919.

Nous nous garderons bien de mettre en doute son impartialité, mais il nous sera permis de regretter qu'il n'ait pas toujours pris les précautions d'usage pour assurer la parfaite objectivité de son œuvre et qu'il ait parfois donné trop aisément crédit à des légendes ou à des récits très amplifiés des faits que se reprochent réciproquement les nations antagonistes.

Sous cette réserve, on ne peut que tirer profit de la lecture des pages où M. Nitti, avec l'autorité d'un homme qui a vécu ce qu'il raconte, expose ce que furent les tractations de Versailles en 1919. De même, il y a beaucoup à retenir dans les critiques qu'il adresse

aux divers traités de paix et dans les pages où, décrivant la situation internationale de l'Europe, il en montre les points vifs et les éléments périlleux.

L'auteur, qui est un pacifiste, a écrit ce livre pour la propagande ; il l'a d'ailleurs tiré de conférences par lui faites, en 1925, aux étudiants des universités scandinaves, où l'esprit belliciste n'est point fort en honneur. Il insiste sur l'idée que la persistance des rancunes entre la France et l'Allemagne serait le pire danger pour la tranquillité de l'Europe (p. 117), et que seule l'entente entre les deux pays peut fournir une base solide à la paix (pp. 211, 214). Aussi doit-on s'efforcer d'associer l'Allemagne à l'œuvre de paix au lieu de la dresser contre elle (pp. 105-106). C'est en ce sens que s'est élaboré le pacte de Locarno auquel adhère M. Nitti, mais qui ouvre, selon lui, l'ère de la revision des traités (187, etc.).

Cette revision se fera, pense-t-il, car elle est nécessaire ; elle conduira aux Etats-Unis d'Europe, dont l'avènement répondra au besoin de sécurité et aux nécessités de la production (p. 223). Mais cela exige l'abandon par les peuples de leurs inimitiés, de leur verbalisme de haine, si dangereux (p. 201), — les paroles restent, plus peut-être que les écrits, quand elles sont blessantes, — l'abandon de ce nationalisme raciste que les universités allemandes ont répandu naguère avec une telle « bassesse intellectuelle » (p. 169), la renonciation au thème de la nation-messie (p. 196). Aucun peuple ne peut se croire le centre de l'activité humaine ; tous doivent collaborer à la paix générale et au perfectionnement de la civilisation.

Telles sont les idées, à nos yeux nobles et justes, qui se dégagent du livre de M. Nitti, et qui lui feront pardonner quelques affirmations risquées, voire quelques jugements hâtifs.

R. P.

**

PIERRE PINOT. — *Le contrôle du ravitaillement de la population civile* (Paris, Presses Universitaires, 1926, in-8°, xii-304 pp.).

Ce volume fait partie de la Collection Carnegie sur l'Histoire économique de la guerre. L'auteur expose la longue série de mesures prises par le gouvernement français pour assurer le ravitaillement ; taxations, réquisitions, rationnement, en vue de permettre au pays, non pas de garder le niveau de vie large et aisée d'autrefois, mais simplement de « tenir ».

Comme les pouvoirs publics n'avaient pas pensé qu'il leur fallût un jour prendre de telles mesures, rien n'était préparé pour leur application ; on dut tout organiser et dans des circonstances sans cesse changeantes et sans cesse considérées comme provisoires.

M. Pinot expose avec beaucoup de netteté ce que furent nos organisations de ravitaillement, comment elles fonctionnèrent et quel régime financier on leur donna. Son ouvrage est très objectif, mais insuffisamment synthétique ; la reproduction des textes de lois, décrets, instructions en emplit plus du tiers.

R. P.



JEAN RÉGNÉ, archiviste de l'Ardèche. — *La vie économique et les classes sociales en Vivarais, au lendemain de la guerre de Cent ans* (Aubenas, Habauzit, 1926 ; in-8°, 28 pp.).

L'auteur nous a tracé une peinture très détaillée et très vivante d'une province agricole de la France au xv^e siècle, en s'appuyant sur de nombreux documents d'archives et notamment sur ceux qui se rattachent à la grande enquête cadastrale de 1464.

Il expose d'abord le régime des impôts seigneuriaux et les transformations qu'il subit, sous l'influence de changements sociaux, tels que le vigoureux repaire des affranchissements et la diffusion de l'exploitation en métayage. Bien que le Vivarais soit une région moyennement fertile, l'agriculture y présentait une certaine variété : à côté de l'exploitation forestière ou herbagère, la vigne, le châtaignier, le noyer, les céréales même y sont cultivés. Le pays reste attaché à la petite propriété comme à la petite culture.

Dans les bourgs et les villes, la vie industrielle apparaît ; Annonay est le type des centres d'industrie et d'artisanat qui se forment alors dans la région et qui deviennent le marché des produits agricoles du plat pays. Une classe de commerçants aisés apparaît ; les rentiers se multiplient à la faveur de l'endettement terrien, qui leur permet de se constituer des revenus. L'anoblissement s'acquiert par des moyens aisés ; la simple acquisition d'un fief rural, taillable au roi, mais non au seigneur, le confère. Mais, à mesure que la noblesse se multiplie, elle s'affaiblit et, peu à peu, les vieux donjons, les châteaux forts sont abandonnés et nul ne viendra les empêcher de tomber en ruines. Les facteurs économiques nouveaux vont supplanter l'influence des facteurs juridiques de l'ancienne société féodale.

R. P.



Colonel A. RÉZANOV. — *Le travail secret des agents bolchevistes. Exposé d'après des documents authentiques émanant des bolchevicks*, 1 vol. in-16 de 199 pp. (Paris, éditions Bossard, 1926).

Le bolchevisme n'est, aux yeux de l'auteur (p. xiii) que « la réalisation des idées d'un prophète communiste atteint d'aliénation mentale ». L'ouvrage est préfacé par M. Th. Aubert, président du bureau permanent de l'entente internationale contre la troisième Internationale.

Cela suffit à indiquer que le colonel Rézanov ne se pique pas d'impartialité : il entend dresser un réquisitoire et pousser un cri d'alarme. Ce qui ne veut pas dire que l'on ne puisse trouver, parmi ces pages passionnées, un renseignement, une référence ou une citation vraiment suggestive sur l'organisation et les fins de la propagande bolcheviste. L'auteur a rendu service par le glossaire des termes bolchevistes qu'il a dressé au commencement de son livre : il n'est pas facile de deviner ce qu'est le *Polpredstvo*, le *Torgpredstvo* ou le *Radzvedoupr* : nous savons maintenant qu'il s'agit de la représentation soviétique, de

la délégation commerciale de l'U. R. S. S., ou de la section de renseignements (2^e bureau) de l'état-major général de l'armée rouge.

E. L.

**

V. SARABIANOV. — *Pourquoi la N. E. P. ?*, broch. de 44 pp. (Paris, Librairie de l'Humanité, 1925).

Très intéressante brochure où un communiste militant s'attache à déterminer le rôle du capital privé dans l'industrie et le commerce de l'U. R. S. S. et à démontrer que la N. E. P. — la nouvelle politique économique — était indispensable.

Dès le 5 mai 1919, Lénine avouait : « Seuls des aveugles ne se rendent pas compte que nous avons brisé, confisqué, nationalisé, plus que nous ne pouvions inventorier. »

Et M. Sarabranov écrit lui-même (p. 8) : « Lorsqu'on n'y est pas obligé par des circonstances politiques, il ne faut nationaliser que ce que l'Etat est capable de gérer sans diminuer la production. »

Actuellement, en Russie l'industrie *artisanale*, gérée selon le mode capitaliste, dessert non seulement les paysans et une partie de la population urbaine, mais aussi la grande industrie soviétique ; en ce qui concerne l'industrie *privée* (établissements employant plus de seize personnes), le pouvoir des Soviets se borne à veiller à l'application des lois sur le travail, cette industrie se développe, et plus rapidement que la grande. Dans le commerce, « le capital privé s'est établi sur des positions solides..., le commerce est entre les mains du capital privé et non pas de l'Etat et des coopératives... Ce fait rend très difficile l'établissement d'un plan commercial par l'Etat... (p. 29)... Politiquement, ce facteur est très nuisible au pouvoir soviétique ».

L'auteur conclut, avec une modestie significative, que l'Etat soviétique, bien qu'il soit entouré par le capitalisme, a réussi à *s'engager dans « la voie du socialisme »*.

E. L.

**

D^r phil. WERNER SCHNYDER. — « Die Bevölkerung der Stadt und Landschaft Zürich vom 14-17. Jahrhundert » (*Schweizer Studien zur Geschichtswissenschaft*, XIV^e vol., fasc. 1, Zurich, Lehmann, 1925).

L'étude de M. Schnyder est avant tout une étude de méthodologie statistique et historique. Il s'est proposé, par l'analyse de documents dont le but direct n'était nullement celui-là, de déterminer quelle a été la population de la ville et du canton de Zürich et quelles en ont été les variations du XIV^e au XVII^e siècle. L'auteur a fait un usage particulièrement intéressant d'ordre fiscal, dont l'interprétation est d'ailleurs parfois singulièrement délicate. Il a en tout cas fourni un modèle d'investigations précises et consciencieuses, conduites avec beaucoup de sûreté.

E. L.

*
**

CHARLES SCHMIDT. — *Les Journées de juin 1848* (Paris, Hachette, 1926 ; 1 vol. in-8° de 127 pp., Coll. *Récits d'autrefois*).

C'est un récit très documenté, très précis, et aussi très vivant, des journées de juin. Cet événement déplorable, qui tua la deuxième République, est décrit dans tous ses détails, l'enchaînement des faits apparaît très fortement aussi. On lira avec un intérêt particulier les deux épisodes de l'assassinat du général Bréa et de la mort de M^{re} Affre. Quelques renseignements nouveaux nous sont donnés sur l'action sociale d'un certain nombre de prêtres parisiens, qu'encourageaient l'archevêque. M. Schmidt montre bien que beaucoup d'émeutiers étaient mus par un idéal élevé ; les autres ont été poussés à la révolte par la misère. Cela fut bien une « émeute de la faim », née principalement de la crise économique antérieure à la Révolution de février, et que celle-ci ne fit qu'aggraver. Il semble aussi que la propagande bonapartiste n'ait pas été sans influence sur les événements. M. Schmidt conclut : « Cette insurrection de la misère, les hommes politiques, pleins de bonnes intentions, mais ignorants, ... l'avaient provoquée par incapacité, par méconnaissance des réalités, parce qu'ils se faisaient illusion sur le pouvoir des mots et n'avaient pas suivi le développement de la vie économique ». On regrettera seulement qu'il n'ait pas été possible à l'auteur d'indiquer ses sources, de nous donner une bibliographie, même sommaire.

H. S.

*
**

ARMAND SELIGMANN. — *La première tentative d'émission fiduciaire en France* (Paris, Presses Universitaires, 1926 ; in-8°, 173 pp.).

Dans cet ouvrage, M. Seligmann étudie les circonstances qui amenèrent, à la fin du règne de Louis XIV, les contrôleurs Chamillart et Desmarests à émettre des billets du Trésor, créant ainsi pour la première fois en France une circulation de papier-monnaie. Après avoir rappelé ce qu'était l'institution du contrôle général et dépeint les personnages qui en furent les titulaires de 1701 à 1715, l'auteur nous montre l'origine et les transformations successives des billets de monnaie et des billets royaux et leur répercussion sur la vie économique.

Enfin, il examine les divers projets de banque d'émission qui virent le jour à cette époque et que l'insuccès des billets de monnaie fit repousser sans plus d'examen. Cette première expérience de la circulation fiduciaire fut, à vrai dire, peu heureuse et mal conduite ; les billets, émis sans mesure et surtout sans gages, se discréditèrent rapidement et non sans troubles assez vifs dans les relations économiques privées.

L'ouvrage de M. Seligmann, appuyé sur un sérieux dépouillement d'archives, apporte une description approfondie de quelques événements de notre histoire monétaire, dont les grandes lignes avaient été déjà dessinées avec précision dans des ouvrages généraux auxquels l'auteur a largement recouru, d'autre part.

R. P.

**

D^r LUCY SPINNER. — *Der gesetzliche Heimarbeiterschutz*, 1 vol. in-8° de 152 pp. (*Zürcher volkswirtschaftliche Forschungen*, publiées par le professeur Saitzew, Zurich, Rascher, 1925, 9 fr. 80).

Dans une première partie, l'auteur étudie les problèmes généraux de la protection légale des travailleurs à domicile : les causes du *sweating system*, les difficultés que rencontrent l'organisation syndicale et la protection par voie législative du travail à domicile, le principe du minimum légal de travail et ses limites économiques.

Dans une seconde partie, M^{me} Spinner étudie avec soin et précision la législation australienne et néo-zélandaise (loi de 1896 sur le minimum légal de salaire, lois de la Nouvelle-Galles du sud, de l'Australie du sud, du Queensland et de la Tasmanie, influence de la grande guerre sur les idées relatives au *living wage*) ; anglaise (*Trade Boards Act* de 1909, développement des *Trade Boards* de 1909 à 1912 et de 1913 à 1918, extension du système par le *Trade Boards Act* de 1918) ; américaine (traits caractéristiques de la législation sur le minimum légal de salaire aux Etats-Unis ; rudiments de législation au Canada et en Argentine) ; française (loi française de 1915, dont les principes généraux paraissent justement à l'auteur de nature à exercer sur les législations européennes une action et une influence plus efficaces que les législations anglaise et américaine inspirées de conceptions très différentes) ; norvégienne (loi de 1918) ; loi allemande sur le travail à domicile de 1911, lois sur le minimum légal de salaire en Allemagne, en Autriche et en Tchécoslovaquie ; lois cantonales suisses pour la protection du travail à domicile et projet de loi fédérale adopté à l'unanimité par le Conseil des Etats et le Conseil national, mais rejeté au referendum populaire du 21 mars 1920 par 256.000 votes contre 254.000.

L'ouvrage, consciencieux et clair, de M^{me} Spinner n'épuise pas la matière : on souhaiterait notamment de connaître plus précisément les applications jurisprudentielles des textes législatifs et les répercussions économique de la législation protectrice du travail à domicile, d'une part dans les pays où cette protection se confond avec celle des travailleurs non qualifiés en général, et d'autre part dans les pays où la législation envisage spécialement les conditions de travail et de salaire des travailleurs à domicile. Tel quel, le livre de M^{me} Spinner rendra des services.

E. L.

Erratum

A l'article de M. O. Le Roy, publié dans notre dernier numéro.

Page 65, ligne 24, lire : à l'homme, au lieu de : à la femme.

TARDE ET L'ÉCONOMIE PSYCHOLOGIQUE

par M. ROCHE-AGUSSOL

Docteur ès lettres
Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier

(SUITE et FIN)

III. — *Théorie de la valeur*

Dégager, à travers des manifestations d'une diversité parfois déconcertante, l'unité de la valeur est une préoccupation qui s'est affirmée, impérieuse, chez les économistes psychologues.

Tarde estime nécessaire de réaliser cette synthèse bien au delà des limites de l'économie, en dégagant d'abord les lois fondamentales de composition, de mouvement, auxquelles obéit tout jugement de valeur, à quelque domaine de la pensée ou de l'action qu'il se réfère.

On pourrait définir assez exactement sur ce point l'orientation de ses idées en empruntant à une analyse pénétrée cependant de tendances initiales bien différentes l'une de ses formules essentielles : la valeur est à la fois une opinion et une quantité (245). Ces caractères permanents, inégalement visibles selon les circonstances, s'expliquent mutuellement si on les envisage l'un et l'autre sous leur véritable aspect.

On connaît déjà la raison pour laquelle il faut considérer les jugements de valeur comme des quantités (246) : ils consistent essentiellement dans des modalités de la croyance et du désir collectifs.

Toute valeur n'est que projection d'idéal sur certains objets, certains services (247) ; elle est essentiellement une quantité à

(245) SIMIAND : *La méthode positive en économie politique*, p. 147 ; — v. *Psychologie économique*, t. I, p. 63.

(246) *Psychologie économique*, t. I, p. 63.

(247) « La valeur consiste dans l'accord des jugements collectifs que nous

trois dimensions dont l'indice global de puissance dépend du nombre de personnes dont elle représente les suffrages concordants, du degré d'énergie intime de leur conviction, de leur « poids social », c'est-à-dire de leur pouvoir effectif dans le champ d'action où se meut la valeur affirmée (248).

Le deuxième facteur, trop négligé en général, fait l'objet d'une analyse particulièrement attentive, qu'on a pu retenir comme l'un des témoignages les plus importants du prix attaché par l'auteur de la *Logique sociale* à la syllogistique (249), à une syllogistique renouvelée d'ailleurs, envisagée surtout comme un instrument apte à éprouver, à rapprocher des probabilités, à extraire de leurs combinaisons des accroissements de confiance et de lumière ; le reproche d'infécondité injustement adressé à la méthode déductive s'explique surtout parce qu'on l'a trop souvent envisagée comme ne s'appliquant qu'à des propositions égales en certitude ; le syllogisme a été étudié trop exclusivement en extension, il doit l'être aussi en profondeur (250). Il faut ajouter que Tarde croit pouvoir adresser aux économistes le même reproche qu'aux logiciens : ils auraient, eux aussi, trop peu considéré les inégalités de la croyance (251).

L'expression de toute valeur se ramène donc à la conclusion d'un syllogisme-logique lorsqu'il s'agit d'une conviction à affirmer et à motiver, téléologique, lorsqu'il s'agit d'un jugement formulé en vue de l'action. Dans ce vaste domaine de la téléologie sociale, dont l'économie est l'une des régions, comme la morale et la politique (252), on trouve, à la racine de toute valeur, une triple affirmation : énoncé d'un désir (celui, par exemple, d'acquiescer tel genre de culture) constituant la majeure du syllogisme, confiance en un moyen (en l'espèce, ouvrage, instrument de recherche) jugé propre à assurer la réalisation de ce désir (mineure), désir de se rendre maître de ce moyen (conclusion) (253).

C'est ce désir de second degré qui constitue, à proprement parler, le jugement de valeur sous sa forme pratique, intervenant autant de fois qu'il est de réalisations intermédiaires indispensables, avant qu'un but souhaité se trouve atteint.

Ce « désir-devoir » (254), véritable idée-force, a une énergie

portons sur l'aptitude des objets à être plus ou moins et par un plus ou moins grand nombre de personnes, crus, désirés ou goûtés. » (*Psychologie économique*, t. I, p. 63.)

(248) *Op. cit.*, t. I, p. 64.)

(249) V. notamment ESPINAS, *op. cit.*, p. 315.

(250) *Logique sociale*, pp. 24-53.

(251) *Psychologie économique*, t. I, p. 142 ; — v. *infra*, p. 37.

(252) *Op. cit.*, t. I, pp. 66-70.

(253) *Logique sociale*, p. 53 ; *Psychologie économique*, t. I, pp. 185-186.

(254) *Op. cit.*, t. I, p. 190 ; — *Logique sociale*, pp. 59-61. Devoir quand il constitue une invitation directe à l'action, — besoin lorsqu'il n'apparaît pas que l'action doive, en l'état, être tentée.

étroitement conditionnée par les prémisses du syllogisme (255). Le moyen n'est jamais désiré plus que le but ; il l'est parfois beaucoup moins lorsqu'il n'inspire qu'une confiance très limitée. Parmi les énigmes que la valeur a parfois présentées, certaines peuvent se résoudre par cette analyse. Telle richesse appelée à une mission tout à fait essentielle ne sera parfois estimée qu'à un prix assez faible, parce que son efficacité est tenue pour précaire.

Ce n'est là qu'un des exemples du pouvoir qu'exerce la croyance dans le domaine économique.

Sans doute, c'est le désir que l'on trouve à la fois à la base et au sommet du syllogisme téléologique, mais le désir est intelligible sans une croyance préalable. Il est au contraire des croyances largement émancipées des désirs. On peut ramener le désir, tel que Tarde l'envisage, à un besoin primitif, organique, interprété par une croyance (256). A l'origine d'un désir nettement formulé, distinctement poursuivi, il y a nécessairement une invention, le plus souvent tout un ensemble de constructions inventives (257). D'ailleurs, toute richesse quelque peu complexe appelle une association de désirs mutuellement disciplinés.

Le désir implique donc, à son origine, un minimum de construction imaginative ; cet apport tend à devenir de plus en plus important ; les impulsions originaires de l'organisme, les suggestions du milieu, n'exercent qu'un pouvoir modifié par des réactions de plus en plus libres.

En dehors de cette action directement créatrice, les forces spirituelles exercent, ainsi qu'on l'a déjà indiqué (258), un contrôle permanent sur l'état des désirs et par suite sur la hiérarchie des richesses. L'état des valeurs économiques est constamment sous la dépendance de leur action motrice ou inhibitrice (259).

La mineure du syllogisme appartient tout entière à la croyance ; elle constitue l'élément le plus mobile de l'opinion économique. Ainsi la réclame commerciale, quelle que soit sa puissance, agit plus rarement sur le désir que sur la croyance (260) ; elle s'efforce surtout de déplacer les masses de confiance collective qui s'attachent à l'efficacité des diverses richesses.

Sans que rien d'essentiel soit changé dans les aspirations générales d'une société, le développement des ressources inventives a constamment pour résultat de susciter de nouvelles richesses, d'en rendre d'autres disponibles. Ce n'est là d'ailleurs

(255) *Psychologie économique*, t. II, p. 12.

(256) *Psychologie économique*, t. I, pp. 162-163.

(257) *Op. cit.*, t. I, pp. 163-165, 185 ; — *Logique sociale*, 185 ; — *Lois de l'imitation*, ch. iv, p. 101.

(258) *Supra*, p. 4-5.

(259) *Logique sociale*, p. 349 ; — *Psychologie économique*, t. I, p. 186.

(260) *Op. cit.*, t. I, p. 187.

que l'un des aspects de ces luttes constamment engagées entre les richesses, dont il sera parlé plus loin.

*
**

Après avoir vu comment est conduite, chez Tarde, l'analyse tendant à faire connaître la composition des jugements de valeur, on doit se demander comment et selon quelles modalités il estime que les valeurs se propagent, s'opposent, s'adaptent enfin les unes aux autres.

Comme toute idée sociale, les jugements de valeur sont des œuvres initiales de l'esprit individuel, divulguées par ondulations imitatives.

On sait que la plupart des économistes psychologues ont, à notre époque, envisagé le problème de la valeur sous un aspect marginal : c'est le désir, mais le désir déclinant, qui exerce une influence décisive sur le prix.

Encore que les résultats de son analyse ne soient pas en désaccord fondamental avec les conclusions d'ensemble de ce travail parallèle au sien (261), qu'il déclare avoir peu connu (262) et dont il est en tout cas très largement indépendant, il demeure surtout fidèle à la position dynamique et interpsychologique qui est la sienne ; dès l'abord, il envisage le développement des désirs et des croyances en s'attachant à en dégager nettement les phases successives, les lois diverses et les combinaisons d'effets. Désirs et croyances tendent d'abord, comme toute réalité, à se vivifier en se répétant. Répétition intérieure et interpsychologique, habitude et imitation (263) transforment ainsi des tendances primitivement accidentelles dans leurs manifestations, indécises, en aspirations de plus en plus enracinées, généralisées, régularisées dans leurs exigences (264).

Deux observations, l'une d'ordre économique, la transformation graduelle d'innombrables consommations de luxe en véritables et impérieux besoins (265), l'autre d'ordre financier, la transformation des budgets publics (des budgets privés aussi, d'ailleurs) dans le sens d'un accroissement à peu près inéluctable et aussi d'une régularité, d'une prévisibilité de plus en plus marquées, témoignent du pouvoir de la répétition (266).

Après cette période d'éveil, de développement de puissance

(261) MAHAIM : « L'économie politique de M. Tarde » (*Revue d'Economie politique*, 1903, pp. 25-26).

(262) *Psychologie économique*, t. I, p. 142 ; t. II, pp. 24-25.

(263) *Ibid.*, t. I, pp. 162, 171-173 ; — *Lois sociales*, p. 38 ; — *Lois de l'imitation*, pp. 80-81.

(264) *Psychologie économique*, t. I, pp. 208-209.

(265) *Ibid.*, t. I, pp. 156, 169, 207-209.

(266) *Op. cit.*, t. I, pp. 212-214.

très inégal en rapidité, en profondeur, selon les tendances, les milieux, la répétition produit sur certains éléments de la vie psycho-économique un résultat opposé (267).

Ce ne sont pas tous les désirs, mais seulement certains d'entre eux, les désirs de consommation au sens direct de ce mot, les désirs passifs, qui, après avoir été d'abord, comme tous les autres, exaltés par la répétition seront ensuite soumis à la décroissance (268). Sans doute, des adhésions accrues pourront, si la loi de progression imitative joue, laisser intacte ou même accroître encore l'énergie intrinsèque de désirs déjà atteints dans certaines de leurs manifestations individuelles par la décroissance. Mais il y a, on le sait, entre les deux formes de la répétition, une solidarité sur laquelle Tarde a estimé nécessaire d'insister (269). Un désir, affaibli chez ceux qui en sont les représentants et par suite les propagateurs actuels, ne se transmettra plus qu'avec une vigueur diminuée. Ainsi les désirs des consommateurs tendent, après une période plus ou moins longue, à se trouver amoindris dans leur énergie vitale. Cette diminution aboutit, selon son degré, soit à une moindre avance (ce qui est déjà une déchéance, puisque la tendance initiale des désirs est de se répandre toujours plus loin) (270), soit à une régression.

Il importe, avant d'en terminer avec l'évolution des désirs passifs, de rappeler que leur tendance commune à la décroissance résulte non seulement de raisons intérieures à chacun d'eux, mais du fait même de leur accumulation. Le progrès d'une civilisation économique est marqué par la substitution à un petit nombre de désirs impérieux d'un nombre beaucoup plus grand de désirs à la fois plus affinés et plus modérés. La concurrence des désirs s'impose, en présence de ressources psychi-

(267) On trouve chez Tarde une présentation beaucoup plus nette que chez l'ensemble des autres économistes psychologues de ce développement historique de la loi du rendement psychique décroissant. On peut, dans une certaine mesure, comparer à leur égard son attitude à celle de Turgot, par exemple, donnant des deux aspects de la loi du rendement non proportionnel une vision plus complète que celle dont s'inspira plus tard l'économie ricardienne. (Voir GIDE et RIST : *Histoire des doctrines économiques*, 4^e édit., p. 171.)

Certaines des objections les plus vives qui aient été adressées à la théorie de l'utilité marginale s'expliquent par l'ombre où elle laisse parfois l'un des aspects de l'évolution du désir. Son effort a eu pour but de déterminer les états d'un désir qui, demeurant fixé dans sa constitution, reçoit des satisfactions successives identiques. On suppose que la marche vers l'apaisement par la satisfaction ne sera pas entravée par un renouvellement constitutionnel du désir. Certains représentants de la théorie marginale ont eu d'ailleurs soin de donner sur ce point toutes les précisions nécessaires. (Voir notamment IRVING FISHER : *Mathematical Investigations in the Theory of value and prices*, ch. II, p. 26 ; — WICKSTEED : *The common sense of political economy*, pp. 81-86.)

(268) *Psychologie économique*, t. I, p. 173.

(269) *Lois de l'imitation*, ch. III, pp. 80-81.

(270) *Ibid.*, ch. IV, pp. 124-127.

ques (271) et de ressources matérielles inférieures au développement des ambitions.

La décroissance par la répétition se trouve, d'autre part, modérée, régularisée par suite de l'influence de la croyance sur le désir. Les croyances échappent, en elles-mêmes, à la loi de décroissance, la répétition ne peut que les confirmer. Il en résulte, au point de vue du mouvement des valeurs, des conséquences essentielles. Ainsi, l'expression économique des désirs passifs, la demande (car, sous cette expression jugée peu satisfaisante, c'est en réalité le désir passif qui a été entrevu) (272) pourra affirmer une régularité croissante, une énergie assez longtemps progressive même, malgré la décroissance du désir, qui aura été plus que compensée par une confiance accrue.

L'influence des croyances sur les désirs s'exerce d'une façon encore plus manifeste dans le sens de la continuité (273) ; tel désir intermittent exercera, grâce au concours de la croyance, une action permanente sur l'opinion (274). C'est cette continuité, en même temps que cette modération, cette régularisation du désir qui constituent à la fois les signes distinctifs les plus nets des civilisations avancées et le témoignage le plus certain de l'agrandissement du rôle de la croyance dans la vie sociale (275).

(271) *Logique sociale*, p. 16.

(272) *Psychologie économique*, t. I, pp. 176-181 ; t. II, pp. 47-51.

(273) *Op. cit.*, t. I, p. 211.

(274) Cette indication peut être rapprochée de certaines analyses fondamentales de la théorie psychologique de l'intérêt, que Tarde a laissée à peu près complètement hors de son objectif. (V. *infra*, p. 37.)

(275) Pour mesurer la part, toujours très grande, mais de plus en plus considérable de la croyance dans la vie économique, il suffirait, estime Tarde, de considérer l'histoire de la monnaie. Sur aucun point peut-être sa tendance à accentuer jusqu'au paradoxe un aspect de l'explication des faits économiques qu'il estimait avoir été injustement négligé, ne s'est fait jour d'une façon aussi manifeste. La thèse de la monnaie-marchandise, la théorie quantitative, sont hardiment rejetées : sous toutes ses formes, à toutes les phases de son développement, la monnaie n'est que croyance.

Les métaux précieux sont eux-mêmes des valeurs fiduciaires, comme l'universalité des richesses sans doute, mais d'une manière encore plus sensible que beaucoup d'autres. Le prestige monétaire aurait très largement agi, même sur l'attrait esthétique exercé par eux (par contre, le sentiment esthétique aurait exercé sur l'évolution monétaire une influence plus directe qu'on ne l'a cru parfois).

Le fondement social de la valeur de la monnaie serait donc, non dans une consistance métallique dépourvue à elle seule de signification, mais dans une création interpsychologique de la confiance. La foi de chacun dans une monnaie s'appuie directement sur la confiance perçue autour d'elle, en même temps qu'elle contribue à accroître elle-même cette énergie collective. La notion du lien circulaire (v. *supra*, p. 25) trouverait ici une application particulièrement large. Entre autres conséquences, il faudrait en déduire une contingence très étendue dans l'évolution monétaire. Son passé n'a pas été façonné sous l'action de nécessités inéluctables, il a été, comme tout mouvement social, l'œuvre accumulée d'une série d'inventions jugées heureuses, propagées selon le rythme amplificateur, ondulatoire, qui est en principe celui de toute imitation. Dans l'avenir, on peut concevoir l'orientation de la confiance dans des voies toutes différentes. L'instrument monétaire le plus apte à sa fonction n'est pas celui qui a le point d'appui

Les désirs actifs ne sont pas compris dans le domaine d'application de la loi de décroissance (276) ; la répétition les rend au contraire à la fois plus efficaces et plus ambitieux. S'ils s'éveillent plus tard que les désirs passifs, si, au début, leur croissance est plus lente que celle de ces derniers (277), ils poursuivent ensuite une marche ascendante dont l'allure tend à s'accélérer (278). Cependant ils peuvent se trouver, eux aussi, modérés par suite de leur multiplicité croissante (279).

Tarde est amené à insister sur cette loi d'évolution combinée de la consommation et de la production. Il la ramène d'ailleurs à un cas d'application de la règle : *ab interioribus ad exteriora*. On voit d'abord se développer l'imitation virtuelle, purement intérieure (280) ; l'imitation passive sera une première extériorisation de la tendance d'abord latente, elle aura pour prolongement tout naturel l'imitation active. C'est ainsi qu'une société passe, à l'égard des manières d'être et d'agir appelées à recueillir son suffrage, de l'imitation simplement virtuelle à l'imitation intégrale. Cette loi de développement successif explique dans une large mesure le développement du commerce extérieur ; c'est parce qu'elles n'atteignent pas la production nationale dans ses débouchés que les marchandises exotiques sont, en général, d'abord admises (281).

Il faut aussi tenir compte de cette loi de divergence lorsqu'on se préoccupe d'expliquer le phénomène des crises (282).

On doit y voir surtout l'empreinte d'une conception générale de la richesse qui, par des liens tout à fait manifestes, s'apparente avec celle de Cournot. La consommation est intéressante non comme fin ou comme épilogue de l'action économique, mais comme point de départ de son élan renouvelé. Instrument beaucoup moins « de jouissance que de puissance et d'action » (283), la richesse est significative par le potentiel d'énergie qu'elle accumule beaucoup plus que par ses résultats hédonistiques. Par l'orientation générale de ses idées, Tarde devait être amené à critiquer la distinction établie entre consommations productives (soutenant la vie, les forces physiques) et improductives ; parmi celles que l'on désigne sous cette dernière dénomination se trouve

matériel le plus consistant, mais celui qui bénéficie de la confiance collective la plus ferme et la plus large. (V. *Psychologie économique*, t. I, pp. 281-329 ; t. II, pp. 132-138.)

(276) *Psychologie économique*, t. I, p. 173.

(277) *Les lois de l'imitation*, ch. VII, p. 356.

(278) *Psychologie économique*, t. I, p. 173-174.

(279) *Op. cit.*, I, 173.

(280) *Lois de l'imitation*, ch. VII, p. 359.

(281) *Ibid.*, ch. VII, p. 356.

(282) *Psychologie économique*, t. I, p. 173.

(283) COURNOT : *Théorie des richesses*, I, I, ch. I, pp. 6-10.

en effet l'aliment essentiel de l'activité créatrice par excellence (284).

C'est seulement si on l'envisage ainsi, expliquée par les lois de l'imitation et les exigences de l'esprit inventif, que la consommation mérite d'être, selon l'expression de Walker, appelée la dynamique de la richesse (285).

C'est l'un des points de la théorie économique de Tarde sur lesquels on peut saisir le plus distinctement la trace de cette conception à tendances intellectualistes, esthétiques de la vie sociale qui lui a été parfois reprochée. C'est surtout, en effet, à l'égard des inclinations qui mettent en jeu la curiosité scientifique, esthétique, qu'apparaît entre la réception et l'action cette continuité (286) que Tarde a voulu, au point de vue collectif, considérer comme générale à l'ensemble des tendances.

A des degrés divers d'énergie et de rapidité, les valeurs se propagent ainsi et s'accumulent. Sans doute, toute propagande n'aboutit pas à une accumulation, il y a place pour des luttes dont on verra plus loin les formes et les phases essentielles. Mais, outre que la lutte n'est pas une nécessité universelle, il faut retenir que, même dans les cas où elle se sera produite, elle aboutira, beaucoup plus fréquemment qu'à une substitution, à une adaptation d'ordre qualitatif ou quantitatif, c'est-à-dire à une accumulation, en même temps qu'à cette modération mutuelle des tendances dont on a indiqué tout le prix au point de vue de la formation économique (287).

La tendance à l'accumulation sera naturellement d'autant plus vivace que les exemples proposés seront plus nombreux ; les affirmations de valeur tendent à se multiplier dans la mesure où l'invention et l'imitation sont l'une et l'autre plus en éveil. Ces deux facteurs ne laissent pas d'être assez largement solidaires ; dans les périodes d'imitation-mode, on se trouve à la fois en présence d'une communication plus large des résultats inventifs et d'un développement plus intense des sources de variation. On a vu comment s'effectue la combinaison de ce collectivisme élargi et de cet individualisme aigu (288).

Accumulation, modération mutuelle des tendances, régularisation de leur allure, autant de résultats inhérents à l'action imitative, résultats qui se traduisent par ces empreintes à première vue contradictoires, complémentaires, en réalité, de conformisme et de contingence, de prévisibilité mathématique de plus en plus approchée au regard d'un avenir immédiat, d'impré-

(284) *Psychologie économique*, t. I, pp. 169-170.

(285) WALKER : *Political Economy*, p. 297, 322.

(286) Continuité qui contribue d'ailleurs à rendre, dans cet ordre d'aspirations, la mise en œuvre de la loi de décroissance singulièrement complexe.

(287) V. *supra*, p. 6.

(288) V. *supra*, p. 50.

visibilité aggravée au regard d'un avenir plus lointain. L'ensemble de ces caractères conspire pour accentuer, dans le domaine de l'action, comme dans celui de la spéculation, le rôle des facteurs intellectuels de l'ordre le plus délicat, ceux qui mettent en jeu le discernement subtil des degrés de la croyance, la discrimination et la combinaison des probabilités (289).

Ces caractéristiques apparaîtront plus nettement encore dans l'analyse des oppositions et des adaptations de valeurs.

*
**

On peut ramener à trois les causes possibles d'antagonismes entre les richesses et par suite de suppressions ou de limitations mutuelles de valeurs.

Les richesses peuvent être contradictoires, répondre à des croyances, à des aspirations logiquement ou moralement incompatibles. Les conflits de ce genre sont naturellement répartis d'une manière très inégale dans le temps. Il y a des périodes de révolution morale pendant lesquelles ils abondent, des périodes de dogmatisme où les dissidences sont impitoyablement poursuivies. Dans d'autres périodes, on voit des richesses contradictoires subsister longtemps, grâce tout à la fois à l'accentuation des divergences individuelles et à une moindre perception de certains antagonismes (290).

Très inégalement fréquentes et actives, ces causes d'opposition sont essentiellement instables, l'antagonisme peut disparaître par suite de la découverte d'une adaptation jusqu'alors insoupçonnée.

Les richesses s'opposent encore lorsqu'elles peuvent mutuellement se remplacer (291). Plus les champs respectifs de leurs emplois possibles tendent à coïncider, plus la lutte sera rigoureuse. Tel mode de production, de transport, est remplacé, d'une manière plus ou moins complète, par tel autre plus parfait, moins coûteux. Tel bien de consommation est délaissé pour un autre mieux apte aux mêmes tâches. Ce sont là des révolutions qui affectent la mineure du syllogisme téléologique (292). On se bornera à souligner les différences qui les séparent des oppositions déjà examinées. Elles tendent à mettre en disponibilité une richesse jusqu'alors active. Il n'est pas nécessaire, pour que cette richesse reprenne un rôle efficace, qu'une nouvelle évolution intellectuelle ou morale se produise ; il peut suffire de modifications survenant dans les approvisionnements, dans l'organi-

(289) *Logique sociale*, p. 373.

(290) *Ibid.*, pp. 61-86.

(291) *Psychologie économique*, t. II, p. 29.

(292) On a déjà indiqué les caractères essentiels de ce syllogisme (v. *supra*, p. 2).

sation des marchés, pour que, entre richesses mutuellement substituables, l'avantage économique se trouve renversé.

Il y a enfin entre les richesses des oppositions qui se rattachent à la concurrence. Ce sont les plus fréquentes de toutes, elles peuvent s'affirmer sur des terrains très variés. Diverses richesses peuvent se disputer des moyens de production, des débouchés. Tous ces conflits ont une raison fondamentale identique : la supériorité des désirs à l'égard des possibilités d'action. Le mouvement d'accumulation des valeurs, dont a vu les raisons, le caractère impérieux, a pour résultat d'accentuer de plus en plus cette inégalité. C'est au fond une même énergie, le génie inventif, qui multiplie, complique les exigences des désirs et leur prépare des moyens toujours plus puissants de réalisation. La caractéristique principale de l'économie est de résoudre ainsi, entre valeurs qui ne sont pas catégoriquement incompatibles les unes avec les autres, des oppositions nées seulement de l'insuffisance des ressources.

En faisant même abstraction des difficultés extérieures, on ne peut songer à réaliser jusqu'au bout tous les désirs que l'on éprouve, faute de temps, de ressources de culture. Dans le plan de la vie intérieure, on aperçoit déjà les deux aspects de la valeur. On ne réalise qu'en sacrifiant une multitude d'existences possibles, c'est là d'ailleurs, pour le néo-monadologisme de Tarde, l'une des lois essentielles du monde (293). Toute affirmation de valeur synthétise un geste de conquête et de sacrifice, toute valeur a deux aspects : elle signifie une réalisation poursuivie, obtenue (valeur-emploi) et en même temps tout un monde de réalisations délibérément abandonnées (valeur-coût).

La valeur-coût est susceptible de formes, de dimensions très diverses. On a pu, pour obtenir le résultat désiré, aliéner ou transformer une richesse, en elle-même précieuse : la valeur-coût comprend alors un élément objectif nettement saisissable. Parfois, il a suffi d'utiliser un de ces biens gratuits, qui existent en quantité supérieure aux besoins actuels et prochains. Le problème du coût ne sera pas éliminé, mais seulement localisé d'une manière exclusive dans le domaine intérieur. S'il y a des biens gratuits, il n'y a pas d'acte gratuit. Le coût, envisagé au point de vue psychologique, consistera dans l'acte qu'au même moment, avec une dépense d'énergie équivalente, on aurait accompli, si le temps et l'énergie nécessaires à sa réalisation n'avaient été pris par l'acte en faveur duquel l'option s'est exercée (294).

Parmi les réalisations alternatives possibles, parfois innom-

(293) Sur le rôle que joue dans la philosophie de Tarde la notion de sacrifice nécessaire, de concurrence des possibles, v. *Logique sociale*, 161-162, — cp. « Les Possibles » (*Arch. d'Anthropologie criminelle*, 1910).

(294) V. *Logique sociale*, p. 358 ; *Psychologie économique*, t. II, pp. 10-12.

brables, qu'il faut sacrifier à une réalisation effective, ce sera, naturellement, la plus désirée qui servira à déterminer le coût. L'opposition économique par excellence sera donc ramenée à un duel ; on sait que l'auteur des *Lois de l'imitation* estime que toute opposition serait nécessairement réductible à cette forme.

Les formules psychologiques de valeur-coût et de valeur-emploi doivent se substituer aux formules empiriques de valeur d'usage et de valeur d'échange. La valeur-emploi ne se confond pas avec la valeur d'usage ; d'autre part, la valeur d'échange n'est pas le domaine exclusif de la notion du coût. Il n'est pas d'action qui ne se trouve constamment dirigée par ces inséparables préoccupations.

On n'a pas à souligner les affinités particulièrement directes qui se manifestent sur ce point entre l'analyse de Tarde et l'effort général des économistes psychologues, plus spécialement de ceux qui appartiennent au groupe anglo-américain. La continuité de la notion de prix, c'est-à-dire, en somme, de choix (295), la transposition des données de la vie intérieure dans la vie sociale, sont au nombre des préoccupations qui rattachent le plus le philosophe économiste à ce mouvement collectif.

Notion matérielle, rétrospective dans l'ancienne théorie de la valeur, le coût devient au contraire une notion de sens essentiellement humain. Placé en avant de l'action, il exerce, au lieu de cette influence intermittente, indirecte, qu'on lui avait attribuée, un rôle permanent, vraiment critique (296).

C'est en se plaçant en présence du coût que l'on est contraint à un effort de précision dans la mesure de ses désirs et de son pouvoir. Il y a des valeurs-emplois immenses obtenues au moyen de coûts relativement faibles : on n'a qu'une notion assez incomplète de leur énergie potentielle tant que leur coût est demeuré aussi notablement inférieur à leur importance effective.

La valeur-emploi, dans la mesure où elle dépasse la valeur-coût, sera plutôt ressentie qu'estimée avec rigueur.

Après avoir vu comment se posent, dans leurs termes essentiels, les problèmes d'opposition et d'adaptation soulevés par le dualisme de la valeur, on va envisager, sous l'une de ses formes principales, le perpétuel débat qui s'agite autour d'eux, en réunissant les vues fondamentales de Tarde au sujet du mécanisme des marchés.

(295) V. WICKSTEED, *op. cit.*, pp. 17-36.

(296) Le caractère éminemment prospectif de la théorie de la valeur à laquelle Tarde s'est attaché se trouve en harmonie particulièrement directe avec sa philosophie générale, qui implique, on le sait, une action déterminante des faits futurs sur les faits actuels. (V. « L'action des faits futurs », *Revue de Métaphysique et de Morale*, 1901, pp. 119-137.)

*
**

La difficulté la plus importante que rencontre tout essai d'interprétation psychologique du prix est d'expliquer avec précision le passage de l'analyse intérieure à l'analyse objective. Cette difficulté a inspiré non seulement une critique directe des théories marginales (297), mais une critique générale de l'interprétation psychologique. Les jugements de valeur, sous leur forme sociale, seraient trop différents des modalités offertes par l'appréciation individuelle pour que l'on pût songer à établir une continuité entre l'une et l'autre notion. Les réalités du marché devraient être affrontées directement, expliquées par leurs relations avec des facteurs du même ordre, c'est-à-dire avec des éléments de la vie collective. L'action individuelle s'adapte à ces données, peut leur faire subir certaines modifications, elle ne les crée pas (298).

Tarde s'efforcera, au contraire, de démontrer qu'il est peu de domaines dans lesquels l'observation interpsychologique bien conduite puisse donner des résultats aussi significatifs.

Il serait, à son avis, aussi inexact de réduire le marché à de simples combinaisons arithmétiques, mécaniques, de jugements individuels, que de se le représenter comme la mise en action de forces extérieures, en quelque sorte, aux conceptions et aux volontés des partenaires des échanges.

Les jugements individuels sont en état de perpétuelles transformations réciproques ; en pénétrant sur un marché, on est amené, inéluctablement, à modifier dans leur forme et dans leur contenu tout à la fois, les estimations que l'on s'était formées préalablement, estimations qui déjà ne s'étaient constituées qu'en l'état d'autres influences collectives, envisagées sous des angles divers.

En même temps que l'on ne peut résister à l'ambiance, on tend à exercer autour de soi une influence plus ou moins impérieuse, plus ou moins étendue. De même que les affirmations les plus hardies d'originalité personnelle sont des synthèses d'empreintes sociales, les plus fortes pressions collectives sont des résultantes, aux puissances et aux complications diverses, d'inspirations individuelles.

Les différences que fait apparaître une comparaison entre les jugements individuels et collectifs de valeur sont explicables, si on se place au point de vue interpsychologique.

Le jugement collectif a l'allure d'une équation : telles et telles marchandises en quantités respectivement déterminées sont considérées sur le marché comme substituables les unes aux autres ;

(297) V. notamment TARDE, *Psychologie économique*, t. II, pp. 24-25.

(298) SIMIAND : *La méthode positive en économie politique*, pp. 35, 147-149.

l'affirmation individuelle de valeur exprime, au contraire, essentiellement une inégalité (299). Quiconque estimerait juste égales l'une à l'autre deux richesses, s'abstiendrait d'un échange dénué d'intérêt. La formule d'égalité n'est acceptée par un certain nombre de personnes qu'à la condition de n'exprimer littéralement l'opinion d'aucune. Il faut seulement qu'elle se trouve dans certaines limites de compatibilité avec les évaluations individuelles, limites dont on envisagera plus loin la détermination.

Une autre différence, extrêmement impressionnante, entre le jugement individuel et le jugement collectif, résulte de l'allure qualitative de l'un, quantitative de l'autre. On sait comment Tarde explique ce passage. Même dans l'affirmation individuelle de valeur, il y a de la quantité latente ; c'est la discipline de la répétition interpsychologique qui, jointe aux exigences pratiques, expliquerait le surcroît de précision donné aux jugements collectifs (300).

Le problème du prix, quelle que soit l'ampleur du terrain sur lequel il se pose, demeure toujours identique dans ses termes fondamentaux : problème d'adaptation collective (distribution des richesses dans le sens des aspirations les plus puissantes) résolu à travers d'innombrables adaptations individuelles. Chaque partenaire cherche en principe, non comme l'ont estimé les doctrines hédonistiques, à se procurer le maximum de plaisir net, ou à réaliser le maximum de satisfaction égoïste, mais à obtenir l'application la plus judicieuse de ses ressources à la recherche de ses propres fins. D'ailleurs, à la différence des économistes dominés par une interprétation optimiste de la concurrence, Tarde est loin de considérer que les deux adaptations soient l'une à l'égard de l'autre dans un rapport d'harmonie nécessaire, automatique en quelque sorte. On verra, au contraire, que, dans la mesure où chaque partenaire des échanges n'a directement envisagé que ses tendances personnelles, l'adaptation collective est nécessairement imparfaite, que sous d'innombrables pressions, directes ou indirectes, soupçonnées ou insoupçonnées, tout système d'échange implique, si on l'envisage d'une manière concrète, l'intervention de facteurs moraux beaucoup plus exigeants et aussi beaucoup plus complexes, contingents dans leur action qu'on ne le croit en général.

On en trouve un témoignage tout à fait significatif dans l'analyse de l'une de ces exigences économiques considérées parfois comme inéluctables, « aussi inéluctables que bonnes », selon une formule générale souvent rappelée : l'unité du prix (un seul

(299) *Psychologie économique*, t. II, pp. 13-14.

(300) L'influence de la répétition interpsychologique sur l'allure quantitative des jugements de valeur se trouve analysée d'une manière très précise chez COURNOT : *Essai sur les fondements de nos connaissances*, t. I. ch. XIII, pp. 416-417.

prix pour une même marchandise, à un même moment sur un marché déterminé).

L'unité du prix, en l'état de la diversité extrême des ambitions, des ressources de ceux qui viennent aux échanges, ne saurait être considérée comme la résultante nécessaire de ces conditions de libre communication, de concurrence dont on a cru pouvoir invoquer l'action pure et simple.

Il ne suffit pas que des communications matériellement libres soient établies pour qu'un marché se trouve *ipso facto* constitué. Ainsi, dans une même ville, des prix très différents pourront, dans le commerce de détail, être pratiqués pour des marchandises foncièrement identiques. Pour des raisons de convenances sociales, les clientèles sont demeurées séparées les unes des autres (301).

A titre de contre-épreuve, on peut citer des cas dans lesquels l'action effective de la concurrence est très limitée (ces cas deviennent d'ailleurs de plus en plus fréquents), sans que les producteurs, quelle que soit la puissance du privilège économique dont ils jouissent, aient en général la hardiesse de pratiquer ouvertement la différenciation des prix. La diversité des prix, dans l'état actuel de nos mœurs, n'est guère pratiquée que d'une manière plus ou moins occulte lorsque, notamment, le détenteur d'un monopole peut laisser ignorer à ses divers clients les conditions de prix respectivement imposées à chacun d'eux.

L'unité de prix est donc exigée et obtenue avant tout en raison de considérations morales, parce que l'on est amené par un courant historique impérieux à rapprocher de plus en plus les notions de justice et d'égalité matérielle, parce qu'un acheteur qui se verrait ouvertement amené à payer plus cher qu'un autre acheteur une même marchandise, considérerait qu'il subit une véritable injure économique.

Cette habitude de plus en plus assidûment pratiquée par les acheteurs de se comparer entre eux, d'envisager leur propre situation dans ses rapports avec la situation d'autrui, de ne pas tolérer un désavantage matériel de traitement, est une condition nécessaire (sinon suffisante) de la constitution de ces grands marchés où l'on pratique de plus en plus les prix fixes, publics, impersonnels (302).

La liberté économique n'est qu'une condition de nature à faciliter ce résultat ; quant à la concurrence (qu'il ne faut pas confondre avec la liberté économique), sans anticiper sur la discussion ouverte à son sujet, il suffira d'indiquer pour le moment que son action souvent très limitée, nettement dégressive, ne

(301) *Psychologie économique*, t. II, pp. 14-15.

(302) *Logique sociale*, p. 365.

pourrait expliquer à elle seule un phénomène qui apparaît au contraire comme de plus en plus fréquent.

La loi de l'unité du prix n'est pas inéluctable, mais largement historique, dépendante d'une certaine évolution des idées, des institutions ; elle est loin, en outre, d'être nécessairement bonne. La notion de prix unique l'a emporté parce qu'on l'a crue juste, en tous cas aussi proche que possible de la justice. Son succès est un témoignage, entre beaucoup d'autres, de cette véritable hantise du juste prix (303), s'affirmant invincible au moment même où l'on croit l'avoir éliminée d'une économie qui voudrait être strictement objective. En réalité, il serait beaucoup plus exact, estime l'auteur de la *Logique sociale*, de parler de « l'ini-quité » du prix égal, ignorant des différences de services, de situations (304). La rente du consommateur ou de l'acheteur est ainsi envisagée avec une défiance particulièrement significative, si on la compare à l'esprit dans lequel sont étudiés les profits des producteurs (305). C'est un témoignage de plus du caractère dynamique de la théorie. Le gain qui couronne une initiative, compense un risque, doit être envisagé sous un tout autre jour que le bénéfice obtenu, en quelque sorte, passivement : c'est ce dernier qui mérite plus que tout autre la dénomination d'*unearned increment*, au sens péjoratif de ce mot.

On vient de voir les raisons pour lesquelles le prix unique est exigé ; elle ne suffisent pas à expliquer pourquoi il est pratiqué. On sait combien est limitée, d'après l'auteur de la *Psychologie économique*, l'efficacité propre des facteurs objectifs (concurrence, libre communication entre les partenaires des échanges). Il faut, pour qu'un marché puisse s'établir, qu'un minimum de sécurité matérielle, morale, soit donné aux transactions ; ce sont là des résultats que l'on ne saurait considérer comme « naturels » ; ils sont patiemment conquis et ont pour condition implicite, mais impérative, cette émotion sympathique, cette disposition à se traiter en êtres semblables ayant des droits les uns à l'égard des autres qui constituent le fondement de toute vie sociale.

C'est sous d'autres formes encore que doit intervenir l'action cohésive des courants interpsychiques.

Si on supposait un certain nombre de marchandises offertes aux échanges dans un milieu qui comprendrait des hommes complètement étrangers aux habitudes mentales, morales les uns des autres, on ne pourrait guère concevoir l'établissement d'un marché proprement dit ; les opinions individuelles seraient si distantes, que l'on n'arriverait pas à trouver une formule qui

(303) V. *infra*, p. 22.

(304) *Logique sociale*, p. 365.

(305) V. *infra*, pp. 36-37. Ces profits doivent être considérés comme soumis à la discipline générale du juste prix : il y a lieu de les sauvegarder dans les limites de leur efficacité dynamique.

fût de nature, sinon, bien entendu à les traduire, du moins à leur servir de moyen de communication (306), de sanction commune.

Il faut qu'entre les opinions qui vont s'affronter sur le marché l'action imitative, locale et générale, ait diminué les distances.

Etant donné l'exigence d'un prix unique, calculé de telle sorte qu'à un certain moment il puisse mobiliser un nombre égal d'acheteurs et de vendeurs, il est indispensable que ce prix se trouve à l'égard des estimations individuelles, dans un certain rapport arithmétique ingénieusement analysé par l'école psychologique autrichienne, dont les travaux ont d'ailleurs été complétés, notamment, par divers économistes de langue anglaise (307).

On n'exposera pas ici la théorie des couples-limites, on indiquera seulement l'analogie d'orientation générale qui existe entre elle et la conception de Tarde. Il faut, pour qu'un prix soit accepté par tous les acheteurs et tous les vendeurs d'un marché, qu'il soit dans un double rapport impérieusement nécessaire avec les évaluations des uns et des autres. D'une part, il doit être supérieur à l'évaluation de tous les vendeurs, même de celui qui était le moins disposé à conclure l'échange, c'est-à-dire, en d'autres termes, celui qui estimait sa marchandise le plus cher. Il faut également qu'il soit inférieur à l'estimation personnelle de tous les acheteurs, y compris celui qui évalue l'objet de son acquisition le meilleur marché. Il ne faut pas chercher chez Tarde cette précision, cette ingéniosité un peu scolastique parfois dans l'analyse qui constituent les signes essentiels de la théorie des couples-limites ; l'esprit de sa théorie diffère d'ailleurs, ainsi qu'on le verra, sur bien des points, de celui de la théorie autrichienne, mais il importait de signaler ce qui leur est commun : une organisation de la discipline du marché subordonnée à l'autorité des partenaires placés près du seuil des échanges (308).

La différence essentielle qui sépare de l'analyse de Tarde la théorie des couples-limites, comme d'ailleurs la plupart des théories antérieures, vient de ce qu'elles ont en général supposé, dans un intérêt de simplification, d'abstraction scientifique, que chaque partenaire des échanges, en prenant place sur le marché, est en possession d'une opinion nette sur le prix qu'il est disposé à consentir comme maximum ou à exiger comme minimum.

En ce qui concerne spécialement la théorie des couples-limites, on a parfois jugé nécessaire, pour expliquer cette théorie, de se représenter les acheteurs et les vendeurs qu'elle met en scène

(306) *Psychologie économique*, t. II, p. 34.

(307) V. ROCHE-AGUSSOL : *La Psychologie économique chez les Anglo-Américains*, pp. 239-249.

(308) *Psychologie économique*, t. II, pp. 13, 51 ; — *Logique sociale*, p. 365.

comme des commissionnaires avec mandat impératif, mis par suite dans l'impossibilité de modifier au cours des tractations leur ligne de conduite essentielle (309). Dès lors, les estimations personnelles s'affrontent sans pouvoir exercer d'action les unes à l'égard des autres ; le point de vue interpsychologique est ainsi délibérément effacé de l'objectif.

En réalité, si les rapprochements du marché ne devaient donner lieu qu'à de semblables combinaisons arithmétiques, leur intérêt serait assez pauvre, leur pouvoir d'action très limité, les occasions d'échange se trouveraient très appréciablement raréfiées.

A cette conception qui solidifie ainsi, en quelque sorte, les évaluations individuelles, il faut substituer celle de l'interpénétration des états d'âme « liquides » (310) de tous ceux qui se trouvent en rapport d'échange. Les estimations-limites, pas plus qu'aucune autre formule individuelle, ne sont fixées à la suite de calculs effectués en vase clos. Elles dépendent à chaque instant de courants d'opinion, entrecroisés en réseaux de plus en plus serrés. Dans la formule variable de leurs estimations, les acheteurs sont largement dominés par les influences de leur propre groupe. On désire davantage ce que l'on sent désiré par d'autres, c'est par l'action parfois véritablement fébrile de cette ardeur imitative, de cette sympathie envieuse, que l'on doit expliquer certaines invraisemblables surenchères (311). On se suggestionne aussi entre acheteurs et vendeurs, cette action mutuelle étant d'ailleurs en général très inégalement répartie, les producteurs — plus encore les intermédiaires — étant, en vertu de leur habileté professionnelle, de leur habitude beaucoup plus grande de la discussion, en situation favorable, la pression de l'intérêt les amenant surtout à une mobilisation d'énergie beaucoup plus intense (312) que celle qui se réalise, en général, chez les consommateurs.

Les valeurs sont donc de plus en plus façonnées sous l'action dominante des vendeurs (313) ; c'est un résultat qui n'est pas envisagé comme défavorable dans le système de Tarde ; l'attitude prise à cet égard par l'auteur des *Lois sociales* se rattache étroitement au caractère dynamique de sa théorie.

Il résulte des indications qui viennent d'être données que, si l'état actuel du marché dépend des évaluations-limites, ces éva-

(309) V. EDGEWORTH : « Théorie mathématique de l'offre et de la demande et des coûts de production » (*Revue d'Economie politique*, 1891).

(310) *Psychologie économique*, t. I, p. 183.

(311) *Op. cit.*, t. II, p. 17.

(312) *Op. cit.*, t. II, p. 32.

(313) *Psychologie économique*, t. II, p. 53. A cet égard on peut comparer l'analyse de Tarde aux vues émises par Cournot, qui, lui aussi, tend à attribuer aux vendeurs une action prépondérante dans la formation des prix (COURNOT : *Principes de la théorie des richesses*, l. I, ch. vi, pp. 93-105).

luations sont elles-mêmes subordonnées à d'innombrables influences.

D'ailleurs, les évaluations-limites circonscrivent le prix possible, elles ne le déterminent pas à elles seules ; supposons, par exemple, que l'évaluation de l'acheteur-limite soit 20, celle du vendeur-limite, 10 ; le prix se fixe entre ces deux évaluations, mais peut se rapprocher très inégalement de l'une ou de l'autre. Rien ne serait plus contraire à la théorie interpsychologique qu'une construction de la valeur s'inspirant de la notion de moyenne, tendant à situer le prix à égale distance des évaluations-limites ou, d'une façon plus générale, à le considérer comme ordonné en fonction de facteurs d'ordre arithmétique. Le prix sera plus ou moins favorable aux acheteurs ou aux vendeurs, surtout en raison de la puissance d'ordre intellectuel, moral, dont disposeront l'un et l'autre groupe.

Sur aucun autre point, Tarde ne se montrera plus attentif à faire apparaître comme beaucoup plus réduites qu'on ne le croit en général l'action du nombre, des facteurs extérieurs, de la force économique matérielle.

L'échange participe des caractères d'un combat ; il s'agit, pour chacun des groupes en présence, d'obtenir de l'adversaire la concession maxima ; il s'agit, pour reprendre l'exemple numérique cité plus haut, d'amener les acheteurs à consentir un sacrifice aussi voisin que possible du sacrifice maximum, c'est-à-dire un prix aussi peu inférieur que possible à 20 ; il s'agit d'autre part, si on se place au point de vue des acheteurs, de déterminer le groupe adverse à céder l'objet à un prix aussi rapproché que possible de 10, c'est-à-dire de l'évaluation au-dessous de laquelle l'équilibre des échanges ne serait plus, dans l'état actuel, réalisable.

C'est avant tout d'une lutte de finesse, d'énergie, de prestige qu'il s'agit. Les évaluations qui ont cours sur les plus vastes marchés sont dues à l'action souverainement influente de groupes relativement restreints, dominés eux-mêmes par ces « meneurs » dont l'action est particulièrement puissante dans ces laboratoires d'action interpsychologique — les plus riches qui puissent être — que l'économie contemporaine a si largement développés.

Pour chacun des adversaires en présence, il s'agit, beaucoup plus qu'on ne l'a cru en général, de réaliser une œuvre de suggestion (314) ; dominer la volonté, l'imagination de l'adversaire, pénétrer sa pensée intime sans lui laisser deviner la limite des sacrifices auxquels on est soi-même disposé, lui opposer une force de volonté qu'il sente prête à toutes les attentes, à toutes les résistances nécessaires, tel est l'objectif dont la réalisation plus ou

(314) *Psychologie économique*, t. I, pp. 181-182 ; t. II, p. 31.

moins complète influe largement sur le sort du débat, à travers les marchés les plus vastes comme dans les échanges les plus strictement individualisés (315). L'universelle tendance à l'amplification fera son œuvre, mais laissera subsister dans le débat collectif le principe de vie déjà en œuvre dans les débats individuels.

Une partie importante de l'analyse de Tarde sera directement consacrée à combattre les théories qui ont, à son sens, démesurément accru le rôle des facteurs objectifs (316) dans la détermination du prix. Ainsi le prix de revient, notion peu consistante même dans le présent, à cause de l'extrême diversité des situations, du caractère souvent très limité de la concurrence, livrée d'autre part à tous les hasards de la variabilité inventive (trop aisément effacés de leur objectif par certaines théories économiques), ne peut être considéré comme un facteur direct de la détermination des valeurs d'échange.

Une autre illusion aurait été d'attacher une importance directe au nombre des acheteurs et des vendeurs. Reprenant, après Cournot, la critique de la théorie de l'offre et de la demande, Tarde n'a pas de peine à démontrer que le prix dépend directement non de la quantité plus ou moins grande d'objets désirés, d'objets matériellement existants, mais des conditions dans lesquelles on est disposé à les acheter et à les vendre.

Il rappelle à cet égard le prix invraisemblablement élevé que peuvent atteindre certaines marchandises, non parce que de nombreux acheteurs les désirent, mais parce que, sur le marché où elles sont offertes se trouvent, en nombre très réduit peut-être, des acheteurs disposés, plus en raison de leur fortune parfois que de la profondeur réelle de leur désir, à payer très cher ce qui a tenté leur fantaisie.

En même temps que les disciplines du prix de revient et du nombre, celle de la concurrence fera l'objet d'une critique extrêmement sévère.

Il est peu de points sur lesquels on ait plus vivement reproché à l'auteur de la *Psychologie économique* de réduire à des proportions véritablement trop humiliées le rôle des facteurs objectifs (317).

S'il est exact que le prix de revient ne détermine pas directement la valeur, il faut immédiatement ajouter que telle n'est pas la véritable affirmation contenue dans les théories même les plus résolument objectives. La question qui s'est réellement posée est de savoir si l'analyse et l'observation ne démontrent pas l'exis-

(315) *Loc. cit.*

(316) *Op. cit.*, t. II, pp. 47-51, 53-56.

(317) V. MATAGRIN, *op. cit.*, p. 257 ; — WORMS : « La Philosophie sociale de Tarde » (*Revue philosophique*, 1905, t. 60, p. 149).

tence d'une corrélation dans les variations respectives du prix de vente et du coût de production, si, en d'autres termes, il n'y a pas une loi de gravitation du prix de vente autour du prix de revient. Ni les inégalités actuelles dans le prix de revient, ni les imperfections de la concurrence, ni la variabilité des conditions de production ne sauraient, à elles seules, permettre de résoudre négativement la question essentielle, celle de savoir si une impérieuse tendance, jamais complètement réalisée, il est vrai, n'est pas constamment à l'œuvre pour rapprocher la valeur du prix de revient.

Cette tendance n'aurait, d'après Tarde, aucune existence distincte; ce serait seulement à travers certaines acceptations, tout à fait aléatoires, de l'opinion qu'elle se ferait jour dans certaines circonstances.

Il faudrait, comme à l'égard du prix unique, faire intervenir la notion du juste prix. Quelle que soit l'importance qui doive être reconnue aux facteurs moraux, on se trouve certainement sur l'un des points où le scepticisme de Tarde à l'égard des conditions matérielles de l'économie appelle les plus indispensables réserves. D'ailleurs, il a lui-même mis en relief le coefficient de dynamisme particulièrement élevé que suscite chez un producteur, chez un commerçant, la défense de son revenu, tout entier en jeu dans un débat où le consommateur n'engage qu'une faible partie du sien (318). Sa résistance, sa force combative s'élèveront d'autant plus qu'il s'agira de se prémunir contre un résultat nettement déficitaire, ruineux. Ces considérations sont au nombre de celles qui interdisent de négliger les rapports de la valeur et du coût objectif.

A cet égard, la théorie marginale se montre plus compréhensive; elle ne dénie pas une tendance à l'harmonie du prix de revient et du prix de vente, mais y voit un témoignage de plus en faveur de la maîtrise du désir; le coût de production n'agit pas directement sur la valeur, comme certaines formules par trop elliptiques avaient paru le suggérer, mais une production sainement établie adapte son prix de revient aux perspectives du marché. Ce terrain est de ceux sur lesquels on voit apparaître avec le plus de netteté le problème des rapports existant entre la théorie statique et la théorie dynamique. Dominé par les points de vue dynamique et psychologique, Tarde laisse dans une ombre relative leur nécessaire combinaison avec les points de vue objectif et statique; l'incessante modification des données de fait du problème de l'équilibre semble l'avoir amené à considérer comme secondaires les conditions permanentes et impérieuses

(318) *Psychologie économique*, t. II, pp. 31-32.

dans lesquelles cet équilibre doit, bien que jamais complètement atteint, être perpétuellement recherché (319).

Des observations générales du même ordre doivent être faites au sujet de l'action du nombre et de la concurrence.

Lorsqu'on invoque, comme facteur du prix, l'action de l'abondance ou de la rareté relative d'une marchandise, il s'agit en réalité d'un facteur non purement matériel, mais, en quelque sorte, psychophysique ; les changements survenant dans la quantité matérielle n'agissent sur le prix que combinés avec les facteurs de l'opinion. Lorsque l'on dit, par exemple, qu'une abondance accrue dans ses éléments actuels ou virtuels (diminution du prix de revient) exerce une action dépressive sur le prix, on suppose implicitement que toutes choses sont égales d'ailleurs, c'est-à-dire que l'état des désirs, des dispositions intérieures de ceux qui prennent part aux échanges, ne se sont pas modifiés dans un sens et dans une mesure tels que l'influence du facteur objectif s'en trouve neutralisée.

Au sujet de la concurrence, on verra plus loin les observations générales que son rôle d'ensemble dans la vie économique a suggérées à l'auteur des *Lois sociales*. Mais on doit, d'ores et déjà, indiquer un exemple particulièrement symptomatique de ses tendances à cet égard.

Il suppose un marché où se trouveraient mis en présence un vendeur muni d'un monopole et des acheteurs dont on connaîtrait exactement les estimations, estimations strictement égales à cause de l'égalité hypothétique de leurs fortunes, de leurs confiances, de leurs désirs respectifs. Dès lors, le prix serait strictement déterminé sans que ni le nombre des acheteurs ni leur concurrence puisse exercer sur lui la moindre action (320) ; du moins la seule action possible de la concurrence serait en pareil cas d'aviver par contagion mutuelle l'attraction de l'objet désiré, elle n'agirait que sur le désir et par lui seulement sur le prix.

En réalité, même dans cette hypothèse extrême, la notion de concurrence ne laisse pas de jouer un rôle très important. Il est inutile de souligner, puisque cela fait partie des données mêmes de l'hypothèse, que la détermination du prix, dans les conditions où elle est indiquée, n'a été possible que parce que l'on supposait la concurrence absolument éliminée du chef du vendeur.

(319) Sur la question des rapports existant entre la théorie de l'équilibre et le point de vue dynamique, v. J.-B. CLARK : *Essentials of economic Theory as applied to modern Problems of Industry and public Policy*, New-York, Macmillan, 1907 (tr. Oualid et Leroy, Paris, Girard, 1911). La théorie de l'auteur peut se résumer ainsi : Plus une société est dynamique, plus elle tend, à chaque phase de son évolution, à réaliser d'une manière rapide, impérieuse, ses propres conditions d'équilibre.

(320) *Psychologie économique*, t. II, pp. 16-17.

En même temps que d'un monopole absolu, il bénéficie d'une information complète sur les dispositions des acheteurs et d'un prix de revient constant, quelle que soit la quantité de marchandises produite.

Mais on ne saurait considérer davantage la concurrence des acheteurs comme une circonstance indifférente à la fixation du prix. Si, au lieu d'être en état de dispersion économique, de lutte, les consommateurs sont fortement unis, ils pourront limiter les exigences même d'un vendeur en état de monopole et ne pas payer le prix maximum (321).

*
**

On a envisagé la lutte pour le prix en faisant abstraction, aussi largement que possible, des facteurs qui tendent à en modérer l'ardeur ; on n'a pu cependant laisser dans l'ombre l'importance que possèdent, au point de vue de la constitution même d'un marché, les forces morales, juridiques. L'échange le plus fermé se trouve soumis à un ensemble d'influences qui sont loin de pouvoir être toutes rattachées à la simple recherche de buts personnels aux contractants ; on a déjà vu qu'ils ne peuvent échapper à l'action d'un réseau touffu d'influences qui dominent de très haut les inspirations du seul intérêt (322).

Mais on n'a pas encore épuisé le rôle que, d'après Tarde, les considérations morales jouent dans la vie économique et il est nécessaire de dire quelques mots de l'interprétation qu'il donne à l'histoire, — toujours éminemment vivante d'après lui, — de l'idée de juste prix (323).

Elle est à première vue déconcertante par sa diversité d'aspects, son inconsistance, a-t-on même dit parfois. Tantôt étroitement soumis à des influences coutumières, tantôt correspondant au contraire à un souci d'adaptation rapide des gains au niveau changeant des charges, des ressources, des habitudes (324), le juste prix ne laisse pas de répondre, à travers ses divers aspects historiques, à certaines exigences morales constantes. Il éveille d'abord une idée d'égalité, de moindre inégalité, en tout cas, dans les gains de l'échange ; selon le jeu normal des forces économiques, le prix tend à s'élever dans un sens qui offre le maximum d'avantages au contractant le plus fort, le plus habile. Les plus anciennes discussions sur le juste prix ont visé ce point

(321) V. spécialement critique de la place insuffisante faite dans l'explication des prix à la notion de concurrence, dans WORMS : *La Philosophie de Tarde* (*Revue Philosophique*, 1905).

(322) V. *supra*, pp. 1-5.

(323) *Psychologie économique*, t. II, pp. 35-44 ; — v. également de TARDE : *L'Idée de juste prix* (Paris, 1907).

(324) *Psychologie économique*, t. II, p. 35.

critique : les limites de légitimité de la pression du plus fort dans le débat de l'échange. Dès que l'on admet que cette pression ne doit pas aller jusqu'à son point maximum, dès qu'on se préoccupe d'une réaction à exercer dans l'intérêt du contractant le plus faible, on entre dans la voie des essais de réalisation du juste prix.

Ces essais se sont poursuivis sous bien des formes. Ainsi le législateur est intervenu dans l'intérêt du contractant réputé le plus digne d'intérêt : taxation directe de certains prix, organisation d'un contrôle en vue d'assurer la loyauté, le plus d'égalité possible dans l'établissement des contrats, sanctions civiles, pénales, tendant à réprimer certains abus.

La réalisation du juste prix sera parfois poursuivie aussi sous l'action d'un effort collectif de résistance des contractants originellement les plus faibles, effort qui pourra être, selon les circonstances historiques, envisagé sous des aspects très différents, encouragé ou réprimé d'une manière plus ou moins active par la puissance publique.

Il faut compter aussi avec l'action, beaucoup plus efficace qu'on ne le croit parfois, de la conscience collective ; c'est ainsi que l'opinion aura, sur le sort de tel conflit ouvrier, une influence prépondérante. Il faut d'ailleurs rattacher les moyens les plus actifs de réalisation du juste prix à des réactions de la conscience morale sur l'ambition économique.

On a parfois affecté de considérer le juste prix comme une notion manifestement surannée, anti-économique même. En réalité, on n'échappe pas au juste prix ; on a déjà vu comment cette notion s'insinue, notamment, dans la conception du prix unique (325). Si on envisage plus largement la théorie classique de la valeur, on s'aperçoit aisément qu'il a été jugé nécessaire, pour la défendre, de prétendre qu'elle aboutirait à un résultat équitable, obtenu sous la forme d'une juste concordance entre le coût et le prix de vente, c'est-à-dire entre le service et la rémunération. Il y a, au fond de la théorie de la valeur normale, l'affirmation implicite que par la seule rencontre des intérêts on peut réaliser la justice dans les échanges.

Sans qu'il y ait à revenir sur le point de savoir si cette espérance est ou non fondée, il suffit de retenir, pour l'instant, qu'on a cru nécessaire d'en faire état.

Quant aux critiques qui ont été, sur le terrain économique, adressées à la théorie du juste prix, Tarde estimera que l'on trouve dans l'analyse psychologique de la valeur le meilleur moyen d'y répondre d'une manière décisive.

Sur aucun autre point peut-être de sa théorie, il ne sera amené

à faire aussi directement appel à des principes particulièrement vivants dans l'ensemble de l'économie psychologique contemporaine.

C'est, en effet, en se référant aux lois d'évolution du désir, que l'on est amené à considérer la notion de juste prix comme intimement concordante avec les exigences d'une production véritablement élevée à son plus haut degré de puissance.

On a vu que, à l'issue de la lutte engagée pour la fixation du prix, les gains de l'échange étaient répartis d'une façon essentiellement inégale. On pourrait, à première vue, être tenté de considérer comme économiquement indifférent ce partage du gain ; aucune conclusion ne saurait être plus inexacte. Soit un échange se réalisant entre contractants de fortunes égales ; le gain du groupe le plus habile, le plus fort, est relativement considérable, celui du groupe opposé relativement minime, très rapproché de l'évaluation-limite, celle au-dessous de laquelle l'équilibre du marché n'aurait plus été réalisable.

Supposons que, sous l'action de l'un des facteurs indiqués plus haut, le groupe le plus fort ait été amené à ne pas exercer son pouvoir jusqu'à ses extrêmes limites, le déplacement de gains ainsi réalisé se traduira par des résultats moraux, économiques, dont on ne prendrait qu'une idée insuffisante si on n'envisageait que des calculs pécuniaires purs et simples. Il suffit de se référer, pour en être convaincu, au théorème de Laplace sur la réciprocité des accroissements respectifs des fortunes physique et morale. D'ailleurs, fidèle au point de vue largement compréhensif que l'on a déjà analysé (326), Tarde envisage dans ses deux phases successives l'évolution du désir. Ainsi, ce que l'on aura, sous une pression imposée par la conscience morale à la lutte des intérêts, ajouté au gain infime des contractants les plus faibles, représentera pour eux un accroissement de puissance bénéficiant d'un taux progressif ; ce qu'on enlèvera au gain démesuré des contractants les plus forts ne les privera que d'une « fortune morale » dont le taux d'efficacité allait en déclinant.

Ces observations, exactes même lorsqu'on se place en présence de personnes ayant, préalablement à l'échange, des fortunes égales (327), prennent encore plus d'importance lorsque les contractants les plus forts étaient déjà, antérieurement à la discussion du prix, les plus riches.

L'orientation de la philosophie économique de Tarde sur ce point est celle qui, d'une manière générale, s'est fait jour chez l'ensemble des économistes psychologues ; cependant, les vues de Tarde se caractérisent nettement par une préoccupation plus directe des intérêts de l'action. Ce qui importe avant tout n'est

(326) *Supra*, p. 5.

(327) *Psychologie économique*, t. II, pp. 232-234.

pas la répartition hédonistique des avantages de la richesse, mais l'accentuation de son dynamisme social. Il s'agit surtout d'obtenir un bilan d'énergie collective aussi élevé que possible. Au lieu de se préoccuper avant tout de la modération des valeurs, du développement d'une consommation facile, il faut faire une place suffisante aux encouragements que demande l'activité productrice. D'ailleurs, on sait que la consommation elle-même est envisagée non comme un achèvement, mais comme le point de départ d'une énergie renouvelée.

Il est donc conforme aux préoccupations d'une économie réellement productive de faire une large place à l'idée de justice. On se retrouve en présence de ce renversement de l'idée utilitaire qui est au nombre des caractéristiques fondamentales de la théorie de Tarde. Plus que jamais, en matière de détermination de valeurs, l'équité se présente comme « la grande voie séculaire de l'utilité sociale » (328), seul moyen normal de passage, seul terrain sûr de transaction entre l'intérêt individuel et l'intérêt collectif.

Avant d'en terminer avec la notion de juste prix, il n'est pas sans intérêt de noter la signification profondément interpsychologique qui lui est attribuée. Dans un échange où chacun ne s'est préoccupé que de la réalisation de ses propres buts, une adaptation sociale des richesses se trouve réalisée à travers d'innombrables adaptations individuelles ; il n'y a pas eu de comparaison interpsychologique directe entre les aspirations des divers partenaires en présence, chacun s'est simplement livré à une comparaison intérieure entre les données de sa propre situation et les conditions du marché, s'efforçant, par un ensemble de réactions aussi exactement calculées que possible, d'obtenir le résultat le plus productif.

De par les tendances générales de sa philosophie, comme en vertu des conclusions de l'analyse spéciale dont on vient de parler, Tarde estime que l'adaptation collective ne saurait être réalisée dans les meilleures conditions possibles par la seule réunion d'adaptations individuelles conçues dans des buts particularistes. Le juste prix serait, à la limite idéale, celui qui reposerait sur une mesure interpsychique directe des puissances intimes, des désirs placés en regard les uns des autres sur le marché. L'énoncé même d'un semblable problème a été souvent rejeté par les économistes psychologues ; ils se sont défendus de vouloir envisager une comparaison directe entre les énergies respectives des désirs des divers contractants ; il s'agirait là de mondes impénétrables les uns aux autres, la formule « no bridge » a été, à cet égard, souvent rappelée.

(328) *Op. cit.*, t. II, p. 233.

Tarde est amené à envisager ce problème sous un jour sensiblement différent. On sait avec quelle énergie il se défend d'avoir voulu édifier sa théorie sur des fondements d'ordre hédonistique. La formule « no bridge », inéluctable limite que l'on a cru devoir opposer aux tentatives de mesure interpsychologique dans le domaine de la sensibilité, n'est pas applicable avec la même rigueur aux essais qui s'exercent sur la croyance et le désir, éléments quantitatifs, interpersonnels (329). Mais il faut se rappeler aussi que l'arithmétique morale, même lorsqu'elle s'exerce sur le terrain où son application est légitime, ne laisse pas de donner lieu à des difficultés, à des incertitudes extrêmes. Les calculs effectués sur la croyance et le désir conservent un caractère d'approximation assez lointaine. Les circonstances peuvent d'ailleurs être très inégalement propices à leur établissement ; ainsi, étant donné que les évaluations intimes attribuées aux richesses dépendent à la fois des dispositions psychologiques et des ressources pécuniaires, une moindre inégalité des conditions, un état d'interpénétration morale plus intime entre les membres d'un même groupe social permettront une comparaison plus sûre entre leurs opinions économiques respectives.

La complexité, parfois jugée décourageante, du problème du juste prix, viendrait surtout, en réalité, de cette exigence d'une vision interpsychologique qui est au fond des desiderata qu'elle résume. Si l'on n'envisage pas la solution idéalement exacte, mathématique, du problème, il faut se garder de diminuer l'importance des essais tentés en vue d'atténuer la distance qui sépare l'adaptation imparfaite, grossière en quelque sorte, réalisée sous la seule action des marchandages, de l'adaptation interpsychologique directe.

Le moyen le plus sûr de se rapprocher de cette précision interpsychologique idéale sera, pour ceux qui se trouvent directement engagés dans l'échange, de faire un effort vigoureux pour échapper à la pression trop tyrannique de leurs vues personnelles et d'envisager l'ensemble de l'affaire poursuivie en adoptant, selon une formule qui s'inspire d'Adam Smith, le point de vue du « spectateur impartial » (330).

Les tendances caractéristiques de Tarde l'amènent à suggérer, parmi les moyens de réalisation du juste prix, un acheminement possible vers l'individualisation des valeurs d'échange ; il suffit à cet égard de rappeler les réflexions que lui ont inspirées les idées courantes en matière de prix unique (331). Les idées dont on vient de voir l'expression particulièrement accusée sur le

(329) V. *supra*, p. 3-4.

(330) *Psychologie économique*, t. II, p. 40.

(331) V. *supra*, p. 14.

point essentiel de la théorie économique de Tarde impriment à l'ensemble de son système des directions dont on va essayer de retracer les lignes principales.

IV. — *Vue générale du système économique*

Le rythme caractéristique du développement social : création individuelle, radiations imitatives, trouve, d'après Tarde, l'un de ses exemples les plus nets dans la production des richesses.

Le problème de la production — et avec lui le problème économique tout entier — s'est trouvé en général envisagé dans un horizon trop étroit, d'insolubles conflits ont été suscités par la considération exclusive de facteurs de second ordre. Réduit à ses seuls éléments essentiels, le travail n'est que le geste imitatif, subordonné à un mot d'ordre préalable, le capital (entendu dans son sens usuel), une empreinte plus ou moins fidèle ou un instrument auxiliaire de l'activité inventive ; la nature, multiple génie inventif perpétuellement à l'œuvre (332), exige, pour donner des résultats adaptés aux aspirations des hommes, que leur ingéniosité, leur veine créatrice (et non leur seul labeur) soient en perpétuelle collaboration avec la sienne. Il y a donc une seule force réellement productive, l'invention (333) ; l'action combinée du travail et des richesses matérielles ne peut donner que des reproductions ; on copie un texte, on grave l'image tracée par autrui. Un pays n'est réellement riche que de son énergie inventive ; saturée de richesses matérielles, mais hypothétiquement dépourvue de toutes les connaissances indispensables à leur utilisation, une société se trouverait plongée dans le plus absolu dénûment. Placée au contraire dans le milieu le plus pauvre, frappée par les ruines matérielles les plus gigantesques, une société abondamment pourvue de ressources inventives arrive nécessairement à se créer ou à reconstituer avec une rapidité souvent surprenante un large cadre de richesses.

L'observation faite au sujet des richesses matérielles doit être reproduite au sujet de l'énergie purement laborieuse. Richesse matérielle et travail, réduits à eux seuls, sont dénués d'efficacité.

C'est là l'un des points sur lesquels la théorie de Tarde a été le plus catégoriquement qualifiée de paradoxale.

Il est indispensable de situer l'analyse qui vient d'être résumée dans son vrai plan dynamique, pour en fixer la signification exacte. S'il est vrai qu'au point de vue des nécessités immédiates de l'action il n'est pas de hiérarchie possible entre les néces-

(332) *Psychologie économique*, t. I, pp. 241-242.

(333) *Op. cit.*, t. I, pp. 227-229, 336-346 ; t. II, pp. 230-297.

sités (334) et qu'à la limite la carence inventive et la carence de ressources matérielles se traduiraient en une même impossibilité d'action, l'ordre des facteurs ne peut être considéré tout à fait sous le même jour quand on se place dans la perspective du développement social : à la limite, une société qui se trouverait frappée d'amnésie et de stérilité inventive, hypothétiquement isolée de tout exemple extérieur ou insusceptible de s'en assimiler le profit, serait, pour le présent et l'avenir, plongée dans une misère absolue, alors même qu'elle aurait conservé matériellement toutes ses richesses antérieures ; une société privée de ses richesses matérielles, mais ayant conservé son patrimoine intellectuel, arriverait, dans un avenir plus ou moins éloigné, à se refaire un cadre de richesses soit en recomposant, avec les éléments demeurés disponibles, l'équivalent direct des richesses détruites, soit, si on supposait cette reconstitution directe impossible par suite d'un appauvrissement du milieu, en se créant des richesses nouvelles avec les ressources de son milieu transformé, en attirant aussi, par des migrations de richesses et de services ingénieusement adaptés, certains éléments utiles empruntés à des milieux plus ou moins éloignés (335).

Tarde a donc voulu surtout mettre en relief la continuelle nécessité, pour les hommes, de découvrir, de conquérir une richesse instable. Il faut retenir surtout, intensifiée dans son énergie, renouvelée sous une forme saisissante, cette réaction contre la tendance au matérialisme économique, cette revendication des droits prééminents de l'énergie spirituelle, où il est aisé de reconnaître l'un des caractères fondamentaux de la pensée économique dans notre pays.

C'est là également l'un des points sur lesquels se trouve rappelé, de la manière la plus directe, le problème soulevé par l'indispensable adaptation mutuelle de l'économie statique et de l'économie dynamique. Le dynamisme intense d'une société a pour résultat non de rejeter dans une ombre relative, mais au contraire de rendre plus complexes, plus exigeantes, parce que plus changeantes, les conditions de l'équilibre, vers lequel on est impérieusement obligé de tendre, bien qu'on ne l'atteigne jamais intégralement.

Pour demeurer sur le terrain précis de la question actuellement posée, le développement des aptitudes inventives suscite à la fois des ressources et des exigences accrues ; plus son essor s'affirme, plus les problèmes de sauvegarde, de discipline

(334) MAHAÏM : L'économie politique de M. Tarde (*Revue d'Economie politique*, 1903, p. 23).

(335) *Psychologie économique*, t. I, pp. 333-335. Tarde fait sienne à ce sujet, l'opinion souvent rappelée à notre époque, où elle est de si saisissante actualité, de Stuart Mill sur les prodiges de certaines reconstructions économiques.

dans l'organisation du travail, dans l'aménagement de la richesse prennent d'importance intrinsèque. Il faut se représenter aussi — et c'est un des aspects de la réalité que Tarde a contribué à mettre plus puissamment encore en relief — que les idées véritablement créatrices tendent à se répandre largement et que le privilège de l'antériorité peut n'être qu'assez bref ; une idée donnera le maximum de son rendement, non pas toujours dans son pays d'origine, mais dans celui où les conditions de milieu, de discipline, lui seront le plus propices.

*
**

Parmi les revisions que Tarde juge les plus nécessaires, celle de la conception malthusienne est considérée comme méritant une attention particulière. Cette philosophie économique darwinienne avant la lettre, en quelque sorte (336), et qui a cherché d'ailleurs ensuite un point d'appui dans les suggestions du darwinisme, n'aurait pu se constituer si l'invention et l'imitation avaient été envisagées sous leur véritable jour. Les deux termes essentiels du rapport économique, la population et les richesses, sont l'un et l'autre sous le contrôle de l'énergie inventive ; le rythme de leur propagation obéit à une même tendance initiale : celle du développement en progression géométrique.

Une dans son principe, cette tendance se développe plus ou moins vite, plus ou moins loin, sans que rien permette d'affirmer, en ce qui concerne spécialement la population et les richesses, qu'elle soit au regard du premier terme nécessairement plus accusée qu'au regard du second. Par l'action qu'il exerce à la fois sur les richesses, les aspirations, le sentiment moral, c'est le mouvement des idées qui fixe à la fois, dans une société déterminée, le point optimum de densité de peuplement (celui en deçà et au delà duquel les conditions de puissance économique maxima ne sont pas réalisées) et le mouvement effectif de la population, dirigé par un ensemble de mobiles où les préoccupations économiques occuperont une place plus ou moins importante (337).

Si le travail et la richesse dépendent l'un et l'autre, dans leurs directions, leur efficacité et jusque dans leur existence même, de

(336) V. « Darwinisme naturel et Darwinisme social » (*Revue philosophique*, 1885) ; — *Psychologie économique*, t. II, ch. final. — Sur l'anticipation darwinienne, v. Cournot : *Revue sommaire des doctrines économiques*, 6^e section, p. 281 : « Régulièrement, le malthusianisme aurait dû venir comme corollaire du darwinisme. »

(337) *Psychologie économique*, t. II, ch. final. — « Dépopulation et civilisation » (dans *Études pénales et sociales*, Paris, 1892, pp. 399-412). On se retrouve en présence de l'interprétation essentiellement psychologique de l'évolution sociale qui caractérise l'auteur des *Lois de l'imitation*. Les hommes sont de moins en moins mus par des tendances purement biologiques, leur conduite est de plus en plus dominée par des facteurs d'ordre intellectuel.

l'énergie inventive, on a pu se demander si l'invention elle-même, en tant qu'exercice de l'activité humaine, n'était pas réductible au travail. Il n'est pas d'opinion contre laquelle Tarde ait plus énergiquement réagi. Si l'on peut admettre que toute activité vivante contient un indispensable mélange de travail et d'invention (338), ces deux termes doivent être considérés comme irréductiblement distincts ; il serait aussi peu légitime de les confondre, ou même d'envisager un lien de continuité possible entre eux, que de vouloir ramener l'un à l'autre, par exemple, deux éléments chimiques différents, sous prétexte qu'on les trouverait associés dans une même combinaison. D'une accumulation indéfinie de répétitions, on ne pourrait extraire la moindre invention. S'il y a souvent, à l'origine d'une découverte, beaucoup de travail, c'est-à-dire d'imitation diversement conduite, le travail n'est pas la source de l'invention (339). Un travail, si acharné fût-il, qu'aucune idée méthodologique, aucune hypothèse directrice ne viendraient aiguiller, ne donnerait rien au delà d'interminables répétitions. On doit ajouter qu'au cours de ses recherches l'inventeur ne se borne pas à imiter, il invente déjà, essaie une série de formules jusqu'à ce que l'une d'elles soit susceptible d'être considérée comme répondant à certaines exigences matérielles, logiques, esthétiques.

Il n'y a d'ailleurs entre ces efforts préalables et le prix de la découverte aucune relation constante. La discontinuité du travail et de l'invention s'affirme d'ailleurs suffisamment dans l'opposition catégorique de leurs caractères distinctifs (340). Le travail, quelles que soient les conditions de liberté matérielle dont il se trouve entouré, dépend par définition d'une direction préalable et, en raison surtout de cette subordination, il se présente comme un acte essentiellement pénible. C'est en raison de leur degré de dépendance, d'acheminement vers l'automatisme, que les diverses tâches sont envisagées avec un intérêt de plus en plus déclinant. La hiérarchie des professions est basée surtout, on le sait (341), sur leur degré de proximité à l'égard de l'action inventive. Attrait, estime sociale, sont l'un et l'autre les résultats de la même cause essentielle (342).

C'est également par le caractère imitatif, dirigé, du travail, qu'il faut expliquer la sûreté relative de ses résultats ; le travail ne se suffit pas à lui-même, il trouve sa raison d'être dans une récompense attendue, exigée.

L'invention est, au contraire, essentiellement une affirmation de liberté ; comme telle, quels que soient les travaux, les peines qui

(338) *Psychologie économique*, t. I, p. 226 ; — v. *Lois sociales*, p. 146.

(339) *Op. cit.*, t. I, 224.

(340) *Op. cit.*, t. I, 222-229.

(341) *Op. cit.*, t. I, pp. 229-238, 243-254.

(342) *Loc. cit.*

l'aient précédée, suivie, elle est de soi un privilège, une source de joie essentiellement rare (343) ; elle sait susciter des désintéressements que ne déconcertent pas ses incertitudes, si cruelles qu'elles puissent être.

Pour mieux marquer cette séparation de nature entre le travail et l'invention, Tarde ira jusqu'à comprendre l'invention parmi les capitaux, développera à ce sujet l'ingénieuse distinction entre le capital-germe, c'est-à-dire l'idée, seule créatrice de vie dans l'ordre des richesses, des réalités sociales, et le capital cotylédon (344), richesse matérielle, simple provision alimentaire soutenant la vie, mais ne la donnant pas. C'est le débat historique des richesses immatérielles qui se trouve repris. On voit combien l'attitude de l'ancienne école française est dépassée, puisque le patrimoine intellectuel est non seulement compris parmi les richesses, mais placé au sommet de leur hiérarchie (345). Il importe de s'inspirer avant tout des nécessités de sa sauvegarde dans l'établissement des disciplines économiques. On doit considérer comme également opposés à cet impératif les plans d'organisation qui prendraient pour point d'appui essentiel l'épargne ou le travail. Les conflits qui se sont élevés au sujet de la primauté respective de ces forces mettaient en réalité aux prises deux usurpations ; la seule formule susceptible de concilier travail et capital est celle qui s'inspire de leur commune subordination.

Pas plus que dans l'accumulation pure et simple des richesses matérielles, la véritable prudence économique ne saurait consister dans une préoccupation exclusive du rendement maximum immédiat des forces laborieuses. Toute activité vivante n'est que mélange, dans des proportions infiniment inégales, de travail et d'invention, principes antithétiques perpétuellement coexistants. Il est nécessaire de donner à l'organisation des activités une allure telle que la part de l'élément le plus précieux aille sans cesse en augmentant. Elever au maximum le potentiel inventif d'une société constituée, à quelque point de vue que l'on se place, le but qui doit tenter tous les efforts. Sur ce terrain, certaines conciliations, jugées parfois difficiles, se dessinent très nettement. Ainsi, en matière d'organisation du travail, le point de vue du rendement économique et le point de vue social se trouvent aisément harmonisés, sur bien des terrains, en une vraie théorie dynamique de la production. Tarde aura le pressentiment très aigu du rôle toujours grandissant que le problème de la répartition des loisirs devait prendre parmi les questions ouvrières. Cette importance est indiquée par la nature même des

(343) *Op. cit.*, t. I, p. 229.

(344) *Op. cit.*, t. I, p. 336.

(345) *Op. cit.*, pp. 332-335.

choses. Le loisir est comme la jachère qui permet de réserver à l'invention possible l'espace libre nécessaire à sa naissance, à son développement ; l'invention est comme une liberté de second degré que l'on priverait de l'une de ses possibilités d'existence si on asservissait par trop les activités à des buts préfixes, à une organisation stricte.

En même temps que la durée, l'organisation intérieure du travail doit susciter une préoccupation trop laissée dans l'ombre par ceux qu'absorbe le point de vue utilitaire : celle de l'intérêt dans le travail. L'évolution économique contemporaine, si elle agit dans le sens d'une diminution du fardeau matériel constitué par le travail (346), tend par contre à surcharger le labeur d'un coefficient inquiétant d'assujettissement technique, d'ennui. L'ennui résulte de la tendance à l'automatisme, c'est-à-dire, en somme, à une ventilation de plus en plus minutieuse tendant à réduire un grand nombre de tâches à du travail pur, à éliminer ou à réduire en tout cas de plus en plus ce mélange inventif qui communique à tant de labeurs un caractère à quelque degré imprévu, ingénieux ; en soulignant l'urgence qui s'attache à une sauvegarde aussi large que possible de la part laissée à l'activité libre, inventive dans les tâches sociales, Tarde se relie à un courant de pensée déjà ancien. On peut rapprocher aussi ses préoccupations de celles qu'a exprimées M. Irving Fisher sur la part de responsabilité qui reviendrait à la désintégration des tâches, à l'exagération de leur caractère mécanique, dans les malaises sociaux actuels (347).

*
**

Ce n'est pas seulement la fonction des divers facteurs de la production, leur discipline propre, mais l'origine, le mérite de leurs combinaisons qui se sont trouvés méconnus par des théories que réunissaient, à travers les plus graves antagonismes, une même inattention à l'égard de l'activité inventive.

C'est ainsi qu'il faut faire honneur à elle seule, en définitive, de mérites souvent attribués à la division du travail et à la concurrence (348).

Ainsi qu'on l'a déjà vu (349), la division du travail vaut surtout comme mise en œuvre d'un plan de production fortement

(346) V. notamment *Lois de l'imitation*, ch. III, p. 69 ; — *Psychologie économique*, t. I, p. 231.

(347) M. Irving Fisher considère que la politique sociale doit s'orienter très largement vers la réintégration de l'intérêt dans le travail d'usine ; qu'à cet égard une véritable psychiatrie industrielle doit être instituée. (*Health and war*, 1917. V. ROCHE-AGUSSOL : *Etude bibliographique des sources de la psychologie économique chez les Anglo-Américains*, pp. 68-69.)

(348) *Psychologie économique*, t. I, pp. 227-228.

(349) V. *supra*, p. 44.

conçu ; elle n'est que l'une des ressources mises à la disposition du génie inventif. Le progrès économique ne passe pas toujours par la voie de la division des tâches, cette division elle-même n'implique pas nécessairement spécialisation durable ; la simplification de certains mouvements laisse au contraire une place parfois très large aux migrations d'un même ouvrier à travers des tâches très diverses (350). Il faut surtout se garder de voir dans la division du travail l'indice d'une importance dominante donnée aux dissemblances : même parmi les producteurs, on a vu qu'elles étaient parfois peu profondes ; d'autre part, le développement intense de la division du travail a pour point d'appui nécessaire l'existence de très larges centres de ralliement entre les consommateurs (351).

Plus manifeste encore serait l'éviction injuste tentée au détriment de l'énergie inventive par les apologistes de la concurrence (352). Aussi bien cette apologie était-elle de nature à heurter deux tendances profondément enracinées dans l'ensemble de la philosophie de Tarde. D'abord, une défiance invincible à l'égard de l'inconscient, du prétendu automatisme de certains résultats (353), puis la conviction formelle que les luttes n'ont point par elles-mêmes de vertu créatrice (354), qu'elles se bornent à souligner l'urgence de certains problèmes, à grouper devant certains périls des forces jusqu'alors séparées, à stimuler la recherche d'indispensables adaptations conciliatrices, sans que d'ailleurs, même dans ce rôle de transition, de préparation, elles aient un caractère de nécessité ni surtout d'efficacité certaine (355).

Le rôle de la concurrence proprement dite, des luttes entre producteurs pour la conquête des débouchés, a été surévalué dans son importance de fait et dans son mérite.

On a tout d'abord trop peu envisagé, dans leurs multiples aspects, l'ensemble des luttes dont la vie économique est le théâtre : luttes entre producteurs, appartenant non plus à la même spécialité, mais à des branches toutes différentes, se disputant collectivement matière première, débouchés (356), luttes entre producteurs de nations différentes (357), entre coproducteurs d'un même atelier (358), luttes multiples qui tendent d'ailleurs nécessairement à se limiter les unes les autres, à susciter d'une façon encore plus pressante d'indispensables alliances.

(350) *Lois de l'imitation*, p. 69.

(351) *Supra*, p. 50.

(352) *Psychologie économique*, t. II, pp. 65-88.

(353) *Supra*, p. 43.

(354) *Lois sociales*, p. 107-112.

(355) *Psychologie économique*, t. II, pp. 86-87.

(356) *Op. cit.*, t. II, pp. 111-118.

(357) *Op. cit.*, t. II, pp. 88-99.

(358) *Op. cit.*, t. II, pp. 57, 139-150.

On oublie trop aussi, parmi les luttes au milieu desquelles s'effectuent la production et l'estimation des richesses, les concurrences entre acheteurs, qui ont plus que des raisons d'être simplement utilitaires et s'avivent d'une intensification, d'une exacerbation mutuelle des désirs (359).

On oublie trop aussi l'incessant duel de marchandages entre acheteurs et vendeurs, avec tout ce qu'il mobilise de fébrile énergie (360).

Il résulte de ce seul énoncé que les producteurs d'une même richesse, rivaux, dans une mesure limitée d'ailleurs, quant au partage de la clientèle, sont conviés à s'unir sur de nombreux et importants terrains. Ainsi, ils collaborent, par le seul fait de leur existence simultanée, à la conservation, au développement de leur patrimoine commun, qui consiste avant tout dans un certain état des goûts, de la demande des consommateurs (361). Si chaque producteur peut s'inquiéter du surpeuplement éventuel de sa profession, plus menaçante serait sa désertion. C'est à chaque instant un problème d'équilibre qui se pose, problème aux données changeantes, dominé par la double évolution, déjà décrite, du désir passif et du désir actif (362).

Ce n'est là qu'un motif, entre beaucoup d'autres, de nature à suggérer l'union entre les producteurs. Il faut donc compter largement avec le développement de la solidarité professionnelle. On a vu qu'elle était susceptible de s'émanciper dans une mesure assez étendue de l'emprise des préoccupations économiques directes (363) ; d'autre part, les nécessités inhérentes à des conditions d'activité et à un milieu de plus en plus complexes agissent souvent, à son égard, comme un stimulant énergique.

On pourrait ajouter que, déjà tenue en échec par des forces adverses, la concurrence tend aussi à s'éliminer d'elle-même. Plus elle est aiguë, meurtrière, plus énergiquement elle oriente les activités vers le monopole (364) ; après avoir raréfié, sélectionné les protagonistes, elle stimule, par ses rigueurs même, chez les survivants des coalitions aux formules, aux puissances très diverses, contrôlant une partie importante des ressources et des débouchés.

Si la concurrence, sous toutes ses formes, est surtout une transition, si elle remplit ce rôle historique de toute lutte en suscitant, à son origine et à son terme, de l'union, on doit se garder de regretter l'effacement relatif qui est sa caractéristique la plus récente.

(359) *Psychologie économique*, t. II, pp. 17-18, 119.

(360) *Supra*, pp. 17-18.

(361) *Psychologie économique*, t. II, p. 69.

(362) *Supra*, p. 7.

(363) *Supra*, p. 14.

(364) *Supra*, t. II, p. 77.

On aurait, en effet, attribué à la concurrence des mérites qui lui sont étrangers, négligé souvent les périls qu'elle suscite ou aggrave.

Ainsi, le perfectionnement des services, l'abaissement des prix ne sont pas des conséquences nécessaires de la lutte. Si on suppose des producteurs pleinement concurrents (c'est là, on le sait, une hypothèse dont la réalisation même approximative serait de plus en plus rare), bien des terrains et des procédés de lutte peuvent se présenter à eux, plus aisés, plus propres parfois à donner des résultats rapides, que cette émulation hypothétique au profit du consommateur ; dans la mesure où la compétition adoptera, en effet, cette dernière forme, il faudra en attribuer le mérite non à son mécanisme propre, mais au contrôle plus ou moins énergique exercé par le sentiment moral sur l'action économique.

Par le seul fait de la concurrence, les producteurs ne sont donc pas nécessairement incités à poursuivre des résultats d'amélioration économique ; il faut ajouter que la concurrence, par elle-même, n'augmente pas à cet égard leur pouvoir effectif. Dans ce domaine, la concurrence ne peut exercer qu'une action indirecte, incertaine ; les résultats positifs obtenus dépendront d'un seul facteur décisif : l'ensemble des ressources techniques, économiques, c'est-à-dire, en dernière analyse, la puissance acquise et virtuelle du génie inventif.

Il semble qu'aux yeux de certains de ses historiens la concurrence ait bénéficié d'une coïncidence ; on lui a attribué des mérites inhérents à une liberté, à un élan inventif qui, dans le domaine économique, se sont affirmés avec plus de puissance que jamais, tandis qu'elle prenait elle-même une importance dominante, déjà bien diminuée.

Elle ne serait ni la forme la meilleure de l'utilisation de la liberté, ni surtout le stimulant le plus efficace de l'invention. Dans aucun domaine, d'ailleurs, on ne peut considérer que les périodes les plus tourmentées de luttes soient les plus créatrices (365).

L'un des terrains sur lesquels s'accuserait le plus nettement l'insuffisance de la concurrence à créer de la solidarité, du progrès économique, serait celui des marchés internationaux (366). Le libre-échange est par lui-même tout à fait impuissant à créer un état de paix effective entre les peuples. D'ailleurs, on peut parfois préférer délibérément aux ambitions d'ordre hédonistique qui ont souvent dominé les programmes libre-échangistes la réalisation d'un idéal consistant dans le développement harmonieux des forces productives d'un pays (367). Assez rapproché ainsi, par

(365) *Lois sociales*, pp. 107-108.

(366) *Psychologie économique*, t. II, p. 95.

(367) *Ibid.*, t. II, p. 369.

endroits, des doctrines de l'économie nationale, Tarde envisagera aussi, comme formule d'avenir des rapports internationaux, une conception fédérative qui serait le point d'appui vraiment sûr, d'un libre-échange généralisé (368).

S'il faut dépouiller la superstition de la concurrence, on doit se défier au même degré des programmes d'action basés sur la contrainte sociale.

L'organisation est un des besoins les plus vifs de nos sociétés, les mêlées de la concurrence doivent être surtout envisagées à leur égard comme la manifestation d'une crise de croissance ; mais c'est de préférence par voie de libre association que l'organisation économique doit se réaliser ; cette constatation n'est, en quelque sorte, qu'un rappel de l'hégémonie inventive : l'association est avant tout de l'invention extériorisée (369).

Tarde est enclin à considérer l'intervention de l'autorité comme ayant avant tout pour rôle de préparer, de susciter, de suppléer au besoin l'effort de l'association.

C'est ainsi qu'en rattachant la production des richesses à une source intellectuelle, Tarde estime pouvoir dépasser, en les conciliant, en faisant rendre aux unes et aux autres tous les résultats utiles dont elles sont susceptibles, les doctrines basées sur une considération trop unilatérale de l'idée de liberté ou de l'idée d'organisation.

Le même esprit d'individualisme élargi, néo-monadologique, inspire les aperçus suggérés à l'auteur de la *Logique sociale* par les phénomènes de répartition.

*
**

L'analyse psychologique des diverses formes de revenus a très inégalement attiré l'attention de Tarde.

En ce qui concerne le salaire, il s'efforcera, à diverses reprises, de réagir contre une tendance trop fréquente à la désintégration du problème du juste prix, dont le juste salaire n'est que l'un des aspects (370). Comme toute valeur, le salaire dépend de multiples influences dont la technique économique, les simples calculs d'intérêts ne sauraient à eux seuls rendre compte ; les développements, déconcertants si on voulait ne les envisager qu'au prisme du simple point de vue utilitaire, de la solidarité

(368) *Psychologie économique*, t. I, p. 26 ; t. II, pp. 374-375. La concurrence doit être surtout envisagée comme un mode de passage historique de la multiconscience à l'uniconscience. Ce passage n'est d'ailleurs qu'une application aux réalités économiques de la loi d'amplification sociale. Comme toute opposition, la concurrence n'aurait été qu'une transition entre des formules d'adaptation successivement élargies.

(369) *Psychologie économique*, t. II, pp. 292-293.

(370) *Ibid.*, t. II, pp. 35-37.

professionnelle, ont eu simplement pour résultat de mettre en plus vive lumière des nécessités, des combinaisons d'influences dont l'action économique ne s'émancipe jamais (371). On a vu sous quel aspect dynamique doit être envisagée l'influence du « Standard of life » sur les gains du travail (372). D'autre part, aussi éloigné que possible de l'esprit des anciennes doctrines du salaire naturel et du fonds des salaires, Tarde estime que la rémunération des travailleurs tend à s'établir en corrélation assez directe avec la productivité de l'industrie (373).

Au sujet du profit et de la rente, Tarde adoptera une conception d'allure synthétique. L'opposition que l'on a cru pouvoir établir, dans les théories d'inspiration directement ricardienne, entre les lois d'évolution respectives de la rente foncière et du profit, se trouve démentie si on envisage à un point de vue véritablement dynamique les activités et les valeurs. Il faut se représenter tous les avantages économiques, quelle qu'en soit la source, comme instables et sans cesse renaissants. La rente du sol, si on l'envisage dans sa relativité, dans sa réalité concrète, est loin de constituer pour ses possesseurs actuels un bénéfice stable, encore moins une cause d'avantages à tendance nécessairement progressive. Les changements de fortune économique peuvent non seulement la réduire, mais en intervertir le signe ; si on considère les ensembles, l'antirente est une réciproque fréquente de la rente positive.

Le profit ne tend pas plus à s'éliminer nécessairement que la rente du sol à se consolider ; l'un et l'autre représentent des coefficients d'originalité, des inégalités économiques instables et susceptibles de changer de signe mathématique (374).

Ainsi rattachés à une même modalité de l'action économique, la rente et le profit représentent l'élément abandonné à l'inégalité, à l'imprévision, source d'insécurité et aussi d'intérêt, que l'on a trop souvent envisagée à un point de vue hédonistique, pas assez au point de vue dynamique. Au point de vue hédonistique, on a pu être enclin à s'exagérer l'importance de la richesse sociale déplacée parce que l'on a négligé cette inconstance, cette dualité de signes algébriques possibles de la rente sous tous ses aspects. La confiscation éventuelle des avantages de cet ordre exigerait comme contre-partie équitable un vaste système d'assurances qui rendrait pour la collectivité l'opération discutable dans ses résultats financiers.

D'autre part, la rente et le profit maintiennent dans la vie

(371) *Psychologie économique*, t. I, p. 117 ; — « L'esprit de groupe » (*Archives d'Anthropologie criminelle*, 1900, p. 14).

(372) *V. supra*, p. 25.

(373) *Logique sociale*, 371.

(374) *Psychologie économique*, t. II, pp. 313-317.

économique un principe favorable à l'initiative, une prime au courage devant le risque qui ne sauraient être négligés si l'on veut formuler à leur égard un jugement équitable (375).

Les considérations d'ordre psychologique n'ont, chez Tarde, exercé qu'une influence assez réduite sur la théorie de l'intérêt (376) ; cette théorie constitue cependant l'un des points sur lesquels les efforts de l'économie psychologique étaient le plus directement sollicités et ont donné les résultats les plus intéressants. On doit noter que c'est dans cette partie de leur œuvre que les économistes psychologues ont le moins mérité peut-être un reproche que leur adresse Tarde, en même temps d'ailleurs qu'à l'ensemble des économistes : celui d'avoir négligé le rôle de la croyance (377).

*
**

Si, après avoir réuni les éléments descriptifs de la théorie de la répartition chez Tarde, on essaie d'en reconstituer les conclusions, on constate tout d'abord chez lui une conception unitaire des exigences de l'action économique. Il établira une solidarité intime entre la notion d'équité et celle de productivité ; en se rapprochant le plus possible de la justice, on élève en même temps la puissance économique à son plus haut degré d'efficacité.

Le mirage de la concurrence n'a pour ainsi dire pas à être dissipé en matière de répartition ; c'est surtout, en effet, au point de vue de la productivité que son prestige s'est manifesté.

Mais une autre forme de la même erreur fondamentale paraît avoir obscurci, aux yeux de certains, le problème de la répartition ; la lutte des classes a suscité une apologie imméritée, comme celle de la concurrence, en vertu des mêmes raisons essentielles. Pour être envisagés sous leur véritable jour, les problèmes de répartition doivent l'être sous l'angle non de l'opposition, mais de l'adaptation, c'est-à-dire de l'invention, de l'association des activités, de la sympathie.

A la vérité, ces seules formules ne suffiraient pas à indiquer nécessairement les directions générales auxquelles s'arrête l'auteur de *la Logique sociale*.

Ainsi qu'on le verra, il se décide en faveur d'une répartition d'allure individualiste, pénétrée d'ailleurs d'un large esprit social, mais on a parfois considéré que ce n'était pas le seul résultat possible de ses principes généraux.

On s'est demandé, en effet, si le principe de l'hégémonie inventive n'impliquerait pas logiquement, sur l'ensemble des richesses,

(375) *Psychologie économique*, t. I, p. 130.

(376) *Opposition universelle*, pp. 356-357 ; — *Psychologie économique*, t. I, pp. 357-363 ; — v. MAHAÏM, *op. cit.*, p. 25.

(377) *Op. cit.*, t. I, p. 142.

une mainmise sociale très étendue, autant comme témoignage de l'indispensable coopération de la collectivité et de l'inventeur qu'en vue d'assurer à ce dernier tout ce que l'accomplissement de sa mission exige d'encouragement, de pouvoir, de récompense. Laisées sous des maîtrises individuelles dispersées, incertaines dans leur direction, les richesses matérielles risquent d'être détournées de leur fonction véritable. Elles ne doivent être que l'instrument, la matière première du génie inventif, on s'expose à une interversion de rôle ; la richesse secondaire, inerte, risque de capter à son profit l'énergie créatrice ou de la paralyser, de transformer le service qu'elle lui doit en une cause d'asservissement (378). Il s'agirait, en somme, de revendiquer au profit de l'activité créatrice et par les mêmes moyens essentiels l'émancipation et la maîtrise que certains avaient cru devoir demander pour l'activité laborieuse.

On ne peut s'étonner que Tarde ait rejeté semblables conceptions ; il faut se rappeler qu'à ses yeux l'invention a moins besoin encore d'encouragement matériel que de liberté ; on a vu qu'elle est de soi essentiellement désintéressée : ce n'est pas là une raison pour lui refuser toute récompense, il faut, en effet, étant donné son importance sociale, ne reculer devant aucun moyen pour encourager ceux qu'un résultat essentiellement incertain pourrait laisser hésitants devant d'écrasants labeurs et de longues perspectives d'épreuves, mais la récompense importe beaucoup moins que la liberté. On a déjà vu qu'il était chimérique de croire que l'invention pût être suscitée par pression extérieure.

En outre, l'invention se caractérise par une large empreinte de contingence ; la diversité des points d'appui, des centres de culture possibles paraît autrement propice à son plein épanouissement que ne le serait une répartition basée sur la concentration et la contrainte.

Assurer à l'invention le cadre qui lui permet de développer tout son essor constitue l'exigence primordiale non seulement d'une production exactement calculée, mais aussi d'une répartition équitable.

C'est, en effet, la sauvegarde du génie inventif qui constitue l'unique mais décisif terrain d'entente du droit individuel et du droit social ; porter atteinte à cette vivante richesse serait imposer à la fois à l'individu et à la société une impardonnable spoliation. C'est en défendant ce qu'il y a de plus irréductiblement propre à l'individu que, du même coup, on assure à la collectivité les conditions indispensables de sa vie, de son adaptation aux conditions physiques, sociales qu'il lui faut utiliser, dominer.

(378) Voir indications dans ce sens chez BELOT : « La logique sociale » (*Revue philosophique*, 1896, t. 41, pp. 194-197).

L'unité substantielle, la mutuelle création de l'esprit individuel et de l'esprit collectif, affirmée énergiquement à la base de la théorie sociale, doit inspirer aussi la discipline de l'action.

Les richesses doivent donc être dirigées dans le sens le plus conforme au développement inventif.

La propriété individuelle paraît être, en principe, le cadre le plus propice à ce développement.

Outre la multiplicité des points d'appui possibles offerts à des vocations divergentes, dont les résultats seront plus tard seulement harmonisés, elle assure à l'esprit inventif cette longue préparation qui dure parfois plus d'une génération ; elle facilite par le loisir, la libre culture, l'affirmation de l'originalité personnelle, préparée, entourée par l'indépendance familiale. Elle lui assure aussi ce cadre de paix sociale (379) favorable entre tous à la création intellectuelle (380).

Si elle est de nature à fournir au développement inventif son cadre de prédilection, elle trouve d'autre part en lui un point d'appui qui ne saurait être négligé : par un exemple de valeur décisive, l'analyse du rôle économique de l'invention montre que le travail ne constitue ni l'élément essentiel de la production, ni, par suite, un titre exclusif à la possession de la richesse. L'invention est de soi un privilège, un « *unearned increment* » ; par son exemple, elle défend dans une certaine mesure la place de l'élément original, aléatoire, imprévisible dans le plan de la répartition ; elle suggère l'idée qu'une justice sociale bien comprise ne saurait déposséder les hommes de leur droit à un élément plus subtil, mais plus précieux que ne l'est même leur travail, au développement de leur propre personnalité dans ses imprévisibles perspectives morales et aussi dans ses incidences extérieures, dans son cadre, dans son ensemble de chances diverses (381). Le risque, avec ses vicissitudes, son intérêt, est comme la contre-partie et aussi le stimulant, la réplique de l'invention. Placer les hommes en présence d'une perspective assurée, mais la plupart du temps, à leurs yeux, désespérément médiocre, serait enlever à la vie beaucoup de son intérêt et priver le génie inventif de certains des stimulants et des moyens de réalisation qui lui sont nécessaires.

Ce n'est pas d'ailleurs que Tarde voie dans les inégales perspectives des richesses la seule source, ni surtout la source par

(379) *Psychologie économique*, t. II, pp. 298-305.

(380) *Supra*, p. 35.

(381) A cet égard, on peut comparer la théorie économique de Tarde à sa criminologie (la comparaison pourrait d'ailleurs être poursuivie sur bien des points). Ainsi, il rattacherait au principe de l'appropriation de la chance l'exigence si généralement ressentie d'une différenciation entre les peines respectives de la tentative et du crime consommé. (V. « Positivismes et pénalité ». *Archives d'Anthropologie criminelle*, 1887, pp. 32-51.)

excellence de l'intérêt. La richesse apparaît ici essentiellement comme un moyen aux formes multiples (moyen susceptible d'être plus ou moins exigeant, onéreux), non comme un but. Il faudrait également se garder d'interpréter ses conclusions dans le sens d'un individualisme irréductible. Comme en matière de production, c'est à une libre organisation de la solidarité sociale que doit aboutir une culture individuelle exactement comprise.

On a vu que le système théorique de Tarde consiste à se représenter les sociétés humaines comme tissées d'un lien spirituel pur, dans son élément essentiel, d'emprise utilitaire, de sujétion biologique, ayant sa raison d'être dans une mutuelle attraction, dans un individualisme rayonnant dont les ressources s'enrichissent à mesure qu'elles se répandent davantage.

Le programme pratique est en harmonie avec le système philosophique. L'individualisme de Tarde aboutit dans tous les domaines de l'action, et notamment en matière de distribution des richesses, à l'esquisse d'une réalisation progressive de la libre organisation des forces.

Ainsi, l'attachement de Tarde à la propriété individuelle est loin de se traduire en une conception statique, dogmatique de cette institution ; elle est, dans son état actuel, un résultat historique et un point de départ (382).

On a critiqué une indication trop peu précise des perspectives de son développement. Il faut cependant noter que Tarde envisage l'évolution de la propriété individuelle comme devant se dessiner surtout dans le sens d'une large diffusion ; l'accès de groupements familiaux de plus en plus nombreux à la propriété se trouverait soutenu par un développement intensif du syndicalisme et de la coopération (383).

On a vu, d'autre part, comment il envisage l'évolution de la vie industrielle vers le développement de la solidarité professionnelle sous toutes ses formes (384).

D'autre part, les sociétés coopératives de consommation, si elles ne font l'objet dans son œuvre que de rapides indications favorables, se trouvent, de par leur conception générale, en harmonie très profonde avec le plan général d'un système qui tend à transformer les oppositions en adaptations, à réintégrer, grâce au développement de l'association, les comparaisons interpsychologiques dans le domaine intérieur, à réunir des intérêts jusque-là antagonistes en un seul et même groupement (385).

(382) *Psychologie économique*, t. II, p. 325.

(383) *Op. cit.*, pp. 341, 343.

(384) *Supra*, p. 33.

(385) D'autre part, l'intervention active des consommateurs dans le champ de la production aurait pour résultat d'extérioriser le dynamisme latent

Aussi bien y a-t-il entre les vues qui viennent d'être énoncées et la théorie du juste prix une connexité très étroite. A travers ses transformations, ses aspects inégalement éclairés, on a vu que la préoccupation du juste prix était en réalité inséparable de tout jugement porté sur une organisation économique, qu'on devait y voir affirmée une inégale mais constante intervention de la conscience morale dans les jugements de valeur, intervention intérieure en quelque sorte, se présentant, s'imposant parfois à l'esprit des contractants eux-mêmes, s'extériorisant parfois aussi soit en une pression de l'opinion publique, soit en sanctions législatives ou en action professionnelle.

On a vu que la réalisation par excellence du juste prix consistait en un acheminement vers la substitution d'un état d'interpénétration sympathique à un état de finalités séparées, vers l'économie d'une lutte intermédiaire, vers la réalisation directe de cette coopération d'efforts qui est la raison d'être même de l'échange.

Ces suggestions générales contiennent tout l'essentiel de la discipline de la répartition, obtenue de préférence par l'association, c'est-à-dire par la mise en œuvre active de ce sentiment sympathique sans la manifestation imparfaite, embryonnaire même parfois, mais appréciable duquel il n'est pas de société humaine possible. L'intervention, au sens courant de ce mot, a, comme en matière de production, un rôle avant tout stimulateur, supplétif à l'égard de l'association ; elle doit, autant que possible, s'appuyer sur l'association, compléter et encourager son œuvre. C'est seulement si on se place ainsi à un point de vue nettement interpsychologique et dynamique qu'il est possible d'entrevoir la conciliation de principes de répartition souvent opposés les uns aux autres ; celui du revenu calqué sur le service (à chacun selon ses œuvres) et celui qui, au contraire, tendrait à prendre pour critère décisif les exigences de la vie (à chacun selon ses besoins). Une conception exacte du juste prix concilie ces points de vue en se plaçant sur le terrain de la solidarité dynamique du fait passé et du fait futur (386). On doit considérer le résultat économique, l'attribution de la richesse, non comme un fait trouvant en lui-même sa raison d'être principale, ainsi qu'on y serait amené si on se plaçait au point de vue hédonistique, mais surtout comme le chaînon qui relie une série continue d'actions ; la rémunération juste est avant tout

attribué aux désirs passifs, de les développer ainsi dans le sens de leur véritable évolution (V. *supra*, p. 7.)

(386) L'un et l'autre concourant, on le sait, d'après la théorie philosophique de Tarde à la détermination du fait présent. (V. « L'action des faits futurs », *Revue de Métaphysique et de Morale*, 1901.)

celle qui permet à chacun de développer son maximum de puissance utile. Donner aux énergies individuelles, aux personnalités, leur champ de développement le plus large possible, c'est en même temps assurer à la collectivité la possession de toutes ses ressources virtuelles, de toutes ses chances favorables. On a vu comment (387) la notion d'égalité intervenait dans cette conception, mais modifiée, épurée en quelque sorte, réduite à des formules non de nivellement matériel, mais de délicate et harmonieuse proportionnalité.

Le service passé et le service futur se trouvent rapprochés l'un de l'autre comme des manifestations successives d'une même personnalité, diverse et continue à la fois dans son développement. C'est ainsi que, pour justifier le profit, par exemple, il faut unir profondément les points de vue de la rémunération et de l'encouragement, du soutien de l'activité. Le juste profit est celui qui constitue, en quelque sorte, un équivalent moral du juste salaire (388). Il doit rémunérer l'activité effectivement dépensée, avec une majoration mesurée d'après le coefficient d'incertitude, c'est-à-dire d'initiative, de hardiesse nécessaires, en l'état d'une situation industrielle déterminée. Il ne saurait être question d'essayer de ramener purement et simplement la notion de profit à celle de prime d'assurance, les quantités qui doivent entrer en jeu sont essentiellement des quantités d'ordre moral, le profit doit avoir pour principale base les nécessités d'une adaptation variée ; Tarde indiquera qu'il considère l'entrepreneur comme une sorte d'inventeur (389).

On a déjà constaté que, dans le débat entre producteurs et consommateurs, Tarde ne fait pas sienne cette ligne de conduite systématiquement favorable au consommateur souvent adoptée en économie politique. La ligne de partage du profit de l'entrepreneur à l'égard des avantages économiques du consommateur, comme à l'égard des gains des coproducteurs, doit s'inspirer d'un critérium essentiel : celui des perspectives de l'action, reliée à ses antécédents sans dépendre d'eux d'une manière inéluctable.

Ces réflexions conduisent à penser que, dans une économie de dynamisme atténué, proche de l'état d'équilibre, la notion de profit nécessaire, c'est-à-dire juste, tendrait à devenir beaucoup moins exigeante ; à la limite, dans un état de cristallisation coutumière complète, on pourrait concevoir la suppression du profit comme rémunération spécifique ; la rémunération de l'activité de l'entrepreneur ne serait plus qu'un salaire comme un autre (390).

(387) *Supra*, pp. 22-26.

(388) *Psychologie économique*, t. II, p. 41-42.

(389) *Loc. cit.*

(390) On a déjà parlé de l'application de l'idée de juste prix à l'invention. (V. *supra*, p. 25.)

Les perspectives de moindre inégalité dans les conditions sociales qu'a parfois suggérées l'analyse de la vie économique contemporaine impliqueraient, en somme, pour leur réalisation large, une activité du génie inventif diminuée, du moins dans ses incidences les plus directes à l'égard des richesses ; ces conditions pourraient être comparées à celles qu'a envisagées Stuart Mill dans sa conception générale de l'état stationnaire.



On a déjà rencontré au passage les principales critiques adressées à la théorie de Tarde — critique du cadre général donné aux recherches, — des résultats. En essayant d'en dégager l'esprit général, on pourra mieux mesurer la contribution exacte de Tarde au mouvement des idées économiques.

On s'est demandé si l'influence des transformations psychologiques sur les éléments de la valeur entrainait dans le cadre de l'explication économique proprement dite ; — ou si, au contraire, le problème économique ne se posait pas d'une manière plus précise sur le terrain même que l'analyse psychosociologique est amenée à considérer comme n'ayant pour elle qu'un intérêt diminué, — si une fusion trop intime entre la discipline économique et la psychologie sociale ne risquerait pas de faire méconnaître la rigueur de certains résultats, le degré de précision de certaines lois (391).

Cette observation peut être rapprochée d'une critique adressée parfois à l'économie psychologique en général : elle accuserait l'empreinte d'une attraction philosophique trop marquée, impliquerait une moindre attention accordée aux éléments vraiment positifs, spécifiques, de l'ordre de réalités dont elle doit rendre compte.

A cet égard, il est permis de rappeler une observation faite, notamment, par un économiste dont on a bien des fois loué les tendances largement compréhensives, les formules aptes à utiliser, à concilier, en les dépassant, des tendances originairement opposées : une science encore jeune doit se garder d'une rigueur excessive dans le dessin de ses limites (392). La complexité de son objet, les nécessités d'une expérience qui doit graduellement lui révéler d'une façon de plus en plus nette sa mission, sont autant de raisons qui invitent l'économie à se défier des cloisons

(391) V. notamment MATAGRIN, *op. cit.*, pp. 255-257. — Sur la question générale de la pénétration du point de vue psychologique dans l'économie, v. Discussion de la Société d'Economie politique : « De l'économie politique dans l'ensemble des sciences sociales » (*Journal des Economistes*, 1908, t. 18 pp. 108-121) ; cp. BOUGLÉ : « Valeurs économiques et valeurs idéales » (*Revue de l'Institut de sociologie*, 1920-1921, pp. 179-198.)

(392) V. MARSHALL : *Principles of Economics*, 5^e éd., 1907, pp. 27, 780.

strictes, rigoureusement défendues, à se ménager au contraire, en quelque sorte, des marches frontières assez étendues, où, selon leurs vocations et leurs ressources propres, pourront avancer, dans des directions diverses, des chercheurs hardis.

Il est exact que la pénétration du point de vue psychologique dans l'économie puisse faciliter l'élaboration d'une philosophie de la richesse, il semble difficile de prétendre qu'un surcroît de précision dans l'analyse des mobiles n'ait qu'un intérêt purement philosophique et ne constitue pas une source d'information indispensable à une connaissance concrète du mouvement des richesses.

D'autre part, la clarté, l'énergie de telle loi économique ne sauraient être considérées comme dissimulées par le seul fait que l'on met en relief les modalités psychologiques dont s'entoure son action ; les lois économiques sont essentiellement des tendances (393) dont la réalisation dépend, dans son degré de certitude, dans ses modalités, d'un ensemble de conditions au nombre desquelles il faut faire une large part au mouvement de la vie intérieure. Sans doute, on ne doit pas se représenter la vie économique comme dominée, en dernier ressort, par une évolution purement psychologique ; elle est soumise à d'impérieuses nécessités objectives, mais ces nécessités agissent sur elle à travers un ensemble d'interprétations, de constructions, de réactions intellectuelles dont l'importance tend à apparaître de plus en plus grande.

L'effort continu de l'interprétation économique consiste à ne se laisser absorber ni par un point de vue purement intérieur, ni par un point de vue trop exclusivement technologique, mais à utiliser l'un et l'autre, à les combiner en une synthèse originale.

Avant d'en terminer avec la question du terrain de développement donné à l'analyse, il est essentiel de rappeler le but poursuivi par l'auteur de *la Psychologie économique*. Il ne s'agit pas, dans sa pensée, d'une œuvre didactique, d'un cadre tendant à épuiser même l'indication de tous les problèmes, mais de la mise en lumière, à propos des faits économiques, d'un aspect nouveau et fécond de l'analyse sociale. Cette observation suffit à mettre au point les critiques suggérées par telles inégalités de développement, par telle conception du plan.

On ne reviendra pas sur les réserves imposées par les conclusions générales de la théorie de Tarde. L'équilibre délicat, nécessaire à maintenir entre le point de vue psychologique et le point

(393) On a fait observer que les lois économiques ne diffèrent pas substantiellement, à cet égard, des lois régissant les autres éléments de la réalité. Leur action se meut seulement dans des conditions de fait particulièrement complexes. (V. MARSHALL : *Principles of economics*, 5^e édit., 1907, pp. 29-35.)

de vue objectif, a été parfois renversé dans le sens où l'auteur jugeait particulièrement nécessaire d'imprimer un redressement aux méthodes jusqu'alors suivies.

Ainsi qu'on s'en est rendu compte en retraçant ses principales applications, l'analyse de Tarde doit, pour être exactement appréciée dans sa signification, dans ses rapports avec l'ensemble de la pensée économique, être située dans ce plan interpsychologique et dynamique dont l'auteur de *la Logique sociale* a eu le mérite incontesté de mettre en une vive lumière les ressources précieuses (394).

L'isolement souvent accusé à l'égard des théories antérieures se trouve en réalité atténué si on envisage la nouveauté du point de vue auquel il a voulu se placer ; un examen approfondi montre qu'il y a dans son œuvre plus de continuité (395) qu'on ne serait tenté de le croire si on s'arrêtait à certaines affirmations, détachées de l'ensemble du développement de sa pensée.

La Psychologie économique est au nombre des ouvrages dont l'histoire d'aujourd'hui devait accroître l'intérêt. Au cours de ce que l'on a si exactement appelé une immense expérience, la plus hardie, la plus complexe qui pût être imposée au corps social, bien des prévisions inspirées par un point de vue objectif, technique trop direct, se sont trouvées démenties. La caractéristique la plus essentielle de l'économie de guerre a été de reculer sur bien des points, dans une mesure véritablement déconcertante, certaines limites de possibilité tenues pour inébranlables.

Jamais peut-être l'action de l'esprit inventif dans le domaine des réalisations économiques immédiates n'était apparue avec une aussi rapide et décisive puissance ; jamais non plus son autorité n'avait été aussi nettement perçue, aussi vigoureusement organisée et sanctionnée.

D'une manière plus générale, le pouvoir de réaction des facteurs immatériels de la vie économique devait affirmer une force imprévisible ; la rapidité de telles adaptations, de telles reconstructions, a fortement contribué à mettre au nombre des suggestions les plus directes de la guerre une estimation plus exacte des énergies spirituelles, un sentiment plus net du très large champ des mobiles qui agissent sur les données économiques. On n'aurait pu expliquer autrement, par exemple, l'invraisemblable hardiesse du crédit, l'action si puissante de mobiles largement émancipés de considérations matérielles dans tel de ses domaines particulièrement défendu, semblait-il, par sa technicité intense (les changes de guerre, devenus « la cote des paris »).

(394) Voir notamment MATAGRIN, *op. cit.*, pp. 343-344.

(395) MAHAÏM, *op. cit.*, p. 3.

D'autre part, l'essor amplifié des groupements professionnels, sous toutes leurs formes, l'évolution si fortement dessinée de la politique sociale vers une préoccupation prépondérante de la durée du travail, de l'utilisation du loisir, de la culture professionnelle, et aussi vers une coordination aussi étroite que possible de l'intervention législative et de l'entente intersyndicale, — de la propriété foncière, — jusqu'aux multiples essais attestant, à travers l'inégalité des résultats, la vitalité de l'idée de juste prix, à diverses expériences dessinant un mouvement vers l'individualisation de certaines valeurs d'échange, sont autant d'exemples qui s'accumulent pour souligner encore cette puissance de vision, de renouvellement propre à l'auteur de *l'Opposition universelle*, pour affirmer aussi peut-être, plus énergiquement que jamais, les ressources de l'explication psychologique, en présence d'urgents et troublants problèmes.

L'histoire de ce temps devait, par la significative évidence des faits, défendre contre des attaques hâtives, téméraires, l'ensemble des résultats accumulés par l'observation et la réflexion économiques (396). En même temps que de nécessaires revanches étaient données à la théorie de l'équilibre économique sous ses divers aspects, la nécessité d'une interpénétration intime entre la notion statique et le point de vue dynamique est apparue avec le maximum d'évidence. Il n'est pas de conclusion qu'un retour sur l'œuvre de Tarde soit plus propre à confirmer.

Anticipation particulièrement suggestive sur l'expérience présente, elle continue, d'autre part, un courant de pensée caractéristique de notre pays. D'une manière significative, elle rappelle que si l'économie psychologique devait susciter ailleurs des adhésions plus compactes, une œuvre d'ensemble plus étendue, c'est à une tradition de vraie source française qu'il faut rattacher ses origines.

M. ROCHE-AGUSSOL.

(396) V. notamment GIDE : *Cours d'Economie politique*, 6^e édit., pp. VII-VIII ; TRUCHY : *Cours d'Economie politique*, 2^e édit., pp. XIII-XV ; GERMAIN-MARTIN : *De la prétendue faillite des lois économiques depuis 1914* (Paris 1925).

LA THÉORIE DU LUXE DANS L'ŒUVRE DE VOLTAIRE ⁽¹⁾

par MAURICE GAFFIOT

Chargé de Cours à la Faculté de Droit d'Alger

Si le caractère scientifique de l'économie politique est désormais définitivement établi, on ne saurait toutefois méconnaître le lien étroit qui rattache souvent ses théories à des considérations absolument étrangères à toute préoccupation scientifique : certaines doctrines économiques ont eu la mauvaise fortune de soulever tant de questions d'art social qu'elles n'ont pu se dégager de l'influence des tendances morales ou politiques de leurs auteurs et de leurs partisans.

La théorie du luxe est une de celles qui reflètent le mieux les inclinations des économistes qui s'appliquent à en faire l'analyse.

(1) BIBLIOGRAPHIE :

La Henriade, chant sixième (1728).

Le Mondain (1736).

La défense du « Mondain » ou l'apologie du luxe (1737).

Lettre au prince royal de Prusse : « Monseigneur, si j'étais malheureux, je serais bientôt consolé » (1737).

Lettre à M. le comte de Saxe : « Voici, Monsieur le Comte, la défense du Mondain » (1737).

Observations sur MM. Jean Lass, Melon et Dutot, sur le commerce, le luxe, les monnaies et les impôts (1738).

Le monde comme il va, vision de Babouc (1746).

Siècle de Louis XIV, chapitre xxx (1751).

Essai sur les mœurs et l'esprit des nations et sur les principaux faits de l'histoire, depuis Charlemagne jusqu'à Louis XIII, chapitres LXXXI, CXXI et CLXXI (1756).

Dictionnaire philosophique, articles *Egalité*, *Esprit des Lois*, *Luxe*, *Propriété* (1764).

L'Homme aux Quarante écus (1768).

Sur l'usage de la vie, pour répondre aux critiques qu'on avait faites du « Mondain » (1770).

Lettre à M. le chevalier du Coudray : « Pardonnez, Monsieur, à un vieillard décrépît et malade... » (1773).

Nous citons d'après l'édition Moland (1877-1893) des *Œuvres complètes* de Voltaire, conforme pour le texte à l'édition de Beuchot, publiée par la maison Garnier frères (52 volumes). Les chiffres romains indiquent les numéros des volumes, les chiffres arabes ceux des pages.

A n'en pas douter, les conséquences de ce fait social ne peuvent être appréciées de la même façon par ceux qui, comme Sénèque, Rousseau ou Proudhon, préconisent l'observation d'une règle morale austère et par ceux qui pensent que l'homme, vivant dans un triste monde, doit jouir de tous les plaisirs qui s'offrent à lui au cours de son existence éphémère ; de même, des jugements totalement différents sont nécessairement portés sur le luxe par les théoriciens épris surtout d'égalité sociale et par ceux qui considèrent le progrès comme une loi nécessaire, assez impérieuse pour faire passer au second plan les préoccupations égalitaires de certains penseurs.

Ces divergences peuvent s'expliquer par la nature hybride du phénomène social que l'on désigne du nom assez mal défini de luxe : le luxe n'est pas un fait purement économique, et il paraît difficile de le considérer sous son aspect économique sans se rappeler plus ou moins consciemment qu'il se présente aussi sous d'autres aspects, dont l'intérêt n'est pas moindre. C'est pour cette raison qu'il a sollicité l'attention des philosophes en même temps que celle des économistes ; l'histoire des doctrines du luxe à travers les siècles montre que les uns et les autres ont toujours apporté concurremment leur contribution à l'étude de cette question (2).

Si l'on se place spécialement au XVIII^e siècle pour considérer la littérature relative à ce sujet, on constate qu'elle constitue un ensemble assez hétérogène. Les économistes sont venus en grand nombre exposer sur le luxe des théories diverses : indépendamment de ceux qui sont restés beaucoup plus célèbres comme magistrats ou hommes d'Etat que comme théoriciens sociaux, tels que d'Aguesseau, d'Argenson, ou Necker, on voit à cette époque des spécialistes des questions économiques présenter des idées particulières sur cette matière, notamment François Melon dans son *Essai politique sur le commerce* (1734), Richard Cantillon dans son *Essai sur la nature du commerce en général* (1755), les physiocrates, parmi lesquels le marquis de Mirabeau, dans son *Ami des Hommes* (1756), a pris, sur ce point comme sur tant d'autres, une position particulière, Adam Smith lui-même, qui ne dédaigne pas, dans son immortel *Essai sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776), d'exposer ses vues personnelles sur ce sujet.

Quant à la contribution des philosophes, dont les théories ne sont pas alors inférieures à celles des économistes, lesquels d'ailleurs prennent, comme eux, le nom de philosophes, elle commence modestement en Angleterre en 1706 avec la *fable des Abeilles*

(2) L'histoire du luxe, dans les faits et dans la doctrine, a été exposée très complètement par H. BAUDRILLART dans son savant ouvrage *Histoire du luxe privé et public depuis l'antiquité jusqu'à nos jours* (Hachette, 1880, 2^e édition, 4 volumes).

en quatre cents vers du médecin philosophe Bernard de Mandeville, complétée en 1714 par un *Commentaire* justificatif; c'est ensuite Montesquieu, qui, dans *l'Esprit des Loix* (1748), indique les causes du luxe et en signale les effets dans leurs rapports avec le régime politique et social du pays; le célèbre historien anglais David Hume, dans un *Essai sur le luxe* (1752), aborde à son tour la question en prenant la défense du luxe légitime; par contre, J.-J. Rousseau, dans son *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes* (1754) et dans son œuvre entière, prononce contre la richesse et les commodités de la vie une condamnation sans appel; le moraliste anglais Ferguson, réagit quelque peu contre cette tendance, en soutenant, dans son *Essai sur l'histoire de la Société* (1767) que chaque forme du luxe doit être jugée à part et qu'une appréciation d'ensemble serait absolument contraire à la logique et à la morale, mais la condamnation prononcée par Rousseau est reprise en 1768 par son disciple, l'abbé de Mably, dans ses *Doutes proposés aux philosophes économistes sur l'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*; Helvétius, l'ami de Diderot, dans son livre *De l'Homme, de ses facultés intellectuelles et de son éducation* (1771), revient au contraire à la théorie de David Hume, il renchérit même sur elle en approuvant le luxe sous toutes ses formes; en 1773, le baron d'Holbach s'occupe à son tour du même sujet dans son *Système social ou Principes naturels de la morale et de la politique*; le point de vue de Rousseau est encore repris en 1776 par Condillac, frère de l'abbé de Mably, dans *Le Commerce et le Gouvernement considérés relativement l'un à l'autre*; enfin, l'abbé Pluquet, moraliste obscur, consacre les deux volumes de son *Traité philosophique et politique sur le luxe* (1786) à l'analyse des funestes effets du luxe.

C'est à cette longue série d'écrivains que Voltaire se rattache. Son esprit universel devait nécessairement l'amener à s'occuper de questions économiques; remarquable dans toutes les branches de la pensée humaine, physicien admirable pour son temps (3), historien très averti (4), il a consacré aussi un certain nombre d'écrits à des études économiques; contrairement à ce qu'on croit généralement, sa contribution ne se limite pas à *L'Homme aux Quarante écus*.

Les théories économiques de Voltaire (5) présentent pour l'historien des doctrines un intérêt particulier: le patriarche de Ferney s'est trouvé placé à un tournant de l'histoire de l'économie politique, il a vécu à une époque où s'affrontaient les

(3) Cf. notamment *Eléments de la philosophie de Newton* (XXII, 393, 583).

(4) Cf. notamment *Siècle de Louis XIV. Essai sur les mœurs*, etc.

(5) Les théories économiques de Voltaire ont fait l'objet d'une étude de ROGER CHARBONNAUD, *Les idées économiques de Voltaire* (thèse soutenue devant la Faculté de Droit de Poitiers, 1907).

deux tendances opposées des mercantilistes et des physiocrates. Les derniers représentants du vieux mercantilisme, devenu peu à peu méconnaissable après une longue série de déformations successives, n'ont pas réussi à convaincre Voltaire de la justesse de leurs doctrines, mais celui-ci leur doit néanmoins le souci, qu'il manifeste parfois, d'éviter une trop grande quantité d'importations. Le courant physiocratique, qui prenait alors naissance, ne l'a pas non plus entraîné à la suite du docteur Quesnay; l'auteur de *L'Homme aux Quarante écus* ne pouvait admettre, en particulier, le système de l'impôt unique perçu sur le produit de la terre; mais il est d'accord avec la nouvelle école pour affirmer la supériorité de l'agriculture sur les autres branches d'activité, et il applaudit vigoureusement aux efforts tentés par Turgot pour assurer la liberté du commerce. Il a donc subi l'influence des deux doctrines opposées, sans consentir à adopter en bloc l'une ou l'autre d'entre elles; dans chacune, il a recueilli les idées qui lui paraissaient exactes ou judicieuses, et il a rejeté le reste.

En réalité, l'éclectisme voltairien ne va pas jusqu'à l'illogisme: si aucune doctrine n'est adoptée dans son ensemble, chacune des théories exposées par le grand Arouet reste généralement inattaquable si l'on admet les principes fondamentaux sur lesquels elle est établie. C'est ainsi que sa théorie du luxe, empruntée à des auteurs divers, principalement à Melon, constitue un ensemble parfaitement lié qui porte la marque du génie du grand philosophe français.

Voltaire se montre nettement supérieur à Melon par sa définition du luxe et par l'indication des causes de ce phénomène social; il reste cependant d'accord avec lui dans son appréciation des effets du luxe et dans les conclusions qu'il en tire au sujet des lois somptuaires.

I. — LA DÉFINITION DU LUXE

Melon définissait le luxe « une somptuosité extraordinaire que donnent les richesses et la sécurité d'un gouvernement » (6). Cette définition manquait totalement de précision; aussi Voltaire s'est-il bien gardé de la reproduire.

Cependant, quand il s'est proposé de la remplacer par une autre, il a compris que la tâche n'était pas si facile qu'on aurait pu le supposer. Il paraît même avoir un moment renoncé à en venir à bout et voulu en quelque sorte s'en excuser auprès de ses lecteurs, en indiquant la difficulté de l'entreprise: « Qu'est-ce,

(6) MELON, *Essai politique sur le commerce*, chap. ix (édition Guillaumin des économistes financiers du XVIII^e siècle, p. 696).

en effet, que le luxe ? c'est un mot sans idée précise, à peu près comme lorsque nous disons les climats d'orient et d'occident : il n'y a en effet ni orient ni occident ; il n'y a pas de point où la terre se lève et se couche ; ou, si vous voulez, chaque point est orient et occident. Il en est de même du luxe : ou il n'y en a point, ou il est partout (7). « Mais, aussitôt après cette entrée en matière, il hasarde une définition véritable ; il présente alors le luxe comme « la dépense d'un homme opulent » (8).

Beaucoup plus tard, il propose deux nouvelles formules, assez différentes de la précédente ; le luxe est alors considéré comme étant, soit « tout ce qui est au delà du nécessaire », soit « les superfluités dont un petit nombre d'individus seulement peuvent jouir » (9).

En réalité, il n'existe aucune contradiction flagrante entre ces trois définitions : elles sont toutes trois l'expression de la conception moderne qui voit dans le luxe la satisfaction donnée à un besoin superflu.

Voltaire a, somme toute, signalé (avec quelque confusion, il est vrai) les deux éléments constitutifs du luxe : d'une part, la dépense, car, sous un régime de propriété privée, toute consommation suppose une dépense préalable ; d'autre part, l'affectation de cette dépense à une consommation dont la nécessité ne paraît pas impérieuse, ce qui a pour effet naturel de rendre le luxe inaccessible à toute personne dont les ressources suffisent à peine pour acheter le nécessaire.

C'est en prenant vigoureusement à partie le philosophe Montesquieu que Voltaire met en lumière le premier élément du luxe. L'auteur de *L'Esprit des lois* avait méconnu le rôle de la dépense pour ne considérer que la quantité de richesses possédée par chacun : « Le luxe de ceux qui n'auront que le nécessaire sera égal à zéro. Celui qui aura le double aura un luxe égal à un. Celui qui aura le double du bien de ce dernier aura un luxe égal à trois, etc. » (liv. VII, chap. 1^{er}). Voltaire s'élève contre cette explication ; reprenant la formule de Montesquieu, il déclare : « Il aura trois au delà du nécessaire de l'autre, mais il ne s'ensuit pas qu'il ait trois de luxe : car il peut avoir trois d'avarice ; il peut mettre ce trois dans le commerce, il peut le faire valoir pour marier ses filles. Il ne faut pas soumettre de telles propositions à l'arithmétique : c'est une charlatanerie misérable (10) ».

La dépense, nécessaire pour qu'il y ait luxe, doit, en outre avoir pour but la satisfaction d'un besoin superflu. Mais cette

(7) *Observations sur MM. Jean Lass, Melon et Dutot...* (XXII, 363).

(8) *Ibid.* (XXII, 363).

(9) *Dictionnaire philosophique*, article *Luxe* (XX, 18, note).

(10) *Ibid.*, article *Esprit des lois* (XX, 4).

idée de superfluité n'est pas une notion absolue ; ce qui, précisément, rend difficile l'établissement d'une définition exacte du luxe, c'est le caractère essentiellement relatif du luxe, dont la conception repose sur une distinction plus ou moins arbitraire entre les besoins fondamentaux et les besoins superflus. Cette distinction varie suivant les personnes et suivant les temps.

Chaque personne a, sur la nécessité d'un bien, une opinion qui lui est propre. Il est même à remarquer que, quand l'industrie humaine produit un objet nouveau, cet objet est considéré d'abord par la plupart des hommes comme étant absolument superflu ; à l'origine, il est jugé nécessaire par un très petit nombre de personnes, pour toutes les autres il est un objet de luxe. Cette remarque s'applique même aux biens qui, comme les vêtements, sont ensuite devenus indispensables pour tous ; ainsi, « quand on inventa les chemises et les chaussons, on sait avec quelle fureur les vieux conseillers, qui n'en avaient jamais porté, crièrent contre les jeunes magistrats qui donnèrent dans ce luxe funeste » (11). Si un objet de luxe est considéré comme tel à l'origine par presque tous les hommes et n'est utilisé que par un petit nombre d'entre eux, son usage se répand ensuite à mesure que le développement du bien-être général le met à la portée de personnes de plus en plus nombreuses ; en somme, « le goût du luxe entre dans tous les rangs (12). » Ainsi, les personnes qui attribuent un caractère de somptuosité à un objet donné constituent d'abord la masse de la population et tendent à devenir rares par le fait que le superflu d'une époque devient nécessaire quand le temps a fait son œuvre. Cette évolution de la conception personnelle de chacun au sujet du luxe est la conséquence du second aspect de la relativité du luxe, celui qui se manifeste dans le temps.

Considérant le luxe dans ses rapports avec le temps, Voltaire a illustré par de nombreux exemples la loi historique d'après laquelle, dans une société progressive, les besoins considérés comme essentiels se multiplient constamment, de sorte que tout objet de luxe peut être appelé à devenir un jour un objet nécessaire aux yeux des hommes des générations à venir : le nécessaire d'aujourd'hui, c'est le superflu d'hier, et le superflu d'aujourd'hui, c'est le nécessaire de demain. A vrai dire, notre philosophe historien n'a jamais formulé expressément cette loi éternelle, toujours confirmée par l'observation, l'une des mieux établies de l'économie politique ; mais il en a eu nettement conscience, et même il a insisté à maintes reprises sur cette idée en fournissant des indications précises sur l'idée que l'on s'était

(11) *Dictionnaire philosophique*, article *Luxe* (XX, 18).

(12) *Défense du « Mondain »*, vers 69 (X, 92).

faite, à chaque époque, du caractère, d'abord superflu, puis nécessaire, de chaque bien.

Les objets qui sont devenus les plus indispensables ont paru tout d'abord très fastueux, parce que leur usage était à l'origine anormal et contraire aux habitudes et aux préjugés des hommes de ce temps. Ainsi, « lorsqu'on inventa les ciseaux, qui ne sont certainement pas de l'antiquité la plus haute, que ne dit-on pas contre les premiers qui se rognèrent les ongles et qui coupèrent une partie des cheveux qui leur tombaient sur le nez ? On les traita sans doute de petits-maîtres et de prodiges, qui achetaient chèrement un instrument de la vanité pour gâter l'ouvrage du Créateur. Quel péché énorme d'accourcir la corne que Dieu fait naître au bout de nos doigts ! C'était un outrage à la Divinité (13). » Il en fut absolument de même des vêtements nouveaux, qui furent imaginés par des hommes ingénieux pour des raisons de commodité, mais dont l'utilité parut à l'origine des plus contestables. Par exemple, « dans un pays où tout le monde allait pieds nus, le premier qui se fit faire une paire de souliers, avait-il du luxe ? n'était-ce pas un homme très sensé et très industriel ? (14) ». Cet exemple n'est pas isolé : « N'en est-il pas de même de celui qui eut la première chemise ? Pour celui qui la fit blanchir et repasser, je le crois un génie plein de ressources et capable de gouverner un Etat. Cependant, ceux qui n'étaient pas accoutumés à porter des chemises blanches le prirent pour un riche efféminé qui corrompait la nation (15). »

En réalité, à chaque moment de l'histoire, la distinction établie entre les besoins essentiels et les besoins superflus n'est pas conçue de la même façon par tous les hommes, puisque, d'après un caractère déjà connu du luxe, chaque personne a, sur la nécessité d'un bien donné, une opinion particulière ou plutôt un sentiment particulier. Il convient donc de renoncer à découvrir sur ce point une conception admise par une génération tout entière et de s'en tenir à l'avis de la majorité des individus de la génération envisagée ; c'est cette méthode qui s'impose à qui veut décrire le luxe de chaque période, et c'est par elle que Voltaire arrive à donner un aperçu suffisamment précis sur le luxe à plusieurs époques, notamment à la fin du XIII^e siècle, au XIV^e siècle et au XVI^e siècle.

A la fin du XIII^e siècle (16), plusieurs inventions venaient de donner aux populations de l'Italie l'occasion de « sortir de cette grossièreté dont la rouille avait couvert l'Europe depuis la chute de l'empire romain », de sorte qu'un certain nombre d'industries

(13) *Dictionnaire philosophique*, article *Luxe* (XX, 18).

(14) *Ibid.*, article *Luxe* (XX, 15).

(15) *Ibid.*, article *Luxe* (XX, 15). — Cf. *Ibid.* (XX, 18) ; *Observations sur MM. Jean Lass, Melon et Dutot...* (XXII, 363).

(16) *Essai sur les mœurs*, chap. LXXXI (XII, 53-55).

s'étaient créées ; ces industries, comme toutes les industries nouvellement inventées, étaient considérées comme procurant des objets de luxe. Ainsi « le secret, par exemple, de secourir la vue affaiblie des vieillards par des lunettes qu'on nomme *bésicles* est de la fin du ^{xiii}^e siècle ; ce beau secret fut trouvé par Alexandre Spina ». C'est à la même époque que les machines mises en mouvement par la force du vent, déjà connues depuis longtemps chez les Grecs et chez les Arabes, semblent être apparues en Italie pour la première fois. Dans le même temps, la faïence, fabriquée principalement à Faenza, tenait lieu de porcelaine et servait aux emplois luxueux pour lesquels la porcelaine a été depuis lors préférée. L'usage des vitres était alors connu depuis longtemps, puisque l'art en avait été porté en Angleterre par les Français vers l'an 1180, mais il était resté fort rare, il était regardé comme une grande magnificence. C'étaient aussi des objets de luxe, à la fin du ^{xiii}^e siècle, que les miroirs de cristal, dont les Vénitiens avaient seuls le secret, ou les horloges à roues, comme celle de Bologne, ou les boussoles, dont on ne se servait guère encore. Le papier fait avec du linge pilé et bouilli était encore inconnu : il ne fut inventé qu'au commencement du ^{xiv}^e siècle, et la première manufacture, d'après Cortusius, historien de Padoue, fut établie dans cette ville quelque temps après. Dans ce temps, les villes telles que Venise, Gênes, Bologne, Sienne, Pise ou Florence étaient rares : « Presque toutes les maisons dans les villes de France, d'Allemagne, d'Angleterre, étaient couvertes de chaume, il en était même ainsi en Italie dans les villes moins riches, comme Alexandrie de la paille, Nice de la paille, etc., etc. » ; l'intérieur des maisons était aussi primitif que l'extérieur. « On ne savait pas encore se garantir du froid à l'aide de ces cheminées qui sont aujourd'hui dans tous nos appartements un secours et un ornement », les familles y suppléaient en se groupant autour d'un large foyer rond qui, bien qu'un tuyau allât percer le plafond, enfumait la salle commune au milieu de laquelle il se trouvait placé. Si donc cette période marque un progrès considérable sur les siècles antérieurs, elle se caractérise encore par un luxe très modeste en comparaison de celui qui s'est développé ensuite.

Le ^{xiv}^e siècle, en effet, diffère notablement du précédent (17) ; les commodités matérielles prennent une place plus grande dans les ménages bourgeois ; le luxe des temps antérieurs devient l'ordinaire de celui-ci ; un auteur de ce siècle, La Flamma, le constate avec regret, « selon l'usage des auteurs peu judicieux ». Jusqu'alors le vin était rare ; la bougie était inconnue et la chandelle un luxe, on se servait de morceaux de bois sec allumés pour

(17) *Essai sur les mœurs*, chap. LXXXI (XII, 55-57).

s'éclairer ; on ne mangeait de la viande que trois fois par semaine ; le linge était fait de tissu grossier ; la dot des bourgeois ne dépassait jamais 100 livres. Au ^{xiv}^e siècle, tout change : La Flamma observe qu'en Italie le linge devient plus riche, les femmes se couvrent d'étoffes de soie, qui contiennent même quelquefois de l'or et de l'argent ; leur dot s'élève jusqu'à 2000 livres ; leurs oreilles sont ornées de pendants d'or. Cependant, ajoute Voltaire, ce luxe, qui fait le désespoir de La Flamma, est encore loin, à certains égards, de ce qui est devenu depuis lors le nécessaire des peuples riches et industriels. Et encore faut-il remarquer que les autres pays sont, en général, moins favorisés que l'Italie ; ainsi, en Angleterre, le linge de table est très rare ; le vin ne se vend que chez les apothicaires, comme un cordial ; les maisons des particuliers sont construites en bois grossier et en torchis ; les portes sont basses et étroites ; les fenêtres petites et insuffisantes pour laisser pénétrer la lumière du jour ; les rois d'Ecosse qui viennent à Londres ne reçoivent de la cour d'Angleterre que 30 schellings par jour, douze pains, douze gâteaux et trente bouteilles de vin ; en France, c'est un luxe que de se faire traîner en charrette dans les rues fangeuses et mal pavées de Paris, Philippe le Bel croit même devoir l'interdire aux bourgeois ; sous Charles VI, un autre règlement somptuaire vient défendre de donner plus de deux plats en sus du potage.

Si le luxe de cette époque paraît en général très modéré, il convient toutefois de mettre à part la magnificence des seigneurs de fiefs et des principaux prélats (18) ; depuis longtemps, les archevêques et les évêques avaient un cortège prodigieux de domestiques et de chevaux ; bien que les conciles de Latran eussent réduit et limité la pompe des dignitaires, celle-ci soulevait bien des colères pour plusieurs raisons que Voltaire nous indique. En premier lieu, « cette magnificence des prélats était plus odieuse alors qu'aujourd'hui, parce qu'il n'y avait point d'état mitoyen entre les grands et les petits, entre les riches et les pauvres ; le commerce et l'industrie n'ont pu former qu'avec le temps cet état mitoyen qui fait la richesse d'une nation ». Le faste des grands dignitaires, ce que les physiocrates devaient plus tard appeler le luxe de décoration par opposition au simple confort ou luxe de subsistance, était l'objet de l'aversion populaire, non seulement parce que l'absence de classe moyenne rendait plus apparent le contraste observé entre l'opulence des prélats et la simplicité du peuple, mais aussi parce qu'il paraissait un défi au bon sens à une époque où la disette était fréquente, où les richesses n'étaient pas abondantes, où la vaisselle d'argent était presque inconnue et où la pauvreté publique était attestée par le taux très élevé de l'intérêt de l'argent (20 %).

(18) *Essai sur les mœurs*, chap. LXXXI (XII, 55-56).

Quant au xvi^e siècle, bien qu'il soit déjà proche de celui de Voltaire et que les progrès réalisés au xv^e siècle aient quelque peu adouci les mœurs, il reste encore grossier en comparaison de ceux qui l'ont suivi (19). La magnificence étalée par les princes dans certaines circonstances particulières ne doit pas faire croire à une somptuosité générale ; l'augmentation des richesses avait bien permis à Henri VIII, roi d'Angleterre, de promettre en 1519 une dot de 333.000 écus d'or à sa fille Marie, qui devait épouser le fils aîné de François I^{er} ; de même, la réception d'Henri VIII, préparée par François I^{er} au Camp du Drap d'or, s'est effectuée dans un tel appareil, que l'entrevue des deux rois est restée célèbre par sa pompe et non par ses résultats ; mais ce sont là des faits exceptionnels, car ils se sont produits en un temps où les plus brillantes cérémonies des monarques eux-mêmes dénotaient moins d'abondance que les spectacles journaliers du xiii^e siècle, avec ses chars dorés et les milliers de fanaux éclairant les grandes villes pendant la nuit : « La magnificence de Charles-Quint, de François I^{er}, d'Henri VIII, de Léon X, n'était que pour les jours d'éclat et de solennité. » Les grands seigneurs menaient à cheval leurs femmes en croupe à la campagne ; les princesses voyageaient toutes de cette façon ; d'ailleurs, il n'y avait sous François I^{er} que deux coches dans Paris, l'un pour la reine, l'autre pour Diane de Poitiers ; les rues de Paris étaient toujours formées de cabanes de bois et de plâtre, et Londres était encore plus mal bâtie. Au surplus, des lois somptuaires interdisaient le luxe des particuliers, qui pourtant n'était pas excessif.

Bien que les progrès des lettres et des arts, remarquables surtout en Italie, aient donné à ce siècle un relief tout nouveau (20), le seul luxe que l'on puisse y constater est toujours un luxe de décoration, le confort reste relégué au rang des choses négligeables : ce n'est pas sans curiosité que Voltaire note l'étrange contraste qui se manifeste dans les mœurs de ce temps ; il en fait la remarque à propos des événements de 1562, survenus à la suite du colloque de Poissy : « Les seigneurs ne marchaient dans ce temps-là qu'avec un nombreux cortège : on ne voyageait point comme aujourd'hui dans une chaise de poste précédée de deux ou trois domestiques ; on était suivi de plus de cent chevaux : c'était la seule magnificence. On couchait trois ou quatre dans le même lit, et on allait à la cour habiter une chambre où il n'y avait que des coffres pour meubles (21).

Les différences qui apparaissent entre le luxe des siècles passés et celui du siècle de Voltaire prouvent que le luxe est une

(19) *Essai sur les mœurs*, chap. cxxi (XII, 243-245).

(20) *Ibid.*, chap. cxxi (XII, 245-250).

(21) *Ibid.*, chap. clxxi (XII, 504).

chose relative, qui varie suivant les temps comme suivant les personnes. Melon avait déjà aperçu ces deux aspects de la relativité du luxe : il avait remarqué que chaque classe sociale le concevait à sa manière, et que chaque génération établissait entre les objets de luxe et les objets communs une distinction différente de celle des générations antérieures. Mais Voltaire, sans énoncer explicitement cette idée, l'a démontrée par ses exemples, beaucoup plus solidement que ne l'avait fait Melon. L'infériorité de celui-ci est encore plus manifeste dans l'indication des causes du luxe.

II. — LES CAUSES DU LUXE

Quelles que soient la manière dont le luxe est conçu et la forme sous laquelle il se présente, quels que soient le milieu et le temps dans lesquels il se manifeste, il ne peut apparaître que si deux conditions se trouvent réunies ; en réalité, Voltaire ne distingue nulle part ces deux conditions, mais elles ressortent avec une netteté suffisante des développements qu'il consacre à cette matière. La première consiste en une organisation sociale favorable, la seconde en une activité économique appropriée.

Pour que la première condition soit remplie, pour que l'organisation sociale se prête à l'apparition et au développement du luxe, il faut que le droit de propriété existe depuis assez longtemps pour avoir produit tous ses effets naturels. Cette condition avait été aperçue par Melon ; parlant de luxe, il déclarait que « c'est une suite nécessaire de toute société bien policée (22) ». Voltaire reprend cette idée en y apportant une précision plus grande : pour lui, « le luxe est une suite nécessaire de la propriété, sans laquelle aucune société ne peut subsister, et d'une grande inégalité, qui est la conséquence, non du droit de propriété, mais des mauvaises lois (23) ». Si donc les moralistes veulent le voir disparaître, c'est aux législateurs qu'ils doivent « adresser leurs sermons », et non aux particuliers, « parce qu'il est dans l'ordre des choses possibles qu'un homme vertueux et éclairé ait le pouvoir de faire des choses raisonnables, et qu'il n'est pas dans la nature humaine que tous les riches d'un pays renoncent par vertu à se procurer à prix d'argent des jouissances de plaisir ou de vanité (24) ».

Ce qui prouve que l'existence du droit de propriété est une condition nécessaire de l'apparition du luxe et que l'inégalité des richesses favorise encore cette apparition, c'est que, partout où le droit de propriété est ignoré, le luxe l'est également. Si nos

(22) *Essai politique sur le commerce* chap. ix, p. 696.

(23) *Dictionnaire philosophique*, article *Luxe* (XX, 18, n.).

(24) *Ibid.*, article *Luxe* (XX, 18, n.).

bons aïeux ont vécu sobres et nus, sans plaisir d'aucune sorte, ce n'est pas par vertu, comme le prétendent certains moralistes candides, c'est parce qu'ils ne connaissaient « ni le tien ni le mien », et qu'ainsi « il leur manquait l'industrie et l'aisance » ; en effet, « qu'auraient-ils pu connaître ? ils n'avaient rien » (25). Pour éviter le luxe, les Spartiates ont recouru au seul procédé logique : ils ont conservé la communauté et l'égalité des biens (26).

Quant à la deuxième condition nécessaire à l'apparition du luxe, elle consiste dans une activité économique tournée vers la poursuite du bien-être : il faut que les hommes travaillent et produisent avec intelligence. Il convient donc d'éviter une erreur commune, qui consiste à attribuer à l'or et à l'argent le pouvoir de procurer au peuple qui les possède une vie agréable : « Ce n'est point en effet l'argent et l'or qui procurent une vie commode, c'est le génie. Un peuple qui n'aurait que ces métaux serait très misérable ; un peuple qui, sans ces métaux, mettrait heureusement en œuvre toutes les productions de la terre, serait véritablement le peuple riche. La France a cet avantage, avec beaucoup plus d'espèces qu'il n'en faut pour la circulation (27). » En réalité, le numéraire n'a pas par lui-même une valeur qui lui confère la vertu d'engendrer des richesses nouvelles ; il n'a qu'une valeur d'échange qui dépend de son abondance ; aussi les variations du nombre des espèces monétaires entraînent-elles des conséquences sociales qui sont mises en évidence par les différences constatées entre le ministère de Colbert et celui du cardinal de Fleury. Entre ces deux périodes, le nombre des unités monétaires s'est considérablement accru et les revenus des particuliers n'ont pas toujours augmenté dans la même proportion : « Le moyen ordre s'est enrichi par l'industrie. Les ministres et les courtisans ont été moins opulents, parce que l'argent ayant augmenté numériquement de près de moitié, les appointements et les pensions sont restés les mêmes, et le prix des denrées est monté à plus du double : c'est ce qui arrive dans tous les pays de l'Europe. Les droits, les honoraires, sont partout restés sur l'ancien pied. » Les soldats, comme les ministres et les courtisans, se sont trouvés lésés par l'augmentation de la quantité de monnaie et par la hausse des prix qui en est résultée, car leur paye n'a pas changé entre le règne d'Henri IV et celui de Louis XV. Le développement de l'industrie aidant, l'inégalité des conditions a été atténuée : « Les gains du commerce ayant augmenté, et les appointements de toutes les grandes charges ayant diminué de

(25) *Le Mondain*, vers 30-42 (X, 84).

(26) *Dictionnaire philosophique*, article *Luxe* (XX, 17).

(27) *Siècle de Louis XIV*, chap. xxx (XIV, 531).

valeur réelle, il s'est trouvé moins d'opulence qu'autrefois chez les grands, et plus dans le moyen ordre (28).

L'histoire prouve donc que l'augmentation du numéraire n'a pas pour conséquence un développement parallèle du luxe ; pour Voltaire, qui admet sans la nommer — et pour cause — la théorie quantitative de la monnaie, il est évident que le pouvoir d'achat des espèces monétaires est d'autant plus faible qu'elles sont plus abondantes, ce qui prouve que, par elles-mêmes, elles sont incapables de procurer des satisfactions directes. Plusieurs exemples lui semblent démontrer péremptoirement l'absence de tout rapport nécessaire entre la quantité de métaux précieux et la somme des jouissances accessibles aux particuliers. Ainsi « il n'en coûte guère plus aujourd'hui pour être agréablement logé qu'il n'en coûtait pour l'être mal sous Henri IV ; un belle glace de nos manufactures orne nos maisons à bien moins de frais que les petites glaces qu'on tirait de Venise ; nos belles et parantes étoffes sont moins chères que celles de l'étranger qui ne les valaient pas (29) ». De même, les Portugais et les Espagnols, qui tiraient du Nouveau Monde de grandes quantités d'or et d'argent, n'en ont tiré aucun profit, tandis que les peuples laborieux, comme les Anglais et les Hollandais, sont arrivés à s'enrichir par leur activité et même à s'approprier cet or dont les premiers croyaient pouvoir obtenir éternellement des jouissances de luxe (30).

Il faut donc éviter d'attribuer à l'argent ce qui n'est dû qu'au travail. En réalité, le droit de propriété serait vain si le travail humain ne venait lui donner de la substance. C'est l'activité productrice de l'homme qui est la cause initiale et fondamentale du luxe ; sans elle, il serait impossible d'obtenir aucune de ces innombrables commodités qui constituent le confort et le faste. L'industrie humaine a seule permis la multiplication des jouissances et l'apparition de produits nouveaux. Les travaux agricoles surtout sont indispensables ; sans doute on peut légitimement plaindre les cultivateurs des exactions dont ils sont l'objet de la part du gouvernement royal et qui les privent d'une partie de leurs ressources sans avantage corrélatif ; mais il ne faudrait pas commettre la faute de décharger les populations rurales de leur labeur, qui, d'ailleurs, est de plus en plus lucratif : « Il est évident que les aliments [du] luxe ne sont fournis que par le travail industriel des cultivateurs, travail toujours plus chèrement payé. » Les progrès de la viticulture ont donné naissance à de nouveaux vins, tels que ceux de Champagne, et à des eaux-de-vie mieux préparées ; les jardins, les légumes, les fruits, ont

(28) *Siècle de Louis XIV*, chap. xxx (XIV, 532-533).

(29) *Ibid.*, chap. xxx (XIV, 530-531).

(30) *Essai sur les mœurs*, chap. CL et CLI (XII, 406 et 407).

reçu de prodigieux perfectionnements. Les habitants des villes ont profité de toutes ces productions de luxe, et ceux des campagnes se sont fait payer largement les services rendus : « Il est impossible qu'une ville soit florissante sans que les campagnes d'alentour soient dans l'abondance, car certainement ce sont ces campagnes qui la nourrissent. » Au surplus, les charges fiscales des cultivateurs sont moins lourdes qu'autrefois. Il ne faut donc pas ajouter foi aux déclamations de ceux qui s'élèvent contre le luxe sous prétexte d'améliorer le sort des agriculteurs (31).

Ainsi, c'est par le travail ingénieux des habitants des villes et surtout de ceux des campagnes que le luxe se forme et se développe; l'activité humaine doit être orientée vers la production des richesses. Mais, pour s'exercer dans ce sens, elle ne peut se manifester que dans un état de paix; si l'opulence est toujours due à l'industrie et au commerce, ses sources « diminuent quelquefois dans la guerre, mais se rouvrent toujours avec abondance dans la paix » (32). L'histoire montre que la guerre appauvrit toujours et n'enrichit jamais; depuis les anciens Romains, aucune nation ne s'est enrichie par des victoires; l'Italie, au xvi^e siècle, devait sa richesse à son commerce; la Hollande a subsisté non par la prise de la flotte d'argent des Espagnols, mais par l'exploitation des Indes; de même, l'Angleterre, toujours appauvrie par la guerre, même en détruisant les flottes françaises, n'a été enrichie que par son commerce; par contre, les Algériens sont un peuple misérable parce qu'ils n'ont d'autres ressources que celles qui leur sont procurées par les pirateries. En présence de tant d'exemples concordants, une conclusion s'impose : « Parmi les nations de l'Europe, la guerre, au bout de quelques années, rend le vainqueur presque aussi malheureux que le vaincu. C'est un gouffre où tous les canaux de l'abondance s'engloutissent. L'argent comptant, ce principe de tous les biens et de tous les maux, levé avec tant de peine dans les provinces, se rend dans les coffres de cent entrepreneurs, dans ceux de cent partisans qui avancent les fonds, et qui achètent, par ces avances, le droit de dépouiller la nation au nom du souverain. Les particuliers alors, regardant le gouvernement comme leur ennemi, enfouissent leur argent; et le défaut de circulation fait languir le royaume (33). »

Puisque le luxe a sa source dans le travail productif du peuple, on ne peut guère comprendre comment il est « toujours né des misères publiques », comme Voltaire le déclare dans *la Hen-*

(31) *Siècle de Louis XIV*, chap. xxx (XIV, 531-532).

(32) *Ibid.*, chap. xxx (XIV, 519).

(33) *Ibid.*, chap. xxx (XIV, 525-526).

riade (34). Est-ce parce que les grands ne travaillent pas et, par suite, ne se procurent le luxe dont ils jouissent qu'aux dépens de ceux qui produisent ? Ne faut-il pas plutôt considérer que cette affirmation, émise par hasard dans un poème, ne traduit pas du tout la pensée de son auteur ? Cette dernière hypothèse est d'autant plus vraisemblable que *la Henriade* est un des tout premiers écrits du futur patriarche de Ferney, antérieur à *l'Essai politique sur le commerce* de Melon, où Voltaire semble avoir puisé les grandes lignes de sa théorie du luxe ; on peut donc supposer avec quelque apparence d'exactitude que la pensée de notre auteur, relativement au luxe, n'était pas encore formée au moment où il écrivait cette phrase ambiguë.

On ne saurait donc logiquement s'attacher à une affirmation isolée et équivoque pour interpréter la pensée de Voltaire ; en réalité, celui-ci ne voit d'autre facteur de luxe que le travail productif, qui crée les objets de luxe, et le droit de propriété, qui permet d'en jouir. Ce sont là des sources parfaitement légitimes, et on ne saurait prétendre que l'origine du luxe est critiquable ; ses effets le sont encore moins.

III. — LES EFFETS DU LUXE

Dans l'appréciation qu'il porte sur les conséquences du luxe, Voltaire se rattache au parti de ses défenseurs, comme son inspireur habituel Melon, comme auparavant Mandeville, comme plus tard Helvétius et Butel-Dumont. Les avantages qu'il attribue au luxe sont ceux que Melon avait déjà entrevus. Ils sont assez complexes : outre le bien-être personnel de celui qui en jouit, le luxe détermine une amélioration de l'état social du pays où il se développe, et enfin il est un facteur de prospérité nationale. Toutes ces conséquences doivent lui attirer l'approbation des sages.

Le bien-être individuel, qui en est le résultat le plus direct, ne saurait être trop désiré, car il répond à un penchant naturel de l'homme ; c'est pourquoi Voltaire a composé un hymne, *Le Mondain*, où sont chantés les bienfaits du luxe sous toutes ses formes, qu'il s'agisse des progrès des arts de la peinture, de l'architecture, du jardinage, de la musique, de la danse et de la poésie, ou de ceux de la cuisine, car « un cuisinier est un mortel divin », ou de ces vins frais dont le bouchon vole comme un éclair et dont « l'écume pétillante, de nos Français est l'image vivante ». Tant d'attraits sont bien faits pour séduire les hommes raisonnables, et Voltaire n'hésite pas à faire sur ce point la profession de foi la plus nette :

(34) *La Henriade*, chant VI, vers 27 (VIII, 152).

J'aime le luxe et même la mollesse,
Tous les plaisirs, les arts de toute espèce,
La propreté, le goût, les ornements :
Tout honnête homme a de tels sentiments (35).

Quoi de plus naturel, en effet, que de rechercher les plaisirs ? Si l'on entend par luxe la dépense d'un homme opulent, « faudrait-il donc qu'il vécût comme un pauvre, lui dont le luxe seul fait vivre les pauvres ? la dépendance doit être le thermomètre de la fortune d'un particulier (36) ».

La sobriété pratiquée par nos ancêtres n'était pas, quoi qu'on en ait dit, une vertu ; c'était une nécessité : manquant souvent du nécessaire, ils ne pouvaient en vérité goûter le superflu ; les premiers êtres humains ne connaissaient ni la soie, ni l'or, ni les bons vins frais, ni les mets délicats ; il faut les plaindre et non les admirer ; dans l'état de la pure nature, vanté par certains moralistes, notre « bon père » Adam, seul avec « madame Eve », n'avait d'autre souci que de satisfaire ses besoins élémentaires sans songer aux plaisirs qu'il aurait pu goûter ; nos ancêtres ont longtemps vécu ainsi sans agrément :

Est-ce vertu ? c'était pure ignorance.
Quel idiot, s'il avait eu pour lors
Quelque bon lit, aurait couché dehors ? (37).

On a souvent chanté la vertu des généraux romains qui, à l'exemple de Cincinnatus et de Curius Dentatus, revenaient à leur charrue après leurs victoires ; Voltaire veut bien croire la chimérique histoire des vieux Romains, mais en ce temps-là leur pays était si pauvre et si exigü qu'il fallait bien, au retour de la guerre, labourer la terre pour en tirer des subsistances ; la pauvreté des hommes de cette époque est certaine : ils arboraient pour étendards des poignées de foin, et leur Jupiter était en bois au temps de Servius Tullius ; chacun devait alors travailler pour vivre, fût-il glorieux et triomphant ; ce serait montrer quelque simplicité que de « nommer vertu ce qui fut pauvreté » (38).

Fénelon, dans son *Télémaque*, a exposé naïvement un idéal que le bon sens doit faire rejeter : ce n'est certes ni à Ithaque, ni à Salente, ni en aucune des cités vantées par « monsieur du Télémaque », que Voltaire voudrait chercher le bonheur ; on y voit des hommes, « tristement vertueux », « manquer de tout pour avoir l'abondance » (39). D'ailleurs Fénelon ne doit pas faire oublier les moralistes austères qui, avant lui, ont cru pouvoir condamner le luxe, sans comprendre combien leurs préceptes

(35) *Le Mondain*, vers 9-12 (X, 83-84).

(36) *Observations sur MM. Jean Lass, Melon et Dutot...* (XXII, 363-364).

(37) *Le Mondain*, vers 43 et suivants (X, 84).

(38) *Défense du « Mondain »*, vers 73-98 (X, 92-93).

(39) *Ibid.*, vers 113 et suivants (X, 92).

étaient contraires à la nature humaine et à la logique la plus élémentaire ; ainsi Caton ne se rendait pas compte de l'absurdité de son raisonnement et donnait à Lucullus une occasion de s'amuser à ses dépens, lorsqu'il disait aux Romains : « Gardez-vous du luxe : vous avez subjugué la province de Phase ; mais ne mangez jamais de faisans. Vous avez conquis le pays où croît le coton ; couchez sur la dure. Vous avez volé à main armée l'or, l'argent et les pierreries de vingt nations ; ne soyez jamais assez sots pour vous en servir. Manquez de tout après avoir tout pris. Il faut que les voleurs de grand chemin soient vertueux et libres (40). » A l'époque de Voltaire encore, un Norvégien reprochait à un Hollandais enrichi dans le commerce avec les colonies de vivre dans l'opulence et de coucher dans un lit de damas au lieu de se nourrir de bœuf fumé et de se servir de cuillères de bois et de fourchettes de fer ; le Hollandais l'invita sagement à aller s'enrichir à Batavia, afin d'y faire l'expérience du goût du luxe (41).

Au surplus, les adversaires du luxe manquent généralement de sincérité et sont animés surtout d'un dépit qu'ils n'osent avouer : « ceux qui crient contre ce qu'on appelle le luxe ne sont guère que des pauvres de mauvaise humeur (42) ». N'est-ce pas précisément le cas de l'amer La Bruyère, « ce misanthrope forcé », qui regrettait sottement le temps où la bougie était inconnue, où les couverts étaient d'étain, où l'argent restait enfermé dans les coffres, où l'on n'avait ni abondance, ni industrie, ni goût, ni propreté (43) ? Il n'y a donc pas lieu de s'arrêter aux critiques suspectes des « tristes censeurs des plaisirs qu'ils n'ont pas » (44), ou des faux dévots qui déclament contre les jouissances raffinées tout en en goûtant eux-mêmes sans retenue (45).

Si le luxe, en principe, mérite, par le bien-être personnel qu'il procure, d'être soutenu contre les attaques dont il est l'objet, il cesse toutefois d'être défendable, à ce point de vue, quand il excède les limites que la sagesse doit lui assigner ; dans ce cas, d'ailleurs, son effet normal n'est pas atteint, car « il est comme tous les autres plaisirs, il faut les goûter avec quelque sobriété pour en bien jouir » (46). On peut alors légitimement admettre les critiques qui lui sont adressées, en se gardant seulement de compromettre son principe même. Il convient, en effet, d'éviter deux excès auxquels il peut donner lieu : le ridicule et l'intempérance.

(40) *Dictionnaire philosophique*, article *Luxe* (XX, 15). Cf. MELON, *Essai politique sur le commerce*, chap. ix, p. 698.

(41) *Dictionnaire philosophique*, article *Luxe* (XX, 15-16).

(42) *Lettre au prince royal de Prusse*, 1737 (XXXIV, 200).

(43) *Observations sur MM. Jean Lass, Melon et Dutot...* (XXII, 364).

(44) *Défense du « Mondain »*, vers 74 (X, 92).

(45) *Ibid.*, vers 21 et suivants (X, 91).

(46) *Lettre à M. le chevalier du Coudray*, 1773 (XLVIII, 334).

Le ridicule doit être redouté sous toutes ses formes, et c'est pour cela que « le luxe est une fort bonne chose quand il ne va pas jusqu'au ridicule » (47). S'agit-il, par exemple, d'un cultivateur travaillant une terre ingrate ? il est juste qu'il possède un bon habit, qu'il soit bien chaussé et bien nourri ; mais on ne pourrait l'approuver s'il labourait avec son bel habit, avec du linge blanc, les cheveux frisés et poudrés ; il serait alors aussi ridicule qu'un bourgeois de Paris ou de Londres qui paraîtrait au spectacle vêtu comme un paysan (48). En somme, il convient d'éviter l'excès dans la libéralité comme dans l'économie.

Quant à l'intempérance, elle constitue aussi un excès, et l'excès est aussi pernicieux dans la gourmandise que dans l'abstinence. La publication du *Mondain* avait soulevé l'hostilité des moralistes austères et donné à des écrivains souvent licencieux, comme Piron, l'occasion de le prendre vivement à partie. Pour se justifier aux yeux du public, Voltaire composa un petit opuscule en vers, *Sur l'usage de la Vie*, où il indiqua la nature des jouissances qu'il approuvait : il s'agit seulement des « plaisirs purs et permis » et non de l'intempérance, et les plaisirs permis eux-mêmes doivent être interrompus au bout de quelque temps pour éviter tout excès (49).

Sous ces deux réserves, le luxe doit être approuvé pour l'amélioration qu'il apporte au sort des personnes qui en jouissent. Il doit être encouragé aussi en raison de l'influence qu'il exerce sur l'état social du milieu où il est pratiqué. Si l'inégalité des conditions n'est pas un mal en soi, elle devient profondément néfaste quand elle est exagérée et surtout quand elle est éternellement favorable aux mêmes personnes ; le luxe des riches, qui en est la conséquence, en est également le remède ; il ne va pas, on le sait, sans une dépense préalable, et ainsi il est un facteur d'égalité, puisqu'il fait passer une partie de la fortune des plus favorisés entre les mains de ceux qui n'ont d'autres ressources que les revenus de leur travail :

Le pauvre y vit des vanités des grands,
Et le travail, gagé par la mollesse,
S'ouvre à pas lents la route à la richesse (50).

Puisque le luxe des grands fait vivre les pauvres par la dépense qu'il nécessite, c'est un devoir social pour ceux qui ont des ressources importantes que de les employer à des dépenses de luxe ; en agissant ainsi, ils rendront l'argent à sa destination normale : « L'argent est fait pour circuler, pour faire éclore tous les arts,

(47) *Lettre à M. le chevalier du Coudray*, 1773 (XLVIII, 334).

(48) *Dictionnaire philosophique*, article *Luxe* (XX, 17).

(49) *Sur l'usage de la vie* (X, 94).

(50) *Défense du « Mondain »*, vers 70-72 (X, 92).

pour acheter l'industrie des hommes. Qui le garde est mauvais citoyen, et même est mauvais ménager. C'est en ne le gardant pas qu'on se rend utile à la patrie et à soi-même (51). » Il s'opère ainsi une répartition des fonctions entre les classes sociales, les pauvres ayant le devoir de produire et trouvant dans l'accomplissement de ce devoir un moyen d'enrichissement, les riches ayant pour fonction de faire circuler les richesses :

Le riche est né pour beaucoup dépenser ;
Le pauvre est fait pour beaucoup amasser (52).

Par ce moyen, l'ordre social est parfois interverti : dans plus d'un royaume, le serf affranchi, enrichi par son industrie, a pris la place de ses anciens maîtres appauvris par le luxe ; quand elle atteint ce degré, la transformation sociale qui résulte du luxe devient funeste : l'ancienne noblesse est avilie, la nouvelle est enviée et méprisée, et les peuples qui ont subi cette évolution sont exposés sans défense aux entreprises des autres nations ; mais ce mal n'est que la conséquence d'un excès de bien : « Un bien ne produit jamais un mal que lorsque ce bien est poussé à un excès vicieux, et alors il cesse d'être bien. » L'essentiel est donc de se garder, ici encore, de tout excès ; à cette condition, les effets sociaux du luxe seront aussi propices que ses effets individuels (53).

Cet excès dangereux, contre lequel il convient de se prémunir, menace surtout les seigneurs terriens. Ceux-ci peuvent être amenés à emprunter des sommes élevées pour les dépenser en consommations de luxe ; ils sont dès lors tenus de payer annuellement les intérêts de leurs dettes. Si, à la même époque, les prix s'élèvent par suite de l'abondance de l'argent et du développement de l'industrie, les seigneurs s'appauvrissent rapidement et peuvent être réduits à vendre leurs terres. En effet, leurs charges deviennent écrasantes, puisqu'ils sont obligés de verser régulièrement les intérêts de leurs dettes et que leurs dépenses d'apparat s'accroissent considérablement en raison de la hausse des prix. Par contre, leurs ressources restent à peu près invariables ; les revenus qu'ils tirent de leurs terres ne suivent pas la même progression que leurs dépenses : l'augmentation générale des prix s'accompagne d'un déséquilibre entre les prix des objets de luxe et celui du pain ; les premiers s'accroissent beaucoup plus rapidement que le dernier, « parce qu'on ne mange pas plus de pain qu'auparavant, mais on consomme plus en magnificence ». Ainsi, par la disproportion initiale établie inconsidérément entre les dépenses de luxe et les dépenses nécessaires, des changements

(51) *Observations sur MM. Jean Lass, Melon et Dutot...* (XXII, 364).

(52) *Défense du « Mondain »*, vers 52-58 (X, 91).

(53) *Dictionnaire philosophique*, article *Propriété* (XX, 293-294).

regrettables sont apportés à la condition sociale des grands (54). Mais cette situation résulte d'un abus du luxe et non de son usage.

Enfin le luxe, bienfaisant par les satisfactions procurées aux individus et par l'amélioration apportée à l'organisation sociale, est en outre un facteur puissant de prospérité nationale. On l'a parfois accusé de compromettre la grandeur et la gloire de la nation, mais il suffit de considérer impartialement les exemples invoqués à l'appui de cette allégation pour en saisir aussitôt la fragilité.

Dans la Grèce antique, on oppose la vertu des Spartiates à la mollesse des Athéniens. Il paraît pourtant difficile de prétendre que la gloire de la Grèce soit due aux citoyens de Lacédémone : « Quel bien Sparte fit-elle à la Grèce ? Eut-elle jamais des Démosthène, des Sophocle, des Appelle et des Phidias ? Le luxe d'Athènes a fait des grands hommes en tout genre ; Sparte a eu quelques capitaines, et encore en moins grand nombre que les autres villes (55). » Sans doute les Spartiates ont subsisté comme les Athéniens, mais il n'en résulte pas qu'ils aient assuré la prospérité de leur cité : « On arrive à la mort aussi bien en manquant de tout qu'en jouissant de ce qui peut rendre la vie agréable. Le sauvage du Canada subsiste et atteint la vieillesse comme le citoyen d'Angleterre qui a cinquante guinées de revenu. Mais qui comparera jamais le pays des Iroquois à l'Angleterre (56) ? »

L'histoire romaine est aussi parfois invoquée par les adversaires du luxe ; on a cru pouvoir affirmer que la grandeur de Rome n'avait pas survécu à la sobriété et à la vertu de ses premiers enfants. En réalité, l'histoire montre que les premiers Romains étaient des brigands qui ne se contentaient pas de leur propre village et qui allaient détruire les pauvres villages des Volsques et des Samites ; il est absurde de louer leur désintéressement, sous prétexte qu'ils ne volaient ni or ni argent ni pierreries, car ils ne pouvaient voler ce qui n'existait pas. Plus tard, quand ils eurent tout pillé et volé de l'Adriatique à l'Euphrate, ils eurent enfin l'esprit de jouir du fruit de leurs rapines, ils cultivèrent les arts, ils goûtèrent tous les plaisirs et les firent goûter aux vaincus ; on leur reproche cette attitude, parce que, dit-on, pour vivre en honnêtes gens, ils devaient jeter leur butin dans la rivière ; or, « toutes ces déclamations se réduisent à prouver qu'un voleur ne doit jamais ni manger le dîner qu'il a pris, ni porter l'habit qu'il a dérobé, ni se parer de la bague qu'il a volée » ; cette conception ne peut être admise : ce qui est

(54) *Observations sur MM. Jean Lass, Melon et Dutot...* (XXII, 365).

(55) *Dictionnaire philosophique*, article *Luxe* (XX, 17). — Cf. MELON, *Essai politique sur le commerce*, chap. ix, p. 698.

(56) *Dictionnaire philosophique*, article *Luxe* (XX, 17).

condamnable, c'est le vol, c'est le pillage ; mais, considérer des brigands comme des insensés parce qu'ils jouissent du fruit de leur vol, c'est aussi contraire au bon sens que de reprocher à des marins anglais enrichis à la prise de Pondichéry et de la Havane de prendre du plaisir à Londres pour prix de la peine qu'ils ont eue au fond de l'Asie et de l'Amérique (57).

Quant à la chute de l'empire romain, on ne saurait logiquement l'imputer au luxe des siècles qui l'ont précédée. Voltaire a toujours estimé que « les deux empires d'Occident et d'Orient n'avaient été détruits que par la controverse et par les moines : en effet, quand Alaric prit Rome, on n'était occupé que de disputes théologiques ; et, quand Mahomet II prit Constantinople, les moines défendaient beaucoup plus l'éternité de la lumière du Thabor, qu'ils voyaient à leur nombril, qu'ils ne défendaient la ville contre les Turcs » (58).

On a reproché aussi à Louis XIV ses profusions dans les bâtiments, dans les arts et dans les plaisirs ; on a cru que l'appauvrissement de la France en était la conséquence directe ; c'était méconnaître que « les dépenses qui encouragent l'industrie enrichissent un Etat » (59). Colbert n'était pas tombé dans cette erreur ; en esprit sage, il encouragea les arts et donna ainsi au pays une prospérité qui excita la jalousie de nos fiers voisins (60).

D'ailleurs, les dépenses de luxe privent les souverains et les dictateurs des ressources qui leur seraient nécessaires pour soudoyer des armées et faire la guerre ; par là, on évite d'exposer le pays aux ravages de la guerre, et l'on n'est pas fondé à le regretter, puisque la nation échappe ainsi à un fléau redoutable (61).

Ainsi, loin d'être un facteur de ruine, « le luxe général est la marque infailible d'un empire puissant et respectable » ; il suffit, pour s'en convaincre, de considérer la prospérité de la France dans les périodes où les dépenses ont été les plus grandes, c'est-à-dire sous Charlemagne, sous François I^{er}, sous le ministère du grand Colbert, et à l'époque même où Voltaire exposait ce principe (62). Au surplus, les exemples choisis ne sont guère convaincants, et on peut à bon droit s'étonner de les trouver sous la plume d'un historien averti comme l'était Voltaire.

Ce qui explique en partie l'heureuse influence du luxe sur la richesse de la nation, c'est qu'il rend inévitable l'établissement de relations commerciales actives entre tous les pays ; chaque peuple se trouve amené à demander aux autres les objets de

(57) *Dictionnaire philosophique*, article *Luxe* (XX, 16).

(58) *L'Homme aux Quarante écus, D'un bon souper* chez M. André (XXI).

(59) *Siècle de Louis XIV*, chap. xxx (XIV, 525).

(60) *Défense du « Mondain »*, vers 98 et suivants (X, 93).

(61) *Dictionnaire philosophique*, article *Luxe* (XX, 15).

(62) *Observations sur MM. Jean Lass, Melon et Dutot...* (XXII, 364).

luxe qui lui manquent : c'est ainsi que les vaisseaux français s'en vont chercher de nouveaux biens jusqu'aux sources du Gange, tandis que nos vins de France enivrent les sultans des pays musulmans. Le goût du luxe crée ainsi une solidarité de plus en plus étroite entre toutes les nations de l'un et l'autre hémisphère, et chacune d'elles profite des richesses des autres, par les produits qu'elle importe et par les bénéfices commerciaux qu'elle réalise sur les exportations (63). Chaque bien est dû au travail de tous les peuples ; une simple tasse de café est le fruit d'une collaboration imprévue de l'Arabie, de la Chine, du Nouveau Monde et de tout l'univers (64).

Mais, si le luxe est un bien pour la nation comme pour l'individu, il cesse d'être bienfaisant, au point de vue national comme au point de vue individuel et au point de vue social, lorsqu'il donne lieu à des excès. Il est en effet deux cas où le luxe ne saurait être encouragé. Il peut d'abord devenir néfaste quand les dépenses qu'il entraîne sont hors de proportion avec les ressources industrielles du pays : dans ce cas, les dépenses de luxe ne peuvent être effectuées qu'au détriment de l'agriculture, car les sommes affectées à ces dépenses sont prélevées sur les revenus des populations rurales ; c'est pourquoi, si la splendeur est un symptôme heureux dans un grand Etat, elle est une cause de ruine pour un petit pays (65). Le luxe est également funeste à la nation quand il détermine des sorties d'or ; bien que Voltaire ne partage pas, en général, les préjugés des mercantilistes qui ne voient de richesse que dans la monnaie, il manifeste néanmoins quelques inquiétudes au sujet des exportations de numéraire destinées à payer à des étrangers les objets de luxe achetés chez eux ; notamment dans *l'Homme aux Quarante écus*, il est très affirmatif : « Une autre cause de notre pauvreté est dans nos besoins nouveaux, il faut payer à nos voisins 4 millions d'un article et 5 ou 6 d'un autre pour mettre dans notre nez une poudre puante venue d'Amérique ; le café, le thé, le chocolat, la cochenille, l'indigo, les épiceries nous coûtent plus de 60 millions par an. »

Ce n'est que dans ces deux cas, où le luxe cesse par suite de ses abus d'être favorable à la nation, que le législateur peut songer à intervenir pour en arrêter les progrès.

(63) *Le Mondain*, vers 22 et suivants (X, 84).

(64) *Défense du « Mondain »*, vers 31 et suivants (X, 91).

(65) *Défense du « Mondain »*, vers 53 et suivants (X, 91). — Cf. *Siècle de Louis XIV*, chap. xxx (XIV, 525).

IV. — LES LOIS SOMPTUAIRES

Le moyen d'action qui s'offre au législateur pour s'opposer au luxe consiste dans la promulgation de lois somptuaires ; par ce procédé, il paraît facile de limiter artificiellement ou même de prohiber totalement le luxe. Mais cette intervention doit-elle être admise ? Si on estime que le luxe est utile à la nation, il est contraire à l'intérêt du pays de l'enrayer par des lois. Aussi Melon, qui ne lui ménage pas les louanges, se déclare-t-il absolument hostile aux lois somptuaires. L'attitude de Voltaire est plus nuancée : si, en principe, il prend parti contre ces lois, il admet pourtant leur légitimité dans certains cas.

En principe, le luxe est conforme à l'intérêt national bien entendu ; donc, dans la plupart des cas, les lois somptuaires, qui ont pour but d'arrêter ses heureux effets, doivent être condamnées. Il est difficile d'en assurer l'application, ou, si l'on y parvient, on aboutit à des résultats si funestes que l'on comprend bientôt la nécessité de les abroger. L'histoire démontre qu'il en a toujours été ainsi en France. Par exemple, les tentatives dirigées par Louis XII contre l'orfèvrerie constituent une confirmation éclatante de ce principe : « L'orfèvrerie était grossière. Louis XII l'ayant défendue dans son royaume par une loi somptuaire indiscrete, les Français firent venir leur argenterie de Venise. Les orfèvres de France furent réduits à la pauvreté, et Louis XII révoqua sagement la loi. » Une remarque analogue peut être faite à propos des successeurs de ce roi : les étoffes d'or et de soie furent par eux interdites ; si cette prohibition avait été observée, les manufactures de Lyon étaient perdues ; une semblable initiative ne trouve pas une justification suffisante dans le fait que la soie était importée de l'étranger, car certaines personnes échappaient à la prohibition en raison de leur qualité : « On ne permit sous Henri II des habits de soie qu'aux évêques ; les princes et les princesses eurent la prérogative d'avoir des habits rouges, soit en soie, soit en laine ; enfin il n'y eut que les princes et les évêques qui eurent le droit de porter des souliers de soie. » Ces exemples concordants comportent un enseignement : « Toutes ces lois somptuaires ne prouvent autre chose sinon que le gouvernement n'avait pas toujours de grandes vues, et qu'il parut plus aisé aux ministres de proscrire l'industrie que de l'encourager (66). »

Donc, en général, les lois somptuaires, font plus de mal que de bien. Toutefois, elles se justifient dans deux cas, qui sont précisément ceux où le luxe devient nuisible à la nation. Il s'agit

(66) *Essai sur les mœurs*, chap. cxxi (XII, 244).

d'abord des pays où les dépenses qu'il entraîne sont exagérées par rapport aux ressources des habitants ; ainsi, dans les petits Etats, les lois somptuaires sont des mesures sages : « Que la république de Raguse et le canton de Zug fassent des lois somptuaires, ils ont raison, il faut que le pauvre ne dépense point au delà de ses forces (67). » Le second cas dans lequel les lois somptuaires doivent trouver une légitime application est celui où les dépenses de luxe entraînent une exportation de numéraire ; sur ce point, Voltaire est très affirmatif : une diminution du luxe convient dans une nation qui paye son luxe à l'étranger (68) ; avant de porter un jugement sur les prohibitions édictées par le souverain, il convient d'examiner la situation du pays où elles doivent s'appliquer ; ainsi, quoi qu'en ait dit Montesquieu, une prohibition établie en Hollande à l'égard de la consommation de la cannelle n'aurait pas les mêmes conséquences qu'une interdiction prononcée en Espagne contre les étoffes d'or et d'argent ; en effet, les Espagnols, n'ayant pas de manufactures, sont obligés d'acheter ces étoffes à l'étranger, et, par suite, de se démunir d'une partie de leur numéraire ; au contraire, les Hollandais, étant seuls possesseurs de la cannelle, n'ont rien à payer à l'étranger ; dans ces conditions, ce qui a pu être raisonnable en Espagne serait absurde en Hollande (69). Ces deux exceptions mises à part, les lois somptuaires sont condamnables, parce qu'elles vont à l'encontre de l'intérêt général du pays.

Sur ce point, Voltaire reste fidèle à ses principes. Sa théorie du luxe constitue ainsi un ensemble remarquablement coordonné, parfaitement logique ; cette théorie, il l'a résumée lui-même en termes heureux dans quelques vers adressés en 1737 au comte de Saxe (70) :

Oui, je suis loin de m'en dédire,
Le luxe a des charmes puissants ;
Il encourage les talents,
Il est la gloire d'un empire.

Il ressemble aux vins délicats,
Il faut s'en permettre l'usage ;
Le plaisir sied très bien au sage :
Buvez, ne vous enivrez pas.

Qui ne sait pas faire abstinence
Sait mal goûter la volupté ;
Et qui craint trop la pauvreté
N'est pas digne de l'opulence.

MAURICE GAFFIOT,

Chargé de Cours à la Faculté de Droit d'Alger.

(67) *Dictionnaire philosophique*, article *Luxe* (XX, 17).

(68) *Siècle de Louis XIV*, chap. xxx (XIV, 524).

(69) *Dictionnaire philosophique*, article *Esprit des Loix* (XX, 11).

(70) *Lettre à M. le comte de Saxe*, 1737 (XXXIV, 232-233).

UN GRAND ÉCONOMISTE ITALIEN

FRANCESCO FERRARA

par M. G.-H. BOUSQUET

« Ad un tanto maestro, come e il Ferrara, molto debbo, e se posso restituire, ad altri un poco di questo molto, acro solo compiuto il dovere mio. »

(V. PARETO [1].)

Dans cet article, nous nous proposons d'esquisser quelques traits de la vie et de l'œuvre d'un grand économiste italien, Francesco Ferrara, qui est à peu près ignoré à l'étranger, et ce bien à tort, ainsi que nous espérons pouvoir le montrer. Cet oubli est même si complet que l'*Encyclopédie Britannique* (2) ne mentionne même pas son nom. Par son activité politique, mais plus encore comme économiste classique, on peut voir en lui le dernier des grands représentants de l'école libérale, — et surtout par ses contributions remarquables à la théorie de la valeur, il mérite d'être connu et étudié.

I

Francesco Ferrara naquit (3) le 7 décembre 1810 à Palerme. On le destina d'abord, comme tant d'autres de ses contemporains, à la vie ecclésiastique ; il fit ses études au collège des Jésuites et s'y distingua en occupant de suite le premier rang parmi ses condisciples, en particulier en ce qui concerne l'étude du latin. On rapporte cette anecdote selon laquelle il fut couronné du titre d' « empereur romain » ! Les bons Pères avaient en effet l'habitude, pour stimuler l'ardeur de leurs élèves, de les classer en deux groupes : les « Romains » (qui formaient

(1) « Economia dimessa », *Libertà Economica*, an. X, n° 17-18.

(2) 11^e édition.

(3) D'après A. BERTOLINI, « La vita et il pensiero di F. F. », *Giornale degli Economisti*, janv. 1895.

l'élite) et les « Carthaginois », recrutés parmi les écoliers médiocres. Il montra également des dispositions pour la théologie, mais, après avoir acquis les ordres mineurs, il quitta l'habit sacerdotal tout en conservant pour le reste de son existence une foi sereine et profonde pour la religion catholique.

Désormais, il n'eut plus d'autres maîtres que lui-même. Après avoir hésité sur la carrière à suivre, il inclina à un moment donné vers la médecine. La lecture d'un *Essai sur les causes des difficultés actuelles de l'Economie agricole de la Sicile et les moyens d'y remédier*, de Palmeri, décida de sa carrière. Après avoir entrepris quelques études économiques, il fut nommé bientôt à la direction centrale de la Statistique de Sicile, à Palerme, et en devenait à vingt-cinq ans le directeur ; à cette époque remonte sa première étude, intitulée *Doutes sur la Statistique*, où se retrouvent de remarquables qualités d'observation, ainsi que ses premières déclarations de principe à l'égard du régime libéral qui devaient être le fil conducteur du reste de son existence. L'année suivante, il fonda le *Giornale di Statistica*, et y publiait par la suite maint article.

Quoique fonctionnaire, Ferrara souffrait profondément de l'état de chose créé en Sicile par la déplorable administration des Bourbons. De jour en jour, il voyait s'accroître la ruine de cette province par la faute d'un régime tyrannique, soupçonneux, incapable de réaliser la moindre réforme. Il se mit bientôt de l'opposition, d'abord cachée, puis de plus en plus ouverte, qui se forma contre le gouvernement. Dans les derniers jours de 1847, il prononçait un grand discours au Liceo Tulliano qui suscita un enthousiasme extraordinaire parmi ses auditeurs, et publiait en même temps une lettre anonyme, véritable acte d'accusation contre le gouvernement napolitain. Celui-ci le fit arrêter dans la nuit du 9 au 10 janvier 1848. Mais la révolution, qui éclatait quelques semaines après, devait rendre sa détention bien courte. Loin d'avoir calmé les esprits, cette mesure avait été la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

Ferrara joua un rôle de premier ordre dans la révolution sicilienne. Au parlement, il défendit avec ardeur la liberté, même contre les partisans du régime jacobin, et exposait ses idées au public dans son journal *l'Indipendenza et la Lega*. La politique ne lui faisait pas oublier les intérêts économiques de sa patrie, et il s'occupa en particulier de faire rouvrir le port franc de Mes-sine. Le 10 juillet 1848, la Chambre sicilienne élisait roi Ferdinand-Marie-Albert-Amédée, duc de Gênes, second fils de Charles-Albert. Cet appel au trône d'un prince piémontais marquait pour la Sicile la séparation d'avec Naples et eut une répercussion décisive sur la vie de Ferrara, car il fit partie de la délégation chargée d'apporter à Ferdinand la couronne. Le 21 du même mois, la délè-

gation était reçue par Charles-Albert à Marmirolo, quartier général de l'armée piémontaise.

On sait que la tournure prise par les événements firent avorter ce projet. Le roi fit traîner les négociations en longueur et, pendant ce temps, la Sicile retombait sous le joug des Bourbons ; à cette nouvelle, et encore que le roi de Naples eût décrété une amnistie, Ferrara, avec la majeure partie de la délégation, jugea prudent de ne pas rentrer dans sa patrie ; et de la sorte commençait pour lui un exil de plus de dix années.

En juillet 1848, il s'établit donc à Turin, y fait la connaissance de Cavour, se lie d'amitié avec lui, collabore à la publication *Risorgimento* et est nommé, le 16 octobre de la même année, à la chaire d'économie politique de l'Athénée de Turin. A cette époque, l'éditeur Pomba entreprit la publication de la « Biblioteca dell' Economista », modèle du genre, que l'enseignement universitaire italien peut être fier de posséder et que les autres nations peuvent lui envier. Ferrara en avait eu l'idée ; il fut nommé directeur de la collection, et, dès le premier volume, plaçait en tête de ces ouvrages ces préfaces qui sont une des plus belles contributions de l'esprit humain à la science économique. Malgré ces occupations, Ferrara n'abandonna pas le journalisme et fonda la *Croce di Savoia*, opposée à la politique de Cavour, avec lequel il commence à se brouiller : il voyait en effet dans la politique centralisatrice de celui-ci une extension des pouvoirs de l'Etat à laquelle sa foi libérale lui interdisait de se rallier. Il fut la victime, pour cette raison, de toute une série de persécutions de la part des ministres Rattazzi, Cavour et Lanza, sur l'ordre desquels les journaux du gouvernement se mirent à lancer des attaques personnelles contre lui. Cette lutte devait se terminer d'une façon peu honorable pour les adversaires de Ferrara : ils le firent traduire devant le Conseil supérieur de l'Instruction publique pour avoir attaqué, dans une leçon sur la liberté de l'enseignement, les lois de l'Etat piémontais. Dans sa défense, Ferrara n'hésitait pas à écrire fièrement : « La dignité de professeur officiel consiste à se croire le mandataire de la science et de l'Etat et non l'esclave d'un ministre quelconque. » Il fut révoqué. Justement ulcéré, il voulut quitter le pays qu'il considérait comme sa seconde patrie, il hésita un instant entre la chaire d'économie qu'on lui offrit à Pise et un poste dans la Banque des Quatre-Légations de Bologne, se décida pour Pise et y fut nommé à la fin de 1859.

Il n'y devait rester qu'un an. C'est que de graves événements s'étaient accomplis, et la Sicile voyait enfin arriver la délivrance qu'elle avait vainement attendue dix ans plus tôt. Ferrara se hâta de rentrer à Palerme, où il est nommé par le gouvernement provisoire directeur des Contributions indirectes, poste

dans lequel il déploya une énergie peu commune contre la « camorra » des grands contrebandiers ; plusieurs attentats furent dirigés contre sa personne. Mais, en 1862, nous le voyons déjà à Turin, où il avait été rappelé comme conseiller à la Cour des comptes. En cette qualité, il prit une part tout à fait prépondérante dans l'élaboration des nouveaux projets financiers du gouvernement. Au moment où l'état des finances italiennes devint critique, il soutint avec autorité un projet d'impôt sur la mouture des céréales, ce qui lui valut des attaques terribles ; on procéda même en Sicile à un autodafé de son effigie.

Cependant, la capitale s'était transférée à Florence, et avec elle la Cour des Comptes ; là, Ferrara eut enfin la joie de réaliser un très ancien projet, la fondation de la « Società di Economia politica », et pour sa part il s'y occupa de la question du cours forcé. Mais les conditions économiques d'alors étaient difficiles pour le jeune royaume, et Ferrara n'eut pas l'occasion de se consumer en des discussions théoriques. Une fois de plus, il allait être mêlé activement aux choses de la politique. Sur l'initiative éclairée de Victor-Emmanuel, il fut nommé, en mai 1867, au poste de ministre des Finances dans le cabinet Ratazzi, alors qu'il n'était pas même député (il le devint un peu plus tard). Les intrigues de ses ennemis ne lui laissèrent guère de repos, il démissionnait au bout de quelques mois. Comme ministre, il resta fidèle aux enseignements du professeur : « Je suis, chacun le sait, disait-il, un partisan décidé de la liberté, en tout et pour tous..., et ce n'est pas un inconcevable amour pour un portefeuille qui pourrait déraciner de ma pensée un principe qui a décidé de la majeure partie des événements de mon existence. » Il n'avait pu s'entendre avec ses collègues sur la question des biens d'Eglise, dont il considérait la liquidation comme contraire aux principes du libéralisme. Après sa démission, il ne revint plus jamais au pouvoir, même lorsque plus tard Depretis lui offrit le ministère du Commerce et de l'Agriculture. Comme député, il prit au contraire une part active aux travaux du Parlement.

Cependant, comme ministre, il avait renoncé à sa charge de conseiller à la Cour des Comptes et se trouvait sans emploi. Un événement imprévu eut alors sur son existence une influence durable. Venise, rendue à la patrie italienne, pensait à ériger un Institut d'Etudes supérieures qui répondit aux besoins nouveaux de sa vie commerciale. Ferrara s'était enthousiasmé pour ce projet, bientôt approuvé par le gouvernement, et fut nommé directeur de l'Ecole royale supérieure de commerce de Venise (4) et c'est en cette ville qu'il devait terminer son existence, si agitée

(4) Aujourd'hui Institut supérieur des Sciences économiques et commerciales.

jusque-là. Il imprima fortement son cachet personnel à l'Institut et y développa magistralement les principes qu'il avait défendus jusque-là, encore que, dans son poste de directeur, il en atténua la rigueur et ne se refusa pas à y exercer un certain autocratie : ainsi il fit renvoyer un professeur qui (au nom de la liberté) n'avait pas cru devoir épouser la jeune fille que Ferrara lui avait enjoint de prendre pour femme ! (5).

Pourtant, son activité continuait aussi à l'extérieur de l'Ecole ; en était alors (après 1870) à l'époque où le socialisme de la chaire tentait de faire irruption en Italie. Avec beaucoup de vigueur, Ferrara prit la tête de la résistance, avec l'aide de Martello, de Pareto, de Peruzzi, de Virgilio et d'autres encore. En même temps, il continuait à être député.

En 1880, il dut renoncer à la carrière parlementaire : il représentait alors la ville de Palerme et s'y trouvait en compétition avec Francesco Crispi ; la lutte électorale prit un caractère extrêmement passionné. Finalement, Ferrara fut battu, et Crispi, profitant de la diversité des votes adverses sur divers candidats, élu à sa place. Cette défaite fit prendre à Ferrara la décision de se retirer définitivement de la vie publique, et sa nomination à la dignité de sénateur, l'année suivante, ne changea rien à son intention. Il refusa tous les honneurs qu'on lui offrit, comme celui de représenter l'Italie à la conférence de Berlin, organisée par l'empereur d'Allemagne, pour l'étude des questions sociales. Il ne devait mourir que beaucoup plus tard, en 1900, âgé de quatre-vingt-dix ans, au milieu de sa famille et s'étant survécu à lui-même de bien des années (6).

Telle fut la vie de cet homme remarquable, dont nous devons étudier plus particulièrement l'œuvre économique.

II

Et tout d'abord, sous son aspect extérieur. Elle se trouve à peu près contenue tout entière dans ces curieuses préfaces de la *Biblioteca dell' Economista*, ce qui n'est pas un de ses caractères les moins originaux. Une exposition systématique de sa pensée aurait pu se trouver dans ses leçons professées à Turin. Le manuscrit de ces leçons, qui se trouvait en la possession de Pantaleoni, devait être publié par lui, mais il a négligé de le faire et sa mort remet à beaucoup plus tard un projet qui ne sera peut-être

(5) C'est à Bertolini lui-même qu'est arrivée cette aventure (p. 47 de son opuscule *Cà Foscari*, qui n'a été tiré que pour ses amis). P. 28 : « Il palazzo Foscari divenne la casa del senatore Ferrara, con annessa Scuola di Commercio ! »

(6) Après 1880, Ferrara ne publia plus que deux études, l'une en 1882, l'autre en 1884.

jamais réalisé. On est donc obligé de s'en tenir à ses préfaces, qui, au point de vue littéraire, sont déjà fort remarquables par la clarté de l'exposition et la beauté de la langue. Elles ont été réimprimées en 1890, sous le titre *Esame storico-critico di economisti et dottrine economiche*, en quatre volumes, et cet ouvrage est un des plus intéressants non seulement de l'économie italienne, mais de toute l'économie politique du XIX^e siècle.

Singulière chose (7) que ces préfaces, qui ne sont ni un traité ni une monographie, mais une réélaboration originale de la science étudiée sous ses divers points de vue à l'occasion de la critique d'un auteur critique, qui sert de prétexte ou de point de départ pour les constructions de Ferrara. Mais, en même temps, notre auteur a le don de faire revivre la pensée de ceux qu'il présente au public, « Ferrara est maître dans l'art de placer en évidence le côté essentiel d'une doctrine..., et de repenser toute la théorie qu'il veut exposer. De là cette impression d'originalité que Ferrara nous laisse, même lorsqu'il reprend les théories d'autrui... Son investigation passe de l'idée à l'œuvre, à la vie, à l'ambiance historique, aux circonstances déterminantes, aux motifs psychologiques, à l'âme, à l'intention. L'œil du maître découvre les rapports les plus lointains, les enchaînements les moins visibles, les faiblesses les plus cachées ».

Aussi le nom de « préface » n'est-il pas apte à exprimer ce genre unique de la littérature économique en laquelle Ferrara s'est complu. Des dix-huit « préfaces » qu'il a laissées, plusieurs sont de petits volumes, où l'on trouve des exposés historiques de doctrines et de faits économiques, des critiques d'auteur, des constructions originales. La préface à la traduction de Dunoyer compte 150 pages (grand format) ; celle qui précède l'œuvre des physiocrates, 150 aussi ; la plus longue (« Della moneta et dei moi monogati »), 220 pages.

Malheureusement, cette originalité de Ferrara a eu pour conséquence qu'il a été peu connu à l'étranger, car il faut aller chercher dans des préfaces éparses une doctrine dont l'unité intérieure est cependant très forte, et qui songerait à traduire des préfaces, à des traductions ? Il est à espérer cependant qu'à l'avenir on se préoccupera un peu plus de son œuvre, car elle a l'avantage de nous fournir une forte contribution théorique aux doctrines classiques et est ainsi de nature à intéresser ceux que la théorie économique attire, mais qu'effrayent les constructions de l'école psychologique et plus encore l'appareil mathématique de l'école de l'équilibre.

(7) C. BATTISTELLA, Fr. Ferrara, § 62 (livre d'imminente publication et dont la *Rivista di Polit. econ.* a publié en 1924 plusieurs extraits.) Pour ce paragraphe et les suivants, voir aussi Fornari, dans son éloge de F. Ferrara prononcé à l'Institut de Venise le 10 novembre 1900.

Quelles sont maintenant les idées générales de notre auteur au sujet de notre science ? Il a pour elle un profond respect, un amour ardent, comme il le proclamait dans sa leçon inaugurale de l'Athénée de Turin. Pour s'y intéresser, disait-il, il faut réunir le savoir, la conscience et le courage, qualité essentielle en la matière : « Vous sentez-vous la force, jeunes gens, de regarder en face le despotisme et la liberté sans illusion et sans terreur ? Vous sentez-vous la force de mener une vie de privation plutôt que de vous agenouiller devant un ministre dilapidateur et rétrograde ? Etes-vous disposés à dire également la vérité à celui qui vous opprime et à celui qui vous flatte, et à la dire toute entière, énergiquement, résolument, comme vous l'entendez ?... Jeunes gens ! si vous ne l'êtes pas, retirez-vous, la science n'est pas pour vous, vous ne sauriez que l'aimer à moitié et un jour, sans le savoir, vous vous trouveriez amenés à la trahir (8). »

Ces fières paroles, par lesquelles Ferrara termine son discours inaugural, nous montrent que la science économique avait pour lui un caractère politique accentué ; sous l'influence de l'époque à laquelle il écrivait, il la place au milieu de la vie pratique. Comme le faisait remarquer Battistella (§ 13), c'était le moment où le libre-échange triomphait en Europe, grâce à l'action intense exercée par l'école de Manchester (9), et cela portait Ferrara à exalter la valeur pratique des théories de l'économie : cela explique le reproche qu'il fait à Bastiat de manquer de rigueur sur plusieurs points. Il avait, en somme, une « conception héroïque de la science et de la noblesse de sa mission ».

Ainsi donc, toute l'économie doit s'inspirer du concept de liberté qui, pour Ferrara, est scientifique : « Le principe de liberté, dit-il, ne peut être, à mes yeux, l'invention d'un système capricieux, mais est une déduction rigoureuse qui découle spontanément et avec force de vérités primitives et indéniables ; je vois la liberté comme un quelque chose de fatal, fatalement aussi l'idée que je m'en suis faite sera celle de tout le genre humain quand il en aura fini avec ses erreurs passées et ses appréhensions actuelles (10). » C'est le principe qui doit dominer toute l'économie et se retrouver dans toutes les parties de cette science.

Et pourtant, à côté de ces déclarations métaphysiques de Ferrara, qui tendent à faire de l'économie quelque chose de bien différent de ce que nous devons entendre par une science dans le sens objectif du mot, nous trouvons d'autres passages qui nous

(8) Publié dans *Esame*, II, 2, pp. 351 et ss.

(9) Selon la théorie ordinaire, car, pour nous, les doctrines économiques, et d'une façon générale les théories de tous genres, n'exercent guère d'influence par elles-mêmes sur la forme des sociétés. (Voyez notre *Précis de Sociologie d'après V. Pareto, passim*.)

(10) Cité par Fornari, pp. 10 et 11.

font juger tout autrement sa conception générale de l'économie. En somme, il présente à un degré extrême une caractéristique de l'école libérale qui tendait à faire établir un ensemble de mesures pratiques (le libéralisme) en même temps que, de Smith à Cherbuliez (11), on y pouvait voir une autre évolution qui avait pour but de la rendre plus scientifique. Ainsi, dit-il (*Esame*, II, 1, p. 74), « l'économie n'est pas un art divinatoire ou un recueil de dogmes ; humble servante des lois sublimes et inexorables qui révèlent, dans le monde des volontés incertaines, une sagesse égale à celle qui gouverne le monde de la matière [cela est du bavardage métaphysique], l'économie politique n'a pas d'enseignement à donner en dehors de ceux que la logique humaine déduit de l'étude des lois ». C'est pourquoi (I, 2, p. 295), « dans chaque branche de notre savoir, et peut-être dans l'économie plus que dans toute autre discipline, la théorie peut vivre et se développer sans s'abaisser à aucune application, elle peut se maintenir dans les bornes d'une science pure », elle n'a qu'à rechercher l'expression des lois générales de l'activité économique de l'homme (*ibid.*) ; « ceci est, au moins d'après ses déclarations, le critère que se proposait l'école de Say : pour celui-ci, la science, moyennant l'observation des faits, avait à déterminer les lois selon lesquelles l'homme produit ses richesses et en jouit ». Ferrara blâme J.-B. Say de ne pas être resté fidèle à ses intentions, et il blâme aussi (*ibid.*) Chevalier, « dont la méthode a pour défaut capital de ne pas tenir compte de l'obligation de convaincre avec le seul moyen dont dispose la logique humaine, à savoir avec la solidité des principes ».

Ferrara, logique dans ses idées générales concernant l'économie politique prise dans son ensemble, se trouve être fort original en ce qui concerne l'exposé de la science économique telle qu'il la conçoit. Il explique son point de vue à la fin de sa préface à J.-B. Say (I, 1, pp. 670 et s.). Pour lui, l'économie étudie par abstraction (il écrit même « par convention ») une partie de l'activité de l'homme, vue sous un aspect particulier ; il reprend la division entre économie-science et économie-art, blâme à nouveau Say de l'oublier à chaque instant, malgré ses déclarations, et passe ensuite à la critique de l'exposition classique selon le schéma production-distribution-consommation. « Cette manière de présenter le phénomène est à mon sens logiquement erronée, pernicieuse pour la science, et embarrassante pour l'étudiant. »

Logiquement erronée parce qu'elle s'attache à l'acte, Ferrara veut qu'on étudie la *cause efficiente* de l'acte, à savoir l'homme

(11) L'esprit de beaucoup le plus scientifique de l'école classique et beaucoup trop négligé ; l'Introduction des *Principes de la Science Economique* est un chef-d'œuvre.

avec ses caractéristiques psychologiques. Pernicieuse à la science, parce qu'il s'agit de trois moments d'un même fait, et cette erreur porte les plus grands auteurs à croire « qu'il y a une loi selon laquelle se forment les richesses, une selon laquelle elles se distribuent, une troisième selon laquelle elles se consomment ». Si vraiment il est permis de lire dans cette phrase tout ce que nous sommes en mesure d'y lire maintenant, grâce aux enseignements de Walras et de l'école de l'équilibre, il faut reconnaître que Ferrara fut ici un très grand précurseur qui voyait beaucoup plus juste que le reste de l'école classique. Enfin, dit-il, cette conception est embarrassante pour l'étudiant, parce qu'il y a là une continuelle pétition de principe (12).

C'est pourquoi la science économique devrait être exposée, dit Ferrara, selon la méthode des approximations successives, et ici encore il a des attaches directes avec les idées de l'école de Lausanne (surtout avec Pareto), qui a toujours combattu pour l'adoption des approximations successives. En première approximation, on étudiera l'activité de l'homme isolé (économie individuelle), puis celle d'un ensemble d'être humains (économie sociale), la dernière celle d'un complexe de ces ensembles (économie internationale) (13), mais, dans chacune de ces approximations, on étudiera l'ensemble de cette activité. Ferrara, précédant Jevons, montre que dans l'économie individuelle, « avant même de passer à l'hypothèse des hommes associés, on possède déjà tous les éléments pour concevoir la valeur d'échange, par la comparaison de l'effort à faire avec l'utilité que l'on espère en voir résulter ». Ici encore, Ferrara se montre très en avance sur le reste de l'école classique. Avec l'économie sociale, notre attention est alors attirée par toute une série de phénomènes nouveaux : association, division du travail, échange. Ici encore, on découvre le même but humain que dans l'économie individuelle : la production pour la consommation, mais la production plus complexe est devenue une sorte d'association et la consommation qui se prélève sur la masse des choses produites prend le caractère de participation, et ici apparaît la théorie de la valeur-coût de reproduction, dont nous parlerons plus loin. Enfin l'hypothèse de l'économie sociale nous permet d'aborder la théorie de la population et celle de son équilibre avec les moyens de subsistance. « Arrivé à ce point, on peut embrasser d'un coup d'œil l'économie d'une nation toute entière » et elle résulte du « dou-

(12) Pour notre part, nous croyons au contraire que la méthode classique est pédagogiquement très supérieure à celles de l'école mathématique et autrichienne. Voir notre article sur V. Pareto, *Rev. d'Hist. éc.*, 1924, n° 2.

(13) C'est la façon même dont von Wieser expose la théorie de l'économie pure dans le *Grundriss der Sozialwissenschaften* (1914). Voir notre article de la *Rev. d'Ec. pol.*, n° 1.

ble mécanisme » que l'auteur vient d'esquisser. La théorie de l'économie internationale ne sera pas fort différente de celle qui concerne l'économie sociale ; elle doit avoir surtout pour but, appuyée sur les enseignements de l'histoire, de démontrer que seules la justice et la liberté peuvent être avantageux et profitables pour le bien commun des nations. C'est seulement alors que l'on pourra passer à l'enseignement de l'art économique, dont le caractère sera entièrement différent de celui de la science. « Autant la science tend à devenir immuable, autant l'art est destiné à changer d'extension et de matière, parce que, — alors que la science a pour but la vérité, qui est une et éternelle, — l'art s'occupe des erreurs et des méfaits de la vie courante, qui changent comme changent les générations. »

Ce qui vient d'être dit prouve que notre auteur se montre dans l'élaboration de sa doctrine le même qu'il était dans la vie politique : énergique et personnel. Il ne se contente pas des formules toutes faites, mais, par sa critique féconde, il arrive à des résultats positifs. C'est ce que l'on verra encore mieux en portant attention à ses théories, surtout à sa théorie de la valeur.

III

Mais pour bien comprendre cette dernière, il faut d'abord exposer celle des « biens immatériels », qui en forme, selon nous, l'introduction obligatoire ; on y reconnaîtra cette tendance remarquable chez Ferrara (qui est un économiste classique) de s'attaquer à l'élément subjectif de l'économie. Cette étude sera d'autant moins ingrate que la théorie constitue une acquisition définitive pour la science ; on peut dire qu'avec Ferrara le débat est clos.

Ferrara, partant de l'idée que les biens économiques sont ceux qui satisfont les besoins de l'homme, démontre qu'on ne peut faire aucune différence *économique* entre les biens matériels et immatériels (II, 2, pp. 83-92, voir aussi la préface à Storck) et blâme Dunoyer de n'avoir pas vu juste à cet égard. Sans doute, il y a une différence entre ces biens, mais, étant donné l'objet de notre science, cette différence ne nous importe pas et les analogies sont au contraire dominantes. On dit que les biens immatériels n'ont pas de support matériel ? Répondant à J.-B. Say qui fait cette objection, notre auteur écrit : « Comment concevoir que la pensée du médecin se révèle, devienne saisissable, se vende, se transmette sans un moyen de transmission quel qu'il soit, petit ou grand, simple ou compliqué, mais qui reste toujours matériel ? » Ce sera par le moyen de l'air, corps non moins réel que les autres, et qui implique un appareil tout matériel, un cerveau, une bouche, des lèvres, des

gestes, etc., et, passant en revue divers autres biens « immatériels », Ferrara montre qu'ils ne sont rien sans un élément matériel toujours présent. On oppose encore à cette doctrine qu'ils ne sont pas consommés instantanément. « Non, répond Ferrara, ils sont fort peu durables, soit ; mais il n'y a là qu'une différence quantitative, non qualitative, avec d'autres richesses matérielles fort peu durables, elles aussi. » Mais ils ne sont pas accumulables ? « Ne confondons pas, dit alors notre auteur, les deux aspects sous lesquels se présentent toujours les biens économiques : l'aspect matériel et leur qualité, qui les rend plus aptes à satisfaire nos besoins, fait immatériel, le seul véritablement économique. « *L'Iliade* récitée, *l'Iliade* écrite, *l'Iliade* imprimée, possède toujours la même utilité ; pourtant, si le caractère *immatériel* de ce poème devait dépendre de la permanence de sa forme externe, il serait un produit non accumule dans le premier cas, plus ou moins accumule dans le second. Mais tous les produits, les plus incorporés comme les plus spirituels, sont dans le même cas : ils sont plus ou moins durables et aptes à être accumulés selon que leur utilité se trouve fixée sur le granit ou sur le verre, sur l'or ou sur le papier, sur le bronze ou sur la toile d'araignée [14]. De la sorte, un même objet peut, à cet égard, changer de nature, selon que change sa forme extérieure. Un gaz qu'on laisse échapper, dit Ferrara, est immatériel ; si on le conserve dans des récipients, il devient un bien matériel parce qu'accumule sous pression. Mais n'existerait-il pas une différence, au point de vue de la manière dont ils sont *consommés* ? Tous les produits sont matériels si on considère le processus de la consommation sous le point de vue physique. « Elle est toute matérielle la peine que se donne le médecin pour monter l'escalier du malade... L'avocat parle et écrit avec un effort de ses poumons et de sa main. Le professeur monte dans sa chaire, parle, gesticule. Le corps est si nécessaire dans la production et la consommation, des biens immatériels, qu'il est impossible de les prolonger au delà du point où la fatigue physique nous ôte la vivacité et le libre usage de notre intelligence. » Mais tous les produits sont immatériels si on considère le côté économique de leur consommation, qui consiste dans la satisfaction des besoins humains.

En somme, nous arrivons à la conclusion suivante : « L'économie politique ne reconnaît qu'une seule espèce de produits, qui consiste *toujours* en une transformation matérielle, conçue par une intelligence humaine, exécutée par des forces humaines, pour produire une utilité humaine » ; sans doute en tous ces

(14) Nous croyons que, sur ce point, Ferrara s'avance un peu trop.

actes les proportions de l'élément spirituel ou matériel peuvent varier, « mais cela ne signifie pas que l'on puisse découvrir un cas dans lequel l'un de ces éléments disparaît entièrement... ; on peut dire indifféremment ou que *tous* les produits sont matériels en ce qu'ils supposent une forme matérielle, ou que *tous* sont immatériels en ce que leur utilité... peut toujours se résoudre en un élément incorporel. » Et si l'on veut conserver à toute force la distinction, ce devra être d'une façon toute relative et elle « ne pourra avoir d'autre sens légitime que celle d'une simple *prépondérance* de l'un des deux éléments et non d'une *exclusion* absolue de l'autre ».

Nous sommes maintenant mieux en mesure de comprendre, étant donné l'importance que Ferrara attribue en économie à l'élément « satisfaction des besoins de l'homme », comment il a été amené à élaborer sa théorie de la valeur.

La tradition, à l'Institut supérieur de Venise, veut qu'il y ait été incité par une circonstance fortuite : l'objection que lui avait posée un étudiant relativement aux théories courantes et à laquelle il n'avait pas su répondre. Quoi qu'il en soit, il est certain que sa théorie de la valeur n'est que l'aboutissement d'une évolution qui s'est faite à travers l'école classique. Celle-ci hésite d'abord entre la théorie de la valeur-travail et de la valeur-coût de production. Plus tard, la théorie valeur-coût de production devient celle du coût de reproduction. Ferrara, en 1853, l'admet (Préface à Carey, I, 2, p. 676) avec une petite restriction : « J'adopte pleinement cette dernière partie de la théorie, écrivait-il, comme complément de la première, dans laquelle je préférerais à la formule de Carey autre chose ;... pour moi, la valeur d'échange est le jugement de l'égalité entre la chose d'auteur et le coût de la chose propre, ainsi la *cause* de la valeur est l'utilité ... Carey a adopté comme *cause* de la valeur le travail comme le faisait l'école anglaise. Mais trois ans plus tard, en 1856 (Préface à Ricardo, I, 2, pp. 378-402), il a élaboré la sienne, qui est bien éloignée de la doctrine qui porte le même nom.

Pour bien exposer les idées de Ferrara, qui sont plutôt complexes, nous diviserons la démonstration en quatre parties.

a) Essence de la valeur. — Sur ce point, notre auteur a des idées très claires, tout à fait remarquables et auxquelles il n'y a rien à ajouter : « En tous les cas, la valeur n'est qu'un jugement de notre esprit, il indique seulement que l'*utilité* d'un objet... est reconnue par l'homme. L'utilité est dans les choses. La valeur est dans l'intelligence de l'homme..., c'est un jugement sur une certaine aptitude de la matière. » Et Ferrara reconnaît dans ce jugement deux parties : l'homme commence par reconnaître que tel objet est utile pour la satisfaction de ses besoins, puis vient autre

chose également indispensable: il doit juger de l'effort qu'il doit faire pour se le procurer. « Lorsque l'homme reconnaît que le fruit a une *valeur d'usage* propre à étancher sa soif, et qu'il a compris de plus qu'il lui en *coûte* une ou deux heures de travail pour l'acquérir, il formule un troisième jugement, à savoir que le fruit vaut la peine du travail fait pour l'acquérir ;... c'est cela que l'on appelle valeur d'échange, ou plus simplement valeur. » Et notre auteur insiste, avec l'insistance que Menger mettra plus tard dans ses *Grundsätze* à répéter la même chose : « La valeur est essentiellement et évidemment changeante. Il s'agit toujours d'un jugement fait par l'homme et pour l'homme ... La valeur donc est toujours un concept relatif dépendant de l'état de nos connaissances. » Sur ce point, indubitablement, Ferrara dépasse de beaucoup les grands classiques (*e anche parrechi economisti moderni*), en ce qu'il ne croit plus que la valeur soit quelque chose d'inhérent aux objets matériels, une de leurs qualités objectives, analogue à leur température, leur couleur, etc.

b) Cause de la valeur. — Ferrara distingue très bien aussi entre deux problèmes, la cause et la mesure de la valeur. Ce dernier problème consiste à examiner pourquoi la valeur d'un objet a tel prix et non tel autre. Avant d'être résolu, il doit être précédé d'un autre, à savoir l'étude des raisons qui font qu'un objet en général a ou n'a pas de valeur. Sur ce point, notre auteur va plus loin que lorsqu'il critiquait Carey : le jugement de valeur dépendant de deux éléments, l'un dans lequel on juge de l'utilité, l'autre du travail qu'il en coûte pour obtenir un objet. Ferrara reconnaît maintenant que la valeur a deux causes et qu'elle ne dépend pas de la seule utilité ou du seul travail : « Il nous faut deux jambes pour aller d'un endroit à l'autre, la seule gauche ou la seule droite ne suffit pas. Y a-t-il lieu de demander laquelle des deux est la cause efficiente de notre mouvement ? »

c) Mesure de la valeur intrinsèque. — Ici, Ferrara fait une nouvelle distinction. Dans tous les prix du marché, il faut distinguer deux valeurs d'échange, deux formules de la valeur : « Une sensible à tous et égale pour tous : la quantité de matière qui sert de prix ; l'autre cachée, variée, spéciale pour chacun de nous, la perception personnelle d'un sentiment pénible. » Car, comme il l'explique en un autre passage : « Lorsque nous exprimons une valeur en une quantité donnée de monnaie, chacun se réfère à un type personnel... Si vous dites à l'agriculteur que telle bêche vaut dix lires, celui-ci évaluera ce prix en le traduisant en une certaine quantité de grain, traduisant ce grain en une certaine quantité de travail, et traduisant ce travail dans la somme de peine qu'il lui coûte et dont lui seul peut avoir une idée claire. Si vous dites à l'homme de lettres qu'un livre vaut 10 lires, il se fera de suite un concept de l'importance de cette

somme, mais en passant par une autre série de traductions. Il la convertira en pages de manuscrit..., dans les effets douloureux que l'étude lui laisse et dont la perception est chose aussi distincte pour lui que celle du travail champêtre pour l'agriculteur. »

Mais sera-t-il bien possible de mesurer quelque chose d'analogue ? Ferrara le croit, ou plutôt il emploie ici un artifice : La valeur, dit-il, est un jugement sur une chose impalpable en elle-même et qui n'a pas de dimension » ; il faut donc rechercher « quelque effet quantitatif qu'elle soit capable de produire ». De même que le calorique n'a pas de dimension, mais qu'on en mesure l'effet de dilatation sur divers corps.

Comment maintenant se mesure la valeur intrinsèque d'un objet, c'est-à-dire ce jugement que l'homme porte sur les choses en les reconnaissant aptes à satisfaire nos besoins ? Il y a une limite que celle-ci ne peut franchir : c'est l'utilité de cet objet, personne ne jugera qu'un objet vaut plus que son utilité, l'utilité est une sentinelle avancée dont la valeur ne peut franchir le poste ; mais comment se fixe la limite au-dessous de l'utilité ? Ici, Ferrara reprend la théorie du coût de reproduction, repoussant celle du coût de production et la quantité de travail, mais en la modifiant totalement.

Il y a trois façons, selon lui, de mesurer la valeur d'un produit : le coût de reproduction physique, c'est-à-dire le travail nécessaire pour reproduire personnellement la chose désirée, le coût de reproduction social qui est représenté par le prix le plus bas auquel on peut trouver par voie d'échange la chose qu'un autre est disposé à vous céder, et le coût de reproduction économique ou par voie des succédanés. Ferrara explique avec une clarté merveilleuse, en reprenant ses idées sur les biens immatériels, que nous recherchons dans un objet non pas la forme matérielle, mais la sensation qu'il produit pour satisfaire nos besoins ; et, après avoir montré que le coût de reproduction physique ne joue à peu près aucun rôle dans nos sociétés modernes, il en arrive à cette formule que la valeur intrinsèque est mesurée par le coût de reproduction de l'objet actuellement capable de fournir à l'individu considéré une sensation équivalente à celle procurée par l'objet désiré. Nous verrons plus loin ce qu'il faut penser de cette théorie.

d) Mesure de la valeur nominale. — Ferrara n'a plus qu'à résoudre le problème suivant : étant donné qu'un objet utile est jugé digne par nous d'un certain coût de reproduction, d'après quelle norme ce coût se traduit-il en une certaine quantité de marchandise ? Il suppose deux agriculteurs qui échangent du vin contre du grain ; et il se demande : « Pourquoi la valeur de 10 hectolitres de vin se fixe-t-elle, par exemple, à 15 hectolitres

de blé et non à 20 ou 40 ? » Pour le comprendre, il se reporte au coût de reproduction le plus simple, celui par travail direct, et il explique que le premier des agriculteurs calcule les efforts qu'il aurait à déployer aujourd'hui pour produire 10 hectolitres de blé qu'il désire contre le vin qu'il possède. Il calculera ensuite l'effort qu'il lui faudrait fournir pour reproduire par lui-même aujourd'hui la quantité totale de blé qu'il désire (et non pas l'effort qu'il a pu faire dans le temps, car c'est le coût de reproduction qui importe). Ferrara exprime ce nombre en journées de travail, cinquante, par exemple ; il ne lui reste plus qu'à rechercher combien de vin il pourrait reproduire *aujourd'hui* dans le même temps, car le coût de production de jadis n'importe pas, il s'agit d'un calcul sur le marché actuel. Supposons que 50 hectolitres de vin seront produits par lui en 500 jours ; l'effort qu'il devrait faire pour reproduire lui-même le blé (50 jours) se mesurera par 5 hectolitres de vin. « En donnant 5 hectolitres, je donnerai le produit qu'il m'est possible d'obtenir en employant 50 jours à la culture de la vigne, et je le donnerai précisément pour avoir le produit que je pourrais obtenir en employant les mêmes 50 journées à la reproduction du grain. » L'autre agriculteur fait de même un calcul analogue de son côté et si les deux chiffres coïncident (ou bien si les limites des deux prix maximum empiètent l'une sur l'autre, ce qu'oublie de dire Ferrara), l'échange s'effectuera. Chaque échangiste ayant effectué le calcul de la valeur intrinsèque, il en résulte la valeur nominale (15). Ferrara complète son explication en ajoutant rapidement « que le même calcul sera toujours fait, quelle que soit la méthode de reproduction qu'il me convient d'adopter ». Telle est la théorie de la valeur chez Ferrara. Nous allons maintenant examiner ce qu'elle « vaut » elle-même.

Elle a tout d'abord le mérite de la nouveauté, car elle n'a plus qu'un lointain rapport avec celle qui porte le même nom dans l'école classique. Si l'on en excepte les considérations sur la cause de la valeur, qui sont d'une utilité relative, Ferrara nous apporte ici de belles et solides contributions à la science.

Tout ce qu'il nous dit sur le caractère subjectif de la valeur n'a pas été amélioré après lui, et comme nous le faisons remarquer, il emploie pour nous expliquer ce que c'est presque les mêmes termes dont Menger se servira quelques années plus tard. Qu'en est-il maintenant de sa tentative de mesurer la valeur intrinsèque ? Dans ce domaine, il faut le reconnaître, il va beaucoup plus loin que n'a été aucun classique, mais il y a

(15) FERRARA (II, 1, p. 129) : « Le prix d'une marchandise est cette quantité d'un autre que l'on pourrait produire grâce au même effort avec lequel on pourrait reproduire la première. »

dans son raisonnement une partie erronée et une partie juste. L'erreur consiste à vouloir chercher une mesure (16) de cette valeur intrinsèque qui est ce que les Autrichiens appelleront plus tard l'utilité, et Pareto l'ophélimité. Ce que l'école autrichienne n'admet que comme une hypothèse, Ferrara l'accepte sans discussion, et il paraît croire qu'il ne peut s'élever aucune difficulté sur le moyen de la mesurer, car il ne fait nulle part allusion à une question de ce genre. On sait que Pareto a réussi à éliminer définitivement cette question de l'économie pure par la considération des « courbes d'indifférence ». Mais, à côté de cette erreur de Ferrara, son mérite a été de remonter pour la première fois jusque dans la psychologie de l'*homo œconomicus*, et il se livre en cette matière à des raisonnements qui sont à la frontière même de l'utilité finale de Menger ; sur quelques points, la distance qui sépare les deux auteurs est si faible qu'on la pourrait dire presque abolie. Une toile de Raphaël, dit Ferrara, devrait avoir une valeur infinie, si on la mesurait avec le coût de reproduction physique, mais cela n'est pas parce que (I, 2, p. 393) celui qui la désire « l'abandonnera au delà d'un certain prix pour accorder la préférence à d'autres objets dont l'utilité est *pour lui* équivalente ». N'est-ce pas dire que cette limite est celle où les degrés finaux d'utilité comparée sont les mêmes ? Le fait que Ferrara s'attache à la reproduction économique, c'est-à-dire à celle qui nous procure une sensation équivalente, n'est qu'un moyen en peu grossier d'introduire dans la science l'idée de l'utilité finale, c'est-à-dire de la comparaison subjective des sensations. Ferrara, sur ce point, est un précurseur de l'école autrichienne.

Reste la théorie de la formation des prix, ou ce qu'il appelle la valeur nominale. Ici, Ferrara est supérieur à Menger, et, pour le démontrer, nous nous servons du passage que Pareto a consacré à cette question.

Il se trouve dans son *Manuel*, lorsque, après avoir énoncé les conditions qui déterminent les valeurs d'échange dans la théorie de l'équilibre, la plus approchée de la réalité que nous possédions, — il la compare aux théories partielles qui existaient jusqu'alors. Ces pages sont, à notre avis, ce que Pareto a laissé de plus fort comme économie... littéraire, et ses explications sont d'une évidence lumineuse. L'équilibre qui détermine l'ensemble du niveau des prix se réalise sous les conditions suivantes : (III, 208) « A) Egalité pour chaque individu des ophélimités pondé-

(16) Il y a sur ce sujet une grosse erreur dans Battistella (§ 67, note 2) ; il dit que Ferrara a *entrevu* « il concetto quantitativo d'utilità ». C'est tout le contraire ! Il l'a beaucoup trop bien vu, alors que ses successeurs s'en sont de plus en plus détachés.

rées ; B) égalité pour chaque individu des recettes et des dépenses... ; de plus, dans le cas de la production, D) égalité du coût de production et du prix de vente pour toutes les marchandises produites ; E) égalité des quantités de marchandises demandées pour la transformation et des quantités effectivement transformées. »

« Considérons, dit alors Pareto (221), uniquement la catégorie D et supposons que toutes les autres catégories de conditions soient satisfaites d'elles-mêmes. Dans ce cas, nous pourrions dire que les prix sont déterminés par l'égalité du coût de production de chaque marchandise et de son prix de vente. Si nous voulons tenir compte du fait que les marchandises considérées sont celles que l'on peut produire moyennant ce coût au moment où s'établit l'équilibre, nous parlerons du coût de *reproduction* et non pas du coût de production.

« Ferrara n'est pas allé plus loin, il a considéré le coût pour produire non pas une marchandise, mais une sensation ; et ainsi il fut amené à tenir compte, sans doute d'une façon imparfaite, non seulement des conditions D, mais aussi des conditions A. Lorsqu'on songe qu'il y est arrivé sans avoir recours aux considérations mathématiques, qui rendent le problème si simple, on doit admirer la puissance vraiment extraordinaire de son intelligence. Aucun des économistes non mathématiciens (17) n'est allé plus loin. »

Mais nous devons avouer au lecteur que l'étude de Ferrara nous a laissé exactement la même impression que celle de Menger (18), à savoir une immense admiration pour notre grand Walras, et nous croyons qu'aucun esprit, possédant la très mince culture mathématique nécessaire pour comprendre son œuvre géniale, ne se refusera à confirmer ce jugement. Menger et Ferrara non seulement ne tiennent compte que d'une partie des conditions, mais ils ne nous fournissent (surtout ce dernier) qu'un ou deux exemples particuliers, dont nous devons nous contenter. Pour Walras, il n'y a là qu'une étude préliminaire, d'une importance théorique négligeable et il nous donne, lui, la théorie d'ensemble applicable au monde économique tout entier. Bien plus, il ne borne pas là son œuvre, et nous fournit après la théorie de l'échange une théorie de la production et de la capitalisation, elles aussi théories d'ensemble. Ce n'est donc pas un signe de mépris envers Ferrara, mais un juste hommage rendu au grand

(17) Ferrara va même, en un certain sens, plus loin que l'économie mathématique de Walras-Pareto, puisqu'il considère avec l'école anglaise la *désutilité* (comme dit Jevons) du travail.

(18) Voir notre article sur « les Nouvelles tendances de l'école autrichienne », *Rev. d'Ec. pol.*, oct.-nov. 1924.

Walras, que de dire (comme nous l'avons déjà écrit pour Menger) : Oser comparer la contribution de Ferrara à celle de Walras n'est pas une injustice, mais une bêtise.

Nous ne pousserons pas plus avant l'examen des idées de Ferrara sur l'économie théorique. Si sur les autres points il n'a pas cette originalité que l'on remarque dans sa théorie de la valeur, elles mériteraient dans une étude un peu complète sur ce grand économiste d'être soigneusement passées en revue, et ses idées apparaîtraient comme bien intéressantes sur plus d'un point de détail, d'autant plus que notre auteur s'efforce de les relier toutes à sa théorie centrale de la valeur.

Nous nous occuperons pourtant encore d'une seule question dans ce domaine : de ses opinions sur les crises. Elles méritent d'être rapportées parce que Ferrara y fait preuve d'un état d'esprit bien différent de celui qu'il a lorsqu'il traite de la valeur.

Les crises économiques, dit-il (II, 1, pp. 212 et s.), sont de trois sortes : elles sont causées ou par manque de produits, ou par surproduction, ou par crise monétaire. Quelquefois, la crise peut revêtir ces trois aspects à la fois : une guerre détruit des marchandises, engorge le marché avec d'autres qui sont invendables, en même temps que l'on imprime du papier-monnaie. Si, quant aux causes des crises, Ferrara admet la théorie des vices de production, il est nécessaire de conserver l'équilibre entre les besoins et la production, équilibre qui sera surtout réalisé par le bon marché des produits. Mais les vices de production supposent aussi un vice dans le crédit, et c'est là que Ferrara voit la véritable cause des crises, et là aussi on peut chercher des remèdes. Ce qui préoccupe Ferrara, même lorsqu'il se livre en ce domaine à des déductions théoriques, c'est de démontrer que ces crises ne sont pas des fatalités inévitables. « Je ne vois aucun principe dans la science d'où l'on puisse déduire que la périodicité des crises ait le caractère d'un dogme économique, et bien moins encore qu'elle soit d'ordre mathématique. Elles se sont répétées périodiquement si on veut, voilà tout ce que m'enseigne le livre de M. Juglar, avec ses chiffres innombrables ; mais cela n'est que le fait de deux tiers à peine de notre siècle et l'on ne peut pas, sans un examen plus poussé, se hâter à en faire de suite une théorie et une loi.

En somme, la crise est un phénomène pathologique anormal et on y peut remédier en agissant sur la production (bon marché des produits) et aussi sur le crédit. « Le premier devoir des banques serait, chacun le voit, d'étendre l'application du crédit en faisant qu'il ne manque jamais là où une sage conduite de la production en a besoin. » Or, pour cela, ce qu'il faut, c'est la liberté des banques. Les gouvernements ont cru bien faire en les réglementant, mais ils sont allés à l'encontre du but, et Fer-

rara continue, démontrant — ou croyant démontrer — qu'en respectant la liberté en toutes choses et de toutes les façons, le phénomène des crises cessera d'apparaître dans le monde économique.

Nous nous arrêterons ici, tout en reconnaissant clairement que nous n'avons pas donné une idée complète de la façon dont Ferrara concevait les crises, mais fait seulement ressortir qu'il les traitait comme un problème pratique, cherchait les remèdes à y apporter.

En somme, de tout ce qui a été dit jusqu'à présent, il ressort combien Ferrara a été une figure intéressante parmi les économistes du XIX^e siècle ; mais nous commettrions une grave erreur si nous limitions notre esquisse de sa personnalité au théoricien de l'économie. Par bien d'autres côtés, il doit retenir notre attention.

IV

Il convient maintenant d'examiner notre auteur sous un autre aspect et étudier ses idées sur la politique économique (19).

Ferrara, on l'a vu, par son existence politique et par ses pérégrinations à travers l'Italie, avait été intimement mêlé dès sa jeunesse aux questions de la pratique économique, et cependant, si l'on se reporte à ses publications qui y ont trait, à ses articles, à ses discours parlementaires, à ses rapports, on y voit la trace d'une même intransigeance vraiment dogmatique. Le libéralisme y domine sans aucune restriction. Alors que les autres classiques admettaient des dérogations, Ferrara se refuse à les envisager. Smith nous parle de ces industries nécessaires à la défense du pays, il ne désapprouve pas l'Acte de Navigation ni les représailles contre l'étranger. Stuart Mill, beaucoup plus tard, admet des droits de douane temporaires pour faire naître dans un pays une industrie qui peut y prospérer. Rien de tout cela chez Ferrara, aucune atténuation au principe de la neutralité nécessaire de l'Etat en matière de production et d'échange entre particuliers, telle est partout son affirmation répétée à chaque nouvelle occasion. » La liberté économique est pour lui plus qu'une solution contingente ou un programme qui vise à des buts pratiques, c'est un mythe et un objet de foi. M. Battistella nous invite à le comparer sur ce point à Giuseppe Mazzini. Ces deux hommes si différents ont eu un caractère essentiel commun et à tous deux leur intransigeance leur a valu l'isolement progressif et la mort dans la solitude. Cette intransigeance est aujourd'hui reconnue comme excessive, elle a pour cause une sous-évaluation systé-

(19) BATTISTELLA, §§ 48, 60 et 69.

matique des facteurs non-économiques de la vie sociale. « Il y a des exigences de politique générale auxquelles le bien-être matériel immédiat doit être subordonné. » Pour ne l'avoir pas assez clairement compris, Ferrara arrive à des conclusions pratiques que l'on est obligé de repousser.

Voici par exemple sa théorie de la propriété littéraire (II, 2, pp. 125-150) qui fait suite à la théorie des biens immatériels. Ferrara repousse la propriété littéraire, même temporairement, car il estime que l'on donne beaucoup trop d'importance à l'élément spirituel sur l'élément matériel dans la production d'un livre : « Que voyons-nous dans un livre ? Nous voyons un typographe qui, travaillant avec de petits morceaux de plomb..., produit en deux mois *l'Esprit des Lois* de Montesquieu, auquel celui-ci a consacré vingt ans de réflexions profondes et obstinées. Si la question devait se débattre d'individu à individu sur le terrain du travail, pour savoir qui a donné *immédiatement* origine aux mille exemplaires de *l'Esprit des Lois*, il serait difficile de soutenir que les efforts combinés de l'éditeur, des typographes, des papetiers, des fondeurs, des relieurs, soient quelque chose de moins important que la fatigue de Montesquieu écrivant son manuscrit en des périodes de travail facile. » Le sophisme, dit Ferrara, consiste à attribuer à ce dernier tout le mérite de sa longue préparation pour juger de son effort, mais, « quant à l'éditeur, on ne fait pas entrer son passé en ligne de compte, et pourtant lui aussi a dû faire son apprentissage, il a concentré son attention sur l'art de la typographie, il a passé la moitié de son existence, dix heures par jour, à surveiller ses typographes, il a peut-être lutté avec la pauvreté, les crises, le despotisme, il pouvait jouir de sa fortune, et il l'a convertie en plomb et en bois, en papier et en encre... » Voilà une première erreur dans la façon d'évaluer l'importance relative des mérites de l'un et de l'autre. Ainsi la suprématie de l'élément spirituel n'existe pas ; existerait-elle, qu'elle serait trop éphémère pour avoir droit à un privilège. « Montesquieu composa son *Esprit des Lois* une fois pour toutes, et cela a suffi pour qu'on le put réimprimer mille fois dans toutes les parties du monde ; mais chaque nouvelle édition est payée par un effort nouveau de l'art typographique, sans la moindre intervention du travail spirituel. » Pour notre part, nous ne partageons à aucun degré et en aucune façon ces vues sur le mérite des éditeurs et la pitié qu'ils nous doivent inspirer parce qu'ils veulent bien se donner la peine d'imprimer des manuscrits, et nous croyons que tous les intellectuels sont, par expérience, fixés sur ce point, mais Ferrara en tire la conclusion que la « justice » repousse la propriété intellectuelle. L'utilité aussi. Ferrara « démontre » que la propriété intellectuelle n'améliore pas la condition des auteurs, ne favorise pas la

multiplication des savants, n'accélère pas le progrès industriel de la typographie, et qu'elle est contraire à l'utilité sociale parce que le bas prix des livres favorise au contraire la divulgation des chefs-d'œuvre de l'esprit dans la masse et élève son niveau intellectuel. En somme, « si l'on réunit ensemble les conséquences auxquelles on parvient en partant du principe de justice et du principe d'utilité, on peut déduire avec sûreté que le droit de propriété littéraire ne peut et ne doit exister ». C'est la conclusion dernière du libéralisme économique selon Ferrara, et il repousse avec énergie les vues de Dunoyer, d'après lequel cette propriété devrait être éternelle. Ferrara est resté jusqu'au bout fidèle à ses conclusions, et lorsqu'à la fin de sa vie, l'« *Unione Tipografico-Editrice* » réimprima ses admirables *Pre-fazioni*, il se refusa à accepter aucune rémunération.

La même tendance libérale, poussée jusqu'à l'exagération, se retrouve dans ses idées sur la monnaie et le crédit. Il est opposé au privilège de l'or seul ou de l'argent seul, comme il repousse également la parité fixée à un taux déterminé de l'un de ces métaux par rapport à l'autre et aussi à un taux variable comme certains économistes l'ont proposé. Il ne veut pas, d'une façon générale, d'une monnaie légale, et conclut en faveur d'une liberté pleine et entière pour tous, « chacun pouvant offrir, accepter, refuser, promettre l'or, l'argent ou un métal quelconque » (BATTISTELLA, § 49) (20). Chacun, lorsqu'il vendra, choisira la monnaie qu'il lui convient d'acheter, et comme tous les hommes sont à la fois acheteurs et vendeurs, l'accord se fera unanimement pour faire triompher le meilleur métal monétaire. Encore une fois, la liberté est ici la solution la meilleure, et elle veut aussi que l'on revienne au système de la monnaie pesée, non comptée ; le monnayage deviendra affaire privée qui regarde les banquiers et les marchands. M. Battistella rappelle qu'une seule fois seulement Ferrara a fait exception à ces principes et a été amené à reconnaître la valeur de l'intervention de l'Etat en matière de frappe de monnaie, et ce pour garantir la rapidité de sa circulation.

De ces idées découlent naturellement le principe de la liberté en matière de crédit, en particulier pour les banques d'émission. Notre auteur croit que la liberté du crédit sera un remède aux crises économiques parce que, grâce à elles, la masse des capitaux trouvera son débouché naturel ; en conséquence, il fut tou-

(20) Cela est évidemment utopique, mais lorsqu'on songe aux abus commis depuis dix ans grâce à l'émission du papier-monnaie, et souvent au profit d'intérêts privés, on regrette que le système de Ferrara soit inapplicable et on partage, au moins en ce domaine, son aversion pour l'intervention de l'Etat en matière économique.

jours l'adversaire du monopole d'émission. Lorsqu'en 1851 Cavour proposa de donner cours légal aux billets de la Banque Sarde, Ferrara s'y opposa violemment et reprocha à Cavour, qui se disait libéral, de trahir ainsi la cause du libéralisme. « Le seul fait, disait Ferrara, qu'un institut jette sur le marché un papier ayant cours légal suffit pour entraver l'activité de toute entreprise de crédit (§ 50). » Pendant la période si agitée au point de vue financier qui marqua le début du nouveau royaume d'Italie, Ferrara, toujours mu par les mêmes idées, prit une part active aux discussions sur le cours forcé, et il élaborait même un projet destiné à assainir complètement la circulation du papier-monnaie. Il était opposé, on l'a vu, à la liquidation pure et simple des biens d'Eglise. Mais il proposait de prélever un impôt extraordinaire sur cette liquidation, conçue de la façon suivante : on distrairait des biens ecclésiastiques les rentes sur l'Etat et on percevrait une contribution de 25 % sur le restant, payable en quatre annuités. La masse résiduelle aurait servi à l'entretien du culte. Le tout devait rapporter, selon lui, 600 millions, somme suffisante pour retirer le papier de la circulation. En même temps, on procéderait à la séparation définitive de l'Eglise et de l'Etat, et à la liberté complète pour celle-là. Cette façon de résoudre le problème ne manquait pas de grandeur, mais on a vu que les ennemis de Ferrara ne lui permirent pas de réaliser ces projets.

Cette idée de la liberté pour tous, il devait la reprendre encore quelques années plus tard, vers 1873, lorsqu'on commença à vouloir restreindre le monopole de l'émission à six banques privilégiées (21), et il exposa une fois de plus son opinion en cette matière : la liberté pleine et entière pour toutes les banques. Pour Ferrara (§ 53), il importe avant tout que le billet puisse circuler de par la libre volonté des parties, sur laquelle les banques n'ont pas à exercer la plus petite pression ; le volume de l'émission est affaire du public et non des banques... Et, pour exercer cette fonction, il faut aussi des petites banques, disait-il, parce que le billet des grandes ne propage pas assez le crédit, elles se tiennent dans une sphère trop élevée. Ferrara ne croit pas même que la loi ait à imposer un rapport entre la réserve métallique et le montant de la circulation (22). Ce problème délicat ne saurait être résolu que par les directeurs des instituts de crédit, et cela par rapport aux besoins variables du public et à

(21) On sait qu'aujourd'hui il y en a encore trois qui ont le monopole de l'émission.

(22) C'est ainsi que fonctionne notre système français et il a fait ses preuves ; le système opposé qui régnait en Allemagne, par exemple, n'a servi à rien. Ferrara a donc raison.

l'état du marché. « Le seul rôle que l'Etat doit assumer, Ferrara le reconnaît, doit être un rôle de surveillance ; il devra éventuellement réprimer les abus.

Ferrara s'est aussi activement occupé des finances publiques au point de vue théorique comme au point de vue pratique, et l'on se souvient qu'il fut un défenseur convaincu des droits sur la mouture des grains. Il élaborait plusieurs projets destinés à rendre cet impôt acceptable pour les contribuables et productif pour l'Etat. Selon lui, il devait rapporter près de 100 millions de liras par an. Il croyait (BATTISTELLA, § 55) que de toutes façons l'impôt doit être préféré à l'emprunt, celui-ci, disait-il, « prolonge la vie du malade, mais de manière à la rendre incurable ». Pour Ferrara, l'emprunt consiste en une double opération : l'impôt et la vente de l'impôt. L'emprunt opère une confiscation d'un élément du patrimoine, ou du travail qui doivent fournir perpétuellement 5 % par an. Voilà l'impôt. Voici maintenant le second caractère de l'emprunt : la vente usuraire de l'impôt par l'Etat que celui-ci offre au public au prix de 70 liras au lieu de 100 (23), ce qui fait que le paysan, le propriétaire, l'artisan, payent un intérêt de plus de 7 % au lieu de 5. Et c'est pourquoi, lorsqu'un budget est en déficit, l'unique remède consiste à lever des impôts en quantité suffisante.

Sur ce point, Ferrara a aussi des idées originales qui se trouvent exposées dans sa préface intitulée : « Les Douanes modernes » (II, 2, pp. 291-323). Sa façon de concevoir le problème douanier valant également la peine d'être rappelée, nous nous reportons donc à ce qu'il y écrit. Pour lui, les impôts indirects ont du bon, et ce pour une raison pratique. Ils ont une de ces qualités que Smith attribuait au bon impôt, « ils évitent le contact entre le contribuable et le mandataire du Trésor. Ils dissimulent l'impôt dans le prix de la marchandise. Quant à un budget établi sur la base du seul impôt direct, « c'est un *desideratum* des finances publiques qui suppose réalisées dans la nation les conditions de richesse et de civilisation les plus élevées, de justice et de sage administration chez les gouvernants. Pour les pays dans lesquels nous vivons, pour ceux dans lesquels plusieurs de nos descendants auront à vivre, la grande ressource financière se trouvera être pour longtemps encore dans les impôts indirects, les impôts directs n'étant qu'un adjuvant » ; et il continue en disant : « C'est pourquoi je vois dans les douanes un très bon moyen d'alimenter le Trésor. »

La théorie des droits de douane chez ce libéral qu'est Ferrara

(23) Battistella écrit 160, c'est une erreur. De même, il dit (§ 54) : « Egli [Ferrara] non condivide le comune avversioni contro le imposte *dirette*. » Il faut lire *indirette*, comme nous le verrons dans un instant.

reflète bien le caractère que nous avons si souvent découvert chez notre homme : vigueur et intransigeance. Il commence par repousser absolument tous les droits protecteurs, et comme il écrivait à l'époque où triomphait le libéralisme, il peut dire : « Ici finit l'histoire de la protection... Les douanes de notre époque n'ont, pour ainsi dire, aucun point de ressemblance avec celles qui existaient il y a peu d'années encore », et il passe ensuite à faire la théorie de ce que *doivent* être les douanes modernes : « Le principe de la protection étant tombé pour toujours, — nous devons l'espérer, — la question de l'avenir qui est réservé aux douanes surgit tout naturellement. » Elles doivent être conservées comme moyens d'augmenter les revenus de l'Etat. Pour déterminer le taux d'un bon impôt, il existe trois moyens : 1° d'abord le rapport dans lequel il se trouve avec le revenu du contribuable (Ferrara estime qu'il est trop difficile d'appliquer ce critère aux droits de douane fiscaux) ; 2° l'effet plus ou moins pernicieux qu'il produit sur le débit de la marchandise (ici encore, on ne peut calculer d'avance les répercussions d'une pareille taxe) ; 3° « Devant un obstacle aussi radical, le seul moyen qui nous est laissé pour descendre de la théorie à la pratique, doit être cherché dans un troisième critère : dans le danger de la fraude qui tend à éluder l'effet de la loi. » Ferrara ne voit pas d'un mauvais œil les contrebandiers et il a à leur sujet une théorie élégante : la fraude est un antidote pour n'importe quel impôt mal assis, le contrebandier est plus qu'un antidote, « c'est le compagnon obligé du droit de douane, une de ses qualités latentes ». C'est par rapport à son activité, prête à se manifester si le droit est trop élevé, que l'on en doit fixer le taux, qui ne sera pas trop haut. Mais *trop haut* est encore une expression vague. Ce seront les lois de la valeur découvertes par Ferrara qui vont nous servir à préciser ce taux : « l'action du contrebandier n'est pas autre chose qu'un acte de *concurrence*, il rend possible la consommation des marchandises en usant de moyens et de méthodes différentes de celles dont la tutelle gouvernementale permet l'application dans le commerce non clandestin. Il *reproduit* donc (dans le sens économique du mot) le service gouvernemental (24) comme un succédané de celui-ci et à un moindre prix. Mais nous avons déjà dit, cela est indubitable, que la contrebande ne commence à être possible que quand le droit de douane commence à surpasser la moyenne des profits courants [de la contrebande]. C'est donc à ce point que la tutelle de l'Etat commence à vouloir être payée plus que ce qu'elle vaut, parce

(24) Ici Ferrara ne voit pas qu'il fait une erreur : l'Etat ne rend pas du tout au consommateur un service « au sens économique du mot ».

que, arrivé à ce point, on a la possibilité de la reproduire par le succédané qu'est la contrebande. » Et Ferrara de triompher parce qu'il voit ici une nouvelle application de sa théorie de la valeur-coût de reproduction ! « Mais à ceux qui continuent à se moquer des théories trop *abstraites*, je ne puis m'empêcher de demander si l'on n'a jamais vu encore une telle connexion entre les vérités premières de la science et la plus vulgaire des questions pratiques. « En résumé, il estime que le taux doit être d'environ 5 à 6 %.

Dans l'application de sa théorie des droits de douane, Ferrara continue à faire preuve d'originalité. Il ne voit aucune bonne raison de faire en cette matière une distinction entre l'importation et l'exportation : c'est là une idée fausse qui nous a été léguée par le mercantilisme, « c'est une erreur répandue que d'attacher au premier de ces deux actes l'idée de richesse et de gain, au second celui d'appauvrissement et de perte. Tout peuple, comme tout individu, a un égal intérêt à pouvoir vendre ses marchandises comme à acheter celles d'autrui. Que l'on exporte ou que l'on importe, il s'agit toujours d'un échange : on pourvoit toujours à la satisfaction des besoins de l'homme ». Donc aucune exception pour l'exportation, qui sera frappée des mêmes droits que l'importation. Pas d'exception non plus pour l'entrée en franchise des matières alimentaires. Ferrara n'approuve pas Robert Peel : « Je ne vois pas de raisons, dit-il, pour lesquelles ce privilège doit être concédé aux biens que l'on consomme sous forme d'*aliments* en les dispensant de ce léger droit que le Trésor touche sur mille autres marchandises consommées à titre d'*habillement*, de *logement*, d'*éducation*, etc. » Pas d'exception non plus en faveur des matières premières de l'industrie. Ferrara se sépare des idées courantes du libéralisme de son époque : il n'est pas d'avis de limiter les droits de douane à quelques articles très productifs seulement et croit que du jour où la péréquation se sera établie au taux très peu élevé qu'il préconise, on aura avantage à établir un tarif comprenant un nombre assez considérable de numéros. Mais il ne se prononce pas sur ce point d'une façon catégorique, laissant à l'expérience le soin de décider.

Par tout ce qui vient d'être dit, on voit déjà l'intérêt que Ferrara présente pour l'histoire de l'économie politique. D'autres aspects de sa pensée doivent encore retenir notre attention et nous apprendront à estimer cet esprit original.

V

Nous voulons parler de Ferrara statisticien (25) et historien. On se souvient qu'avant d'avoir été économiste, Ferrara avait été statisticien et en cette qualité, tout jeune encore, — il avait juste vingt-cinq ans, — il nous a laissé deux études : les *Dubii*, que nous avons déjà cités, et les observations *Sulla teoria della statistica secondo Romagnosi*, dont L. Bodio a écrit qu'elles conserveraient encore aujourd'hui toute l'importance et l'opportunité qu'elles avaient à cette époque ». Le premier article a pour but de combattre la théorie de Melchior Gioia au sujet de la statistique. Celui-ci, selon ses propres expressions, voyait en elle « l'art de décrire tous les objets en raison de leur qualité ; elle est, dans toute la rigueur du terme, une logique descriptive », qui devra retracer tous les aspects de la vie sociale : la richesse ou la pauvreté, la science ou l'ignorance, le bonheur ou le malheur, la corruption ou la moralité, la civilisation ou la barbarie d'une nation. Cette façon d'envisager la statistique, qui faisait d'elle une sorte d'encyclopédie, avait excité l'enthousiasme de beaucoup de bons esprits. Mais Ferrara, au contraire, se rendait compte que cette science, alors à son début, était encore, beaucoup plus qu'aujourd'hui, incapable de remplir le vaste programme que lui assignait Gioia, et il se met en devoir de le combattre énergiquement ; « A bien l'examiner, sa conception générale de la statistique, écrit notre auteur, est romanesque et chimérique, et le moindre de ses défauts est d'être inexécutable », parce que de cette façon l'objet de la statistique se confondrait avec l'ensemble du connaissable. Puis il passe à la critique de J.-B. Say, dont l'opinion en matière de statistique est au contraire toute restrictive ; il n'y voit qu'un exposé de l'état de la production ou de la consommation d'une nation, en rapport avec les forces et les actes qui s'y accomplissent et qui sont accessibles au calcul. Ferrara reprend à son compte la polémique qui s'était élevée entre les deux auteurs, la ramène dans le champ de la discussion objective et se décide pour une position intermédiaire. Dans son second article, quoiqu'il lui rende un juste hommage, il critique la théorie de Romagnosi, qui assignait pour but à la statistique la construction d'un « type idéal » de nation qui devrait s'efforcer d'atteindre les données de fait.

Après cette partie critique, Ferrara passe à la partie constructive ; il fait une claire distinction entre économie et statistique, montre que pourtant le progrès de l'une est uni à celui de l'autre,

(25) CONTINTO, « L'opera statist. di F. Ferrara », dans *Archivio Giuridico*, nov.-déc. 1900.

quoique chacune doive rester autonome : c'est une erreur que d'asservir la statistique à l'économie, elle a son domaine qui s'étend bien au delà des faits économiques, et notre auteur est d'accord avec Romagnosi sur ce que l'industrie et le commerce sont loin d'être les seuls facteurs de la puissance d'une nation. D'un autre côté, l'utilité que la statistique présente à l'égard de la théorie économique ne doit pas être surestimée, elle nous permet de jeter quelque clarté sur telle partie encore obscure de la théorie, mais, dans l'ensemble, celle-ci devra plus s'appuyer sur l'intelligence et le raisonnement que sur un amoncellement de chiffres. Elle repose sur un petit nombre de vérités élémentaires qui sont au-dessus des contingences et ne peuvent donc être ni démontrées, ni fortifiées par les données de la statistique.

Nous ne poursuivrons pas ici, l'étude des opinions de Ferrara sur cette science, parce qu'elles n'ont ultérieurement plus joué de rôle dans le développement de sa pensée, mais il fallait les rappeler au moins brièvement.

Beaucoup plus importante est sa contribution comme historien. Historien, il le fut à la fois des faits et des doctrines. Dans ses préfaces, il est surtout historien des doctrines, mais il publia une fort belle étude sur les anciennes banques de Venise, et dans une des préfaces (*De la monnaie et ses succédanés*), il nous a laissé d'intéressantes considérations sur l'histoire de la frappe et une esquisse de l'histoire des institutions de crédit en général. Il est à remarquer que, dans cette préface, il fait précéder l'histoire des théories par l'histoire des faits : elle est divisée de la sorte : a) histoire de la frappe ; b) histoire des théories de la monnaie ; c) essai sur les institutions de crédit ; d) essai sur l'histoire de la théorie du crédit ; e) effets économiques de l'or d'Australie et de Californie (dont les mines venaient d'être découvertes et exploitées). Il ne cède donc pas à la tentation de commencer par l'historique de la théorie et se rend compte que celle-ci ne prend sa signification qu'après l'exposé des réalités concrètes (26). « L'importance et la valeur des doctrines (II, 1, p. 291) trouve sa raison dans les faits ; on ne saurait jamais comprendre comment, durant plus de trois siècles, nos ancêtres ont accumulé tant d'ouvrages sur la monnaie, si l'on ignore quels facteurs au cours des siècles ont influé sur son régime pratique. »

En ce qui concerne l'histoire des doctrines, comme pour ses théories propres, on ne trouve malheureusement chez lui que des exposés fragmentaires, puisqu'ils se réfèrent chaque fois à des auteurs particuliers, mais Ferrara, dans un fort intéressant pas-

(26) Pourtant (II, 2, p. 576), il indique que la chronologie des doctrines n'est pas toujours celle des faits.

sage indique comment il comprend l'évolution générale de la pensée économique (II, 2, p. 99) : « Jusqu'au milieu du siècle dernier, il n'existait pas, ou pour mieux dire au contraire il existait cent traités spéciaux dépendant de cent conceptions différentes, suggérés par des observations de faits isolés et où on n'avait pas encore pu découvrir le point de vue abstrait grâce auquel on aurait pu les embrasser tous en une synthèse. Le droit à la paresse pour le citoyen, le devoir de travailler pour l'esclave, formaient deux branches de l'économie antique. Chez les scolastiques du Moyen âge, nous trouvons un critérium pour la maison du prince, et un autre pour l'opportunité des taxes, un troisième pour la salubrité du pays, un quatrième pour la succession au trône, un cinquième pour l'assistance publique, etc., etc. De siècle en siècle, les observations se multiplient, et avec elles les abstractions croissent et changent d'aspect,... La doctrine de la monnaie, des colonies, de la mendicité, de la propriété territoriale de l'annone se développent. Au siècle dernier, leur multitude fit sentir le besoin d'une pause et de tentatives de recomposition. » Parmi celles-ci, celle de Genoveri fut purement compilatoire. Quesnay et Smith songèrent sérieusement à découvrir une souche commune à tant de fragments épars, un lien du sang plus qu'un lien formel, une proximité d'idées là où le professeur napolitain ne nous fournit qu'une proximité de pages. L'élaboration de l'élément subjectif ne s'est pas arrêtée là. Le « produit » net de l'un, le « travail » de l'autre n'avaient pas encore révélé tous les secrets de la science nouvelle. Mille faits ont retenu l'attention des observateurs, et... enfin l'abstraction à laquelle nous nous sommes arrêtés et à laquelle l'économie politique se trouve liée est celle qui a été justement nommée « satisfaction des besoins humains ». Nos descendants peut-être ne s'en contenteront pas, mais, *pour nous*, c'est là l'élément subjectif fondamental de l'économie politique. A ce texte, tout à fait remarquable, il convient de faire deux observations : a) Non seulement Ferrara a bien indiqué l'évolution générale des doctrines économiques quant à leur contenu de fait, mais la ligne qu'il a tracée est encore celle que la science économique a poursuivie depuis lors. Notre auteur écrit en effet que « l'économie politique a la mission de revendiquer, partout où elle le trouvera, tout objet, tout phénomène qui se trouve attaché à la satisfaction des besoins de l'homme, de quelque ordre qu'il soit, sous quelque forme qu'il se présente, à quelque autre science qu'il appartienne ». Nous croyons que ce programme est aujourd'hui réalisé, et la grandiose synthèse de toutes les théories de l'économie telle qu'elle se trouve dans le *Manuel* de Pareto nous montre précisément comment l'équilibre économique (image lointaine, mais vue d'ensemble de la réalité économique) est réalisé par l'oppo-

sition entre les goûts de l'homme et les obstacles qu'il trouve à les satisfaire (27). *b)* Pourtant, dans cette esquisse, l'errata oublie de mentionner une autre évolution très importante et sur laquelle les historiens, au surplus, n'ont pas l'habitude d'insister, quoiqu'elle soit, à notre avis (28), au moins aussi importante que l'autre : il s'agit du point de vue psychologique, ou si l'on veut subjectif, que les auteurs adoptent à l'égard du problème de l'économie. Sous ce rapport, on peut remarquer qu'il existe une tendance certaine, quoique à chaque instant retardée par des passions et des sentiments, à les traiter de plus en plus dans un esprit scientifique, le point d'arrivée de cette évolution étant marqué déjà chez Menger pour l'école autrichienne, et seulement chez Pareto, donc plus tard, en ce qui concerne l'école de l'équilibre. Au surplus, à l'époque de Ferrara, cette évolution n'était pas encore accomplie.

Dans le cadre de ces idées générales, Ferrara nous a laissé de très importantes contributions à l'histoire des doctrines. Dans un article datant de 1841 (II, 2, pp. 574 et ss.), il étudie l'économie politique des Grecs et des Romains et combat avec beaucoup de raison l'opinion que cette science exista déjà chez eux. Il critique la manie qu'avaient les auteurs d'alors (et on ne saurait affirmer que cette habitude n'ait pas laissé de traces aujourd'hui), cette manie, disons-nous, de rechercher des « origines » aux doctrines en des temps reculés ; et sur ce point, on ferait bien de s'inspirer de ses réflexions : « Sismondi et Blanqui ont voulu en donner le mérite [d'avoir fait naître l'économie politique] aux Grecs. Villeneuve est allé plus loin, il remonte aux Égyptiens, aux Phéniciens, etc. ; et ainsi, puisque personne ne l'en empêchait, il remonta jusqu'à Adam et soutient que Dieu lui-même avait été le plus ancien de tous les économistes. » Une discussion très serrée des soi-disant « doctrines économiques » des Grecs l'amène (avec une seule exception pour l'opuscule sur les Finances d'Athènes, attribué à Xénophon) aux conclusions suivantes : « Leur silence sur presque toutes les parties de la science, le dédain qu'ils montrent de la sorte pour elle, ce mysticisme introduit de propos délibéré dans l'argument de la richesse..., partie inconcevable et inadaptable à la réalité des choses, voilà ce qui nous semble heurter directement l'hypothèse qu'il y ait eu dans la philosophie grecque les germes de ce qui a depuis formé l'économie politique des modernes. » Quant aux

(27) Mais nous estimons qu'aujourd'hui la théorie économique doit suivre une autre voie et revenir à des considérations de fait.

(28) Voir notre article : « Les origines de l'Economie », publié (en français) dans *De Economist* (Rotterdam), oct. 1924. Cet article formera le premier chapitre d'un ouvrage sur *L'Evolution de la Pensée économique*, en préparation.

Romains, ils nous ont encore laissé moins de choses, et Ferrara estime qu'il vaut mieux n'en pas parler.

A la fin de cet article, notre auteur annonce qu'il étudiera ensuite les raisons qui n'ont fait naître cette science que beaucoup plus tard. Ce projet n'a pas été réalisé, mais l'ensemble de ses préfaces nous fournit sur ce point de bonnes indications (29).

Il considère non seulement les opinions des anciens, mais aussi celles du Moyen âge, comme de nature éthique et théologique, sans rapports avec la science. » Il met ensuite en lumière l'importance de l'élément économique dans la vie sociale, avec le formidable problème monétaire soulevé par la découverte des mines de l'Amérique et celui du déplacement du centre économique européen, de l'Italie vers le nord-ouest de l'Europe. Il rend, avec Baudrillart, un éclatant hommage à Jean Bodin, dont la réponse aux *Paradoxes* de Malestroit forme pour lui le point de départ de l'économie politique scientifique. En ce qui concerne les économistes italiens du xvi^e et du xvii^e siècle, Ferrara, avec son indépendance coutumière, réagit contre une tendance qui, elle aussi, n'a pas disparu — loin de là — de nos jours : le nationalisme scientifique. Sans leur refuser tout mérite, il estime qu'ils n'ont en aucune façon droit à cette priorité que des auteurs étrangers n'hésitaient pas à leur reconnaître. « Il est un adversaire résolu de la théorie politique si en vogue à son époque du primat des Italiens, et peut-être, dans la fougue de sa réaction contre une opinion aussi peu raisonnable, a-t-il quelquefois exagéré dans le sens contraire. » Nous retrouvons encore une marque de ce même état d'esprit dans sa préface aux économistes italiens du xviii^e siècle. Il y écrit (I, 1, p. 366) : « Franchement, je ne partage pas, et n'entends pas partager l'enthousiasme à froid d'une grande partie de mes compatriotes, enthousiasme où se reflète une formule d'admiration conventionnelle pour le nom de tout économiste italien. »

Il réserve, au contraire, tout son hommage de dévotion aux physiocrates. Dans sa préface à leurs œuvres, il expose de main de maître leur doctrine et l'histoire extérieure de leur école (30). « Leur école (I, 1, p. 74) a indubitablement le mérite d'avoir donné aux matières économiques les bases, les proportions et et l'aspect d'une science », et c'est pourquoi il blâme le dédain avec lequel les auteurs modernes font allusion à la *secte des économistes*. On doit au contraire, poursuit-il (*id.*, p. 97), « admirer la parfaite ressemblance qui existe entre leurs maximes gouvernementales, qu'ils déduisaient du jargon mystérieux de leurs chiffres et les doctrines qui ont conféré tant de gloire et

(29) BATTISTELLA, § 15.

(30) On y trouve aussi une bonne bibliographie de l'école physiocratique.

d'importance aux économistes du xix^e siècle. En tant que directeur de la *Biblioteca delle Economista*, il prouve son respect à leur endroit en publiant leurs œuvres dans le premier volume de cette collection.

Passant à Smith, il se plaît à reconnaître chez lui (et c'est par là où Smith se distingue, selon Ferrara, avec avantage des physiocrates) une « analyse logique et délicate qui, remontant de phénomène en phénomène jusqu'aux faits primitifs de la vie sociale, arrive à la connaissance de ses postulats psychologiques (31) » selon sa propre tendance personnelle, qu'il devait porter à un haut degré de perfection.

Le cadre de cet article ne nous permet pas de pousser plus avant l'étude de Ferrara historien des doctrines, mais nous serions heureux si le peu que nous en avons dit avait pu convaincre le lecteur que la valeur de son œuvre dans cette branche de la science est au moins égale à celle de son œuvre théorique, et cela d'autant plus que nous n'avons pas insisté sur sa contribution principale en cette matière, les *Prefazioni* se rapportant en effet pour la plus grande partie aux auteurs de la première moitié du xix^e siècle. Les préfaces de Ferrara sont donc particulièrement intéressantes à cet égard, car on peut y trouver outre des critiques qui gardent toute leur valeur même aujourd'hui, les opinions d'un contemporain qui vivait à une période économique maintenant disparue, celle du libéralisme, et qui comprenait ces doctrines d'une façon que nous ne pouvons plus « sentir » aujourd'hui. Le témoignage de Ferrara reste donc précieux entre tous pour saisir un état d'esprit qui ne nous est plus directement accessible. La lecture de son œuvre fournira donc une mine d'observations précieuses à l'historien des doctrines qui se spécialiserait dans l'étude de l'école classique.

Après avoir esquissé (combien brièvement !) quelques-uns des aspects de la vie et de l'œuvre de Ferrara, nous commençons à avoir de lui une impression d'ensemble. Ce sera la tâche du paragraphe suivant de la préciser.

VI

Le trait dominant chez Ferrara, c'est la vigueur et l'originalité de ses ouvrages et de sa vie, et il est probable que l'indépendance fondamentale de son caractère n'a pas eu une mince influence sur les principes théoriques qu'il professait. Cette indépendance et cette originalité, nous la trouvons chez lui dès sa

(31) *Ibid.*

jeunesse, alors qu'il n'hésite pas, — en matière de statistique, — à blâmer et à critiquer les grands maîtres qui l'ont précédé. Elles aussi le font jeter en prison, le font vivre en exil, le brouillent avec un ministre tout-puissant et dont il a tout à attendre. Ministre lui-même, son intransigeance lui suscite tant d'ennemis qu'il ne peut rester au pouvoir et fait qu'il ne joue pas dans la vie politique de sa patrie le rôle qui lui serait revenu s'il avait compris un peu mieux la différence entre théorie et pratique (32). Mais son originalité, hâtons-nous de le reconnaître, nous la retrouvons aussi dans ses ouvrages et c'est ce qui en fait la valeur, car l'originalité est aussi désirable chez les esprits profonds que blâmable chez les médiocres.

Pour mieux apprécier Ferrara comme économiste, nous proposons au lecteur de vouloir bien faire avec nous une distinction (33) fort utile dans l'histoire des doctrines, et que l'on a pas faite jusqu'à présent ; distinction entre les façons dont le savant conçoit en général sa science (aspect « subjectif » ou « psychologique ») et la contribution réelle qu'il nous laisse (aspect objectif de l'œuvre).

a) Sous l'aspect *subjectif*, Ferrara reste un classique, c'est-à-dire qu'il ne conçoit pas l'économie politique comme une science à l'égal de la physique ou de la chimie, son attitude à l'égard du problème économique n'est pas encore celle de Menger ou de Pareto, pour lesquels il doit être traité d'une façon rigoureusement objective, indépendamment des sentiments de l'auteur. L'économie a pour lui une certaine valeur morale et normative, elle a presque la valeur d'une religion, et sous ce rapport il a quelque ressemblance avec Bastiat. Liberté et économie sont pour lui synonymes. Il marque sous cet aspect le dernier terme d'une curieuse évolution psychologique qui se poursuit chez certains économistes depuis A. Smith jusqu'à la fin de cette école. Smith conclut à la liberté parce que les faits le portent à croire qu'elle est utile, avec des exceptions et des réserves ; — mais bientôt la liberté devient pour les économistes quelque chose d'obligatoire, et dans la psychologie de Ferrara, c'est un système métaphysique qui préside nécessairement aux destinées de l'économie (34). Cette tendance subjective retentit alors sur toute son œuvre ; si indépendant que soit Ferrara, il est asservi à elle. Pas seulement son dédain pour un nationalisme étroit, mais aussi sa haine pour le système étatiste lui fait repousser les idées des

(32) BERTOLINI, dans *Cà Foscari*, p. 44 : « Aspro era il Ferrara nella critica, severo nel giudicare gli uomini, spirito liberale se mai ve ne fu, era assolutista nella pratica della vita. »

(33) Voir notre article « Les origines de l'Economie ».

(34) Notons qu'il était libéral avant d'avoir élaboré ses théories (I, 1, p. 74).

préclassiques italiens, et elle explique pourquoi il leur oppose avec prédilection le système des physiocrates, et dans son œuvre théorique il est dominé par la même passion que lorsqu'il est historien ; elle lui fait croire, pour ne citer qu'un exemple, que les crises sont des phénomènes anormaux dus à ce que la liberté, dont il est le prophète, n'a pas été respectée dans l'ordre économique.

b) Sous l'*aspect objectif*, il apparaît comme un savant de grande valeur qui ne peut en aucune façon être comparé au pauvre Bastiat, et cela nous montre la nécessité d'opérer cette distinction que nous voudrions voir s'établir dans la science. Bastiat, en dehors de ses plagiats, ne nous a rien laissé qui ait pu servir à l'avancement de la science économique (sauf ses petits pamphlets, auxquels on peut reconnaître une certaine valeur pédagogique). Ferrara, au contraire, est objectivement homme de science. Nous avons déjà dit quel intérêt présente son œuvre historique, et son œuvre théorique est encore plus intéressante : le problème qui restait fondamental pour l'école classique, le problème de la valeur est traité par lui avec une maîtrise à laquelle aucun classique n'est parvenu, et il faut lui reconnaître qu'il a été sur ce point un précurseur des théories modernes dans le meilleur sens du mot et non seulement au point de vue de cette théorie particulière (autour de laquelle il a logiquement rangé tous les autres), mais encore dans ses idées générales sur l'économie. Il la voudrait voir se conduire sur le plan que précisément l'école autrichienne et surtout l'école de l'équilibre réaliseront plus tard. L'économie, dit Ferrara, doit être bâtie subjectivement, en s'inspirant de l'idée fondamentale qu'elle doit étudier non les faits matériels, mais la satisfaction des besoins de l'homme.

« Dans la conception ferrarienne (BATTISTELLA, § 67), l'acte économique est immédiatement rattaché à son substrat psychologique » ; avant lui, cette conception n'existait qu'à l'état vague, les diverses parties de l'organisme économique sont comme déliées et indépendantes les unes des autres, et « la vision du monde matériel, compliquée par des différences qualitatives continues entre ses diverses parties, acquiert un caractère descriptif ». Chez Ferrara, le maximum d'homogénéité est atteint, car l'acte de l'*homo œconomicus* résulte, selon lui, d'un choix qui ne vise pas tant le bien matériel que l'utilité. Or, c'est là la supposition primordiale nécessaire à l'élaboration d'une économie pure.

Les vieilles distinctions, disait-il encore, entre production, circulation, distribution, sont fausses parce qu'elles ne sont que des aspects différents d'un même phénomène, et l'école de l'équilibre, après lui, en fournira la démonstration.

Enfin, à un dernier point de vue, Ferrara doit intéresser l'historien des doctrines économiques : c'est à cause de son influence

sur ceux qui l'ont suivi en Italie. Sans pouvoir nous étendre sur ce point, il nous suffira de citer ici les noms de Messedaglia, Tullio Martello, Pantaleoni, Pareto, qui tous, à des degrés divers, ont été les disciples de notre auteur.

Pour toutes ces raisons, nous avons cru bon de donner au lecteur français un aperçu bien sommaire sur ce qu'a été Ferrara comme homme et comme économiste. Nous serions heureux s'il ressentait à son égard le même intérêt que nous avons eu alors que nous étudions son œuvre : il nous a alors semblé que cet auteur méritait plus qu'une brève allusion dans un article de revue. Il y aurait, croyons-nous, un travail intéressant qui consisterait à faire connaître Ferrara par la traduction de son œuvre, mais présentée d'une façon logique et rationnelle, au lieu de la conserver dans le cadre factice de ses préfaces, ce qui a tant nui à sa diffusion en dehors de son pays. Même fragmentaire, un tel ouvrage serait très utile. Nous espérons que, parmi nos lecteurs, il s'en trouvera un qui « découvrira » ainsi Ferrara pour l'étranger. Il apparaîtrait alors que Ferrara, cette curieuse figure du *Risorgimento*, a été un très grand classique et le plus grand économiste italien du xix^e siècle, si l'on en excepte la formidable personnalité de Vilfredo Pareto, dont l'œuvre économique et sociologique appartient plutôt au xx^e.

G.-H. BOUSQUET.

Cà Foscari, novembre 1924.

ANALYSES ET COMPTES RENDUS

ALLIX et LECERCLÉ. — *L'impôt sur le revenu, traité théorique et pratique* (Paris, A. Rousseau, 1926, 2 vol. in-8°, VII-445 pp. 466 pp.).

Depuis longtemps, notre système fiscal n'avait donné lieu à une étude aussi complète et aussi approfondie, et il faut remonter aux traités de Stourm ou de Caillaux pour en retrouver l'équivalent. Les auteurs ont conçu leur ouvrage sur le plan le plus large ; ils ne se sont pas bornés, comme tant de commentateurs des lois fiscales, à rédiger une sorte de formulaire uniquement destiné aux gens pressés de trouver des solutions toutes faites aux problèmes que la pratique apporte. Ils n'ont pas manqué d'examiner ces problèmes et de les résoudre, mais leurs solutions sont toujours raisonnées, motivées, fondées en doctrine et en jurisprudence et ils ne s'y arrêtent qu'après avoir discuté et réfuté les thèses adverses par de solides arguments de fond.

Ainsi, tout en fournissant aux praticiens la description complète du mécanisme de nos impôts, sans en rien laisser dans le vague (comme il arrive trop souvent dans tant d'ouvrages soi-disant pratiques), les auteurs s'attachent à dégager les principes généraux d'une véritable science des finances, à reconstituer le système juridique et politique qui a inspiré le législateur, à présenter un exposé constructif de la jurisprudence fiscale.

L'ouvrage est divisé en quatre parties ; la première est consacrée à l'historique de notre législation financière jusqu'à la réforme de 1914 et à l'exposé des principes de cette réforme, comparés à ceux qui commandaient nos anciens systèmes. Dans la seconde et la troisième partie, les auteurs, après avoir développé une théorie générale du revenu, entrent dans le détail de tous les impôts faisant l'objet de leur étude ; c'est la pièce maîtresse de l'ouvrage, et rarement il nous a été donné de lire un exposé plus complet et plus scientifique et, en même temps, plus utile. La dernière partie de l'ouvrage n'est pas la moins intéressante ; MM. Allix et Lecerclé y ont réuni des matières, à vrai dire un peu disparates, mais dont chacune a sa valeur propre : ils y traitent du contentieux fiscal, avec la méthode qu'on peut attendre d'esprits rompus aux disciplines économiques et juridiques ; ils y décrivent notre système d'impositions locales, si négligé par la plupart des auteurs financiers et qui, pourtant, ne saurait être séparé du système d'impôts généraux dont il est le complément ; enfin, ils y ont réuni des statistiques financières sur le rendement des impôts, leur répartition, les catégories d'assujettis, etc.

Dans leurs conclusions, largement développées, les auteurs apportent un jugement très net sur notre système fiscal et bon nombre d'idées pratiques en vue de sa réformation. Tout d'abord, ils constatent le succès de la réforme de nos impôts directs, la progression de leur rendement et l'impossibilité d'un retour en arrière ; aucun des détracteurs de l'impôt sur le revenu n'a pu apporter un projet de remplacement qui comportât les mêmes qualités de justice et de productivité. Nos impôts actuels constituent un véritable système, un ensemble dont toutes les parties sont solidaires, ce qui leur assure une réelle cohésion, mais en fait, pratiquement, un mécanisme assez délicat. Dès lors, rien n'est plus aisé que de « saboter » le système, nous disent les auteurs (II, 356) et jamais n'a été plus nécessaire la collaboration entre le Parlement et l'Administration, et, ajouterions-nous, l'opinion publique sérieusement éclairée.

Parmi les tâches qui s'imposent, la plus urgente est la codification des lois fiscales (1) ; une autre est l'établissement de bonnes statistiques fiscales, car nous vivons ici dans une ignorance regrettable. Mais la mise au point de notre législation fiscale exigerait l'abandon de règles devenues gênantes parce qu'elles ont été établies pour un système aujourd'hui périmé et qui procédait d'un tout autre esprit que la législation actuelle. Ainsi la règle de l'annualité, d'après laquelle le contribuable était taxé pour toute l'année d'après les faits existant au 1^{er} janvier de cette année, se comprenait dans un système d'impôts assis sur les signes extérieurs ; elle est dépourvue de signification et, par suite, gênante, dans un système qui impose le contribuable sur un fait continu, à savoir la réalisation de ses revenus dans les douze mois précédant l'année d'imposition. A ce sujet, les auteurs proposent divers principes d'assiette et de recouvrement qui assureraient plus d'équité pour le contribuable et une meilleure productivité pour le Trésor. Ils suggèrent, de même, d'utiles réformes touchant l'organisation administrative, et montrent comment on pourrait réaliser une pénétration intime de l'administration de l'Enregistrement et de celle des Contributions directes. Notons encore, parmi les idées heureuses qui foisonnent dans ces conclusions, la proposition d'émettre les rôles au fur et à mesure de leur confection, de fixer l'année fiscale dans des limites différentes de celles de l'année financière, de créer des juridictions spéciales pour le contentieux fiscal, etc., etc.

L'analyse, trop courte, qui précède, suffira, nous l'espérons, pour montrer l'importance d'un ouvrage qui rendra les plus grands services aux hommes d'études comme aux praticiens et qui fait le plus grand honneur à la science financière en France (2).

ROGER PICARD.

(1) Le ministre des Finances vient précisément de constituer (4 juin 1926) un Comité de codification dans lequel figurent, à côté de parlementaires connus pour leur compétence financière, des techniciens particulièrement qualifiés.

(2) L'ouvrage est complété par un recueil des lois réglant les questions traitées, jusqu'à la loi du 13 juillet 1925 inclusivement. Il n'y manque qu'un index, dont l'absence est, en partie, suppléée par une bonne table analytique des matières. Il vient d'être continué par un *supplément* qui

JACQUES ANCEL. — *Peuples et nations des Balkans* (Paris, coll. Armand Colin, 1926, 220 pp. Prix : 8 fr. 40).

Rien de si difficile et de si compliqué que les questions balkaniques. Fort d'une documentation très étendue, que viennent encore éclairer des observations personnelles, l'auteur de cet excellent ouvrage est parvenu à débrouiller l'écheveau. Les liens entre des phénomènes politiques en apparence incohérents, M. Ancel les cherche d'abord dans la géographie. Aussi la description géographique occupe-t-elle une partie notable du volume ; elle est très claire et instructive au plus haut point.

Le passé, au contraire, n'exerce qu'une influence beaucoup plus faible, que l'on considère la race, « base exclusivement verbale », la langue, incapable de donner le tracé des frontières, les « droits historiques » ou même la religion. Au contraire, ce sont les genres de vie, qui sont à l'origine des divers groupements humains dans les Balkans, et en particulier les modes de la vie paysanne, que M. Ancel décrit avec la plus grande précision. Les sociétés paysannes sont à l'origine de la plupart des « cellules » qui ont donné naissance aux Etats. Dans la genèse de ces Etats, — l'auteur le montre pour chacun d'eux, — ce sont les questions agraires qui ont été le phénomène prédominant. Partout, les paysans se sont efforcés d'obtenir leur émancipation, puis la propriété de la terre qu'ils cultivaient et que la conquête avait livrée à des maîtres étrangers. Aussi, lorsque la guerre mondiale a eu pour effet de transformer ces Etats en nations, n'est-il pas étonnant que la révolution ait été suivie d'une profonde réforme agraire, tendant à partager la terre entre les paysans. Il est regrettable que M. Ancel n'ait pu disposer d'une place suffisante pour décrire plus en détail ce triomphe de la démocratie rurale dans les Balkans. On peut se demander aussi si le passage de l'*Etat* à la *nation* s'est bien opéré aussi brusquement qu'il le déclare ; la révolution n'est-elle pas le point d'aboutissement d'une lente évolution ?

Quoi qu'il en soit, M. Ancel établit fortement que, si les démocraties rurales jouent un si grand rôle dans les Balkans, c'est que le capitalisme n'y exerce encore que fort peu son emprise.

Ce volume, si parfaitement réussi, se termine par une bibliographie générale, sommaire, mais précise.

HENRI SÉE.

ANSIAUX (Maurice). — *Traité d'Economie politique*, t. III (1 vol. in-8° de 715 pp. Paris, Giard, 1926. Prix : 60 francs).

Avec ce tome III s'achève le grand *Traité d'Economie politique* de M. M. Ansiaux, qui marque une étape importante dans l'histoire de la pensée économique de langue française. La qualité maîtresse de cette œuvre magistrale me paraît être qu'on y trouve à la fois

contient le commentaire approfondi des lois de finances des 4 décembre 1925, 4 et 29 avril 1926. Il faut souhaiter que MM. Allix et Lecercle nous donnent ainsi les compléments que nécessiteront les lois nouvelles dont la matière ne manquera pas de s'enrichir.

une description exacte et complète de la vie économique contemporaine et un essai vigoureux d'interprétation scientifique qui utilise sans s'y asservir les analyses subtiles des théoriciens récents et les complète par de nombreuses contributions personnelles, principalement en matière de monnaie, de prix, de changes. Si l'on compare le traité de M. M. Ansiaux à celui de P. Leroy-Beaulieu, on ne peut qu'être frappé des progrès réalisés par la science économique au cours du dernier demi-siècle. Le tableau si vivant et si clair que P. Leroy-Beaulieu nous peignait naguère exprimait moins la réalité intégrale que la réaction en face de cette réalité d'un tempérament ardemment individualiste. Celui de M. M. Ansiaux est infiniment plus compréhensif. Il englobe et met à leur place tous les aspects individuels et collectifs, privés et publics, nationaux et internationaux de la vie économique d'aujourd'hui, dont il souligne fortement la mobilité et la complexité.

Il est naturellement impossible, dans les étroites limites d'un compte rendu, de passer en revue toutes les questions étudiées par M. M. Ansiaux. Je m'attacherai uniquement à examiner l'ordonnement général de l'ouvrage. On se rappelle comment les développements se répartissaient entre les deux premiers tomes. Le tome I traitait de l'organisation économique, le tome II des prix et des revenus, division à mon sens beaucoup plus rationnelle, parce qu'allant plus au fond des choses que la classification courante : production, circulation, répartition. L'agencement du tome III paraît au contraire assez artificiel. Le titre un peu vague : « Les problèmes généraux de la vie économique », recouvre un contenu plutôt disparate. Il se décompose en quatre parties : 1° Problèmes nationaux et internationaux ; 2° Crises économiques ; 3° Papier-monnaie ; 4° Idées motrices de l'évolution économique. Le papier-monnaie est, de la sorte, placé entre la population et les crises, très loin de la monnaie de papier, qui se situe au tome II. Il y a là assurément quelque chose de choquant, d'autant que, à tout prendre, la différence entre la monnaie de papier et le papier-monnaie réside dans un caractère juridique, l'existence ou l'absence du cours forcé, et que M. M. Ansiaux, très justement, relègue d'ordinaire à l'arrière-plan les distinctions proprement juridiques pour s'attacher de préférence aux caractères d'ordre psychologique ou sociologique. M. Ansiaux répondrait sans doute qu'en fait généralement, sinon toujours et tout de suite, le cours forcé entraîne la dépréciation et que, en rapprochant crise et papier-monnaie, il a voulu esquisser une étude d'ensemble de ce qu'on peut appeler la pathologie économique. Mais on peut se demander s'il est bon d'introduire, dans l'armature même de la science, cette distinction du normal et du pathologique, qui renferme toujours une dangereuse part de subjectivisme et d'arbitraire. La dernière partie de l'ouvrage est peut-être, elle aussi, un peu bâtarde en ce qu'elle contient en même temps une analyse critique, très intéressante d'ailleurs, de doctrines sociales (proudhonisme, saint-simonisme, marxisme) et un exposé d'économie sociale (législation protectrice du travail, et en particulier loi de huit heures, assistance et prévoyance, etc.)

La conclusion du tome III, qui est aussi celle du traité tout entier, se caractérise par un très vif souci d'impartialité et de sérénité. Tout au plus pourrait-on reprocher aux vues solidaristes et réformistes

de M. Ansiaux un excès d'optimisme. Peut-être, en particulier, a-t-il tendance à sous-estimer le rôle historique des instincts et des mythes au nom d'une philosophie de l'histoire un peu trop évolutionniste et positiviste. Peut-être aussi, reléguant la notion de lutte de classe dans le passé héroïque du monde ouvrier, admet-il un peu vite comme aisément réalisables les systèmes de gestion conjointe et de contrôle ouvrier, etc., sans s'arrêter assez aux obstacles qui les rendent difficilement conciliables avec les nécessités d'une production disciplinée et organisée. Du moins peut-on admirer sans réserve le bilan que dresse M. Ansiaux (pp. 687 et suiv.) des forces et des chances de succès respectives du capitalisme et du socialisme dans le monde économique de demain. « L'issue de la lutte engagée entre le capital et le travail est singulièrement douteuse », dit l'auteur, après avoir montré le fort et le faible des deux antagonistes. Par là, M. Ansiaux s'oppose aussi bien à ceux qui voient dans le socialisme l'aboutissant mathématiquement certain du régime actuel qu'à ceux qui le traitent avec mépris comme une excroissance malade et temporaire. Ni la victoire du socialisme, ni la pérennité du capitalisme, ne semblent à M. Ansiaux scientifiquement démontrées. Les esprits dogmatiques trouveront cette conclusion un peu molle. Elle est, en revanche, de nature à satisfaire ceux qui mettent au-dessus de tout la probité scientifique et le culte de la vérité.

G. PIROU.

**

PIERRE BAYART. — *Les effets de l'inflation sur le bilan au point de vue fiscal* (Paris, Sirey, 1926, 2^e éd., in-8, 380 pp.)

La science financière aujourd'hui ne saurait être dissociée ni du droit, ni de la comptabilité, ni de l'observation économique. C'est ce que mettent fort bien en lumière les conférences techniques réunies dans ce volume par M. Bayart. Après une étude générale des effets de l'inflation, il nous montre comment la dépréciation de la monnaie exerce une sorte de falsification automatique des bilans.

Comment remédier à une aussi grave conséquence ? En établissant une comptabilité basée sur le franc-or, pris comme monnaie de compte et, d'autre part, en procédant, pour certains postes du bilan, à des réévaluations d'actif. Ces procédés, dont l'auteur ne se contente pas de démontrer le mécanisme technique, mais dont il analyse la signification juridique et les conséquences fiscales, sont déjà entrés dans la pratique.

Au point de vue fiscal, l'inflation a mis en lumière quelques-unes des imperfections de notre système d'impôts qui se produisent quand on interprète trop littéralement la loi ; c'est ainsi que l'évaluation des stocks, l'imposition des réserves, la taxation des excédents du prix de revente d'un fonds de commerce, ont donné lieu à une jurisprudence fiscale qui consacre souvent des injustices.

Tout en montrant, avec beaucoup de justesse, ces injustices ou ces imperfections, l'auteur ne s'en déclare pas moins partisan convaincu du système fiscal actuel ; il appartient aux juristes et aux contribuables eux-mêmes d'en obtenir l'assouplissement et de travailler à le faire rendre aussi juste qu'il est productif. Le livre de M. Bayart

sera lu avec fruit autant par les praticiens des questions fiscales que par les économistes soucieux d'étudier les divers aspects du problème de l'instabilité monétaire.

R. P.

*
**

BOUGLÉ et RAFFAULT. — *Eléments de Sociologie. Textes choisis et ordonnés* (Paris, Alcan, 1926, in-8°, 506 pp.).

L'étude de la sociologie a été introduite, il y a quelques années, dans les programmes des écoles normales d'instituteurs. C'était là un enseignement indispensable pour les maîtres qui auront eux-mêmes à instruire leurs élèves de l'histoire et de la morale civique, mais les méthodes et les instruments de cette discipline nouvelle restent encore à créer en partie. L'ouvrage de MM. Bouglé et Raffault apporte un puissant secours à cet enseignement.

Les auteurs ont voulu non seulement guider les étudiants en sociologie dans la littérature déjà considérable de cette jeune science, ils ont voulu aussi leur en apporter un exposé méthodique, en empruntant aux meilleurs écrivains sociologues les pages les plus caractéristiques de leurs doctrines ou les plus synthétiques en tant qu'explication scientifique du réel.

Leur ouvrage est divisé en grandes sections traitant respectivement de la sociologie générale, de la sociologie domestique, politique, morale, juridique et idéologique et, dans ces vastes cadres, ont pris place tous les problèmes posés par l'école de Comte et de Durkheim. C'est aux tendances de ce dernier auteur que vont les préférences de MM. Bouglé et Raffault, mais leur choix de pages sociologiques est resté très varié et, par suite, très éducatif. Non seulement ils ont tenu à laisser les diverses doctrines s'exposer elles-mêmes, mais ils ont fait appel à des auteurs qui ne sont pas de purs sociologues, à des historiens, à des économistes, à des linguistes.

Leur ouvrage, qui eût été utilement complété par une bibliographie sommaire des sujets abordés et par un index, constitue un excellent instrument de travail et de culture ; il « filtre » une masse considérable de lectures et témoigne d'un sens remarquablement averti des besoins pédagogiques de la sociologie.

R. P.

*
**

DAMIENS, PEZARD, etc. — *Philosophie scientifique et sociologie*, 4^e série (Paris, F. Nathan, 1926, in-12, 271 pp.).

Ce volume contient les conférences faites, en 1925, aux directeurs des écoles normales, en vue d'orienter leur enseignement sociologique. A côté de conférences purement scientifiques, comme celle de M. Damiens sur les atomes, de M. Pezard sur les théories du développement, et de M. Joleaud sur la préhistoire, le volume contient un ensemble de leçons du plus vif intérêt sur les questions économiques et sociales. M. Fontègne a apporté, dans un raccourci bien ordonné, les principes et les expérimentations de l'orientation professionnelle. M. Henri Hauser a sommairement exposé le mécanisme

du change, les causes qui le rattachent à l'ensemble de la vie économique et les conséquences qu'il exerce sur elle.

Plus étendues et plus éducatives, au point de vue sociologique, sont les conférences de MM. Halbwachs, Bouglé et Pécaut. Etudiant les religions et les formes sociales, M. Halbwachs a montré comment toute la vie politique de la cité antique s'était organisée autour de la croyance religieuse et comment le christianisme n'avait échoué à fonder une théocratie que parce qu'au moment où il parvenait à son apogée, il trouvait en face de lui un Etat tout constitué. Généralisant le concept de religion et l'étendant à toute aspiration que la foi dans sa réalisation porte à l'absolu, l'auteur peut alors conclure qu'il n'est pas de système politique qui ne se rattache à l'esprit religieux, telle, notamment, la démocratie socialiste.

M. Bouglé étudie, en deux leçons, les rapports des doctrines sociologiques, d'une part, des théories du droit comparé et des théories du droit naturel d'autre part. C'est une synthèse et un examen des vues les plus originales des penseurs contemporains. On sait l'importance attachée par les sociologues durkheimiens aux règles de droit, aux formes juridiques, pour appréhender les manifestations de la conscience collective et saisir le fait social avec ses caractères les plus accusés. D'autre part, les historiens du droit n'ont pas manqué de montrer combien la vie collective, les forces sociales, avaient de part à sa formation, à côté des initiatives individuelles. Du rapprochement de ces deux disciplines, sociologie et droit comparé, l'auteur tire des conclusions très nettes sur la relativité historique du droit et sur les possibilités de perfectionnement de la structure juridique des sociétés.

Enfin M. Pécaut, étudiant l'organisation moderne de la production, montre l'antagonisme qui subsiste entre l'individualisme de notre régime économique et les besoins de justice dans la répartition qui s'accroissent de plus en plus. Peut-on soumettre la vie économique à une morale sociale sans en paralyser les ressorts ? C'est la question qui se pose au monde moderne, mais que l'auteur a voulu laisser en dehors de son sujet.

L'analyse que nous venons de donner, trop brièvement, de ces conférences, aura suffi, nous l'espérons, pour en montrer l'utilité et pour signaler l'intérêt du recueil qui les contient.

R. P.

**

A. DAUDÉ-BANCEL. — *La Réforme agraire en Russie* (Paris, Ed. de la Bonne Idée, 132, rue de Vaugirard, 1926, in-8°, 180 pp.).

Toutes les révolutions comportent leur réforme agraire, et souvent aussi la réforme agraire constitue comme un préventif de la révolution. L'un et l'autre cas se sont produits en Russie. L'émancipation des serfs y fut accordée par des tsars prudents, mais qui, par incompetence ou par manque de sincérité, n'accomplirent que des réformes insuffisantes ou trompeuses. D'autre part, la dernière révolution russe a prétendu, elle aussi, résoudre le problème des rapports du paysan et de la propriété terrienne.

Dans l'excellent livre qu'il consacre à la question de la propriété paysanne en Russie, M. Daudé-Bancel, en une série de chapitres aussi

copieusement documentés que solidement articulés, explique le mécanisme des différentes réformes dont cette propriété a été l'objet depuis un demi-siècle et montre pourquoi et comment elles ont toutes échoué.

Le régime soviétique n'a pas mieux su que le tsarisme assurer l'indépendance et la prospérité de la classe paysanne ; c'est, au fond, parce qu'il professe pour elle le même mépris que les anciens maîtres de la Russie. Mais les paysans russes feront peut-être leur salut eux-mêmes. Leurs associations pour la production, pour la vente, pour le crédit, pour l'entraide économique sous toutes ses formes, sont en train de créer entre eux des liens nouveaux, de constituer une structure économique adaptée à leurs besoins et contribueront à leur régénération aussi bien morale qu'économique. M. Daudé-Bancel, qui fut, pendant trente ans, l'un des chefs du mouvement coopératif, s'applaudit de cette évolution de la paysannerie russe, dans laquelle il voit, avec raison, une victoire de la coopération.

R. P.

*
**

GUGLIELMO FERRERO. — *Entre le Passé et l'Avenir* (Paris, Kra, 1926, in-12, 162 pp., 11 fr. 25).

L'auteur des *Dialogues aux Sourds*, renouvelant l'expérience qui lui a si bien réussi avec ce dernier ouvrage, nous apporte une nouvelle gerbe de considérations philosophiques sur le temps présent et d'explications tant sur la psychologie de nos contemporains que sur le désordre de leurs affaires. La moitié de la terre souffre du mal politique et ne sait comment elle en guérira. Dictature, déliquescence sociale ou simplement individualisme tourné vers la production matérielle, tels sont les termes qu'envisagent certains esprits. Pour M. Ferrero, il n'y a plus de gouvernement légitime que le gouvernement représentatif et, quelque forme que prenne l'autorité politique, elle ne pourra se soustraire à la loi du consentement plus ou moins sincère des masses. Le problème véritable consiste donc à rechercher comment on doit améliorer le régime représentatif et non pas comment on pourrait s'en passer.

Le monde moderne a quelque peu perdu le sens politique parce qu'il a perdu le temps de se recueillir. Pris par sa technique productive, il est voué à un travail si intense, à une agitation telle, que la vie spirituelle se rétrécit de plus en plus pour lui, et qu'après la religion, le machinisme est en train de tuer la politique. Aussi bien, l'ordre ne subsiste-t-il plus que par la régularité du travail.

Cette suprématie de la mécanique et de l'économie finira aussi par tuer l'esthétique, en éliminant du monde toute variété. Notre goût pour les styles du passé, l'enthousiasme naïf des touristes américains pour l'Europe, ne sont qu'une réaction de défense de notre esprit contre la monotonie et l'uniformité des créations de la civilisation moderne.

Le désarroi du monde moderne s'est trouvé aggravé par la guerre, funeste à la société, comme toute rupture d'équilibre. Est-elle bonne, est-elle mauvaise ? Elle a pu entraîner d'heureuses conséquences jadis et se révéler facteur de progrès, mais, aujourd'hui, elle est nettement

mauvaise, car elle ne fait qu'accentuer notre mobilisme, notre instabilité, notre agitation. La dernière guerre a rendu les problèmes internationaux plus difficiles à résoudre que jamais, en brisant cette « Internationale des cours », dont les vues dirigeaient le monde et dont on pouvait, dans une certaine mesure, pénétrer les intentions. La Société des nations la remplacera, mais elle est encore en devenir et manque d'un plan complet de reconstruction. Mais que de problèmes complexes à résoudre par elle !

Elle devra pourtant leur donner une solution, car « les peuples aujourd'hui ont à choisir : ou la guerre perpétuelle, ou une paix basée non sur la terreur croissante de la guerre, mais sur la volonté d'harmonie ». Il faut rebâtir, et sur des ruines. La chose ne se fera pas d'elle-même, et ceux qui croient à la restauration économique sans efforts commettent une erreur ; la loi réaliste imposera « la loi d'airain des proportions à un monde qui s'en était affranchi dans une convulsion énorme ». Nous vivons dans une sorte de provisoire immense, visant la puissance, fruit des civilisations quantitatives, et regrettant la perfection intérieure, à quoi travaillaient les vieilles civilisations qualitatives.

Telles sont quelques-unes des idées qui se déroulent au long des pages élégantes d'un livre qui apporte nombre d'aperçus synthétiques et qui propose de subtiles explications au malaise psychologique et politique, vrai « mal du siècle » où nous vivons.

R. P.

OCTAVIO FIALHO. — *Peut-on bolcheviser l'Amérique ?* avec une préface de Boris Souvarine, 1 vol. in-16 de 223 pp., Paris, R. Picart, s. d.

M. Fialho, qui, comme chargé d'affaires du Brésil à Saint-Petersbourg, a pu observer les débuts de la Révolution russe, se demande quelles sont les possibilités d'expansion du bolchevisme en Amérique.

Le bolchevisme espère tirer profit des troubles de croissance des pays américains : mais il faut retenir que les *pronunciamentos* des républiques américaines n'ont jamais eu un caractère anarchisant. « C'est la foi dans l'efficacité de leur système de gouvernement qui empêchera toujours les Américains de croire aux promesses de Moscou. » (P. 17.)

C'est cette thèse fondamentale que l'auteur s'efforce de démontrer par des considérations souvent intéressantes, mais parfois un peu confuses.

E. LASKINE.

PIERRE GINESTET. — *Les indices du mouvement général des affaires* (Paris, Sirey, 1925, in-8°, 165 pp.).

De divers côtés, les statisticiens se sont efforcés d'élaborer une série d'indices permettant d'apprécier la situation et l'activité économique mondiale. Leurs méthodes, ainsi que les résultats de leurs travaux, font l'objet de l'étude de M. Ginestet. L'auteur s'attache surtout à les décrire, mais il sait aussi présenter à leur sujet des critiques

judicieuses et motiver le choix qu'il fait entre les divers systèmes. Son livre vise un but à la fois théorique et pratique ; il expose donc en détail les problèmes de méthodologie statistique que soulève la construction des indices et, en même temps, il en apprécie la valeur documentaire et formule les indications nécessaires à leur bon emploi.

Il est à remarquer qu'après avoir ainsi fait le tour des méthodes statistiques employées, M. Ginestet aboutit à des conclusions qui pourraient faire douter de l'utilité de son travail, car il nous dit que les indices américains, résultant d'une élaboration mathématique très fouillée, ne rendent probablement pas plus de services que des indices beaucoup plus simples. Ces derniers seuls sont accessibles aux gens d'affaires et peuvent seuls les aider à diriger leur conduite économique de manière à permettre la régularisation du mouvement des affaires.

R. P.

*
**

NORMAN SCOTT BRIEN GRAS. — *A history of agriculture in Europe and America* (New-York, Crofts, 1925. 1 vol. in-8°, de xxv-444 pp. Prix : 3 dol. 50).

L'auteur de ce très intéressant ouvrage ne s'est pas proposé d'écrire une histoire générale de l'agriculture, ni d'en tenter la synthèse. En ce qui concerne du moins l'Europe, il s'est contenté de donner un aperçu des questions qui lui ont semblé les plus importantes, comme l'agriculture romaine, le système manorial, les révoltes agraires, l'enclosure, la révolution agricole, etc.

M. Gras s'est livré à des recherches très consciencieuses et, comme le prouvent de nombreuses notes et références, il connaît bien la littérature du sujet, quoique les travaux français lui soient moins familiers que les ouvrages anglais. Voilà pourquoi, par exemple, décrivant le régime manorial en Angleterre, il ne l'a pas comparé d'une façon assez précise avec le système seigneurial français. Etudiant de vastes ensembles, ses exposés, forcément, négligent un peu l'aspect concret des choses. Puis, très préoccupé des problèmes sociologiques (1) et aussi de pédagogie (son livre s'adresse surtout aux étudiants américains), il a une tendance à schématiser les questions plus encore qu'à en donner une vue synthétique. C'est ainsi que, dans un même chapitre, il décrit les révoltes frisonnes du ^{xiii}^e siècle, les jacqueries françaises et anglaises du ^{xiv}^e, la révolte des paysans allemands de 1525, les troubles agraires de la Révolution française et ceux de la récente révolution russe. Or, le rapprochement de mouvements si divers, qui se sont produits à des époques si différentes, est quelque peu factice. Autre exemple. Un chapitre, très original d'ailleurs et suggestif, est consacré à ce que M. Gras appelle la *metropolitan economy*, c'est-à-dire à l'influence qu'exercent sur la vie économique des métropoles comme l'Amsterdam d'autrefois, le Londres ou le New-York d'aujourd'hui. Or, cette description s'applique surtout

(1) Comme le montrent notamment ses deux premiers chapitres sur les étapes du développement économique et les phases de l'agriculture primitive.

à la société contemporaine, et particulièrement à l'Angleterre et aux Etats-Unis ; mais, en ce qui concerne les époques antérieures, il eût mieux valu montrer l'action progressive de la vie urbaine et du capitalisme à ses débuts ; la forte construction de l'auteur fait trop bon marché des nuances et de la chronologie (1). Remarque un peu analogue en ce qui concerne le chapitre relatif aux phases récentes de l'agriculture, qui contient d'ailleurs des pages excellentes sur l'évolution de l'agriculture irlandaise.

Dans la première partie de l'ouvrage, signalons encore deux chapitres sur les enclosures et sur la révolution agricole en Angleterre. Le chapitre relatif à la France du XVIII^e siècle est bien moins satisfaisant : on a attribué une influence excessive à l'école physiocratique, dont la propagande n'a guère agi sur l'agriculture française ; M. Gras reconnaît, il est vrai, son insuccès, mais sans en marquer suffisamment les causes.

La partie de l'ouvrage consacrée à l'agriculture américaine dénote des connaissances encore plus sûres, et se tient sur le terrain très ferme de la chronologie et des réalités concrètes ; c'est elle surtout qui est instructive, du moins pour le lecteur français. Le régime de la propriété est décrit avec beaucoup de précision et de netteté. M. Gras nous montre que si, dans une partie de l'Amérique du Nord, les colons européens ont transporté le régime manorial, cela ne fut que d'une façon atténuée (« semi-manorial tenure ») ; d'ailleurs, aux Etats-Unis, la révolution de 1776 a fait disparaître toute trace de « féodalité ». En outre, beaucoup de propriétés sont de véritables « alleux », pleinement autonomes. On se l'explique : la terre ne manque pas en pays neuf ; et même, le *homestead act* de 1862 accorde à tout colon, gratuitement, 160 acres, pourvu qu'il s'engage à les mettre en valeur. On trouve également de grandes propriétés, dont le type le plus remarquable est fourni par le *Scully estate*, en Illinois, qui, un moment, s'est étendu sur 200.000 acres.

L'évolution de l'agriculture aux Etats-Unis est tout aussi heureusement décrite. Etant donné qu'il s'agit d'immenses territoires vacants, si variés par la qualité du sol et la nature du climat, on trouve à la même époque toutes les variétés de cultures : la culture naturelle (comme aux temps primitifs), le système de la jachère, celui des prairies artificielles, la rotation scientifique, enfin l'agriculture intensive (notamment grâce à l'irrigation). Les formes les plus évoluées tendent maintenant à prédominer, mais la révolution agricole, plus tardive qu'en Angleterre, ne s'est produite qu'au cours du XIX^e siècle, — et non pas partout. En ce qui concerne l'élevage, les progrès décisifs ne se sont accomplis qu'à la même époque. M. Gras montre que la consommation du mouton ne représente que de 3 à 5 % de la consommation totale. L'élevage porte donc surtout sur l'espèce bovine ; il a une énorme extension et donne lieu aux industries mécaniques les plus perfectionnées : fabriques de conserves, fromageries et beureries.

(1) Le chapitre contient d'ailleurs d'excellentes remarques sur « l'économie nationale » des Tudors, que l'auteur considère comme la face économique de l'économie métropolitaine.

Non moins intéressant le chapitre relatif aux divers types d'exploitations rurales : forestières, herbagères (*ranches*), maraîchères (*dry farms*), dans les territoires où la pluie est rare ; fermes de rebut (*left over farms*), occupées par des blancs pauvres qui, par exemple en Géorgie, vivent presque comme des sauvages ; plantations du sud (de tabac, de riz, de coton, de sucre), cultivées autrefois par des esclaves, et dont le régime économique et social différait profondément des autres exploitations agricoles. Les divers types de cultivateurs ne sont pas moins heureusement décrits, depuis le pionnier et l'*exhausting cultivator*, qui, le premier, met en valeur le sol d'une façon extensive, jusqu'au fermier, dont l'exploitation ressemble à celle de ses congénères européens (*husbanding farmer*), jusqu'au fermier homme d'affaires (*business farmer*), qui, comme le *farmer* anglais et plus fortement encore, a plutôt le caractère d'un capitaliste que d'un cultivateur paysan. Le *business farmer*, étroitement spécialisé, se consacre uniquement à la production agricole, se procure sur les marchés urbains tout ce dont il a besoin (machines, vêtements, etc.) et, par là même, dépend étroitement de l'économie capitaliste, ce que M. Gras appelle, nous le savons, la *metropolitan economy*. Le fermier américain, surtout pour son outillage agricole, pour ses machines, a un besoin impérieux de capitaux, qu'il a eu souvent du mal à se procurer, et qui reste encore pour lui un grand souci, malgré les progrès du crédit, réalisés depuis trente ans. On voit bien que c'est aux Etats-Unis que le capitalisme a exercé le plus fortement son emprise sur l'agriculture, qui, dans certaines régions de l'Europe, en est restée plus indépendante.

En un mot, cet exposé substantiel de l'histoire de l'agriculture en Amérique sera lu avec le plus grand profit par les historiens comme par les économistes, les sociologues et même les géographes. Ajoutons que le volume est écrit d'un style très clair et très alerte, et ce n'est pas un mince mérite pour un ouvrage d'un caractère aussi technique.

HENRI SÉE.

*
**

JEAN LEMOINE. — *M^{me} de Sévigné, sa famille et ses amis d'après des documents inédits*, t. I : « Les origines, enfance et jeunesse » (Paris, Hachette, 1926, in-8, VIII-215 pp.).

On a beaucoup écrit sur M^{me} de Sévigné. Aussi paraissait-il difficile de trouver beaucoup de nouveau ; M. Jean Lemoine y est parvenu grâce à de patientes recherches aux Archives nationales, dans les manuscrits de la Bibliothèque nationale et surtout dans les archives notariales. Il a pu ainsi évoquer de nouveau, et avec un grand talent, la jeunesse de la célèbre marquise, son mode de vie, son éducation, son entourage.

On comprend aussi que ce livre si vivant puisse nous fournir des indications intéressantes sur l'histoire sociale. Par sa mère, M^{lle} de Rabutin-Chantal appartenait à la famille de Coulanges. Son grand-père, Philippe de Coulanges, fermier des gabelles, mêlé à toutes les affaires de finance, avait réalisé une grosse fortune ; c'est lui qui fit construire le célèbre hôtel que devait habiter sa petite-fille.

M. Lemoine nous montre que les Coulanges, malgré leurs origines modestes, s'allient à des familles d'excellente noblesse, s'élèvent rapidement sur l'échelle sociale, tout en conservant leurs habitudes de bourgeois assez modestes. Orpheline de bonne heure, M^{me} de Sévigné a été élevée surtout par les Coulanges ; ne peut-on s'expliquer ainsi certains traits de son caractère et de son esprit ?

H. S.

*
**

RICHARD LEWINSOHN. — *Histoire de l'inflation. Le déplacement de la richesse en Europe, 1914-1925*. (Paris, Payot, 1926, in-8°, 416 pp.).

Les conséquences de l'inflation et des troubles monétaires ont été bien souvent décrites et vulgarisées depuis quelques années. Mais tantôt on se borne à les exposer d'une manière déductive et abstraite, tantôt on les justifie par des statistiques d'ordre général.

M. Lewinsohn a voulu nous montrer, par la méthode historique, ce que produit l'inflation ou le désordre monétaire dans la vie économique des pays modernes. C'est à l'Allemagne qu'il attribue la place la plus importante, mais il passe en revue aussi la situation des divers Etats européens dont la monnaie s'est plus ou moins dépréciée.

Il ne se limite pas à l'étude de la politique monétaire de ces Etats, mais il décrit la vie des entreprises privées qui ont été le plus affectées, en profit ou en perte, par les vicissitudes monétaires. Il nous fait connaître le détail de ces enrichissements si rapides et si colossaux, suivis bien souvent de ruines non moins brutales ni moins énormes. Stinnes, Cyprut, Castiglioni, tous les grands animateurs d'affaires que leur audace entraîna, tous les agioteurs qu'aucune prudence ne retint, et aussi tous ces aventuriers qu'en France on nomme des mercantis et en Italie des requins, défilent curieusement dans cet ouvrage. N'oublions pas de mentionner la galerie des princes et principicules allemands, qui tient ici en un chapitre où l'on voit ces personnages, impuissants à sauver leur souveraineté, s'efforcer àprement de sauvegarder leurs considérables fortunes.

Il n'y a pas dans ce livre un simple récit anecdotique. Sans cesse l'auteur se préoccupe d'analyser et d'expliquer le mécanisme monétaire, fiduciaire et financier qui explique les gros profits d'inflation, les périls commerciaux des entreprises exagérément et anormalement développées, et son livre ne quitte jamais le domaine de la recherche et de l'enseignement économiques. Il montre d'une manière saisissante quel immense bouleversement des situations économiques privées et publiques la guerre et les années qui l'ont suivie ont apporté dans le monde européen.

R. P.

*
**

P. LUQUET. — *La Commune de Paris*, broch. in-16 de 55 pp. (Paris, Librairie de l'Humanité, s. d.).

Petite histoire de la Commune, destinée à démontrer que la Commune échoua uniquement parce qu'« elle manqua de parti », parce qu'elle « n'eut pas de parti fort, de parti d'action capable de rallier

les masses laborieuses autour d'un programme de revendications économiques, d'exercer la dictature prolétarienne et de mener la révolution à l'assaut de la société capitaliste ». Selon l'auteur, le blanquisme manquait entièrement de doctrine économique ; Proudhon n'était qu'un réformiste, un « petit épicier charlatan » ; la section française de l'Internationale n'avait qu'une culture marxiste tout à fait insuffisante. Ainsi fut rendue impossible « la dictature révolutionnaire, qui seule eût pu mener irrésistiblement les masses à la victoire ». La Commune commit en outre « l'erreur fatale de vouloir combiner deux choses contradictoires comme le patriotisme et le socialisme ».

Pourtant la Commune ne fut pas seulement une révolution politique, mais une révolution de classe, la première révolution prolétarienne, l'avant-coureur, le prototype de la révolution bolcheviste d'octobre.

Le petit livre de M. Luquet constitue, en somme, une interprétation bolcheviste de l'histoire et surtout de l'échec de la Commune de Paris.

E. L.

*
**

ALBERT MATHIEZ. — *Autour de Danton* (Paris, Payot, 1926, in-8°, 285 pp.).

Nous avons signalé, ici même, l'an dernier, l'ouvrage si attachant que M. Mathiez avait intitulé : *Autour de Robespierre* ; il vient d'en donner le pendant, si l'on peut dire, avec le recueil d'articles qu'il a écrits autour de Danton.

C'est le sort des hommes publics, et singulièrement de ceux qui vivent au cours de périodes troublées, d'attirer l'enthousiasme autant que le mépris et d'être discutés après leur mort autant qu'ils le furent de leur vivant. Pour la cause de Robespierre et contre le culte de Danton, M. Mathiez a bataillé rudement depuis vingt ans. Il apporte dans ses études l'infatigable recherche des faits, des textes, des preuves et en même temps l'implacable ardeur d'un homme que la lutte des partis, même après plus d'un siècle, ne laisse pas indifférent. D'où l'attrait qu'exercent ses livres.

Dans *Autour de Danton*, les curieux d'histoire révolutionnaire trouveront à se satisfaire, en prenant contact avec la multitude des amis de Danton, dont M. Mathiez ne nous présente ici que les mauvais : spéculateurs avides, politiciens tarés, soudards crapuleux, déclassés, hommes d'argent ou de plaisir. Quant à l'historien des mœurs et de la vie économique, il retiendra surtout de ce livre les pages consacrées aux frères Simon, fournisseurs aux armées, à Choiseau, l'entrepreneur des charrois militaires, au financier Perregaux. Leurs opérations, tractations et combinaisons, encore que sommairement décrites ici, apparaissent sous un jour réaliste et à travers des documents inédits d'un haut intérêt.

R. P.

**

DAUPHIN MEUNIER. — *Autour de Mirabeau* (Paris, Payot, 1926, in-8°, 269 pp.).

Il est des personnages dont l'intérêt historique ne sera jamais épuisé, tant leur caractère personnel, les aventures de leur vie privée et les événements publics auxquels ils ont été mêlés offrent de sujets aux recherches érudites ou à l'imagination. A coup sûr, Mirabeau occupe une bonne place parmi ces vedettes.

M. D. Meunier, qui, depuis plus de vingt ans, a publié des ouvrages richement documentés sur Mirabeau et sur sa famille, nous donne aujourd'hui un recueil d'études très vivantes sur les amis du tribun. Sans doute le personnage de Mirabeau n'apparaît-il ici que comme un agent de liaison un peu arbitrairement choisi entre ces divers tableaux historiques et l'auteur eût-il fort bien pu étudier le ménage Bussy, ces deux gentils poètes amis de Mirabeau, ou la vie des pensionnaires du Roi au château de Vincennes, dont le donjon fut la résidence forcée du comte, sans prendre le prétexte de compléter la biographie de son héros.

Mais ce volume contient plusieurs chapitres qui réellement éclairent le personnage, encore énigmatique par certains côtés, que fut Mirabeau, apportent sur sa vie, sur son caractère, des documents inédits : tels sont ceux qui nous montrent Mirabeau à Londres, ou qui nous ouvrent sa correspondance avec son secrétaire, M. de Combs, ou encore qui nous font connaître les opinions de son valet de chambre sur le grand homme. Au demeurant, un livre écrit avec beaucoup d'entrain, et qui contient nombre de renseignements curieux sur la vie sociale en France à la fin de l'Ancien régime.

R. P.

**

ANTONIO PORTUONDO Y BARCELO. — *Essais de mécanique sociale* (1 vol. in-8°, de la Bibliothèque sociologique internationale, avec 6 figures, 256 p. 15 fr. Paris, Girard, 1925).

L'auteur, professeur de mécanique rationnelle à l'Ecole des Ponts-et-Chaussées de Madrid, pose en principe l'existence de véritables forces sociales identiques à celles qui gouvernent le monde physique. La mécanique sociale est l'application à la société des lois de la mécanique. Elle a pour objet — et pour objet exclusif — l'étude de l'action dynamique des forces sur les individus et les groupes sociaux.

Ouvrage d'une remarquable vigueur de pensée, à propos duquel on peut se demander seulement si le rendement est proportionnel à la force dépensée.

E. L.

**

A. DE MIRIMONDE. — *Comment gérer sa fortune ?* (Paris, Payot, 1926, in-12, 390 pp.).

Ce livre mérite d'être signalé ici parce qu'il n'est pas seulement un recueil de recettes pour capitalistes en quête de placements fruc-

tueux, mais parce qu'il contient de nombreuses analyses économiques et juridiques relatives à l'emploi des capitaux. L'auteur s'est efforcé de préciser les notions de capital et de revenu, d'intérêt et de profit ; il a minutieusement étudié les réactions produites par les fluctuations monétaires sur ces divers facteurs économiques. Enfin, à propos des diverses formes du placement capitaliste, il étudie les mouvements de la valeur des terres, des immeubles bâtis, des titres à revenu fixe, des actions, et il a réuni ainsi quantité d'observations d'ordre historique et économique qui ne sont nullement négligeables. Signalons, notamment, d'excellentes remarques sur l'intérêt que peuvent avoir les classes possédantes à accepter les impôts, plutôt qu'à provoquer l'inflation, sur la solidarité qui lie les émissions fiduciaires et les émissions de bons de la Défense nationale et d'utiles réflexions sur l'imposition de la rente, sur le système général d'impôts sur le revenu, etc. Cet ouvrage, qui, par surcroît, est agréablement écrit, tient plus que son titre ne promet, ce qui est rare.

R. P.

*
**

ALBERT MOUSSET. — *La France vue de l'étranger* (Paris, l'Île-de-France, 1926, in-12, 222 pp., 9 fr.).

Ce que fut le célèbre ouvrage de Jean de Pierrefeu (G. Q. G., secteur 1) pour les états-majors, il semble que celui de M. Mousset le soit pour le corps diplomatique de tous les pays. Écrit dans un style extrêmement brillant, avec un humour mêlé de scepticisme comme aussi de vues doctrinales, cet ouvrage abonde en anecdotes, parfois trop synthétiques, trop didactiques pour n'être point supposées étrangères à cette « vérité diplomatique » dont, au surplus, M. Mousset dit quelque part qu'elle n'existe pas ; il abonde en portraits, en croquis, en souvenirs d'histoire contemporaine.

Après avoir copieusement plaisanté les diplomates, leurs habitudes d'esprit, leurs façons d'être, après avoir raillé l'importance qu'on leur prête et qu'ils s'attribuent, les avoir criblés d'épigrammes, l'auteur montre tout à coup qu'il est de la « carrière » quand il étudie, dans la seconde partie de son livre, les missions de propagande. Ici, l'épigramme devient satire et les conclusions tendant à démontrer l'inutilité ou la malfaisance de l'institution étudiée n'admettent plus guère de réserve. Combien les diplomates, égratignés tantôt par l'auteur, se sentiront vengés quand ils liront des phrases comme celles-ci : « La mission d'études ou d'enquête n'est profitable que si elle est d'un caractère technique rigoureusement défini ; si elle est politique, ou elle s'approprie les informations de la légation et elle est inutile, ou elle les contredit, et il y a gros à parier qu'elle a tort. » (P. 113.)

Les diplomates se réjouiront aussi de voir M. Mousset réfuter avec une audace un peu paradoxale les critiques qu'on leur adresse si fréquemment : les diplomates ignorent la langue des pays où ils séjournent, ils ne s'intéressent pas aux questions économiques, ils changent trop fréquemment de poste, etc... ; tout cela est vrai, mais tout cela est fort

(1) Par exemple p. 98 et p. 135, sur la connaissance des langues.

bien, car la diplomatie est un art fait de finesse, d'intuition, de connaissance psychologique des hommes et ne saurait s'embarrasser ni de linguistique, ni d'économique.

Il y a, certes, du paradoxe en tout cela, mais il y a aussi beaucoup de vérité, et le talent de M. Mousset est tel, qu'en le lisant, on est tenté d'adhérer à tout ce qu'il expose, même quand il se contredit légèrement (1). Enfin nous recommandons, comme particulièrement riche en idées justes et sages, l'introduction de ce livre qui, d'un bout à l'autre est vivant, substantiel et captivant.

R. P.

**

JULES-L. PUECH. — *Le socialisme français avant 1848. La Vie et l'Œuvre de Flora Tristan (1803-1844)*. L'Union Ouvrière (1 vol. in-8° de 514 pp., Paris, Marcel Rivière, 1925).

M. Jules-L. Puech, connu par de beaux travaux sur l'histoire du socialisme, et notamment par une remarquable étude sur le *Proudhonisme dans l'Association internationale des Travailleurs*, évoque dans son dernier ouvrage, des ombres d'un injuste oubli, Flora Tristan, « ancêtre du mouvement féministe et du socialisme ouvrier ». Œuvre d'archiviste et de poète, où les investigations les plus minutieuses, les plus patientes, et, comme on dit en français un peu barbare, les plus exhaustives, sont animées, vivifiées et orientées par la plus noble et la plus intelligente sympathie. Autour de la romantique et mélancolique figure de l'héroïne, c'est tout un monde qui se dessine : les ouvriers de Paris et ceux de province, qu'elle visita et éleva à l'idée de « l'Union ouvrière » au cours de son fameux *Tour de France* ; Barbès et Agricol Perdiguier, avec qui elle échangea les rêves d'avenir et les formules d'action ; les milieux littéraires et la société de son temps.

Par la masse des documents inédits qu'il élabore, par le prix des réflexions qu'il suggère, par l'image vive et précise qu'il apporte de toute une époque et d'un grand mouvement d'idées, l'ouvrage de M. Puech constitue une contribution de premier ordre à l'histoire sociale de la France.

A ceux, tous les jours plus nombreux aujourd'hui, que la curiosité psychologique entraîne dans les coulisses de l'histoire, il apporte un portrait précieusement fouillé d'une personnalité entre toutes rare et étrange : il n'y a pas de roman qui égale, en imprévu et en situations paradoxales, la biographie de Flora Tristan, descendante de Montezuma, proche parente de l'archevêque de Grenade, ouvrière coloriste, maîtresse et épouse du peintre Chazal, femme mariée et révoltée, femme séparée et « paria », allant chercher vainement au Pérou quelques vestiges de la fortune de ses ancêtres, rentrant à Paris pour y devenir l'héroïne d'aventures scandaleuses et d'un triste procès, publiant les *Pérégrinations d'une Paria*, observant en Angleterre le mouvement chartiste, puis commençant en France l'apostolat qui lui vaut une place particulière et si importante dans l'histoire du mouvement ouvrier.

Dans une dernière partie, M. J.-L. Puech s'attache à caractériser le socialisme de Flora Tristan et à déterminer les influences qui s'exer-

cèrent sur elle : celle des réformateurs britanniques, et en particulier des chartistes, qui lui apparaît justement considérable, celle des socialistes français, saint-simoniens et fouriéristes, qu'elle jugea toujours avec beaucoup d'indépendance et sans excessive indulgence ; celle des ouvriers français, de Perdiguier, de Gosset, de Moreau, d'Adolphe Boyer, dont les ouvrages ou les lettres lui révélèrent la misère du prolétariat et son état organique ; — son féminisme à la fois passionné et très équilibré ; ses idées politiques, sociales et religieuses, ses doctrines sur le rôle social de l'artiste et son œuvre littéraire.

Grâce à la belle biographie que lui a consacrée M. Puech, Flora Tristan est maintenant incorporée à la grande histoire du socialisme, et elle y tiendra désormais la place importante à laquelle il est certain qu'elle avait droit.

E. LASKINE.

*
**

RAFFEGEAU et LACOUT. — *Etablissement des bilans-or* (Paris, Payot, 1926, in-8°, 150 pp.).

Si la comptabilité a pour fonction de fournir une représentation exacte de l'actif d'une entreprise et de son rendement, il est certain que ses méthodes doivent se ressentir de tout ce qui affecte la stabilité de l'étalon monétaire.

Dans tous les pays où l'inflation a sévi, les chefs d'entreprise ont, spontanément, redressé leur comptabilité, modifié l'évaluation des postes du bilan, les calculs d'amortissement de leurs immobilisations, l'évaluation des dividendes ou des réserves.

Dès que la réforme monétaire s'est accomplie dans ces mêmes pays, c'est par les voies légales que le remaniement des comptabilités a été imposé. Dans leur ouvrage, à la fois concis et clair, MM. Raffegau et Lacout examinent, avec de très nombreux exemples chiffrés à l'appui, le fonctionnement et les mérites comparés des diverses méthodes théoriquement applicables à la revision comptable en fonction des troubles monétaires. Ils consacrent aussi plusieurs chapitres à exposer ce qui, pratiquement, a été réalisé en Allemagne, tant par l'initiative privée que par la loi ; pour les théoriciens, leur livre est des plus utiles, car il éclaire un des aspects les plus importants du phénomène monétaire et, pour les praticiens, il apporte les moyens de voir clair dans la situation réelle des entreprises.

R. P.

*
**

PAUL RAVEAU. — *L'agriculture et les classes paysannes : la transformation de la propriété dans le Haut-Poitou au xvi^e siècle* (Paris, Rivière, 1926, in-8°).

Ainsi que le dit M. Dubois dans la préface de cet ouvrage, la vie rurale française au xvi^e siècle est à peu près ignorée. M. Raveau a pris l'initiative d'entreprendre une étude régionale de cette question avec l'aide de sources originales.

Après une étude approfondie sur le pouvoir d'achat de la livre

du règne de Louis XI à celui de Louis XIII et particulièrement dans le Haut-Poitou, l'auteur cherche à déterminer le prix des terres et montre précisément comment au ^{xvii}^e siècle, par suite du développement de la richesse mobilière, les bourgeois, enrichis par le commerce, se sont constitués de grands domaines en Poitou. M. Raveau examine ensuite les conditions de l'agriculture proprement dite ; il indique que le pain de pur froment était une rareté en Poitou et que la jouissance des prairies était exclusivement réservée aux propriétaires.

Quant aux procédés d'exploitation du sol, l'auteur examine les particularités du métayage, du fermage et du bail à cheptel poitevins, soulignant notamment la grande ressemblance entre la situation du fermier et celle du métayer à cette époque et le caractère relativement récent de baux à durée limitée. M. Raveau illustre son étude en utilisant des documents d'archives inédits ; il nous fait pénétrer dans tous les détails des rapports entre les tenanciers et les propriétaires.

Enfin l'auteur examine les diverses classes sociales des campagnes poitevines au ^{xvi}^e siècle : le journalier ou laboureur à bras, mal rémunéré, le métayer ou laboureur à bœufs, en conflit perpétuel avec le seigneur foncier, le laboureur propriétaire qui s'enrichit plus encore par les spéculations que par la culture de la terre ou par le revenu de ses métairies, dîmes et terrages. Les rapports de cette dernière catégorie de laboureurs avec la noblesse sont empreints de cordialité. La plupart deviennent de grands bourgeois.

EDGARD BLUM.

*
**

AUGUSTIN RENAUDET, professeur à l'Université de Bordeaux. — *Erasmus : sa pensée religieuse et son action d'après sa correspondance (1518-1521)* (1 vol. in-16, de la Bibliothèque de la *Revue Historique*, Paris, Alcan, 1926).

Etude très fouillée et très vivante de la pensée et de l'action du grand humaniste de Rotterdam pendant la grande crise de la Réforme. La « philosophie du Christ » érasmienne est très finement caractérisée par opposition à l'orthodoxie traditionnelle comme au luthéranisme naissant.

E. L.

*
**

PAUL DE ROUSIERS. — *Les grandes industries modernes. III. Les industries textiles* (Paris, A. Colin, 1925, in-12, 264 pp.).

Continuant la série des études qu'il consacre aux grandes industries, M. de Rousiers nous donne un volume consacré aux industries textiles. Elles sont, comme on le sait, au premier rang de notre activité économique et leur importance, autant que leur diversité, justifiait la publication d'un volume spécial.

L'auteur soutient et démontre cette thèse que la concentration industrielle s'opère partout de la même façon, sous l'influence des causes techniques qui sont d'ordre universel, tandis que la concentra-

tion commerciale varie selon les marchés considérés, parce qu'elle se subordonne aux conditions économiques, lesquelles sont relatives.

Autour de cette idée centrale, il groupe la description historique, technique et statistique la plus substantielle de la structure, des forces, du fonctionnement des diverses industries textiles, ainsi que l'étude de la situation des divers pays en ce qui concerne l'écoulement des produits de ces industries. Son ouvrage, abondant sans cesser d'être clair, apporte une vue d'ensemble des plus utiles du sujet traité. L'auteur conclut que seules les ententes qui ont pour objet le développement de la consommation par l'abaissement du prix de revient ont chance de subsister, ce qui concilie heureusement l'économie et la morale.

R. P.

DWIGHT SANDERSON. — *The farmer and his community* (New-York, Harcourt, Brace, 1923, in-8°, viii-254 pp.).

Cet excellent ouvrage de sociologie rurale sera lu avec grand intérêt et profit par les grands historiens économistes. En Europe, la *commune*, issue de la paroisse, forme un cadre tellement traditionnel qu'elle nous semble avoir existé de toute antiquité. Aux Etats-Unis, il n'en est pas de même. La colonisation a commencé par des fermes et exploitations isolées, n'ayant relativement que peu de relations avec les villages, assez clairsemés. L'auteur montre comment le peuplement du pays et surtout les progrès des voies de communication (routes, automobiles, téléphones) tendent à créer de véritables *communities*, centres de la vie économique, religieuse, scolaire, etc. Des intérêts communs groupent peu à peu les populations rurales. Ces phénomènes qui se passent sous nos yeux peuvent nous aider à mieux comprendre ce qui s'est passé dans la vieille Europe, lorsque le pays a commencé à être mis en valeur.

H. S.

CH. SEIGNOBOS. — *Histoire politique de l'Europe contemporaine ; évolution des partis et des formes politiques (1814-1914)*, 7^e édition, entièrement refondue et considérablement augmentée, t. II (Paris, A. Colin, 1926, in-8°, 700 pp. ; prix : 72 fr.).

En signalant le tome premier, paru en 1924, nous avons déjà remarqué tout l'intérêt que présente cette nouvelle édition de l'admirable ouvrage de M. Ch. Seignobos : non seulement, il pousse l'histoire des événements jusqu'en 1914, mais encore il a refondu les pages consacrées à la période de 1814 à 1896, en ne négligeant rien des sources d'informations, qui ont vu le jour depuis vingt-cinq ans.

Le présent volume étudie l'Autriche, l'Empire allemand, les pays scandinaves, l'empire russe (avec un nouveau chapitre sur la révolution de 1905 et la réaction), l'empire ottoman et les peuples des Balkans (toute cette partie, profondément remaniée), l'Eglise, les partis internationaux (avec des études nouvelles sur le pacifisme et le féminisme), la politique européenne.

Bien que M. Seignobos ne se soit proposé d'étudier que l'histoire

politique, il n'a jamais négligé de marquer les conditions économiques et sociales. Ainsi, en ce qui concerne la Russie, plusieurs pages nourries sont consacrées à la question agraire ; l'auteur indique que l'accroissement de la population a rendu bientôt insuffisante la portion des terres concédées aux paysans ; il faudrait noter aussi que, dès le lendemain de l'acte d'émancipation de 1861, les paysans ont plus encore souffert qu'auparavant de la pénurie des terres, pour la raison que les seigneurs ont laissé incultes les parties de leurs domaines les moins fertiles. Le servage et le *mir* ont moins pour origine des oukazes impériaux que la lente évolution économique et sociale, qui, de longue date, avait préparé ces institutions (1). Il eût été intéressant d'indiquer la portée de la réforme agraire de Stolypine, qui tendait à établir la propriété individuelle paysanne.

Quiconque s'occupe d'histoire économique et sociale lira avec le plus grand intérêt les pages que M. Seignobos a consacrées aux partis socialistes ; il est peut-être seulement un peu bref sur la question des origines. Il nous dit (p. 1060) qu'on a pu comparer l'Internationale socialiste à l'Eglise catholique ; la comparaison n'est-elle pas un peu forcée ? Le refus de voter le budget peut-il être assimilé à un « rite religieux » ?

Un chapitre bien intéressant pour nous, c'est celui qui a trait à la transformation matérielle de la vie politique. Il attribue une juste importance à l'accroissement de la population, et il remarque qu'« entre des Etats d'un niveau politique à peu près équivalent, la différence de population amène souvent une différence d'importance politique » ; le cas est frappant pour la France, qui, au point de vue démographique, tenait le premier rang en Europe au XVIII^e siècle.

Dans la première édition de son livre, M. Seignobos déclarait que trois faits imprévus, les révolutions de 1830, de 1848 et la guerre de 1870, « qui ont eu une action si décisive sur l'évolution politique de l'Europe, apparaissent comme trois accidents, auxquels on n'aperçoit aucune cause générale dans l'état intellectuel, politique ou économique du continent européen ». Dans la septième édition, il déclare maintenant ce point de vue, mais fait remarquer qu'il n'a voulu parler que de l'évolution *politique*, et non pas de l'évolution *sociale*.

HENRI SÉE.

**

Dr WILLY SPÜHLER. — *Der Saint-Simonismus. Lehre und Leben von Saint-Amand Bazard* (Zürcher Volkswirtschaftliche Forschungen)

L'auteur, qui considère à bon droit Bazard comme le plus grand des saint-simoniens, montre bien comment Bazard, après avoir pris un rôle prépondérant au mouvement *carbonaro* contre la Révolution, a été amené par l'échec de son agitation politique républicaine à reconnaître l'insignifiance de tout mouvement dirigé seulement contre des

(1) Voy. à ce sujet, le remarquable ouvrage de J. Kulischer, *Russische Wirtschaftsgeschichte*, (Iéna, 1925). Sur la question agraire, on consultera aussi avec profit E. SCHKAFF, *La question agraire en Russie* (Paris, 1925) et A. DAUDÉ-BANCEL, *La crise agraire en Russie* (Paris, 1926).

formes politiques et administratives. C'est l'idée centrale de son livre, et une idée qui l'a très heureusement orienté.

Après un bon résumé de la doctrine de Bazard, de sa philosophie de l'histoire, de sa critique de l'ordre social, de la libre concurrence, de l'exploitation sociale, de la propriété, de sa doctrine d'organisation de la production, de ses théories pédagogiques morales et religieuses, de son opposition à la mystique d'Enfantin, l'auteur analyse les rapports de la pensée de Bazard avec celle de Saint-Simon, de Louis Blanc, de Proudhon, d'Auguste Comte, de Karl Marx, de Rodbertus et de Lassalle. L'auteur conclut par un intéressant chapitre sur le saint-simonisme dans l'économie moderne.

L'auteur combat à la fois la conception de Muckle, d'après lequel Bazard aurait ignoré l'idée de lutte des classes, et celle d'Andler, qui identifie sur ce point les idées de Bazard et celles de Karl Marx : Bazard a vu dans l'histoire passée « une longue époque de guerre systématisée » ; il a connu l'antagonisme des classes parmi les autres antagonismes sociaux, mais il n'y a point vu, comme le marxisme, le levier même du progrès social.

E. L.

**

L. TROTSKY. — *Europe et Amérique* (1 vol. in-16 de 139 pp., Paris, Librairie de l'Humanité, 1926).

Ce volume est un recueil de discours et d'articles fort intéressants où Trotsky s'attache à démontrer la thèse suivante : « L'énorme supériorité naturelle des Etats-Unis exclut automatiquement toute possibilité de relèvement économique pour l'Europe capitaliste. Si le capitalisme européen révolutionnait autrefois les autres parties du monde, c'est le capitalisme américain qui révolutionne l'Europe en déclin. Cette dernière n'aura plus d'autre issue à l'impasse économique que la révolution prolétarienne, l'abolition des barrières douanières et des frontières d'Etat, la création des Etats-Unis soviétistes d'Europe et d'Union fédérative avec l'U. R. S. S. et les peuples libres d'Asie. Et cette lutte gigantesque déclanchera une époque révolutionnaire aux Etats-Unis. » Bolchevisme et américanisme impérialiste, voilà les deux facteurs de l'histoire contemporaine.

E. L.

**

TRUCHY (HENRI). — *Précis élémentaire d'Economie politique*, tome I (1 vol. in-16 de viii-334 pp. collection « La Licence en Droit », société anonyme du recueil Sirey, 1926, sans indication de prix).

Le *Précis d'Economie Politique* de M. H. Truchy est tout autre chose qu'un simple résumé de son *Cours d'Economie politique* bien connu. Il vise un but plus modeste que le *Cours* et s'adresse à un public plus restreint et plus spécial, celui « des étudiants, dont l'ambition du moment se borne à l'heureuse issue de l'examen de fin d'année ». Le désir de fournir à ce public une alimentation aisément digestible a conduit M. Truchy à soigner particulièrement la classification des matières. Déjà le *Cours*, par comparaison avec les manuels antérieurs,

révélaient un effort remarquable de présentation didactique. Cet effort est ici plus accentué encore. Tandis que le tome I du *Cours* se divisait en trois livres, respectivement consacrés : 1° aux notions générales ; 2° à l'organisation de la production ; 3° à la monnaie, au crédit et au prix, le tome I du *Précis* (seul paru à ce jour) se décompose en six livres : Notions générales, — L'activité économique, — L'entreprise, — L'appareil circulatoire, — Les prix, — Les crises. Et il ne s'agit pas là seulement d'un morcellement de chacune des anciennes parties en deux tronçons. Un certain nombre de déplacements modifient, quant au fond même, l'agencement des développements. Par une innovation très heureuse, l'entreprise capitaliste, l'entreprise publique, l'entreprise coopérative, sont rapprochées dans une même partie (début du livre III) alors que, dans le *Cours*, une centaine de pages séparaient la première des deux dernières. Une nouveauté plus contestable est le transfert du commerce et des transports, du livre consacré à l'organisation de la production au livre réservé à l'appareil circulatoire. Il semble que commerce et transport soient mieux à leur place près de l'industrie, et comme fragments d'une étude principalement descriptive, que près de la monnaie, avec qui ils n'ont pas d'affinités véritables, bien que la plupart des ouvrages français les en rapprochent sous la rubrique « circulation des richesses ». On pourrait également discuter de la place donnée aux crises à la fin du tome I, tant dans le *Précis* que dans le *Cours*, avant l'étude de la répartition et des revenus, faite au tome II. Est-il possible de comprendre à ce moment le mécanisme des crises et leurs effets, alors que le décalage dans les mouvements des prix des marchandises et des prix des services producteurs est vraisemblablement un des éléments fondamentaux du phénomène ? Ne vaudrait-il pas mieux ne parler des crises qu'après avoir disséqué analytiquement et successivement les différents marchés économiques ? Mais ici M. Truchy était sans doute lié par la répartition des matières économiques entre les deux années de licence à la Faculté de droit de Paris, qu'un manuel pour étudiants est obligé de respecter.

Est-il nécessaire d'ajouter qu'on retrouve dans le *Précis* les qualités d'exposition claire et concise qui ont fait le succès du *Cours* ? Contraint, par les dimensions de l'ouvrage, à se limiter, M. Truchy a été amené à donner à sa forme une vigueur synthétique que peut-être le *Cours* ne possédait pas au même degré. Souhaitons que le tome II ne tarde pas à paraître et envions les étudiants d'aujourd'hui qui, grâce à ce livre, et grâce à celui également excellent de M. P. Reboud, peuvent acquérir en un minimum de temps et avec un minimum de fatigues les connaissances positives et les idées générales que doit posséder un licencié en droit.

G. PIROU.

NANTES ET LA COMPAGNIE DES INDES

(1664-1769)

par GASTON MARTIN

Docteur ès lettres, Agrégé de l'Université

I

LE COMMERCE MARITIME NANTAIS AU MILIEU DU XVII^e SIÈCLE ET SES RAPPORTS AVEC LA COMPAGNIE DES INDES ORIENTALES DE 1664 A 1695

Nantes a été jusqu'à la fin du XVIII^e siècle un des ports les plus actifs du royaume de France. Il semble même que, par moments, il en fut le premier. Cette prospérité fut due sans doute à des causes multiples : sa situation de port d'estuaire, d'un tirant d'eau à peu près suffisant pour le déchargement à quai des navires (bien qu'il eût dès ce moment fallu envisager la création d'un avant-port à Paimbœuf) ; les franchises provinciales et municipales qui assuraient à son trafic des facilités dont certains autres ports n'avaient point l'équivalent ; l'importance de la Loire comme route d'eau à une époque où le réseau des voies terrestres demeurait rudimentaire. Mais il convient aussi de faire une place importante, parmi les causes de cette splendeur, à l'esprit d'entreprise de ses habitants, à l'abondance de leurs relations extérieures, à leur organisation technique et syndicale. Et rien n'est plus propre à mettre en relief la psychologie professionnelle des capitaines marchands et négociants armateurs du ports de Nantes que l'étude de leurs rapports avec cet organisme complexe de commerce étatique ou privilégié qui s'appelle — malgré ses vicissitudes de fortune et de constitution — la Compagnie des Indes. Nous y apprendrons en effet comment les Nantais surent exploiter, à leur profit et à celui de leur ville, une création qui paraissait propre à l'origine à leur créer les plus graves préjudices.

Les auteurs de l'ancien régime, notamment Expilly (1), n'attribuent pas beaucoup de vertus commerciales aux Nantais. Ils en soulignent l'égoïsme local, le manque d'audace, le particularisme rétrograde. Ces jugements, déjà réfutés par Gabory, ont de quoi étonner. Peut-être pourtant en concevra-t-on mieux la cause si on veut bien faire cette remarque : ces auteurs écrivent surtout avec les pièces des ministères, et il n'est point douteux que celles-ci n'abondent en doléances, protestations, requêtes, etc., des négociants nantais. Mais, à serrer d'un peu plus près les faits, la situation se renverse presque absolument ; et dès l'époque de Richelieu, les armateurs nantais font figure de grands négociants. Ils ont, depuis le xvi^e siècle, noué avec Bilbao des relations économiques extrêmement originales. Sous le nom de *Contractations* (2), elles aboutissent en fait à un quasi-monopole de certains commerces avec l'Espagne : la laine, le papier, plus tard certaines toiles très bon marché à destination de Guinée et fabriquées en Espagne, etc., et les registres d'*André Ruys* (3) établissent toute l'importance de ces transactions, ainsi que la prospérité de la société.

Le 17 août 1619, le roi Louis XIII accrédite de Plessiz-lès-Tours le sieur de la *Barillère* auprès du maire et des échevins de Nantes, pour les consulter à la suite d'une proposition à lui faite « pour l'establissement de la navigation et commerce ès provinces étrangères et éloignées » (4).

Enfin, en 1647, paraît à Nantes un des ouvrages les plus remarquables que nous possédions, par l'originalité des vues et la nouveauté des solutions, *Le Commerce honorable*, dont l'auteur n'a pu du reste n'être qu'hypothétiquement déterminé ; mais dont le volume figure en toutes les collections publiques ou privées constituées à la fin du xvii^e siècle, dans les milieux d'affaires et de négoce maritimes.

Toutes ces indications convergent pour montrer que le commerce de mer est florissant — eu égard au marasme général des affaires — dans le port de la Loire. Mais il n'est pas moins certain que les négociants nantais font preuve de mauvais caractère, et qu'en particulier leur hostilité se marque avec âpreté contre toute tentative collective qui nuirait à leurs trafics traditionnels.

En 1626 paraît « un édit du roy pour l'establissement du commerce au Havre du Morbihan ». Cent associés, dont les syndics sont Guillaume de Bruc et Jean-Baptiste du Val, noms qui sentent

(1) *Dictionnaire d'EXPIILLY*, arch. Nantes. — Cf. GABORY, *Le Commerce de Nantes au XVII^e siècle*.

(2) Arch. mun. Nantes, HH. 188-198.

(3) *Ibid.*, HH. 189.

(4) *Ibid.*, HH. 196.

leur très proche noblesse, obtiennent du roi pour le « *commerce général tant par mer que par terre, Levant, Ponans et voyages de Long-cours* » (5), la cession du Morbihan, de l'île de Rhuis, du château de Succinio et de la seigneurie de Muzillac, les rivières de Vannes et d'Auray, le droit d'y établir une ville libre. Le surintendant général du commerce de la Compagnie est le cardinal-ministre de Richelieu ; l'édit stipule que les associés non nobles seront anoblis. C'est, jusqu'à l'évidence, un nouveau projet de Compagnie de navigation, repris sous une forme restreinte après l'échec, désormais avéré, des tentatives de Gérard du Roy en 1603 ; et de celles de 1615, provoquées par la fusion des deux Compagnies des Indes (1611-1615) et qu'avait aussitôt ruinées l'hostilité ouverte des Hollandais.

Toutes les villes maritimes de Bretagne prennent feu à cette nouvelle. Qu'est-ce que cette Compagnie qui se monte à leurs portes, et dont ils n'apprennent la fondation que par l'édit de création ? Les Etats sont saisis. Ils s'empressent d'informer les députés des bonnes villes qu'ils feront opposition à cette création, contraire aux privilèges de la province, puisque non délibérée par eux, Etats. Et ils demandent aux armateurs nantais, intéressés comme eux à cette affaire, d'appuyer d'un mémoire l'opposition du corps souverain (6). Les bourgeois de Nantes ne se font pas prier, ils se joignent ceux de Vannes et de Saint-Malo. La pièce suggérée par les Etats est rédigée et envoyée ; en grand appareil de considérants et de textes, on y lit que « *telle novallité traisne avecq soy des ruisnes et préjudices insupportables* » (7), et le 15 mars le Parlement, saisi par le procureur-général syndic des Etats, rend un arrêt conforme à la requête. La Compagnie du Morbihan est enterrée. Il s'est écoulé huit jours entre la première lettre du procureur-général au syndic de Nantes et la rédaction de l'arrêt de rejet. Cette lente justice parlementaire savait, quand il lui convenait, fort bien restreindre les délais de délibéré.

En 1645, des négociants nantais partent de nouveau en guerre contre une compagnie privilégiée. Les sieurs *Rozée* et *Guischard* se sont vu confisquer une cargaison d'huile de baleine, achetée à deux capitaines de Saint-Jean-de-Luz, en contravention du monopole accordé par édit de septembre 1644, au sieur « *Claude Rouxeau et à sa Compagnie* ». A leur requête, le Parlement de Bretagne, saisi par les Etats, rend un arrêt décidant qu'il sera fait une remontrance au roi, et prescrivant de surseoir à l'exé-

(5) Arch. mun. Nantes, HH. 197.

(6) Lettre du procureur général syndic du 3 mars 1627, Rennes. (Arch. mun. Nantes, HH. 196.)

(7) Requête des bourgeois de Nantes, 11 mars 1627. (Arch. mun. Nantes, HH. 190.)

cution des arrêts obtenus par Rousseau comme « *attentatoires aux libertés commerciales de la province* (8) ».

La doctrine du général du commerce de Nantes, représenté simultanément par ses syndics et juges-consuls et par les maires et échevins de la communauté de ville, apparaît donc très fixe dans ses prétentions. Elle n'entend pas laisser une compagnie se subroger aux droits des négociants locaux, elle repousse de ce chef toute coalition commerciale extérieure.

Il ne faut pas, pour autant, conclure qu'elle est hostile vis-à-vis de toute association d'intérêts ou de capitaux ayant le négoce pour objet. La *Contractation* est un bon exemple du contraire. Elle a donné des résultats trop satisfaisants pour que les Nantais songent à en nier les avantages. Lorsque donc Colbert va reprendre les projets d'Henri IV et de Richelieu, la position du commerce nantais vis-à-vis de la tentative ministérielle se peut résumer en cette interrogation : quels avantages les commerçants de Nantes retireront-ils de cette constitution de société ?

Ils ont reçu le « *prospectus* » de Charpentier, en ont lu les réclames lyriques. Ils savent, mieux peut-être que quiconque dans le royaume, que c'est des Indes Orientales « *qu'on tire l'or et les pierreries..., que viennent ces marchandises si renommées et d'un débit si assuré, la soie, la cannelle, le poivre, le gingembre, la muscade, les toiles de coton, la ouate, la porcelaine, les bois qui servent à toutes les teintures, l'ivoire, l'encens, le bézoard et mille autres commodités*. Ils sont, en revanche, persuadés, en dépit de tant de promesses alléchantes, que leur conquête et leur négociation ne sont ni sans risques ni sans aléas. Les ventes réalisées au port de Nantes ont souvent donné, dans ces années peu favorables, des bénéfices extrêmement restreints ; l'excès même de cet optimisme officiel ne peut que les mettre en éveil. Plus habile dans ce milieu est l'argument du pavillon national par quoi le publiciste appuie ses dires : « *Je ne vois pas pourquoi nous les voudrions toujours recevoir de la main d'autrui, et pourquoi nous refuserions de faire gagner dorénavant à nos citoyens ce que des étrangers ont gagné sur eux jusqu'à présent* (9). »

Il ne reste, en tous cas, pas traces d'une mauvaise volonté collective trop marquée. La raison en pourrait être l'heureux voyage effectué cette même année 1664 par « *un vaisseau venant de l'île de Madagascar... arrivé en Bretagne au Port-Louis. Ce vaisseau, qui appartenait au maréchal de la Meilleraye, était parti de la rivière de Nantes le 29 mai 1663 pour aller en cette île,*

(8) Arch. mun. Nantes, HH. 198.

(9) CHARPENTIER, *A tous les bons Français*, cité par Lavis, *Hist. de France*, VII^e, 240. — Cf. Bernis, *Recueil des Actes de la Compagnie*, t. I, p. 4.

n'ayant employé que onze mois et vingt jours depuis son départ jusqu'à son retour ; il était chargé de quantité de cuirs, de cire et de bois d'ébène ; il avait apporté aussi quelques pierreries, et de tous les hommes qu'il avait emmenés, il n'en était mort qu'un seul (10) ».

La Fosse n'avait pas pu ne pas s'intéresser à la navigation d'un bateau parti de ses quais et où l'équipage était en partie local. La coïncidence heureuse ne pouvait que servir les intérêts de la société en formation.

Nous ne trouvons donc pas trace à Nantes des menaces qu'il fallut adresser à certaines autres villes pour en obtenir la souscription. Elle ne fut pas avertie, comme Bordeaux, qu'elle risquait à s'y montrer réfractaire d'y perdre la plupart de ses droits de bourgeoisie. Une société fut constituée en 1664-1665, dont les archives municipales nous ont conservé les fondateurs sous ce titre (11) : *Liste de souscription des marchands de Nantes, négociants à la mer, avec les sommes que chacun d'eux compte mettre dans la Compagnie des Indes Orientales.*

C'est un long rôle dont nous reproduisons *in extenso* les pages lisibles — avec quelles difficultés ! (12) — et où chacun écrivit et signa de sa main ses déclarations.

23 Novembre 1664

ROLE AU SUJET DES ... ? ? ? ... DE LA COMPAGNIE DES INDES ORIENTALES

Exécutant les volontés du Roi, nous soussignés, Marchands à Nantes, négociants à la mer, promettons de mettre dans la Compagnie des Indes Orientales, les sommes par nous ci-dessous déclarées et les payer, chacun pour son respect, dans les temps statués par les articles de ladite Compagnie à Nantes, et ce, ont signé, négociants à la mer, chacun pour son respect :

Donne mil livres, signé : J. LORY.

Donne mil livres, signé : RAMÉE.

Anthoine-François LAINE, pour mil livres.

Pour mil livres, signé : A. BOUSSINEAU.

Etienne TRILLEAU, pour mil livres.

DESBOULAIRE, pour mil livres.

Jacques HURE, pour mil livres.

Pour mil livres, signé : DESCASAU.

— DURASSIER.

— Guillaume NIDELET.

— René BERTHELOT,

(10) DERNIS, *op. cit.*, *Avertissement historique*, pp. xxx-xxxI.

(11) Arch. mun. Nantes, HH. 199.

(12) Que grâces soient ici rendues à M. l'abbé Durville, conservateur du Musée Dobrée, dont la patiente sagacité vint seule à peu près à bout de ce grimoire !

Pour mil livres, signé : J. FORGET.

— Jean BERNARD.

Etienne BUREAU, pour mil livres.

Urbain SOUCHER, pour mil livres.

Pour deux mille livres, signé : Jean BERTHELOT.

Gabriel MICHEL, pour mil livres.

Luc PINARD, pour mil livres.

Pour mil livres, Charles BAZILLE.

Pour la somme de deux mil livres, signé : VERGER.

Pour la somme de trois mil livres pour laquelle j'ai déjà versé ci-devant au bureau des marchands de la ville... (*illisible*)...

Pour ladite somme de 3.000 livres, signé : OUDET.

Pour deux mil livres, signé : Jacques VALLOIS.

Pour mil livres, signé : LE COCQ.

Pour deux mil livres, signé : DENAYS-GIRARD-LAINE.

Pour mil livres, signé : DANGUY.

Pour mil livres, signé : M. GAUVIN.

Pour mil livres, signé : TROYON.

Pour la somme de quinze cents dont j'ai déjà fait ma déclaration à la Maison de la Ville, signé : GEORGET.

Pour mil livres, signé : François BRISSONNEAU.

Pour mil livres, signé : G. MICHEL.

Pour mil livres, signé : François VALLETON.

Pour la somme de mil livres, signé : GUIGNARD.

Pour la somme de trois mil livres, que j'ai déjà ci-devant signé au Bureau des Marchands de la Ville ; qui pour ladite somme de 3.000 livres que je déclare m'être obligé de payer en deux fois... (*illisible*) à Nantes, le 9 octobre 1664, signé : Thomas BARNEVAL.

Pour la somme de mil livres que j'ai promis, signé : BERNARD.

Pour la somme de mil livres, signé : P. MARIOT.

Pour la somme de mil livres, signé : JOURDET.

Pour la somme de mil livres, signé : (*illisible*).

RIGNAN-FONTAINES, pour mil livres.

Pour la somme de mil livres, signé : L. BRETAILHET.

Pour mil livres, signé : (*illisible*).

Pour la somme de mil livres, signé : François LE ROY.

Pour la somme de mil livres, signé : Pierre MARION.

Pour la somme de mil livres, signé : FILLÉE.

Pour la somme de mil livres, signé : CHABOT.

J. MERCERON, pour mil livres.

Pour mil livres : Pierre DE BASSEROLES.

Jacques DESPINOZE, pour mil livres.

Pour la somme de mil livres, signé : DESRIEULX.

— GUIONNEAU.

— CHASTAING.

— GUINEBAUD.

— Julien BELOT.

— BLANCHÈRE-DAGUIN.

— 19 novembre 1661, C. HEBRAULT.
(*Illisible*).

— GARREAU.

— R. GUILLORÉ.

Pour la somme de mil livres, signé : G. LE ROUX.

— BERNIER.
 — DESNOYERS-MARION.
 — (*Illisible*).
 — Guillaume BOUCAUD.

Jean CULLER, pour mil livres.

Pour mil livres, signé : DOUANVAU.

Pour mil livres, signé : FRANÇOIS.

Pour quinze cents livres, signé : (*illisible*).

Plusieurs lignes illisibles

Du 29 novembre 1664, pour la somme de mil livres, signé : COUVN.

Pour la somme de mil livres, mon beau-père promet de mettre à la
 Compagnie à Nantes, ce 24 novembre 1664, signé : B. POUPONNEAU,
 pour mon beau-père.

Le 25^e jour de novembre 1664, pour la somme de mil livres, signé :
 MICHEL.

Je promets m'intéresser à la Compagnie pour la somme de mil livres ;
 à Nantes, le 26 novembre 1664, signé : Julien DURAN.

Je promets m'intéresser à la Compagnie pour la somme de mil livres,
 Nantes, le 26 novembre 1664, signé : M. EORLINY.

Pour la somme de quinze cents livres, à Nantes, le neuvième décem-
 bre 1664, signé : BRIAND.

Pour la somme de mil livres, pour ma mère, signé : Guillaume HANDRIEX.

Pour la somme de mil livres, à Nantes, ce 19 décembre 1664, signé :
 DESPINÈZE.

Pour la somme de mil livres, à Nantes, ce 4 décembre 1664, signé
 RAGAUD.

Jean FRANÇOIS, pour la somme de trois mil livres.

DE HARROUYS, pour la somme de trois mil livres.

DE LA BIGOTTIÈRE, maire, pour la somme de trois mil livres.

Jean OLIVIER, pour mil livres.

MESNARD, pour la somme de mil livres.

JEHUIN, pour la somme de mil livres.

JEAN BESNARD, pour la somme de deux mil livres.

(*Ligne illisible*).

Louis BRETINEAU, pour la somme de 1.000 livres.

(*Illisible*) pour la somme de mil livres.

(*Ligne illisible*).

(*Illisible*) pour la somme de mil livres.

J. LANGLOIS, pour la somme de 2.000 livres.

Simon GIRAUD, pour la somme de mil livres.

DE LA GOS, pour mil livres.

T. MESNARD, pour mil livres.

M. ROTARD, pour mil livres.

BRANGER, pour mil livres.

M. GALLUE, pour mil livres.

COULLON, pour mil livres.

E. GARANTY, pour mil livres.

Jean ... (*illisible*), pour trois mil livres.

Gratien LIBAULT, pour quinze cent livres.

AUDET, pour dix mil livres,

RAMÉE, pour dix mil livres.

Jacques BRYDOU, pour mil livres.

LE GRANH... pour mil livres le 21 janvier 1665.

Le soussigné ... (*illisible*), Mathurin VERGER, ... (*illisible*) soussigné, Messieurs RAMÉE, ... (*illisible*), ... (*illisible*), ... DE LA BRIAUDIÈRE, ... (*illisible*), François ... (*illisible*), marchands dudit Nantes, pour garder en ... (*illisible*), ... ce qui a été fait à Nantes, ce vingt-trois de novembre 1664, ... (*plusieurs lignes illisibles*). Signé : J. RAMÉE, Anthoine FRANÇOIS, VERGER, GARREAU.

Il n'est que de parcourir cet état pour s'apercevoir que la prudence a pourtant imposé d'assez étroites limites aux largesses de ces négociants-armateurs. Aucun d'eux n'a engagé plus de 3000 livres, et le total demeure modeste : 138.000 livres. Si modeste que le syndic député des intéressés, F. Valleton, s'en émeut, et que, dans une lettre de Paris, en novembre 1664, il informe le maire et les échevins de Nantes qu'il a vu Colbert à une réunion des syndics et qu'il faut se hâter d'envoyer la liste des souscripteurs « *et de faire en sorte qu'on y trouve les noms de deux ou trois ayant souscrit pour 10.000 livres (13)* ». Ainsi on pourrait avoir un directeur à Paris et l'autre à Nantes. Cette élection des directeurs est fixée au 1^{er} février. Les actionnaires se réunissent donc et choisissent pour les représenter à Paris le sieur *Ramée de la Hautière* (14), mais personne ne se soucie de verser les 10.000 livres requises pour avoir droit à un siège. Ce n'est qu'en janvier que dix actionnaires font soumission de constituer sous le nom du sieur de la Hautière, consul des marchands, la somme réglementaire (15). L'assemblée, du reste, est remise au 20 mars. On y procède d'abord aux élections des douze directeurs généraux, en présence du roi et de Colbert. Celui-ci est nommé directeur général « pour Sa Majesté et toute la cour », et M. de Thou, pour les « officiers de compagnies souveraines et autres gens de robe » ; M. Benier « pour les affaires de finance » (16), les sieurs Pocquelin père, Cadeau, Langlois, Jabach, Bachelier, Heriny, de Faye, Chauvatte et de Varennes, pour « les marchands », forment le surplus du conseil. Dans le discours du chancelier qui précéda cette élection, il n'est pas malaisé de distinguer quelque amertume. Il y disait notamment que « *Sa Majesté ayant estimé d'abord que les marchands du royaume seraient ceux qui fourniraient les principales sommes de cet établissement, elle leur avait accordé la demande qu'ils lui avaient faite d'être seuls admis dans la Chambre générale de la direction ; mais que l'expérience ayant fait voir que les autres*

(13) Arch. Mun. Nantes, HH. 199.

(14) *Ibid.*, HH. 199.

(15) *Ibid.*, HH. 199.

(16) DERNIS, *op. cit.*, I, pp. 102-103.

corps de l'Etat avaient fourni beaucoup plus que les marchands, il était de la justice du roi de leur accorder aussi le pouvoir de nommer quelques-uns d'entre eux pour être directeurs (17) ».

La difficulté de faire les fonds, sensible à Nantes, n'avait donc pas été moindre dans les autres places de commerce. Cependant, « après on fit lecture des neuvième et dixième articles de la déclaration du Roi pour l'établissement de la Compagnie, et il était porté par le neuvième que la Chambre générale de la direction, à Paris, devrait être composée de vingt et un directeurs, à savoir douze de Paris et neuf des autres villes et provinces à proportion des sommes que chacune y avait mises, et que par le dixième article il était dit que les directeurs de Paris étant choisis, ils s'assembleraient avec les syndics députés des villes pour examiner avec eux celles où il devait y avoir une chambre particulière de direction : on fit entrer dans l'assemblée les députés des villes de Lyon, de Rouen, de Nantes, de Saint-Malo, du Havre et de Marseille ; et après qu'on eut examiné les intérêts que chacune de ces villes et plusieurs autres y avaient pris, il fut arrêté qu'il serait établi des chambres de direction particulières dans les villes ci-après, savoir à Lyon, à Rouen, à Nantes, au Havre et à Bordeaux : et qu'il serait nommé des députés de ces chambres de direction particulières pour assister à la direction générale à Paris, savoir trois de Lyon, deux de Rouen, un de Bordeaux, un de Nantes : et parce qu'il fallait encore deux autres directeurs des provinces pour faire le nombre de neuf, il fut arrêté qu'ils seraient pris des villes qui auraient l'intérêt le plus considérable après celles-ci ;... force fut enfin à l'assemblée, après avoir constaté la faiblesse générale des souscriptions, de prier le roi d'ordonner que tous ceux qui avaient mis jusqu'à la somme de six mille livres pourront être élus directeurs pour composer les chambres des directions particulières (18) ».

Nantes se trouvait donc investie d'une part de gestion dans la Compagnie nouvelle. Elle n'allait pas tarder à la voir considérablement s'agrandir.

Dès les débuts, la Compagnie ne fut pas heureuse. Deux expéditions partirent pour Madagascar, l'une de Brest le 7 mars 1665, composée de quatre navires montés par 491 hommes, sous le commandement de M. de Beausse ; la deuxième de La Rochelle le 14 mars 1666, commandée par François-Louis de Mondevergne, baron de Barlu, premier gouverneur de l'île, forte de dix navires et de 1688 personnes (19). La première avait emmené, outre les équipages maritimes, un certain nombre de colons, dont 162 ouvriers

(17) DERNIS, *op. cit.*, *Avertissement historique*, LXXXJ.

(18) *Id.*, *ibid.*, LXXXIIJ et LXXXV.

(19) BONNASSIEUX, *Les Grandes Compagnies de commerce*, p. 262, note 2.

spécialisés (20), 8 chirurgiens, 3 apothicaires, un grand nombre de prêtres et missionnaires, quelques femmes de bonne volonté. M. de Mondevergne devait se révéler un assez triste sire ; et malgré l'apaisement d'une querelle entre M. de la Meilleraye, ancien concessionnaire de l'île, et la nouvelle Compagnie privilégiée, les résultats furent décevants.

En même temps, une autre tentative était faite dans l'Inde (puisque le monopole de la Compagnie s'étendait à tous les pays de l'océan Indien) ; et le gouverneur Caron ne méritait pas plus de louanges. Enfin une ambassade en Perse n'obtenait qu'un succès d'estime. L'orgueilleuse devise du nouveau consortium : « Je fleurirai partout où je me porterai, *Florebo quocumque ferar* » n'avait jusque-là couvert que de demi-déconvenues.

A ces échecs coloniaux correspondaient en France de sérieuses difficultés d'installation. La première expédition pour Madagascar, forte de quatre vaisseaux, avait dû en équiper un, la *Vierge de Bon-Port*, à Saint-Malo, deux autres, le *Taureau* et l'*Aigle blanc*, à La Rochelle ; le dernier, le *Saint-Paul* (l'ancienne frégate de Fouquet : l'*Aigle Noir*) au Havre-de-Grâce (21). La tempête, en les retardant avant qu'ils n'eussent atteint séparément Brest, leur port d'attache commun, fit ajourner le départ de plusieurs mois. Pour la seconde expédition, il fallut encore employer simultanément Le Havre, où on dut installer une corderie, La Rochelle et Brest. Ces deux derniers, ports de guerre, n'acceptaient du reste qu'avec peine des armements supplémentaires, et une rivalité s'esquissait déjà entre marine royale et marine de la Compagnie. Bayonne, un moment sollicité d'être choisi comme port d'attache, ne le voulut pas (22). Le Havre était bien éloigné des régions à atteindre. Il fallait songer à un établissement nouveau où la Compagnie serait chez elle.

Les négociations engagées aboutirent à l'arrêt de juin 1666, portant création du port du Port-Louis et du Feauidick. « *Il se trouve, y lisait-on, que le lieu le plus propre et commode pour l'établissement de ladite Compagnie est le Port-Louis pour les magasins et le Feauidick et quelques autres lieux desdits environs le long des rivières d'Hennebont et de Pontsecort pour les chantiers et autres places nécessaires pour les bâtiments et vaisseaux.* » La cession était faite en toute propriété et à perpétuité, « *ne nous réservant aucun droit ni devoir que la seule foi et*

(20) DERNIS, *op. cit.*, *Avertissement historique*. Les ouvriers étaient 28 maçons, 12 charpentiers, 16 menuisiers, 17 maréchaux, 18 laboureurs, jardiniers et vigneron, 12 soyeux, 8 charrons, 9 tonneliers, 15 boulangers, 8 bouchers, 3 tailleurs, 4 tailleurs d'habits, 8 cordonniers, 3 tanneurs, 4 chandeliers, XLIV et XLV.

(21) *Id.*, *ibid.*, xxx et LXV.

(22) BONNASSIEUX, *op. cit.*, 266, note 1.

hommage-lige que ladite Compagnie sera tenue de nous rendre à nous et à nos successeurs rois à chaque mutation (23) ».

Le port de Lorient était créé. Nantes devait par la suite en retirer une importance et une splendeur qu'elle ne présageait guère alors. Le nouveau port dépendait, en effet, de la juridiction de la Chambre des comptes de Nantes, et presque aussitôt s'allait poser le problème de la vente des marchandises rapportées de Madagascar ou des Indes. La juridiction colbertiste le rendait des plus compliqués. Parmi les marchandises apportées, les unes pouvaient circuler librement, d'autres étaient assujetties à des restrictions, d'autres enfin ne pouvaient être qu'entrepasées en vue d'une réexpédition à l'étranger et demeuraient interdites dans le royaume : toutes devaient être marquées aux marques de la Compagnie tant sur parchemin aux deux bouts des pièces d'étoffe que sur un plomb triangulaire frappé d'un côté d'une ancre et de l'autre d'une fleur de lys avec en exergue la devise « *Florebo quo cumque ferar* ». L'article xxxiv du projet de statuts de la Compagnie, modifié par le Conseil d'Etat du roi, avait par ailleurs spécifié que pour les marchandises « *qu'on voudra envoyer dans les pays étrangers ou exempts de foraixe, soit par mer ou par terre.... [elles] seront mises en dépôt dans les magasins des douanes et havres des lieux où elles arriveront, où il y a, et où il n'y en a point elles seront plombées et mises en dépôt jusqu'à ce qu'elles soient enlevées, auxquels lieux on donnera déclaration d'icelles aux intéressés ou commis des cinq grosses fermes, signé de l'un des directeurs de ladite Compagnie ; et lorsqu'on voudra les envoyer ailleurs, l'on s'obligera de rapporter dans un certain temps un acquit-à-caution comme elles y seraient arrivées (24)...* » La création de Lorient entraînait donc l'installation en cette ville d'un service fiscal et douanier de première importance. Elle tendait aussi à en faire un centre important de ventes. Le nouveau port n'était point apte à jouer ce rôle ; et les « généraux de finances » séant à Nantes n'étaient guère plus disposés à s'exiler dans cette morose petite place du Port-Louis, rendue plus inhabitable encore par les constructions qu'on y multipliait.

Les acheteurs des produits des Indes ne marquaient non plus aucun empressement à s'enfoncer loin des routes du trafic dans cette basse Bretagne, où l'on commençait à savoir

assez que le destin
Adresse là les gens quand il veut qu'on enrage.

Tout semblait donc conspirer pour faire de Nantes le centre de vente de la Compagnie : siège de la Cour des comptes, elle avait

(23) DERNIS, *op. cit.*, I, pp. 133-134.

(24) *Id.*, *ibid.*, I, p. 47.

tout prêts les services fiscaux et douaniers que Lorient aurait dû créer ; grande ville de trafic, elle pouvait loger aisément les commerçants lointains qu'attireraient les annonces faites par la Compagnie ; elle était à l'issue d'un grand fleuve, une des routes traditionnelles du négoce ; ses colonies étrangères, hollandaise, irlandaise et espagnole en particulier, lui facilitaient l'exportation des denrées prohibées à l'intérieur.

Encore fallait-il qu'il y eût des choses à vendre, et les premiers bilans s'annonçaient désastreux. A l'assemblée générale de 1668 (15 décembre), Colbert avait dû avouer que de cinq expéditions tentées avec dix-neuf vaisseaux en 1665 et 1666, les deux plus importantes, comprenant à elles seules quatorze vaisseaux (la première et la troisième), avaient eu un sort lamentable, puisque « *le premier embarquement, composé de quatre vaisseaux, n'avait rien produit* », et que « *le troisième, beaucoup plus considérable, avait été obligé, par un malheur extraordinaire, de relâcher au Brésil, où il était demeuré trois mois, et enfin, était arrivé à l'île Dauphine une année entière après son départ du Port-Louis* ;

« *Que la consommation des vivres, la mauvaise disposition des corps et le peu de rafraîchissement qu'ils avaient trouvé dans ladite île à leur arrivée avait causé beaucoup de mortalité, et un désespoir presque universel dans tous les esprits dont cette flotte était composée* (25). »

On juge, au surplus, de l'effet produit sur des marins avertis comme les capitaines marchands du port de Nantes par l'annonce de cette croisière invraisemblable : une flotte de dix navires faisant voile sur le cap de Bonne-Espérance et l'Océan Indien... et arrivant au Brésil ! Peu enthousiastes déjà d'un système où l'ingérence d'éléments étrangers à la profession leur semblait un risque de mauvaise gestion, les souscripteurs nantais ne mirent plus aucune hâte à verser les compléments de leurs souscriptions. Lors de l'arrêt du 13 septembre 1675, qui ordonne le paiement d'un dividende de 10 % aux souscripteurs libérés, nul de ceux qui figuraient sur l'état de 1664 établi pour Nantes n'est mentionné au nouvel état. La preuve leur semble faite, en effet, que la Compagnie, si elle n'a pas fait faillite, ne doit du moins qu'au concours plusieurs fois renouvelé du roi de continuer fort péniblement à se soutenir.

Commerçants avisés, les Nantais ne s'entêtent pas. Ils passent aux profits et pertes leurs souscriptions et se désintéressent d'une Compagnie qui n'a plus que l'ombre d'un trafic. La guerre, au surplus, depuis 1672, raréfie les arrivages ; Nantes s'en tient

(25) DERNIS, *op. cit.*, I, 219.

donc là de cette expérience manquée. Elle ne répond pas à l'appel de fonds lancé en 1684 ; aucun de ses armateurs ou marchands ne figure parmi les vingt directeurs qui avancent 1.200.000 livres pour assurer l'existence de la Compagnie reconstituée.

Celle-ci paraît du reste se désintéresser de Nantes autant que Nantes s'en désintéresse. Son commerce est surtout de drogues, d'épices, de laques et de quelques soieries (malgré l'excessive rigueur de la réglementation prohibitive en cette matière). Comme les capitaux engagés sont devenus presque exclusivement parisiens, lyonnais ou normands. Rouen devient le port de rentrée de la plupart des navires. Entre 1675 et 1692, aucune vente ne figure aux archives nantaises, qui en mentionneront par dizaines à partir de 1700.

C'est au moment où le divorce paraît définitif entre la Compagnie et le port de la Loire que le problème va rebondir. La guerre qui suit en 1691 la deuxième révolution d'Angleterre a pour premier effet de rendre très aléatoire l'accès des ports normands. Port-Louis redevient le centre des retours des îles, et Nantes à nouveau s'impose comme lieu de vente de la Compagnie, qui a cette fois des marchandises à vendre. La force des choses vient de faire de Nantes le centre de trafic maritime le plus important de France. Elle le demeurera quarante ans.

Toute une série d'arrêtés marque le passage de ce qui fut d'abord une habitude à ce qui tendra de plus en plus à devenir une règle. Le 14 février 1691, par exemple, le Conseil d'Etat du roi prend un arrêt (26) pour faire vendre à Nantes, en présence du sieur de Pommereu, intendant de Bretagne, ou son subdélégué, des toiles de coton blanches et des étoffes d'or et d'argent et écorce d'arbres arrivées à Brest par un vaisseau de la Compagnie, et désormais de plus en plus souvent se répète la formule « *pour la vente être faite à Nantes selon la forme accoutumée* ».

En 1693, la guerre qui continue contraint si bien la Compagnie à faire de Nantes son centre commercial, sorte de Manchester français dont Lorient eût été le Liverpool, que celle-ci est dans la nécessité d'y installer des entrepôts à demeure et de se mettre dans ses meubles, et maître Reliquet, notaire, fait au compte de M. Soulet « *l'acquisition d'un magasin situé au bas de la Fosse de Nantes, à Chézine, paroisse de Chantenay, ... se consistant en une grande cour au long de laquelle, du côté des maisons et magasins de la dame de la Chapelle-Coquerie, sont des maisons et logements, composés de deux chambres, un cabinet à côté, trois chambres hautes, deux greniers et une petite chambre lambrissée ; au bord desquelles maisons est un grand magasin avec*

(26) DERNIS, *op. cit.*, I, pp. 519-520.

un grand premier au-dessus et une échelle de pierre pour y monter ; plus de l'autre côté de ladite cour une grande longère servant d'appenti et ateliers joignant la raffinerie appartenant au sieur de la Vinaudière, Guilbeau et autres, au bout de laquelle longère est une maison composée d'un appenti, un cellier, deux chambres basses et un grenier et une petite écurie, à côté de laquelle sont les lieux ; plus un puits et un petit jardin, le tout desdites maisons et logements cernoyé de murailles avec le portail et principales entrées pour entrer en ladite cour, maisons et logements et jardins ci-dessus spécifiés ; et une petite porte au bout pour sortir par le derrière (27). »

La vente fut faite pour une somme de 11.300 livres et, le 10 septembre 1695, « une déclaration de M. Soulet au profit de la Compagnie des Indes (28) » était enregistrée par devant les conseillers notaires du roi au Châtelet de Paris. Il résulte de cette seconde pièce que la vente fut faite au compte de cette Compagnie, qui en avait fourni les deniers au sieur Soulet. La Compagnie des Indes avait désormais à Nantes son immeuble pour entreposer les marchandises susceptibles d'être retardées dans leur vente. Le commerce nantais comprit immédiatement quelles sources de profit s'offraient à lui de ce chef. La gestion de la Compagnie des Indes continuait de lui paraître fâcheuse, et nous aurons l'occasion de le voir en détail au chapitre suivant en analysant le long et si substantiel mémoire de *Du Halley-Descazeaux*. Mais la disparition momentanée de Rouen, qui créait au profit de Nantes un monopole de fait, n'était pas cependant sans y amener d'assez sérieuses cargaisons. Sans que celles-ci atteignent, même de loin, les chiffres de 1720-1730, déjà, les registres de police en témoignent, elles amenaient à Nantes des groupes importants de marchands extérieurs (Parisiens, Lyonnais, Tourangeaux), voire étrangers. Leur présence, non seulement « faisait marcher le commerce », selon l'expressive formule populaire, mais créait un courant d'affaires ; nombre d'entre eux, peu soucieux d'un long voyage inutile, acquéraient en effet aux marchands de la ville ce que la Compagnie n'avait pas pu leur offrir. Aussi quelques ordonnances de police sont-elles prises pour assurer la protection de ces négociants de passage. La municipalité, au moment des ventes, règle par ordonnance les tarifs des auberges et des chaises à porteur, renforce ou rappelle les vieux édits de police des rues, fait un visible effort pour donner à ses hôtes envie de revenir.

Mais ce n'est pas là cependant le profit essentiel que Nantes espère recueillir des ventes à effectuer dans son enceinte doua-

(27) DERNIS, *op. cit.*, I, pp. 560 et 561.

(28) *Id.*, *ibid.*, I, p. 563.

nière (la Chézine est en effet fort au delà de l'enceinte effective). Elle compte bien prélever sur leur produit de profitables droits d'octroi, dont seront diminuées d'autant les charges de ses habitants. Les fermiers de la traite domaniale n'ont pas de moindres prétentions. En vain, dès 1689, un ordre du roi a fait connaître, lors de l'arrivée à Nantes du vaisseau le *Florissant*, que « les marchandises de ladite Compagnie, lesquelles seraient vendues à Nantes, ne payeraient que les mêmes droits qu'elles auraient payés si elles avaient été vendues à Rouen (29). » Ni le fermier, ni les marchands de Nantes ne se tiennent pour battus. Et lorsque Nantes, en 1692, a vu se détourner vers son port la plus grande part du trafic de la Compagnie, l'un et les autres recommencent à percevoir : le fermier, les droits de la traite domaniale ; les marchands, les droits spéciaux de la pancarte de 1512 ; forts d'une sentence du sénéchal de Nantes du 19 octobre 1689... cassée et annulée par le roi !

L'affaire est jugée en Conseil d'Etat le 29 juillet 1692. Le fermier, *Bernier*, est débouté de ses prétentions ; mais la ville obtient gain de cause, puisque le conseil « a ordonné et ordonne qu'il ne sera payé, pour les marchandises qui seront ensuite transportées hors de ladite province, que 60 sols nouveaux, faisant 72 sols par chacune charge, sur le pied de ce qui est porté par l'article sixième de ladite pancarte de 1512 pour les merceries fines (30) ». C'est pour la ville de Nantes, bénéficiaire avec les compagnies de marchands des droits de cette pancarte, un appréciable revenu. L'absence de tout budget communal n'en permet pas d'évaluer alors l'importance précise ; mais sous la mairie Mellier (1721-1729), les sommes rentrées de ce chef dans les caisses communales ne seront pas en moyenne inférieures annuellement à 300.000 livres ; il est vrai que le trafic aura pour le moins quadruplé. Mais il importe aussi de ne pas perdre de vue que les budgets municipaux n'atteignent alors que des chiffres de l'ordre des centaines de mille livres ; et qu'on peut au moins évaluer à un cinquième ou un sixième des recettes urbaines les droits perçus sur lesdites ventes.

Il est donc hors de conteste que la création de la Compagnie des Indes a eu par contre-coup des avantages sérieux pour la ville et le commerce de Nantes. Sans doute, les capitaux engagés avec une extrême prudence sont loin d'avoir rapporté tout ce que d'aucuns en escomptaient. Ce ne sont pas comme actionnaires de la Compagnie que les Nantais en ont profité, mais la création du Port-Louis et de Lorient a tourné vers Nantes, surtout après la reprise de la guerre avec les « puissances maritimes », la plus

(29) DERNIS, *op. cit.*, I, 544.

(30) Id., *ibid.*, I, 546.

grande part du trafic de la Compagnie, et tout le monde en a profité. Les armateurs nantais, cependant, ne croient pas qu'on ait épuisé ainsi les possibilités de richesse que comporte le « commerce colonial », et, dès la fin du XVII^e siècle, cherchent à se servir de l'expérience acquise au contact de la Compagnie pour intensifier leur négoce, de part à demi avec elle si elle y consent, contre elle si elle ne l'agrée point. C'est cette seconde phase que nous allons à présent étudier.

II

LA GRANDE RIVALITÉ DE NANTES ET DE SAINT-MALO (1700-1717)

I. Déconfiture de la Compagnie et cession à des particuliers de partie de ses privilèges. — II. Les intérêts de Saint-Malo dans la Compagnie des Indes. — III. L'activité coloniale du port de Nantes au cours du bail Crozat. — IV. La querelle avec Saint-Malo; la situation en 1717.

Le bilan que la Compagnie des Indes présenta à ses actionnaires, à l'assemblée générale du 2 juillet 1697, n'était pas loin d'être un procès-verbal de faillite. Il commençait par rappeler un passé qui avait été brillant. L'actif était constitué par 2.240.000 livres d'actions versées, à raison de 1.700.000 livres en 1685, 540.000 livres en 1687, et dont 1.100.000 livres représentaient les parts d'actionnaires et 1.140.000 livres les apports directoriaux. Jusqu'en 1692, les intérêts avaient été payés à 10 %, et le secrétaire rappelait qu'en 1687 il avait été fait une répartition de 20 % et une autre de 10 % en 1691.

Cela, c'était le passé ! Depuis, les actionnaires n'avaient point touché les intérêts de leur argent ; le rapport énumérait les causes de cette suspension des paiements : la guerre, la perte de navires, la prise de Pondichéry. Il ajoutait : « *Nonobstant toutes ces disgrâces, MM. les directeurs, toujours vigilants et attentifs aux intérêts de la Compagnie et soutenus par la protection qu'il a plu à Sa Majesté de leur donner, n'ont pas laissé de faire cinq envois différents aux Indes, dont ils n'ont eu que trois retours, qui n'ont pas été suffisants pour acquitter les engagements dans lesquels ils étaient entrés pour le bien commun, et se sont trouvés souvent à découvert de plus de 2 à 3 millions de livres (31).* »

Toutes les circonlocutions étaient impuissantes à masquer

(31) DERNIS, *Recueil des Actes de la Compagnie*, I, 623-625.

les faits : deux navires dont on était sans nouvelles, vraisemblablement capturés; un, revenu sur lest; 400.000 à 500.000 livres dues à Surate. Le rapport, il est vrai, faisait état d'un actif approximatif de 700.000 livres au Bengale, mais n'en spécifiait en rien la nature et se contentait d'ajouter que dans ce dernier port, « *avec 500.000 ou 600.000 livres de marchandises d'achat du pays, la Compagnie fera en France plus de 2.400.000 livres* ». Et arrivait la demande, facile à pressentir dès les premières phrases : après avoir affirmé que la Compagnie était en état de payer toutes les dettes contractées en France, mais qui étaient encore à découvert, le rapporteur exposait qu'il ne fallait pas laisser se constituer une Compagnie nouvelle qui encaisserait ces bénéfices hypothétiques du Bengale, et qu'il convenait de faire un nouveau fonds de 1.500.000 livres pour y envoyer les vaisseaux nécessaires. Dès le mois de mars précédent, cette situation avait paru si inquiétante que les directeurs avaient envisagé pour y remédier un versement de 20 % au delà de leur apport primitif ; et... le reversement des bénéfices répartis en 1687 et 1691 ! Devant le refus général des actionnaires, ils s'étaient désistés le 10 juin de cette prétention, semble-t-il unique en matière financière, et l'arrêt du 24 avril 1697, pris en conformité de ces conclusions, avait été rapporté.

Les directeurs ne demandaient donc plus que de trouver une somme de 1.500.000 livres, « par contribution, par emprunt ou autrement, à proportion des intérêts » des actionnaires.

Le procès-verbal de la séance, tout sec qu'il soit et désireux de pallier l'effet produit, n'en peut dissimuler l'impression désastreuse. « *Quelques-uns, nous dit-il, se sont retirés sans vouloir donner leur avis.* » Il ne faut pas beaucoup d'imagination pour deviner que ces protestataires ne dissimulèrent pas du moins leur mauvaise humeur. En tout cas, l'idée de restituer les dividendes reçus et définitivement repoussée à l'unanimité : « *aucun qui ne fût contraire au rapport des répartitions de 1687 et 1691* ». Et après avoir obtenu des directeurs une contribution égale à 25 % de leurs apports, l'assemblée se résigne à couvrir le reste des 1.500.000 livres au prorata des actions possédées. Un arrêt du conseil du 17 août homologué cette délibération.

Mais l'affaire n'inspire plus confiance aux manieurs d'argent. Le 30 novembre, Crozat et Samuel Bernard, qui avaient acheté peu auparavant 60.000 livres l'une les parts de directeurs de Chauvin et Souanet, déclarent se retirer de la société. Plus, ils intentent un procès à leurs vendeurs en vue de se faire rembourser des dépenses ainsi faites sur les bénéfices des répartitions précédentes. La cour les déboute de leurs prétentions. Mais la Compagnie, qui sent trop combien la publicité de cette affaire est préjudiciable à son crédit, et qui l'avoue tout net,

décide de mettre fin au différend en rachetant elle-même les deux charges de Crozat et de S. Bernard (32).

En fait, elle est aux abois ; il ne lui est plus possible d'assurer les retours des marchandises qu'elle peut encore posséder dans les comptoirs de l'Inde. Elle a dû renoncer à exploiter certaines des régions pour lesquelles elle a obtenu privilège. Elle doit accepter, peu de jours après, sous la pression du contrôleur général, d'aliéner à un particulier, *Jourdan*, le commerce des mers de Chine. Un concordat en onze articles (33) est passé entre ce négociant et la société. Il est intéressant à plus d'un titre, mais surtout parce qu'il servira de modèle à tous ceux qui vont être établis dans les quinze années suivantes.

Jourdan jouira, pour les voyages de Chine, de tous les privilèges de la Compagnie. Ses navires feront directement retour au Port-Louis et les marchandises seront « *envoyées à Nantes et consignées dans les magasins de la Compagnie, suivant les ordres qui en seront donnés par M. Jourdan, lesquelles seront mises dans un magasin séparé dont il aura la clef* » (art. II). Les ventes se feront en même temps que celles de la Compagnie, en sorte que Jourdan bénéficiera de la publicité donnée à celles-ci et de l'afflux des acheteurs qu'elles attirent toujours dans la ville. Le contrat ajoute : « *Sur le montant de laquelle vente il sera payé par le sieur Jourdan à ladite Compagnie 5 % par reconnaissance et par forme de redevance pour la communication de son privilège sur les profits dudit voyage, seulement pour toutes choses* » (art. V). Le privilège est limité à deux navires et « *ne pourront ni le premier ni le second desdits vaisseaux en allant ni revenant toucher en aucune côte des Indes pour y faire directement ni indirectement aucune ouverture d'écouilles, ni commerce quelconque, à peine de tous dépens, dommages et intérêts* » (art. VIII). Les points d'eau autorisés sont, au choix de Jourdan, le cap de Bonne-Espérance, Sainte-Hélène, Ascension, Mayotte, Anjouan ou Madagascar. Enfin il devra fournir aux agents de la Compagnie, qui vérifieront ses dires, un inventaire détaillé des marchandises emportées en Chine, ainsi que des marchandises chargées là-bas.

En 1700, le concordat Jourdan passait aux mains d'une petite société en commandite, et en octobre 1705 des lettres patentes du roi, données à Fontainebleau, motif pris que « *l'état des affaires de cette Compagnie [la Compagnie des Indes] ne lui a pas permis jusqu'à présent d'exercer par elle-même ce commerce dans toute son étendue* » (34), créaient au profit de ce

(32) DERNIS, *op. cit.*, I, 640 et sq.

(33) Id., *ibid.*, I, 641-642.

(34) Id., *ibid.*, II, 229.

consortium une « Compagnie royale de la Chine », avec monopole du commerce dans les ports de *Canton* et de *Nimpo*.

Déjà, dès cette même année 1698, la Compagnie des Indes avait été amputée du privilège que lui conférait l'article XXVII de l'édit du mois d'août 1664 de commercer dans les détroits de *Magellan* et *Lemaire* et les mers du Sud, et une *Compagnie de la mer du Sud* avait été créée (35).

Nantes suivait avec intérêt ces vicissitudes de la Compagnie. Préoccupés surtout des avantages que la vente assurait à leur cité, les négociants nantais préféraient, à tout prendre, que le privilège fût dissocié et transmis à des concessionnaires plus susceptibles d'apporter des marchandises dans ses entrepôts. Mais en 1702, lorsque l'assemblée générale du 24 janvier eut refusé à l'unanimité de donner son avis sur un nouvel emprunt de 850.000 livres qu'on prétendait lui faire couvrir par un versement de 50 % en sus des capitaux engagés, les Nantais commencèrent à trouver qu'il y avait abus. Et un arrêt du conseil du 24 février ayant ordonné ledit versement à peine de déchéance des droits acquis, Michel Nazon, un des actionnaires, adresse au roi une lettre-placet tendant à faire (36) « *opposition à verser une augmentation de capital de 50 %* » ; soulignant, d'une part, les appels multiples de fonds faits depuis la création, d'autre part la précarité des résultats obtenus ; et faisant toutes réserves sur la légitimité d'une déchéance dont il suppliait respectueusement le roi de ne point se rendre complice. Le fait que copie de ladite supplique a été conservée aux archives de la Chambre de commerce, où elle porte une mention d'enregistrement contemporaine de sa publication, marque du reste que le général du commerce nantais faisait sienne une réclamation qu'un de ses membres avait rédigée au nom de tous.

C'est que les concessions faites à la Compagnie des Mers du Sud, à *Jourdan* et à son groupe, avaient donné aux Nantais l'idée de tâcher d'obtenir, eux aussi, une part des dépouilles de sociétés que l'étendue même de leurs concessions vouait à la faillite plus ou moins proche. Dès 1693, un mémoire documenté des négociants nantais avait signalé le péril qu'en matière de traite faisait courir à nos colonies l'impossibilité où étaient les Compagnies privilégiées de remplir leurs engagements et d'empêcher la contrebande étrangère (37). Quand, en 1701, la Compagnie primitive de Guinée se reforma et devint, sous l'égide d'un groupe bancaire

(35) Arc. Ch. com. Nantes, C. 751.

(36) Sur tout ce qui concerne le mémoire avec les mers du Sud, dont Nantes ne s'occupe vraiment que par l'entremise de l'armateur des *Cazeaux du Hallay*, consulter DAHLGREN, *Les relations... avec les mers du Sud*, Paris, Champion, 1909.

(37) AUGÉARD, *La traite des noirs à Nantes avant 1789*, p. 59.

où se retrouve encore *Crozat*, les Nantais de nouveau s'émurent. Ils étaient, en effet, des commerçants trop avisés pour ne pas se rendre compte de la nature uniquement spéculative du nouveau contrat. Ne disait-il pas que le commerce des nègres serait fait par les seuls concessionnaires ou « ceux auxquels ils en céderont la permission » ? Il n'était que trop sensible que les capitalistes n'auraient d'autre but, dans ces conditions, que de vendre le plus cher possible un droit qu'ils étaient personnellement incapables d'exercer. En février 1702, profitant du voyage à Nantes de son député du commerce, M. des Cazeaux, le général du commerce adresse par son entremise un mémoire au contrôleur général. Il réclamait, entre autres choses, « la liberté de faire naviguer les vaisseaux dans toutes les concessions des Compagnies privatives comme la chose la plus utile à l'Etat » et « la liberté du commerce des nègres », et justifiait ainsi ses demandes : « M. des Cazeaux s'attachera à faire voir à la Cour la conduite abusive et intéressée des Compagnies qui jouissent de ce commerce qui, loin de fournir le nombre des nègres nécessaires aux colonies, s'attachent, au contraire, à en entretenir la disette pour les vendre à un prix excessif (38) ». L'année suivante, Des Cazeaux revenait à la charge dans un mémoire, très long, très étudié, comme tout ce que produisit ce remarquable conseiller du commerce (39). Un résultat fut atteint et le 5 décembre 1703, Pontchartrain avisait M. Nocquart, commissaire de la marine à Nantes, que si Sa Majesté ne jugeait pas à propos d'autoriser la liberté de la traite, elle engageait « la Compagnie de Guinée à en donner des permissions gratuites, et son intention est que tous les ans il parte deux vaisseaux de deux principales villes maritimes et qu'ainsi chacune ait son tour pour ce commerce (40) ». Il devait être constitué à cet effet une société dans chaque ville maritime. A Nantes, la réunion eut lieu dès le 20 décembre (41), et une nouvelle lettre du 30 avril 1704 informait le général du commerce que Nantes, désignée « la première », eût à envoyer un navire le 1^{er} septembre. C'était matériellement impossible ; la société déjà constituée se disloqua ; les Nantais ne conservèrent que l'amertume d'avoir été dupés et durent se contenter de permissions ordinaires, concédées au prix de 3 livres tournois la tête de nègre et de multiples vexations. Aussi, les voit-on renouveler en 1705, par l'entremise du député du commerce Jacques Piou, leurs doléances contre les Compagnies privatives. Ne les prenons pas trop au tragique. La Compagnie de Guinée, devenue Compagnie de l'Assiente, a en

(38) LEBŒUF, *Commerce de Nantes*, p. 138.

(39) AUGÉARD, *op. cit.*, pp. 61-62 (longs extraits du mémoire de Des Cazeaux).

(40) *Id.*, p. 63.

(41) Arch. Ch. Com. Nantes, C. 581 (registre), f^o 145.

effet passé en 1702 (42) un traité avec les ministres de Philippe V pour fournir les nègres aux colonies espagnoles, et se montre d'autant plus aise d'être déchargée, contre bonnes espèces, de la fourniture aux colonies françaises. Le commerce du bois d'ébène commence d'être à Nantes fort lucratif, au point même que Huet, d'ordinaire bien renseigné, affirme qu'à partir de 1705 Nantes se substitue à l'Assiente pour en exploiter le privilège contre un droit de 15 % (43).

Tous les documents économiques de l'époque (44), du reste assez rares, confirment que le commerce nantais est alors entièrement tourné vers les îles d'Amérique ; et la Compagnie des Indes, agonisante, n'intéresse plus les armateurs du port de la Loire ; d'autant moins que, malgré la création des magasins de la Chézine, aucune vente n'est effectuée à Nantes de 1700 à 1710.

Mais, en août 1708, les événements viennent troubler cette indifférence et réveiller brutalement des appétits aiguisés par une jalousie commerciale séculaire. Le 4 août, la Compagnie demande à déposer son bilan et à passer la suite de ses opérations à MM. les négociants de Saint-Malo, « *comme les plus considérables du royaume* » ; et elle supplie le roi d'autoriser l'ouverture de pourparlers (45). Le 1^{er} décembre 1708, Crozat passe, comme mandataire des Malouins, une sorte de contrat provisoire, qui va devenir, le 22 avril suivant, le traité dont date le plus bel essor du port breton de la Manche.

Ce concordat reproduit en l'aggravant le traité particulier de décembre. Il consacre en fait la déchéance de son privilège au bénéfice des nouveaux bailleurs (46). Non seulement il stipule que les *sieurs Crozat, Beauvais-le-Fer, du Colombier-Gris et Chapdelaine* pourront envoyer « *quatre vaisseaux et plus s'ils le jugent à propos* » à Surate et dans toute la côte de Malabar, à Pondichéri et dans toute la côte de Coromandel, dans le Gange, à l'île de Bourbon et dans les autres comptoirs de la Compagnie aux Indes ; que leurs officiers majors et mariniers pourront « *emporter jusqu'à 15.000 livres de pacotilles sur chacun vaisseau ; qu'ils pourront envoyer de surcroît tels autres vaisseaux qu'ils jugeront à propos dans la mer Rouge et autres endroits de la concession de la Compagnie* », pourvu que la vente des marchandises ainsi recueillies se fasse en France ; mais encore la Compagnie s'interdit jusqu'en 1711 au 1^{er} janvier, sous

(42) Pour tout ceci, cf. GEORGES SCELLE, *La traite négrière aux Indes et Castille*, V^e partie, chap. IV et V.

(43) HUET, *Recherches économiques et statistiques*, Nantes, an XII, p. 137.

(44) Cf. notamment GABORY, *La marine et le commerce de Nantes au XVII^e siècle et au commencement du XVIII^e siècle*.

(45) DERNIS, *op. cit.*, II, 289-291.

(46) Pour tous ces textes, cf. DERNIS, *op. cit.*, II, pp. 303 et sq.

quelque prétexte que ce soit..., d'envoyer des vaisseaux aux Indes, et dans des endroits dont elle a le privilège, ni donner des permissions pour y aller », sauf à en avoir fait d'abord l'offre au groupe *Crozat et C^{ie}*.

Ainsi, contre un droit de 15 % sur les ventes, les armateurs malouins devenaient les successeurs de la Compagnie des Indes, obtenaient son monopole et ses privilèges pour l'achat, le transit et la sortie des marchandises soumises aux droits de douane ou prohibées. La Compagnie leur devait de plus le libre accès de ses magasins et entrepôts de l'Inde et s'engageait à s'intéresser pour 300.000 livres dans l'armement, faute de quoi les 15 % de droits subiraient une réduction proportionnelle à la partie de la somme non versée (art. XXII).

Enfin, l'article XXIV stipulait : « *La Compagnie des Indes garantira les armateurs de tous les événements qui pourront arriver à leurs vaisseaux et cargaisons dans les ports et comptoirs des Indes, au sujet des dettes de la Compagnie, dont l'indemnité sera prise sur les 10 % ci-devant accordés...* » ; et c'était là, semble-t-il bien, le point délicat de la négociation. Les commerçants et armateurs ne pouvaient ignorer la situation de la société, telle qu'elle ressortait du bilan de 1708. Sans cette clause conservatrice, Crozat et consorts n'eussent pas traité. Peut-être même convient-il de voir dans l'existence de ces dettes la raison qui expliquerait que les Nantais n'aient point tenté alors l'opération que venaient d'entreprendre les Malouins.

Au fonds d'archives que la Chambre de commerce reçut, en liasses cotées, paraphées et enregistrées, de l'ancien Conseil du commerce de la ville et du port de Nantes, on trouve en effet, à la date de 1708, sans indication de quantième, le document suivant, qui ne figure pas aux recueils des Actes de Darnis et dont Kæppelin a reproduit la teneur d'après l'original conservé aux archives du ministère des Colonies (47), mais dont nul texte imprimé ne paraît avoir alors fait mention.

(47) Cf. KÆPPELIN, *La Compagnie des Indes Orientales*, p. 574, note 5 ; la cote de l'original est : Arch. Compagnies, C² C., f^o 70, v. 72.

ETAT DES DETTES DE LA COMPAGNIE DES INDES (carton 41. cote 7) (48)

DETTES		EFFETS	
Billets sur la place.....	2.537.000	Le port de Lorient.....	400.000
Bénéfice de la grosse du Maurepas et de la Toison	501.000	Agrès, appareils et provi- sions pour armemens. ..	200.000
Divers créanciers de la Com- pagnie.....	546.000	Effets en caisse.....	100.000
Grosse du Saint-Louis et solde de ses équipages par estimation sur le pied de 32 mois de campagne ...	661.000	Magasin de Nantes.....	20.000
à Surate..... 1.266.000 }	1.399.000	Retour du Saint-Louis.....	2 000.000
à Pondichéri.. 124.000 }		Les établissements de la Compagnie aux Indes ...	2.000.000
Au Roy, toutes compensa- tions faites.....	874 000	La douane de Pondichéri ..	1 000.000
	6.509.000	L'île de Bourbon.....	400.000
		Le privilège de la Compa- gnie.....	2 000.000
			8.120.000

L'estimation des effets de la Compagnie excède de 1.610.000 livres le montant de ses dettes.

Elle aurait, outre cela, à demander :

les principaux fonds qui se montent à.....	2 105 000 livres.
les intérêts — à	1 333 000 —
et les droits de préséance — à	186 300 —

Elle se flatte que le Roy aura la bonté d'entrer dans les expéditions qui seront proposées à Sa Majesté pour le remboursement des fonds. La Compagnie leur donnera toutes les facilités qu'ils pourront désirer.

Il n'y a pas lieu de reprendre la démonstration faite par Kæpelin (49) pour établir combien les effets étaient ou exagérés (estimation des immeubles et des matières) ou hypothétiques (retour du Saint-Louis) ou fictifs (privilèges et remboursement du capital [principaux fonds] dès longtemps absorbés), alors que les 6.509.000 livres de dettes étaient immédiatement exigibles. Les négociants nantais qui, ce document l'établît, avaient, comme les Malouins, étudié l'affaire, s'en désintéressèrent pour l'instant ; soit qu'ils ne voulussent point soumissionner à des conditions plus onéreuses que celles du bail Crozat, soit qu'on ne le leur proposa point et qu'ils ne crurent point devoir s'en inquiéter davantage.

Mais le bail Crozat contenait, *in fine*, un article dont Nantes ne pouvait qu'être très inquiète ; il disait (50) : « *Les ventes seront faites dans un port de France, tel qu'il sera choisi par les armateurs, en la manière accoutumée, au plus offrant et dernier enchérisseur...* » (art. XVIII). Les Malouins, à qui l'article précédent donnait licence de choisir aussi leur port de retour, n'allaient-ils pas être tentés de supprimer pour leurs marchandises le voyage Saint-Malo-Nantes ? Ils n'étaient pas sensiblement plus éloignés de Paris. Leur transit était plus facile avec l'Angleterre

(48) Arch. Ch. Com. Nantes, C., 751.

(49) KÆPPELIN, *op. cit.*, p. 575, notes 1, 2, 3, 4, 5.

(50) DERNIS, *op. cit.*, II, p. 308.

et la Hollande ; seuls les marchands du sud-ouest et du sud seraient désavantagés par le changement de centre, mais force leur serait bien de s'y soumettre, puisque le monopole malouin les priverait de toutes marchandises de l'Inde s'ils boudaient à se rendre en cette ville. L'expérience prouva pourtant que ces craintes étaient assez vaines et que Saint-Malo demeurerait, faute de débouchés, plus un port qu'une place de commerce. Les ventes, au contraire, sont nombreuses à Nantes entre 1710 et 1714. La première concerne les marchandises apportées par les deux navires envoyés par Crozat à la suite de son contrat personnel du 1^{er} décembre 1708 : le *Malo* et le *Jean-Baptiste*, et la patache la *Bien-Aimée*, dont le contrat déterminait ainsi la nature : «... une patache de 8 à 10 canons pour servir de bâtiment d'avis ». La manipulation des pièces, qu'il fallait marquer aux deux bouts, exigea une main-d'œuvre de quarante-huit personnes (vingt-trois filles et quinze garçons), prise à l'hôpital du Sanitat, et l'inventaire fut dressé en présence de *Jacques-Louis Sandrier* par le subdélégué à Nantes de l'intendant de Bretagne, le sieur *Gérard Mellier*, qui apparaît par cet acte pour la première fois dans des affaires où il n'allait pas tarder à jouer un rôle prépondérant. La vente se fait du reste en d'excellentes conditions ; telles que les Malouins peuvent concevoir les meilleures espérances pour la réussite de leurs entreprises et que les Nantais en accroissent leur jalousie d'être écartés d'aussi profitables opérations.

En 1711, aucune vente n'a lieu au port de Nantes ; mais la flottille, partie à la fin de 1709, n'est pas rentrée. Et c'est encore à Nantes que seront vendues, le 23 mai 1712, les marchandises que rapportent les cinq navires : le *Maurepas*, le *François d'Argouges*, l'*Auguste*, le *Lys-Brilhac* et le *Nouveau-Georges*, entrés à Lorient le 8 février 1712. Les quatre premiers appartiennent au groupe Crozat ; le cinquième est un britannique pris par eux aux Indes Orientales, au delà de la ligne. Mellier dresse l'inventaire et n'emploie pas moins de huit marqueurs et de soixante-quinze manœuvres (soixante filles, quinze garçons), toujours pris au Sanitat. Dans la cargaison, on relève : 298.000 livres de poivre, 28.000 livres de sucre de Javan (*sic*), 417 pièces de malle-molles brodées, 20.700 livres de cauris ou « *coquillages, destinés à l'achat des nègres* ». Parmi les pacotilles des officiers de la flotte, vendues en même temps, figurent quatre cabinets et un bureau du Japon, deux paravents adjugés pour 300 livres, vingt-huit éventails cédés à 1 livre l'un.

La réclame faite autour de cette vente a attiré à Nantes une foule d'acheteurs considérable et venue de très loin : Paris, Limoges, Tulle, Rodez, Montpellier, Lyon, Aix-en-Provence, un de Genève, un de Londres. Malgré un certain nombre de ballots tachés et avariés, la vente passe le chiffre de 2.300.000 livres. Cependant, une difficulté a surgi dont Nantes saisit immédiate-

ment la menace. Un arrêt du roi intervient avant l'adjudication et, malgré que la totalité des marchandises ait été inventoriée par les soins du subdélégué Mellier, ordonne, contrairement aux indications primitives, que les « *toiles teintes et rayées de couleur, les étoffes de soie ou meslées de soies* » qui se trouvent dans la cargaison, et dont le commerce est prohibé dans le royaume, seront distraites de la criée générale, pour éviter des frais de transport, et négociées, à charge d'être réexportées, à *Port-Louis* et à *Morlaix* (51).

Or, si l'on conçoit que la vente à Port-Louis évite en effet des manipulations, aucune raison ne milite en faveur du choix de Morlaix, beaucoup plus difficile à atteindre par mer en partant de Port-Louis que Nantes, mais... beaucoup plus proche de Saint-Malo. Il est sensible que Saint-Malo a tenté là une expérience pour s'assurer des chances qu'il aurait d'enlever à sa vieille rivale même les bénéfices de la vente. Il ne semble pas que les résultats aient répondu à son attente, ni qu'il ait, faute de magasins, et par suite aussi de la difficulté de modifier un marché déjà traditionnel, persévéré dans cette voie. Nous relevons encore les ventes à Nantes, de 1714 à 1718, de la cargaison des *Deux-Couronnes*, du *Lys-Brilhac* et de l'*Auguste* (1714), (52), puis du *Jason* et du *Saint-Louis* (ainsi que du vaisseau de prise : *la Cloche*), qui, arrivés en 1716, ne seront vendus, après un double inventaire, que le 29 août 1718, en même temps que celles apportées par les *Deux-Couronnes*, le *Lys* et la *Paix* au cours d'un deuxième voyage (53).

Ces ventes continuent d'être des événements d'importance ; elles donnent parfois lieu, écrit Mellier, « *à un vacarme et une confusion étranges* (54) » ; il se forme des coteries et des clans, on y pratique l'obstruction pour empêcher la régularité des enchères, et Mellier avise l'intendant qu'il prend des mesures pour en déjouer les complots. Ce subdélégué a, il est vrai, quelque tendance à ne point sous-estimer ses services. Il faut pourtant le croire quand il souligne les débats tumultueux de ces ventes où, à la Vieille-Bourse, s'entassaient plus de trois cents marchands. Un peu plus tard, quand Nantes aura le monopole officiel des transactions de la Compagnie des Indes, il faudra construire une salle spéciale dont les archives de Nantes nous conserveront la description (55).

(51) Toutes ces indications sont puisées aux Archives mun. de Nantes, H. 200. Pour éviter de multiplier les notes, je n'indique en référence que le changement de liasse.

(52) Arch. Mun. Nantes, HH. 201.

(53) *Ibid.*, HH. 202.

(54) *Ibid.*, HH. 201.

(55) Cf. aussi SÉZ et VIGNOLS, « Les ventes de la Compagnie des Indes à Nantes de 1723 à 1733 », *Revue d'Hist. Colonies françaises*, déc. 1925.

Mais si les ventes attirent tous les deux ans une foule de marchands à Nantes, les armateurs du port n'en bénéficient en rien; ils n'ont pas, en effet, le droit d'armer pour les côtes de l'Inde, et leur activité ne se doit tourner que vers le cabotage des côtes européennes et les « îles d'Amérique » où ils ont reçu la permission de faire la traite, avec escale en Guinée. Force leur est d'acheter à leurs rivaux malouins, à Nantes le plus souvent, mais parfois ailleurs, les produits qu'ils expédient ainsi : des étoffes, du poivre, des caurris. Ils sentent vivement cette dépendance économique et le manque à gagner qui en résulte. Ils vont tout faire pour y échapper.

Or, la situation des armateurs malouins n'a fait que se consolider entre 1710 et 1713. Le 20 juillet 1712, un nouveau traité a été passé : les armateurs de Saint-Malo peuvent envoyer désormais aux Indes un nombre de vaisseaux illimité, moyennant un droit fixe de 10 % (au lieu de 15 % dans le précédent contrat) sur les ventes, 8 % sur les prises en deçà de la ligne, 15 % sur les prises au delà. Les primes que « *Sa Majesté a la bonté de faire payer à la Compagnie pour chaque tonneau de marchandises allant et venant des Indes Orientales appartiendront à la Compagnie* » (56). En fait, les Malouins étaient par ce contrat, ainsi que l'a noté Kæppelin, « *entièrement substitués à la Compagnie pour le commerce des Indes, sans qu'elle pût accorder de concessions particulières jusqu'en mars 1715* » (57).

Grâce aux très bonnes campagnes effectuées par les navires de Saint-Malo, la Compagnie avait même pu — ce qui ne lui était pas arrivé de 1692 à 1709 — amortir un peu ses dettes et faire cinq répartitions d'arriérés à ses créanciers entre 1709 et 1714. On conçoit qu'en août 1713, Pontchartrain se soit efforcé de faire accepter la succession pure et simple de la Compagnie par le consortium malouin. Mais celui-ci, nullement désireux de prendre la charge des dettes indoues, et notamment du million et quart qui était toujours dû à Surate, refusa cette onéreuse combinaison, tout en se déclarant prêt à continuer l'exploitation sur les bases du contrat de 1712. Il en fut ainsi décidé. Le privilège de la Compagnie serait prorogé pour dix ans, et le groupe Crozat en assurerait à partir de 1715 l'exploitation, avec la seule différence que les 10 % payés pour les prises au delà de la ligne ne reviendraient plus désormais à la Compagnie, mais à l'amiral des mers du Sud (58).

Avant que ce nouveau contrat ne fût homologué, les négociants nantais allaient tenter d'en empêcher la mise en vigueur.

(56) DERNIS, *op. cit.*, II, 483 et sq.

(57) KÆPPELIN, *op. cit.*, II, 483 et sq.

(58) Voir notamment l'arrêt du Conseil d'Etat du Roi du 20 octobre 1714 (DERNIS, *op. cit.*, II, 632-635).

Jusque-là, leur mauvaise humeur ne s'est marquée que de façon indirecte. Gérard Mellier, très dévoué aux intérêts de la cité qu'il administre comme subdélégué, et qui cherche visiblement à s'y créer des sympathies agissantes et à l'occasion profitables, apporte dans l'établissement des inventaires une sévérité qui donne par instants l'impression d'être volontairement tracassière : il fait aussi tout ce qu'il peut, sous prétexte d'établir l'ordre, pour avantager à l'adjudication ses concitoyens d'adoption. Et, comme il est officieux et habile, qu'il se charge à l'occasion d'acheter aux ventes quelques belles pièces au compte de M. l'intendant (59), qu'il est au reste bien en cour et le mérite par son activité et son intelligence des affaires, il est certain que son action fait rendre aux ventes tout ce qu'elles peuvent dans l'intérêt des Nantais. C'est toutefois un profit assez incertain, minime au regard des bénéfices de la navigation.

Bien typique peut paraître encore le gros incident de mer dont les registres de l'amirauté nantaise nous ont conservé les traces. En 1710, le capitaine *Levêque*, commandant la frégate *Comte de Tessé*, du port de Nantes, a attaqué au large des Canaries le *François d'Argouges* de Saint-Malo et l'a poursuivi, battant pour ce faire pavillon britannique, jusque sous le feu de ces îles. Le *François d'Argouges* a été de ce chef séparé de deux prises qu'il avait faites : un navire anglais, le *Thomas*, et un brigantin portugais, qui ont dû s'échouer et ont coulé. Après quatre ans de procédure, l'armateur du *Comte de Tessé*, M. *Montaudouin*, qui n'a négligé nulle échappatoire de procédure, ni même au passage de susciter quelques faux témoins, est enfin condamné à 15.000 livres de dommages-intérêts. Mais cette poursuite acharnée d'un navire du même pays en dit long sur les sentiments qui animaient les uns envers les autres les armateurs des deux ports bretons ! (60).

Ce ne sont là pourtant qu'escarmouches. Durant ce temps, Crozat a obtenu en son nom personnel le privilège de l'exploitation de la Louisiane (lettres patentes du 14 septembre 1712), ainsi que le monopole de la traite pour cette région.

Les Nantais se voient cette fois menacés d'être privés de leur commerce essentiel. Tout porte à penser que le concessionnaire fera tous ses efforts pour obtenir à son groupe tous les avantages qu'il pourra tirer de l'exploitation de son monopole, en agrandissant notamment son domaine privilégié. Déjà, Saint-Domingue a un régime privatif. La situation peut devenir très grave pour

(59) Arch. mun. Nantes, HH. 201.

(60) On est un peu surpris de l'exiguïté de la place faite à cette période difficile (pp. 261-262) dans la thèse par ailleurs documentée et précieuse de H. WEBER, *La Compagnie française des Indes*, Paris, 1904.

Nantes si se ferme aussi le marché des autres îles antillaises. Il suffit pour s'en convaincre de voir la place que, dans le commerce général d'exportation du comté nantais, tient le trafic américain. J'ai établi à cet effet le tableau statistique ci-contre sur un document de 1714, constitué par trois cahiers de papier vergé de trente-six feuilles en tout, conservés aux archives de la Chambre de commerce (61). Chaque article y est porté par mois et par pays, avec les indications de quantité. Malheureusement, les prix manquent souvent dans la colonne réservée à cet effet, et force m'a été de les rétablir d'abord (d'après ceux qui figurent à d'autres pages du même document) avant de dresser cet inventaire.

ETAT DES MARCHANDISES SORTIES DU ROYAUME
POUR LES PAYS ÉTRANGERS
PAR LES DIVERS PORTS DE MER DE LA DIRECTION DE NANTES
PENDANT L'ANNÉE 1714

MOIS	HOLLANDE		NORD ET FLANDRE AUTRICHIENNE		ILES D'AMÉRIQUE		ESPAGNE		PORTUGAL	
	livres	sois	livres	sois	livres	sois	livres	sois	livres	sois
Janvier...	149	522	28.092		195.943	10	5.135		25	990
Février...	131.	315	18.750		118.952		17.287			
Mars.....	100.952	10	45.610	10	212.721	17	34.190	10	713	
Avril.....	70.174	13	11.319		329.111	4	9.685		677	
Mai.....	35.932	15	13.550		120.198		9.095			
Juin.....	60.658	10	36.434	10	162.205	1	99.070	18	6.290	10
Juillet....	28.005	2	33.722	10	65.455	19	63.567	2		
Août.....			14.194	10	135.060	18	15.582	10	50	
Septembre	102.711		1.141	10	111.934					
Octobre...			161	10	79.029		3.229			
Novembre	86.097		71.470		56.744					
Décembre.	403.751	15	105.091	14	232.640		51.036	12		
Totaux...	1.169.120	5	379.538	14	1.819.995	9	307.878	12	33.720	10

On remarquera que l'Inde ne figure pas parmi les pays où Nantes se livre à l'exportation, tandis que l'état par matières, quantités et prix dont est extrait ce résumé statistique mentionne de très importantes expéditions de toiles et indiennes, de caurris et d'épices qui en sont évidemment en provenance. Rien ne souligne mieux le tort causé à la ville de la Loire par le monopole institué en fait en faveur de Saint-Malo.

La première réaction à laquelle les Nantais paraissent avoir songé est l'obtention d'un domaine réservé, analogue à celui qu'ont su se ménager les Malouins. Le bail Jourdan vient précisé-

(61) Arch. Ch. comm. Nantes, C., 706, dossier 29, cote 1.

ment à expiration en 1712. Le commerce nantais paraît désireux un moment d'obtenir la succession. Il ne lui déplait pas non plus de donner en passant un coup de patte à la gestion malouine. Ces deux sentiments aboutissent à l'établissement du mémoire ci-contre, intéressant à la fois par les suggestions qu'il apporte et les éclaircissements qu'il donne sur la connaissance économique qu'on avait alors dans les milieux commerciaux français des ressources de l'Extrême Orient (62).

MÉMOIRE

DES COMMERCE QUE LA COMPAGNIE DES INDES N'A POINT FAITS, ET QU'ON PEUT ACTUELLEMENT ENTREPRENDRE AUX INDES ORIENTALES ET A LA CHINE AVEC QUATRE VAISSEAUX DISPERSÉS EMPORTANT DES MARCHANDISES ET DE L'ARGENT.

Savoir :

Un pour aller à la côte de Sephala et Moçambique négocier de la cire, du morfil et de l'or bas en troc de merceries et quincailleries, commerce avantageux que la Compagnie n'a point encore tenté et que les Hollandais et Anglais font actuellement. Mais, comme un essai pourrait ne pas réussir, il serait nécessaire d'avoir pour ressource la liberté de passer à Moka avec du riz et des esclaves qu'on prendrait à Madagascar, pour former un chargement de café avec faculté de l'apporter dans le royaume aux mêmes conditions des Malouins.

Un pour aller à la côte de Malabar charger du poivre et des toiles de coton grossières, blanches et bleues, pour le commerce des nègres en Guinée, qu'on est journellement obligé de prendre en Hollande faute à la Compagnie d'en apporter à suffire (63).

Un pour aller par Timor charger et entamer ce commerce avantageux que la Compagnie n'a point encore tenté en Serambandan [?], Ternate et Amboise, pour en tirer de la cannelle, du girofle, de la muscade et du macis, comme font les Anglais, malgré l'attention et la possession des Hollandais, parce que les habitants du pays, qui cherchent à secouer le joug, sont toujours disposés à entrer furtivement en commerce ; de là on irait à Siam, prendre de l'étain, des drogues pour la médecine et la teinture, etc. ; puis revenir à Canton achever de charger le vaisseau en cuivre, vernis, porcelaines et aussi des soyes si on voulait en permettre l'entrée en France, soit pour la consommation du royaume ou à la charge de les sortir à l'étranger.

Un pour aller par le détroit de la Sonde négocier à Sumatra du poivre, de l'étain, de la cire, de l'or, etc., après quoi le vaisseauomberait à Canton pour y joindre l'autre et achever son chargement comme il est dit ci-dessus.

Il convient de noter pourtant que le monopole des Hollandais dans les îles de la Sonde était alors solidement établi. On voit

(62) Arch. Ch. comm. Nantes, C 751, pièce VII.

(63) En marge et d'une écriture différente : « La Compagnie fait ce commerce, mais non pas suffisamment. »

bien les raisons qui dictèrent le mémoire nantais et les sources où il se documenta. Les relations de Nantes avec la Hollande étaient fréquentes ; une colonie importante de négociants néerlandais était déjà établie dans le quartier de la Fosse. Certains, les d'Haveloos, les Verbrugge, y avaient noué des alliances (64). Intéressés à la fois dans des entreprises commerciale des deux pays, ces capitalistes mixtes, pour ainsi dire, auraient peut-être en effet obtenu des Provinces-Unies une sorte de tolérance que ne pouvaient escompter les Malouins. Le résultat demeurerait toutefois très aléatoire.

En tous cas, le privilège Jourdan est concédé, sous le titre de *Compagnie de la Chine*, le 28 novembre 1712, à une Compagnie qui s'est constituée à cet effet et qui obtient le monopole du trafic avec « *les ports de ce royaume* » pour une durée de cinquante années. Le commerce nantais n'a donc point encore trouvé les débouchés qu'il escomptait. Aussi, lorsqu'on apprend à la Bourse de Nantes le projet de rachat de 1713, une agitation se manifeste dont la trace nous est conservée dans un mémoire remis le 12 novembre 1714 au député du commerce Jean Piou, envoyé à Paris pour en soutenir les propositions.

Il porte pour titre : « *Propositions que font les négociants de Nantes pour obtenir de Nosseigneurs les ministres d'être subrogés à la Compagnie dans le commerce des Indes* (65). »

Les offres des Nantais envisagent trois hypothèses.

1° Le partage par moitié avec Saint-Malo des servitudes et des bénéfices du nouveau contrat ;

2° Saint-Malo conservant la tutelle de l'entreprise, l'autorisation pour Nantes de s'y intéresser pour un tiers, avec des directeurs nantais pour contrôler la gestion des capitaux locaux ;

3° Ou bien enfin l'autorisation pour Nantes d'armer chaque année directement deux vaisseaux pour faire, concurremment avec Saint-Malo, le commerce des Indes.

A l'appui de ces propositions, le mémoire remis à Jean Piou fait état de la constitution d'une compagnie provisoire au capital de 3.561.000 livres, dont un million est représenté par les deux seules souscriptions de Darquistade et de Des Cazeaux.

Il ajoute : « *Les négociants de Nantes intéresseront aussi toutes les villes du royaume qui voudront entrer dans ce commerce, et les villes qui y prendront 500.000 livres pourront avoir un directeur* (66).

(64) Cf. à ce sujet : MANGER, *Les relations franco-hollandaises*, in-8°, Paris, Champion, 1924 ; — MATHOREZ, « Note sur la colonie hollandaise de Nantes », *Revue du Nord*, fév. 1913 ; — GASTON MARTIN, *La politique nantaise de subsistances*, Paris, P. U., 1924, pp. 11 et 12.

(65) Cf. SÉE, « L'activité commerciale de la Hollande à la fin du XVIII^e siècle », *Revue d'Hist. écon.*, n° 1 de 1926.

(66) Arch. Ch. com. Nantes, C. 751, pièces III et II.

« *Enfin, si Nosseigneurs les ministres ont agréable d'ordonner à la Compagnie de traiter avec les négociants de Nantes des dix années de leur privilège, ces négociants payeront 2 % au profit du roi sur toutes les marchandises qu'ils rapporteront des Indes, sans diminution des 10 % qu'ils paieront à la Compagnie, et on estime que ces 2 % pourront au moins produire 200.000 livres par an.* »

La simple lecture de ces propositions suffit à faire mesurer l'évolution accomplie dans les idées du commerce nantais depuis 1664, exactement un demi-siècle. Nous voici loin de ces soumissions dont la plus élevée atteignait 3000 livres et qui, ensemble, faisaient moins de 150.000 livres. La fortune d'un *Crozat*, directeur de trois Compagnies privilégiées (Assiente, Indes Orientales, Louisiane), peut sans doute exciter l'ambition d'un *Des Cazeaux* ou d'un *Montaudouin*, mais il y a aussi, dans le groupe des armateurs moins puissants, l'impression que les commerces réservés sont des sources de bénéfices certains entre les mains de professionnels ; et la défiance qui, au début de la Compagnie des Indes Orientales, paralysait les négociants, est prête à s'effacer, pourvu qu'on leur laisse le soin de gérer eux-mêmes leurs propres intérêts.

Seulement, la Compagnie de Saint-Malo n'est nullement décidée à partager les bénéfices qui pourraient résulter de l'application du nouveau traité. Celui-ci a été rédigé au bureau général de la Compagnie à Paris, le 5 décembre 1714, et a dû être adressé sur-le-champ à Saint-Malo, où il sera ratifié le 14 (67). Le 13, la minute d'une lettre adressée par messieurs du commerce nantais à leur député lui fait connaître l'échec de la tentative (68). Messieurs de Saint-Malo n'ont consenti à intéresser Nantes dans la Compagnie que pour un dixième et lui refusent tout directeur. La pièce ajoute :

« *Messieurs de Saint-Malo ont bien prévu qu'une réduction de cette sorte opérerait, comme ils avaient intérêt à le souhaiter, une désunion inévitable dans la société qui s'était faite ici ; tous ceux qui avaient signé ayant, en le faisant, eu, comme à Saint-Malo, pour objet principal d'être instruits à fond de toutes choses et de pouvoir dans les armements occuper et pousser par un commerce si noble et si propre à causer de l'émulation les jeunes gens de famille qui se portent à la mer, sans compter les autres avantages qui en résultent dans une ville ...*

« *... La direction de Nantes aurait été aussi utile que celle de Paris, attendu que c'est ici que les retours se mettent en magasin, se déposent et se vendent.* »

La démarche instantane que les négociants du commerce nantais

(67) DERNIS, *op. cit.*, p. 645.

(68) Arch. Ch. com. Nantes, C. 751, pièce 4.

pressent en conséquence leur député d'entreprendre ne fut, pas plus que la première, suivie d'effet. Le 29 décembre 1714, l'arrêt était homologué au Conseil d'Etat du Roi (69). Nantes, déboutée de ses prétentions, n'avait plus d'autre recours que de se tourner uniquement vers le commerce des nègres, qui lui demeurerait accessible..., ou de faire à tous risques la contrebande des Indes. Tout en adoptant la première solution, les marins ne laissèrent pas que de tenter la seconde. Mais les Malouins n'entendaient pas se laisser arracher par dol les bénéfices de leurs privilèges ; trois arrêts des 19 et 21 août 1715 condamnent à des amendes de 250, 500 et 1000 livres par tonneau, selon les cas d'espèces longuement relatés dans les attendus, des navires nantais convaincus d'avoir commercé avec les Indes directement. Sur appel, après une longue procédure qui dure près d'une année, le Conseil d'Etat du Roi confirme la sentence, le 21 juillet 1716 ; et, pour que nul n'en ignore, des copies imprimées sont envoyées à toutes les directions maritimes pour être affichées à la diligence des « Messieurs tenant le siège royal de l'Amirauté » (70).

Ce n'était pas une précaution inutile. Dès 1709, un procès avait déjà été intenté par les cinq grosses fermes aux sieurs *Darquistade*, capitaine du *Patriarche*, et *Glumeau*, capitaine du *Lusançay*, pour avoir déclaré à destination de l'Amérique des vaisseaux expédiés dans les mers du Sud et dans les Indes espagnoles. On les y mettait en demeure de fournir leur certificat de décharge aux îles et l'arrêt venait d'être signifié en 1714, à *Joachim des Cazeaux du Hallay*, le plus considérable et le plus illustre des négociants du port, fort soupçonné de se livrer à de pareilles pratiques (70 bis).

Aussi bien, la contrebande, pour profitable qu'elle fût, ne pouvait être qu'un bénéfice accessoire dans le commerce général du port. La conséquence la plus heureuse de la faveur octroyée à Saint-Malo allait être l'orientation définitive du commerce nantais vers les îles. Deux personnages ont joué un rôle providentiel dans cette affaire ; le susdit *des Cazeaux du Hallay*, qui demeure comme un des types du négociant d'ancien régime ; et le subdélégué *Gérard Mellier*, qui devait devenir, six ans plus tard, le plus grand maire que Nantes ait eu (71). Il est vraisemblable qu'au cours des cinq premières années de sa subdélégation Mellier a reçu de Des Cazeaux nombre d'indications utiles et de conseils intéressants, dont son intelligence extrêmement vive sut

(69) DERNIS, *op. cit.*, p. 646.

(70) Arch. Ch. com. Nantes, C. 751, pièces 5, 6, 7.

(70 bis) Arch. mun. Nantes, HH. 228.

(71) L'étude présente n'est du reste qu'une partie d'un ouvrage beaucoup plus étendu que je prépare actuellement sur ce personnage sous le titre : *Gérard Mellier, la gestion municipale d'une grande ville au XVIII^e siècle.* »

tirer le meilleur profit. En 1714-1715, son action, jusque-là cantonnée dans les expertises et inventaires préalables des ventes de la Compagnie, aboutit à une mesure de conséquences économiques considérables : la permission pour Nantes d'exporter à l'étranger les sucres de ses magasins en franchise de tous droits.

Le premier acte préparatoire (72) à l'obtention de cette faveur est un mémoire de 1714, *Sur le commerce qui se fait à Nantes et les moyens de l'augmenter*. Les ressources des îles d'Amérique y sont analysées avec une précision rare dans les documents économiques de l'époque ; et les principales sources vers lesquelles le mémoire conseille de se tourner sont *Saint-Domingue*, où au Cap Français se trouvent 7000 noirs et dont la production annuelle est de 16.000 barriques de sucre (de 1500 livres) fournies par quatre-vingts raffineries, de 100.000 livres d'indigo, de 15.000 cuirs en peau ; la *Martinique* et la *Guadeloupe*, presque encore inexploitées et dont les ressources seront aussi lucratives que celles de Saint-Domingue ; *Cayenne*, en décadence depuis quinze ans (« 150 habitants et 2000 noirs », indique le texte) ; le *Canada*, dont les pelleteries font de bonnes ventes sur le marché local.

Ce mémoire est complété en avril suivant (1715) (73) par un « état des vaisseaux armés à Nantes pour les îles françaises de l'Amérique, où est marquée la grandeur des vaisseaux, le temps de leur départ et celui de leur retour. » Quatre-vingt-cinq navires ont, cette année 1714-1715, quitté le port de la Loire pour les îles ; le plus grand jauge 350 tonneaux, le plus petit 30. Leur jauge totale est de 14.790 tonneaux. La durée du voyage ressort à treize ou quatorze mois et constitue un périple triangulaire : Nantes-Guinée, Guinée-les Îles, les Îles-Nantes, avec permission pour certains de toucher Cadix au retour. A l'aller, une curieuse escale se fait aux îles du Cap-Vert pour y charger des tortues séchées et salées, destinées à la nourriture des nègres.

A l'instigation de *Mellier*, rédacteur du premier mémoire, dont il revendiquera à juste titre l'importance dans un nouveau et copieux mémoire de 1728, où il énumérera les services rendus par lui à sa ville d'adoption et à son commerce maritime, les juges-consuls et négociants adressent alors à M. Desmarets, contrôleur général des finances, leur demande d'exemption de droits pour l'expédition des sucres. *Mellier* écrit de diverses parts à ce sujet, et notamment à Ferrand, l'intendant de Bretagne, qui a pu maintes fois en apprécier les avis. Tout ce réseau d'intrigues et d'amitiés aboutit à enlever la décision du pouvoir ; un arrêt du 26 mai 1715 autorise (73) les négociants de Nantes à retransporter à l'étranger sans payer aucun droit de sortie la quantité

(72) Arch. mun. Nantes, HH. 228.

(73) *Ibid.*, HH. 228.

de 6.000 barriques de sucre brut du nombre de celles qui étaient actuellement en leurs magasins [et dont l'inventaire monte à 10.784 barriques et 1655 quarts] (74) et pareille quantité de 6.000 barriques sur le nombre de celles qui seraient apportées pendant le cours de la même année sur les 87 vaisseaux envoyés de Nantes aux îles de l'Amérique. »

Mais l'activité de Mellier ne se borna pas à cette mesure, pour importante qu'elle ait été. En 1716, la Compagnie de l'Assiente et de Guinée perd son privilège ; et des lettres patentes de janvier établissent la liberté du commerce des nègres. Mais les articles I et V de ces lettres réservent à Nantes, ainsi qu'à Rouen, la Rochelle et Bordeaux, un traitement privilégié. L'article I est en effet conçu comme suit (75) :

« Nous avons permis et permettons à tous les négociants de notre royaume de faire librement à l'avenir le commerce des nègres, de la poudre d'or et de toutes les autres marchandises qu'ils pourraient tirer des côtes d'Afrique depuis la rivière de Sierra-Leone jusqu'au cap de Bonne-Espérance, à condition qu'ils ne pourront ni arrimer, ni équiper leurs vaisseaux que dans les ports de Rouen, la Rochelle, Bordeaux et Nantes. »

Et l'article V : *« Voulons que les marchandises de toutes sortes qui seront apportées par nos sujets, à droiture des côtes de Guinée dans les ports de Rouen, la Rochelle, Bordeaux et Nantes, soient exemptes de la moitié des droits d'entrée tant de nos fermes que locaux mis et à mettre. Voulons aussi que les sucres et autres espèces de marchandises que nosdits sujets apporteront des îles d'Amérique, provenant de la vente et du troc des nègres, jouissent de la même exemption. »*

Nantes, qui devient ainsi un des quatre ports privilégiés et joint à cet avantage le droit de réexpédition du sucre en franchise, est tout naturellement la plus favorisée de ces places commerciales et maritimes ; et les réclamations du Havre et de Bordeaux contre le privilège accordé aux sucres nantais souligneront pendant longtemps, avec une véhémence amertume, l'importance de cette exemption (76). Peu après, en avril 1717, de nouvelles lettres patentes allaient encore consolider la situation commerciale de la cité de l'Ouest en règlementant le commerce avec les îles d'Amérique dans un sens profitable à ses intérêts.

Aussi le commerce de Guinée et d'Amérique acquiert-il à Nantes très vite une indéniable prospérité. On pourrait croire que ces avantages lui suffiraient. Il n'en est rien, et une nou-

(74) Cf. LEBŒUF, *op. cit.*, p. 141.

(75) *Id.*, p. 143.

(76) Arch. Ch. com. Nantes, C. 751, pièce 8.

velle querelle ne va pas tarder à surgir entre Malouins et Nantais.

Le 29 mai 1718, les juges-consuls de Nantes enregistrent (77) une réponse de Saint-Malo à un mémoire de Nantes qui ne nous est pas parvenu en sa forme originale, mais dont la note de Saint-Malo permet de bien connaître la teneur. Il demandait la permission d'envoyer aux Indes deux navires par an pour en rapporter des caurris, motif pris de l'insuffisance des envois que Saint-Malo fait de ceux-ci et de leur achat par des navires anglais, ce qui risque de ruiner le commerce des nègres.

La réponse des Malouins est aussi aigre qu'on peut imaginer le mémoire nantais. « *La proposition des Nantais n'est qu'un effet de leur jalouse envie sur les négociants de Saint-Malo* », et, point par point, elle réfute les dires de leurs adversaires : les caurris sont un prétexte : les Nantais veulent tout simplement former une seconde Compagnie des Indes, par dépit de n'avoir pas été admis dans la première (78).

La preuve en est que, loin d'acheter toutes les cargaisons de caurris, les Nantais, aux dernières ventes, n'ont même pas soumissionné pour la totalité des lots offerts.

Du reste, les Anglais et la disette des caurris ne sont point les seules causes qui nuisent à la traite.

Enfin les caurris sont une pêche « tantôt abondante et tantôt stérile ».

Ne retenons de cette querelle que le fait de la rivalité toujours amère des deux villes, qui ne méritèrent jamais mieux qu'alors les épithètes dont Michelet les a définies, d'un trait si net, si juste et si sobre : « la ville des corsaires et celle des négriers ». Les temps, du reste, étaient proches où toutes deux allaient être englobées dans des entreprises plus larges. En août 1717, la concession de la Louisiane était passée de Crozat à la *Compagnie d'Occident*. Le banquier, à qui l'on venait par ailleurs de faire rendre gorge pour 6.600.000 livres, et qui avait perdu là 1.250.000 livres, avait, en janvier, remis la colonie au roi ; l'étoile des Malouins pâlisait, et déjà se préparait la grande affaire financière et coloniale du système de Law, dont Nantes, beaucoup plus que sa rivale, était appelée à tirer profit.

(77) Cf. LERAT, *Etude sur les origines, le développement et l'avenir des raffineries nantaises*, thèse de droit, Paris, 1911.

(78) Cf. HEINRICH, *La Louisiane sous la Compagnie des Indes*, introduction page LXXIX.

III

NANTES ET LA RÉUNION DES COMPAGNIES
AU COURS DU SYSTÈME DE LAW (1717-1721) (79)

I. Conséquences de l'extension du régime des Compagnies privilégiées. — II. Les ventes et l'armement à Nantes de 1717 à 1721, activité de Gérard Mellier. — III. La splendeur de Lorient et ses réactions économiques et sociales.

Ce fut précisément par le privilège d'exploitation de la Louisiane que Law commença à s'intéresser à ces entreprises coloniales qu'il estimait, nous dit Dernis (80), « utiles à ses desseins ». et comme « le moyen de rétablir en France le commerce étranger, et d'y engager une partie de la nation ». Notre but n'est pas de suivre ici l'exploitation de ces territoires par le banquier écossais, ni les destins de cette Compagnie d'Occident, mais de marquer seulement les conséquences pour le port de Nantes du changement de société. Crozat avait partie liée avec le groupe malouin ; son retrait de l'affaire ne pouvait qu'être favorablement accueilli par les Nantais qui, déjà accoutumés au commerce des « îles », redoutaient les tracasseries de leurs éternels rivaux. Malgré l'étendue des privilèges concédés à la Compagnie d'Occident, deux clauses, en effet, étaient à retenir (81) : l'article I ainsi conçu :

« Qu'il soit formé, en vertu des présentes, une Compagnie de commerce, sous le nom de Compagnie d'Occident, dans laquelle il sera permis à tous nos sujets, de quelque rang et qualité qu'ils puissent être, même aux autres Compagnies formées ou à former, et aux corps et communautés, de prendre intérêt pour telle somme qu'ils jugeront à propos... »

Et l'article XXX... « Permettons à ladite Compagnie de donner des permissions particulières à des vaisseaux de nos sujets pour aller traiter dans les pays de sa concession à telles conditions qu'elle jugera à propos ; et voulons que lesdits vaisseaux, munis des permissions de ladite Compagnie, jouissent des mêmes droits, privilèges et exemptions que ceux de ladite Compagnie... »

D'une part, les Nantais obtenaient par là ce qu'ils avaient vainement sollicité depuis 1714 dans l'Inde : leur participation à la Compagnie ; d'autre part, le texte même de la convention faisait

(79) Une partie des renseignements utilisés en ce chapitre a déjà paru ici (numéro de déc. 1924), sous le titre : *Le système de Law et la prospérité du port de Nantes.*

(80) DERNIS, III, *Introduction historique*, p. vii.

(81) *Id.*, III, pp. 104 et 114.

état de dérogations aux privilèges, contre permission dûment achetée. Ce n'était pas la liberté du commerce ; c'était du moins le moyen de commercer. Les lettres patentes du roi d'août 1717 furent enregistrées en septembre au Conseil du commerce de Nantes. Constituée au capital de 200 millions par un édit de décembre 1717, elle n'était autorisée à « *se servir pour son commerce d'autres vaisseaux que de ceux à elle appartenant ou à nos sujets* », et elle n'en avait point pour commencer un trafic qui comprenait toute la façade orientale de l'Amérique du Nord, à l'exception des territoires britanniques, et les berges des fleuves canadiens où lui était concédé le monopole des « *castors gras et secs* ». Elle allait donc s'adresser à ceux des négociants qui pouvaient armer pour l'Amérique. Les Nantais, accoutumés à cette navigation, allaient être tout naturellement parmi ses premiers fournisseurs : il ne suffisait que de faire faire un crochet, au départ des Antilles, aux soixante-dix navires qui, bon an, mal an, faisaient le périple France-Guinée-Iles d'Amérique.

Les ports qui armaient pour la côte d'Afrique recevaient même par l'article 20 une garantie supplémentaire, puisque cet article interdisait aux vaisseaux de la Compagnie le commerce direct des ports de la concession avec la Guinée.

Autre innovation considérable : l'article XXXVI s'exprimait comme suit : (82) : « *Et d'autant que les profits et pertes dans les Compagnies de commerce n'ont rien de fixe, et que les actions de ladite Compagnie ne peuvent être regardées que comme marchandises, nous permettons à tous nos sujets et aux étrangers, en compagnie ou pour leur compte particulier, de les acheter, vendre et commercer, ainsi que bon leur semblera.* »

La principale cause de défiance des armateurs et négociants contre une opération qui immobilisait définitivement des capitaux et les liait à jamais au sort de la Compagnie fermière disparaissait avec cet article. C'était un nouveau mode d'exploitation qui commençait.

Pendant donc que la Compagnie des Indes Orientales, à laquelle était subrogé le consortium malouin, continuait péniblement à exploiter son privilège, la Compagnie d'Occident, grâce à ces innovations, ouvrait des débouchés autrement favorables aux armateurs indépendants. Nantes, par ailleurs, s'employait à réduire de plus en plus les bénéfices de sa rivale, et usait pour ce faire de l'avantage que lui procurait la mise en vente dans son port. On se pénétrera mieux de la lenteur des procédures suivies dans ces cas si on songe que les marchandises arrivées en 1716, en février et juillet, par la *Paix*, les *Deux-Couronnes* et le *Lys-Brilhac*,

(82) DERNIS, *op. cit.*, III, p. 115.

n'étaient pas encore vendues le 29 août 1718 (83), alors que les navires étaient prêts d'achever un nouveau voyage. Déjà, le sub-délégué Mellier n'était point, semble-t-il, exempt des reproches que devait lui adresser, en 1721, son ex-intendant Ferrand (84) : « *On est fort content de tout ce que vous faites ; mais je ne puis m'empêcher de vous dire que l'on est surpris des grandes procédures qui paraissent de votre part. Vous ne racourcissez pas assez la matière, les frais auxquels la Compagnie sera exposée seront immenses.* »

Il est sensible que le représentant à Nantes des intérêts royaux usait de toutes les ressources d'une rouerie redoutable pour retarder tant qu'il pouvait l'encaissement par les Malouins des sommes qu'ils avaient consignées en marchandises : autant de capitaux improductifs qui ne concurrenceraient point les Nantais !

Au cours des deux années qui séparent la fondation de la Compagnie d'Occident de l'absorption dans le système de Law de la société malouine des Indes Orientales, c'est donc vers le commerce d'Amérique que continue de se tourner l'activité du port de la Loire. L'accroissement du commerce, tant d'entrée que de sortie, est sensible dans les statistiques qu'à partir de 1714 l'administration de la Marine fait fournir par la direction de Nantes, mais dont malheureusement la série offre aux archives de la Chambre de commerce de cette ville d'irréremédiables lacunes (85), et aucun tableau d'ensemble antérieur à 1730.

Pourtant, les rentrées des Indes et les ventes ne se font pas plus nombreuses ; aucune en 1718 ; quatre en 1719 ; celles du *Chasseur*, de l'*Auguste*, de la *Comtesse de Pontchartrain* et du *Comte de Toulouse*, tous appartenant à la compagnie malouine (86).

On peut penser avec quelle satisfaction le commerce nantais va accueillir l'avis que, le 7 juin 1719, *Ferrand* adresse à *Mellier* (87) : « *Le roi, lui écrit-il, a résolu de réunir à la Compagnie d'Occident, qui s'appellera dorénavant la Compagnie des Indes, le privilège de faire seule le commerce des Indes Orientales.* » L'arrêt stipule, en effet, que sont révoqués tous les privilèges accordés par les édits d'août 1664, et prorogés par la déclaration du 29 septembre 1714 ; et que dorénavant la Compagnie d'Occident a le privilège (88) de « *négocier seule, à l'exclusion de tous nos autres sujets, depuis le cap de Bonne-Espérance jusque dans les mers des Indes Orientales, îles de Madagascar,*

(83) Arch. munic. Nantes, HH. 219.

(84) *Ibid.*, HH. 221.

(85) Arch. Ch. com. Nantes, C. 706.

(86) Arch. mun. Nantes, HH. 219.

(87) *Ibid.*, HH. 205.

(88) DERNIS, *op. cit.*, III, 223-224.

Bourbon et France, côte de Sofola en Afrique, mer Rouge, Perse, Mogol, Siam, la Chine et le Japon, même depuis le détroit de Magellan et Le Maire, dans toutes les mers du Sud ». Ferrand insiste bien dans sa lettre sur le caractère universel de cette prohibition, et invite Mellier à faire suspendre les armements pour les mers du Sud, à peine de confiscation pour les contrevenants. Mais l'énormité même du privilège concédé rend évident que la nouvelle Compagnie des Indes en usera pour les nouveaux territoires comme pour ceux d'Amérique ; qu'elle se contentera d'armer des navires en guerre pour protéger les négociants à qui elle aura vendu le droit de trafiquer dans ses concessions et d'en surveiller la contrebande. Les Malouins cessant d'être privilégiés, les Nantais s'accommoderont fort bien d'un droit fixe de 3 % par tonneau que le roi vient d'accorder au fermier d'Occident, et qu'il doit prélever sur les marchandises à la sortie des colonies d'Amérique. Ils ne doutent pas, en effet, qu'un même régime sera appliqué aux comptoirs de l'Inde. Ils ne demandent pas autre chose.

Les conséquences du nouveau régime ne se feront sans doute sentir qu'après assez longue échéance ; mais rien que de tout naturel en ceci, puisque les armements n'ont pu commencer qu'après l'autorisation acquise, et que le voyage dure au minimum quinze mois. C'est donc à partir de 1721 que les arrivées de vaisseaux se multiplient. Le *Grand Dauphin*, le *Triton*, le *Maure*, la *Galatée*, l'*Indien*, le *Prince de Condé*, la *Sirène* accostent au Port-Louis en 1721 ; en 1722, c'est le tour du *Solide*, de la *Vierge-de-Grâce* et de l'*Amphitrite* (89). Le trafic est presque double de ce qu'il fut précédemment et les ventes croissent de même.

Avant même que ne se soit produit aucun de ces retours, Lorient a pris une vie toute neuve ; et la fièvre qui accompagne — et déforme — toutes les opérations du système, transforme le port si languissant auparavant. C'est le moment qu'y règne *M. de Rigby*, directeur général de la Compagnie des Indes, le même qui, dans une conversation avec un sieur *Léger*, n'hésitera pas à se proclamer « *roi de Lorient* » (90).

Mellier, chargé en 1721 d'en examiner la gestion, lui reprochera avec la plus vive amertume toutes sortes de malversations. Nous les étudierons en leur temps. Pour l'instant, le système de Law détermine à Nantes, comme à Lorient, une indéniable recrudescence de prospérité. Elle est attestée par divers documents que nous offrent les archives locales. J'ai naguère cité ici même la délibération du Conseil du commerce où les

(89) Arch. munic. Nantes, HH. 220, 221, 222.

(90) *Ibid.*, HH. 209.

négociants nantais constatent que les armateurs de leur ville « ont profité » de l'ouverture du commerce général de la côte d'Afrique « avec tout le succès qu'a pu permettre le malheur des temps » (91). D'autres pièces établissent le même essor. La Compagnie enchante tous les esprits, et le matois subdélégué G. Mellier cherche à se pousser le plus avant qu'il peut dans les affaires du système. Deux lettres de l'intendant Feydeau de Broune laissent aucun doute à cet égard. Le 8 août 1719, celui-ci écrit en effet à son subordonné :

« Il est sans difficulté, Monsieur, que l'on ne pourra se passer d'un directeur dans les villes où l'on établira des bureaux de banque. Je suis très persuadé que vous vous acquitterez parfaitement de cet emploi, et en ce qui dépendra de moi vous me trouverez très disposé à vous y rendre service. Je ne doute point que ce soit M. Lass (sic) qui dispose de ces emplois ; il faut donc, pour cet effet, s'adresser en qui il peut avoir quelque confiance ; pour moi, je ne suis dans aucune relation avec lui (92) » ; et le 20 août, alors que Mellier est revenu à la charge : « Je n'ai nulle vue de procurer la direction de Rennes à personne ; je serais ravi qu'elle vous tombât [puis] que celle de Nantes est promise.

« Je conçois que si M. le Garde des Sceaux voulait parler à M. Lass, que sa recommandation serait d'un grand poids ; mais je ne crois pas que leurs chiens chassent assez bien ensemble pour qu'il veuille faire aucune recommandation (93). »

Ces démarches aboutissent pourtant ; et une lettre de Law à Feydeau l'informe à la fin de cette même année 1719 que, suivant son avis, le sieur Mellier est nommé inspecteur des comptes et virements à Nantes (94). Le subdélégué va aussitôt témoigner de son zèle à son nouveau patron. C'est pour lui signaler dans une lettre de mars 1720 (95) que les intéressés de la Compagnie des Indes à Saint-Malo fraudent celle-ci autant qu'ils le peuvent. Sous prétexte que les paiements des marchandises appartenant aux anciens actionnaires du bail Crozat ne doivent être acquittés qu'en comptes de banque, et non en espèces, ils en quintuplent ou sextuplent l'évaluation. Belle occasion pour le fonctionnaire nantais de faire sa cour en attaquant la ville rivale !

Les affaires qui prospèrent à Nantes et à Lorient affligent du reste et irritent les anciens privilégiés. Ils s'estiment — non sans cause — spoliés par la brusque résiliation de leur contrat. Le

(91) Article cité (*Rev. Hist. écon.*, fascicule 4 de 1924). Arch. Ch. com. Nantes, C. 594.

(92) Arch. dép. Loire-Inf., C. 216.

(93) *Ibid.*, C. 216.

(94) Arch. mun. Nantes, II, 80.

(95) *Ibid.*, II, 80.

discrédit où est momentanément tombé Crozat peut en être la principale cause ; ils n'entendent pas pour autant se laisser déposséder et adressent mémoire sur mémoire pour faire distraire de l'état de la vente indiquée à Nantes pour le 1^{er} décembre 1721 les marchandises apportées par la *Vierge-de-Grâce*, l'*Amphitrite* et le *Solide*, dont ils revendent la propriété, comme chargées en 1719 avant la résiliation du contrat. Le Conseil d'Etat du Roi ne les déboute pas moins par arrêt du 22 novembre 1721 (96).

Entre Nantes et Lorient, le trafic acquiert alors le maximum d'intensité ; des services réguliers de charrois les unissent. Ils ne vont pas tarder à se montrer insuffisants. Les documents locaux et ceux que fournit Darnis permettent d'en établir assez nettement le caractère. On expédie par terre les marchandises précieuses et légères : mousselines, soies, étoffes lamées ; les marchandises lourdes obtiennent l'autorisation d'être transbordées sur des caboteurs où des barques qui remontent la rivière de Loire et que des arrêts du Conseil successifs déchargent automatiquement du droit du quarantième perçu par la prévôté de Nantes pour toute marchandise remontant la Loire (97). La raison donnée est que « *ces chargements sont trop considérables pour qu'on puisse espérer de trouver un nombre suffisant de rouliers qui puissent transporter les marchandises qui composent leur [aux vaisseaux] chargement par terre du port de l'Orient (sic) à Nantes, sans s'exposer à retarder la vente ...* » Ce peut être aussi la sécurité plus grande du voyage par mer. Le 4 juin 1721, Mellier a déjà marqué les inquiétudes que lui cause l'envoi par la route de terre d'une somme de 99.780 livres en or, confiée à M. Bossinot de la Briaudais, escorté d'un messenger et des nouveaux employés de la Compagnie (98). Huit ans plus tard encore, un pareil envoi se perdra en partie au gué de *Plouhinec*, sans qu'il soit possible d'établir si le sieur *Martin*, qui le conduisait, n'a pas simulé l'accident (99). La route suivie avait comme étapes essentielles le *Temple de Bretagne*, *Pontchâteau*, *Vannes*, et le quatrième jour on atteignait *Lorient*, soit par *Hennebont*, route principale, soit par *Plouhinec*, où il y avait « un passage d'eau », qui vit précisément l'accident de 1729 (100). Toutes ces allées et venues, le trafic des barques qui descendent la rivière de Loire avec des vins nantais et des sucres raffinés, après y avoir déchargé leurs caurris, leurs pelleteries et leurs étoffes grossières, alimentent à Nantes un important courant

(96) DARNIS, *op. cit.*, III, p. 437.

(97) *Id.*, t. III, pp. 535 et 697 (arrêts du 30 juin 1723 et 7 avril 1925).

(98) Arch. mun. Nantes, HH. 209.

(99) *Ibid.*, HH. 216.

(100) *Ibid.*, HH. 208, 209, 216.

d'affaires. Les ventes sont de véritables événements. Pour procéder à celle des marchandises du *Solide*, de la *Vierge-de-Grâce* et de l'*Amphitrite*, Mellier nous conte qu'il lui a fallu faire construire « *dans le magasin du sieur Taverne, marchand à la Chézine, un théâtre... et devant, un amphithéâtre par gradins où étaient assis les marchands en grand nombre* (101). » Ce même Mellier, alors maire en même temps que subdélégué général des Finances et liquidateur de la Compagnie, prend à ces occasions d'importants arrêtés, les uns qui règlent la police des rues, les autres qui imposent aux débiteurs des prix maxima, de même qu'aux porteurs de chaises..., rien de plus, mais rien de moins que les mesures prises par cet édile lors de la réunion des Etats provinciaux en sa ville !

Deux points paraissent surtout préoccuper cet administrateur modèle. L'un est d'éviter les « *coalitions de marchands* » destinées à avilir les prix et à fausser les ventes ; il s'y emploie avec un zèle qui paraît bien n'être point tout à fait impartial, témoin ce fragment de lettre adressée à M. Ferrand, l'ancien intendant, alors conseiller d'Etat, et relatant les tribulations des négociants locaux : « *Mon employ de maire et celluy de subdélégué ne leurs ont pas été inutiles; je les ay mis en toute occasion* SUB UMBRA ALARUM (102). »

Il reviendra plusieurs fois sur le même objet, notamment en 1722, où il signalera encore à l'intendant de Brou « *une cabale des marchands de Paris pour faire tomber les prix des plus belles porcelaines* » (103). Il se résoudra cette fois à suspendre l'adjudication.

L'autre souci du liquidateur est provoqué par les conditions draconiennes que les directeurs chargés de liquider la Compagnie essaient d'imposer aux marchands. Déjà, à la vente de 1721, la nécessité d'acheter au comptant ou à très court terme a failli déterminer une émeute à l'amphithéâtre de la Chézine. A la fin de la même année, il suggère à M. Le Cordier, directeur général pour la régie de la Compagnie des Indes, qu'il faudrait se relâcher un peu de cette sévérité : « *Nos marchands pelletiers ne sont pas aisés, lui dit-il, et dès qu'on se porte à vendre au comptant, ils quittent la partie* (104). » A plusieurs reprises enfin, il signale à Ferrand ou à l'intendant Feydeau de Brou, les procédés du directeur d'*Hardancourt* que le règlement du 24 septembre 1723 devait, un peu plus tard, mettre à la tête du troisième département de la nouvelle Compagnie des Indes,

(101) Arch. mun. Nantes, HH. 221. Cf. aussi VIGNOLS et SÉE...

(102) *Ibid.*, HH. 221. — J'ai pour cette fois, et à titre documentaire, respecté une orthographe dont les variations ne serviraient qu'à rendre fastidieuse la lecture des textes cités.

(103) *Ibid.*, HH. 222.

(104) *Ibid.*, HH. 220.

savoir : le commerce de Pondichéry, Bengale, Calicut, le commerce d'Inde en Inde, et les comptes dépendant dudit commerce (105). *Il est très habile*, écrit-il à Ferrand, [mais] *il est haï comme le diable de tout ce qui s'appelle gens fréquentant les ventes* (106) ; et dans une longue lettre à M. Baillon, commis pour vérifier avec lui les comptes de la Compagnie et reparti à cet effet à Saint-Malo, il précise les scrupules que lui causent les agissements commerciaux du personnage. « *Le sieur Hardancourt m'a dit qu'il désapprouvait fort que nous ayons vendu le café à d'autres conditions que de prendre, en partie du paiement, des dettes de la Compagnie : par ce moyen, dit-il, on l'eût poussé jusqu'à 6 à 7 livres la livre. J'avoue qu'il eût été bon de liquider ce qui était dû légitimement ; mais de vouloir payer des pauvres créanciers en effets au delà de leur valeur, c'est une morale qui ne peut convenir qu'à celui qui proposait* (107) *de gagner le marabout de Surate pour l'engager à payer les créanciers à coups de bâton* (108). »

Bien que tous ses textes soient postérieurs à la chute de Law, il nous a paru nécessaire d'en traiter en ce chapitre. Les opérations commerciales qu'ils concernent proviennent en effet toutes des voyages engagés sous la régie de l'Ecossais, qui marque pour le développement du commerce de Nantes l'avènement de la plus grande splendeur. Les preuves matérielles n'allaient pas tarder à s'en multiplier. Elles demeurent encore, à l'heure actuelle, inscrites en nobles façades dans les constructions que les négociants de la grève de la Saulzaie (actuelle Petite-Hollande) demandaient alors l'autorisation de faire édifier, *à leurs frais, quai compris*, en bordure de la Loire. Elles inspiraient au collège de Nantes des hymnes en vers latins en l'honneur de ce maire qu'on y nommait

... acer
Ædilis, potior cui cura, insignior urbis

Et on y louait cet effort d'urbanisme en termes dont le dithyrambe n'est pas tout à fait une pure amplification de médiocre rhétorique :

*Namnetum decor est.
Ædes magnificas ornabit doricus ordo
Atria marmoreis fulgens innixa columnis
Cinget ebur, puro laquearia sculpta nilescent
Auro, ac argenti stridant limine valvæ.
Omniogeno loca splendent pretiosa metallo* (109).

(105) DERNIS, *op. cit.*, III, tableau p. 550.

(106) Arch. mun. Nantes, HH. 221.

(107) Et non *proposerait*, comme une mauvaise lecture (ou une simple faute d'impression) l'a fait écrire à M. René Blanchard au tome III de *l'Inventaire sommaire des Archives communales de Nantes*, p. 183.

(108) Arch. mun. Nantes, HH. 220.

(109) Actes de la mairie : MELLIER, tome V, p. 132.

Mais Nantes ne modifie guère l'axe désormais établi de son trafic. Les Antilles lui assurent des bénéfices stables et une sorte de monopole de fait. Elle ne s'intéresse aux autres parties du domaine colonial qu'accessoirement, soit pour chercher à utiliser quelques navires en surnombre, soit tentée par les gros profits de certaines transactions, proches de la contrebande, comme le commerce interlope. Encore ne trouve-t-on qu'un armateur nantais qui ait pratiqué celui-ci entre 1710 et 1715 : des Cazeaux du Hallays, qui envoie l'*Aigle* dans les mers du Sud en 1711 et l'*Hermine* en 1714 (110), et qui, dans les deux cas, n'a guère à se louer de cette initiative. Un mémoire nantais de 1728 (111), qui pourrait être de Gérard Mellier, par sa teneur, l'audace un peu cynique des solutions et le style même, signale bien les bénéfices de ce trafic. Il n'apparaît pas que les armateurs l'aient habituellement pratiqué.

La Louisiane et le Canada retiennent davantage les courtiers de la Loire. Il n'y a pas en effet lieu, pour y faire escale, de changer les routes traditionnellement suivies par les capitaines du port. La liberté concédée pour le commerce des castors, par l'arrêt du Conseil du 16 mai 1720, détermine de ce chef une sensible augmentation dans la vente de pelleteries (112), dont certaines sont apportées par des navires locaux. Tout ceci demeure pourtant des profits accessoires. Nantes, de plus en plus, devient la *ville du bois d'ébène*. La Compagnie des Indes l'intéresse en tant que place commerciale, non comme centre d'armement.

Mais la faveur qui s'attache aux entreprises de Law, l'engouement mêlé de spéculation qui fait affluer les capitaux vers toutes les affaires de ce magicien de la circulation fiduciaire, va un moment troubler, à Nantes même, des têtes pourtant solides, peu enclines à l'emballement, et auxquelles jusqu'ici se pouvait appliquer sans grave injustice le jugement d'Expilly sur leur défiance routinière en affaires. En 1719, la Contractation, qui depuis 1550 entretient avec Bilbao des relations commerciales lucratives et régulières (113) et qui a placé ses fonds sur des vaisseaux spécialisés dans le transit entre ces deux villes, trouve que la Compagnie offre de plus gros dividendes et des bénéfices plus rémunérateurs. Elle délibère pour savoir s'il ne convient point d'employer désormais les fonds de la société en actions de la Compa-

(110) Arch. mun. Nantes, HH. 227.

(111) Cité par SÉE et VIGNOLS : « Le commerce interlope », *Rev. d'Hist. sociale et économique*, ann. 1925, fasc. III.

(112) Cf. en particulier en 1721 une vente de « fourrures saines ou piquées, bénéficiées par Dominique Bertrand, pelletier à Nantes, comprenant marmottes, loutres, loups, renards de Virginie, chats cerviers, pequants, ours noirs, orignaux », le tout vendu plus de 200.000 livres. (Arch. mun. Nantes, HH. 220.)

(113) Cf. chapitre I.

gnie. Seule, la lenteur de ses décisions la sauve ; elle n'avait pas encore conclu quand le système fit banqueroute (114).

La Compagnie méritait-elle cet engouement ? La régie de Law n'échappe pas beaucoup plus que la précédente aux défauts inhérents à ce système. Utile dans la mesure où elle permettait par des licences de reconstituer le commerce libre, elle ne pouvait empêcher que les directeurs, commis par Law à ses destinées, ne traitassent en pays conquis la régie qu'on leur concédait. Comment le contrôleur général, accablé par l'énormité de ses opérations si variées, aurait-il pu de surcroît surveiller sérieusement ses employés supérieurs ? Comment ceux-ci, fraudeurs impénitents, contraints de ce chef à la complicité de leurs subordonnés, auraient-ils pu exiger eux-mêmes de leur entourage une stricte discipline et une honnêteté sans compromission ? Là où la Compagnie trafiquait à son compte, elle ne se comportait pas mieux que la précédente. Mais la variété des opérations masquait encore les vices de la gestion. Les circonstances la favorisaient, du reste. Nous étions en paix avec les P. M. (selon l'abréviation déjà classique dont se désignent les puissances maritimes types : l'Angleterre et les Provinces-Unies) ; l'Etat favorisait la contrebande aux Indes espagnoles (115), prélude à la guerre déjà menaçante ; le droit fixe de 3 sous par tonneau venait d'être porté à 3 sous 1/2, alors que chaque année grandissait le commerce des Iles. Les années 1719-1720 ne pouvaient, dans ces conditions, que marquer un véritable épanouissement de prospérité, un peu factice à Lorient, où les affaires qui se traitaient l'étaient directement [au compte], et par les agents de la Compagnie (armement des navires, achats des vivres, des agrès et appareils, paiement des soldes et des avances, transport de compte avec l'Etat des métaux précieux, établissement des rôles de navigation et de marchandises, perception du droit fixe sur les navires privilégiés [assez rares] qui y opéraient la vente de leur cargaison) ; très réel à Nantes, où se traitaient non plus les affaires contentieuses ou administratives, mais la vente générale de marchandises recherchées et dont cette ville avait virtuellement le monopole. Peu importait dès lors à la prospérité nantaise que la Compagnie risquât de se ruiner par une gestion maladroite et un gaspillage effréné ; ces vices même servaient — comme une réclame de splendeur — le mouvement d'affaires dont Nantes recueillait d'indéniables avantages.

Qui, au surplus, aurait douté d'une Compagnie dont le directeur ne sortait qu'accompagné de laquais en livrée, d'écuyers, de

(114) Arch. mun. Nantes, HH. 194.

(115) Du moins fermait-il les yeux. — Cf. SÉE et VIGNOLS, art. cité.

gentilshommes, d'officiers du port et de la Compagnie, salué par les canons des vaisseaux (116). Son canot-major ne lui avait pas coûté moins de 13.500 livres de dépenses pour l'équipement de douze hommes ; et Mellier en décrit comme suit les vêtements d'uniforme (117) : « *Ils sont de drap vert, l'habit et la culotte de même étoffe ; ils sont galonnés sur les coutures et au bas en faiblas anglais, les boutons sont d'orfèvrerie, les plaques d'argent ou sont sculptées les armes de la Compagnie pesant chacune quatre marcs d'argent. Les chemises ou vestes de coton sont belles, et toujours blanches, il y en a trente-six pour changer. Les bonnets de matelots, de velours.* » On conçoit que le maire de Nantes, toujours besogneux et à tout le moins fort économe, reste ébloui par ce luxe et conclut dans une autre lettre : «... *par tout ce qui m'est revenu, il s'est ici conduit en prince souverain* (118). »

Cependant, derrière cette façade, il n'y a guère que gabegie et insuffisance. Dans cette même lettre du 19 mai, Mellier note encore : « *Il y a des vaisseaux en rade depuis quatorze mois sans être expédiés ;... faute d'un hangar qui ne coûte que 1500 livres, les affûts de canon pourrissent sur le port* » ; et de « *pauvres matelots, avec leurs femmes..., viennent se jeter à nos pieds pour demander leurs paiements et ... gémissent.* »

Peut-on supposer que, bien avant qu'une mission officielle lui eût permis de signaler tous ces désordres, Gérard Mellier en avait déjà soupçonné l'importance ? La très volumineuse correspondance du maire de Nantes ne fournit nulle réponse à ce sujet. Il est vrai que les minutes ne disent — maintes preuves en sont sensibles — que ce qu'elles veulent ; et que Mellier savait ne pas conserver ce dont il avait raison de craindre pour lui les conséquences. Son insistance jusqu'en 1720 à être « dans les affaires de la Compagnie » nous inciterait pourtant à croire qu'il ne connaissait pas la vérité..., et que, pour lui comme pour tout le monde, les « affaires de la Compagnie » apparaissaient aussi prospères qu'en témoignait le faste de M. de Rigby. On ne peut être surpris dès lors de la confiance générale dont se nourrissait le mouvement d'affaires. Elle eut en tous cas pour conséquence un merveilleux élan donné à toutes les branches du commerce nantais.

(A suivre.)

GASTON MARTIN.

(116) Lettre de Mellier à Ferrand du 24 mai 1721. (Arch. mun. Nantes ; HH. 209.)

(117) Lettre de Mellier à Ferrand du 19 mai 1721. (Arch. mun. Nantes, HH. 209.)

(118) Lettre de Mellier à Ferrand du 24 mai 1721. (Arch. mun. Nantes, HH. 209.)

LA PROTECTION DES JARDINS ET DES CULTURES AU XVIII^e SIÈCLE

LA PREMIÈRE LOI D'ÉCHENILLAGE (1 7 3 2)

par PAUL-M. BONDOIS
Archiviste-Paléographe

L'opération qui consiste à détruire les nids de chenilles, pour protéger les jardins et les cultures contre les dévastations de ces animaux, semble si naturelle, qu'il est singulier de penser que des mesures administratives générales pour ordonner ces travaux de défense ne furent prises pour la première fois qu'il n'y a deux cents ans, en février 1732 (1).

Au Moyen âge, et encore au début du xvi^e siècle, par suite de croyances facilement explicables, les insectes (sauterelles et chenilles) étaient, à la suite de procès, régulièrement menés devant les officialités, avec avocats, procureurs, etc., solennellement condamnés (2). Un de ces actes curieux a été, entre autres, conservé ; il est daté de 1516 (3). L'official de Troyes, Jean Milon, ordonne aux hurbecs (vers coquins, chenilles de la vigne) d'abandonner

(1) Depuis, des règlements et arrêtés divers ont ordonné à nouveau l'échenillage : en 1791, le 26 ventôse an IV, le 6 septembre 1850, le 11 avril 1871. Toutes ces prescriptions ne peuvent entraîner le nettoyage complet des forêts. Cependant, la répétition annuelle de l'opération a produit, semble-t-il, quelques résultats, sans arriver à détruire les chenilles, mais en empêchant beaucoup de mauvais effets résultant de leurs invasions.

(2) Voir G.-Ch. LEGENDRE, marquis de SAINT-AUBIN, *Traité de l'Opinion*, 3^e éd., t. III, 1741, in-16, p. 720. — Le Père TH. RAYNAUD, *De monitoriis ecclesiasticis et timore excommunicationis in Opuscula moralia*, t. XIV, 1665, pp. 396 et 479 : « Sic enim aliculi locustæ et bruchi, alibi delphines aut anguillæ, vel serpentes aut muscæ, aliquando etiam plantæ vel plantarum rami excommunicationem subiisse dicuntur. » Cet auteur cite des actes des officiaux de Troyes, Lyon, Mâcon, Autun, contre les « bestiole frugiperæ ».

(3) *Bibl. nat.*, ms. Dupuy, t. 488, f. 6, et Champagne, t. 111, f. 2. — Cf. TH. RAYNAUD, *loc. cit.*

dans les six jours la paroisse de Villenauve (4), sous peine d'excommunication (5).

Mais cette méthode pouvait satisfaire les sentiments pieux des paysans : elle ne donnait pas les résultats matériels attendus (6).

Aussi, au XVIII^e siècle, le problème se posa avec une force singulière et des tendances nouvelles. Vers 1730, à la suite d'une température anormalement sèche et chaude, les insectes de toutes sortes s'étaient incroyablement multipliés (7).

Aucune mesure, — sauf quelques arrêts de fonctionnaires et officiers locaux, assez inopérants, — n'avait été prise, suivant l'habitude. Aussi, au printemps de 1731, les pousées furent dévorées par les hordes de féroces chenilles, qui s'attaquèrent aux arbres fruitiers, aux ormes, aux chênes, aux tilleuls, malgré l'amertume du goût des feuilles. Au mois d'août, les bois étaient recouverts de petits papillons blancs (8), qui pondaient leurs œufs au long des branches dans des sacs, enveloppes ou « toiles » de peau veloutée et grise. De ces œufs, chauffés par un ardent soleil, sortirent des légions de petites chenilles affamées, qui se jetèrent en bataillons serrés sur les dernières feuilles et fruits et les firent rapidement disparaître. Elles se retirèrent, leur exploit accompli, dans leurs « toiles, bourses, bobines ou sacs », pour y passer à l'abri la saison froide.

Or, ces enveloppes étaient d'une contexture fort dure et pouvaient résister aux gelées. Aussi, tranquilles, les dévoreuses, endormies, attendirent le printemps ; seule une pluie abondante et froide aurait pu les anéantir en détruisant leurs retraites.

(4) Aube, arrondiss. de Nogent-sur-Seine, chef-lieu de canton.

(5) « Movemus brucos (chenilles)... sub pœna maledictionis et anathematisationis infra sex dies ex vineis et territorio dicti loci de Villonixa. »

(6) Sous Louis XIV, l'échenillage était pratiqué régulièrement pour les arbres des parcs royaux, surtout des ormes des Tuileries, de Vincennes, Fontainebleau, Saint-Germain-en-Laye, Versailles, le parc de Boulogne, Marly, Clagny, Glatigny, Satory et Saint-Cyr. — Voir J. GUIFFREY, *Comptes des bâtiments du roi*, t. I, 1881, in-4°, pp. 144, 206, 328, 340, etc. ; t. III, 1891, in-4°, pp. 143, 146, 312, 318, 320, etc. ; t. IV, 1896, in-4°, pp. 870, 982. Au Moyen âge d'ailleurs, le bourgeois qui rédigea en 1313 un traité d'économie domestique donnait l'excellent conseil suivant : « Que si les chenilles menguent tes choux, quand il plouvera, sème de la cendre, et les chenilles mourront. » (*Le Ménagier de Paris*, éd. des Bibliophiles français, t. II, 1846, in-8, p. 50.)

(7) Tous les renseignements rassemblés ici sur la première loi d'échenillage viennent d'un dossier réuni par le procureur général du parlement de Paris, Guillaume-François Joly de Fleury, actuellement *Bibl. nat.*, ms. coll. Joly de Fleury, t. 113, dossier 1043, ff. 325 et s. — Cf. aussi *Arch. nat.*, A D I, 23 B, plac. impr. des ordonnances et arrêts d'échenillage de 1732, 1738, 1744 ; — *Arch. de l'Hérault*, c. 2063 ; — L. DUTIL, *État économique du Languedoc sous l'ancien régime*, 1913, in-8, pp. 99-100.

(8) Les plus dangereuses espèces de chenilles sont les tordeuse et fileuse du pin, la noctuelle, la processionnaire, la pudibonde, la spongieuse, la hiemale, la défeuillante, le ver coquin, etc. (Voir RATZBURG, *Nouveau manuel du destructeur d'animaux nuisibles*, trad. Corberon-Boisduval, 1847, in-18 [Manuel Roret]).

Les agriculteurs signalèrent le danger, particulièrement pressant en Normandie, Maine, Bourgogne, Sologne, Languedoc, Brie et dans la vallée de Montmorency (9), près de Paris. Ils craignaient avec raison qu'après un hiver doux, mais sec, les averses printanières ne fussent pas assez abondantes pour détruire les nids de leurs ennemies et que les chenilles, à peine écloses, et après avoir dépouillé les bois de leurs jeunes feuilles, ne vinssent s'attaquer aux vergers et potagers, puis aux vignes et aux blés. Cette dévastation était d'autant plus dangereuse que, selon eux, ces animaux étaient venimeux, causaient à tous ceux qui les touchaient ampoules et enflures (10), et empoisonnaient les bestiaux pâturent dans les prairies.

Le péril pressait. Aussi les intéressés s'adressèrent-ils, en dernier ressort, aux autorités, pour obtenir des règlements qui permettraient de combattre le fléau, en échenillant arbres et haies (11).

En effet, « le propriétaire, amoureux de son jardin et des fruits, qu'il cultivait avec soin, aurait bien eu l'attention de détruire cet ennemi domestique, qui a déjà fait un tort considérable à ses arbres ». Malheureusement cette vigilance individuelle ne pouvait suffire. Car, si un voisin négligent ne prenait pas les mêmes précautions, le cultivateur travailleur ne tardait pas à voir sa propriété envahie, et perdait ainsi tout le fruit de son labeur, sans être récompensé d'un travail devenu par cette non-réussite d'autant plus pénible.

De plus, il était pratiquement impossible, semblait-il, d'écheniller les arbres élevés, ainsi que les taillis, les bois et les forêts (12).

Mais, de toutes façons, les agriculteurs avaient intérêt à obtenir une loi générale qui obligerait strictement tous les intéressés à se livrer à cette utile opération, et, pour atteindre ce but, il fallait obtenir des membres du parlement un arrêt, dont le texte,

(9) Dès le XVIII^e siècle, cette région était le centre d'une exploitation intensive. M. KOVALEWSKY, *La France économique et sociale à la veille de la Révolution : les campagnes*, 1909, in-8, p. 337.

(10) Ms. cité, ff. 314, 321, 336.

(11) Dans son rapport (même ms., f. 314), le procureur général déclare qu'il était « du devoir de son ministère de recourir à l'autorité de la cour pour réveiller l'attention de ceux qui négligeraient de prévenir ce fléau, exciter la vigilance des officiers et prononcer des peines contre les paysans qui refuseraient de contribuer à un travail également intéressant et pour eux et pour le public ».

(12) Le perfectionnement de l'échenilloire permettait cependant d'atteindre plus aisément les hautes branches : il était proposé d'exiger des communautés des paroisses de posséder un de ces instruments, dont les habitants useraient à tour de rôle. L'échenilloire existait dès le XVI^e siècle : « Si vous voyez des poup[e]s, berceaux et bouchons de chenilles, ostez-les avecques les chenillières, avant qu'elles soient escluses. » (LIÉBAULT, *Maison rustique*, 1597, in-8, p. 486.)

envoyé aux curés des paroisses, serait publié aux prônes. Ainsi la mesure pourrait être prise partout au moment propice et fixé. Le contrôle serait aisément fait par chacun des syndics locaux et un procès-verbal, rédigé par cet officier, permettrait de signaler les négligences des récalcitrants et de faire prendre rapidement les mesures de punitions, prévues et justes.

Même si cette mesure ne donnait pas un résultat vraiment définitif, elle aurait du moins l'avantage de calmer « l'alarme publique, l'inquiétude générale, qui était toujours un mal réel ». Mais ce but psychologique ne pouvait être atteint que par un règlement officiel, une véritable loi, et non par des prescriptions locales, à effets trop limités.

Dès 1731, en effet, le lieutenant de police de la capitale, René Hérault, avait publié un acte de ce genre pour prescrire la destruction des insectes dans les jardins et les allées de Paris et de ses environs. Le prévôt des marchands avait fait appliquer cette mesure pour les arbres des boulevards et des remparts ; le gouverneur de l'Orléanais, A.-A. de Pardaillan, duc d'Antin, avait fait écheniller les petits arbustes des rues et allées et même quelques grands chênes. Ces précautions n'avaient d'ailleurs pas empêché tous les ravages des chenilles (13).

L'exemple avait été suivi dans certaines généralités. Les membres du parlement de Rouen avaient ordonné par arrêt la pratique de l'opération, prétendait-on. Mais cette affirmation n'était pas exacte. Certains magistrats étaient opposés, en effet, à l'intervention des gouvernants en cette question par actes législatifs. Ils prétendaient que les intéressés accompliraient d'eux-mêmes un travail profitable (14), et de plus, fatalistes, insistaient sur l'impossibilité d'un échenillage complet ; d'après eux, il était meilleur de s'en remettre entièrement à la Providence !

Mais les adversaires de cette théorie répliquaient avec bon sens qu'il était préférable d'essayer de combattre le fléau que de se croiser les bras, en une résignation quelque peu islamique. Certes, le remède était difficile à trouver (15). Mais il fallait employer successivement tous les moyens de protection possibles : « C'est une consolation de n'avoir pas de reproches à se faire et d'avoir tout tenté pour éviter un désastre (16). » Et la seule méthode à

(13) Une mesure analogue fut prise, en effet, dans la généralité d'Alençon, par l'intendant L.-F. Lallemand de Léviguen, qui refit des prescriptions analogues en 1732. (*Arch. de l'Orne*, C. 1103 ; — L. DUVAL, *Les Mémoires sur la généralité d'Alençon de Lallemand de Léviguen*, 1910, in-8°, p. 19.)

(14) Ms. cité, f. 321.

(15) « Le remède à un mal si universel ne paraît pas facile. » (Ms. cité, f. 315.)

(16) « Les difficultés, écrivait Joly de Fleury, ne doivent pas empêcher de chercher à prévenir le mal ou à le combattre. » (*Id.*)

employer consistait « à ôter des arbres les bourses où étaient enfermées les chenilles et ensuite à brûler les nids ».

Il fallait donc « obliger les bourgeois et les habitants des lieux où ces insectes se manifestaient à faire cette opération par eux-mêmes ou avec l'aide de domestiques ou de gens préposés à ce travail ». Mais cette loi suffisait-elle ? En effet, « si les propriétaires ont intérêt à défendre les arbres et les haies de leurs domaines, ainsi que leurs fruits, leurs vignes et leurs blés,... un habitant pauvre peut avoir à lui un massif dont l'échenillage exigerait plusieurs journées de travail, sans profits directs pour lui ».

D'autres villageois, ne possédant pas de jardins, n'auraient aucun travail à faire et profiteraient de la peine des autres. L'ouvrage devait donc être imposé à tous les habitants sans distinction, puisqu'il étaient tous intéressés à l'abondance des récoltes en empêchant de toute façon les menaces de disette et de famine (17).

Cependant, le législateur devait distinguer entre les possesseurs de jardins, clos de murs ou de barrières, les tenanciers de vignes, également entourées de haies, et enfin les propriétaires de petits buissons séparant des cultures.

Les premiers devaient être astreints absolument à l'échenillage par leurs propres moyens, et à leurs frais ; ils ne pouvaient recourir à aucun prétexte ou excuse pour remettre une opération qui était profitable à eux-mêmes avant tout. Il en était de même pour les villageois qui possédaient des vignobles (18). La dernière catégorie pouvait arguer de bons motifs pour se dispenser du travail : les propriétaires de haies nombreuses répandues par les terres labourables ne pouvaient en effet se charger d'accomplir par leurs seules forces un travail si long ; dans ce cas, les officiers municipaux devaient obliger tous leurs administrés à participer, en une corvée d'un nouveau genre, à cette opération.

Mais la mesure prise pouvait-elle s'appliquer aux arbres des bois et des forêts ? Des difficultés se présentaient pour l'exécution. Car il y avait impossibilité absolue d'entreprendre un nettoyage complet, d'autant plus que, dans les grands massifs d'arbres, « les chenilles n'étaient pas de conséquence, elles se portaient rarement hors des bois » (19). De plus, les pays forestiers n'ont

(17) Voir sur la question des disettes : P.-M. BONDOIS, *La misère sous Louis XIV : la disette de 1662, 1924*, in-8° (extr. de la *Rev. d'Histoire sociale et économique*) ; — G. GIRARD, *La misère en 1699* (dans *Feuilles d'Histoire*, 1922, in-8°) ; — G. MARTIN, *Les famines de 1699 et 1709* (dans *Bulletin du Comité des travaux historiques : sciences sociales*, 1908, in-8°) ; — A. FEILLET, *La misère pendant la Fronde et l'œuvre de saint Vincent de Paul*, 1862, in-8°.

(18) L'importance de la question de la vigne vient du grave danger que constituait le « ver coquin ».

(19) Il fallait distinguer donc en ces cas différents : somme toute, l'échenillage ne pouvait être exigé que pour les haies, les arbres à fruits, les clo-

pas en leur voisinage des vignes et des terres cultivées. Il fallait donc se résigner à n'écheniller que quelques petits bouquets et remises pour la chasse.

Pour les haies, les prés et les clos avec arbres fruitiers, le travail pouvait s'opérer soit par les soins des propriétaires, soit par une corvée générale.

La question qui se posait pour les bordures des chemins était complexe (20). Ces arbres, s'ils étaient de petite taille, rentraient aisément dans la catégorie des haies, mais il n'en était pas de même pour les grands chênes, ormes ou peupliers (21). Dans ce cas, l'échenillage ne pouvait s'opérer.

Il semblait, en résumé, inutile de donner des lois strictes et nettes pour faire dresser les rôles des paysans astreints à cette corvée, pour indiquer les jours fixés pour l'opération, la surveiller et en constater les résultats. Les arrêts pris ne pouvaient donner tous les détails, et les « syndics » des localités intéressées devaient avoir toute latitude pour assurer au mieux les mesures de protection et de destruction.

Pour parvenir au meilleur résultat par la méthode la plus efficace, il ne fallait pas se contenter d'enfouir en terre les œufs, retirés par l'échenillement, mais « le parti le plus sûr, le plus prompt et le moins sujet à dépenses était de brûler les bourses (22) amassées en tas ». Mais ces feux devaient être allumés sur les places publiques ou, mieux, dans des endroits dénudés, loin des bois, des bruyères, des landes, pour éviter les contacts des herbes, des maisons, et par conséquent de graves périls d'incendie (23).

L'arrêt à rédiger, en ces conditions, devait donc être à la fois précis et général. Pour atteindre le but proposé, divers textes furent successivement soumis aux membres du parlement et discutés (24). Ces projets insistaient sur les visites des commis-

series, les jardins, les vignes, les cultures, les bordures des grands chemins et tous les arbres peu élevés.

(20) Voir sur ces arbres « utiles au service de l'Etat et agréables au voyageur », M. PERROT, *Dictionnaire de voirie*, 1782, in-4°, p. 18.

(21) Il en était de même pour les grands arbres qui se dressaient au coin des haies ou dans les prés dans certaines provinces, comme la Normandie, par exemple.

(22) Cf. le rapport de Joly de Fleury, déjà cité.

(23) A cet égard, d'après le procureur général, les échenilleurs devaient respecter les prescriptions de la déclaration du 13 novembre 1714 pour les brûlements de mauvaises herbes, dans des lieux « où les maisons, haies, buissons, moissons, ne couraient aucun danger ».

(24) Cf. un projet dans le manuscrit cité, f. 280. L'échenillage devait être opéré à peine de trois livres d'amende pour tout propriétaire, fermier ou vigneron qui n'obéirait pas à l'ordre donné et ne ferait pas soigneusement nettoyer les arbres, buissons, etc., situés dans les jardins, enclos, vignes et autres héritages, ainsi que les haies de clôture. Ce texte énumérait les différentes catégories d'arbres à nettoyer par des corvées générales. Certaines classes sociales (ecclésiastiques, seigneurs des paroisses, juges, procureurs fiscaux, syndics, collecteurs des impôts) étaient déclarées exemp-

saires, désignés pour vérifier le travail et frapper d'amendes fortes jusqu'à vingt livres les paysans récalcitrants ou négligents, ainsi que sur le rôle du « dixenier », élu par l'assemblée de la communauté pour présider à l'opération et en être responsable.

Devant les difficultés, le procureur général voulut consulter les juges locaux et les subdélégués provinciaux pour prendre à bon escient une décision définitive qui, du fait de ces consultations, aurait plus de poids.

Dès 1730, d'ailleurs, certains de ses officiers avaient attiré l'attention des parlementaires sur ce problème.

Le subdélégué de Langres (25), Nicolas Philpin, signalait dès lors l'existence d'ordonnances rendues par le duc de Lorraine et demandait à Joly de Fleury d'approuver les ordres donnés par lui dans l'élection (26).

En février 1731, l'intendant de la généralité d'Alençon, Louis-François Lallemant de Léviguen, ordonna aussi l'échenillage dans la généralité (27). « Les brouillards de décembre, spécifiait-il pour expliquer sa conduite, ont couvert les arbres d'une quantité prodigieuse de toiles d'araignées et de chenilles. Ces insectes, réchauffés, au printemps, par les rayons du soleil, sortiront des toiles qui les renferment, se répandront sur les arbres fruitiers et en dévoreront complètement les boutons et les fleurs. »

Mais ce fut en l'hiver de la fatale année 1732 que la correspondance sur les méfaits des chenilles devint importante. Le procureur général avait demandé des précisions dans toutes les provinces (28) ; les fonctionnaires, généralement zélés, lui répondirent en lui signalant partout le danger pressant.

De Castres (29), c'est Fontaine de Mordoisy (30) qui signale la multiplicité des « poupées » de chenilles, et prédit « la mort » des arbres, l'empoisonnement des prés et des bestiaux : il réclame des ordonnances comme venaient de faire, à l'autre extrémité du pays, les membres du parlement de Normandie.

Le spécialiste Anne Lecler du Brillet avait fait des recherches dans les registres du Châtelet (31) et du parlement et n'avait trouvé

(25) Haute-Marne, chef-lieu d'arrondissement.

(26) Lettre du 12 octobre, ms. cité, f. 266.

(27) Texte impr. dans ms. cité, f. 268. A ce sujet, voir le travail de L. Duval, cité.

(28) Voir lettres du 1^{er} janvier aux membres du parlement de Rouen, au lieutenant de police (ms. cité, f. 273 et s.). Il s'était aussi adressé à Anne Lecler du Brillet, procureur du roi en l'Amirauté, rue de Grenelle-Saint-Honoré, chargé de continuer le grand *Traité de la police* de N. Delamare, et qui lui répondit qu'il n'avait trouvé aucun texte relatif à l'échenillage dans les registres du parlement et du Châtelet : *Bibl. nat.*, ms. franç. 21629, f. 20 et s.) Ce spécialiste signalait les mesures prises par le duc d'Antin. (Cf. plus bas, note 31.)

(29) Tarn, chef-lieu d'arrondissement.

(30) Lettre du 6 janvier (ms. cité, f. 271).

(31) Lettre du 19 janvier (ms. cité, f. 275).

nulle part de lois d'échenillage (32). Mais il notait qu'en certains lieux, en Bourgogne entre autres, l'opération était pratiquée pour sauvegarder les vignes ; et à Paris même, comme nous l'avons indiqué, le duc d'Antin avait fait nettoyer certaines allées de la capitale.

M. de Missy, à Rouen, était opposé à la reddition d'un arrêt. D'après lui, il n'y avait qu'à s'en remettre à Dieu et à attendre ses secours, car les règlements et les déclarations ne pouvaient donner de résultats. Ainsi, l'intendant d'Alençon avait échoué en essayant de combattre le fléau. En effet, dans sa généralité, des fermiers avaient fait de gros efforts sans en être récompensés et n'avaient pas recueilli une pomme, tandis que d'autres, qui n'avaient pris aucune précaution, avaient profité de belles récoltes (33).

Par contre, à la même époque, Nicolas Philpin écrivait à nouveau de Langres pour réclamer une réglementation et espérait pouvoir compter sur l'effet et la collaboration des propriétaires de jardins et de cultures menacées (34). René Hérault, le lieutenant de police de la capitale, partageait le même avis (35). Mais, pour lui, le législateur devait avoir confiance dans les jardiniers, et il n'était pas partisan d'un arrêt quelconque.

De Guignes-en-Brie (35), le sieur Jacob demandait au contraire une intervention très nette (36). Cet officier municipal avait, dès 1731, prescrit « d'ôter tous les toupets des chenilles ». Mais certains des administrés n'avaient pas exécuté leur travail. Aussi, les ravages des insectes s'étaient multipliés et les conséquences des négligences se précisaient déjà, car l'on pouvait craindre la perte totale de la récolte de l'année.

Il n'y avait plus à hésiter. Les membres du parlement rendirent le 4 février (37) un arrêt qui ordonnait aux propriétaires,

(32) Il n'y a aucune indication de ce genre, d'ailleurs, dans le grand recueil de FONTANON, *Les Edits et ordonnances des Rois de France*, 1611, 3 vol. in-fol. Les statuts des jardiniers n'en parlent pas non plus.

(33) Ms. cité, f. 277. Cf. extraits de ces statuts, 1573, in-4, *Bibl. nat.*, 4° fm. 25025. A ce propos, le correspondant du procureur insistait sur le rôle du vent dans la transmission des chenilles.

(34) Lettre du 23 janvier, ms. cité, f. 278.

(35) Seine-et-Marne, arrond. de Melun, canton de Mormant.

(36) Lettre du 25 janvier, ms. cité, f. 283.

(37) *Impr.* dans *Bibl. nat.*, ms. cité, f. 285 ; *Id.*, franç. 21629, fol. 22, 25 ; *Arch. nat.*, AD I 23 B, n° 1. Cf à ce sujet les considérants déposés par Joly de Fleury et qui constituent un bon résumé de la question, en même temps qu'un plaidoyer pour justifier la décision de la cour (ms. cité, f. 314 et s.). Le procureur déclarait que les résolutions finales devaient être adaptées aux circonstances locales : ce n'était donc pas un règlement général qui était donné, car un tel acte ne pouvait prévoir les nombreux cas particuliers qui pouvaient se présenter ; il était permis à chaque juge municipal de prendre des dispositions spéciales pour faire de l'échenillage une mesure effective et utile.

fermiers, locataires ou autres possesseurs de terres d'écheniller dans la huitaine les arbres qui existaient sur leurs héritages, domaines, propriétés, cultures, jardins, à peine de trente livres d'amende, avec responsabilité pleine et entière pour les dommages et intérêts que pourraient réclamer des voisins lésés. Les « bourses et toiles », retirées des branches, haies, buissons, taillis, devaient être brûlées sur les champs dans un lieu isolé « où il n'y aura aucun danger de communication du feu », c'est-à-dire à plus d'un quart de lieue des maisons, des bois, des landes, des bruyères, etc.

Cet arrêt fut en général bien accepté, surtout dans les régions où des mesures analogues étaient prises depuis quelque temps par les officiers locaux. Le lieutenant de police d'Orléans, Georges Vandebergue, l'approuva immédiatement (38). Il en fut de même à Châlons-sur-Marne (39), à Langres (40) et à Vertus (41).

Dans quelques centres, cependant, les fonctionnaires, tout en acceptant avec obéissance les ordres donnés, formulèrent quelques objections. Le substitut de Romorantin (42), par exemple, fit observer — ce qui avait été d'ailleurs répété bien des fois — qu'il ne pouvait faire appliquer la mesure pour les bois taillis et les hautes futaies (43).

Le même raisonnement fut tenu par les sieurs Farjonel, de Moulins (44), et Levasseur, de Fresnay-le-Vicomte (45).

Quelques administrations municipales, comme celle de Gien (46), firent des difficultés pour recevoir et enregistrer l'arrêt. Non loin de là, à Pithiviers, la résistance opposée par les habitants fut forte à cause de la prédominance des bois autour de la ville (47). Le procureur fiscal Perret insiste sur l'impossibilité de l'exécution. A Orléans aussi, le substitut Cauvret se heurta « au refus des particuliers », mais il s'engagea cependant à faire

(38) Ms. cité, f. 287.

(39) Lettre de Le Pelletier de Beaupré, 8 février 1732 (ms. cité, f. 307).

(40) Lettre de Philpin, 19 février (*id.*, f. 305).

(41) Marne, arrond. de Châlons, chef-lieu de canton. Lettre de Drouen (?) du 20 février (*id.*, f. 308).

(42) Loir-et-Cher, chef-lieu d'arrondissement. Lettre du 25 février (*id.*, f. 289).

(43) Dans certains pays, l'arrêt ne fut pas exécuté. C'est le cas de Mortagne (Orne, chef-lieu d'arrond.), où M. de Puisaye réclamait en vain la mise en pratique de la loi. Lettre du 24 février (ms. cité, f. 274).

(44) Ms. cité, f. 292.

(45) Fresnay-le-Vicomte, Sarthe, arrond. de Mamers, chef-lieu de canton. Lettre du 1^{er} mars 1732 (ms. cité, f. 291).

(46) Loiret, chef-lieu d'arrondissement. Lettre du lieutenant général Bonnardel, du 27 février (ms. cit., f. 293).

(47) Loiret, chef-lieu d'arrondissement. Lettres de Perret du 11 mars (ms. cité, ff. 297-299). D'après ce correspondant, aucune mesure prise ne pouvait être efficace. Il fallait attendre la pluie. Cependant, Perret ferait respecter l'ordonnance, car sa charge était de « veiller à l'intérêt public ».

écheniller les bouquets d'arbres, les vignes, les closieries, les petits bosquets et les allées de charmes (48).

A Epernay (49), la mesure fut aisément adoptée, car des ordres spéciaux de l'intendant, rendus depuis plusieurs années, avaient accoutumé la population à l'opération. Mais, malgré la bonne volonté et le zèle de tous, « les efforts restaient infructueux : les forêts étaient infectées ». En 1731, « rien n'y avait paru de vert, et pour l'année courante, à la suite d'un hiver trop doux, les arbres étaient couverts de nids de chenilles, que le vent emportait sur des cultures parfois éloignées des bois ».

A Baugé (50), par contre, « les paysans obéissaient peu » à l'ordre donné. Ils estimaient l'opération peu utile et craignaient qu'elle ne coûtât fort cher pour ne rien leur rapporter, et ils objectaient les difficultés à surmonter pour atteindre aux branches élevées « les bobines où étaient enfermées les dangereuses larves ». Devant cette attitude, le substitut Colson demandait la permission de recourir aux maréchaussées et déclarait qu'il fallait que dans chaque paroisse le syndic fût tenu de déclarer les noms des récalcitrants.

Enfin, Davioud, procureur fiscal du comté de Saint-Fargeau (51), qui venait de publier l'acte rendu par le parlement, faisait remarquer qu'il était presque impossible d'obtenir des résultats, car « les haies étaient fortes comme des remparts », et la multiplicité des terres vagues et des réserves de hauts chênes empêchait aussi d'atteindre aux résultats désirés.

Ainsi la décision de février 1732 fut appliquée de manière assez générale, mais elle ne donna que des résultats approximatifs.

Elle constituait cependant un progrès. Aussi fut-elle renouvelée. Des mesures pour l'échenillage furent prises en effet le 2 mars 1738 (52) et le 1^{er} mars 1744 (53). Dans ces textes, les fonctionnaires montraient l'intérêt et l'importance de l'opération; ils dénonçaient le mauvais vouloir et l'apathie de certains agriculteurs et proclamaient qu'il fallait sans plus tarder ôter tous

(48) Lettre du 4 mars (ms. cité, f. 295). Le 9 mars suivant, le nommé Legrand insistait sur les plaintes des propriétaires de bois et proposait des mesures transitoires pour ne faire écheniller que les petits bouquets de bois d'un arpent au plus, et situés près des terres cultivées (*id.*, f. 310).

(49) Marne, chef-lieu d'arrondissement. Lettre du 9 mars du sieur Collet (ms. cité, f. 303).

(50) Maine-et-Loire, chef-lieu d'arrondissement. Lettre de Colson du 12 mars 1732 (ms. cité, f. 301).

(51) Yonne, arrondissement de Joigny, chef-lieu de canton. Lettre du 15 avril (ms. cité, f. 312).

(52) Ordonnance de l'intendant de Paris L.-A.-A. de Harlay pour faire écheniller les haies, jardins et héritages des paroisses de la généralité, 2 mars 1738. (Plac. impr. dans ms. cité, f. 341. *Arch. nat.* AD I 23 B, n° 2. Cf. sentence de police du 16 mai dans *Bibl. nat.*, ms. franç. 21629, fol. 25 et 28.)

(53) Ordonnance de l'intendant Paul Feydeau de Brou, 1^{er} mars 1744. (Plac. impr. dans ms. cité, f. 343. *Arch. nat.* AD I 23 B, n° 3.)

les nids des chenilles des haies, chemins, rues de villages et de bourgs, enclos, jardins, et les brûler, à peine de cinquante livres d'amende.

L'échenillage était donc, dès alors, une obligation stricte. Depuis, sous les différents régimes qui ont présidé à la direction de la France, des lois et arrêtés ont continué à le prescrire. La mesure est insuffisante, puisqu'elle doit être toujours pratiquée. Mais c'est la seule à laquelle on puisse encore recourir, et depuis deux siècles déjà, c'est la seule qui soit pratiquée. Il était donc curieux de relater les raisons et les circonstances qui ont contribué à l'élaboration de la première ordonnance de ce genre.

Cette étude permet de rendre hommage aux vigilants intendants de certaines provinces agricoles, car ce sont eux les vrais auteurs de cette décision. Il faut souhaiter que leurs lointains successeurs actuels, — les préfets, — aidés par les progrès des connaissances chimiques, parviennent à faire une guerre plus redoutable encore aux animaux ennemis des cultures, et à détruire sinon complètement, tout au moins de façon sensible, les insectes nuisibles, dont les méfaits, même fortement réduits, entravent encore le travail acharné de l'agriculteur et empêchent le villageois de recueillir toujours le fruit de sa peine.

PAUL-M. BONDOIS.

L'APPROVISIONNEMENT EN PAIN DE PARIS AU XVIII^e SIÈCLE ET LA QUESTION DE LA BOULANGERIE ⁽¹⁾

par LÉON CAHEN

Docteur ès lettres, Agrégé de l'Université

Au XVIII^e siècle, plus encore que de nos jours, le pain constitue l'aliment essentiel des Parisiens. Les riches, qui mangent de la viande, du poisson, des œufs, des entremets, en consomment beaucoup, tant pour leur domesticité que pour eux-mêmes; les petites gens n'ont souvent pas d'autre nourriture. Les statisticiens de l'époque s'accordaient à penser que la ration moyenne du travailleur adulte approchait de trois livres, celle du bourgeois de deux, celle de l'enfant de une et demie, et les comptes qui nous sont parvenus confirment dans l'ensemble ces évaluations. Toutefois ces moyennes pèchent par un point capital; elles identifient des produits qui ne sont pas de même qualité. On fabriquait, en effet, à Paris, sans parler des petits pains mollets, à la Reine, etc., véritables friandises de luxe, trois sortes courantes de pains : blanc, bis-blanc et bis. Le premier, fait avec la fine fleur, était le meilleur, il ne prenait à peu près que la moitié de la farine. Avec le gruau remoulu et les recouettes, on obtenait à peu près en quantités égales le bis-blanc ou pain bourgeois, et le bis. Il existait naturellement entre ces trois espèces une différence de prix appréciable. Quand le blanc, à Paris, coûtait 2 sous le pain, le bis-blanc se vendait 1 sou 6 deniers et le bis 1 sou (avril 1721). Aussi le premier était-il réservé aux riches; le second, comme son nom l'indique, aux classes moyennes; le dernier, à la population la moins fortu-

(1) Ces pages sont extraites du premier chapitre d'un livre qui paraîtra bientôt, sur les conditions de vie de la population parisienne au XVIII^e siècle. On a jugé opportun de ne pas allonger l'article par des références précises : les sources utilisées sont, outre les imprimés de l'époque (*Traité de la Police, Dictionnaires des Sciences, du Commerce, etc.*), les documents de la collection *Joly de Fleury* (Bib. Nat.), des *Archives de la Bastille* (Arsenal), les registres conservés à la Bibliothèque de l'Institut, les états dressés pour l'établissement de la taille tarifée aux archives de Seine-et-Oise.

née. Mal résigné à se contenter des variétés inférieures, le peuple exige du moins qu'on les lui fournisse de bonne qualité, à bon prix et en quantité suffisante. Il se montre difficile et soupçonneux sur la valeur du produit : non seulement il le veut de bon goût, bien cuit, sans grumeaux, mais il répugne à l'emploi des succédanés ; le pain de seigle ou d'orge, que les paysans de certaines provinces consomment d'ordinaire, le dégoûte : le riz, qui blanchirait la pâte, le révolte : le pain doit être de pur froment et de couleur claire. Aussi la masse des Parisiens incline-t-elle à voir partout la fraude, les manœuvres criminelles ; le boulanger passe aisément pour un fripon qui veut s'enrichir en trompant ses clients sur le poids, ou un bandit qui empoisonne le public par des mixtures coupables. D'autre part, le peuple n'entend pas se restreindre ; il réclame impérieusement sa ration journalière, et cela signifie que le prix du pain ne doit pas monter sensiblement. Comment, avec un gain inférieur à vingt sous, le travailleur pourrait-il autrement se procurer les miches indispensables à sa nourriture et à celle de sa famille ? « Le prix du pain est raisonnable, trouve-t-on dans les papiers Joly de Fleury, quand le plus beau vaut 3 sous, le pain du paysan 1 sou, et le moyen 18 deniers ». Sans doute le problème n'est point particulier à la capitale : il suffit de parcourir les documents publiés pour constater que, dans toute la France, il se pose de la même façon, avec la même acuité ; nous avons eu occasion jadis de montrer comment, au milieu du siècle, il provoqua dans la vallée du Rhône la formation d'une garde nationale et une entente des trois ordres. Il faut de plus en plus s'habituer à cette idée que les faits dénommés « révolutionnaires » sont parfaitement normaux et permanents avant 1789. Toutefois, l'importance, la motilité de la population rend à Paris la question plus angoissante et plus grave. Si les pouvoirs publics n'y veillent, c'est, avec la famine, la révolution ; et l'organisation de la boulangerie à Paris prend, dans ces conditions, une importance qu'elle n'a pas ailleurs. Comment le travailleur se procurera-t-il son pain quotidien ?

**

Les Parisiens n'avaient pas tous recours aux boulangers, et l'on peut estimer, par l'importance des grains importés ou achetés en dehors de ceux-ci, qu'à la fin du xvii^e siècle, un tiers au moins des habitants cuisaient chez eux. C'est d'ailleurs pour faciliter l'approvisionnement de ces particuliers qu'on avait interdit aux boulangers parisiens d'acheter blés ou farines dans un rayon de huit à dix lieues et de travailler dans leurs fours plus d'une quantité déterminée de céréales. Toutefois, à en juger par les documents, la pratique n'a pas cessé, au cours du

siècle, de se restreindre, et on le comprend fort bien. La difficulté de se procurer du bois, de la farine convenable, s'est accrue ; avec les progrès de la richesse, le goût du pain frais s'est développé. Un fait est révélateur. Dans les inventaires des hôtels seigneuriaux qui nous sont parvenus, on voit de plus en plus rarement figurer les ustensiles nécessaires à l'opération ; dans les devis de réparation des cuisines, aucune mention du four. Et bien des Parisiens, faisant venir leurs grains de leurs propres domaines ou les achetant aux marchés, s'adressent, leurs lettres en font foi, aux professionnels pour obtenir le pain nécessaire. Même certaines communautés ont suivi le mouvement. En tous cas, et quel que soit le nombre des habitants cuisant eux-mêmes, on peut affirmer que les pauvres gens n'en faisaient guère partie : leurs logements étaient trop exigus, leurs ressources trop faibles, pour avoir le matériel nécessaire : ainsi, pour la masse du peuple, c'est la boulangerie qui assure le ravitaillement en pain.

Mais ici gardons-nous soigneusement d'une confusion trop accréditée. Dire que la population de Paris *reçoit* son pain *des boulangers*, cela ne veut pas dire le moins du monde, ni qu'elle *va le chercher dans les boulangeries*, ni qu'elle *l'achète toujours aux boulangers parisiens*. Le pain qui se vend dans la capitale y est importé en partie des faubourgs et de la banlieue ; il est parfois pris dans les boutiques, parfois — rarement d'ailleurs et seulement pour les espèces de luxe — livré à domicile ; le plus souvent, il est débité dans les marchés. Pour comprendre cette organisation industrielle et commerciale, si différente de nos mœurs actuelles, pénétrons plus avant dans le détail, et considérons successivement chacune de ces catégories d'exploitants.

1° *Maîtres parisiens*. — Il est difficile de préciser leur nombre, qui a dû varier selon les moments, bien que le métier fût une corporation jurée : les documents l'évaluent généralement entre 200 et 250. Nous en trouvons surtout au voisinage des Halles (rues au Maire, Béthizy, Coquillière, du Bouloi, Beaubourg, Saint-Denis) ; il en existe quelques-uns sur la rive gauche, au voisinage du fleuve. On s'aperçoit vite que leur distribution fort irrégulière n'offre de corrélation avec aucun élément géographique ou démographique. Il n'est guère aujourd'hui d'ilot qui n'ait sa boulangerie : les quartiers pauvres sont au moins, de ce chef, aussi bien pourvus que les riches. Il n'en était pas de même autrefois : certaines rues, fort importantes et longues, en manquent tout à fait, comme certains secteurs fort miséreux (1). D'autre part, ces patrons ne semblent pas outillés pour satisfaire

(1) Par exemple la paroisse Saint-Paul.

aux besoins d'une importante clientèle. On les divisait souvent en deux classes, d'après l'importance et la nature de leur production ; mais la plupart des boulangers étaient rangés dans la deuxième classe, et ceux qui travaillaient jusqu'à quatre muids par semaine n'étaient pas encore de gros fabricants. Dans un mémoire de 1765, la corporation soutient que ses membres ne consomment guère en moyenne plus d'un setier par jour, et les relevés très précis que la bibliothèque de l'Institut possède pour 1726 confirment leurs assertions. Seuls les maîtres qui fournissent les communautés et des marchés dépassent ce chiffre, de peu pour la plupart ; or, un setier de blé passe pour donner 200 à 250 livres de pain : ce sont donc de petits ateliers, incapables de suffire à la demande, dans les moments de presse ; et, sous la Révolution comme avant 1789, cette incapacité sera facilement interprétée comme de la mauvaise volonté. En réalité, le boulanger parisien dessert presque exclusivement la classe riche. Sa fonction essentielle est de fabriquer le pain de luxe ou les petits pains dont nous avons parlé. Il tend à interpréter les statuts de la corporation comme l'investissant à cet égard d'un véritable monopole ; il demande — et il obtient souvent — que l'autorité punisse sévèrement les tentatives de ses concurrents pour usurper ses privilèges (vente du pain mollet, livraison à domicile du pain blanc). L'interdiction, dans les moments de disette, de cuire les variétés fines, sur lesquelles il gagne comme poids et comme prix, le lèse au plus vif de ses intérêts, et il s'attache — fait qui n'est point inconnu de nous — à ménager sa clientèle riche en tempérant pour elle la rigueur des édits.

2° *Les faubourgs.* — Paris vit donc de la région qui l'entoure. Des faubourgs d'abord. Il y a là quelque 300 patrons en titre, auxquels il faut ajouter les « prétendus privilégiés » de Saint-Antoine et les 16 fournisseurs brevetés de la cour. Un relevé du milieu du siècle donne la statistique suivante : 54 faubourg Saint-Germain, 15 faubourg Saint-Jacques, 1 faubourg Saint-Victor, 27 faubourg Saint-Honoré, 18 faubourg du Temple, 69 faubourg Saint-Laurent, 39 faubourg Saint-Denis, 4 (ordinaires) faubourg Saint-Antoine, 50 à Vanves. Il ne faut pas se fier absolument à lui : des états fragmentaires, dressés avec précision, ne coïncident pas tout à fait avec ces chiffres : on peut toutefois considérer ceux-ci comme une approximation suffisante. Les fournitures de ces boulangers suburbains sont fort irrégulières et dans l'ensemble médiocres. Si certaines firmes travaillent jusqu'à trois setiers de grains par jour, la plupart n'en consomment qu'un, et les caractéristiques de leur activité sont identiques à celles que nous avons indiquées plus haut pour la ville. Cette division excessive de la production tient en partie à ce que le métier est libre en ces parages, et peut-être à l'insuffisance des capitaux ; mais il semble y avoir

aussi une raison d'ordre familial. Il est frappant d'avoir à relever, dans les mêmes quartiers, des noms identiques, par exemple aux Porcherons, veuve Lefèvre, Jean Lefèvre, Vincent Lefèvre ; ailleurs plusieurs Thivet, plusieurs Fleury. Ces boulangers alimentent la population suburbaine, particulièrement certaines puissantes communautés monacales, qui expliquent leur activité spéciale. Mais ils vivent également de la vente qu'ils font aux Parisiens d'une part importante de leur cuisson. Voisins et concurrents des boulangers de la ville, ils voudraient se fondre avec eux, vendre et livrer à domicile le pain blanc frais, les petits pains. Cette rivalité s'est traduite par de curieux procès qu'il serait trop long de résumer ici.

3° *Les forains*. — Boulangers de Paris et boulangers des faubourgs ne pouvant, même à eux tous, assurer à la capitale la provision de pain qui lui est nécessaire, un troisième élément doit intervenir : la banlieue. Son importance est marquée par le total des forains qui viennent régulièrement à Paris ; 850 d'après la statistique qui nous a déjà servi. Les forains sont ainsi plus nombreux que l'ensemble des deux catégories étudiées jusqu'ici. Les indications officielles ne laissent aucun doute sur la valeur de cette coopération de la campagne au ravitaillement de la grande ville. On comptait en 1726, aux Halles, près de 100 forains ; et ce chiffre, semble-t-il, n'a cessé d'augmenter. La zone qui nous intéresse est d'ailleurs fort vaste ; elle comprend des localités relativement éloignées, comme Versailles, Luciennes, Rocquencourt, Saint-Germain, Nanterre, Rueil, Stains, Goussainville, Arnouville, Bonneuil, Roissy, Verrières, Limours, Montlhéry. Entre toutes, il faut en signaler une, à laquelle l'activité et la réputation assurent dans l'estime des contemporains une place à part, Gonesse. Située dans une plaine riche qui passait pour produire le meilleur blé de l'Ile-de-France, Gonesse avait dû à cette condition favorable d'être de bonne heure un centre agricole fort important. Les états dressés en 1786 pour l'établissement de la taille tarifée nous procurent des renseignements précis sur la valeur du terroir. Sur plus de 3900 arpents, 3850 étaient de terre arable, dont un treizième à peine était estimé de deuxième classe. On y notait 152 chevaux, 238 vaches, — le double des quantités portées pour Goussainville. Le revenu du terroir était compté pour plus de 69.000 livres, dont les trois quarts environ revenaient à une vingtaine de laboureurs ou fermiers. Le nombre tout à fait anormal de journaliers agricoles (233 contre 130 à Goussainville, 101 à Mesnil-Aubry, 156 à Villiers-le-Bel) montre, d'un autre point de vue, la richesse de l'endroit. Les boulangers avaient eu d'autre part le mérite de découvrir des secrets de fabrication qui leur avaient valu une réputation de bon aloi. Au XVIII^e siècle encore, on distinguait, pour chaque variété, dans les

mercuriales officielles, la sorte de Gonesse et celle de Paris.

On s'explique donc l'importance de la boulangerie locale. Nous avons heureusement un état numérique de ces maîtres, et le relevé donne un total qui dépasse la centaine. Beaucoup sont homonymes : huit Félix, plusieurs Gouffé, plusieurs Mouchy. Tous nous sont indiqués comme venant régulièrement à la capitale, avec « leurs charrettes ou leurs chevaux garnis de paniers ». Il semble même que leur effectif s'est augmenté au cours du premier tiers du siècle, mais les écarts relevés sont trop faibles et les dates trop voisines pour qu'il convienne d'y insister. D'autre part, la consommation des pétrins locaux est élevée ; elle atteint fréquemment trois muids par semaine, et elle dépasse en moyenne du quart celle des fournils parisiens. Naturellement, puisque le trajet est long, il faut cuire à l'avance les miches que l'on vendra aux clients de la ville ; le pain dit de Gonesse n'est donc pas très frais : il est vieux au moins de douze heures ; celui que l'on charge dans les faubourgs est plus voisin de celui qu'étaient les boulangers, après la cuisson de la nuit. L'on peut être surpris qu'entre les deux sortes, celle qui vient de loin et celle qui se débite sur place, l'écart soit en réalité minime. Le peuple accepte aisément, comme on le fait encore aujourd'hui dans la campagne, le pain de ménage un peu rassis, pourvu qu'il ait bon goût, ne présente pas de grumeaux et soit de bonne couleur, et les boulangers parisiens reçoivent défense de livrer leurs miches au sortir du four.

*
**

La production des faubourgs et de la campagne ne peut s'entasser dans les boutiques des boulangers parisiens, qui refusent ce rôle de dépositaires : elle ne peut pas non plus (les règlements s'y opposent, sauf une courte période en 1741) être livrée directement à la clientèle ; elle doit donc être portée en un endroit public où la pratique viendra la quérir, aux marchés. Contrairement à l'usage actuel, c'est au marché que l'on s'approvisionne de pain : pour la majeure partie des travailleurs, la « boulangerie » n'offre d'intérêt que si le marché n'est point garni. Il s'agit là, d'ailleurs, d'un fait général en France, dont l'incompréhension jette parfois les historiens de la Révolution en de graves erreurs. A Beauvais, par exemple, en 1767, les pauvres, ne pouvant acheter au marché, sont obligés de « se rabattre sur du pain de boulanger ». Et cela explique pourquoi, aux yeux des représentants de l'autorité, la raison d'être de la boulangerie parisienne et son principal devoir ont été, à l'origine, de tenir bien garnis, non pas seulement leurs magasins, mais surtout le carreau des marchés.

De tous ces marchés, le plus considérable est celui de la Halle,

le mercredi et le samedi. L'emplacement, voisin du Pilon, est des plus incommodes, et les commissaires aux Halles en signalent avec humour et humeur les inconvénients. Les voies d'alentour sont étroites, mal pavées, glissantes : à tout moment, un embarras gêne les mouvements des passants, des animaux, des véhicules ; les étalages ne sont pas suffisamment protégés contre les intempéries ; l'endroit est très mal nettoyé ; il reste d'ordinaire de la paille et parfois du fumier. C'est dans ce local resserré que s'entassaient les 300 boulangers venus de près ou de loin pour écouler leurs produits. Les Parisiens proprement dits n'en constituent qu'une minorité.

On s'étonnerait, si nous n'avions expliqué plus haut l'anomalie, de voir, en comparant des états officiels, que des boulangers établis aux environs immédiats, rue Bethizy, rue du Bouloi, ne figurent pas parmi les titulaires de places (1726). Les faubourgs représentent comme nombre l'élément prépondérant (un peu plus de la moitié du total), mais chacun n'envoie pas — même approximativement — le même nombre de maîtres. La région de l'ouest ne joue presque aucun rôle, les quartiers de la rive gauche sont à peine plus actifs : c'est l'est et le nord de la capitale qui fournissent le contingent le plus considérable. Celui du faubourg Saint-Antoine (en y comprenant les rues voisines de la grande artère) dépasse la cinquantaine, soit un sixième ; celui du faubourg Saint-Laurent (défini de la même façon), la soixantaine ; celui du faubourg Saint-Lazare, la trentaine. Les forains sont évalués, vers 1721-1726 (seul moment pour lequel nous ayons des estimations précises), à 90 environ ; la plupart viennent de Gonesse (36) et des environs (Goussainville, 3 ; Arnouville, 3) ou de la banlieue immédiate (Saint-Denis, 8 ; Vincennes, 1 ; le Bourget, 1). Cependant Bonneuil figure sur les états pour un chiffre respectable de 16 étalants. On peut mesurer plus exactement l'importance de leur rôle économique en comparant la quantité de blé transformée par eux avec celle que travaillent leurs concurrents. Les statistiques fixent la proportion à 50 %, soit 33 % du total des grains apportés sous forme de pain à la Halle. La différence de production est donc à leur avantage, mais elle est trop légère pour qu'il convienne d'y insister.

Le second marché est celui du Palais-Royal, fréquenté par une quarantaine de boulangers, dont une vingtaine sont de Paris, et dix-sept ou dix-huit de la banlieue. La place y était également des plus mesurées ; et, comme le nombre des marchands tendit à s'accroître, en 1760 quelques-uns étaient obligés de rester dans leurs voitures mêmes, tandis que leurs confrères étaient installés avec des paniers et des claies. On était beaucoup plus à l'aise au Carroussel, le long de la rue de l'Echelle et des écuries des Gardes-suisses.

Il y a cependant, entre les vendeurs, une certaine différence de composition, non à la vérité parmi les Parisiens, qui viennent dans les deux cas presque tous de l'ouest et du nord (Chaillot, faubourg Saint-Honoré, Roule, Clichy), mais parmi les forains. Au Palais-Royal dominant Gonesse avec 8 boulangers et Saint-Germain avec 5. Au Carrousel, c'est la région de Versailles (Versailles, 7 ; Rocquencourt, 2 ; Luciennes). D'autre part, les apports de la campagne sont nettement supérieurs (d'un cinquième environ) à ceux de la ville.

La cour des Boucheries n'est fréquentée que par 25 débitants, mais le trafic ne le cède guère à celui des marchés précédents. Ce qui caractérise cet endroit, situé à la croisée des grands chemins, c'est qu'il n'y a point de courant précis, d'orientation définie. Si Gonesse tient la première place avec 7 boulangers, ses apports ne sont pas les plus importants : en réalité, il semble que l'on y vienne porter les restes.

L'est de la capitale a trois marchés, d'activité inégale, à sa disposition : Saint-Paul, cimetière Saint-Jean, Marais du Temple. La région, surtout celle qui s'étend de la rivière à la rue des Francs-Bourgeois, est fort peuplée et les habitants appartiennent en grand nombre à la condition sociale la plus basse. Il y a là, sur le port de Grève notamment, des journaliers qui ne peuvent perdre leur temps à des courses lointaines, et ces besoins expliquent l'importance du commerce qui se fait près de l'Hôtel de ville. Le centre le plus actif est le cimetière, avec ses 125 marchands et un mouvement qui atteint le tiers de celui des Halles : Saint-Paul ne peut opposer à ces apports que la moitié des étalants et le tiers des marchandises. L'ensemble équivaut à la moitié des Halles. Les caractéristiques des deux marchés sont assez analogues pour être considérées d'un même coup d'œil. Dans les deux cas, pénurie de maîtres de la ville (6 à Saint-Jean, 3 à Saint-Paul) : la presque totalité des fournisseurs vient des faubourgs (90 et 40), ou de la campagne (19 et 11). Les premiers descendent du nord (Saint-Laurent, Saint-Martin), mais c'est au faubourg Saint-Antoine que revient, et de beaucoup, la première place (65 et 34). Il en est de même pour les forains : au groupe du nord (Gonesse, Goussainville, Saint-Denis) s'oppose celui de l'est (Vincennes, Villiers-le-Bel, Reuilly). La moyenne des apports n'oscille que dans de faibles proportions ; mais les pointes sont toujours en faveur de la campagne, et c'est toujours Gonesse qui l'emporte par le chiffre de ses ventes. Le troisième marché, au Marais du Temple, rue de Bretagne, se tient dans un terrain qui est une propriété privée. L'emplacement est vaste, commode ; le propriétaire y a fait élever dix-huit petites boutiques qu'il loue 12 sous par semaine, et en dehors desquelles quelques marchands s'arrangent comme ils peuvent. Mais l'ensemble est

des moins importants, et la faiblesse de la vente explique que seuls se dérangent les boulangers du pourtour (faubourg Saint-Antoine, Pont-aux-Choux, Courtille).

Des deux îles de la Seine, seule la Cité a des ressources propres. Encore son Marché-Neuf égale-t-il à peine comme activité celui de Saint-Paul. Les habitants ont parfois avantage à traverser un pont pour se fournir ailleurs, et de plus il semble bien que le quartier tende à se dépeupler. D'autre part, ici comme en d'autres lieux, les Parisiens sont rares, leurs apports insignifiants. Mais l'on reconnaît que nous sommes au berceau et au centre de la capitale à la diversité des provenances. Si la majorité des vendeurs habite la périphérie est. (Saint-Antoine, Bercy) ou nord (Saint-Laurent, Saint-Martin, Saint-Denis, Saint-Lazare), on rencontre également et pour la première fois parmi eux des méridionaux (faubourg Saint-Marceau, porte Saint-Jacques), tandis que les ruraux ont toujours leur domicile à Gonesse ou à Saint-Denis.

La rive gauche semble assez bien partagée avec ses marchés Saint-Germain, des Augustins, Saint-Michel et Maubert. Le premier se signale par son importance. Sous la halle couverte étalent plus de 70 boulangers, 42 se tiennent dans de petites boutiques, d'autres restent sur le carreau. Le personnel marchand tend à s'accroître dans le premier tiers du siècle, le seul pour lequel nous ayons trouvé des données sûres. De 130 en 1721, il passa à plus de 150 en 1733. L'animation est telle ici, qu'elle ressemble bien souvent au désordre, et la police surveille ce marché avec un soin particulier. Les boulangers parisiens habitent le voisinage, comme la rue Galande. Mais leur nombre est infime en face de leurs concurrents du dehors. Parmi les faubourgs, Saint-Antoine occupe toujours le premier rang avec ses 31 maîtres, suivi de plus ou moins loin par le faubourg Saint-Germain (15), Saint-Jacques et Saint-Marceau (15 au total). La campagne y est représentée par des apports très divers : Palaiseau, Reuilly, Sceaux, Ivry s'y rencontrent avec Versailles, Meudon, Clamart, Saint-Germain-en-Laye, Rocquencourt, Rueil et enfin Gonesse, dont les envoyés et la production atteignent le tiers des totaux. D'autre part, si nous comparons entre eux les apports respectifs des boulangers, nous constatons que ceux des Parisiens sont très faibles ; quelques commerçants des faubourgs amènent avec eux la quantité de pain correspondant au travail journalier d'un setier. Seuls les ruraux dépassent et de beaucoup ce chiffre (80 à 100 %).

Les marchés des Augustins et de la porte Saint-Michel sont insignifiants, avec respectivement une trentaine (dont 10 forains) et une quinzaine de marchands : tous sont de petits producteurs. A noter seulement, par une anomalie curieuse, que ces

producteurs ne sont pas de même origine : les Augustins sont approvisionnés surtout par la rive droite, la porte Saint-Michel par la rive gauche et le sud (Sèvres, Sceaux, Bourg-la-Reine, Antony, Montrouge, l'Estrapade, Saint-Marcel). Au contraire, la place Maubert est un centre très actif d'échanges, comme l'exige l'agglomération importante du quartier. Le nombre des vendeurs dépassant 125, égale celui des boulangers de Saint-Germain. Les lieux sont si encombrés que, du côté de la rue des Grands-Degrés, les uns vendent du haut de leurs charrettes, les autres gardent devant eux leurs paniers. Ici la corporation métropolitaine est mieux représentée comme contingent, guère mieux comme masse de marchandises. Ce sont toujours les faubourgs et la grande banlieue qui approvisionnent essentiellement les habitants. Saint-Antoine et Saint-Marcel y envoient respectivement 56 et 37 fournisseurs, la moitié ou le tiers du pain mis en vente. Quant aux ruraux, ils ne viennent plus du tout du nord : pour la première fois, Gonesse disparaît de nos états ; Charenton, Vitry, Créteil, Vincennes à l'est, Monthléry, Antony, Villejuif, Châtillon au sud, Clamart au sud-ouest, sont les centres de fabrication ; mais, à en juger par les statistiques, ce sont de petits producteurs. Il n'y a rien de comparable de ce côté à l'atelier de Gonesse, malgré la quantité des emblavements.

Si l'on résume ces observations, on est en droit de formuler les conclusions suivantes : 1° c'est essentiellement la région du nord, subsidiairement celle de l'est, qui alimente Paris en pain : la limite de la zone « boulangère » s'écarte d'une trentaine de kilomètres vers Chantilly, elle se réduit à une vingtaine vers Bonneuil, une quinzaine vers Versailles ; au sud, elle touche presque aux fortifications ; 2° la plupart des boulangers sont de petits exploitants, dont les apports ne dépassent pas en moyenne 100 kilos. Le fait qu'un homme se déplace, fait avec un attelage un trajet aller et retour de 30, 50, 60 kilomètres par des routes mauvaises pour vendre des quantités si minimes est singulièrement révélateur au point de vue des conditions de la vie contemporaine. Il est alors pénible et difficile de gagner son existence : l'homme ne recule pas devant la peine. Faire deux fois par semaine un pareil déplacement semble le maximum des possibilités communes. La plupart des boulangers forains ne vendent que sur un marché. La règle, toutefois, souffre des exceptions : par exemple un commerçant de Gonesse vient quatre fois par semaine débiter sa marchandise en deux endroits différents. Les patrons des faubourgs sont plus à portée des marchés, et rien ne s'oppose en principe à ce qu'ils fournissent plusieurs quartiers. Bien que nous n'ayons pas ici toutes les précisions désirables, les documents ne permettent pas de douter qu'il en soit ainsi. Le chiffre des boulangers établis au faubourg Saint-

Antoine est inférieur à celui des boulangers du même faubourg étalant dans les différents marchés ; il en est de même des faubourgs Saint-Denis, Saint-Lazare ou Saint-Marcel. L'usage est d'autant plus constant que tous les producteurs suburbains ne se dérangent pas. Le faubourg Saint-Honoré, où vit une clientèle de luxe, compte 27 boulangers ; un tiers d'entre eux seulement apparaît dans nos statistiques.

En réunissant ces observations, nous pouvons maintenant comprendre la façon dont Paris s'alimente. Les deux tiers des patrons de la ville, négligeant les halles et marchés, se consacrent à la fabrication des sortes fines, qu'ils livrent aux clients soit à domicile, soit dans leurs boutiques. Leurs confrères des faubourgs approvisionnent d'abord la population suburbaine et portent deux fois, quatre fois par semaine sur les carreaux métropolitains leurs disponibilités ; enfin les forains, dont certains devaient transporter aussi d'autres denrées maraîchères, apportaient deux fois par semaine leur fabrication, consistant surtout en gros pain bis. Ce sont eux qui jouent le principal rôle dans le ravitaillement en pain de la classe pauvre.

Tout cela n'offre aucunement le caractère d'une production capitaliste et industrielle ; le personnel, l'outillage, les fonds, les stocks de matières premières sont insuffisants par rapport aux besoins grandissants d'une ville qui se peuple et s'enrichit. En fait, Paris a été constamment exposé à manquer de pain, et la question des marchés publics est l'objet de la sollicitude perpétuelle des pouvoirs publics.

*
**

Les règlements de tous ces marchés sont identiques et ne présentent guère pour nous d'intérêt. Un seul point à retenir : le pain des forains, déjà rassis à l'ouverture, ne serait pas vendable trois jours plus tard et doit être débité à tout prix ; mais l'autorité, sauf de rares moments de mévente, ne permet guère aux boulangers des faubourgs et de la ville de remporter leurs marchandises. Dès lors, voici ce qui se passe normalement : la clientèle aisée se sert la première, de grand matin, et râfle à bon prix le meilleur des apports ; à mesure que la clôture approche, les prix, si l'approvisionnement est suffisant, tendent à faiblir, et les clients plus pauvres se présentent pour acheter, au rabais, ce qui reste. Le pain blanc disparaissant le premier, c'est l'abondance des autres sortes qui joue ici le rôle capital. « Il y a beaucoup de pain bis et bis-blanc, *ce à quoi on s'attache* », écrit en avril 1726 un commissaire des Halles. Mais que les marchés, surtout la halle qui joue le rôle de régulateur, soient dégarnis, l'alarme se répand aussitôt ; les petites gens se précipitent comme

les autres, enlèvent dès le début n'importe quoi à n'importe quel prix, pour être sûrs de manger au moins quelque peu.

Les boulangers ne sont pas toujours maîtres d'éviter la panique : ils manquent parfois de grains, de bois ; mais ils peuvent aussi la provoquer ou l'exploiter de façon à relever les cours et leurs bénéfices. Les pratiques qu'ils commettent souvent accréditent le soupçon populaire que tous les mouvements de hausse sont dus à leurs manœuvres. A mesure que le siècle se déroule, le poids des pains, gros ou petits, tend à diminuer ; tel maître a du pain « d'entrepoids », c'est-à-dire pouvant être vendu tantôt pour un poids, tantôt pour un autre ; tel autre cache dans sa boutique des miches trop légères. La sévérité des sanctions prises, emmurement de la boutique, par exemple, ne laisse pas de doute que la corporation n'ait compté des fripons. Dès lors, l'autorité assure une tâche triple : assurer le ravitaillement des fournils, réprimer les fraudes, comprimer les prix. Le premier problème, le plus délicat, est d'ordre économique ; il suppose l'organisation d'un contrôle, l'établissement d'un système d'achats et de reventes ; il ne saurait être question de l'aborder ici. Le second est tout de police : il suffirait, pour le résoudre, de disposer d'un nombre suffisant d'agents exercés : mais la condition n'est pas facile à remplir : la police royale, en réunissant sous ce mot les différents services qui l'assurent, manque de personnel, et ce personnel est loin d'avoir les connaissances nécessaires ; les boulangers lui reprochent de confondre la pâte ferme avec celle du pain mollet. Cette pénurie de contrôleurs capables rend très malaisée la troisième tâche des pouvoirs publics : fixer le juste prix du pain. Sans doute la royauté peut taxer à sa fantaisie la marchandise ; mais il ne semble pas qu'elle s'en soucie : elle cherche dans la majorité des cas à s'accorder avec les fournisseurs ; elle pèse sur les cours ; c'est seulement en cas d'impérieuse nécessité qu'elle se résout à commander. Pourquoi ? C'est que tout abus de force peut avoir pour effet de restreindre les apports, et par suite va contre son objet ; c'est que les boulangers ne semblent pas riches, et qu'il est dangereux de leur imposer la vente à perte. Le 18 septembre 1767, Sartine, refusant aux maîtres parisiens l'autorisation d'élever leurs prix, spécifie bien qu'il laisse au contraire toute liberté aux forains : « ce sont pour la plupart des gens fort mal à leur aise, hors d'état de souffrir la moindre perte et forcés de quitter leur commerce, si on les obligeait à donner leur pain à un prix au-dessous de celui qu'il leur coûte ». Propos confirmé par d'autres documents : plusieurs boulangers de Saint-Denis ou de cette région font en effet faillite ou cessent leur fabrication pour éviter de le faire. Mais les Parisiens sont-ils si différents de leurs concurrents ? Il est permis d'en douter : des avis concordants établissent que la

corporation était loin d'être une des plus riches de la capitale, et le fait s'explique aisément. Il est admis déjà au XVIII^e siècle que la fabrication du pain commun n'est pas rémunératrice : c'est la clientèle riche qui rapporte ; mais si l'on prélève sur elle un bénéfice élevé, elle est de mauvaise paye, et le commerçant est d'autant plus gêné qu'il doit payer comptant ses farines et ses commis. L'absence de capitaux, de place, ne lui permet pas d'acheter assez de matières premières pour faire coïncider ses paiements et ses rentrées, il souffre du manque de crédit, des variations des espèces. Pour le boulanger de gros pain, la difficulté s'accroît, car il touche en fin de marché, alors qu'il a dû, au début, verser le prix des grains dont il s'approvisionne. Il s'agit donc, en leur laissant un profit légitime, de ne pas imposer au consommateur une charge trop lourde, et nous voici devant le problème qui préoccupe aujourd'hui le législateur : calculer tous les éléments du prix de revient pour établir un barème de vente.

Ce barème, on a cherché, tout le long du siècle, à le calculer avec rigueur.

En 1738, on met à profit des expériences de Buquet, meunier des hôpitaux. Il tirait d'un setier de froment, pesant 240 livres, 260 livres de pain qu'il déclarait excellent, soit un treizième de bénéfice. En supposant le prix du setier fixé à 24 livres et celui du pain à 2 sous 3 deniers, le boulanger gagnerait par setier 8 livres 5 sous, soit, à raison de 24 setiers par semaine, 198 livres par mois. En déduisant de ce chiffre 16 livres de bois et 36 livres de mouture, il reste encore 146 livres. Si l'on défalque encore les droits de maîtrise, le loyer, les faux frais, il reste encore, sans parler de la vente du pain mollet, des pains non taxés et du son, un bénéfice annuel de 5200 livres par an. Et si le prix du pain dépasse 3 sous, ce qui arrive parfois, le bénéfice pourrait excéder 20.000 livres. Il justifiait son calcul par les preuves suivantes : une livre de blé de 16 onces rend 12 onces de farine, 2 de gros son pour chevaux, 1 de recoupe pour vaches, une demie de petit son pour porcs et volailles, une demie d'évaporation ; 12 onces de farine doivent être, pour la panification, mêlées à 6 ou 7 d'eau. Au four, l'évaporation produit une perte de 2 onces. Reste de pain, 16 à 17 onces. La vente des issues et déchets représente un huitième de la valeur du blé et laisse un bénéfice total de 12 1/2 %. Il se croyait autorisé à formuler la règle suivante : le pain doit valoir autant de deniers que le setier de blé de 240 livres pesant vaut de livres tournois : quand le setier vaut 24 livres, le pain doit valoir 2 sous.

Mais ces calculs n'étaient pas admis sans discussion par les intéressés, qui reprochaient à Buquet de ne pas tenir compte de tous les frais ; et les vérifications faites sur place n'aboutissaient pas à des conclusions identiques. Le commissaire de Courcy,

le 29 janvier 1739, faisait deux essais avec le blé de Provins et celui de Châlons: la mine du premier, qui valait 11 livres 5 sous, pesait 119 livres $1/2$ et produisait 85 livres de fleur de farine (36 de fleur de farine, 31 de gruau remoulu, 12 de recoupette, 6 de recoupette bise). Elle permettait d fabriquer 18 pains pesant 116 livres. La même quantité du second, valant 8 livres, pèse 112 livres et ne produit que 64 livres de farine. La recoupette manque ; on n'en extrait que 23 livres de fleur (au lieu de 36) ; par contre, le gruau fournit 42 livres au lieu de 31, et le son 39 livres au lieu de 28. La panification ne donne que 12 pains (contre 18) pesant 84 livres (contre 116). Ainsi, une différence de poids brut insignifiante aboutit à une perte de près du quart sur le poids des miches. Par contre, tout le pain fabriqué est de première qualité. Ainsi, en réalité, les résultats du travail ne sont pas comparables.

En 1767, nouvel effort pour résoudre la question, à la suite des essais, sur lesquels nous reviendrons ailleurs, d'une mouture nouvelle, dite *économique*. Buquet reprend ses calculs, ses essais, à Scipion, le moulin de l'Assistance publique. D'autres vérifications ont lieu à Corbeil et portent sur des sacs de 2 setiers pesant 459 livres. On en extrait 338 de farine, 106 $1/2$ de son. La pâte, avec incorporation de 189 livres d'eau, produit, après déchet de cuisson, 510 livres et 12 setiers. On évalue les dépenses à 63 livres, à savoir 50 livres de frais d'achat, 1 de voiture, 4 de mouture, 8 de fabrication. Or, la vente du pain fabriqué ressort au même total. Le bénéfice ne peut donc provenir que de la vente du son, mais il faut tenir compte des frais accessoires, qui n'ont pas été portés en ligne de compte. S'autorisant de constatations analogues, les boulangers déclarent que les rendements allégués sont exceptionnels, que le travail de la pâte doit se faire lentement, avec de la farine gardée et remuée deux mois. Les quantités de pain ne peuvent être fournies au taux indiqué qu'au détriment de la légèreté et du goût, et les Parisiens ne le supporteraient pas. Lorsque la farine est compacte, elle ne prend pas l'eau et forme des grumeaux. Bien plus, ils allèguent que leurs frais sont supérieurs aux estimations. Leur loyer moyen dépasse 700 livres ; ils sont obligés d'avoir trois garçons, auxquels ils donnent, sans parler du vin, 21 livres de gages par semaine. De même, le salaire hebdomadaire d'une servante absorbe 4 livres 10 sous. Le factum indique que la famille est souvent fort nombreuse (jusqu'à neuf enfants), qu'on mange d'ordinaire 12 livres de viande, 105 de pain par semaine ; le prix du bois transporté, défalcation de la braise, s'élève à 21 livres ; si l'on ajoute l'intérêt de l'argent, les vols, les aumônes, on arrive à un total de dépenses pour les sept jours de 124 livres 8 sous 9 deniers. Or, au prix de 3 sous 1 denier le pain blanc, 2 sous 6 deniers le bis-blanc

et 2 sous le bis, le patron ne gagnerait que 112 livres et serait en perte, malgré la vente du son et des issues. Et, en fait, il y a déjà des faillites.

Ces arguments, nous les connaissons ; ils sont encore de nos jours. Le commissaire de la Halle dont Buquet est l'inspirateur rétorque avec raison qu'on la lui baille belle. Il n'y a pas de garçons cher payés pour fabriquer le pain du peuple, et l'on ne fait pas crédit aux mangeurs de miches bises. Les ouvriers payés 9 livres par semaine sont les Viennois de l'époque ; ils s'adonnent au travail du pain mollet ; les porteurs ne sont de même utiles que pour le service de gens aisés. Dès lors, il faut réduire singulièrement le budget des dépenses et augmenter celui des recettes. D'ailleurs, la valeur du son s'élève à mesure que le prix du blé monte. Mais la marge reste étroite, et l'erreur possible. Aussi est-il impossible d'arriver à des accords satisfaisants. Sans doute, en 1769, on élabore un projet de tarif basé sur une sorte d'indice économique ; mais rien ne prouve qu'il soit entré en vigueur.

Ce n'est donc point par des règlements tarifaires que l'on peut faire œuvre utile. Il faut avant tout que les arrivages soient suffisants. Dans le cas contraire, il n'y aura de recours qu'en des expédients, difficiles à établir, plus difficiles à faire durer. L'étude que nous venons de faire explique l'impuissance des pouvoirs publics, l'angoisse de la population ; elle annonce les événements de l'époque révolutionnaire.

L. CAHEN.

LE RÉGIME AGRAIRE EN POLOGNE AU XVIII^e SIÈCLE

par JEAN RUTKOWSKI

Professeur à l'Université de Poznan

I. — NOTIONS PRÉLIMINAIRES

I. L'histoire agraire de la Pologne au XVIII^e siècle. — II. Revue des travaux sur l'histoire agraire au XVIII^e siècle. — III. Sources de l'histoire agraire au XVIII^e siècle.

I. L'HISTOIRE AGRAIRE DE LA POLOGNE AU XVIII^e SIÈCLE

Le XVIII^e siècle ne marque pas une phase spéciale dans l'histoire du régime agraire en Pologne. Les éléments essentiels de ce régime se sont constitués dans les siècles précédents. La grande propriété foncière s'est formée dans les siècles qui ont suivi la fondation de l'Etat polonais. Les grandes exploitations agricoles organisées à l'aide de corvées et dirigées par les seigneurs ou leurs agents, voilà, depuis le XVI^e siècle, le trait caractéristique du régime agraire. Après les guerres terribles qui ont ravagé la Pologne vers la moitié du XVII^e siècle, le travail des salariés commence à jouer, à côté de la corvée, un rôle plus considérable qu'auparavant dans l'organisation sociale des réserves seigneuriales. Mais la condition juridique de la population paysanne, les dimensions des tenures qu'elle occupe, ainsi que les redevances seigneuriales, n'ont pas subi de changements considérables au XVIII^e siècle. On a tenté, il est vrai, différentes « réformes agraires » dans un certain nombre de villages, mais des réformes analogues avaient déjà été faites au XVII^e siècle. D'ailleurs, elles n'avaient qu'un caractère exceptionnel ; elles ne touchèrent pas la majorité des paysans.

Cependant les travaux scientifiques consacrés à l'histoire agraire du XVIII^e siècle sont beaucoup plus nombreux que ceux qui ont pour objet les siècles précédents. Les historiens, qui ont étudié tout spécialement cette époque, se sont efforcés d'y

découvrir les causes du partage de l'Etat polonais. Il y a là quelque chose d'analogue à ce qui s'est passé en France, où l'on s'est occupé également des origines de la Révolution. Voilà pourquoi en ce dernier pays l'organisation agraire et la situation des paysans au dernier siècle de l'ancien régime est mieux connue que le régime agraire aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles.

II. REVUE DES TRAVAUX SUR L'HISTOIRE AGRAIRE DU XVIII^e SIÈCLE

La situation juridique et économique des paysans au ^{xviii}^e siècle forme une des plus importantes parties de l'histoire agraire. On a commencé à étudier ces questions déjà pendant la première moitié du ^{xix}^e siècle. C'était l'époque où la question paysanne était la plus importante question sociale en Pologne. En conséquence, même dans les études concernant les ^{xviii}^e siècle, le point de vue politique dominait le plus souvent les aspects purement scientifiques. Voilà pourquoi tous ces travaux ne présentent aujourd'hui que très peu de valeur.

Seulement, depuis le milieu du ^{xix}^e siècle, commencèrent à apparaître des travaux qui, même aujourd'hui, n'ont pas perdu toute leur valeur. Citons ici les *Recherches sur l'histoire de l'Agriculture* (« Poszukiwania do historii rolnictwa krajowego », 1857) de E. Stawiski, ouvrage consacré surtout à l'histoire de la production agricole. Dans ce livre, l'auteur, pour la première fois, a fait de nombreuses et intéressantes observations sur l'histoire de l'organisation agraire au point de vue social. Beaucoup de ses remarques ont conservé toute leur valeur.

Les travaux de J.-T. Lubomirski, surtout *La justice patrimoniale en Pologne* (« Jurysdykcja patrymonjalna w Polsce », 1861) et *La population rurale en Pologne du ^{xvi}^e au ^{xviii}^e siècle* (« Rolnicza ludność w Polsce od ^{xvi} do ^{xviii} wieku », 1862) sont encore plus importants. Ces études, ainsi que quelques autres du même auteur, sont basées sur de sérieuses recherches d'archives. Les fréquentes et souvent très étendues annotations que contiennent ces travaux renferment de nombreuses citations tirées de différents documents. Ces citations présentent donc une valeur sérieuse pour les études de nos jours.

Dans les dernières vingt-cinq années du siècle passé, le travail le plus important sur l'histoire agraire du ^{xviii}^e siècle est l'ouvrage très connu de Thadée Korzon, intitulé : *Histoire intérieure de la Pologne pendant le règne de Stanislas-Auguste* (« Wewnętrzne dzieje Polski za panowania Stanisława Augusta », 1897), spécialement la seconde moitié du premier volume. Cependant, au point de vue de la méthode, l'œuvre de Korzon présente un certain retour en arrière. Les actes des archives locales qui

nous donnent l'image la plus exacte et la plus détaillée de la vie du village, actes qui ont été largement utilisés par Lubomirski, n'ont pas été étudiés par Korzon. Tout son travail est basé sur un nombre très restreint d'actes provenant du pouvoir central, ainsi que sur la littérature politique et des mémoires du XVIII^e siècle. Dans ces sources, le régime agraire et surtout la situation des paysans sont représentés d'une manière très générale et peu impartiale.

L'ouvrage du savant russe W. Miakotin : *La question paysanne en Pologne à l'époque de ses partages* (« Krestjanskij vopros v Polšce v epohu eja razdielov », 1889), présente un caractère semblable. Il est basé surtout sur les travaux des savants polonais, mais les différents imprimés du XVIII^e siècle y sont étudiés d'une manière originale.

Le petit, mais très important mémoire de B. Ulanowski : *Le village polonais au point de vue juridique du XVI^e au XVIII^e siècle* (« Wies polska pod wzgledem prawnym od wieku xvi do xviii », Rocznik Ak. Um., 1893-1894), présente un caractère tout à fait différent. L'auteur de ce mémoire, s'appuyant sur les livres de la justice seigneuriale, nous ramène à l'étude scientifique et impartiale des documents d'archives.

En même temps, A. Bochenski (« Beitrag zur Geschichte der gutsherrlich-bäuerlichen Verhältnisse in Polen », 1895), a publié les résultats de ses intéressantes études sur les réformes agraires introduites par la comtesse Jablonowska dans ses seigneuries. Ces études, de même que les précédentes, sont basées sur les actes locaux retrouvés par l'auteur dans les riches archives seigneuriales.

Les travaux du XX^e siècle ont suivi la même voie. Ici, il faut citer les études I.-T. Baranowski, auteur d'un nombre considérable de petites esquisses consacrées surtout à l'histoire agraire du XVI^e au XVIII^e siècle. Les plus importantes de ces esquisses sont rassemblées dans un volume intitulé : *Le Village et la Réserve seigneuriale* (« Wies i folwark », 1914). Le plus grand mérite de Baranowski est d'avoir, plus clairement que ses devanciers, distingué l'organisation agraire des différentes parties de l'ancienne Pologne.

Un autre auteur, J. Rafacz, a commencé ses études sur l'histoire des paysans en Pologne par de petites études semblables aux études de Baranowski ; de plus, il a écrit un livre important et considérable sur le *Régime des villages autonomes en Petite Pologne au XVIII^e siècle* (« Ustrój wsi samorządnej malopolskiej w XVIII w. », 1922).

Dans ces ouvrages, l'auteur a élaboré le même sujet qu'avait traité, trente ans environ avant lui, Ulanowski dans l'esquisse citée plus haut. Cependant, le nombre des sources où a puisé

Rafacz est sans comparaison plus grand et l'analyse en est plus détaillée.

Il faut citer ici encore les intéressantes études de S. Koscialkowski sur le régime agraire des domaines royaux situés dans le grand-duché de Lithuanie, surtout les *Etudes sur l'histoire des Economies royales en Lithuanie* (« Ze studjów nad dziejami ekonomij królewskich na Litwie », Roczn. Tow. Przyj. Nauk w. Wilnie, 1914) (1).

Le livre de M. J. Warszawski (« Die Entwicklung der gutsherrlich-bäuerlichen Verhältnisse in Polen und die Bauernfrage im 18 Jahrh. », 1914) ne repose en aucune façon sur des recherches originales ; l'auteur s'est borné à utiliser d'une manière tout à fait partielle les différents travaux de ses devanciers (2).

Tels sont les travaux les plus importants (3). Il existe, en outre, un nombre considérable d'études de détail sur l'organisation agraire et, dans les différentes monographies historiques locales, nous trouvons aussi des faits parfois d'une importance considérable pour l'histoire générale de ce régime.

III. SOURCES DE L'HISTOIRE AGRAIRE AU XVIII^e SIÈCLE

Les plus importantes de ces sources, ce sont les documents d'archives, surtout ceux qui proviennent des archives locales. C'est en eux que se reflète toute l'organisation juridique et toute la vie économique, sous tous ses aspects.

Parmi les archives locales, il faut placer au premier plan les archives des anciennes seigneuries. Les types les plus caractéristiques des actes qu'on retrouve dans ces archives sont les suivants :

(1) Les travaux suivants écrits par l'auteur du présent article sont basés de même sur les recherches archivales : *Le domaine Brzozów, propriété des évêques de Przemyśl au XVIII^e siècle* (Klucz brzozowski biskupstwa przemyskiego w. XVIII w., 1910) ; *l'Étude sur la situation des paysans en Pologne au XVIII^e siècle* (« Studja nad polozeniem wloscian w Polsce w XVIII w. », *Ekonomista*, 1914) ; *Le servage des paysans en Pologne et dans quelques autres pays d'Europe au XVIII^e siècle* (« Poddanstwo wloscian w XVIII wieku w Polsce i niektórych innych krajach Europy », 1921) ; *Le problème de la réforme agraire en Pologne au XVIII^e siècle* (« Zagadnienie reformy rolnej w Polsce w XVIII w. », 1925).

(2) Récemment, A. Swietochowski (*Histoire des paysans polonais*, « Historia chłopów polskich », 1925) ne s'est servi que de la littérature politique et autres imprimés du XVIII^e siècle ; il a négligé les documents d'archives. Son livre ne marque donc pas un véritable progrès scientifique.

(3) Notons encore que Kutrzeba, dans son *Histoire de l'organisation de la Pologne* (« Historia ustroju Polski », v. I, 6^e éd., 1925, pp. 222-235), donne une vue générale sur la situation juridique des paysans. L'auteur du présent article, dans son *Précis d'Histoire économique de la Pologne avant les partages* (« Zarys gospodarczych dziejów Polski w czasach przedrozbiorowych », 1923, pp. 144-164), dont la traduction française est en préparation, a également essayé de présenter un aperçu général sur le régime agraire au point de vue économique.

1° Les *inventaires des villages*, assez analogues aux terriers que l'on trouve en France. Les inventaires étaient confectionnés dans des buts différents : à cause du fermage (le cas le plus fréquent), de la vente, de l'*antichrèse*, quand le village passait aux mains du créancier, du partage entre les mains des cohéritiers, etc. Dans la majorité des inventaires, nous trouvons trois parties essentielles : la description de la réserve seigneuriale, très détaillée quand il s'agit des bâtiments, en général très vague quand il s'agit des terres, qui ne sont que très rarement mesurées. Dans cette partie, nous trouvons aussi des renseignements sur la semence, le bétail, les outils et les salaires des domestiques de la réserve. La seconde partie comprend une énumération des tenures paysannes, divisées pour la plupart en catégories usuelles, avec des notions généralement assez précises sur les dimensions des terres labourables de chaque tenure et des notions plus superficielles sur les prés. On y retrouve également les énumérations des personnes vivant sur ces tenures, du bétail et des plus importants outils des tenanciers, surtout quand ils appartiennent au seigneur, et enfin les énumérations des redevances pesant sur les tenures. La troisième partie comprend une sorte de codification des redevances et parfois d'autres « lois » concernant les modes de tenure, l'organisation de la justice et de l'administration du village et autres ordonnances seigneuriales semblables.

2° La seconde catégorie des sources comprend les *livres de comptes de la réserve*. Dans les grandes seigneuries, on trouve des registres spéciaux, relatifs, par exemple, à la production du blé, au bétail, aux étangs, aux forêts, aux revenus et dépenses en argent, etc. Dans les petites seigneuries, toute cette comptabilité est organisée évidemment d'une manière plus simple.

3° Les *instructions* données par les seigneurs aux intendants et autres fonctionnaires de l'administration de leurs domaines formaient la troisième catégorie des actes seigneuriaux, très importants pour l'histoire de l'agriculture et d'autres branches de l'exploitation rurale. Ils nous donnent aussi de précieux renseignements sur l'organisation de l'administration des grandes seigneuries et de leurs réserves. C'est presque exclusivement dans les grandes seigneuries qu'on trouve ces instructions.

4° De même, c'est seulement dans les très grandes seigneuries que nous retrouvons une catégorie spéciale de sources : les *doléances* présentées par les paysans aux seigneurs contre les fermiers des villages dépendant de la seigneurie ou contre les régisseurs. Les relations quotidiennes des paysans avec leurs supérieurs immédiats, et surtout les abus de ces derniers, sont ici exprimés en mots simples, mais toujours émouvants.

5° La dernière catégorie des actes locaux importants pour

l'étude du régime agraire sont les *Livres de la justice seigneuriale*. Dans les villages auxquels le seigneur avait octroyé une sorte d'autonomie, à la place de ces livres, nous trouvons les livres des tribunaux villageois autonomes. Pour les études de l'organisation juridique des villages, ce sont là des sources de première importance. En ce qui concerne l'histoire économique, les plus intéressants sont les nombreux actes de vente, d'hypothèque, de partages, des tenures paysannes, et surtout les inventaires de la propriété paysanne mobilière et immobilière, écrits après la mort du paysan, qui nous permettent d'étudier l'aisance des différentes classes de la population rurale.

Tous ces actes, faisant partie des archives seigneuriales, se sont conservés pour le XVIII^e siècle en nombre considérable. La plupart concernant les domaines du roi, du clergé, des villes et des grandes seigneuries. Au contraire, les archives des petites seigneuries nobles ont disparu pour la plupart, même quand il s'agit du XVIII^e siècle. Un certain nombre d'inventaires provenant de ces dernières archives se sont conservés en copie dans les actes de justices royales (*acta castrensia*). Dans les mêmes archives, nous trouvons aussi, en grand nombre, d'autres actes très intéressants au point de vue de l'histoire agraire. Les plus importants sont des actes concernant les ventes, les hypothèques, les partages, etc., des domaines de la noblesse, les testaments des gens nobles, les actes relatifs à l'affranchissement des paysans-serfs et de l'assujettissement au servage des roturiers libres, les registres des dommages de la guerre soumis à l'indemnisation. Ils permettent de nous rendre compte de l'aisance des paysans et de la petite noblesse.

Parmi les actes des pouvoirs centraux, il faut placer au premier rang ceux de l'ancienne trésorerie d'Etat, et notamment ceux qui concernent les domaines royaux. Ils correspondent en général aux actes seigneuriaux mentionnés plus haut. Cependant les *Lustrationes honorum regalium* conservées dans les archives présentent un caractère spécial. C'est une sorte de terrier général du « domaine du roi » qui, d'après la loi de 1563, devait être confectionné tous les cinq ans, mais en réalité, au XVII^e et au XVIII^e siècle, ils devinrent beaucoup plus rares. Nous n'y trouvons pas seulement, comme dans les inventaires, la description de toutes les parties constituant un domaine, mais en outre des registres pour la plupart très détaillés de tous les revenus de chaque domaine.

Dans les mêmes archives de la trésorerie, certains registres d'impôts pesant sur la propriété foncière et sur la population villageoise sont d'un certain intérêt pour l'histoire agraire ; cependant, quand il s'agit du XVIII^e siècle, cette catégorie d'actes n'est que très peu étudiée.

Il est évident qu'en étudiant le régime agraire on ne peut passer sous silence les actes des diètes, c'est-à-dire les protocoles des séances et des lois qui ont été votées et qui sont insérées dans les *Volumina legum*. Il ne faut pas négliger non plus les conclusions des diétines provinciales.

Presque toutes les sources, dont nous avons donné un aperçu tout à fait général, sont conservées dans différentes archives et bibliothèques. Une partie tout à fait insignifiante de ces actes a été imprimée au XIX^e et au XX^e siècle, dans différentes publications scientifiques. Les plus importantes parmi ces publications sont les suivantes : une belle collection des inventaires concernant le grand-duché de Lithuanie a été insérée à Wilno dans les *Actes de la Commission pour l'étude des anciens actes* (4) ; une partie des lustrations des domaines du roi, de 1765 et 1789, a été insérée dans les *Archives de la Russie du Sud-Ouest* (5). Le texte de ces sources, publiées par les érudits russes, est écrit entièrement en polonais.

Une collection de quatorze instructions, provenant en grande partie de la seconde moitié du XVIII^e siècle, a été publiée par Pawlik (6). Les plus importantes de ces instructions se réfèrent aux domaines des grands seigneurs de l'est de la Pologne. Ulanowski (7) a publié les livres de trente-trois juridictions seigneuriales ou autonomes villageoises situées dans le sud-est de la Pologne. Une partie considérable de ces livres provient du XVIII^e siècle. Dans la même publication, nous trouvons aussi quelques autres sources concernant l'histoire des paysans, parmi lesquelles les plus intéressantes sont les doléances des serfs du chapitre de l'Eglise de Gniezno.

Telles sont les collections les plus importantes que contiennent les actes relatifs à l'histoire agraire du XVIII^e siècle.

Dans le cours du XVIII^e siècle, on a publié une grande quantité d'articles de journaux, de brochures ou même d'œuvres plus importantes consacrées spécialement à la question paysanne ou dans lesquelles cette question a été traitée d'une manière plus ou moins détaillée. Pour étudier l'évolution des pensées politiques concernant le régime agraire et la question paysanne, toute cette littérature politique présente une source de premier ordre. Cependant, pour les études du régime agraire lui-même, tous ces écrits présentent un intérêt beaucoup moins grand que

(4) *Akty izdawaemyja wilenskoju komissieju dla vzbora drevnih aktov*, T., 35, 38.

(5) *Archiv Jugo-zapadnoj Rossi*, čast' VII, t. III.

(6) « *Polskie instruktarze ekonomiczne z konca XVII i XVIII wieku* » wyd. S. Pawlik 1915 (*Les instructions économiques en Pologne à la fin du XVII^e et au XVIII^e siècle*).

(7) « *Ksiegi sadowe wiejskie* » wyd. B. Ulanowski, 2 t., 1921 (*Les livres judiciaires villageois*).

les documents originaux. Nous y trouvons à chaque pas des idées générales concernant l'organisation agraire, ainsi que des notions sur l'importance relative des différents éléments de ce régime, accompagnés même de chiffres. Nous rencontrons aussi dans ces écrits beaucoup de problèmes qui s'imposent à tous ceux qui s'intéressent, de nos jours, au régime agraire du XVIII^e siècle.

Evidemment, tous ces avis généraux, quoique contemporains, ne présentent que très peu de valeur. Ils ne sont pas basés sur de sérieuses recherches, mais sur une connaissance plus ou moins superficielle que la vie quotidienne a apportée à leurs auteurs. Puis, il ne faut pas perdre de vue que, dans toute cette littérature, c'est le point de vue politique qui domine. Ces écrits n'avaient pas pour but une description objective du régime agraire, mais leurs auteurs se proposaient de faire partager aux lecteurs leur conviction sur la réforme agraire. L'impartialité leur fait donc défaut. Cependant, dans ces divers écrits, nous trouvons cités, comme exemples, des faits particuliers qui sont décrits parfois avec de si minutieux détails que nous ne pouvons mettre en doute leur véracité. Toutes les données de ce genre peuvent être utilisées avec beaucoup de profit. Le lecteur trouvera la liste plus ou moins complète de ces écrits dans les ouvrages cités de Korzon, Miakotin, et en outre dans les manuels consacrés à l'histoire de la littérature polonaise ou dans les études spéciales consacrées à l'histoire de la littérature politique du XVIII^e siècle (8).

Quand il s'agit des conditions juridiques du régime agraire, les œuvres des juristes du XVIII^e siècle fournissent des observations et des renseignements précieux. Citons parmi les plus remarquables de ces écrivains : Lengnich, Ostrowski et Skrzetuski (9). Il faut remarquer que, sur le servage des paysans, les juristes ne nous fournissent que l'interprétation des lois votées par les diètes, interprétation qui subit l'influence du droit romain et de ses conceptions sur l'esclavage. Le droit usuel, qui donne pour les différentes questions des solutions bien différentes des solutions théoriques des juristes, a été négligé par eux.

En conséquence, l'étude des lois générales, fort peu nombreuses, concernant les paysans et les opinions des juristes, ne nous donne pas de renseignements complets sur la situation juri-

(8) KORBUT (G.) : « Literatura polska » (*Littérature polonaise*), t. II, pp. 201 et suiv.

(9) LENGNICH (G.) : *Jus publicum Regni Poloniae*, 2 vol., Gedani, 1742 ; — OSTROWSKI (J.) : « Prawo cywilne narodu polskiego », Warszawa, 1787. (*Droit civil de la nation polonaise*) ; — SKRZETUSKI (W.) : « Prawo polityczne narodu polskiego », Warszawa, 1787 (*Droit politique de la nation polonaise*).

dique des paysans. Il est toujours nécessaire de les compléter par des études du droit usuel, tel qu'il nous apparaît dans les ordonnances des seigneurs et dans les conclusions des pouvoirs autonomes villageois.

Enfin il faut mentionner que, dans les descriptions des voyages faits par les différents étrangers qui ont visité la Pologne au XVIII^e siècle, dans les mémoires, dans les correspondances et dans beaucoup d'autres écrits du XVIII^e siècle, on peut retrouver çà et là des renseignements concernant le régime agraire.

II. — CONDITIONS JURIDIQUES DU RÉGIME AGRAIRE

I. La propriété foncière et ses différentes catégories. — II. Le servage des paysans. — III. Les petits agriculteurs libres. — IV. Condition juridique des terres paysannes. — V. La justice seigneuriale. — VI. Conclusions.

I. LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE ET SES DIFFÉRENTES CATÉGORIES

La répartition de la propriété foncière forme dans l'organisation agraire de tous les pays un des facteurs les plus importants. Les autres éléments de ce régime dépendent en grande partie de cette répartition. En laissant de côté la propriété de quelques villes dont nous parlerons plus loin, on peut dire que tout le sol de Pologne était, au XVIII^e siècle, la propriété du roi, du clergé ou de la noblesse. Toutes les propriétés rangées dans ces trois catégories étaient autonomes et indépendantes l'une de l'autre.

Dans le régime agraire du temps des Piastes, nous trouvons certains éléments analogues à ceux qui existaient dans le régime féodal de l'Europe occidentale de cette époque. L'évolution de ces éléments aurait pu conduire à l'établissement du régime féodal en Pologne, mais ce ne fut pas le cas. La hiérarchie féodale en Pologne ne s'est jamais constituée, le développement des conditions juridiques pendant les derniers siècles du Moyen âge ont conduit la propriété foncière des trois catégories ci-dessus énumérées à la propriété pleinement allodiale. Cette propriété allodiale est, à de rares exceptions, la seule qui existait dans le cours des temps nouveaux. Si on peut parler de la féodalisation du régime agraire dans ces temps-là, ce terme ne peut s'appliquer qu'aux relations réciproques des seigneurs et des paysans. Au XVIII^e siècle, le féodalisme ne jouait aucun rôle dans la situation de toutes les propriétés de la noblesse, du clergé et des possesseurs du domaine du roi. La foi et l'hommage, l'aveu et le dénombrement, le rachat et les autres usages féodaux étaient dans ces domaines complètement inconnus. Les propriétaires nobles avaient une seule obligation : celle, lorsque la

levée en masse était ordonnée, de répondre à l'appel. En réalité, cette éventualité n'avait au xviii^e siècle aucune importance.

La propriété foncière de l'Eglise présentait le même caractère, cependant avec de légères différences, surtout dans le domaine du droit fiscal. Remarquons encore que, depuis le xvii^e siècle, la liberté laissée à l'Eglise d'acquérir des domaines appartenant à la noblesse était fort limitée (10).

La troisième catégorie de la propriété foncière existant parallèlement avec celles dont nous avons parlé précédemment, forme les « domaines du roi » (*bona regalia, królewszczyny*). Au commencement du xv^e siècle, ces biens pouvaient être considérés comme une vraie propriété de la famille royale. Cependant, au cours du xv^e siècle et surtout au xvi^e, la manière dont le roi pouvait disposer de ces domaines devient de plus en plus limitée. Aussi, vers la fin du xvi^e siècle, on peut considérer tout ce domaine comme une propriété d'Etat. A partir de 1590, on distingue deux catégories parmi ces domaines : 1° les « Economies royales », appartenant à la trésorerie privée du roi : le roi pouvait les administrer à sa guise ou les affermer, mais il n'avait pas la liberté de les aliéner ; 2° quant à tous les autres domaines, le roi ne pouvait en tirer aucun profit, et ils étaient de beaucoup les plus nombreux. Une partie de ces domaines représentait les bénéfices des intendants du district (*capitaneati, starostwa grodowe*) ; une autre partie (*tenutæ, starostwa niegrodowe*) était distribuée, sous le nom « panis bene merentium », à titre de possessions viagères aux personnes qui, aux yeux de l'Etat, avaient acquis quelques mérites.

II. LE SERVAGE DES PAYSANS

Le servage des paysans présente une institution caractéristique et très importante au point de vue des conditions juridiques de l'organisation agraire de la Pologne depuis le commencement du xvi^e siècle.

La population rurale tout entière, au xv^e siècle, peut être considérée comme libre. On ne trouve des paysans serfs qu'exceptionnellement dans les régions de l'Est. Chaque paysan pouvait changer de seigneur, même contre la volonté de ce dernier. Les coutumes précisaient les formalités que les paysans avaient à remplir avant de quitter le village.

Le nouveau servage de la glèbe commence avec la loi de 1496. D'après cette loi, un seul tenancier dans chaque village, et pendant le délai d'un an, pouvait changer de seigneur. En outre,

(10) *Volamina legum*, III, 854 ; V, 16.

nous trouvons dans cette loi les premières traces du rattachement à la glèbe pour les enfants des paysans. Dans chaque famille, un seul fils pouvait librement aller à la ville et fréquenter les écoles ou prendre un métier.

Les différentes lois de la première moitié du xvi^e siècle (1501-1543) ont introduit définitivement le servage à la glèbe héréditaire. Il était interdit à chaque paysan et à tous ses enfants de quitter le domaine de son seigneur sans la permission de celui-ci. A la même époque, on commence à introduire de nouveaux règlements dans le procès contre les serfs fugitifs et contre les seigneurs qui leur donnent asile. Ces règlements rendent plus facile la réintégration des serfs fugitifs au domicile. Les constitutions de la seconde moitié du xvi^e et du xvii^e siècle s'occupent fréquemment du même sujet.

Ce profond changement, effectué après 1496 dans les conditions juridiques des paysans, est étroitement lié avec la nouvelle organisation économique de la grande propriété foncière, qui commence à se manifester vers le milieu du xv^e siècle. Les exploitations agricoles des seigneurs (*réserves seigneuriales* analogues à celles que l'on trouvait en France), qui ne jouaient jusque-là qu'un rôle très modeste dans le régime agraire, deviennent plus fréquentes, et leurs dimensions augmentent. En même temps, les seigneurs commencent à accroître les corvées pour pouvoir mettre en valeur les territoires agrandis de leurs exploitations agricoles. Tout ce mouvement a commencé à s'effectuer dans les provinces de l'Ouest et surtout dans les domaines de la noblesse. Pour éviter des charges qui leur étaient imposées par l'augmentation de la corvée, les paysans se rendaient dans les domaines du roi ou dans les provinces de l'Est, beaucoup moins peuplées que celles de l'Ouest. Par suite de ce mouvement, l'établissement et l'extension des exploitations seigneuriales deviennent très difficiles. Cependant, les seigneurs ont tiré de grands profits de cette réorganisation de leurs domaines. La situation politique de la noblesse prit, dans la seconde moitié du xv^e siècle, une si grande importance que les nobles purent réaliser dans la législation leurs tendances économiques. C'est de cette manière que vers la fin du xv^e siècle et dans la première moitié du xvi^e siècle le servage à la glèbe fut introduit en Pologne. Au xvi^e, xvii^e et xviii^e siècles, différentes coutumes réglant la situation juridique des paysans se développèrent en prenant pour base les lois que nous avons mentionnées plus haut. Les limitations que le servage du xviii^e siècle imposait à la liberté personnelle de la majorité de la classe rurale étaient très grandes, leur rôle dans toute la vie des paysans était très important ; cependant, soit dans les « constitutions » des diètes, soit dans les ordonnances royales, nous ne trouvons que très peu de renseignements sur le

servage. Presque tout ce qu'on peut y trouver, ce sont les établissements concernant l'attachement à la glèbe (*adscriptio glebæ, przytwierdzenie do gleby*) et ses conséquences, c'est-à-dire le règlement des procès sur les serfs fugitifs et ensuite les règlements qui se rapportent aux droits des serfs vis-à-vis des diverses justices royales.

Tout cela ne présente que des règles générales pour l'évolution du droit usuel, qui est formé d'une manière plus ou moins indépendante dans les différentes seigneuries. Ce droit usuel forme une base très importante dans la construction juridique du servage. Il pouvait être tracé dans les différents règlements octroyés par le seigneur aux paysans-serfs. On le retrouve également lorsqu'on a affaire aux villages autonomes, dans les conclusions des assemblées des paysans, approuvées par le seigneur. Très souvent, les règles de ce droit usuel n'étaient pas formulées par écrit ; elles existaient seulement dans la tradition orale, que les travaux scientifiques d'aujourd'hui peuvent reconstruire à l'aide des actes de la justice villageoise où ces règles étaient appliquées. La seule voie pour connaître l'institution du servage se trouve dans l'étude de ce droit usuel. Les juristes du XVIII^e siècle et les savants modernes qui ont négligé ce droit usuel et qui ont essayé d'étudier le servage à l'aide de l'interprétation des règlements généraux concernant la situation juridique des paysans, règlements qui se trouvent dans les « constitutions » des diètes, dans les ordonnances royales et dans les sentences de justice suprême, sont arrivés à des conclusions tout à fait fausses.

La limitation de la liberté personnelle à laquelle étaient soumis les serfs consistait surtout dans l'attachement à la glèbe. De plus, à cette limitation personnelle pouvait s'ajouter la nécessité d'une autorisation du seigneur pour le mariage, le choix ou le changement de profession ou de domicile. Les serfs étaient aussi astreints à acquitter les redevances seigneuriales. Puis le seigneur exerçait sur eux le droit de vente.

L'attachement à la glèbe, comme nous l'avons déjà fait remarquer plus haut, était en détail décrit dans les « constitutions ». Dès le début du XVI^e siècle, aucun serf ne pouvait quitter le village où il était domicilié sans la permission de son seigneur et, s'il le faisait, il était considéré comme fugitif et pouvait être contraint par la force de réintégrer le domaine. Différentes lois du XVI^e et du XVII^e siècle (11) accordaient au seigneur certaines facilités tendant à leur donner satisfaction pour la réintégration

(11) *Volumina legum*, Inwentarz I, 349-354 ; — BOBRZYŃSKI : « Szkice i studia historyczne » (*Esquisses et Etudes historiques*), II, 201-231.

de leurs serfs et pour les procès engagés contre les seigneurs qui donnaient asile aux serfs fugitifs.

Quelle était l'importance réelle de toutes ces prescriptions légales ? L'application de toutes ces normes était difficile. On a considéré avec raison que le grand nombre de constitutions qui se sont occupées au cours des xvi^e et xvii^e siècles des serfs fugitifs sont une preuve que les pouvoirs publics de ce temps étaient incapables d'introduire une « *adscriptio glebæ* » absolue et sans de fréquentes exceptions. Les nombreuses notions sur les serfs fugitifs que nous trouvons dans les inventaires et autres sources des mêmes siècles prouvent la justesse de cette assertion. Cependant, les constitutions du xviii^e siècle ne s'occupent que très rarement des questions des serfs fugitifs. On a essayé d'expliquer ce fait en émettant l'hypothèse qu'au xviii^e siècle la stabilité de la population fut réellement atteinte. En fait, l'étude des sources du xviii^e siècle a prouvé que la migration illégale des paysans serfs existait aussi bien dans ce siècle qu'au cours des siècles précédents (12). D'autre part, on ne peut nier l'existence des faits qui prouvent que, dans certains cas, le seigneur pouvait reprendre son serf fugitif. Il faut encore remarquer ici que les écrivains du xviii^e siècle considèrent ce dernier cas comme assez rare (13).

Quant aux mariages, il n'existait pas de règles générales concernant le consentement du seigneur. L'Eglise était hostile à toute limitation de la liberté individuelle dans le contrat matrimonial. Cependant les usages locaux, bien que très rarement et surtout dans l'Est, considèrent le consentement du seigneur comme obligatoire (14). Les prohibitions du mariage avec les serfs des autres seigneurs sont sans comparaison plus fréquentes (15). Mais, dans ces cas, nous avons une conséquence du droit de poursuite et pas une nouvelle limitation de la liberté personnelle.

Tous les serfs étaient destinés en principe à être agriculteurs. Pour ceux qui voulaient suivre une autre profession (soldats, artisans, ecclésiastiques), une permission spéciale du seigneur était nécessaire. Il s'agissait ici de trois professions. Ici encore, ce n'est qu'une conséquence du droit de poursuite. Chaque changement de profession exigeait l'abandon du village où le serf était attaché à la glèbe. Nous ne connaissons pas d'exemple de limitation de liberté des serfs dans le choix ou le changement de profession quand cela pouvait s'effectuer sans quitter le village où

(12) RUTKOWSKI : « Studja », *Ekonomista*, 1914, I, 108 ; — RAFACZ : *Ustrój wsi*, p. 60.

(13) Voir la brochure de T. MORSKI de 1789, citée par Uruski : « Sprawa włoscianska » (*Question paysanne*), t. I, p. xi.

(14) RUTKOWSKI : « Poddanstwo włocian », 62 ; — ABRAHAM : « Z dziejów prawa malzenskiego w Polsce » (*Contribution à l'Histoire du droit matrimonial en Pologne*), *Księga pamiątkowa ku czci B. Orzechowicza*, I, 30.

(15) RAFACZ : *Ustrój wsi*, 130 ; — ABRAHAM : *Z dziejów małżeństwa*, 37.

le serf était domicilié, quoique nous ne puissions affirmer que les faits de ce genre aient été impossibles dans la Pologne du XVIII^e siècle.

Telles étaient les prescriptions du servage qu'on peut appeler prohibitives : limitations de la liberté personnelle consistant dans certaines défenses.

A côté de ces restrictions, il y avait aussi des prescriptions positives qui consistaient dans la nécessité d'obéissance aux règlements et ordonnances du seigneur. L'usage considérait ces prescriptions comme une partie essentielle du servage (16).

Il s'agit surtout ici de l'acquittement des redevances. La nature et la quotité des redevances étaient considérées par la loi comme une affaire privée entre les seigneurs et leurs serfs, de même que le montant du fermage dû par un noble ou un roturier libre prenant en ferme la terre d'un seigneur qui possédait dans son domaine des serfs. A l'expiration du contrat, la même terre pouvait être affermée à une autre personne ou le montant du bail augmenté, si les conditions économiques le permettaient au seigneur. De même, les redevances des serfs se sont formées d'après les facteurs économiques, sans l'influence directe du pouvoir public et du droit. Cependant, il existait une différence essentielle entre les conditions des serfs qui ne pouvaient point quitter le village, et en théorie devaient accepter toutes sortes de redevances selon le bon plaisir du seigneur, et celles des petits fermiers nobles ou roturiers libres qui pouvaient toujours quitter le domaine quand leur fermage était augmenté et quand ils avaient la faculté de chercher dans d'autres domaines des conditions plus favorables. En réalité, la différence entre le tenancier libre et le serf n'était pas si grande que les différences qui existaient dans leur position légale. Le pouvoir du seigneur d'augmenter les redevances, quoique, au point de vue juridique, illimité, était, en réalité, très restreint. Les serfs auxquels le seigneur voulait imposer des redevances trop lourdes pouvaient toujours changer de seigneur. La Pologne était trop vaste et le pouvoir des intendants royaux trop faible pour que, comme nous l'avons déjà fait remarquer plus haut, les seigneurs puissent faire réintégrer tous les serfs fugitifs.

Deux catégories de faits éclairent d'une manière frappante cette impossibilité pour le seigneur d'augmenter les redevances à son gré. Dans les contrats de fermage concernant des domaines entiers avec des réserves, des corvées et d'autres redevances des paysans, nous trouvons presque toujours une clause consacrée à la responsabilité de ce grand fermier envers le seigneur, s'il se

(16) ULANOWSKI : *Wies' polska*, p. 133.

permettait d'augmenter les redevances en dehors des usages et si, comme conséquence de cette augmentation, les paysans serfs venaient à quitter le domaine affermé (17). Dans ce cas, le grand fermier était obligé de réparer les dommages causés au seigneur.

Dans les terriers des villages, notamment dans les parties consacrées à la description des redevances, on peut trouver des expressions indiquant directement que les redevances étaient constituées comme chose convenue entre le seigneur et les serfs.

La fuite était l'argument le plus fort que le serf pouvait opposer à l'intention du seigneur d'augmenter les redevances ; en outre, nous connaissons des cas de résistance passive de la part des serfs qui tout simplement n'acceptaient pas l'augmentation et, en conséquence, le seigneur était contraint de se contenter des charges limitées par les usages (18).

Les révoltes des paysans, qui se produisirent le plus souvent dans les régions du Sud-Est, empêchaient aussi les seigneurs de constituer les redevances exclusivement d'après leur bon plaisir. Cependant, dans la plus grande partie du pays, ce facteur ne jouait qu'un rôle insignifiant, les révoltes y étant tout à fait exceptionnelles.

Le seigneur pouvait transférer son serf d'une tenure à une autre et même d'un village à un autre. Cette éventualité se produisait probablement assez rarement, mais les sources nous donnent des exemples de ces faits. Les cas où le changement forcé de la tenure était lié avec le changement de la profession étaient encore plus rares. Il s'agit ici du transfert d'un cabaretier ou d'un meunier sur la tenure d'un simple laboureur ou même d'un jardinier (19).

Dans la limitation positive de la liberté personnelle du serf, le côté le plus pénible était la faculté du seigneur de vendre le serf sans sa terre. Cette faculté n'était accordée par aucune loi ni directement ni indirectement. Cependant, les juristes du XVIII^e siècle (20) s'accordent à déclarer que les donations ou les ventes des serfs formaient des actes légaux. Et ce ne sont pas des considérations purement théoriques, parce que nous connaissons des actes qui prouvent que des donations ou des ventes se sont réellement produites (21). Cependant, il est permis de supposer que les cas cités n'étaient que très exceptionnels. En général, quel-

(17) RUTKOWSKI : *Zagadnienie reformy rolnej*, 78.

(18) Sur la grande importance de la communauté des paysans dans les relations entre les paysans et le seigneur, voir ULANOWSKI : *Wies polska*, 146 ; RAFACZ : *Ustrój wsi*, 31, 37, 38, 189, 190.

(19) RUTKOWSKI : « Studja », *Ekonomista*, 1914, I, 111.

(20) SKRZETUSKI : *Prawo polityczne*, 1787, II, 150 ; — OSTROWSKI : *Prawo cywilne*, 1787, I, 47.

(21) RUTKOWSKI : « Studja », *Ekonomista*, 1914, I, 110 ; — RUTKOWSKI : *Poddanstwo włoscian*, 64 ; — RAFACZ : *Ustrój wsi*, 95-96.

ques faits seulement ont pu être constatés. Les recherches faites dans les archives et bibliothèques principales à Leopold, Cracovie, Varsovie et Poznan n'ont abouti, de la part de l'auteur, qu'à la découverte d'un seul cas, jusqu'à présent inconnu, de la vente d'un serf. Il faut encore ajouter que tous les faits connus de la donation et de la vente des serfs ont trait aux serfs domestiques ou aux serfs journaliers. Pas trace de faits semblables en ce qui concerne les serfs détenteurs de tenures,

Sans doute, le servage imposait de graves limitations à la liberté personnelle. Cependant, il serait faux d'affirmer que les serfs en Pologne, au XVIII^e siècle, étaient dépourvus de tout droit ou qu'ils se trouvaient dans les mêmes conditions que les esclaves de l'antiquité. Le mariage et la famille des serfs étaient respectés de la même manière que ceux de toute autre classe sociale. Tous les serfs possédaient la propriété mobilière, qui était respectée par le seigneur, et qu'ils transmettaient à leurs enfants ou à d'autres héritiers. Les redevances seigneuriales pesant sur successions mobilières étaient inconnues. Les serfs pouvaient posséder des tenures héréditaires qu'ils avaient liberté, d'une manière plus ou moins limitée par la directe du seigneur, de vendre, d'échanger, etc. Cependant les serfs étaient incapables de posséder l'immeuble de plein droit. L'homicide d'un serf par son seigneur était toujours considéré comme un crime.

II. LES PETITS AGRICULTEURS LIBRES

Nous trouvons également dans les villages et bourgs, à côté de la population serve, de petits agriculteurs libres (22). On peut distinguer parmi eux trois catégories : les paysans libres, les petits bourgeois-agriculteurs et la petite noblesse. La dénomination de paysans libres se trouvait souvent à côté de celle des serfs dans les terriers des villages. Il semble que cette dénomination désigne le plus souvent des serfs fugitifs qui, en théorie, pouvaient à chaque instant être réclamés par leurs seigneurs. En réalité, ces réclamations ne se produisaient qu'assez rarement. On rencontre des cas où ces paysans restaient comme « non-serfs » dans le nouveau domaine. Ils avaient toujours la faculté de quitter ce village et de s'établir ailleurs.

Les paysans « non-serfs » ne formaient qu'une minorité parmi les tenanciers. Cependant, dans beaucoup d'endroits, ils formaient la majorité des domestiques établis dans les réserves des seigneurs ou dans les tenures des paysans riches. Les chan-

(22) RUTKOWSKI : « Studja », *Ekonomista*, 1914, I, 128 ; — RUTKOWSKI : *Poddanstwo wloscian*, 57.

gements très fréquents de domestiques prouvent que nous avons ici affaire à la classe de la population agricole libre (23).

Les bourgeois, pour qui l'agriculture était le principal, sinon l'unique moyen d'existence, formaient la seconde catégorie des petits agriculteurs libres. On peut rencontrer des types de ce genre dans les faubourgs de toutes les villes. Il faut ici remarquer que du xvi^e au xvii^e siècle, même aux époques de la décadence de l'industrie et du commerce, on a octroyé à un nombre considérable de localités le privilège de la « ville ». En conséquence, beaucoup de ces « villes » ne forment, au point de vue économique, que des villages plus considérables que les autres, avec une industrie plus développée qu'ailleurs. Mais, dans ces villes, les agriculteurs formaient (24) la majorité de la population. Ils augmentent d'une manière considérable les cadres des petits agriculteurs libres. Il faut cependant ajouter qu'un certain nombre de seigneurs essayaient de limiter la liberté personnelle de ces bourgeois-agriculteurs (25). Mais les cas de ce genre étaient-ils fréquents ? C'est ce que l'on ignore encore.

La troisième catégorie, qui forme une certaine aristocratie parmi les petits agriculteurs, est la classe de la petite noblesse (« szlachta drobna, zagonowa, szaraczkowa »). Cette petite noblesse, au point de vue juridique, possédait presque tous les privilèges de la classe dominante, mais au point de vue économique, comme elle ne possédait que de petits lots de terre, sa situation économique ne différait guère de celle des simples paysans. Ces nobles étaient même obligés de s'établir dans les domaines des grands propriétaires en qualité de petits fermiers. On trouvait aussi des nobles parmi les domestiques installés sur les réserves, et même dans les tenures des paysans.

IV. CONDITION JURIDIQUE DES TERRES PAYSANNES

Comme nous l'avons fait déjà remarquer plus haut, le paysan était incapable de posséder la terre à titre de propriété indépendante. La terre paysanne était considérée comme propriété du seigneur, propriété qui pouvait en réalité être plus ou moins limitée par les différents droits des paysans. Dans chaque domaine, ces droits des paysans se formaient d'une manière spéciale. Les codifications de ces droits concernant les différentes provinces sont inconnues. Nous ne possédons que de petits règlements concernant les conditions juridiques des terres paysannes,

(23) RUTKOWSKI : *Zagadnienie reformy rolnej*, 30.

(24) KORZON : *Wewnętrzne dzieje*, I, 296.

(25) PECKOWSKI : « *Dzieje miasta Rzeszowa* » (*Histoire de la ville de Rzeszów*, 67-69).

règlements qui n'ont de valeur que pour un domaine déterminé. Même, dans beaucoup de domaines, ces « codifications » tout à fait primitives étaient inconnues. Pour déterminer les règles générales, il faut consulter les actes d'héritage, de vente, d'hypothèque, etc., concernant les diverses tenures paysannes. En conséquence, il existe dans le domaine des conditions juridiques des terres paysannes une diversité énorme. Cependant, on peut ici distinguer quelques types essentiels qui se répètent partout, mais, bien entendu, avec de fréquentes différences dans les questions secondaires. Nous pouvons donc distinguer quatre catégories principales : les *tenures héréditaires*, les *tenures à longue durée*, les *tenures à courte durée*, les *tenures congéables*.

Les tenures héréditaires (26) qui, pour la plupart, sont appelées dans les actes « tenures propres et héréditaires » (« grunta własne i dziedziczne, zakupne, okupne ») ne présentent pas, au point de vue juridique, une catégorie uniforme. Les différences selon les endroits sont ici plus fréquentes qu'ailleurs. Les tenures héréditaires sont toujours grevées de redevances ; les exceptions ne sont qu'extrêmement rares et se limitent à des cas de privilèges viagers, donnés aux serviteurs qui ont spécialement acquis des mérites aux yeux du seigneur.

Généralement, les tenures héréditaires pouvaient être vendues par les paysans. Les actes de vente devaient être, pour la plupart, confirmés par le seigneur. Cependant, en réalité, on trouve fréquemment des actes sans confirmation seigneuriale dont la valeur n'a jamais été mise en doute. Dans les autres cas, la formule confirmative est d'une date bien postérieure à la date de l'acte lui-même.

Outre cette nécessité générale de confirmation, nous trouvons dans différentes seigneuries des limitations spéciales concernant les ventes des terres héréditaires des paysans. Ce sont, par exemple, la défense absolue ou l'exigence plus sévère de la confirmation seigneuriale dans les cas suivants : quand l'acheteur est domicilié sur le domaine d'un autre seigneur voisin de celui qui possédait la directe seigneuriale sur la terre dont il s'agit, quand il est noble, ou quand il s'agit de l'Eglise. Dans tous les cas que nous venons d'énumérer, le seigneur pouvait perdre sa directe sur la terre, et c'est pourquoi les actes de ce genre étaient absolument interdits, ou du moins n'étaient autorisés qu'en vertu d'une permission spéciale du seigneur.

Les paysans propriétaires pouvaient aussi hypothéquer leur terre et la céder, mais ils se trouvaient alors en présence de diffi-

(26) ULANOWSKI : *Wies polska*, 153 ; — BARANOWSKI : *Wies i folwark*, 179 ; — RUTKOWSKI : « Studja », *Ekonomista*, 1917, I, 123 ; — RUTKOWSKI : *Zagadnienie reformy rolnej*, 31 ; — RAFACZ : *Ustrój wsi*, 103.

cultés semblables à celles qu'ils rencontraient lorsqu'ils voulaient vendre leur bien.

Dans le droit successoral, nous trouvons de fréquentes différences. Parfois, la tenure ne pouvait être acquise par succession que par les enfants, frères et sœurs et parents. Faute de ces survivants, la tenure revenait au seigneur. Dans certains endroits, il était défendu de partager la tenure entre les cohéritiers sans autorisation du seigneur. Cette défense était absolue ou se référait à des tenures au-dessous d'une certaine étendue. Dans les autres endroits, le partage était laissé à l'entière liberté des paysans. Si la tenure tout entière devait passer à un seul successeur, le choix en était fixé par les lois et il existait des règles de majorat ou de minorat ; dans les autres domaines, le choix était fait par le paysan et parfois même par le seigneur.

Telles sont les variétés les plus importantes que nous trouvons dans l'organisation juridique des tenures héréditaires. Dans les questions secondaires, les usages variaient d'un domaine à l'autre.

Parmi les fermes données à longue durée (27), il faut distinguer les baux dans lesquels le temps était limité par un certain nombre d'années et ceux qui étaient valables pour plusieurs générations. Cette manière de tenir la terre était rare, et jusqu'à nos jours elle n'a pas été étudiée en détail.

Les baux de ferme à courte durée (28) étaient plus fréquents. Il faut distinguer ici deux types principaux. Nous retrouvons dans presque tous les villages des lots de terre isolés, savoir le labour, le pré et les jardins affermés par les paysans corvéables ou censitaires qui possédaient en outre des tenures complètes, c'est-à-dire munies des bâtiments qu'ils possédaient comme tenure héréditaire ou congéable. Le bail de ces fermes n'était limité qu'à un an ; cependant il pouvait être renouvelé chaque année, ce qui arrivait fréquemment. En conséquence, ce fermage pouvait, en réalité, se prolonger même pendant des dizaines d'années. Les contrats n'étaient jamais écrits, mais étaient établis par convention orale. Cependant, on retrouve dans les inventaires des villages, et parfois dans les autres actes de la seigneurie, de courtes notices, écrites de la main du seigneur ou de son régisseur, concernant ces fermages. On retrouve aussi des fermages de tenures complètes ou lots de terre isolés faits pour une durée, par exemple, de trois ans par des contrats écrits (29). Les baux de ce genre sont très rares ; le plus souvent, ce ne sont pas les

(27) GURADZE : « Der Bauer in Posen » (Sonderabdruck aus. B. XIII der *Zeitschr. d. hist. Gesell. für die Prov. Posen*), 7, 8.

(28) ULANOWSKI : *Wies polska*, 153 ; — RUTKOWSKI : « Studja », *Ekonomista*, 1914, I, 121.

(29) RUTKOWSKI : « Studja », *Ekonomista*, 1914, I, 123.

paysans qui tenaient la terre de cette manière, mais les petits nobles ne possédant pas de terres ou les habitants des villes ou des faubourgs.

La plupart des corvéables et un nombre considérable de paysans censitaires possédaient des tenures révocables à volonté (« bezterminowa dzierzawa ») (30). Les différents lots de terre appartenant à la tenure et la tenure tout entière pouvaient être repris par le seigneur. Les bâtiments, dans ces tenures, étaient souvent la propriété du seigneur, quoique l'on puisse rencontrer des tenures de ce genre avec des bâtiments appartenant aux paysans. Si le seigneur avait besoin de la terre paysanne, il transportait le paysan sur une autre terre, qui pouvait même être située dans un autre village du même domaine. Quand le paysan devenait vieux, la terre était reprise. Mais, en règle générale, le tenancier n'était pas expulsé tant qu'il était capable de travailler. Si le tenancier, à sa mort, laissait des enfants (fils ou filles mariés) capables de remplir les redevances pesant sur la tenure, c'est à eux que le seigneur donnait la terre. Aussi les tenures à volonté étaient assez fréquemment en réalité des tenures héréditaires. Mais il était absolument défendu aux paysans de vendre, d'échanger ou d'hypothéquer ces tenures.

V. LA JUSTICE SEIGNEURIALE

Tous les seigneurs avaient dans leurs domaines le pouvoir judiciaire, auquel se trouvaient soumis tous les paysans demeurant sur ces domaines, paysans serfs et paysans libres. Le pouvoir judiciaire de tous les seigneurs était le même ; la distinction entre basse, moyenne et haute justice était inconnue.

Cette justice seigneuriale n'était pas surveillée ni limitée par le pouvoir d'Etat. Ce ne fut qu'en 1768 que la faculté de condamner à mort fut retirée à la justice seigneuriale. Toutes les affaires criminelles graves entraînant la peine de mort durent être évoquées par la justice royale ou par les justices des villes. Cependant, il faut remarquer que, même avant cette date, les cas criminels plus graves échappaient à la justice seigneuriale et étaient renvoyés aux tribunaux mentionnés ci-dessus (31).

Dans les petits domaines, le seigneur lui-même exerçait tout son pouvoir judiciaire. Dans les domaines plus étendus, il existait tout une organisation spéciale de justice plus ou moins développée. Une certaine partie des pouvoirs judiciaires seigneuriaux

(30) RUTKOWSKI : « Studja », *Ekonomista*, 1914, I, 118. Ces tenures présentent quelque analogie avec les tenures « at will » anglaises. — RUTKOWSKI : *Poddanstwo*, 89.

(31) RAFACZ : *Ustrój wsi*, 34, 108.

était accordée au régisseur des réserves seigneuriales. Dans les grands domaines, il existait des tribunaux spéciaux selon les différentes catégories des causes. Par exemple, au-dessus du bailli existant dans chaque village, il y avait pour les causes plus graves des tribunaux composés des baillis et des jurés de plusieurs villages, dont la juridiction s'étendait sur tout un district. La justice du commissaire général formait la troisième instance et le seigneur jugeait en dernier appel.

On peut trouver dans beaucoup de villages (32) une sorte d'autonomie judiciaire des paysans dans les cadres de la justice seigneuriale. Le bailli du village (« advocatus, scultetus, wójt, sołtys »), et ses échevins (« scabini, przysięzni ») étaient élus par les paysans et confirmés seulement par le seigneur. A cette justice autonome, le seigneur accordait le pouvoir de décider en première instance dans les causes civiles entre les paysans, et même dans les causes criminelles de moindre importance. Toutefois, il existait un appel au seigneur auquel chaque paysan pouvait avoir recours pour les jugements de toutes les autres juridictions.

Le seigneur était, pour les paysans, la dernière instance ; le paysan ne pouvait en aucun cas faire appel des arrêts du seigneur devant la justice royale. Une organisation judiciaire spéciale existait pour les paysans du « domaine du roi ». La justice seigneuriale était ici exercée par les possesseurs de ces domaines, c'est-à-dire les intendants royaux, qui ne recevaient pas de salaire en argent, mais qui, en guise de traitement, possédaient une certaine partie du domaine du roi. Ceux qui, aux yeux du roi ou de l'Etat, avaient bien mérité, recevaient en récompense de leurs services des domaines pour leur vie durant. Dans les *Economies royales*, c'étaient toujours les régisseurs ou les grands fermiers. Les sentences de tous ces possesseurs du « domaine du roi » pouvaient être cassées par une justice spéciale, appelée « justice des référendaires » (33). Dans la première moitié du XVIII^e siècle, cette justice pouvait être considérée comme une justice patrimoniale du roi ; tous les juges étaient nommés par lui. Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, l'organisation de ce tribunal subit un changement important. Depuis 1766, une partie des juges de ce tribunal étaient nommés par la diète. Les sentences de cette justice semblent prouver qu'un certain compromis entre les tendances économiques de la grande propriété et l'idée de la conservation des différentes « libertés » des paysans, dominait dans cette juridiction. L'exécution de ces sentences présentait souvent diverses difficultés. Tout de même, les paysans

(32) ULANOWSKI : *Wies polska*, 110 ; 148 ; — RUTKOWSKI : « Studja », *Ekonomista*, 1914, I, 112 ; — RAFACZ : *Ustrój wsi*, 189, 368.

demeurant sur le « domaine du roi » trouvaient toujours dans cette justice une certaine protection contre les abus de leurs seigneurs immédiats, et leur situation, à juste titre, pouvait être considérée comme plus favorable que celle des autres paysans.

Le paysan serf ne pouvait comparaître devant un tribunal autre que la justice patrimoniale sans être accompagné par son seigneur, ou sans y être autorisé par lui. Cependant, il existait quelques exceptions à cette règle, notamment dans les cas de viol ou lorsqu'il s'agissait de dommages occasionnés par la levée en masse (34).

On comprend donc que les procès des serfs contre leurs seigneurs étaient impossibles. Toutes les relations entre les serfs et leurs seigneurs, en ce qui concerne le droit civil, étaient réglées par la coutume, sans recours possible à l'autorité de l'Etat. Voilà ce qu'il y avait de plus pénible dans la condition juridique des serfs.

VI. CONCLUSIONS

Nous avons essayé, dans les pages précédentes, de déterminer les conditions juridiques du régime agraire et surtout de la population serve. Les travaux de Ulanowski, Baranowski, Rafacz et autres que nous avons cités le plus souvent, basés sur différents actes d'archives, surtout d'archives locales, ont permis de vérifier les assertions qui se basaient sur les écrits juridiques ou la littérature politique du XVIII^e siècle.

L'opinion que les serfs polonais étaient au XVIII^e siècle dépourvus de tout droit, l'opinion qu'on peut trouver encore dans certains travaux (35), doit être considérée comme tout à fait en contradiction avec les sources d'archives.

Il est vrai que la protection de l'Etat donnée aux serfs était entièrement insuffisante et que le pouvoir des seigneurs sur leurs sujets était très peu limité. Mais de puissants facteurs économiques, ainsi que la faible densité de la population dans les régions de l'Est et la faiblesse du pouvoir administratif de l'Etat, empêchaient les seigneurs d'user de leur pouvoir jusqu'à la dernière limite.

L'organisation économique des domaines ruraux était évidemment impossible sans certaines règles juridiques. Ces règles n'étaient pas données par l'Etat, mais devenaient dans chaque seigneurie une sorte de droit usuel. Elles représentaient toujours un certain compromis entre les tendances de la grande propriété

(34) RAFACZ : « Dawny proces polski » (*L'ancien procès polonais*), 89.

(35) MISES : « Die Entwicklung des gutsherrlich-bäuerlichen Verhältnisses in Galizien », p. 94 « die völlig rechtlosen Bauern ». (Warszawski, *Die Entwicklung*.)

foncière et celle des paysans et formaient les limites réelles du pouvoir seigneurial. Comme nous l'avons vu plus haut, ce droit usuel réglait la question de la propriété mobilière et immobilière, le droit successoral, les droits d'usage dans les forêts et les pâtures, les redevances, l'organisation de la justice et beaucoup d'autres questions de la vie paysanne.

On ne peut nier que la situation juridique des paysans polonais était moins favorable que celle des paysans de l'Europe occidentale. Cependant, il serait faux de supposer que la situation juridique des paysans était plus dure en Pologne que dans tous les autres pays d'Europe. Un servage semblable existait à la même époque dans l'Allemagne du Nord-Est. Les serfs dans cette partie de l'Allemagne étaient attachés à la glèbe (36). En Poméranie antérieure, on avait établi des prix pour la capture des serfs, on marquait d'un fer rouge, au visage, ceux qui étaient repris pour la seconde fois (37). Un projet de loi pour une semblable punition a été voté par la diète de la Haute-Lusace en 1670 (38). Les redevances des serfs n'étaient limitées que par la volonté du seigneur (39). On vendait les personnes des serfs (40), et il y avait des cas où il était impossible aux serfs de citer leur seigneur en justice (41).

(36) HANSEN GEORG : « Abhebung der Leibeigenschaft und die Umgestaltung der gutherrlich-bäuerlich Verhältnisse überhaupt in den Herzogthümern Schleswig und Holstein », 15. — BÖHLAU HUGO : « Über Ursprung und Wesen der Leibeigenschaft in Meklenburg » (*Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte Germ. Abt.* VIII, 414). — GROSSMANN FRIEDRICH : « Über die gutherrlich-bäuerlichen Rechtsverhältnisse in der Mark Brandenburg vom 16 bis zum 18 jahrh » (*Schmollers Staats u. Socialwissenschaftliche Forschungen*, IX, 4, 94). — DESSMANN GÜNTER : « Geschichte der Schlesischen Agrarverfassung », 55. — KNOTHE HERMANN : « Die Stellung des Gutsunterthanen in der Oberlausitz zu ihren Guts herrschaften » (*Neues Lausitzisches Magazin*, Bd. LXI, 267). — KNAPP (G.-F.) : « Die Bauern-Befreiung », I, 23. — FUCHS C. J. *Der Untergang des Bauernstandes*, 173.

(37) FUCHS, *op. cit.*, 126, 173.

(38) KNOTHE, *op. cit.*, 289. Ce projet n'a pas été confirmé par le souverain.

(39) HANSEN, *op. cit.*, 19. — BÖHLAU, *op. cit.*, 422. — FUCHS, *op. cit.*, 130. — BRÜNNECK WILHELM : « Die Leibeigenschaft in Pommern » (*Zeitschr. d. Sav.-St. f. Rechtsgesch. Germ. Abt.* IX, 146). — GROSSMANN, *op. cit.*, 94. — KNOTHE, *op. cit.*, 267, 275. — HAUN (J.-F.) : « Bauer und Gutsherr in Kursachsen », 161. — DORNO (Fr.) : « Der Fläming und die Herrschaft Wiesenburg » (*Schmollers Forschungen*, 178, 92).

(40) HANSEN, *op. cit.*, 15, 16. — FUCHS, *op. cit.*, III, 176-9, 366. — BÖHLAU, *op. cit.*, 419. — KNAPP (G.-F.) : « Die Landarbeiter in Knechtschaft und Freiheit », 24, 26. — BRÜNNECK (W.) : « Die Leibeigenschaft in Ost-Preussen » (*Zeitschr. d. Sav.-St. f. Rechtsgesch. Germ. Abt.* VIII, 56-9). — KERN ARTHUR : « Beiträge zur Agrargeschichte Ost-Preussen » (*Forschungen zur Brandenburgischen und Preussischen Geschichte*, XIV, 163). — PLEHN HANS : « Zur Geschichte der Agrarverfassung in Ost-und Westpreussen » (*Forsch. z. Brand. u. Preuss. Gesch.*, XVII, 436). — GROSSMANN, *op. cit.*, 94.

(41) KNAPP : *Bauern-Befreiung*, I, 57, II, 55. Sur les limitations des droits des paysans dans leur action en justice contre les seigneurs, voir : WUTTKE ROBERT, « Gesindeordnungen und Gesindezwangsdienst in Sachsen » (*Schmollers Forschungen*, XII, 4,) 164 ; DAME, « Die Entwicklung des ländlichen Wirt-

La situation des sujets de l'Allemagne du Nord-Est était sous deux rapports même plus pénible que celle des sujets polonais. Le service obligatoire des jeunes gens (« Gesindezwangsdienst »), qu'on ne rencontrait en Pologne que très rarement et qui ne jouait presque aucun rôle, était au contraire très répandu dans cette région de l'Allemagne et pesait lourdement sur la population rurale (42). Le service obligatoire, même au XVIII^e siècle, dans certains endroits n'était pas limité par un nombre d'années définies, et pouvait durer jusqu'à la mort du serf (43). Les salaires qui étaient donnés à cette catégorie de manœuvres étaient toujours bien inférieurs à ceux que recevaient les domestiques libres (44). Ces salaires n'étaient même pas suffisants pour acheter les vêtements (45). Le traitement de ces domestiques était si mauvais qu'on préférait parfois rester dix ans en prison que deux ans en service (46). On rapporte des faits d'après lesquels les seigneurs ont abusé du droit de service obligatoire à l'égard de jeunes filles dans un but qui n'avait rien de commun avec l'exploitation agricole de leurs réserves (47).

Considérons encore que, dans certaines parties de l'Allemagne, il était interdit aux sujets de se marier sans l'assentiment du seigneur. Les seigneurs usaient très largement de ce droit, surtout quand il s'agissait de jeunes gens faisant leur service obligatoire sur les réserves seigneuriales. Les mariages affranchissaient les jeunes gens de ce devoir, et la défense du seigneur de se marier avait pour but de les retenir sur son domaine (48). On n'accordait la permission qu'à ceux qui avaient servi le plus grand nombre d'années (49). Les fiançailles se prolongeaient des années entières et, malgré de fréquentes naissances illégitimes, l'accroissement de la population était lent (50).

Jusqu'à présent, on n'a pas trouvé en Pologne d'endroits où les enfants de paysans se trouvaient dans une situation si pénible. Cette situation qui, sous ce rapport, était plus dure pour

schaftsleben in der Dresden-Meissner Elbtalgegend », 133 ; KNOTHE, *op. cit.*, 290. Cependant, on ne peut nier qu'au point de vue de la protection de la justice du souverain, les paysans de l'Allemagne du Nord-Est se trouvaient dans une situation plus favorable que les paysans polonais.

(42) SÉE (H.) : *Esquisse d'une histoire du régime agraire*, 127, 135, 146, 166.

(43) AUBIN : *Zur Geschichte des gutsherrlich-bäuerlichen Verhältnisses in Ost-Preussen*, 169. — HANSSEN, *op. cit.*, 22. — LENNHOFF (Ernst) : *Das ländliche Gesindewesen in der Kurmark Brandenburg*, 126.

(44) LENNHOFF (Ernst), *op. cit.*, 130.

(45) KNAPP : *Die Bauern-Befreiung*, I, 67. — LENNHOFF, *op. cit.*, 131. — DESSMANN, *op. cit.*, 79.

(46) KNAPP : *Die Bauern-Befreiung*, I, 68.

(47) KNOTHE, *op. cit.*, 280.

(48) HANSSEN, *op. cit.*, 17. — BÖHLAU, *op. cit.*, 474. — AUBIN, *op. cit.*, 169. — KERN, *op. cit.*, 165.

(49) HANSSEN, *op. cit.*, 20.

(50) FUCHS, *op. cit.*, 184, 186. — KERN, *op. cit.*, 180.

les paysans de l'Allemagne de l'Est, si on la compare à celle de la Pologne, peut s'expliquer par les différences essentielles existant dans l'organisation agraire de ces deux pays. L'agrandissement des réserves après la guerre de Trente ans et la protection des tenanciers (« Bauernschutz »), accordée par l'Etat au XVIII^e siècle étaient cause que l'importance des domestiques salariés dans l'exploitation des réserves seigneuriales jouait un rôle plus important en Allemagne qu'en Pologne.

Les progrès de l'industrie contribuaient singulièrement à rendre difficile, pour le seigneur allemand, le recrutement de la main-d'œuvre agricole. Le service obligatoire des jeunes gens devait faciliter au seigneur la tâche de trouver les salariés en nombre suffisant et les restrictions apportées au mariage devaient empêcher les paysans de se libérer de l'obligation de service.

Pendant le cours du XVIII^e siècle, dans différents pays de l'Allemagne du Nord-Est et surtout dans ceux qui étaient sous la domination de la dynastie des Hohenzollern, différentes réformes ont diminué l'importance du servage. Les réformes agraires introduites en même temps en Pologne ont eu le même effet. Nous reviendrons, dans un des chapitres suivants, sur les différences et les ressemblances de ces réformes agraires.

III. RÉPARTITION ET ORGANISATION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

I. La propriété publique et privée. — II. Dimensions des propriétés nobles.
— III. Aperçu général sur l'organisation économique de la propriété foncière.

I. LA PROPRIÉTÉ PUBLIQUE ET PRIVÉE

Après avoir étudié dans le chapitre précédent les conditions juridiques de l'organisation agraire, nous nous proposons de consacrer les chapitres suivants à l'étude de l'organisation agraire considérée au point de vue économique. Nous nous bornerons à l'étude de l'organisation sociale et laisserons de côté toute l'organisation de l'exploitation agricole au point de vue technique.

La répartition de la propriété foncière forme l'élément le plus important de toute l'organisation agraire. Cependant, ce problème n'est que très peu étudié pour le XVIII^e siècle. La statistique de la population rurale faite par Korzon (51) donne quelques idées sur l'étendue de la propriété publique et privée. Le nom-

(51) KORZON : *Wewnetrzne dzieje*, I, 320.

bre des paysans serfs vivant en 1791 sur les *Economies* est évalué à 190.000 (3 %) ; sur les domaines d'Etat, à 840.000 (16 %) ; sur les biens ecclésiastiques à 921.300 (17 %) ; et sur la propriété privée, à 3.404.700 (64 %). La répartition du sol entre les catégories ci-dessus mentionnées n'était évidemment pas absolument la même que la répartition de la population serve. Dans les domaines publics, surtout dans les domaines du roi, la population libre était plus importante que dans les domaines de la noblesse, lesquels formaient la majorité de la propriété foncière privée. Ensuite, dans le domaine du roi, les forêts occupaient probablement un pourcentage plus élevé que dans les autres catégories. Mais on peut supposer que toutes les corrections qu'il faudrait introduire dans le pourcentage des chiffres cités plus haut ne changeraient pas le résultat essentiel de ce calcul.

II. DIMENSIONS DES PROPRIÉTÉS NOBLES

Le second problème d'une importance capitale qui se pose ici est de connaître l'étendue de la propriété de chaque propriétaire. Ce problème prend surtout de l'importance quand il s'agit de la propriété noble, dans laquelle se retrouvent des domaines de toutes dimensions possibles. A ce point de vue, il faut distinguer diverses catégories* de la noblesse.

Dans des conditions plus modestes que d'autres se trouvait la petite noblesse (« drobna szlachta »), qui ne possédait pas de sujets et qui cultivait elle-même la terre de ses tenures, lesquelles étaient d'une étendue très restreinte. En effet, elles ne dépassaient pas généralement l'étendue des tenures paysannes et elles étaient organisées à la manière paysanne. En conséquence, parmi les petits nobles, on peut facilement trouver des exemples de gens d'une situation plus modeste que celle des paysans riches. Dans la classe de la petite noblesse existait un groupe spécial de nobles dépourvus de propriété, qui affermaient des terres dépendant de la grande propriété : ils étaient appelés nobles censitaires (« szlachta czynszowa »).

On peut trouver dans toutes les régions de la Pologne des représentants de la petite noblesse. On rencontrait en plus grand nombre les représentants de cette petite noblesse dans les palatinats de Masovie et Podlachie. Là, on trouve fréquemment des villages entiers sans seigneurs et peuplés exclusivement par les petits propriétaires nobles. Dans ces deux palatinats, une partie considérable de tous les petits agriculteurs était formée par la petite noblesse, tandis que dans les autres régions les villages de la petite noblesse ne formaient que des exceptions assez rares. Remarquons enfin que la noblesse censitaire vivait surtout dans

les vastes domaines des grands seigneurs de l'est de la Pologne.

Le second groupe de la noblesse était formé par les propriétaires qui étaient les seigneurs des tenanciers, mais leur nombre était très restreint. La « seigneurie » de ces nobles ne s'étendait que sur une partie du village. En conséquence, dans les villages de ce genre, on retrouve toujours au moins deux et souvent plusieurs seigneurs. Les représentants de ce groupe sont connus comme noblesse partielle (*szlachta czastkowa*). La situation économique de ces nobles était presque la même que celle de la petite noblesse qui ne possédait pas de tenanciers-sujets, mais elle avait des tenures plus grandes que leurs autres congénères. Il est compréhensible que les distinctions économiques entre ces deux groupes de la noblesse n'étaient pas toujours très nettes. On pouvait facilement passer d'un groupe à l'autre et cela arrivait fréquemment. Dans les sources et la littérature, on considère parfois la « noblesse partielle » comme un groupe se rattachant à la classe de la petite noblesse. Toutefois ces deux groupes pouvaient être considérés comme la basse noblesse.

Le groupe suivant des nobles possédant un ou plusieurs villages était d'une importance beaucoup plus considérable que les deux précédents. Ce groupe ne formait pas la majorité de la noblesse proprement dite (52), mais la propriété foncière qui se trouvait dans les mains de ce groupe était de dimensions considérables. L'étendue de la propriété de la basse noblesse était, en comparaison, tout à fait insignifiante. En s'appuyant sur cette considérable propriété, et grâce à l'organisation politique de l'ancienne Pologne, ce groupe de la moyenne noblesse jouait un rôle politique très important.

Au-dessus de la moyenne noblesse se trouvait la haute noblesse, les grands seigneurs appelés simplement les seigneurs (« *panowie* ») ou les magnats (« *magnaci* »), propriétaires des latifundia, d'une étendue plus ou moins importante. Au point de vue juridique, il n'existait aucune différence entre ces deux groupes. La moyenne noblesse était férue de l'idée que toute la noblesse appartenait à une seule et même classe, et elle était assez forte pour empêcher le vote des lois contraires à cette idée. Comme une manifestation frappante de cette idée d'égalité, on peut citer la loi de 1638 (53), qui défendait à tout noble d'accepter et de porter les titres de comte ou prince, sauf pour les familles qui les avaient portés dans l'acte de l'union de Lublin de 1569.

Le groupe de la haute noblesse était évidemment très restreint,

(52) KORZON (*Wewnetrzne dzieje*, I, 320) a évalué le nombre de cette classe, en 1791, à 318.000, c'est-à-dire à 49 % de la noblesse.

(53) KUTRZEBĄ : *Historja ustroju Polski*, I^e 216.

mais, grâce aux grands domaines qui étaient dans les mains de ses représentants, il jouait un rôle très important dans la vie économique et politique. La haute noblesse ne formait pas une caste fermée. Les familles enrichies de la moyenne noblesse pouvaient entrer dans la haute noblesse et les familles autrefois très riches appartenant à ce groupe par suite d'appauvrissement pouvaient tomber dans la moyenne noblesse. Il est évident que l'étendue de la propriété foncière et la richesse basée sur elle qui donnait l'entrée au groupe de la haute noblesse n'était nulle part fixée. Les fonctions de sénateur, c'est-à-dire de membre de la haute chambre de la diète, étaient la seule preuve formelle qu'une famille noble avait appartenu à la haute noblesse. Nous trouvons dans ce groupe évidemment des différences considérables dans l'étendue de la propriété foncière possédée par les seigneurs pris en particulier. Les uns (54) possédaient des centaines de villages, les domaines des autres n'étaient composés que de quelques dizaines de villages.

Il est important de savoir dans quelle mesure chacun de ces trois groupes participait à la propriété foncière. Il n'y a pas de doute que la partie possédée par la basse noblesse était tout à fait insignifiante. Pour le XVIII^e siècle, nous ne possédons pas de statistique à ce sujet, mais celles qui ont été faites pour le XVI^e et le XIX^e siècle jettent une lumière assez claire sur la situation du XVIII^e. D'après les registres d'impôt foncier publiés par Pawinski et Jablonowski, le pourcentage de la terre labourable de la basse noblesse pendant le dernier quart du XVI^e siècle, par rapport aux terres labourables de toutes les petites exploitations agricoles, était le suivant : Grande-Pologne, 4,9 % (55) ; Petite-Pologne, 5,1 % (56) ; Mazovie, 33,6 % (57) ; Podlachie, 67,5 % (58) ; Ruthénie rouge, 0,6 % (59). Nous voyons que, seulement dans le palatinat de Podlachie, la petite noblesse occupait une place prépondérante dans la petite exploitation. Mais il est presque sûr que, même dans cette partie de la Podlachie, l'étendue de la propriété de la petite noblesse, comparée à l'étendue entière de la propriété foncière, n'occupe qu'une part bien inférieure à la moitié. Le calcul de ce genre (qui n'est pas encore fait) pour les provinces les plus importantes, donnera sans doute, en ce qui concerne la propriété de la petite noblesse, des pourcentages tout à fait insignifiants.

(54) KORZON : *Wewnetrzne dzieje*, I, 247.

(55) RUTKOWSKI : *Poddaństwo włascian*, 22, note 2.

(56) *Zródła dziejowe*, t. XIV, 30, 100.

(57) Voir note 55.

(58) *Zródła dziejowe*, t. XVII, partie II, p. 145, en corrigeant l'erreur dans le calcul du pourcentage.

(59) Voir note 55.

Les statistiques du XIX^e siècle donnèrent des résultats semblables (60).

Ces résultats, obtenus d'après les statistiques du XVI^e et du XIX^e siècle, nous permettent d'affirmer qu'au XVIII^e siècle la propriété de la petite noblesse ne jouait qu'un rôle insignifiant. La question la plus importante consisterait à déterminer les proportions relatives de la propriété de la moyenne et de la haute noblesse. Malheureusement, jusqu'à présent, elle n'a été que très peu étudiée. Il est certain que la propriété latifundiale jouait dans les provinces orientales un rôle beaucoup plus important que dans les provinces occidentales. Mais les données précises exprimées par des chiffres ne sont connues ni pour ce qui touche à la Pologne entière, ni pour ce qui se rapporte aux différentes provinces de ce pays.

Il est évident que l'étendue de la propriété foncière de la moyenne noblesse et des magnats était en fluctuation permanente. Depuis les guerres de la moitié du XVII^e siècle, de nouveaux latifundia se sont formés et l'étendue de cette catégorie de la propriété n'a fait qu'augmenter à partir de cette époque. A ce point de vue, les calculs de M. Wierciński (61) concernant l'évolution de la répartition de la propriété foncière du XV^e au XVIII^e siècle présentent un grand intérêt. L'auteur a été contraint, faute d'autres données, de ne borner ses calculs qu'à la terre labourable des paysans. Il est évident que, si l'on pouvait faire les calculs comprenant toute la terre, on obtiendrait des résultats un peu différents non seulement sur les chiffres absolus, mais aussi sur les pourcentages. Cependant, la statistique citée donne une idée claire de la tendance de l'évolution de la propriété foncière. Les propriétaires nobles qui possédaient sur leurs domaines des tenures paysannes d'une dimension au-dessous de 100 charruées (62) de terre labourable avaient, vers le milieu du XV^e siècle, 43.8 % de l'étendue entière du labour paysan. Ce pourcentage tombe vers le milieu du XVII^e siècle à 11.6 % et vers la fin du XVIII^e siècle à 8.4 %. L'importance des propriétés de 100 à 500 charruées reste presque la même (24.3 %, 26.6 %, 33.2 %), tandis que les dimensions de la propriété des nobles au-dessus de 500 charruées augmente d'une manière frappante (13.3 %, 30.7 %, 41.9 %).

(60) « Trudy Varšavskago statističeskago komiteta » (*Travaux du Comité statistique de Varsovie*, XV.)

(61) WIERCIŃSKI (H.) : « Opis statystyczny wiekszej własności ziemskiej u powiecie puławskim » (*Description statistique de la grande propriété foncière en district de Putawy*) (*Ekonomista*, 1909, II, 279).

(62) *Laneus, mansus, lan, wśłoka* : mesures pour la terre d'une dimension de 15 à 20 hectares.

III. APERÇU GÉNÉRAL SUR L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

L'organisation de la propriété foncière de la basse noblesse se présentait sous un aspect tout à fait simple. Le propriétaire noble y travaillait lui-même comme le faisaient les paysans, avec l'assistance des membres de sa famille ou des domestiques s'il avait une tenure d'une étendue plus vaste. Les nobles dénommés « partiels », qui possédaient un ou quelques sujets, pouvaient utiliser la corvée dont ils étaient redevables. Dans ce groupe, une partie des nobles travaillaient sans doute ensemble avec les paysans corvéables, mais parfois le « seigneur » de la partie d'un village essayait de se tenir au rang d'un noble plus fortuné et se contentait du travail de ses domestiques et sujets corvéables. Cependant, la manière de vie des pseudo-seigneurs se rapprochait plus de celle des paysans que de la vie de la moyenne noblesse.

L'organisation économique de la grande propriété appartenant à la moyenne, à la haute noblesse, à l'Eglise, ou faisant partie du domaine du roi, était évidemment plus compliquée. Cette organisation n'était pas partout uniforme. On peut distinguer trois types essentiels dans cette organisation.

Le premier type est généralement connu comme organisation censitaire. Toute la terre labourable, les prés et les jardins du domaine étaient divisés entre les tenures paysannes formant les seules exploitations rurales du domaine. La réserve seigneuriale n'existait pas dans le domaine organisé de la manière dont il s'agit ici. Le paysan tirait son existence matérielle de sa tenure et le revenu du seigneur provenait de la même source. Ce revenu se formait dans l'organisation censitaire exclusivement du cens paysan dû en argent ou en nature.

Le second type de l'organisation économique de la grande propriété formait la réserve corvéable. Les terres labourables, les prés et les jardins étaient divisés en deux parties : l'une formait la réserve seigneuriale, l'autre était divisée entre les tenures des paysans corvéables. Les paysans tiraient leur subsistance de ces tenures et la réserve seigneuriale était mise en valeur par ces mêmes paysans, sous la direction du seigneur ou du régisseur.

Dans la troisième forme de l'organisation économique de la grande propriété, toute la terre appartenant à la réserve était cultivée par les salariés, domestiques et journaliers. Ici les paysans vivaient uniquement du travail qu'ils exécutaient dans la réserve sous la direction du seigneur ou de son régisseur.

Cens, corvée et salaires : ces trois formes de relations correspondent aux trois degrés de l'indépendance économique des paysans. Les censitaires travaillaient tout le temps sur leurs tenures, et le cens était la seule limitation apportée à leur indépendance

économique. Les corvéables étaient moins indépendants. Ils étaient obligés de passer une partie de leur temps à travailler pour le seigneur sur sa réserve. Les travailleurs salariés des réserves se trouvaient dans une situation encore plus dépendante. Ils étaient obligés de consacrer leur temps au travail sous la direction d'une autre personne.

Nous avons donné ici les caractéristiques des trois types de l'organisation économique comme types propres. Ces types propres ne se trouvent en réalité que très rarement. Dans la vie réelle, on rencontre le plus souvent les types mixtes, composés de ces trois éléments essentiels. On peut rencontrer le type propre le plus souvent parmi les censitaires. Cependant, il faut remarquer que les types censitaires grevés d'une insignifiante corvée se retrouvent beaucoup plus fréquemment. On retrouve aussi les journaliers qui possédaient de petits lots de terre à titre de cens. En général, dans le groupe des censitaires, il faut faire entrer tous les paysans qui gagnaient leur vie en travaillant surtout dans leurs tenures et pour qui le cens formait l'unique redevance ou une redevance plus importante que la corvée.

Les propres types des corvéables, c'est-à-dire des paysans astreints à la seule corvée et francs du cens, étaient très rares. Encore plus rares étaient les réserves exploitées exclusivement à l'aide de la corvée. Voici l'organisation typique : les paysans, corvéables, grevés d'un cens plus ou moins insignifiant, constituant la principale main-d'œuvre de la réserve seigneuriale, qui fait aussi appel au travail de domestiques et de journaliers touchant un salaire.

On pouvait retrouver les journaliers, qui ne possédaient aucun morceau de terre, dans chaque village, mais ils ne formaient pas une classe nombreuse. Beaucoup plus nombreux était le type mixte, c'est-à-dire le groupe des paysans possédant une petite tenure grevée de corvées ou du cens ou encore de l'une et de l'autre. Les revenus de ces terres ne formaient pour eux qu'une très faible partie de leurs revenus. En conséquence, ces paysans étaient obligés de gagner leur vie en travaillant surtout comme salariés. Les réserves dépourvues de corvées et exploitées exclusivement avec le concours des salariés (domestiques et journaliers) étaient extrêmement rares. Les réserves dans lesquelles le travail des salariés jouait un rôle plus important que celui des corvéables étaient beaucoup plus fréquentes. En général, à cette troisième catégorie de l'organisation agraire, il faut rattacher tous les villages dans lesquels les salaires étaient la forme prédominante dans les relations entre les paysans et le seigneur.

Nous trouvons dans l'organisation économique de la grande majorité des domaines trois éléments essentiels, mais l'importance de chacun de ces éléments n'était pas pourtant la même.

Si on veut considérer toute la Pologne comme un territoire unique, les paysans corvéables et les réserves corvéables peuvent être regardés comme l'organisation la plus répandue. Les domaines organisés en tenures censitaires étaient beaucoup moins nombreux. L'importance de cette organisation n'était pas la même dans toutes les régions de la Pologne. Les paysans censitaires étaient les plus nombreux dans les régions éloignées de l'Est, du Sud et de l'Ouest, tandis qu'au centre ils étaient plus rares.

En général, il faut remarquer que les réserves étaient moins répandues dans les latifundia que sur les domaines de la moyenne noblesse. Ce fait est une des causes principales de l'importance de l'organisation censitaire dans les régions de l'Est, où la propriété latifondiale était très développée. Voici quelques exemples caractéristiques cités par Baranowski (63). Dans la seigneurie de Szklów, composée de cent soixante et un villages situés sur le Dnieper, dans la première moitié du XVIII^e siècle, il n'existait que trois réserves seigneuriales qui furent abolies en 1765. La récolte de ces réserves n'était pas vendue, mais consommée par l'administration de la seigneurie. Dans le comté de Bychów, situé de même sur le Dnieper et composé de quarante-deux villages, se trouvaient six réserves dont le revenu, en 1782, faisait 12 % de tous les revenus du comté. La difficulté de l'exportation de blé a été une autre raison des grandes quantités de tenures censitaires dans les palatinats de l'Est. La politique polonaise des XVI^e et XVII^e siècles s'est beaucoup occupée du problème des communications pour le commerce du blé produit dans les régions de l'Est. Mais ce ne fut que dans la seconde moitié du XVIII^e siècle qu'on a réussi à résoudre ce problème. En 1765, on commença à creuser des canaux pour relier les régions du Dnieper à la mer Baltique. En 1784, la communication du Dnieper au Niémen par le canal Oginski et du Dnieper à la Vistule par le canal Royal put être un fait accompli. Grâce au traité de 1774 entre la Russie et la Turquie, la mer Noire fut ouverte au commerce du blé de la Russie méridionale. Les régions du sud-est de la Pologne purent ainsi profiter des ports russes, surtout de celui d'Odessa, pour l'exportation du blé (64). Ce fait eut des conséquences très grandes pour le régime agraire. Dans les années qui s'écoulèrent de 1765 à 1789, l'importance de la corvée dans les domaines du roi de l'Ukraine augmenta de 18 % à 30 % sur la totalité du revenu de ces domaines (65).

(63) BARANOWSKI : *Wies i folwark*, 258, 266, 271.

(64) Id. : « Rzut oka na znaczenie Dniepru w historii gospodarczej Polski » (*Coup d'œil sur l'importance du Dnieper dans l'histoire économique de la Pologne*) (*Przegląd historyczny*, XX).

(65) RUTKOWSKI : *Poddaństwo włościan* 35.

On rencontrait fréquemment des domaines avec des réserves peu nombreuses et peu développées dans les régions des Carpathes. Par exemple, sur les domaines du roi de Nowy Targ vers la fin du ^{xvii}^e siècle, le revenu du blé produit par les réserves ne donnait que 5 % du revenu total du domaine (66). Les conditions peu favorables pour la production du blé dans les montagnes et les obstacles de transport rendaient difficile un développement des réserves seigneuriales, et c'est pourquoi l'organisation censitaire médiévale ne s'était pas transformée aux ^{xvi}^e-^{xviii}^e siècles dans ces régions en organisation des réserves seigneuriales.

On retrouve aussi fréquemment des villages francs de corvée et grevés seulement du cens seigneurial dans le palatinat de l'Ouest, situés à la frontière de l'Allemagne (67). La seconde vague de la colonisation allemande au ^{xvii}^e et au ^{xviii}^e siècle est la cause principale de ce fait. Les paysans allemands, qui s'implantèrent surtout dans l'Ouest, n'acceptaient la corvée, dans les contrats qu'ils signaient avec les seigneurs, que dans des dimensions fort restreintes, par exemple quelques jours par an. Toute cette catégorie de paysans doit être considérée comme des censitaires. Au ^{xviii}^e siècle, on peut remarquer le progrès de l'assimilation des villages polonais avec les villages censitaires allemands.

On retrouve les villages isolés des censitaires sur beaucoup de domaines dans toutes les provinces (68), mais ils ne forment pour la plupart que de petits îlots dans l'immensité des domaines où la réserve seigneuriale et la corvée formaient les bases fondamentales de leur organisation économique. Les agglomérations plus considérables de ce type de villages étaient rares. Parmi les plus importants, citons le domaine de Lowicz, propriété des évêques de Gniezno. Parmi les domaines où la réserve joue le rôle principale, il faut distinguer ceux pour lesquels la corvée est la base principale et ceux pour lesquels le travail des salariés est plus important. Quelle était l'importance relative de la corvée et des salaires pour la mise en valeur des réserves dans les différentes régions, c'est là une question qui n'a pas été étudiée jusqu'à présent.

(A suivre.)

JEAN RUTKOWSKI.

(66) BARANOWSKI : *Wies i folwark*, 220.

(67) RUTKOWSKI : « *Zagadnienie reformy rolnej*, 6.

(68) Id. : « *Studja* » (*Ekonomista*, 1914, II, 72-75).

ANALYSES ET COMPTES RENDUS

P. CARON. — *La Commission des subsistances de l'an II. Procès-verbaux et actes* (Coll. de Doc. inéd. sur l'Hist. écon. de la Révolution française. Paris, E. Leroux, 1925, 2 fascic. in-8°, LXIII-880 pp.).

Les histoires générales de la Révolution n'accordent que peu ou point de place à la Commission des subsistances. Levasseur et Jaurès se bornent à la mentionner ; Gomel ne lui accorde que quelques pages. Mais, dans leurs ouvrages spéciaux, M. Marion, M. Mathiez, MM. Thénard et Guyot, lui ont consacré des chapitres utiles et documentés.

Pourtant la publication faite par M. Caron va permettre de se rendre compte de l'importance de cette commission dans les rouages administratifs et économiques de la Révolution. Le nombre, la difficulté et l'urgence des questions qui lui furent soumises, l'étendue des pouvoirs exécutifs dont elle disposa apparaissent clairement dans ces procès-verbaux, comme aussi l'énormité du travail qu'elle accomplit, en liaison étroite avec le Comité de Salut public.

Cependant, de tels documents éveillent plus de curiosités qu'ils n'en satisfont et les indications de détail, qui y pullulent, cachent les grandes lignes de l'œuvre accomplie par l'institution, sans permettre cependant de se former une idée nette d'aucun point particulier. Ces procès-verbaux ne peuvent constituer qu'une source d'informations pour connaître ce que fut et ce que donna la politique, encore si obscure, de la Convention sur les subsistances. Aux procès-verbaux proprement dits, M. Caron a adjoint les arrêtés et les circulaires de la Commission dont il a pu retrouver le texte.

Son recueil, établi avec un soin minutieux, pourvu de notes succinctes et utiles, d'un remarquable index et d'une excellente introduction, rendra des services incontestables aux historiens de la vie économique.

ROGER PICARD.

*
**

E. CAVAINAC. — *Chronologie* (Paris, Payot, 1926 ; in-8°, 214 pp.).

Préciser la date exacte d'un événement historique par rapport à notre ère, déterminer la contemporanéité de deux événements dans le temps, ce sont là les tâches propres de l'historien chronologiste et ce sont des tâches malaisées.

C'est que l'humanité a longtemps tâtonné avant d'adopter une division et une compénétration du temps basée sur des principes rationnels. C'est aussi que, dans l'antiquité, chaque nation possédait son

calendrier, et qu'au cours du temps les systèmes adoptés ont été modifiés à plusieurs reprises.

Années lunaires, années solaires, années luni-solaires, années commençant en janvier, en mars, en octobre, jours complémentaires ou mois intercalaires, ajoutés aux années normales, changements d'ères, computation par consulats, par olympiades, par années de règnes, tous ces éléments commencent à la chronologie historique une complication invraisemblable, et quand on en examine toute la série, on ne peut s'empêcher d'admirer avec reconnaissance la simple ordonnance du calendrier grégorien et l'utile stabilité qu'il introduit dans nos vues rétrospectives.

Le livre de M. Cavaignac, en même temps qu'il contient un recueil de dates très riche, allant des premiers événements de l'histoire d'Égypte (4241 av. J.-C.) jusqu'au traité de Versailles, contient une remarquable étude des difficultés de la chronologie et des divers systèmes auxquels elle a donné lieu. Elle ne sera pas seulement utile aux érudits, mais elle offre aussi une ample matière à la philosophie de l'histoire.

R. P.

G.-G. COULTON. — *The medieval village* (Cambridge, University Press, 1925 ; in-8°, 603 pp. ; prix : 25 sh.).

Il convient de signaler ce remarquable ouvrage, d'une érudition si étendue, très neuf, très original et écrit avec un grand talent. C'est moins un exposé de l'évolution économique du régime agraire qu'une description très vivante de la vie rurale du Moyen âge, et qui ne se borne pas seulement à l'Angleterre ; l'auteur prend aussi ses exemples en France, en Allemagne, en Italie, etc. Il montre ce qu'a de dur et de pénible la vie du paysan au Moyen âge, combien surtout il est menacé, à tout moment, par l'arbitraire seigneurial. Et, comme bien des historiens ont prétendu que les seigneurs ecclésiastiques ont été de meilleurs maîtres que les laïques, il s'applique à dissiper les illusions qui à cet égard ont pu naître de l'esprit de parti. Personnellement, bien des ecclésiastiques pouvaient être animés par la charité chrétienne, mais, en tant que propriétaires, il ne leur était pas possible d'agir autrement que les autres seigneurs ; leur *gouvernement paternel* n'est qu'un mythe. Toute cette démonstration est menée de main de maître, et il s'attaque avec beaucoup de verve à la théorie de Janssen ; il montre avec force le caractère de la guerre des paysans allemands de 1525. La période des origines est traitée avec moins de soin ; M. Coulton s'attache surtout aux époques où les documents permettent de saisir sur le vif la vie rurale.

HENRI SÉE.

DUC DE GAËTE. — *Mémoires, souvenirs, opinions et écrits*, t. II (Paris, A. Colin, 1926 ; in-8°, 599 pp.).

La réimpression des mémoires du duc de Gaëte, que nous avons signalée ici même, à la publication de leur premier volume, se poursuit. Dans le tome qui vient de paraître, on ne manquera pas de

rechercher les réflexions et opinions qui, à plus de cent ans de distance, paraissent répondre à nos préoccupations d'aujourd'hui. On citera (p. 88) le passage sur la confiance, qui « est le premier besoin des gouvernements, comme elle seule peut nous ouvrir toutes les sources du crédit ... si nous observons religieusement ses lois » (pp. 190 et suiv.) ; le morceau concernant les effets des taxes arbitraires, de l'inquisition fiscale et de la crainte inspirée aux possesseurs de capitaux par des demandes faites pour les alarmer « au lieu de les encourager à les accroître par la certitude de jouir sans trouble du fruit de leurs spéculations et de leurs travaux ». On relèvera (p. 215) l'état d'esprit exprimé par l'auteur devant le « temps extraordinaire et nouveau » où la France vivait, alors comme aujourd'hui ; ses remarques sur les dangers qu'il y a pour les hommes de gouvernement à trop insister dans leurs discours sur les maux financiers dont souffre le pays (pp. 231 à 238), etc.

Ces adaptations au présent de passages recueillis dans des écrits anciens offrent toujours beaucoup de saveur, mais n'ont qu'une portée limitée. Il sera déjà plus intéressant de lire l'examen approfondi que Gaudin consacre au monopole du tabac et qui se termine par un avis nettement favorable à son maintien. Mais l'historien de la vie économique et financière s'intéressera beaucoup plus aux pages dans lesquelles l'auteur défend sa gestion financière, expose en raccourci la situation du Trésor et des budgets français, depuis l'an VIII jusqu'en 1814, montre le fonctionnement et les services qu'on peut attendre d'une caisse d'amortissement. Le fonctionnement des services du Trésor et de la comptabilité publique sont exposés, en vingt pages, d'une manière des plus précises. Mais c'est principalement dans le mémoire copieux où l'auteur a étudié et défendu le cadastre parcellaire qu'on trouvera le plus de documents historiques et de vues théoriques à retenir (1).

Ce deuxième tome des mémoires de Gaudin, duc de Gaëte, nous a paru tout aussi intéressant que le premier, riche de faits circonstanciés, de chiffres, de documents que cette réédition met désormais très utilement à la portée des historiens.

R. P.

*
**

RAYMOND GUYOT. *La première entente cordiale* (Paris ; Rieder, 1926 ; in-8°, 325 pages ; prix : 25 fr.).

Cet excellent ouvrage, fondé sur de patientes recherches dans les archives françaises et anglaises, traite de l'entente qui, ébauchée entre les gouvernements français et anglais dès 1830, fut définitivement rompue, à la fin de 1846, par suite de l'affaire des mariages espagnols. Ce travail intéresse particulièrement l'histoire économique, car M. R. Guyot montre que le succès de l'entente fut compromis moins par la crise orientale de 1836-1841 que par la rivalité économique qui mit aux prises les deux pays. L'Angleterre aurait voulu obtenir la suppression de la prohibition qui frappait certains de ses

(1) Le mémoire est suivi d'annexes sur la confection du cadastre dans deux départements : Landes, Ille-et-Vilaine.

produits industriels, ainsi que la diminution des droits de douanes. Pendant des années se poursuivirent des négociations commerciales, qui toujours se heurtèrent à l'opposition des maîtres de forges, filateurs et tisseurs français, qui redoutaient la concurrence anglaise. Puis, un moment, on voulut venir en l'aide à l'industrie rurale de la toile (notamment en Bretagne), qui d'ailleurs finit par succomber. Les financiers anglais auraient voulu placer leurs capitaux en France ; ils se heurtèrent au nationalisme des hommes d'affaires français. L'auteur montre aussi que les deux pays s'ignoraient en grande partie, que les Anglais étaient pleins de préjugés à l'égard de la France, plus encore que les Français à l'égard de l'Angleterre. Les relations littéraires elles-mêmes n'étaient pas ce qu'elles auraient dû être ; un Thackeray lui-même méconnaissait la valeur des grands écrivains français de l'époque romantique. La rupture de l'entente cordiale semble avoir été très nuisible à la monarchie de Juillet et a peut-être indirectement contribué à la Révolution de 1848.

H. S.

GASTON JÈZE. — *Les dépenses de guerre de la France* (Paris, Presses Universitaires, 1926 ; in-8°, 226 pp. Publications de la Dotation Carnegie).

Rien n'est plus malaisé que de chiffrer les dépenses de guerre d'une nation et même de déterminer ce qu'on doit entendre par cette expression : dépenses de guerre. Deux importants facteurs influent sur la comptabilité du coût de la guerre, les indemnités à recevoir de l'ennemi, les dettes à rembourser aux nations alliées et associées. Dans une magistrale introduction, M. Jèze, en même temps qu'il traite à fond les questions de méthode que pose son sujet, examine en détail, dans leur historique et dans leurs caractères financiers, les problèmes des réparations et des dettes interalliées. Il conclut qu'il est impossible de chiffrer, d'une manière même approximative, le montant des dépenses de guerre de la France en numéraire. Au surplus, de telles dépenses sont, pour un pays, la conséquence la moins importante d'une guerre nationale. M. Jèze estime avec raison que le chaos économique et financier, le bouleversement social, le recul de la moralité et de la civilisation qui découlent de la guerre constituent des malheurs plus certains que la perte d'argent.

Si l'on ne peut apporter des comptes précis, il n'en reste pas moins intéressant de rechercher et d'établir pour quelles causes les dépenses de guerre ont atteint de si énormes proportions. C'est ce qu'analyse la seconde partie de cet ouvrage, où l'auteur expose avec une abondance de détails précis et une clarté remarquable ce que furent le système des avances et paiements aux fournisseurs, les prêts aux alliés, l'affaiblissement du contrôle, le développement de la dette publique, la spéculation des profiteurs de guerre. Un chapitre étudiant les modifications apportées aux pouvoirs financiers du gouvernement termine cet ouvrage, où la vigueur des jugements s'allie étroitement à la rigueur scientifique.

R. P.

**

JÜRGEN KUCZYNSKI. — *Zurück zu Marx. Antikritische Studien zur Theorie des Marxismus*. 1 vol. in-8° de 217 pp. (Leipzig, Hirschfeld, 1926).

Il est bien regrettable que M. Kuczynski ne soit pas parvenu à mettre plus d'ordre dans son plan et de méthode dans ses discussions, car son livre porte la marque d'un esprit informé et pénétrant et d'un tempérament vigoureux.

M. Kuczynski s'est proposé de justifier le « retour à Marx » et de réfuter tous les critiques du marxisme en approfondissant les théories marxistes de la monnaie et de l'accumulation primitive, la structure philosophique du système économique de Marx et le marxisme comme « conception du monde et forme de vie ».

Il faudrait de longs développements pour montrer que le marxisme, tel que le définit et le défend M. Kuczynski, ne coïncide pas rigoureusement, sur des points importants, avec le marxisme de Marx et d'Engels. Consciemment ou non, M. Kuczynski a fortement infléchi la théorie marxiste vers la politique bolcheviste.

Son livre se compose de quatre parties : dans la première, il pose les principes fondamentaux de la théorie économique marxiste (théorie de la valeur qu'il défend contre les critiques de Böhm-Bawerk et de Liefmann ; théorie de la monnaie qu'il oppose aux théories métallistes aussi bien que nominalistes ; théorie de la plus-value, dont il montre la liaison avec la théorie de la valeur ; théorie du taux moyen du profit qu'il confronte avec les critiques de Lexis, de Böhm-Bawerk, de Sombart, de Tugan-Baranowski).

Dans la seconde, il analyse la théorie marxiste du mouvement économique (problème de l'accumulation du capital, théories de l'appauvrissement, de la population et des crises) ; dans la troisième, la *Weltanschauung* du marxisme et, à ce propos, les problèmes politiques du régime des majorités et de la dictature.

La quatrième est consacrée à une polémique, de ton assez vif, contre l'œuvre récente de Werner Sombart sur le « socialisme prolétarien », c'est-à-dire sur le marxisme. La conclusion générale est formulée par l'auteur à peu près en ces termes : le développement de l'économie capitaliste ne conduit pas, selon le mode évolutionniste, au socialisme, mais se poursuit selon la ligne du capitalisme, tout en rendant d'ailleurs toujours plus favorables les conditions d'instauration du socialisme. Pour que le socialisme se réalise, une immixtion révolutionnaire dans le développement du capitalisme est indispensable : cette intervention sera opérée par les travailleurs qui s'élèvent, par évolution, à la conscience de classe. Cette intervention opérée, le développement reprend selon le mode évolutionniste, mais, du fait même de la révolution, sur une base tout autre que précédemment. En d'autres termes, évolution et révolution ne se conditionnent pas réciproquement ; mais le progrès du capitalisme au socialisme exige absolument une interruption du mouvement d'évolution par la révolution. Donc, « retour à Marx » signifie : « En avant avec Lénine ! »

Il n'est pas nécessaire d'indiquer ici tout ce qui s'oppose à cette interprétation artificielle du marxisme. Elle a d'avance, semble-t-il, été réfutée dans le recueil si suggestif des études de M. Rodolfo Mondolfo : *Sulle orme di Marx*.

E. LASKINE.

J. LAJARD DE PUYJALON. — *L'influence des saint-simoniens sur la réalisation (sic) de l'isthme de Suez et les chemins de fer* (Paris, Chauny et Quinsac, 1926 ; in-8°, 144 pp.).

Dans un premier chapitre introductif, l'auteur esquisse un large tableau de l'école et de la doctrine saint-simonienne, en essayant de montrer ce qu'elle doit et ce qu'elle apporte de nouveau aux doctrines économiques de l'époque et de mettre en vedette le souci de réalisations positives de certains membres de l'école. Il montre ensuite la genèse de l'expédition d'Égypte et comment peu à peu, dans l'esprit de ses promoteurs, l'idée de l'œuvre industrielle finit par prédominer sur les préoccupations mystiques. Barrault, l'illuminé, le cède à Enfantin, l'homme des réalisations. Cependant, les entreprises projetées par eux : barrage du Nil, percement de l'isthme, sont de telle envergure, qu'elles suffisent à maintenir exaltée l'imagination romantique de l'école et à susciter la rêverie ou l'enthousiasme doctrinal, les prophéties, les hymnes. L'auteur nous dit, trop brièvement d'ailleurs, comment et pourquoi l'expédition échoua. Rentré en France en 1837, Enfantin réussira, dix ans plus tard, sans théorie, sans apostolat, en simple homme d'affaires, à fonder sa Société d'études pour le canal de Suez. Mais celle-ci, battue en brèche par de puissantes oppositions anglaises, échoue ; elle est transformée, et c'est seulement après que les saint-simoniens en auront été exclus qu'elle accomplira l'œuvre dont ils furent les initiateurs. Ici s'achève la première partie du livre de M. Lajard de Puyjalon. La seconde partie, consacrée à l'influence des saint-simoniens sur les chemins de fer, n'apporte rien de nouveau à l'étude connue de M. Wallon. Tout le livre de M. Lajard de Puyjalon se lit agréablement, mais il n'approfondit aucun des points qu'il traite, et l'auteur ne fournit aucune référence à l'appui des faits qu'il signale. On ne peut guère considérer celui-ci que comme une esquisse, dont la première partie seule aurait lieu d'être et pourrait se voir utilement développée.

R. P.

J. LAPKÈS. — *La main-d'œuvre agricole en Allemagne, de la fin du XVIII^e siècle à 1926* (Paris, Bureau d'éditions, de diffusion et de publicité, 1926 ; in-8°, 166 pp.).

Le travail que M. Lapkès présente ici n'est que l'introduction d'une étude plus vaste sur le mouvement ouvrier rural en Allemagne après la révolution de 1918, dont il annonce la publication prochaine. Cette thèse de l'Institut agricole de Nancy repose sur une vaste documentation statistique et bibliographique et nous renseigne avec précision sur la condition économique des cultivateurs allemands

pendant la période étudiée. Avant l'émancipation paysanne et l'épanouissement du régime capitaliste, il y eut un travail libre et salarié dans l'agriculture allemande, mais c'est seulement avec l'évolution de la grande culture que se constitue un véritable prolétariat agricole, socialement distinct des autres classes rurales. Jusqu'à la seconde moitié du XIX^e siècle, cette population a subi de graves infériorités juridiques et une situation économique assez misérable. De 1250 à 1918, leurs conditions de travail et de salaire, tout en s'améliorant et en se diversifiant selon les régions, restent encore insuffisantes et très au-dessous de celles faites aux ouvriers de l'industrie, ce qui explique l'exode rural. Depuis 1918, la protection légale du travail a été complètement étendue aux ouvriers ruraux, la pratique des contrats collectifs s'est développée dans l'agriculture, et par suite les salaires s'y sont élevés en même temps que de grands progrès ont été réalisés dans l'organisation du marché du travail. Toute cette évolution est très clairement exposée, avec une documentation précise, dans l'utile ouvrage de M. Lapkès.

R. P.

*
**

HAROLD J. LASKI. — *A grammar of politics* (London, George Allin et Unwin, Ltd.)

M. Harold J. Laski, dont on connaît les études antérieures sur les principes de la souveraineté et sur Karl Marx, vient de publier un ouvrage sur la grammaire de la politique, où il cherche à réfuter les objections qui avaient été adressées à ses précédentes publications, tout en exposant une vue d'ensemble sur l'organisation des pouvoirs de l'Etat et l'organisation internationale des Etats. Il constate que l'organisation internationale, utopie au XVIII^e siècle, est devenue la réalité d'aujourd'hui, sans que l'autorité de chacun des Etats se trouve en rien diminuée. Mais la vieille conception de l'omnipotence de l'Etat souverain conçue par les juristes se trouve atteinte par cette idée que les Etats sont un individu dans une société. La souveraineté de l'Etat apparaît à l'auteur comme un pouvoir uniquement destiné à réaliser certains objectifs déterminés. La conséquence de la théorie de la souveraineté intégrale a amené à des anomalies, comme l'impérialisme de Napoléon ou des Hohenzollern, qui choquent la conscience universelle.

Ce qui doit donc être le plus adéquat à la notion de la souveraineté de l'Etat moderne, ce n'est pas la formule impérialiste, mais la formule fédéraliste. Parler d'indépendance d'un Etat paraît aujourd'hui une notion surannée, alors que tous les Etats sont interdépendants.

Telle est l'idée maîtresse qui se dégage de cet ouvrage, où sont passées au crible les principales notions qui sont à la base du droit public et même du droit privé. Souveraineté, droit, liberté, égalité, propriété, nationalité, Pouvoir de la loi, organisation politique, organisation économique. C'est particulièrement dans les institutions économiques du travail et de la production que l'auteur découvre les bienfaits d'une organisation internationale qui équilibrerait la production et la consommation des richesses à travers le monde. Au demeurant, l'auteur considère que toutes les institutions politiques

et économiques sont susceptibles d'évolution : la propriété elle-même, que l'auteur considère comme essentiellement conforme à la nature humaine, ne lui apparaît que comme un simple fait social dont les formes ont varié dans le passé et pourront varier dans l'avenir. Il ne ménage pas au surplus ses critiques sur la forme actuelle de ce droit.

EDGARD BLUM.

MICHEL LHÉRITIER et C. CHAUTEPS. — *Tours et la Guerre* (Paris, Public. de la Dotation Carnegie, s. d., in-8° XII-71 pp.).

L'histoire économique et sociale de la guerre que la Dotation Carnegie a entrepris de publier comporte une série de monographies de villes. Celle que M. Lhéritier vient de consacrer à Tours est remarquable par sa concision et sa précision. Tours, ville de 73.000 habitants environ en 1914, vit sa population augmenter jusqu'à près de 130.000 âmes pendant la guerre ; elle a retrouvé aujourd'hui son chiffre d'autrefois. La mobilisation lui fit perdre d'abord, par manque de matières premières plus encore que par la pénurie de bras, toute son activité industrielle. Bientôt, la clientèle de l'Etat la lui restitua, mais Tours connut des crises de main-d'œuvre, notamment à l'arrivée des Américains, qui l'avaient choisie comme quartier général et, de cette activité accrue, elle garde encore quelque chose aujourd'hui.

Comme dans la plupart des grandes villes, le ravitaillement posa, pendant la guerre, des problèmes difficiles, qu'on résolut tant bien que mal : taxations, réquisitions, magasins municipaux de vente furent, l'un après l'autre, essayés, avec plus ou moins de succès. Ces méthodes visaient à la fois à ravitailler la population et à modérer la hausse des prix, qui fut aiguë surtout à trois moments : au lendemain immédiat de la guerre, puis en 1917, à l'époque de pénurie générale, et enfin au lendemain de l'armistice, quand la liberté relative fut rendue au commerce. L'auteur a écrit, à ce sujet, les chapitres les plus intéressants de son livre pour l'économiste, décrivant avec soin les institutions de guerre et montrant les résultats de leur fonctionnement. Son ouvrage se termine par un chapitre non moins instructif sur le mouvement ouvrier, le développement des syndicats et des coopératives, et par quelques pages sur les antagonismes sociaux et sur l'entr'aide pour l'assistance aux victimes de la guerre, tels qu'ils apparurent à Tours pendant les hostilités. Des graphiques fort utiles résument et complètent les données fournies dans cette monographie.

R. P.

LUCIEN MARCH. — *Mouvement des prix et des salaires pendant la guerre* (Paris, Presses Universitaires, 1926 ; in-8°, 318 pp.).

Les documents statistiques concernant les prix de gros et de détail, et surtout ceux qui se rapportent aux salaires des diverses professions, sont éparés dans un grand nombre de publications et, si le livre de M. March n'avait que le mérite de les réunir, il rendrait

déjà un grand service aux économistes. Mais l'auteur a fait beaucoup plus, comme on pouvait s'y attendre. Il a soigneusement critiqué sa documentation ; il la présente de la manière la plus méthodique, il en extrait toute la signification qu'elle contient et se montre d'une extrême prudence dans les conclusions qu'on peut en tirer.

Une excellente introduction de méthodologie statistique précise les conditions dans lesquelles s'établissent les indices de prix, de coût de la vie et de salaires, la relativité de leur caractère scientifique et de la connaissance qu'ils nous donnent du réel. En tenant compte de toutes les réserves ainsi faites et de la difficulté d'établir un indice général du mouvement des salaires, l'auteur croit pouvoir conclure que la hausse des salaires a été à peu près parallèle à celle des prix, mais d'une façon un peu ralentie. Si le revenu de la famille ouvrière a augmenté plus vite que le coût de la vie, cela provient de ce qu'un plus grand nombre de ses membres se sont mis au travail. On lira avec le plus grand intérêt le livre de M. March, qui apporte de telles clartés sur cette question, tant discutée et si fréquemment tranchée avec partialité, du rapport des salaires avec les prix.

R. P.

**

H. MARTIN. — *Documents relatifs à la vente de biens nationaux. District de Saint-Gaudens* (Coll. de doc. inéd. sur l'hist. écon. de la Révol. franç. Rieumes, Cicuron, 1924, in-8, xxx-616 pp.).

L'auteur, qui a déjà donné un important recueil de documents sur la vente des biens communaux dans le district de Toulouse, publie les documents relatifs à Saint-Gaudens avec le même soin et sur le même plan. Il présente, en quatre parties, les inventaires, les descriptions de biens par communes, le tableau des ventes et un tableau synoptique, fournissant les résultats de son travail.

Le nombre de collectivités laïques ou ecclésiastiques dont les biens furent séquestrés atteignit 431, celui des individus 167. Les inventaires apportent d'intéressants détails sur la composition et la valeur des patrimoines nobles ou ecclésiastiques du département, malgré les lacunes qu'ils présentent quant aux biens mobilisés et aux biens incorporels.

Les ventes s'échelonnèrent sur une période allant de 1791 à 1815 ; la plupart adjugèrent les biens à des bourgeois de la région, moyennant des prix dont la variété ne peut guère s'expliquer que par les manœuvres des acquéreurs plus que par les différences de valeur des terres. Un assez grand nombre de propriétaires dépossédés rachetèrent leurs biens, directement ou par personnes interposées. Beaucoup de spéculateurs, qui revendirent ensuite, après morcellement, les terres acquises, apparaissent dans cette histoire des biens communaux.

L'introduction mise par M. Martin en tête de ce recueil en utilise assez complètement la documentation qu'il contient et ajoute une bonne monographie à celles, déjà nombreuses, qui existent sur le sujet et qui permettent d'attendre l'étude d'ensemble que ces publications de documents faciliteront quelque jour.

R. P.

**

HAROLD G. MOULTON et CLEONA LEWIS. — *La dette française* (trad. franç. de René Arnaud et Jean Proix. Paris, Gallimard, 1926 ; in-12, 367 pp.).

Les ouvrages du savant directeur de l'Institut économique de New-York sur les questions financières d'aujourd'hui font autorité, et l'on attendait avec curiosité celui dont il avait annoncé la publication sur notre pays. La curiosité n'est nullement déçue et le livre de M. Moulton, dans l'excellente traduction qui nous en est donnée, apporte une copieuse documentation, des analyses rigoureuses et des vues à la fois nettes et justes.

L'auteur a voulu exposer la situation financière de la France et montrer comment on pourrait la rétablir, avec, comme but subsidiaire, la pensée de faire voir comment elle pourra régler ses dettes extérieures. Nous remarquerons tout de suite que, sur ce dernier point, auquel le titre du livre aurait pu faire croire que M. Moulton allait consacrer de longs développements, l'auteur reste très bref ; en dix pages, il se borne à analyser et à repousser les divers projets élaborés en Amérique pour faire payer la France, notamment l'idée d'appliquer à notre pays une sorte de plan Dawes.

Il insiste davantage sur notre dette intérieure ; et le « moyen d'en sortir », selon lui, c'est tout simplement d'en réduire de 50 % les intérêts, par voie d'autorité. Du coup, la France allège son budget de plus de 7 milliards d'arrérages annuels, ce à quoi n'atteindront jamais, et de bien loin, les plus féroces économies. Après quoi, la stabilisation du franc s'imposerait. Sur cette dernière opération, les analyses de M. Moulton sont à retenir, de même que ses remarques sur notre situation monétaire et budgétaire. Il nous a semblé moins heureux dans ses pronostics sur les possibilités de développement économique de la France, mais il se peut aussi que sur ce point, emportés par un chauvinisme inconscient, les économistes français soient mauvais juges. En tout cas, la lecture du livre de M. Moulton est indispensable à quiconque veut se faire une idée de la situation économique et financière de la France en 1926.

R. P.

**

B. NOGARO et Lieutenant-Colonel WEIL. — *La main-d'œuvre étrangère et coloniale pendant la guerre* (Paris, Presses Universitaires, 1926, in-8°, 120 pp.).

MM. Nogaro et Weill, qui furent respectivement directeurs des services de la main-d'œuvre étrangère et de la main-d'œuvre coloniale au ministère de l'Armement, nous donnent, en un court exposé, une vue d'ensemble très nette de ce que furent le recrutement, le placement, le contrôle et l'emploi de cette main-d'œuvre bigarrée. On dut y faire appel dans une large mesure dès le début de 1915, et peu à peu se précisèrent les méthodes et les règles d'une véritable politique d'immigration. M. Nogaro insiste tout particulièrement sur les

conditions que devrait remplir un service d'immigration rationnellement conduit. L'expérience de guerre est d'autant plus précieuse à retenir que nous sommes davantage obligés de recruter hors de nos frontières la main-d'œuvre qui nous fait défaut. C'est dire que cet ouvrage, paru dans l'*Histoire économique et sociale de la Guerre*, de la Dotation Carnegie, joint à sa valeur historique une incontestable utilité de pratique immédiate.

R. P.

HENRI TRUCHY. — *Les Finances de guerre de la France* (Paris, Presses Universitaires, 1926, in-8°, 171 pp. Publications de la Dotation Carnegie).

Comment la France a-t-elle « financé » la guerre ? On lui a souvent reproché un manque de courage fiscal et une défectueuse répartition des charges financières de la guerre entre les diverses classes de la nation. M. Truchy montre que les pays qui nous adressent ces critiques, avec une sévérité d'ailleurs déplacée, n'ont pas géré leurs propres finances d'une manière impeccable. Cependant, il ne ménage pas non plus les hommes d'Etat aveugles qui, en 1919, n'ont pas su procéder aux vastes opérations financières qui s'imposaient alors, de même qu'il ne cache pas les imperfections de notre système fiscal et les faiblesses apportées dans son application.

Le livre de M. Truchy s'ouvre par un excellent chapitre sur l'organisation et la situation des finances françaises au moment où s'ouvrit la guerre. Viennent ensuite divers chapitres consacrés aux avances de la Banque de France, aux moyens de trésorerie, aux emprunts intérieurs de consolidation, aux emprunts extérieurs ; et tous ces problèmes sont traités sous leur aspect à la fois technique et économique, avec une grande précision de détails et une « mise au point » parfaite.

Un dernier chapitre, qui forme comme la conclusion de l'ouvrage, expose que la guerre ne peut être « financée » par les seuls revenus d'une nation et qu'elle exige un appel au capital ; comme l'emploi de ces diverses ressources est de destination improductive, il y a lieu d'éloigner la théorie de la guerre payante et de constater qu'elle consacre un appauvrissement, générateur d'une maladie durable. Ce livre, comme celui de M. Jèze, paru dans la même collection et que nous analysons d'autre part, apporte à l'histoire économique de la guerre une contribution des plus importantes.

R. P.

MAX-J. WASSERMANN. — *L'œuvre de la Federal Trade Commission. La dernière phase de la législation américaine contre les trusts. La spéculation illicite et les pratiques commerciales déloyales* (1 vol. in-8° de la Bibliothèque de l'Institut de droit comparé de Lyon, XLIII-582 pp. Paris, Giard, 1925, avec une préface de M. Edouard Lambert).

L'ouvrage de M. Wassermann constitue une étude approfondie du *Federal Trade Commission Act* du 26 septembre 1914 et du *Clayton*

Act du 15 octobre 1914, qui ont organisé la répression de la spéculation illicite par une commission administrative d'experts et la publicité des enquêtes, décisions et avis de cette commission, pour lui permettre de remuer l'opinion publique et de l'associer à son œuvre d'épuration.

M. Edouard Lambert, dans une importante préface, souligne l'intérêt pratique de l'étude de M. Wassermann pour la France, car, après l'expérience de la loi de 1916 sur la spéculation illicite, « nous ne pouvons plus nous dissimuler l'impuissance en cette matière de la répression judiciaire quand elle n'est point soutenue et guidée par l'établissement d'un contrôle administratif sur la loyauté du commerce ».

M. Wassermann analyse tour à tour les origines de la réglementation fédérale du commerce aux Etats-Unis ; le développement des *pools*, des *trusts* et autres « combinaisons » destinées à parer aux effets de la libre concurrence ; l'*Interstate Commerce Commission*. Act de 1887, qui fut la première phase de la réglementation fédérale du Commerce, le *Sherman Act* de 1890 et les difficultés d'interprétation qu'il souleva dès sa mise en application et qui paralysèrent son activité ; l'institution du *Bureau of Corporations* ; la création de la *Federal Trade Commission*, son organisation, sa compétence et ses pouvoirs, la procédure contentieuse devant la Commission ; ses décisions contre les pratiques frauduleuses et malhonnêtes (emploi de fausses étiquettes, contrefaçon, réclame mensongère, pratiques tendant à tromper le consommateur sur le prix de vente des marchandises, rabais occultes, corruption d'employés, espionnage commercial), contre les pratiques tendant à restreindre le marché (politiques déloyales de prix, boycottage, remises commerciales, clauses d'exclusivité, coalitions) ; sa participation à la mobilisation économique pendant la guerre, son influence sur le développement législatif (loi de 1921 sur les parcs à bestiaux ; loi sur les opérations à terme sur les grains) ; et les controverses qu'a soulevées son activité.

L'auteur signale, en terminant, l'hostilité du président Coolidge contre la *Federal Trade Commission*, et les efforts qui sont faits pour sa suppression ou tout au moins pour une sensible limitation de ses pouvoirs, ainsi que les modifications qui ont été récemment apportées à sa composition et à sa procédure.

L'ouvrage est suivi d'une traduction des principaux textes législatifs, d'une utile bibliographie et d'un index très complet.

E. L.

G. ZINOVIEV. — *Histoire du parti communiste russe*, 1 vol. in-16 de 192 pp. (Paris, Librairie de l'Humanité, 1926, 7 fr.).

Le livre de Zinoviev est avant tout une exaltation de l'œuvre de Lénine et du « léninisme ». Mais c'est aussi un document précieux sur la formation de la doctrine et du parti bolchevistes ; sur les luttes doctrinales entre *narodniki* et marxistes, leurs polémiques sur le *marxisme légal* de Strouve et de Tougan-Baranowsky ; sur l'*économisme* de Prokopovitch et Kouskova, sur les origines du *menchevisme* ; sur l'orientation du fameux groupe socialdémocrate de l'*Iskra*

et ses luttes contre les socialistes révolutionnaires ; sur les polémiques avec le *Bund* juif ; sur le défaitisme des bolcheviks et des mencheviks pendant la guerre russo-japonaise ; sur l'évolution intellectuelle de Trotsky (qui n'a adhéré au parti bolchevik qu'en juillet 1917), sur le *liquidationnisme* de Larine, et l'*otzovisme* de Volksky, l'*ultimatism* de Bogdanov, le *déisme* de Lounatcharsky, les luttes entre révolutionnaires « défensistes » et « défaitistes » pendant la grande guerre.

E. L.

*
**

L'Année Sociologique, nouvelle série, t. I, 1923-1924. — MARCEL MAUSS : *Essai sur le don, forme archaïque de l'échange* (Paris, Alcan, 1925 ; in-8°, 192 pp.).

L'Année Sociologique, dont la publication avait été interrompue par la guerre, reparait. Elle retrouve une partie de ses collaborateurs d'autrefois, mais son fondateur et un nombre malheureusement élevé de ses amis ont disparu depuis douze ans ; leur souvenir est rappelé dès les premières pages du fascicule qui vient d'être publié et l'on peut ainsi mesurer toute la perte qu'a subie, du fait de la guerre, l'école sociologique française.

La direction de *L'Année Sociologique* est désormais confiée à MM. Mauss et Fauconnet, qui ont groupé autour d'eux un grand nombre de membres des Facultés des lettres et des Facultés de droit. La publication se présente non plus sous forme d'un volume unique, mais sous celle de fascicules, dont la réunion constituera le recueil annuel.

C'est M. Mauss qui a fourni la matière du premier fascicule avec un très important essai sur le don, forme archaïque de l'échange. Il cherche à dégager, d'après de nombreuses recherches positives, la règle de droit et d'intérêt qui, dans les sociétés de type archaïque, fait que le présent reçu est obligatoirement rendu, et son étude éclaire la façon dont le droit réel reste encore de nos jours attaché au droit personnel, ainsi que tout ce qui, dans les échanges actuels, ne s'explique pas uniquement en fonction de l'intérêt personnel.

Les économistes trouveront, dans ce mémoire, d'utiles observations sur la motivation des actes économiques et sur la psychologie de l'échange ; ils y retrouveront la méthode rigoureuse et l'abondance documentaire qui signalent si heureusement toute la production de l'école durkheimienne.

R. P.

*
**

Encyclopédie départementale des Bouches-du-Rhône, t. VIII : *Le commerce*, par PAUL MASSON (Marseille, Impr. du *Sémaphore* et Archives départementales, 1926, 1 vol. gr. in-8° de xxiv-511 pp.).

Deux des précédents volumes de cette excellente publication avaient trait à l'histoire du commerce et à celle du mouvement social au XIX^e siècle. Le présent volume est consacré à l'histoire de l'industrie dans les Bouches-du-Rhône de 1789 à 1914 ; il est tout entier l'œuvre de

M. Paul Masson, à l'exception de plusieurs appendices, qui ont été écrits par divers collaborateurs (1).

En ce qui concerne l'époque contemporaine, on peut dire que c'est de beaucoup la meilleure monographie que nous possédions sur l'histoire de l'industrie ; on appréciera tout à la fois l'étendue, la précision des recherches et la clarté de l'exposition. Quand on parle de l'industrie des Bouches-du-Rhône, il s'agit naturellement avant tout de l'industrie de Marseille. Celle-ci, née du commerce maritime, fut, comme ce commerce, en grande partie ruinée par les guerres de la Révolution et de l'Empire ; les fortunes industrielles s'effondrèrent. Cependant, pendant la période napoléonienne, deux fabrications nouvelles furent créées : celles de la soude artificielle et de l'acide sulfurique. A l'époque de la Restauration, on assiste à une remarquable résurrection de l'industrie marseillaise ; cependant, comme il y a peu de force hydraulique et que les machines à vapeur sont encore très peu employées, la concentration industrielle reste assez faible : on ne constate pas l'existence de très grands établissements. Quelques faits importants sont signalés par M. Paul Masson : la décadence des industries textiles, les grands progrès des industries chimiques (savonnerie, soude, acide sulfurique), qui se placent au premier rang ; le relèvement des raffineries.

Sous la monarchie de Juillet, les progrès sont bien plus décisifs. Et, comme le marque fortement l'auteur, on se détache des souvenirs du passé pour se tourner vers l'avenir. C'est, pour les industries textiles, la décadence complète et irrémédiable ; seules, parmi les industries anciennes, la savonnerie et la raffinerie se développent. Mais le fait essentiel, c'est la création d'industries nouvelles : des huileries, employant les graines oléagineuses exotiques (on en compte 36 en 1841) et aussi des minoteries à vapeur, qui ont pour conséquence la fabrication nouvelle des pâtes alimentaires. Les industries mécanique et métallurgique, ainsi que l'extraction des lignites, font de grands progrès. Cette période, qui se distingue par l'initiative des industriels et par les inventions techniques, est marquée aussi par les progrès de la concentration industrielle, et surtout dans la raffinerie et l'huilerie (2). Quant à l'époque du second Empire, elle est moins caractérisée par la création d'industries nouvelles que par l'essor des anciennes. Le progrès du commerce, favorisé depuis 1860 par un régime de libre-échange, contribue à accélérer le développement de l'industrie qui se manifeste spécialement dans la raffinerie, la savonnerie, l'huilerie, la fabrication de la soude. La minoterie et la semoulerie, que sert l'importation de plus en plus grande des blés de la mer Noire, deviennent deux des industries dominantes. Les industries métallurgique et mécanique trouvent aussi une très grande place à Marseille. La *Statistique* de 1865 assigne la cinquième place aux Bouches-du-Rhône, en ce qui concerne la production industrielle, et lui attribue une valeur de 440 millions de francs.

De 1870 à 1890, on ne compte comme industries nouvelles que les

(1) MM. Oppermann, Rocca, Rivals, Labarre, Malcor, Vimar.

(2) Par quelques exemples significatifs, M. Masson montre qu'il faut se méfier des chiffres donnés par la *Statistique* de 1845.

distilleries de grains et les brasseries. La minoterie passe au premier rang ; la raffinerie est prospère, mais doit surtout compter sur le marché intérieur, tout comme la savonnerie. L'établissement du régime protecteur après 1890 n'a pas été sans nuire au commerce ; tout naturellement, l'industrie s'en est ressentie aussi ; cependant, en 1914, sa situation était vraiment prospère. C'est l'époque où se développent les industries électriques et où la concentration fait de grands progrès, surtout dans la raffinerie, la brasserie et la savonnerie. Toutefois, à ce dernier point de vue, l'évolution industrielle est moins avancée que dans beaucoup d'autres centres économiques.

On voit quel intérêt présente cette excellente monographie, qui, à bien des égards, pourra servir de modèle. Sans doute, l'industrie marseillaise pourra encore faire l'objet d'études intéressantes, notamment en ce qui concerne l'organisation même du travail industriel et son fondement capitaliste ; mais ce sont des travaux qui ne pourraient être menés qu'à l'aide des papiers privés des firmes industrielles, qui ne doivent pas être facilement accessibles. Quant à la condition des ouvriers, l'on devra se reporter au volume de *l'Encyclopédie des Bouches-du-Rhône* qui traite du mouvement social (1).

HENRI SÉE.

**

Handbuch der Finanzwissenschaft, publié sous la direction de WILHELM GERLOFF et FRANZ MEISEL, livr. 1 à 4 (Tübingen, Mohr, 1925).

Nous avons déjà indiqué le plan et l'esprit général de ce vaste ouvrage de science des finances, qui paraît destiné à se substituer aux anciens traités, bien connus, de Wagner et de Cohn.

Les quatre premiers fascicules parus donnent une idée très favorable du nouveau *Handbuch*.

M. Gerloff précise la notion de la science des finances et sa place dans l'ensemble des sciences économiques et sociales. Il définit ensuite les tendances et les méthodes qui dominent dans cette discipline scientifique.

M. Spitzmüller, dans un chapitre particulièrement intéressant, met en lumière la liaison des phénomènes monétaires avec les problèmes de la science des finances : l'étude de ces problèmes en période d'inflation est spécialement poussée, à l'aide des expériences récentes.

M. Otto Mayer, un des maîtres du droit administratif allemand, pose les principes généraux du droit financier, précise les notions juridiques de l'impôt, du « commandement fiscal », du délit et de la pénalité fiscale.

M. Friedrich Zahn consacre d'importants développements aux problèmes et aux méthodes de la statistique financière.

Ils sont suivis d'une étude de M. Rudolf Goldscheid intitulée : « Etat, économie publique et société. Essence et objet de la science des finances du point de vue de la sociologie. » L'auteur a l'ambition d'y

(1) Le volume contient aussi quelques cartes intéressantes sur la répartition et la localisation des industries.

formuler les principes d'une science nouvelle, la « Finanzsoziologie ».

Enfin M. Bernhard Laum décrit la genèse de l'économie financière publique dans le monde antique et au Moyen âge.

Les septième et huitième fascicules de ce grand ouvrage comprennent des études d'Edwin Seligman sur *l'histoire de la science des finances hors d'Allemagne depuis le début du XIX^e siècle*, de M. Englis, ministre des Finances de Tchécoslovaquie, sur *les dépenses publiques*, de M. Alfred Amoun sur les revenus publics tirés des entreprises que les organes publics gèrent comme le feraient des entreprises privées, et de M. Engländer sur les revenus publics tirés d'entreprises publiques proprement dites.

Le niveau scientifique de ces études continue à être très élevé, et la publication se poursuit avec une rapidité et une régularité des plus louables.

On ne peut que souhaiter de voir se succéder rapidement les fascicules de cet ouvrage, si riche de faits et d'idées. S'il nous est permis d'exprimer un autre vœu, c'est que les auteurs se souviennent que la science, même financière, suppose une parfaite objectivité et une complète impartialité, par conséquent la maîtrise sur les passions nationales même les plus ardentes : ils l'ont parfois oublié ; pas souvent, mais trop souvent encore.

E. L.

*
**

Huit ans de pouvoir soviétique en Russie, broch. in-12 de 86 pp. (Paris, Librairie de l'Humanité, 1925).

On a tenté de dresser dans cette brochure le bilan de la politique sociale et économique du pouvoir des Soviets, pour « mettre en lumière les progrès réalisés par la première république ouvrière ».

On y distingue nettement une première période (1917-1921), caractérisée par le communisme de guerre, la disparition du commerce, la décadence de la coopération de consommation, l'inflation vertigineuse, — et une seconde période qui coïncide avec l'instauration de la nouvelle politique économique (N. E. P.), la renaissance du commerce intérieur et extérieur, l'arrêt de l'inflation.

E. L.

*
**

Marx-Engels Archiv, revue de l'Institut Marx-Engels de Moscou, publiée par D. Riazonov, vol. I (Marx-Engels Archiv, Francfort).

On sait que l'Institut Marx-Engels de Moscou a pour objet l'étude du marxisme en théorie et en pratique, au sens le plus large du terme. La revue dont il commence la publication sous la direction d'un marxiste bien connu, D. Riazonov, sera consacrée d'une part à l'étude des œuvres de Marx et d'Engels et du milieu historique et social qu'ils a suscitées, d'autre part à l'étude critique des problèmes que Marx et Engels eux-mêmes se sont posés dans leurs œuvres historiques, y compris le *Capital*.

Le *Marx-Engels Archiv* doit préparer l'édition critique et complète de l'œuvre de Marx et d'Engels entreprise par l'Institut, par la publication de manuscrits inédits de Marx et d'Engels, de leur correspon-

dance, de documents biographiques et de pièces d'archives concernant l'histoire du socialisme et du mouvement ouvrier.

La revue rendra compte de la littérature marxiste récente et tiendra à jour la bibliographie générale des publications concernant Marx et Engels.

Le premier volume de l'*Archiv*, qui vient de paraître, donne l'idée la plus favorable de l'œuvre entreprise et des méthodes de travail qui y ont présidé. Dans une première partie paraissent trois longues études de A. Deborin sur la *Dialectique chez Kant*, de V. Volgin sur la *position historique de Saint-Simon*, de D. Riazanov sur les *Origines de la première Internationale*.

La seconde apporte la publication d'un important manuscrit inédit de Marx et d'Engels der Feuerbach, première partie de la *Deutsche Ideologie*, critique de la philosophie post-hegélienne et du socialisme allemand et premier exposé de la conception matérialiste de l'histoire.

Dans la troisième partie est publiée une très intéressante correspondance inédite entre Marx et la révolutionnaire russe Vera Zassoulitch sur la commune rurale russe et sur la nécessité historique pour tous les pays du monde de passer par toutes les phases de la production capitaliste. Marx répond à Vera Zassoulitch que l'analyse donnée dans le *Capital* de la genèse de la production capitaliste n'offre de raisons ni pour ni contre la vitalité de la commune rurale ; mais qu'à son avis cette commune doit devenir le point d'appui de la régénération sociale en Russie.

Suit une partie bibliographique consacrée à la discussion approfondie d'ouvrages de Vorländer, de Kraus, de Hans Debrück et d'autres auteurs sur le matérialisme historique, de Dietzel et de Petry sur la théorie marxiste de la valeur, de travaux récents sur les travailleurs anglais au temps de la révolution industrielle, sur le mouvement chartiste, sur l'Union ouvrière de Cologne en 1848.

Suivent diverses notes, précieuses pour les chercheurs, sur une collection de documents de la première Internationale conservée à Londres ; sur les collections de l'Institut Marx-Engels de Moscou, dont la bibliothèque renferme déjà 175.000 volumes ; et une bibliographie générale des ouvrages et articles publiés hors de Russie sur Marx, Engels et le marxisme depuis le début de la grande guerre jusqu'en septembre 1925 ; nous avons pu, par plusieurs épreuves, constater la richesse de cette bibliographie.

Le *Marx-Engels Archiv*, en dehors même de l'intérêt qu'il présente pour les marxistes, constitue une entreprise scientifique de haute valeur, à laquelle tous les historiens doivent souhaiter bonne chance et longue vie.

E. L.

**

La Russie. Rapport officiel de la délégation britannique des trade-unions en Russie et au Caucase (novembre et décembre 1924) (1 vol. gr. in-8° de 234 pp. Paris, Librairie de l'Humanité, 1925, 9 fr.).

Une délégation des Trade-Unions britanniques, composée de Herbert Smith, président de la Fédération des Mineurs ; Ben Tillet, secrétaire général des Trade-Unions, John Turner, John Bromley,

Alan Findlay, A. Purcell, Fred Bramley, et de trois « délégués techniques », Harold Grenfell, A.-R. Mc Donnell, George Young, a quitté Londres le 7 novembre 1924 pour y rentrer le 19 décembre suivant, après avoir visité Moscou, Kharkof, le bassin du Don, Rostow, Bakou, Tiflis et Leningrad.

Dans la préface de l'ouvrage, les délégués indiquent qu'ils étaient accompagnés dans leurs enquêtes et investigations par des experts qui connaissaient la Russie pour y avoir vécu pendant des années, qui parlaient le russe, et qu'ils n'ont donc point été « à la merci des guides officiels et des interprètes du gouvernement russe ».

Les conclusions du rapport sont, « en premier lieu, que la révolution russe n'a pas de lien de parenté avec l'évolution britannique » ; en second lieu, que « les résultats actuels de la révolution et ses conquêtes sont incarnés dans un état nouveau, déjà très puissant et destiné à devenir très prospère.

Entre autres observations intéressantes, le rapport note que « le système communiste actuel a graduellement dégénéré et qu'il n'est plus du communisme, mais plutôt une sorte de socialisme d'Etat ou de capitalisme d'Etat, permettant cependant aux prêtres du communisme d'exercer leur discipline et de répandre leurs théories ».

Le rapport contient un grand nombre de chiffres utiles et de notations à retenir. Il constitue un effort remarquable d'enquête objective et impartiale. Il n'a pas l'ambition d'apporter un tableau exact et complet de la vie politique, économique et sociale de la Russie des Soviets.

Des développements particuliers sont consacrés à la situation de la Transcaucasie (Azerbeïdjan, Arménie, Géorgie). Le rapport conclut, sur ce point, que « le renversement du gouvernement menchevik géorgien et la réunion de la Géorgie indépendante à l'Union des républiques soviétiques n'est pas le fait d'une politique agressive et préméditée de la part de Moscou ». Mais il dénonce le maintien de la *Tcheka*, ou « commission extraordinaire », abolie en Russie après la fin de la guerre civile.

E. I..

OUVRAGES REÇUS AUX BUREAUX DE LA « REVUE » ¹⁾

ETIENNE ANTONELLI : *Manuel de législation coloniale* (Paris, Presses Universitaires de France, s. d. [1926] ; in-12, 426 pp.).
Almanach ouvrier et paysan, 1926 (Paris, Librairie de l'Humanité, 1926, in-12, 288 pp.).

(1) Nous signalons ici les livres auxquels il n'est pas consacré de compte rendu.

TABLE DES MATIÈRES

de la xiv^e année (1926)

I. — Articles

BONDOIS (P.-M.). — La protection des jardins et des cultures au xviii ^e siècle	447
BOUSQUET (G.-M.). — Francesco Ferrera.....	344
CAHEN (Léon). — L'approvisionnement en pain de Paris au xviii ^e siècle.....	458
DESCHAMPS (Auguste). — Observations sur l'attitude des économistes classiques anglais en matière de salaires	145
GAFFIOT (Maurice). — La théorie du luxe dans l'œuvre de Voltaire...	320
LE ROY (O.). — L'activité économique primitive d'après M. Charles Gide	51
MARTIN (Gaston). — Nantes et la Compagnie des Indes (1664-1769).....	409
MATHIEZ (Albert). — Les restrictions alimentaires en l'an II.....	32
PIROU (G.). — Science et doctrines économiques.....	5
POSE (Alfred). — Esquisse de l'évolution de la théorie quantitative....	152
ROCHE-AGUSSOL. — Tarde et l'économie psychologique.....	68, 273
RUTKOWSKI (Jean). — Le régime agraire en Pologne au xviii ^e siècle....	473
SÉE (Henri). — Quelques aperçus sur le transit des marchandises au xviii ^e siècle	27
— L'activité commerciale de la Hollande à la fin du xvii ^e siècle....	200
VIVIER (Robert). — Contribution à l'étude des anciennes mesures du département d'Indre-et-Loire aux xvii ^e et xviii ^e siècles.....	179

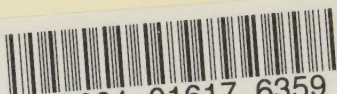
II. — Bibliographie

ALLIX et LECERCLÉ. — L'impôt sur le revenu, traité théorique et pratique	378
ANCEL. — Manuel historique de la question d'Orient.....	254
— Peuples et nations de l'Orient.....	380
ANSIAUX. — Traité d'Economie politique.....	320
ARNOU. — Contre le bénéfice exagéré.....	117
AUERBACH. — L'Autriche et la Hongrie pendant la guerre.....	254
AUSCHER. — Les sociétés à responsabilité limitée.....	117
BAYART. — Les effets de l'inflation sur le bilan.....	382
BLOCH. — Bibliographie méthodique de l'histoire économique et sociale de la France pendant la guerre	257
BONDOIS. — Le Maréchal de Bassompierre.....	117
BOUCHET. — La garantie des crédits commerciaux et l'assurance	118
BOUGLÉ et RAFFAULT. — Eléments de sociologie. Textes choisis et commentés	383
BRUNOT. — Histoire de la langue française	255
CARON. — La commission des subsistances	506
CASTOPOULO. — L'Empire de l'Orient	256
CAVAIGNAC. — Chronologie	506
COULTON. — « The medieval village »	507
COURTEAULT. — La vie économique à Bordeaux pendant la guerre ...	258
CUÉNOT, DARWIN, etc. — Eugénique et sélection	257
DAMIENS, etc. — Philosophie scientifique et sociologie	383

DAUDÉ-BANCEL. — La réforme agraire en Russie	384
DECHESNE. — Question économique d'après-guerre	119
DELAISI. — Les contradictions du monde moderne	119
DOSTOÏERSKY. — Le bourgeois de Paris	121
DURAND. — Le département des Côtes-du-Nord sous le Consulat et l'Empire	121
EPSTEIN. — Les banques de commerce russes	123
FAUCONNET. — Oswald Spengler	259
FERRERO. — Entre le passé et l'avenir	385
FIALHO. — Peut-on bolcheviser l'Amérique ?	386
FRANÇOIS-PONCET. — Réflexions d'un républicain moderne	260
GAËTE (duc de). — Mémoires, souvenirs, opinions et écrits	261
— Mémoires, etc., t. II	507
GEMAHLING. — Les grands Economistes	123
— Statistiques choisies et annotées	262
GEOFFROY DE GRANDMAISON, etc. — Portraits de catholiques sociaux ..	262
GEORGE. — Progrès et pauvreté	263
GIGNOUX et LEGUEU. — Le Bureau de rêveries	263
GINESTET. — Les indices du mouvement général des affaires	386
GRAS (N. S. B.). — A history of agriculture in Europe and America ..	387
GUYOT. — La première entente cordiale	508
JÈZE. — Les dépenses de guerre de la France	509
JOUVENEL (H. DE), etc. — Notre diplomatie économique	264
KUCZINSKI (J.). — Zurück zu Marx	510
KULISCHER. — Russische Wirtschafts geschichte	265
LAJARD DE PUYJALON. — L'influence des saint-simoniens sur la réalisation de l'isthme de Suez	511
LAPKÈS. — La main-d'œuvre agricole en Allemagne	511
LASKI. — A grammar of politics	512
LEDIEU. — Diderot et Sophie Volland	128
LEFÈVRE. — Le commerce des grains et la question du pain à Lille de 1713 à 1789	128
LEMOINE. — M ^{me} de Sévigné, sa famille et ses amis	389
LÉNINE. — La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky	130
LE ROY. — Essai d'introduction critique à l'étude de l'économie primitive	114
LEVINSOHN. — Histoire de l'inflation	390
LHÉRIETIER et CHAUTEPS. — Tours pendant la guerre	513
LLOYD. — Experiments in state control at the War Office	125
LOUZON. — L'économie capitaliste	265
LUQUET. — La Commune de Paris	390
MANSUY. — La Pologne	131
MARCH. — Le mouvement des prix et des salaires pendant la guerre ..	513
MARTIN. — Documents relatifs à la vente des biens nationaux dans le district de Saint-Gaudens	514
MARTIN (O.). — La Coutume de Paris	266
MATHIEZ. — Autour de Danton	391
MAZZEI. — Politica economica internazionale inglese prima di Adamo Smith	132
Mémoires et Documents pour servir à l'histoire du commerce et de l'industrie en France (8 ^e série)	141
Id., 9 ^e série	142
MEUNIER. — Autour de Mirabeau	391
MIRIMONDE. — Comment gérer sa fortune	392
MOULTON et LEWIS. — La dette française	515
MOUSSET. — La France vue de l'étranger	393
MURRAY-BUTLER. — Les Etats-Unis d'Amérique	367
NACOS. — La crise sociale et politique de l'Europe	132
NAUDEAU. — En écoutant parler les Allemands	133
NIITI. — La Paix	267
NOGARO et WEILL. — La main-d'œuvre étrangère et coloniale pendant la guerre	515
PACORET. — Le machinisme universel	133
PICOT. — La politique de déflation en Tchécoslovaquie	134
PINOT. — Le contrôle du ravitaillement de la population civile	268
PIROU. — Les doctrines économiques en France depuis 1870	134

PORTUONDO Y BARCELO. — Essais de mécanique sociale.....	392
PUECH. — Le socialisme français avant 1848 : Flora Tristan	394
RAFFEGEAU et LACOUT. — Etablissement des bilans or	395
RALÉA. — L'idée de révolution dans les doctrines socialistes.....	135
RAVEAU. — L'agriculture et les classes paysannes ; la transformation de la propriété dans le haut Poitou au xvr ^e siècle.....	395
REGNÉ. — La vie économique en Vivarais au xv ^e siècle	29
RENARD (Ed.). — Louis Blanc. Sa vie. Son œuvre.....	138
RENARD (G.). — Le droit, la logique et le bon sens	138
RENAUDET. — Erasme. Sa pensée religieuse et son action	396
REZANOV. — Le travail secret des agents bolchevistes.....	269
P. DE ROUSIERS. — Les grandes industries modernes. III. Les textiles ..	396
SAINT-SIMON. — De la réorganisation de la société européenne	139
SANDERSON. — The farmer and his community.....	397
SARABIANOV. — Pourquoi la N. E. P. ?	270
SCHMIDT. — Les journées de juin 1848	271
SCHNYDER. — Die bevölkerung der stadt Zürich vom 14-17 Jahrhr	270
SEIGNOBOS. — Histoire politique de l'Europe contemporaine	397
SELIGMANN. — La première tentative d'émission fiduciaire	271
SPINNER. — Der gesetzliche Heimarbeitschutz.....	272
SPÜHLER. — Der Saint-Simonismus. Lehre und leben von Saint-Amand Bazard	398
TROTSKY. — Europe et Amérique	399
TRUCHY. — Précis élémentaire d'économie politique	399
— Les finances françaises pendant la guerre	516
VALOIS. — L'Etat, les finances et la monnaie	139
VAN DILLEN. — Braunen tot de geschiedenis der wisselbanken.....	259
WEILL. — Histoire de l'idée laïque en France	140

*Achevé d'imprimer en 1983
à Genève - Suisse*



3 9001 01617 6359



